Institut d'études politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral en Science politique, mention Monde musulman

CERI

Doctorat en Science politique, spécialité Monde musulman

Les médias, les élites et l'armée en Egypte du début des années 2000 à aujourd'hui

Le rôle des chaînes satellitaires et d'internet, entre période révolutionnaire et mutation néo-autoritaire

Paloma Haschke-Joseph

Thèse dirigée par M. Gilles KEPEL, Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris

Soutenue le 29 juin 2016

Jury :

M. Frédéric CHARILLON, Professeur des Universités à l'Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I (rapporteur)

M. Gilles KEPEL, Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris

Mme Géraldine MUHLMANN, Professeure des Universités à l'Université Paris II Panthéon-Assas

M. Bernard ROUGIER, Professeur des Universités à l'Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris III (rapporteur)

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont en premier lieu à mon directeur de thèse, le Professeur Gilles Kepel dont les conseils, la rigueur, et la bienveillance ont été une aide et un soutien précieux au cours de ces cinq années de doctorat. Je le remercie pour la confiance dont il a fait preuve à mon égard, et pour son enseignement et sa passion qui, au cours des dix années que j'ai passées à Sciences-Po, ont eu sur ma compréhension du monde, un impact décisif.

Je remercie également Bernard Rougier, directeur du CEDEJ au Caire, pour ses critiques constructives et sa générosité, ainsi que l'équipe de chercheurs du centre pour leurs encouragements et les conversations stimulantes que nous avons pu avoir au cours de nos séjours au Caire.

Je remercie Sciences-Po et l'Ecole Doctorale pour la qualité des enseignements et pour la chance qui m'a été donnée d'évoluer dans un environnement intellectuel aussi riche et exceptionnel.

Je remercie mon mari et ma famille pour leur soutien, leur patience et leur relecture minutieuse tout au long de ce processus.

Enfin, j'aimerais dédier cette thèse à mon grand père, que je remercie pour la qualité de son écoute et de ses critiques, et pour la tendresse et la fierté qu'il n'a jamais cessé de démontrer, même à demi-mots.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS 2

INTRODUCTION 6

PARTIE I. LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DES MEDIAS SATELLITAIRES PRIVES EN EGYPTE DU DEBUT DES ANNEES 2000 A LA REVOLUTION 17

L'industrie audiovisuelle des médias d'information en Égypte est dominée par des logiques de collusion d'intérêts politiques et financiers entre le régime et le milieu des affaires

Structures et développement de la télévision nationale en Égypte

1. Parallélisme politique et pluralisme polarisé, deux dynamiques qui caractérisent les relations entre médias et pouvoir en Égypte 20
2. La télévision d'Etat, un appareil de propagande idéologique 29
3. L'entrée de l'Égypte dans l'ère satellitaire sous le contrôle de l'Etat 37

L'essor du secteur privé des médias en Égypte

1. Le développement des chaînes satellitaires privées dans la region 45
2. La privatisation des médias et de l'industrie satellitaire en Égypte 50
3. Le paysage médiatique en Égypte à la veille de la révolution 57

La cooptation des voix contestataires par les médias de masse favorise la constitution d'une opposition docile qui maintient le débat public dans les limites définies par le régime

La libéralisation contrôlée du discours médiatique

1. Le développement des émissions de débats d'actualité sur le petit écran égyptien 67
2. Le choix du cadrage médiatique et son impact sur l'opinion publique 74
3. Le difficile accès de la société civile et des acteurs indépendants aux médias de masse 81

Rôle et mission du journaliste dans la société égyptienne

1. Les mécanismes de filtrage médiatique participent au maintien du discours dominant et freinent le renouvellement des élites 87
2. La politisation du journalisme à l'ère du satellite et des nouveaux medias 93
3. Le contrôle de l'ouverture médiatique en 2011, durant et après les 18 jours 98

PARTIE II. LE DEVELOPPEMENT D'INTERNET ET DES NOUVEAUX MEDIAS EN EGYPTE A PARTIR DES ANNEES 2000 107

Les nouvelles technologies de communication entrainent une redéfinition des logiques de consommation et de partage de l'information qui favorise l'adoption de nouvelles pratiques collectives

Emancipation de l'expression personnelle et d'une sphère publique alternative en réseau

1. L'arrivée d'internet en Égypte 110
2. Le bouleversement des mécanismes de filtrage médiatique et la montée en puissance du producteur amateur 118
3. Nouvelles pratiques de partage et d'interactions citoyennes 124

Une agora virtuelle où se développent mobilisation et contestation politiques

1. L'essor de nouvelles ressources de mobilisation collective 130
2. L'élaboration d'un cadre symbolique mobilisateur 136
3. Activisme et journalisme 142

Les nouvelles formes de participation politique et citoyenne favorisées par les médias sociaux pendant et depuis la révolution

Les nouveaux médias semblent porteurs de promesses démocratiques

1. Les débuts de la mobilisation politique en ligne en Égypte 149
2. Les 18 jours 155
3. Le nouvel écosystème médiatique démultiplie les ressources de mobilisation 161

Une lecture erronée des propriétés politiques et révolutionnaires des médias sociaux

1. Les prémisses de la nouvelle sphère publique postrévolutionnaire 170
2. Les limites du rôle des nouveaux médias dans la démocratisation du débat public 179
3. Déterminisme technologique et dérives de l'activisme virtuel 186

PARTIE III. MEDIAS ET RETABLISSEMENT DU REGIME EN EGYPTE APRES LA REVOLUTION DE 2011 194

En pleine redéfinition, les médias de l'Égypte en transition privilégient des discours sensationnalistes et populistes qui exacerbent le climat d'incertitude politique et entravent l'élaboration d'un débat national inclusif et d'un contrat social viable

L'apogée et le déclin d'Al Jazeera en Égypte bouleversent la scène médiatique et accentuent la polarisation de la sphère publique du pays

1. L'impact libéralisateur d'Al Jazeera en Égypte au cours des années 2000 197
2. Le rôle d'Al Jazeera durant les 18 jours et de son soutien sans faille à la révolution 202
3. L'effondrement de la crédibilité d'Al Jazeera dans le contexte postrévolutionnaire 209

La libéralisation de la sphère publique est freinée par des médias incapables de redéfinir leur rôle politique et sociétal au sein de l'Égypte en transition

1. Le rôle des médias dans l'élaboration de la contestation politique en régime autoritaire et en contexte révolutionnaire 217
2. Les débats télévisés deviennent des agoras populaires où s'affrontent des rhétoriques polarisantes qui participent à la théâtralisation du politique 223
3. Journalisme et activisme, la question du professionnalisme des médias dans l'Égypte en transition 233

Faute de réformes structurelles tangibles, l'industrie médiatique de l'Égypte en transition demeure soumise à des impératifs autoritaires et clientélistes propres à l'ancien régime

L'étroite connivence qui perdure entre les médias et le régime compromet le renouvellement des élites, rendant ainsi caduque le processus de transition démocratique

1. La nature des relations entre les élites et les médias détermine l'influence que ces deux entités peuvent avoir sur le changement politique 243
2. Le secteur des médias privés demeure structuré par des mécanismes de collusion d'intérêts et de cooptation du discours médiatique 250
3. Les médias d'Etat semblent incapables de s'émanciper de la tutelle autoritaire du régime 256

En entravant le développement d'un débat national inclusif et démocratique, les médias participent à la résorption du choc révolutionnaire et au succès de la mutation néoautoritaire du régime

1. La polarisation du débat public entre médias libéraux et chaines religieuses entraine une déchirure profonde du tissu sociétal 264
2. Le rôle des médias et des élites dans la mutation néoautoritaire du régime 275
3. Alors que la parenthèse révolutionnaire se referme, la collusion entre les médias et le régime semble sortir renforcée de ces deux années tumultueuses 285

CONCLUSION 295

ANNEXES 307
- Entretiens 308
- Chronologie 313
- Cartes 319

BIBLIOGRAPHIE 323

INTRODUCTION

Cette thèse de doctorat porte sur l'évolution des médias en Égypte, du début des années 2000 à aujourd'hui, et leur influence sur le cap politique que prend le pays au lendemain du soulèvement populaire de 2011.

Mise en contexte théorique

Cette étude de l'Égypte contemporaine s'inscrit avant tout dans une démarche de science politique et participe notamment à la critique des théories sur la transition démocratique. Ce paradigme, introduit vers la fin des années 1970, a cherché à théoriser les bouleversements engendrés par la chute des dictatures en Europe occidentale, en Amérique Latine et en Europe de l'Est où l'effondrement du bloc soviétique conduit une multitude de pays à prendre en charge leur destin politique. A partir de ces évolutions géopolitiques, les théories de la transition démocratique, qui affirment que toute dictature est intrinsèquement destinée à devenir une démocratie, établissent un ensemble de données politiques, sociétales et économiques, présentées comme nécessaires à l'aboutissement de cette transition. Selon Samuel Huntington, cinq facteurs expliquent le déclenchement, dans les années 1970, de ce qu'il appelle « la troisième vague » de démocratisation, et les raisons pour lesquelles ce processus est en passe, selon lui, de s'étendre aux pays du monde entier. Ces facteurs sont : la perte de légitimité croissante des régimes autoritaires ; l'augmentation spectaculaire du niveau de vie dans le monde démocratique ; le passage de l'Eglise catholique – fervent soutien des dictatures en Europe et en Amérique Latine – dans le camp démocratique ; la réorientation politique et internationale de l'URSS et de la Communauté Européenne ; l'effet démonstratif et stimulant des transitions démocratiques réussies, qui deviennent ainsi des modèles reproductibles et prometteurs.[1]
La principale critique faite à cette approche est qu'elle conçoit les régimes autoritaires comme fondamentalement temporaires et voués à disparaître. Ce paradigme repose également sur une opposition binaire entre autoritarisme et démocratie, et suppose donc, entre ces deux pôles, un processus relativement linéaire et universel. Un des objectifs de ce travail de recherche est de réfuter ces postulats en démontrant que les zones intermédiaires sont aujourd'hui devenues des catégories de régimes à part entière, et ne peuvent plus être considérées comme des situations transitoires entre autoritarisme et démocratie. Cette démarche conduit également à reconnaître l'insuffisance des éléments théoriquement requis pour garantir un processus de démocratisation viable, comme la tenue d'élections à suffrage direct, le développement économique, ou la libéralisation et la diversification des médias et de la sphère publique.

Corolaire à l'étude du changement politique, est la notion d'élite, ou d'élites. Ce travail s'intéresse tout particulièrement au rôle que les élites peuvent jouer dans le succès, ou l'échec, du passage à la démocratie, et aux facteurs qui déterminent l'attitude qu'elles adoptent en contexte révolutionnaire.
Dans le cadre d'une analyse de l'Égypte, ce travail adopte, comme point de départ, certains éléments de la théorie de Gaetano Mosca sur la formation des classes politiques. Selon lui, la formation des élites est le résultat d'une inéluctable perpétuation des logiques de domination sociale, aboutissant à la pérennité d'une classe privilégiée dont les membres possèdent des moyens économiques, sociaux et culturels assez conséquents pour garantir la protection de leurs intérêts par le pouvoir politique.[2] Gaetano Mosca définit donc les élites comme une minorité organisée autour d'intérêts communs, et partageant la même culture, la même vision

[1] HUNTINGTON Samuel, « Democacy's Third Wave » in *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 2, printemps 1991
[2] MOSCA Gaetano, *The Rulling Class (Elementi di Scienza Politica)*, McGraw-Hill Book Company, Londres, 1939

du monde, et la même puissance économique, et dont l'intrication avec les cercles dirigeants permet d'imposer et de légitimer la protection de leurs intérêts vis-à-vis du reste de la population. En démocratie cependant, l'influence de ces classes privilégiées est en théorie contrebalancée par l'implication, par les dirigeants, de la société civile dans la prise de décisions politiques. Sur la base de ces constats théoriques, ce travail cherche à démontrer que le degré de cohésion des élites est fonction inverse du degré de probabilité de changement politique (plus la cohésion au sein des élites est faible, plus la probabilité de changement est élevée) et à identifier les mécanismes d'influence dont disposent les classes privilégiées en Égypte pour freiner le changement politique et aider le régime militaire à se maintenir au pouvoir.

Pour mettre cette capacité des élites égyptiennes en perspective avec les soulèvements populaires de janvier 2011 et juin 2013, il faut par ailleurs inscrire cette recherche en continuité des théories sur les mouvements sociaux et la contestation politique, en faisant également appel aux notions complémentaires de mobilisation des ressources et de structures d'opportunité politique. Charles Tilly – dont les travaux seront analysés en profondeur au cours de ce travail, et utilisés pour éclairer la compréhension du soulèvement égyptien de 2011 – définit les mouvements sociaux comme l'organisation collective et publique d'un ensemble d'actions et de manifestations contestataires.[3] Selon Charles Tilly, les mouvements sociaux sont un moyen crucial de participation à la vie politique car ils permettent à un ensemble d'individus ordinaires d'exprimer des revendications vis-à-vis d'autres individus. L'élément théorique qui rend l'approche de Charles Tilly pertinente pour ce travail sur l'Égypte, est qu'il conçoit les mouvements sociaux comme la mise en scène fondamentale de la contestation politique, qu'il définit comme les interactions au cours desquelles des acteurs remettent directement en question les intérêts d'autres acteurs, gouvernementaux ou non. A partir de ce cadre conceptuel, l'articulation des notions de ressources de mobilisation et de structures d'opportunité politique permet d'établir un ensemble de variables indispensables à la compréhension de l'influence des différents acteurs sur l'évolution politique de l'Égypte depuis les années 2000.

Dans un article écrit avec Sydney Tarrow et Doug McAdam, Charles Tilly avance que les structures d'opportunité politique sont déterminées par le régime au sein duquel elles se constituent, et que leur évolution dépend d'un ensemble de facteurs comme l'instabilité des alliances politiques, la multiplicité des centres de pouvoir indépendants, l'ouverture du régime aux nouveaux acteurs politiques, et la facilité avec laquelle les citoyens peuvent manifester publiquement pour exprimer des revendications collective.[4] L'articulation de ces facteurs, entre eux et au sein d'un environnement donné, participe au changement de ces structures, influençant ainsi l'ouverture de fenêtres d'opportunité politique pour les acteurs contestataires cherchant à déclencher des mouvements sociaux. La disponibilité et l'utilisation des ressources de mobilisation sont également des paramètres qui déterminent la capacité de ces acteurs à tirer profit de nouvelles fenêtres d'opportunité. En présupposant la rationalité de ces derniers, Charles Tilly et ses collègues présentent la théorie des ressources de mobilisation comme l'utilisation optimale des moyens matériels et humains disponibles, pour promouvoir une cause particulière et mobiliser le soutien de larges groupes d'individus, tout en tenant compte des différentes contraintes imposées par divers facteurs internes ou externes au mouvement collectif.

C'est à partir de ces variables qui conditionnent la constitution de mouvements sociaux et leur

[3] TILLY Charles, *Regimes and Repertoires*, The University of Chicago Press, Chicago, 2006

[4] MCADAM Doug, TARROW Sydney, et TILLY Charles « Comparative Perspectives on Contentious Politics » in LICHBACH Mark et ZUCKERMAN Alan (dir.) *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure: Advancing Theory in Comparative Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 2007

chance de succès dans la mobilisation des masses, que ce travail sur l'Égypte aborde le soulèvement de 2011, et tente de comprendre la façon dont les nouvelles technologies de communication ont affecté l'utilisation des ressources de mobilisation disponibles. Cette recherche vise notamment à démontrer que la convergence médiatique entre chaines satellitaires et médias sociaux a contribué à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique et a démultiplié le potentiel de mobilisation des révolutionnaires.

Les médias – principalement la télévision – sont des objets d'étude centraux à cette présente recherche qui entend cerner le rôle que ces derniers ont pu avoir dans le déclenchement du soulèvement populaire de 2011 en Égypte, et dans le cap politique pris par le pays depuis la chute de Hosni Moubarak. Un des concepts importants de ce travail est celui de sphère publique car il lie les médias au monde politique et au processus de démocratisation, et permet de prendre en compte des variables déterminantes dans l'observation du rôle que ces derniers peuvent avoir dans le déclenchement – ou le blocage – du changement politique. Selon la définition habermassienne de la sphère publique, les médias de masse sont un moyen crucial de la délibération nécessaire pour permettre aux citoyens de s'autogouverner. Une telle conception implique que les médias de masse, en offrant une plateforme ouverte à l'échange d'arguments rationnels, deviennent le lieu public où se forme le consensus démocratique. Ils sont donc, selon cette approche, des outils primordiaux de la vie politique, et leur indépendance vis-à-vis du pouvoir est une condition sine qua none du développement de la démocratie. Cependant, comme l'explique Claire Talon, ce modèle, et les réflexions théoriques qui en découlent, ont été établis à partir du cadre politique particulier des démocraties parlementaires occidentales et s'appuient sur les trois postulats suivants : la libéralisation des médias conduit à la démocratisation des sociétés ; les médias jouent un rôle central dans la construction des identités, de la culture et de la citoyenneté nationales au sein de l'Etat nation moderne ; les médias sont une courroie de transmission entre la société et l'État, par conséquent leur indépendance et leur pluralité garantissent l'émergence d'un espace public démocratique.[5] Or les formes de sphère publique – c'est à dire d'espace de communication entre la société et l'Etat – qui apparaissent avec les régimes autoritaires modernes au début du XXI^{ème} siècle, mettent à mal l'universalité de l'équation entre développement médiatique et ouverture politique. Ce travail sur l'Égypte actuelle cherche précisément à réfuter cette causalité entre libéralisation de la sphère publique et démocratisation.

Olivier Hahn propose une adaptation de la notion habremassienne de sphère publique aux régimes autoritaires du monde arabe. Il explique que la sphère publique de Jürgen Habermas peut également être perçue comme le résultat d'un processus au cours duquel le public, constitué d'individus faisant usage de leur raison, s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en un espace d'expression où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État.[6] La sphère publique émerge donc d'un échange discursif critique qui permet à certains acteurs d'avoir accès à cet espace d'expression et d'y participer pour prendre part à la formation de l'opinion publique. Cette sphère devient alors un intermédiaire entre les structures gouvernementales et la société. Cependant, Olivier Hahn propose de se défaire des critères normatifs trop exigeants dans la définition de la sphère publique habremassienne, car ils ne permettent pas de prendre en compte les sphères publiques qui se développent en milieu autoritaire, ni le rôle des acteurs de la société civile – et non uniquement celui des médias –

[5] TALON Claire, « Médias arabes, Etat, nation et sphère publique : pour un nouveau cadre d'analyse » in *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte, Paris, 2011

[6] HAHN Olivier, « Cultures of TV News Journalism and Prospects for a Transcultural Public Sphere » in SAKR Naomi (dir.), *Arab Media and Political Renewal. Community, Legitimacy and Public Life*, I.B. Tauris, Londres, 2007

dans l'émergence de ces sphères publiques. A partir de ces observations Olivier Hahn distingue une variante délibérative discursive qui, au lieu de considérer la sphère publique comme une plateforme intrinsèquement dépendante de la démocratie, la conçoit comme l'ensemble des relations qui structurent l'espace médiatique, et dont la cohésion fluctuante dépend des échanges et des consensus autour d'enjeux spécifiques à des groupes d'acteurs et des communautés.
Ces différentes réflexions sur l'adaptation de la notion de sphère publique aux régimes non démocratiques, établissent un point de départ théorique pour l'étude de la sphère publique égyptienne dans le cadre de ce travail. Ainsi, avec le complément de différents concepts et modèles – qui seront développés plus en profondeur au cours de cette recherche – relatifs au rôle potentiel politique des médias de masse, cette approche de la sphère publique permet d'identifier les interactions entre les médias, les élites et le régime en Égypte, et la façon dont cette articulation favorise l'instrumentalisation politique de la sphère publique, et influence la perception et le comportement des citoyens.

Cette recherche prend également en compte dans sa charpente théorique, certains travaux récents sur l'essor, au Moyen-Orient, des chaines satellitaires panarabes et des nouveaux médias d'internet. Ces deux ensembles de technologies de communication sont considérés dans cette recherche comme des infrastructures de la sphère publique égyptienne, et comme des canaux de transmission de l'information et de la communication publique entre les centres de pouvoir et la périphérie. Les diverses modalités d'utilisation de chacune de ces technologies, et les différentes formes d'accès au débat public qu'elles offrent à la société civile et aux citoyens ordinaires, engendrent la constitution de sphères parallèles – à l'image de ce qui se développe en Égypte au cours des années 2000 – qui établissent chacune leurs propres modes d'interaction avec les autorités.
L'expansion des médias sociaux a alimenté des lectures optimistes quant à une libéralisation politique du Moyen Orient par le biais de ces nouveaux outils de communication et de leur potentiel démocratisant. Ainsi qu'il sera démontré plus amplement dans les chapitres suivants, ces technologies ont indéniablement affaibli les barrières à l'accès, au partage et à la production de savoir, des privilèges qui étaient, dans l'ancienne économie médiatique, réservées aux élites ou à un corps professionnel particulier. La disparition de ces obstacles a permis le développement de nouvelles pratiques collectives et l'ouverture des débats à des acteurs jusqu'ici marginalisés. Ces bouleversements ont été perçus par certains observateurs comme un premier pas vers l'instauration, par le bas, de l'idéal habermassien de sphère publique, garantissant à tous une participation libre et égale à l'élaboration du consensus national. Cependant, de telles analyses sont souvent porteuses d'un biais culturel et d'un déterminisme technologique qui rendent les modèles présentés inadéquats pour des pays non démocratiques dont les citoyens ont une expérience limitée, voire inexistante, en termes de participation au débat public. Le même potentiel de démocratisation a été attribué aux chaines satellitaires panarabes au lendemain de la création d'Al Jazeera et face aux bouleversements irréversibles que son style et ses programmes ont provoqué dans le journalisme arabe et sur les sphères publiques nationales. Cependant, il est finalement devenu évident que sans relai concret sur le terrain, l'appétit des téléspectateurs pour les débats politiques diffusés par la chaine, ne pouvait être converti en un engagement citoyen pour agir sur les environnements nationaux.
Par conséquent, et c'est ce que ce travail souhaite également mettre en lumière, ces deux cas de figure similaires, confirment que le potentiel politique d'un outil de communication est déterminé avant tout par son utilisateur et l'agenda qui le motive, d'où l'importance accordée ici à l'identification des acteurs qui déterminent la configuration de la sphère publique égyptienne.

Hypothèses et problématiques

A partir de ces éléments théoriques, ce travail de recherche souhaite démontrer qu'en Égypte, l'intrication complexe d'intérêts entre les médias, le milieu des affaires et l'armée, a été un élément central au renouvellement des stratégies du régime militaire pour assurer sa propre survie, et que cette connivence politique et financière a joué un rôle capital, au cours de la parenthèse révolutionnaire, dans le succès de la mutation néoautoritaire du système politique égyptien.

Cette affirmation s'appuie sur trois hypothèses.
Premièrement, la collusion entre l'armée, les élites, et les hommes d'affaires à la tête de l'économie – et du secteur privé de l'audiovisuel qui se développe au cours des années 2000 – permet au régime d'encadrer le passage de l'Égypte à l'ère satellitaire, de superviser la relative libéralisation de la sphère publique qui en découle, et de coopter les discours dissidents modérés en leur offrant un accès nouveau aux médias de masse.
Deuxièmement, l'arrivée d'internet en Égypte au cours de cette même période, favorise le développement d'une sphère publique parallèle qui se politise rapidement, engendrant ainsi la constitution d'une opposition bien plus radicale que celle qui s'exprime à la télévision, et cherchant à exploiter le potentiel mobilisateur des nouvelles technologies pour organiser des actions collectives dans l'espoir de déclencher le changement politique.
Troisièmement, malgré les bouleversements engendrés par la révolution dans le domaine de l'expression publique, l'industrie des médias ne parvient pas à s'émanciper des dynamiques autoritaires qui la structurent depuis des décennies, et tandis qu'ils semblaient porteurs de promesses démocratiques, les médias égyptiens sont rapidement relégués à leur fonction originelle de cerbère du régime.
Pour tenter de confirmer ces hypothèses, ce travail se propose de répondre aux problématiques suivantes : dans quelle mesure les médias égyptiens ont ils entravé le changement politique et participé à la résorption du choc révolutionnaire ? Quels ont été les acteurs derrière cette instrumentalisation des médias ? Quelle forme d'autorité ou d'influence ont ils ainsi acquis ? Comment ces acteurs participent ils au conditionnement des modalités d'expression sur la sphère publique ? Comment les médias en Égypte ont ils aidé le régime à survivre à dix huit mois de parenthèse révolutionnaire ? Par quels mécanismes ont ils pris part à la mutation néoautoritaire d'un régime militaire au contrôle du pays depuis 1952 ?

Suivant les trois hypothèses de départ, ce travail se divise en trois grandes parties, elles-mêmes articulées en deux chapitres.
La première partie porte sur l'évolution du secteur privé des médias audiovisuels d'information qui se développe en Égypte à partir du début des années 2000, et sur la façon dont les mécanismes de collusions d'intérêts et de cooptation des voix dissidentes qui structurent ce secteur, participent à la survie du régime militaire depuis des décennies. Le but de cette partie est d'identifier les formes d'intrication politiques et financières qui existent entre le milieu des affaires et le régime, et qui sous-tendent le secteur privé des médias audiovisuels en Égypte. D'une part, les structures de la télévision nationale, qui se développe sous Gamal Abdel Nasser de façon centralisée dans les années 1960, posent les bases d'un système politico-médiatique marqué par des degrés de polarisation et de parallélisme politiques élevés. La télévision publique est avant tout un appareil de propagande idéologique au service de l'Etat et l'entrée de l'Egypte dans l'ère satellitaire à la fin des années 1990 se fait selon ces mêmes modalités de contrôle autoritaire par le régime. D'autre part, le développement de l'industrie du satellite au début des années 2000 dans l'ensemble de la

région, encourage l'essor, en Égypte, d'un secteur privé de l'audiovisuel caractérisé par des relations clientélistes entre les grands hommes d'affaires du pays, le régime et les journalistes. Cette partie analyse ensuite la façon dont un tel environnement favorise la libéralisation contrôlée du discours médiatique et l'apparition sur le petit écran d'une opposition docile qui, tout en donnant l'impression de participer à l'ouverture de l'expression publique, maintient le débat dans les limites imposées par le gouvernement. La cooptation des voix contestataires modérées, par les médias traditionnels, permet au régime autoritaire égyptien d'entamer sa mutation vers un modèle hybride entre autoritarisme et démocratie, et dont l'issue dépend en partie de sa capacité à contrôler les médias. Cette libéralisation encadrée du secteur audiovisuel privé permet parallèlement le lancement d'émissions d'actualité au début des années 2000, à l'image de celles créées par Al Jazeera, quelques années plus tôt. Cependant les relations étroites et les intérêts communs, qui existent entre les propriétaires de ces nouvelles chaînes et le régime, se devinent dans les choix éditoriaux des médias satellitaires et dans leur façon de présenter l'actualité au public égyptien. Par ailleurs les acteurs indépendants et les organismes de la société civile n'ont que difficilement accès à ces nouvelles chaines pour relayer leurs messages.
Au centre de ce dispositif de libéralisation contrôlée des médias, se trouve la figure du journaliste égyptien dont le rôle dans la société participe au maintien du discours dominant, et freine le renouvellement des élites ayant accès à la production du sens politique. Les révolutions technologiques, que représentent successivement l'arrivée du satellite, puis des nouveaux médias, ont contribué à renforcer encore davantage la politisation d'une profession qui favorise la mise en avant de commentaires personnels au détriment de contenus informatifs dans le discours médiatique. C'est dans cet environnement politico-médiatique que la révolution éclate et les éléments présentés dans cette première partie tentent d'expliquer pourquoi les médias traditionnels n'ont pas pu participer à l'élan de démocratisation généré par la révolution, et pourquoi ils se sont révélés incapables d'ébranler en profondeur le carcan structurel complexe mis en place par le régime pour contrôler le débat public.

La seconde partie porte sur l'essor d'internet et des nouvelles technologies de communication en Égypte à partir du début des années 2000, et sur l'émergence d'une sphère publique virtuelle alternative et en marge des médias de masse, où se développent une forme d'activisme contestataire et une opposition politique plus radicale, deux éléments déclencheurs de la révolution de 2011.
Le but de ce chapitre est dans un premier temps de déterminer la façon dont les nouvelles technologies de communication ont entrainé une redéfinition des logiques de consommation et de partage de l'information, favorisant ainsi le développement de nouvelles formes d'interactions et de pratiques collectives. L'arrivée d'internet en Égypte ouvre la voie à une émancipation progressive de l'expression personnelle et à la tenue de conversations en réseaux, au sein d'un espace de débat citoyen qui s'affirme peu à peu en parallèle à la sphère publique. L'émergence de discours alternatifs favorisée par cette nouvelle configuration, contribue à remettre en question le récit des médias traditionnels et les processus de filtrage médiatique qu'ils utilisent pour expliquer la réalité sociale. En redéfinissant les modalités de partage du savoir, cet environnement engendre également l'adoption de nouvelles formes de pouvoir et de pratiques citoyennes. Au sein de cette agora virtuelle commencent alors à se développer des discours contestataires qui alimentent l'activisme politique en ligne et appellent à la prise d'action collective sur le terrain. Ces nouveaux acteurs de l'opposition apprennent peu à peu à manipuler les technologies d'internet pour les transformer en ressources de mobilisation dans l'optique de pouvoir un jour déclencher des manifestations de masse et renverser le régime. Ainsi, tout au long des années 2000, ils travaillent à la

constitution de réseaux denses et étendus d'activistes en ligne, et à l'élaboration d'un cadre symbolique mobilisateur susceptible de rallier l'ensemble de la société et de transcender les éléments qui la divisent. C'est grâce à ce travail en amont que ces protagonistes engagés ont été capables de tirer parti début 2011, d'une nouvelle fenêtre d'opportunité politique, elle même engendrée par plusieurs facteurs qui seront analysés plus loin.
Dans un second temps, cette partie examine les nouvelles formes de participation politique favorisées par internet et les médias sociaux, qui ont conduit à l'éclatement de la révolution. L'affirmation de l'activisme en ligne en Égypte à partir du milieu de la décennie, débouche sur une articulation entre les cercles de mobilisation au sein des cercles virtuels et sur le terrain, renforçant ainsi l'instrumentalisation politique des technologies d'internet. L'accélération de ce processus, qui échappe au régime, aboutit aux 18 jours de la révolution de 2011. Le nouvel écosystème de convergence médiatique entre médias sociaux et traditionnels démultiplie les ressources de mobilisation collective utilisées par les révolutionnaires. Les nouveaux médias deviennent alors porteurs de promesses démocratiques. Mais cette lecture erronée est teintée d'un déterminisme technologique qui attribue, à tort, des propriétés politiques et révolutionnaires à des outils de communication. Bien que les médias sociaux semblent encourager une libéralisation du discours médiatique et un certain renouvellement des élites, la nouvelle sphère publique qui se met en place au lendemain de la révolution se caractérise davantage par une fragmentation croissante et un opportunisme politique rampant. Ces éléments remettent en question le potentiel des nouveaux médias à démocratiser le débat public et la capacité de la jeunesse révolutionnaire d'internet à participer à la transition politique du pays depuis des cercles virtuels auxquels l'immense majorité de la population égyptienne n'a pas accès.

La troisième partie vise à démontrer que la fenêtre d'opportunité politique qui s'est ouverte avec le soulèvement de 2011 se referme progressivement au cours des deux années qui suivent. Malgré cette parenthèse révolutionnaire et les bouleversements engendrés dans le domaine de l'expression publique, le secteur des médias ne parvient pas à s'émanciper des dynamiques autoritaires qui le structurent depuis des décennies. Lorsque l'armée reprend le contrôle du pays au cours de l'été 2013, les médias, privés comme publics, se retrouvent relégués à leur rôle originel de cerbère du régime. Le but de cette partie est d'expliquer comment les interactions entre les cercles dirigeants et les médias ont participé au succès de la mutation néoautoritaire du régime et au retour plébiscité des militaires au pouvoir. Car, tandis qu'au lendemain de la révolution, le paysage médiatique semble en pleine redéfinition, il apparaît très vite que cette nouvelle sphère publique, aussi diversifiée soit elle, est saturée de discours médiatiques qui privilégient des approches sensationnalistes et populistes. Cette tendance exacerbe le climat d'incertitude politique et entrave l'élaboration d'un débat national inclusif et d'un contrat social viable. L'apogée fulgurante puis le déclin brutal d'Al Jazeera au cours de ces deux années, est un premier élément qui bouleverse la scène médiatique et qui contribue à accentuer la polarisation de la sphère publique du pays. En effet, au cours des 18 jours, la chaine exprime un soutien sans faille à la révolution. Ce parti pris s'inscrit en continuité directe avec l'impact libéralisateur que la chaine qatarie a eu vis-à-vis des scènes médiatiques et politiques en Égypte au cours des années 2000. Cependant l'approche de plus en plus politisée d'Al Jazeera par rapport aux différents soulèvements qui secouent la région et son orientation partisane de plus en plus évidente vis-à-vis de la transition politique en Égypte, entrainent un effondrement de sa crédibilité qui se révèlera irréversible.
Parallèlement, la libéralisation de la sphère publique nationale est freinée par l'incapacité des médias à redéfinir leur rôle politique et sociétal au sein de l'Égypte en transition. Les débats télévisés deviennent rapidement des agoras populaires où s'affrontent des rhétoriques polarisantes qui participent à la théâtralisation du politique. Dans ce contexte, la ligne entre

journalisme et activisme continue de se brouiller, remettant en question l'état du professionnalisme des médias dans l'Égypte postrévolutionnaire. Il apparaît très vite que, malgré l'ouverture du débat public à des acteurs jusqu'alors marginalisés, l'industrie médiatique n'est l'objet d'aucune réforme structurelle tangible, et demeure de ce fait soumise à des impératifs autoritaires et clientélistes propres à l'ancien régime. En effet, l'étroite connivence qui perdure entre les médias et le pouvoir militaire rend caduque le processus de transition démocratique en compromettant le renouvellement des élites ayant accès à la production de sens politique et capables d'imposer leur lecture des réalités sociales. Et tandis que le secteur des médias privés demeure structuré par des mécanismes de collusion d'intérêts et de cooptation du discours médiatique, les médias d'Etat semblent incapables de s'émanciper de la tutelle autoritaire du régime militaire. Par ailleurs, la polarisation du débat public entre médias libéraux et chaines religieuses entraine une déchirure profonde du tissu sociétal. En entravant de la sorte le développement d'un débat national inclusif et démocratique, les médias participent à la résorption du choc révolutionnaire et au succès de la mutation néoautoritaire du régime. Alors que la parenthèse révolutionnaire se referme, la collusion entre les médias et le régime semble sortir renforcée de ces deux années de tumulte politique.

Méthodologie et enquête de terrain

En complément du cadre théorique mentionné précédemment et pour vérifier les hypothèses présentées plus haut, ce travail de recherche s'appuie principalement sur des enquêtes de terrain menées entre novembre 2011 et mai 2013, essentiellement au Caire, et dans un moindre mesure à Doha et à Dubaï. Au delà de ce que Jean Pierre Olivier de Sardan appelle « l'observation participante », ces multiples séjours de plusieurs mois ont surtout été l'occasion de conduire des entretiens avec des acteurs clés.[7]

Le panel de profils interviewés a été établi de façon à obtenir, autant que possible, une vision d'ensemble de l'état des médias en Égypte, et ainsi tenter d'identifier les acteurs qui influencent l'industrie, et de déterminer la nature des conflits d'intérêts qui la structurent et qui contraignent la production et la transmission de l'information. Dans l'industrie de la télévision l'échantillon de personnes rencontrées regroupait des journalistes, des chefs éditoriaux, des directeurs de programmes, des présentateurs et des équipes de production, travaillant – ou ayant travaillé – pour la télévision d'Etat, pour des chaines privées, pour des chaines religieuses ou pour des chaines transnationales panarabes. Dans le secteur de la presse, le panel réunissait des journalistes écrivant pour des journaux privés, pour la presse gouvernementale, pour des sites d'information ou pour des quotidiens en ligne, ainsi que de jeunes journalistes fraichement recrutés suite à la multiplication, après la révolution, des plateformes d'information en ligne. Dans le domaine des nouveaux médias, la liste de gens rencontrés contenait des bloggeurs indépendants, des bloggeurs affiliés à des journaux, des cyber-activistes, des entrepreneurs en multimédia, des formateurs de journalistes aux nouvelles technologies et au journalisme digital, et des individus en charge, sur les réseaux sociaux, de comptes officiels de personnalités politiques. Parmi les individus interviewés, certains, en plus d'être journalistes – prouvant déjà la forte superposition des cercles politiques et journalistiques – étaient également des représentants religieux, des hommes et des femmes politiques membres – ou anciens membres – de l'opposition, du gouvernement de

[7] DE SARDAN Jean Pierre Olivier, « La politique du terrain. Sur la production de données anthropologiques » in *Enquêtes. Les terrains de l'enquête*, n° 1, 1995

Hosni Moubarak, du gouvernement de transition, ou du gouvernement de Mohamed Morsi, des artistes engagés, et des jeunes activistes de rue.

Quarante entretiens ont ainsi été menés de façon semi directive, sous la forme de conversations fluides d'une heure et demie en moyenne, la plupart du temps en arabe égyptien, quelques fois en anglais ou en français. Ces échanges avaient lieu en face à face dans un endroit choisi par la personne interviewée et sans enregistreur, car il est rapidement devenu évident que, compte tenu du contexte et du sujet de l'entretien, la prise de notes au stylo favorisait une parole plus libre. Les questions de départ et de relance étaient identiques à chaque interview, avec toutefois des adaptations lorsque cela s'avérait pertinent par rapport au profil de la personne rencontrée. Parfois les réponses à plusieurs questions étaient apportées dans un même morceau de conversation.
Les questions étaient les suivantes :

- Comment êtes vous devenu journaliste ?
- Comment percevez vous votre mission de journaliste par rapport au reste de la société de manière générale, et plus particulièrement aujourd'hui ?
- Comment percevez vous le rôle des médias dans la société égyptienne de manière générale, et plus particulièrement depuis la révolution ?
- Qu'est ce qui a changé dans les médias depuis la révolution ?
- Comment décririez vous l'impact des médias sur l'opinion publique ?
- Racontez moi vos dix-huit jours.
- Avez vous déjà été soumis à des pressions pour censurer vos propos ?
- Où placez vous la limite entre liberté d'expression et diffamation ?
- Quel est selon vous le rôle des médias d'Etat ? Des médias privés ? Des chaines religieuses ?
- Comment utilisez vous les nouvelles technologies et les médias sociaux dans votre travail ?
- Comment choisissez vous les informations que vous partagez ?
- A qui vous adressez vous ? Comment ?
- Comment décririez vous le professionnalisme des médias en Égypte et les processus de formation ?

Les notes manuscrites de chaque entretien étaient ensuite immédiatement suivies d'une retranscription informatique, donnant alors lieu à une première distanciation critique par rapport aux propos de l'interviewé. En permettant d'aller au delà des mots échangés – qui conservent néanmoins une importance primordiale – cette démarche a permis de prendre en compte plusieurs paramètres propres à l'enquête de terrain, comme par exemple la planification dans le temps et dans la substance d'une conversation entre un chercheur et un interlocuteur qui se sait écouté avec intérêt, et de mettre le discours de ce dernier, et sa signification, en perspective par rapport à ce que Jean Pierre Olivier de Sardan qualifie de « biais méta-communicationnels », et qui ont trait à des dimensions culturelles et conjoncturelles irréductibles et desquelles le déroulement – et donc la teneur – de l'entretien ne peut s'extraire.
L'immersion de longue durée sur le terrain a également permis une analyse de première main d'émissions de télévision, d'articles de journaux, et de contenus internet, et une certaine mise en perspective de ces contenus médiatiques grâce aux discussions quotidiennes avec des collègues, des chauffeurs de taxi, des épiciers, des gardiens d'immeuble ou des garçons de café. Par souci d'efficacité cette analyse s'est limitée à une douzaine d'émissions, choisies en fonction de leur popularité, et de leur centralité dans les discussions quotidiennes et dans les autres médias, notamment la presse et internet. Les actualités présentées dans ces émissions

ont ainsi été mises en parallèle avec le traitement qui en était fait par une liste précise de quotidiens papiers et en ligne, de pages Facebook et comptes Twitter, permettant ainsi d'observer selon plusieurs angles narratifs le traitement d'un même évènement par les différents médias sélectionnés. Cette démarche a facilité l'identification de schémas d'interprétation récurrents et de nouvelles dynamiques structurant la convergence médiatique et l'articulation entre médias sociaux et médias de masse dans les domaines de la production et de transmission de l'information. Par ailleurs l'étude indirecte des nouveaux médias et des contenus circulant en ligne a permis d'observer la façon dont les acteurs, de différentes générations, ont aujourd'hui intégré l'utilisation des réseaux sociaux dans leurs stratégies de communication, pour être plus à même de participer au débat public national et de s'imposer sur la scène politique.

PARTIE I.

LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DES MEDIAS SATELLITAIRES PRIVES EN EGYPTE DU DEBUT DES ANNEES 2000 A LA REVOLUTION

L'industrie audiovisuelle des médias d'information en Égypte est dominée par des logiques de collusion d'intérêts politiques et financiers entre le régime et le milieu des affaires

Structures et développement de la télévision nationale en Égypte
1. Parallélisme politique et pluralisme polarisé, deux dynamiques qui caractérisent les relations entre médias et pouvoir en Égypte 20
2. La télévision d'Etat, un appareil de propagande idéologique 29
3. L'entrée de l'Égypte dans l'ère satellitaire sous le contrôle de l'Etat 37

L'essor du secteur privé des médias en Égypte
1. Le développement des chaînes satellitaires privées dans la région 45
2. La privatisation des médias et de l'industrie satellitaire en Égypte 50
3. Le paysage médiatique en Égypte à la veille de la révolution 57

La cooptation des voix contestataires par les médias de masse favorise la constitution d'une opposition docile qui maintient le débat public dans les limites définies par le régime

La libéralisation contrôlée du discours médiatique
1. Le développement des émissions de débats d'actualité sur le petit écran égyptien 67
2. Le choix du cadrage médiatique et son impact sur l'opinion publique 74
3. Le difficile accès de la société civile et des acteurs indépendants aux médias de masse 81

Rôle et mission du journaliste dans la société égyptienne
1. Les mécanismes de filtrage médiatique participent au maintien du discours dominant et freinent le renouvellement des élites 87
2. La politisation du journalisme à l'ère du satellite et des nouveaux medias 93
3. Le contrôle de l'ouverture médiatique en 2011, durant et après les 18 jours 98

Cette première partie porte sur l'évolution du secteur privé des médias audiovisuels d'information qui se développe en Égypte à partir du début des années 2000, et sur la façon dont les mécanismes de collusions d'intérêts et de cooptation des voix dissidentes qui le structurent, participent à la survie du régime militaire depuis des décennies. Le but de ce chapitre est d'identifier les formes d'intrication politiques et financières qui existent entre le milieu des affaires et le régime, et qui sous-tendent le secteur privé des médias audiovisuels en Égypte.

D'une part, les structures de la télévision nationale, qui se développe sous Gamal Abdel Nasser de façon centralisée dans les années 1960, posent les bases d'un système politico-médiatique marqué par des degrés de polarisation et de parallélisme politiques élevés. La télévision publique est avant tout un appareil de propagande idéologique au service de l'Etat et l'entrée de l'Egypte dans l'ère satellitaire à la fin des années 1990 se fait également sous le contrôle autoritaire du régime. D'autre part, le développement de l'industrie du satellite au début des années 2000 dans l'ensemble de la région, encourage l'essor, en Égypte, d'un secteur privé de l'audiovisuel caractérisé par des relations clientélistes entre les grands hommes d'affaires du pays, le régime et les journalistes.
Cette partie analyse ensuite la façon dont cet environnement favorise la libéralisation contrôlée du discours médiatique et l'apparition sur le petit écran d'une opposition docile qui, tout en donnant l'impression de participer à l'ouverture de l'expression publique, maintient le débat dans les limites imposées par le gouvernement. La cooptation des voix contestataires modérées par les médias traditionnels permet au régime autoritaire égyptien d'entamer sa mutation vers un modèle hybride entre autoritarisme et démocratie, et dont l'issue dépend en partie de sa capacité à contrôler les médias. Cette libéralisation encadrée du secteur audiovisuel privé permet parallèlement le lancement d'émissions d'actualité au début des années 2000, à l'image de celles créées par Al Jazeera, quelques années plus tôt. Cependant les relations étroites et les intérêts communs, qui existent entre les propriétaires de ces nouvelles chaînes et le régime, se devinent dans les choix éditoriaux des médias satellitaires et dans leur façon de présenter l'actualité au public égyptien. Par ailleurs les acteurs indépendants et les organismes de la société civile n'ont que difficilement accès à ces nouvelles chaines pour relayer leurs messages.

Au centre de ce dispositif et dans ce contexte de libéralisation contrôlée des médias, se trouve la figure du journaliste égyptien dont le rôle dans la société participe au maintien du discours dominant et freine le renouvellement des élites ayant accès à la production de sens politique. Les révolutions technologiques, que représentent successivement l'arrivée du satellite, puis des nouveaux médias, ont contribué à renforcer encore davantage la politisation d'une profession qui favorise la mise en avant de commentaires personnels au détriment de contenus informatifs dans le discours médiatique.
C'est dans cet environnement politico-médiatique que la révolution éclate.

Les éléments présentés dans cette première partie tenteront d'expliquer pourquoi les médias traditionnels n'ont pas pu participer à l'élan de démocratisation généré par la révolution, étant incapables d'ébranler en profondeur le carcan structurel complexe mis en place par le régime pour contrôler le débat public.

L'industrie audiovisuelle des médias d'information en Égypte est dominée par des logiques de collusion d'intérêts politiques et financiers entre le régime et le milieu des affaires

Structures et développement de la télévision nationale en Égypte

1. Parallélisme politique et pluralisme polarisé, deux dynamiques qui caractérisent les relations entre médias et pouvoir en Égypte

Le modèle « méditerranéen » ou « pluraliste polarisé » tel que défini par Daniel Hallin et Paolo Mancini dans *Comparing Media Systems. Three Models of Media and Politics*[8] permet de poser les premières bases théoriques nécessaires à la compréhension des relations entre structures politiques et système médiatique en Égypte aujourd'hui. Bien que ce modèle ait été établie à partir de l'étude de pays occidentaux, et selon une conception de l'État et de la sphère publique propre aux démocraties parlementaires d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, certaines dynamiques exposées dans le cadre du modèle pluraliste polarisé et des pays méditerranéens restent pertinentes dans le cas de l'Égypte contemporaine.
Il convient de préciser que ce présent travail de recherche, s'il prend appui sur plusieurs éléments conceptuels proposés par Daniel Hallin et Paolo Mancini, conteste cependant la thèse avancée par ces derniers qui estiment que la libéralisation médiatique amène nécessairement à la démocratie et que, portés par la mondialisation et l'économie de marché, ces deux phénomènes d'ouverture politique et médiatique vont s'étendre au reste du monde et entrainer une convergence des systèmes médiatiques et politiques vers le modèle de démocratie libérale Nord Américain.

L'ouvrage de Daniel Hallin et Paolo Mancini permet en premier lieu d'étudier un système médiatique national en se basant sur des éléments historiques et institutionnels qui prennent en compte le contexte social et politique. Le principal objectif ici est d'identifier la relation entre les sphères médiatiques et politiques en analysant principalement les codes et les contraintes qui régissent l'industrie des médias d'information.
Les secteurs médiatiques nationaux prennent la forme et la coloration des structures politiques et sociales dans lesquelles ils se développent, et participent aux mécanismes de contrôle et de pouvoir qui encadrent les relations entre citoyens et institutions. Par conséquent, la compréhension d'un système médiatique passe par la compréhension de différents éléments sociétaux propres à un pays. Dans le cadre de cette étude des médias égyptiens et de son évolution depuis le début des années 2000, ces indicateurs ont trait à la nature du régime de l'État, au système des partis politiques et aux règles de concurrence, aux relations entre milieux politiques et économiques, et au développement de la société civile.
Le modèle pluraliste polarisé nous intéresse ici car les principales caractéristiques de cette variante sont observables en Égypte, comme notamment la forte présence de l'État, impliqué en Égypte dans plus de deux tiers des médias du pays aujourd'hui; la domination des médias par une élite fermée et peu encline au changement, s'appuyant sur des mécanismes de cooptation des voix dissidentes modérées et de connivence d'intérêts avec le régime; une faible liberté d'expression et l'imposition farouche de lignes rouges par différentes institutions de censure comme la présidence, l'armée, les services de renseignement ou Al Azhar; une dérégulation tardive et sauvage du secteur des médias privés dans le cadre de la politique d'Infitah lancée par Anouar Al Sadat après la guerre de 1973, et avec pour

[8] HALLIN Daniel et MANCINI Paolo, *Comparing Media Systems. Three models of media and politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004

conséquence la création de médias privés généralement peu rentables et complètement dépendants de l'Etat ou de financeurs privés ; une interdépendance élevée entre médias et partis politiques, et plus particulièrement après le retour du pluripartisme en 1977, engendrant une forte politisation des médias et une propension aux articles d'opinion plutôt qu'aux récits d'information ; une instrumentalisation des médias par le gouvernement, les partis politiques, et les grands empires industriels étant étroitement connectés au pouvoir ; un faible niveau de formation professionnelle et un manque d'indépendance des journalistes.
Le concept de « pluralisme polarisé » a été inventé par Giovanni Sartori en 1976 dans un environnement défini selon des clivages entre gauche et droite, mais cette distinction idéologique, du fait de son enracinement dans les traditions économiques et politiques de l'histoire européenne, n'a pas vraiment de sens dans un pays non occidental comme l'Égypte.
Dans leur ouvrage de 2012 qui revisite la validité de leurs modèles politico-médiatiques lorsqu'appliqués à des pays non occidentaux, Daniel Hallin et Paolo Mancini soulignent que les identités religieuses, ethniques, ou régionales, et les allégeances clientélistes, tribales ou claniques peuvent jouer un rôle comparable aux appartenances partisanes dans la polarisation de l'environnement politique.[9] De telles configurations accroissent néanmoins le risque d'affrontements idéologiques irréductibles, étant donné qu'elles placent les questions d'identité ou de dogmes religieux au centre du débat public, rendant les concessions difficiles. La nature idéologique des conflits sociaux et des clivages sur lesquels ils se basent, a un impact déterminant sur la façon dont les tensions sociales sont abordées au sein de la sphère publique et de l'arène politique. Lorsque la polarisation de discours irréductibles établis sur des lignes religieuses ou ethniques, est relayée par les médias, l'opposition de deux visions antagoniques d'une même société peut alors déboucher sur des propos haineux menant à la guerre civile.

Par opposition au pluralisme modéré, où la convergence vers le centre est plus forte, le pluralisme polarisé se caractérise par des clivages plus prononcés, un consensus social plus faible, la remise en question de la légitimité du système politique, et une polarisation idéologique très marquée. Dans un tel environnement, les médias se distinguent par leur engagement politique prononcé, et par une forte propension des journalistes aux commentaires personnels. Cette tendance à l'éditorialisme en Égypte, est une conséquence du contexte politique dans lequel les médias se sont développés avec pour mission principale de transmettre une idéologie ou une vision politique. Une telle situation explique que le « maqal » (article d'opinion en arabe) ait une valeur plus prestigieuse que le simple « khabar » (récit factuel d'information) dans les périodiques égyptiens. Ce phénomène s'est aujourd'hui étendu à la télévision, où présentateurs et journalistes mélangent informations et commentaires personnels.
Selon Daniel Hallin et Paolo Mancini, cette politisation des médias est le reflet d'une culture politique qui place l'affirmation idéologique au cœur du débat public et de la résolution des conflits sociaux. La confrontation des points de vue structure la vie politique des sociétés pluralistes polarisées, et prend place dans les médias, ce qui contribue à renforcer l'interpénétration des mondes politique et médiatique. Cette importance accordée au conflit idéologique et à ses enjeux, rend difficile le développement d'une culture professionnelle qui aille au delà des lignes partisanes, notamment dans le cas des médias publics qui ont du mal à se distinguer du parti au pouvoir. Dans le discours des journalistes égyptiens, les entités de l'Etat, du régime et du gouvernement sont interchangeables, et les médias du service public sont perçus comme les médias du parti au pouvoir. C'est d'ailleurs ce que reflètent les propos

[9] HALLIN Daniel et MANCINI Paolo, « Conclusion » in HALLIN Daniel, MANCINI Paolo (dir.) *Comparing Media Systems Beyond the Western World,* Cambridge University Press, New York, 2012

de Gehad Al Haddad, alors en charge sous le gouvernement Morsi de la communication médiatique du parti présidentiel Liberté et Justice, lorsqu'il déclare : « *Les médias d'Etat sont toujours liés à l'ancien régime et c'est pour ça qu'ils attaquent le président alors qu'ils devraient le défendre. Pour changer les médias d'Etat il nous faut réformer la bureaucratie qui travaille à Maspero* (i.e. le bâtiment de la télévision nationale) *car trop peu d'entre eux sont favorables aux Frères Musulmans.* »[10] La situation récente de l'Égypte postrévolutionnaire illustre le fait que, dans un environnement pluraliste polarisé, chaque changement de pouvoir impose une reconquête des médias publics, notamment du secteur de l'audiovisuel, ce qui remet en question la légitimité de ces derniers à remplir leur fonction de service public.
Dans ce contexte, les médias expliquent l'actualité par le prisme des conflits sociaux et de la polarisation idéologique, une situation qui peut favoriser l'adoption de lignes narratives manichéennes et belliqueuses, comme cela a été le cas en Égypte au lendemain de la chute de Mohamed Morsi en juillet 2013, entre médias dits libéraux (car laïcs et privés) et médias religieux. Par conséquent, dans les médias égyptiens, les évènements ne parlent jamais d'eux mêmes, et le relais neutre et factuel de l'information est reçu avec scepticisme par le public, habitué à considérer le récit d'actualités politiques et sociales sous le prisme d'un agenda caché qui expliquerait l'enchainement des évènements. Comme Daniel Hallin et Paolo Mancini le décrivent, dans un environnement pluraliste et polarisé, l'opinion a plus de valeur que la neutralité, qui est perçue comme une marque d'inconsistance, de naïveté, et d'opportunisme.
Une grande partie du processus de négociation politique prenant place en dehors de l'arène médiatique et de la sphère publique, les médias sont plus des outils de manœuvres politiques que des agents autonomes, capables selon leurs propres stratégies d'apaiser ou d'exacerber des conflits sociaux.

A partir de ce modèle de polarisation politique et médiatique, Daniel Hallin et Paolo Mancini déclinent deux schémas de pluralisme fragmenté qui permettent d'apporter un éclairage sur la configuration des conflits sociaux en Égypte avant et après la révolution de 2011. Le premier cas est celui d'un conflit politique où de multiples petits groupes s'affrontent sans qu'aucun d'entre eux ne soit capable de contrôler la scène politique sur une période de temps conséquente. Dans ce contexte, compromis et coalitions restent précaires et le gouvernement demeure incapable de prendre des décisions qui s'appliquent à l'ensemble de la société. La seconde configuration résulte de la domination continue d'un parti ou d'un groupe au détriment des autres acteurs politiques, et se caractérise par l'absence d'alternance de pouvoir malgré la tenue régulière d'élections. Dans ce cas, le parti au pouvoir contrôle l'ensemble des ressources du pays, y compris l'agenda public des médias.
Quelle que soit la configuration spécifique du pluralisme, les médias reflètent et influencent les processus politiques, en se faisant les miroirs plus ou moins fidèles des conflits partisans, et peuvent décider de prendre parti pour un acteur ou une coalition au risque d'en exagérer l'importance et de renvoyer une image déformée de la réalité politique. De par son paysage médiatique très centralisé et dominé par le régime et son discours, l'Égypte avant et après la révolution, tend vers la seconde forme de pluralisme fragmenté. Cependant la première variante, impliquant une multiplicité d'acteurs politiques, semble avoir dominé la configuration du système médiatique lors du soulèvement de 2011, une situation accrue par l'usage des nouveaux médias et leur politisation par les révolutionnaires.

[10] Entretien avec Gehad Al Haddad le 25 mars 2013 au Caire

Pour saisir les relations qui sous-tendent les réseaux politico médiatiques propres à chaque pays, Daniel Hallin et Paolo Mancini proposent quatre dimensions majeures : la structure du marché des médias, le degré de parallélisme politique, le développement du professionnalisme, et la nature de l'intervention de l'Etat. Pour appliquer une telle étude à des pays non démocratiques et non occidentaux comme l'Égypte, Katrin Voltmer estime que ces quatre vecteurs et leur articulation peuvent être considérés comme des outils conceptuels universels, en ce sens qu'ils prennent en compte la relation des médias avec leur environnement économique, social et politique, et décrivent les règles et les normes internes au secteur médiatique et à la profession.[11] Tous les systèmes politiques étant à un moment donné, contraints de s'adapter aux quatre dynamiques internes et externes, ces outils de comparaison fournissent une grille conceptuelle de départ applicable, selon des déclinaisons différentes, à des pays non démocratiques et non occidentaux. La question est ensuite de savoir si ces études de cas constituent alors de nouveaux modèles théoriques, ou s'ils sont simplement des nouvelles variantes du modèle établi par Daniel Hallin et Paolo Mancini.
Parmi les quatre dimensions, celle qui nous intéresse le plus dans le cas de l'Égypte est celle du degré de parallélisme politique car elle constitue un point d'entrée conceptuel qui permet d'analyser le système politico-médiatique de façon transversale, et d'analyser le rôle des médias dans le changement – ou l'absence de changement – politique. Daniel Halin et Paolo Mancini définissent le parallélisme politique comme fonction du degré de symétrie entre diversité du paysage médiatique et pluralité des partis politiques. Le degré le plus élevé est atteint lorsque l'alignement entre partis politiques et médias est parfait, et que chaque média représente le point de vue d'un acteur politique dans la sphère publique.

Parmi les variables proposées par Daniel Hallin et Paolo Mancini pour déterminer le degré de parallélisme politique d'un système médiatique, il faut en retenir quatre dans le cas de l'Égypte qui exposent un rapport de symétrie assez prononcé entre cercles politiques et industrie médiatique : la conception politisée qu'ont les journalistes de leur mission au sein de la sphère publique, comme commentateurs engagés de l'actualité et éducateurs de l'opinion générale ; le degré d'engagement politique des journalistes et la façon dont leurs affiliations influencent l'avancée de leur carrière ; les connexions entre médias et différentes entités politiques ou groupes sociaux ; le contenu des médias et la façon dont leur traitement de l'actualité reflète leurs orientations politiques. Bien que la scène politique ait été monopolisée jusqu'en 2011 en Égypte par le PND (Parti National Démocratique) au pouvoir depuis des décennies, le concept de parallélisme politique reste applicable aux pays dont le multipartisme n'est qu'une façade et où la société civile est faible. Dans le cas de l'Egypte, il est possible d'affirmer que la structure des médias et la pratique du journalisme reflètent les divisions idéologiques et factionnelles des élites dirigeantes (l'armée, les cercles des affaires, les autorités religieuses, les élites urbaines et éduquées), et que la diversité politique est organisée autour des sous composantes de l'État et de leur divergence d'intérêts, plutôt qu'autour de partis politiques concurrents. Il est par ailleurs tout à fait possible d'envisager que le parallélisme politique soit plus élevé dans certains segments du secteur médiatique que dans d'autres.
Une seconde caractéristique du parallélisme politique, dans le cadre du modèle pluraliste polarisé appliqué à l'Égypte, est l'interpénétration des cercles médiatiques et politiques et la facilité avec laquelle les journalistes deviennent politiciens et inversement. Un des exemples le plus récents est celui d'Ahmed Al Mouslimani, un des présentateurs vedettes de la chaine

[11] VOLTMER Katrin, « How far can media systems travel? Applying Hallin and Mancini's comparative framework outside the Western world » in HALLIN Daniel, MANCINI Paolo (dir.) *ibid*.

privée Dream, devenu porte-parole médiatique du gouvernement d'intérim mis en place par l'armée après la destitution de Mohamed Morsi en juillet 2013.

Le degré de concentration du capital, dans l'industrie médiatique en particulier, et dans le secteur économique en général, est un autre facteur pertinent pour poser les bases théoriques nécessaires à l'étude des médias égyptiens. La convergence des ressources financières est directement liée à l'influence de l'Etat dans les secteurs économique et médiatique. Plus le capital est concentré dans les mains d'une élite restreinte, plus l'interdépendance entre l'État et les propriétaires de médias sera forte, portée par l'attribution de subventions, de création de lois avantageuses, et de tout un éventail de mesures clientélistes et partisanes. Cette prépondérance de l'État dans les médias, qu'il soit propriétaire, régulateur, ou financeur, est fonction du rôle de l'État dans la société en général.
Dans le cadre du modèle méditerranéen ou pluraliste polarisé, le domaine audiovisuel est principalement la propriété de l'État, ainsi qu'une importante partie du secteur des médias privés, qui sont financés, à des degrés plus ou moins importants, par des fonds publics. Dans les pays méditerranéens appartenant au modèle « pluraliste polarisé », le secteur des médias privés de l'audiovisuel s'est développé de façon incontrôlée et sans l'obligation de respecter la mission et le périmètre des médias du service public. Aucune loi ne contraint ces nouveaux médias privés au respect d'une déontologie qui protège l'intérêt général de la nation. Rien ne les oblige non plus à relayer un panel assez varié de différents points de vue politiques et à transmettre des informations pertinentes et constructives aux citoyens pour les aider à comprendre les enjeux de société.
Les schémas de développement du secteur privé sont très différents d'un pays à l'autre. Mais malgré le rôle fort que l'État a traditionnellement joué dans les pays méditerranéens, l'ouverture sauvage du secteur des médias aux investisseurs privés, s'est faite de manière beaucoup plus soudaine et bien moins encadrée que dans les pays des modèles « libéral » et « démocratique corporatiste », les deux autres systèmes politico médiatiques qui complètent la théorie de Daniel Hallin et Paolo Mancini.

Dans certains pays non démocratiques et non occidentaux auxquels s'applique le modèle pluraliste polarisé, les médias sont parfois partie intégrante de l'État, et développent avec celui-ci des relations d'interdépendance dans de nombreux domaines.
Dans le cas de l'Égypte il est possible de parler d'un marché autoritaire des médias reposant sur une synergie entre régime autoritaire et médias privés, tous deux ayant mutuellement intérêt à une dépolitisation de la sphère publique. Cette dépolitisation passe paradoxalement par une politisation strictement encadrée du contenu des médias, y compris dans le secteur du divertissement, véhiculée par une opposition cooptée ayant un avantage au maintien de cette interdépendance entre cercles politiques et médiatiques. Par ailleurs, l'absence en Égypte d'une différenciation claire entre État et société, entre secteurs public et privé, et le faible développement de l'autorité rationnelle légale au profit de relations clientélistes et d'autres formes d'organisation sociale, sont des traits structurels qui augmentent l'interdépendance et la confusion entre médias et politique.
Mais il faut cependant nuancer l'aspect monolithe de l'État qui n'est pas une entité homogène, comme cela a été mentionné précédemment, et qui dépend en réalité de structures internes complexes et d'intérêts multiples. Ainsi, la canalisation du discours politique des médias, et les mesures coercitives qui peuvent en découler, ne sont pas seulement le fruit de l'État et, comme Duncan McCargo le décrit dans son étude de l'application du modèle pluraliste polarisé aux pays de l'Asie Pacifique, ces mesures peuvent également émaner d'acteurs privés et d'alliés puissants, capables eux aussi d'instrumentaliser le discours des

médias. [12] Cette capacité résulte des relations clientélistes qui structurent la distribution du pouvoir au sein d'un régime comme celui de l'Égypte, qui a su se maintenir sur des décennies et survivre à la révolution de 2011.
Dans le cadre du modèle pluraliste polarisé, Daniel Hallin et Paolo Mancini définissent le clientélisme comme un modèle de relations et d'organisations politiques et sociales au sein duquel l'accès aux ressources est contrôlé par des patrons, qui les octroient à leurs clients en échange d'allégeances et autres formes de soutien. Lorsque celui-ci est important, le degré de parallélisme politique est élevé et le respect des normes légales est plus faible. Connexions personnelles et intérêts communs passent avant la loi et autres régulations officielles. A l'image de l'Égypte, l'industrie médiatique des pays pluralistes polarisés est caractérisée par un clientélisme qui va de pair avec l'instrumentalisation des médias publics et privés. Les embauches et promotions de journalistes sont établies sur la base de loyautés politiques, au détriment des critères professionnels. Les hommes d'affaires égyptiens à la tête des médias privés sont par ailleurs largement impliqués dans d'autres secteurs industriels, tels que les télécommunications, le bâtiment, l'exploitation foncière et d'autres secteurs vitaux pour l'économie du pays. Ils entretiennent des relations étroites avec le régime et obtiennent ainsi des concessions gouvernementales avantageuses, comme des licences de retransmission audiovisuelle et d'autres services nécessaires au bon fonctionnement de leurs médias et de leurs industries. Ces individus utilisent généralement leurs chaînes ou leurs journaux comme moyen de négociations avec les autres factions de l'élite, et comme canal d'intervention dans le monde politique, qui se résume souvent dans ce contexte à une allégeance au régime.
Un exemple récent montre que cette tendance demeure très actuelle en Égypte. En septembre 2014, les chaines privées du pays, à l'inverse de leurs rivales du service public, ont dépêché leurs journalistes et présentateurs vedettes à New York pour couvrir la visite du président Al Sissi aux Nations Unies. Le discours de ce dernier a été décrit par les chaines privées égyptiennes comme un moment transformateur de la diplomatie onusienne. L'absence de mise en contexte et de tout autre contenu ou information qui aille au delà des commentaires dithyrambiques envers l'élocution du raïs, confirme que le but de ce voyage n'avait pas pour ces journalistes, et pour leurs patrons ayant également fait le déplacement, d'autre objectif que de confirmer leur allégeance au nouveau dirigeant. Les fausses informations et les montages vidéos diffusés par les médias privés montrant une foule de diplomates en liesse applaudissant Al Sissi pendant plusieurs minutes, ont beaucoup amusé la presse internationale dénonçant une manipulation médiatique grotesque.

Le clientélisme repose sur des schémas de pouvoir et de communication privés plutôt que publics. Dans ce contexte, l'accès des journalistes à des informations politiques pertinentes dépend donc de leurs relations aux élites. La communication de ces informations aux médias est avant tout utilisée par les cercles dirigeants comme un mécanisme de négociations du pouvoir, et n'est pas motivée en premier lieu par le désir d'informer le grand public. Dans ce contexte, les journalistes et propriétaires de médias ayant des alliés puissants, peuvent utiliser leurs relations pour contourner les règles gênantes, comme en Égypte où, dans le cadre de la création et de la régulation des chaines satellitaires privées depuis le début des années 2000 jusqu'à aujourd'hui, le clientélisme a contribué à la dérégulation sauvage de l'industrie de la télévision, et à son instrumentalisation.
Un autre exemple des effets du clientélisme sur les médias est la fréquence des actions légales prises à l'encontre des journalistes et propriétaires de médias, démontrant, comme c'est le cas en Égypte, que le clientélisme dépend, pour perdurer, d'un système judiciaire politisé. Il est

[12] MCCARGO Duncan, « Partisan Polyvalence: Characterizing the Political Role of Asian Media » in HALLIN Daniel, MANCINI Paolo (dir.) *ibid*.

ainsi plus facile pour le gouvernement d'utiliser le système légal pour faire pression sur les médias privés. Cependant, ces derniers ont eux aussi la capacité de faire pression sur les figures politiques en exposant, de façon sélective, la corruption du régime et autres scandales, incitant ainsi les dirigeants à se préoccuper de la façon dont les médias parlent d'eux et de l'image qu'ils véhiculent.

Dans le modèle pluraliste polarisé, le journalisme est un métier réservé à l'élite éduquée et devient par conséquent une extension du monde de la littérature et de la politique. La communauté journalistique est un mélange d'intellectuels, d'aspirants politiques, d'auteurs et d'éditeurs, pour qui le journalisme est un tremplin politique, plutôt qu'un accomplissement professionnel. Dans les pays pluralistes polarisés, le métier entretient des relations très étroites avec les cercles de pouvoir et l'Etat, ce qui l'empêche de fonctionner comme une institution autonome. La formation professionnelle est par conséquent peu développée et le consensus autour de standards journalistiques reste assez faible. Le travail des journalistes est donc très influencé par des forces extérieures à leur profession, comme les soutiens financiers, les hommes politiques, les publicitaires et les propriétaires de médias. L'évaluation de la nature et du degré de professionnalisme reste assez relative et multidimensionnelle, notamment dans le cadre d'une profession libérale comme le journalisme, dont la pratique ne requiert pas la maitrise préalable d'un ensemble conséquent et réglementé de connaissances spécifiques, comme dans le domaine médical ou judiciaire. Le concept de professionnalisme journalistique a besoin d'être relativisé et déconstruit, notamment dans son rapport à la norme d'objectivité si centrale au modèle américain, mais moins évidente ailleurs. Le professionnalisme se développe en symbiose avec l'environnement dans lequel la fonction évolue, et peut obéir à différents impératifs en fonction du contexte. Dans le cadre des médias évoluant dans un système pluraliste polarisé, l'orientation partisane et l'instrumentalisation de ces derniers sont des dimensions à part entière, et somme toute acceptées par l'ensemble de la profession pour qui les médias sont les véhicules d'ambitions politiques plutôt que d'informations critiques.

Hisham Qassem est un journaliste indépendant et un entrepreneur médiatique à l'origine de la création du journal *Al Masry Al Youm*, lancé en 2004 comme le premier quotidien privé et indépendant du pays. Il estime que « *les hommes d'affaires du secteur privé ne cherchent pas à faire de profits par le biais de leurs médias, notamment dans le cas des chaines privées qui ne sont généralement pas rentables. C'est leur capacité d'influence politique sur l'opinion publique qui les intéresse.* »[13]

Le corollaire de cette instrumentalisation des médias est un niveau très bas d'indépendance professionnelle pour les journalistes. Consolider le professionnalisme demeure difficile lorsque les pressions politiques et commerciales sont trop fortes, et lorsque l'objectif principal des médias est de soutenir des hommes ou des partis politiques. Dans ce contexte, les médias embauchent des journalistes et des producteurs conciliants, freinant le développement d'une profession autonome. Certaines formes de professionnalisme, généralement inspirées des Etats-Unis et de l'Europe, sont adoptées comme standards professionnels. Cependant, ce processus d'indigénisation du modèle occidental originel, transforme celui-ci en un système hybride, à cheval entre considérations politiques et sociales locales et valeurs professionnelles occidentales, elles mêmes développées et adoptées en Occident à la suite de négociations et d'apprentissage propres à des contextes politiques et sociaux particuliers. Comme l'explique Alfonso de Albuquerque au sujet des médias brésiliens, le journaliste professionnel ne se

[13] Entretien avec Hisham Qassem le 6 mai 2012 au Caire

définit pas seulement par son autonomie, mais également par sa capacité à être un acteur du contrôle social et à exprimer une conception particulière de ce qu'est le bien public.[14]

Marwan Kraidy se propose d'appliquer de façon transnationale le modèle pluralisme polarisé au monde arabe, et en particulier au Liban et à l'Arabie Saoudite.[15] Il établit des éléments communs aux deux pays, notamment un parallélisme politique élevé – au Liban le contenu médiatique reflète le confessionnalisme, en Arabie Saoudite les divisions entre branches princières – ainsi que l'intégration des médias à des structures politiques plus larges, l'engagement politique des journalistes, et la perception de leur mission comme étant celle d'analystes et de commentateurs, plutôt que de pourvoyeurs neutres d'informations. Dans le cas de l'Égypte, ces observations sont également valables. Le parallélisme des médias reflète les trois centres de pouvoir politique du pays : l'armée (ce qui par extension implique le régime, l'Etat et les autorités religieuses officielles), les élites urbaines (et le milieu des affaires) et les islamistes.
Selon Marwan Kraidy, les systèmes médiatiques dans la région sont une hybridation du modèle pluraliste polarisée et du modèle libéral, engendrant un système politico médiatique où le rôle de l'État, le parallélisme politique, la commercialisation, et le professionnalisme, prennent d'autres formes et s'articulent différemment. Le système médiatique arabe est libéral car sa gestion et son économie restent dépendantes des logiques du libre marché, expliquant que les calculs financiers prennent parfois le pas sur les considérations politiques ou religieuses, mais ce système n'est que partiellement libéral, car il demeure structuré par un parallélisme fort et accorde à l'État un rôle important voire dominant.

Les régimes en transition démocratique démontrent une capacité de résistance surprenante, et dans la plupart des cas, l'entre-deux entre pratiques démocratiques et autoritaires devient un point d'équilibre plutôt qu'une phase temporaire. En combinant des éléments de l'ancien régime autoritaire avec ceux du nouveau régime démocratique auquel ils prétendent aspirer, ces régimes hybrides s'installent dans une zone grise entre autoritarisme et démocratie, mettant ainsi en place un système néo-autoritaire – concept qui sera plus amplement développé en dernière partie de ce travail.
L'Égypte postrévolutionnaire correspond à ce profil de régimes hybrides faisant le choix du néo-autoritarisme, une forme de gouvernance qui, dans ce cas particulier, est un puissant mécanisme de survie permettant au régime de muer pour s'adapter à l'évolution de son environnement politique, économique, social et technologique. Cependant l'Égypte après 2011 peut également être analysée à la lumière de la notion de « démocratie délégative », introduite par Guillermo O'Donnell en 1994, comme une nouvelle forme de démocratie qui se distingue de la démocratie représentative, et qui se développe dans des pays régis par un système présidentiel.[16] Ces régimes partent du principe que quiconque gagne les élections présidentielles aura le droit de gouverner comme bon lui semble. Ce modèle politique s'applique aux nouvelles démocraties nées en Amérique latine de la chute des dictatures, et aux pays d'Europe de l'Est nés de la disparition de l'URSS, notamment la Russie. En contexte de démocratie délégative, les présidents se présentent comme étant au-dessus des divisions politiques partisanes, et prétendent représenter la nation comme un tout, plutôt que les intérêts particuliers d'un groupe. Dans ce type de démocratie, le régime présidentiel est régulé de telle sorte qu'il affaiblisse les institutions démocratiques, comme le parlement et le

[14] DE ALBUQUERQUE Alfonso, « On models and margin : comparative media models viewed from a Brazilian perspective » in HALLIN Daniel, MANCINI Paolo (dir.) *op. cit.*
[15] KRAIDY Marwan « The rise of transnational medias systems : implications of pan-Arab media for comparative research » in HALLIN Daniel, MANCINI Paolo (dir.) *ibid.*
[16] O'DONNELL Guillermo « Delegative democracy ? » dans *Journal of Democracy* n°1, vol.5, 1994

système judiciaire. Le président gouverne généralement par décrets, pour éviter les négociations et la recherche de compromis, qui requièrent trop de temps, et dont les résultats sont incertains. Par ailleurs, en refusant les divisions partisanes et l'articulation à certains groupes d'intérêts, les présidents de démocraties délégatives affaiblissent les structures intermédiaires qui pourraient contrebalancer, voire même remettre en question, leur pouvoir quasi absolu. Au lieu de s'appuyer sur un parti pour gagner les élections, les candidats présidentiels cherchent à établir un lien direct avec le peuple, qu'ils continueront, une fois à la tête du pays, à mobiliser comme une émanation de leur pouvoir. Les démocraties délégatives ont tendance à fréquemment recourir au plébiscite. Ce sont tous ces aspects qui créent une relation de symbiose entre le régime et les médias et qui empêchent toute critique du président.
Cette description s'applique aujourd'hui à l'Égypte contemporaine et à son nouveau président le général Abdel Fattah Al Sissi, adulé des masses et des médias, et qui a gagné les élections sans être affilié à aucun parti. En période de transition politique, et celle-ci équivaut en Égypte au rétablissement, voire au renforcement, du régime militaire dénoncé par les révolutionnaires en 2011, les médias changent rarement aussi vite que les autres institutions nécessaires à la démocratie, tel que le système électoral ou le parlement. Au contraire, leur configuration est le fruit de l'ancien régime et ils portent en eux des normes et des relations de pouvoir propres à ce dernier. En Égypte, le résultat est un mélange unique de structures persistantes héritées du passé, et d'éléments nouveaux, inspirés des modèles occidentaux ou panarabes, auxquels s'ajoutent des caractéristiques spécifiques au pays, notamment la volonté de faire table rase de certains aspects du passé, comme le règne de Hosni Moubarak et la présidence de Mohamed Morsi. Cette continuité se constate dans les structures et les normes qui encadrent la profession, mais également dans le discours des individus qui travaillent dans le secteur des médias. De nombreux journalistes, en poste sous l'ancien gouvernement, ont gardé leur fonction après la révolution, et continuent aujourd'hui à appliquer les règles et pratiques qui guidaient jusqu'ici leur travail. Cependant cette continuité est encore plus flagrante au sein des élites politiques. Étant habituées à instrumentaliser les médias, ces élites ont parfois réagi avec colère et agressivité face aux médias qui refusaient d'agir comme les porte-parole du gouvernement ou des cercles de pouvoir. Ces élites politiques restent coincées dans les anciens mécanismes de pression directe, de menace, et d'interférence éditoriale. Il est même surprenant de constater que d'anciens activistes d'opposition, qui s'étaient battus pour la liberté d'expression et de la presse sous l'ancien régime, rencontrent eux-mêmes des difficultés à s'adapter à ce nouvel environnement médiatique et à ouvrir le débat à des acteurs qui contredisent le récit symbolique de la mobilisation contestataire. Étant donné la continuité des structures organisationnelles des médias, du personnel et de ses pratiques, il faut prendre en compte les caractéristiques particulières du régime autoritaire précédent, comme un élément déterminant du système médiatique postrévolutionnaire égyptien.

C'est donc sur ces bases théoriques qui articulent certains traits du modèle pluraliste polarisé de Daniel Hallin et Paolo Mancini, à une forme de néo-autoritarisme et de démocratie délégative, que ce présent travail de recherche se base pour comprendre le système politico médiatique égyptien des années 2000 à aujourd'hui.

2. La télévision d'Etat, un appareil de propagande idéologique

Selon Mohammed Ayish, la télévision dans le monde arabe s'est historiquement développée selon des lignes patriarcales et autoritaires, avec pour objectif de limiter l'indépendance professionnelle du secteur.[17]
La télévision arrive dans la région au milieu des années 1950, lancée par la plupart des Etats immédiatement après la décolonisation dans le but d'en faire un instrument de développement national. Depuis, la télévision n'a cessé d'être un instrument de négociations politiques. Appréhendée comme objet d'intérêt public, la télévision a été investie par les gouvernements arabes de missions nationalistes, culturelles et politiques, avec pour consigne de s'adresser aux citoyens et à l'audience nationale comme à un bloc monolithe.
Mohammed Ayish distingue deux phases dans l'évolution du secteur de la télévision publique dans le monde arabe jusqu'au début des années 1990 (période qui correspond à l'arrivée du satellite dans la région) : la phase de formation de 1954 à 1976 au cours de laquelle la télévision devient rapidement un outil de propagande idéologique, et la phase d'expansion nationale de 1976 à 1990, au cours de laquelle les gouvernements arabes cherchent à développer leurs capacités de retransmission audiovisuelle à l'échelle nationale.

Dans le cas de l'Égypte, la première phase débute avec l'arrivée de Gamal Abdel Nasser au pouvoir, et sa décision d'utiliser la radio comme moyen de communication pour promouvoir l'idéologie panarabe. Inspiré de cette stratégie il entreprend, en 1960, de faire de la télévision un outil de mobilisation politique. A cette époque et dans un contexte socialiste où le secteur privé est quasiment inexistant, la question du monopole de l'Etat sur le secteur de la télévision ne se pose pas.
La télévision est lancée en 1960 pour l'anniversaire de la révolution de 1952, et en accord avec la ligne nationaliste et patriotique défendue par le parti unique. La première retransmission débute avec des versets du Coran, suivis d'un discours de Nasser, un premier usage de la télévision égyptienne publique qui augure déjà, selon Hussein Amin et James Napoli, du destin de ce média comme instrument de propagande gouvernementale.[18]
Le secteur de l'audiovisuel égyptien est organisé de façon centralisée, concentré géographiquement dans un bâtiment créé en 1959, inspiré de la maison de la radio française, et communément appelé « Maspero », nom du quartier dans lequel il se situe sur les bords du Nile au Caire.
Ce degré élevé de centralisation du système de télévision traduit une volonté politique de refléter et de préserver l'unité nationale dans un lieu symbolique, d'une façon qui aille également dans le sens de la centralisation bureaucratique et qui permette de palier aux coûts élevés en ressources humaines et technologies nécessaires au développement d'un système de retransmission à l'échelle nationale.

Naomi Sakr estime que le système de télévision que l'Égypte commence à établir en 1960 est considéré à l'époque comme l'un des plus avancés et des plus efficaces au sein des pays d'Asie, d'Afrique et du monde arabe. À l'inverse d'autres pays de la région, l'Égypte a été capable de développer ses productions télévisées sans avoir à importer d'équipement ou de

[17] AYISH Mohammed, « Television Broadcasting in the Arab world. Political democratization and cultural revivalism » in MELLOR Noha, AYISH Muhammad, RINNAWI Khalil (dir.), *Arab media. Globalization and emerging media industries* Polity Press, Cambridge, 2011
[18] AMIN Hussein, NAPOLI James « Media and power in Egypt » in MELLOR Noha, AYISH Muhammad, RINNAWI Khalil (dir.), *ibid.*

recevoir d'investissements de l'étranger, grâce aux revenus considérables générés par le secteur de la radio et l'industrie du cinéma[19].
La télévision est placée sous le contrôle du ministère de la guidance nationale, rebaptisé ministère de l'information en 1969. La radio, la télévision et les services de diffusion audiovisuelle sont réunis dans l'enceinte de Maspero et le service est baptisé Union de la Radio et de la Télévision Egyptiennes (URTE) en 1971. Une loi spéciale passée en 1979 donne à l'URTE le monopole sur le faisceau hertzien et la retransmission terrestre, et la fait passer sous contrôle direct du président et du ministère de l'information.
A ses débuts, la télévision publique commence avec deux chaînes. Une troisième chaîne est créée quelques années plus tard. Arrêtée après la guerre de 1967 elle est rétablie pour couvrir la région du grand Caire en 1984. Vers la fin des années 1980, l'Etat entreprend de décentraliser le secteur de la télévision publique et introduit des chaînes locales. La chaîne 4 est lancée en octobre 1988 pour couvrir Ismaïlia, Suez et Port-Saïd ; la chaîne 5, couvrant Alexandrie et sa région, est lancée en décembre 1990 ; la chaîne 6, aussi connue sous le nom de chaîne du Delta, est lancée en mai 1994. Et enfin la chaîne 7, couvrant Minia et certaines régions de Haute Égypte, voit le jour en octobre 1994.[20]
Malgré cette relative décentralisation et la création d'une série de chaînes locales en complément des deux grandes chaînes nationales, l'étau du contrôle étatique sur le secteur ne se desserre pas. Les régimes de Sadat et Moubarak qui succèdent à Nasser, reprennent à leur compte cette approche du secteur audiovisuel public comme un outil politique à tenir à l'abri des influences hostiles. Par ailleurs, le contrôle centralisé des médias audiovisuels permet au régime de contourner le problème du faible taux d'alphabétisation en Égypte, et d'atteindre une partie de la population plus large que celle touchée par la presse écrite.

Au cours de la phase d'expansion nationale de la télévision publique dans le monde arabe décrite par Mohammed Ayish, le secteur, malgré le développement de ses capacités, demeure sans aucune indépendance administrative ni financière, ses sources de financement provenant exclusivement de subventions gouvernementales et de fonds publicitaires limités. Partout dans la région, les directeurs des services de télévision sont désignés par les dirigeants nationaux et sont directement responsables devant le ministre de l'information. Ces paramètres rendent difficile l'établissement de lignes éditoriales indépendantes et de programmes d'information et d'émissions d'actualité qui ne soient pas soumises directement aux lignes rouges et aux pratiques d'autocensure en accord avec les politiques médiatiques nationales. Les hauts responsables médiatiques doivent constamment rendre des comptes et mettre à l'antenne des analystes et commentateurs politiques désignés par le gouvernement pour expliquer les positions de l'État et gérer les sujets sensibles.
Cette subordination des services de télévision au ministre de l'information a également empêché le secteur de la télévision de se développer dans les domaines de la technologie et de la formation professionnelle, et de faire face à l'accélération des changements dans l'industrie audiovisuelle. Faute de revenus publicitaires capables de remplacer les financements gouvernementaux dans beaucoup de pays de la région, le secteur public est aujourd'hui en retard en termes d'infrastructures technologiques et de qualification du personnel. Cette situation affecte non seulement le contenu des programmes, mais participe également à la perte de crédibilité de la télévision nationale auprès des téléspectateurs qui perçoivent cette dernière comme le porte-parole de l'élite dominante.

[19] SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, I.B. Tauris, London, 2013
[20] AMIN Hussein and NAPOLI James, *op. cit.*

Abdallah Schleifer, ancien correspondant de la chaine américaine NBC au Caire et professeur à l'université américaine du Caire, explique que le journalisme télévisé dans le monde arabe avant l'arrivée du satellite il y a une quinzaine d'années, était inexistant.[21] Il décrit comment les journaux télévisés étaient dominés par les images de cérémonies officielles. Dans cet univers clos, le journalisme de télévision n'existait pas. Il y avait seulement un cameraman chargé de filmer les évènements, de les éditer directement sur sa camera afin que ses vidéos puissent être diffusées telles quelles au journal du soir, tandis que le présentateur lisait une dépêche diffusée par l'Etat ou des agences de presse officielles ayant couvert le même événement. Les chaines internationales étaient les principaux fournisseurs d'images d'actualité mondiale souvent dominée par les événements de la région. Les chaines de télévision nationales complétaient ces images avec des dépêches publiées par leurs propres agences de presse, ou parfois par des agences internationales mais seulement après que celles-ci aient été revues et corrigées pour ne pas contredire la position du régime. Abdallah Schleifer ajoute que la dépêche officielle, lue par le journaliste, rajoutait rarement du sens aux images. Et lorsque cela était les cas, c'était généralement par hasard, étant donné que l'idée d'apporter du sens aux images par le biais d'un récit travaillé des événements, était une dimension du journalisme télévisé qui n'était pas pratiquée.
Cette description donne une idée du lourd héritage porté par beaucoup de journalistes de la télévision d'Etat de l'ancienne génération et de l'état d'esprit de soumission et d'absence de critique qu'ils transmettent aux nouvelles recrues.

Cette situation de lourdeur administrative, de retard technologique et de faible qualification du personnel, est toujours d'actualité dans l'Égypte postrévolutionnaire où, malgré le séisme politique de 2011, très peu de choses ont changé dans l'enceinte du bâtiment de Maspero. Le manque de moyens et de formation professionnelle perdure, empêchant parfois les journalistes du service public de couvrir certains événements d'ampleur nationale avec la même rapidité que les chaînes privées. Dans la nuit du 1er au 2 mai 2012, une dizaine de personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements avec l'armée dans le quartier d'Abbassiya. Au matin du 2 mai, et alors que toutes les chaines satellitaires privées couvraient l'évènement depuis la veille, Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed de Nile Akhbar, la chaine satellitaire d'information du service public, étaient encore en train de négocier avec leurs supérieurs l'obtention d'une caméra et d'une équipe de tournage pour se rendre sur place.
Mona Al Shayeb raconte que « *à cause du manque de moyens et de la lenteur des procédures, on a commencé à couvrir les événements d'Abbassiya avec plus de douze heures de retard et avec des images qui ne sont même pas en direct. Les chaines privées ont passé la nuit là bas. Nile Akhbar n'a même pas de compte Twitter ou de page Facebook. Tout est cassé et vétuste. Le studio est très vieux. On a la technologie mais personne ne sait comment faire. Il y a un décalage entre ce qui est disponible et ce qu'on utilise en réalité. Beaucoup de gens travaillent aussi dans d'autres chaines où ils gagnent beaucoup plus d'argent et ne s'investissent pas vraiment ici.* »[22]
A ce manque d'efficacité s'ajoute la lourdeur d'une administration hyper centralisée, et l'absence de réformes à ce sujet traduit une résistance du régime à mettre en place un service public compétitif qui impliquerait une libéralisation des consignes éditoriales.
À cause du suremploi, qui est à la fois le résultat de la corruption et du népotisme de l'héritage nassérien promettant un emploi à tous les diplômés d'université, et un subterfuge

[21] SCHLEIFER Abdallah, « The impact of Arab satellite television on the prospects for democracy in the Arab world » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World. Is reality TV Democratizing the Middle East? And other studies in satellite broadcasting in the Arab and Islamic worlds*, Vol. 1, n° 2, The American University Press, Cairo, 2005
[22] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed le 2 mai 2012 au Caire

pour masquer la véritable étendue du chômage, les médias d'État font aujourd'hui face à un double problème : un nombre trop important de journalistes n'a aucune formation professionnelle, et beaucoup d'événements sont couverts plusieurs fois par différents journalistes au sein d'un même média, chaque journaliste recevant un bonus par article publié. Le journal d'Etat *Al Ahram* à lui seul emploi près de 1500 journalistes, mais peu d'entre eux contribuent de façon régulière à une couverture de qualité de l'actualité.
Lamis Ahmed estime qu'à cause de ces paramètres, il sera très difficile d'accroitre le niveau de compétitivité et d'efficacité de la télévision d'Etat. « *Comme les gens veulent être payés, ils se mettent à huit pour faire le travail d'une seule personne. On perd beaucoup de temps. On est aussi très retard en termes de technologies et de productivité par rapport aux chaines privées. Du coup on est en retard sur les lieux pour couvrir les événements importants. Il y a pourtant de l'argent et des équipements mais les clauses d'assurance font que les gens ont peur d'utiliser ce matériel car c'est leur responsabilité personnelle qui est engagée. Et puis on n'a reçu aucune formation pour utiliser ce type d'appareils modernes. Personne ne comprend pourquoi les fonds ne sont pas débloqués. Est ce qu'ils ne veulent pas le faire ? Est ce qu'ils ne peuvent pas le faire ? Est ce qu'ils n'ont plus d'argent ?* »[23]

Ossama Heikal, ancien correspondant aux affaires militaires pour le quotidien *Wafd*, a été nommé en juillet 2011, ministre de l'information par le Conseil Supérieur des Forces Armées au pouvoir depuis la chute de Moubarak. Il explique que les obstacles à la réforme du secteur des médias publics proviennent principalement d'une gestion catastrophique et d'une approche complètement dépassée de la télévision nationale : la grille des salaires commence très bas et accepte des écarts indécents entre personnel de base et présentateurs vedettes ; près de 90% du personnel est recruté sans solide expérience professionnelle, et forcé de se former sur le tas, une situation qui favorise la transmission et la pérennité de modes de pensée et de fonctionnement obsolètes ; le système extrêmement centralisé et hiérarchisé date de l'époque nassérienne des années 1960 et n'a jamais été réformé depuis, rendant toute démarche très laborieuse. « *Les logiques de l'ancien système sont encore très présentes dans les façons de faire et de penser des journalistes. Il faut aussi prendre en compte la lourdeur administrative d'un service public qui emploie presque 45.000 personnes dont seulement un cinquième travaille réellement tous les jours et suffit à faire fonctionner le bâtiment. Mais comment se défaire de près de ces 40.000 personnes qui ralentissent le service et dont les qualifications, comme le reste des employés de Maspero, sont aussi faibles ? Ce manque d'efficacité coûte chaque année plus de 17 milliards de livres égyptiennes (1,9 milliard d'euros) à la télévision publique à cause de tous les salaires inutiles et d'autres dépenses pour compenser les retards technologiques. Pour diminuer cette somme, il faudrait pouvoir payer uniquement ceux qui travaillent vraiment, et ne financer que des formations qui soient attestées par des institutions de journalisme officielles.* »[24]
Hisham Qassem, estime que « *si Moubarak, au lieu de dépenser tout cet argent dans le secteur de la télévision publique pour protéger son régime, avait investi dans la réforme des secteurs publics comme la santé ou l'éducation, il n'y aurait probablement pas eu de révolution.* »[25]
Mona Al Shayeb pense que les plus gros dommages sont en terme de qualité de l'information. « *Les journalistes ne comprennent pas ce que c'est que la qualité de contenu. La plupart ne sont pas des professionnels et sont arrivés là par piston. Par conséquent très peu se*

[23] *ibid.*
[24] Entretien avec Ossama Heikal le 5 mai 2012 au Caire
[25] Entretien avec Hisham Qassem,

préoccupent d'améliorer la chaine et développer son rôle politique pour aider le pays. Tout le monde est motivé par le gain personnel. »[26]

Shahira Amin, présentatrice sur la chaine satellitaire d'information en anglais du service public, affirme que le suremploi au sein de Maspero permet au régime de garder les employés des médias publics à sa botte. L'argent, le clientélisme, l'absence d'exigences professionnelles permettent de perpétuer un système d'allégeances, d'autocensure et de connivences entre les médias d'Etat et le régime notamment grâce au fait que « *un tiers des employés travaillent également pour les services de la sécurité d'Etat. Toute promotion implique l'accord de ces services en échange de l'assurance que le journaliste promu s'appliquera à faire passer et à protéger le message du régime.* »[27]
Il n'est pas inutile de s'arrêter ici pour analyser le profil de Shahira Amin. En février 2011 elle désobéit aux ordres de ses supérieurs et se rend sur la place Tahrir pour voir ce qui s'y passe vraiment. Elle démissionne à l'antenne quand elle réalise que tout ce qui a été diffusé jusqu'ici par les chaînes publiques n'est qu'un tissu de mensonge. Elle devient alors, dans les médias occidentaux, une figure de la révolution et un porte-parole des journalistes du service public s'opposant ouvertement au régime. Ce phénomène d'hyper focus sur un acteur de la révolution, qu'il soit bloggeur, journaliste, ou activiste, a été assez fréquent dans les médias occidentaux et a parfois entrainé une lecture biaisée de la réalité et des dynamiques politiques et sociales en tension sur le terrain, en attribuant à ces individus un rôle d'importance démesurée dans la progression des événements.
L'usage du titre « Révolution Facebook » – cette appellation fait depuis l'objet d'un débat qui sera élaboré plus loin – pour parler du soulèvement populaire égyptien de 2011 s'inscrit dans la même veine d'une compréhension occidentalo-centrée de la révolution égyptienne. Non pas que les médias sociaux n'aient pas joué un rôle important, ils ont indéniablement servis de catalyseurs au mouvement révolutionnaire de 2011 et sont aujourd'hui devenus des outils incontournables de la mobilisation politique contestataire en Égypte. Cependant, les individus capables de s'en servir en janvier et février 2011 sont généralement issus d'une élite urbaine aisée et éduquée, et, étant parfaitement francophones ou anglophones deviennent le pont d'accès des médias occidentaux à ce qui se passe sur le terrain, et se voient ainsi érigés en figures révolutionnaires. Cette observation n'enlève rien à la valeur de leur engagement politique et à la légitimité de leur participation au soulèvement, mais invite simplement à réfléchir sur le degré de représentativité de ces acteurs, ayant pour la plupart étudié à l'étranger et toujours vécu dans les quartiers huppés du Caire, par rapport au reste de la population dont près de la moitié vit en 2011 en dessous du seuil de pauvreté (deux dollars par jour) et dont les revendications révolutionnaires sont « pain, liberté, justice sociale. »
Interpelée à ce sujet, Shahira Amin, qui récupère son poste à la télévision d'Etat quelques mois plus tard, admet qu'elle n'est pas vraiment arabophone, ce qui interroge quand à l'impact réel que ses revendications ont pu avoir sur une population égyptienne dont le taux d'illettrisme avoisine en 2011 les 30%. Elle a conscience de travailler sur une chaîne élitiste qui n'a pas grande influence sur le public, ce qui lui permet en revanche d'aborder des sujets tabous, les lignes de censure étant plus souples sur les chaines en français et en anglais. Le seul risque qu'elle court, dit elle, est d'être sermonnée. Elle explique qu'elle a fini par développer une forme de résistance passive et personnelle. Lorsque par exemple elle n'avait pas le droit de couvrir librement des sujets trop sensibles, elle décidait de rester hors antenne. *« C'est la seule façon que j'ai trouvé de résister sans perdre mon travail. Mais je savais aussi depuis longtemps qu'un jour ma conscience ne se suffirait plus de ce subterfuge.* »[28]

[26] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed
[27] Entretien avec Shahira Amin le 24 avril 2012 au Caire
[28] Entretien avec Shahira Amin

Elle dénonce cependant régulièrement l'état de décrépitude du secteur gangréné par le clientélisme et l'immobilisme.
« Tout n'est qu'argent et relations dans les médias étatiques égyptiens. La vérité et la qualité de l'information viennent ensuite. Il y a 45.000 employés à la télé d'Etat dont la moitié ne vient pas travailler. Ils ne font que toucher un salaire, comme dans les autres secteurs de l'administration, ils ne sont que des fonctionnaires d'Etat. Dans mon émission, les trois quarts des noms qui apparaissent au générique sont des gens qui ne viennent jamais ou qui ne travaillent même pas avec moi. »[29]

Lamis Ahmed explique qu'aujourd'hui à Maspero, la plupart des gens sont encore loyaux à l'ancien régime étant donné qu'une grande majorité d'entre eux ont obtenu leur poste grâce à des pratiques clientélistes et non à cause de leurs compétences ou de leur expérience professionnelles. Beaucoup ne savent pas faire autre chose qu'obéir simplement aux ordres qu'ils reçoivent de leurs supérieurs.
« *Il y a beaucoup de jeunes journalistes qui n'ont aucune conviction professionnelle. Et sous Moubarak, ceux qui essayaient de s'éloigner de la propagande gouvernementale étaient accusés de traitrise. Du coup, aujourd'hui, beaucoup pensent que rester dans les lignes gouvernementales c'est bien faire son travail. Ils n'ont aucune initiative personnelle et ne cherchent pas à acquérir plus d'indépendance.* »[30]
L'objectivité et le pluralisme font toujours défaut dans les journaux télévisés et les talkshows politiques diffusés en prime time sur les chaines d'État fin 2011 lors des élections parlementaires. Les bulletins d'information continuent d'être hiérarchisés selon le même protocole politique qui veut que les sujets relatifs à l'armée soient systématiquement mis en ouverture du journal, même lorsqu'ils ne contiennent aucune information importante. Les soldats continuent d'être présentés sous un angle positif, et très peu de marge de manœuvre est concédé au présentateur. Il est cependant indéniable qu'un panel plus large et plus varié d'individus s'exprime dans ces émissions. Mais le soulèvement populaire en 2011 n'a pas vraiment contribué à faire tomber les contraintes qui limitent l'indépendance éditoriale, qu'elles soient politiques ou financières.
Nabil Al Choubachy, journaliste et présentateur sur la chaine satellitaire d'information en français de la télé d'Etat explique que Maspero a toujours été et demeurera, du moins tant que le régime n'en décide pas autrement, un appareil de propagande travaillant de façon étroite avec les services de renseignements.
« *Le directeur de l'URTE est en contact permanent avec les services de sécurité d'Etat et les services secrets. Il gère le bâtiment avec eux. Il espionne le personnel. Il y a des caméras et des micros partout, souvent à l'insu des employés. Dans son bureau il y a des dizaines de moniteurs télés pour surveiller ce qui se passe partout, sur les vingt sept étages du bâtiment.* »[31]

Le régime Moubarak a accordé plus de liberté au secteur de la télévision que ses deux prédécesseurs et que bien d'autres régimes dans le monde arabe. Il a été un des premiers dirigeants de la région à envisager au début des années 2000 la mise en place de régulations qui permettraient aux Égyptiens d'avoir des paraboles pour avoir accès à certaines chaines satellitaires européennes, turques et israéliennes. Dans son effort d'ouverture contrôlée du secteur médiatique – qui semble s'inscrire dans une optique de survie et de mutation néo-autoritaire – le régime Moubarak a autorisé la mise en place au sein de l'URTE de formations professionnelles organisées par des grandes chaines d'information anglo-saxonnes comme

[29] *ibid.*
[30] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed
[31] Entretien avec Nabil Al Choubachy le 25 mars 2013 au Caire

CNN et BBC. Entre 2006 et 2007, le service d'action médiatique de la chaîne britannique a travaillé avec la télévision publique égyptienne pour aider cette dernière à définir sa mission, et à établir une politique éditoriale et un style qui lui soient propres. Le résultat cependant, n'a pas été l'établissement de lignes directives plus souples, ni l'adoption de position plus neutres et plus justes dans le traitement de l'information.

Mona Al Shayeb explique la déception des journalistes désireux comme elle de profiter d'une marge de liberté plus grande. « *On a fait des formations avec des grandes chaines étrangères comme BBC ou CNN. Mais tout ce qu'on a appris sur le journalisme et le professionnalisme, on ne l'applique pas. Par exemple, on nous a enseigné à organiser un bulletin télévisé en fonction de l'importance des informations mais on doit quand même continuer à parler du président ou de l'armée en premier.* »[32]

Au contraire, ce qui a suivi cet échange avec la BBC a été la création par la télévision d'État d'une charte de 33 principes éthiques constitués principalement d'interdictions, comme par exemple l'interdiction de diffuser des programmes qui critiquent les représentants de l'État au regard de l'exercice de leurs fonctions, l'interdiction de diffuser tout programme qui puisse créer une confusion sociale ou qui critique les principes et les traditions de la société arabe, l'interdiction de tout engagement pour des causes politiques et sociales.

Sceptique, Nabil Al Choubachy estime que ce type de formations ne fait que renforcer certaines tares du journalisme égyptien. *« Les médias égyptiens ont une conception américaine du métier basée sur la diffusion de scoops mais sans analyse ni vérification, et avec l'opinion qui l'emporte sur l'information. Les journalistes sont des donneurs de leçons. Ils ont une conception du présentateur proche de l'anchorman à l'américaine qui ne laisse pas d'espace pour ses invités et avec une équipe qui fait tout le boulot pour lui tandis qu'il ne fait que répéter ce qu'on lui a préparé. Ce manque de profondeur et de conviction a fait perdre beaucoup de crédibilité au métier.* »[33]

Cependant certains journalistes expliquent que ces échanges les ont poussés à remettre en cause leur façon de travailler à un niveau personnel, mais que cet impact ne s'est jamais matérialisé en changements concrets dans la chaîne de commande, dans leur routine de travail et dans le bâtiment en général.

Shahira Amin explique que c'est son passage par CNN, lors d'une formation d'un mois organisée par la télévision d'Etat, qui lui a fait comprendre à quel point les standards professionnels des journalistes égyptiens étaient faibles.

« Avant je ne posais aucune question. J'obéissais et je lisais ce qu'on me donnait à lire. J'acceptais de placer les informations sur Moubarak en ouverture du journal même si les autres informations étaient plus importantes. Un jour j'ai même découvert qu'on avait diffusé de fausses informations sur le Hamas et Israël et qu'on avait altéré la version des événements. Ce type de fabrication des faits est considéré comme pratique normale dans l'industrie. »[34]

La dette du secteur des médias publics s'élève aujourd'hui à plus de 2,5 milliards d'euros.[35] Certains journalistes, comme Mona Al Shayeb, Lamis Ahmed, Shahira Amin et d'autres, ont tenté de mener des réformes au sein des medias d'Etat mais leurs initiatives sont freinées par un entrelacs de structures administratives et financières kafkaïennes, en plus du contrôle inflexible du régime sur tout ce qui entre et sort du bâtiment de Maspero.

« A la télé d'Etat il n'y a jamais eu de liberté. Il y a des choses dont on ne peut tout simplement pas parler. Les manifestations de 2011, les grèves de Mahalla el Kobra en 2008,

[32] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed
[33] Entretien avec Nabil Al Choubachy
[34] Entretien avec Shahira Amin
[35] SAKR Naomi, *op. cit.*

Kefaya en 2005… Tous ces événements ont été centraux pour l'histoire du pays mais nous ne les avons pas couverts. Certains types d'invités sont interdits. Depuis toujours, le régime encadre les journalistes directement depuis la salle de contrôle. »[36]

L'absence d'indépendance et de liberté d'expression, le manque de formation professionnelle et de recul critique, les interférences directes des échelons supérieurs de la hiérarchie dans le travail des journalistes et leur traitement de l'information, contribuent au maintien de discours médiatiques orientés et à la diffusion d'une lecture biaisée de la réalité.

« *La sphère médiatique égyptienne est très fragmentée et individualiste, les journalistes ne sont pas embauchés pour leurs compétences mais pour leurs connexions. Il y a un vrai manque de professionnalisme au sein d'un corps de journalistes trop politisés et qui ne vérifient pas leurs sources. Les informations diffusées sont approximatives et simplifiées.* »[37]

Lorsqu'il prend ses fonctions le 10 juillet 2011, Ossama Heikal dit que sa priorité est de purger les médias de l'héritage de l'ancien régime pour en faire des médias qui soient au service d'une nation et non d'un parti politique ou d'un président. Cette prise de position reflète celle du Conseil Supérieur des Forces Armées qui autorise la critique sans limite de l'ancien dirigeant, une façon de canaliser la vindicte populaire et d'éviter une remise en cause trop brutale du régime militaire et de ses intérêts. D'ailleurs pour Ossama Heikal, si les médias publics ne doivent être confondus avec des médias partisans, ils restent cependant des médias au service d'un régime et de son armée dont la fusion idéologique avec la nation égyptienne transforme toute attaque à l'encontre des militaires, en une attaque à l'intégrité du pays.

« *Lorsqu'ils couvrent la révolution et les événements actuels, les médias doivent se concentrer sur la vérification des informations. Ils doivent également rappeler au peuple que la révolution c'est le peuple et l'armée main dans la main. Ils doivent éviter de diviser la société et de monter les gens contre l'armée. La politique des médias doit être une politique d'union nationale. Il faut également s'accorder sur la façon de parler des événements passés et de promouvoir une vision pour le futur du pays.* »[38]

Cette interchangeabilité entre les trois entités que sont le régime, le gouvernement et l'Etat dans le discours des médias empêchent tout distinction entre parole politique et propos médiatiques, et alimente la confusion et le manque de définition précise quant au rôle sociétal des médias nationaux. Ce phénomène trouve également illustration dans les propos de Gehad Al Haddad, lorsqu'il affirme que les médias d'Etat doivent être repris au régime pour remplir efficacement leur mission principale qui est la diffusion des messages du nouveau gouvernement. « *A Maspero, les employés sont hostiles aux Frères. Les médias d'Etat sont toujours très liés à l'ancien régime et attaquent le président alors qu'ils devraient le défendre. On a fait le calcul, il y a environ six cents commentaires négatifs par jour au sujet du président Morsi sur les médias publics contre seulement deux positifs.* »[39]

Cette vision des médias d'Etat, comme bouche de l'exécutif, et la nécessité d'une reconquête idéologique de ces derniers par le parti dirigeant sont des facteurs qui n'échappent pas à la logique de prise de pouvoir des Frères Musulmans. « *Pour changer les médias d'Etat il faut réformer la bureaucratie qui travaille dans ce building. Sur les 45.000 personnes qui travaillent là bas, on ne peut en garder qu'un tiers mais il faut recruter de nouvelles têtes. Trop peu de gens à Maspero sont favorables aux Frères Musulmans et beaucoup cherchent à déstabiliser l'Egypte.* »[40]

[36] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed
[37] Entretien avec Shahira Amin
[38] Entretien avec Ossama Heikal
[39] Entretien avec Gehad Al Haddad
[40] *ibid.*

3. L'entrée de l'Égypte dans l'ère satellitaire sous le contrôle de l'Etat

« *Si les plus puissants sont capables de déterminer les prémisses du discours médiatique, de décider ce à quoi le public peut ou non avoir accès en termes d'information, d'influencer l'opinion générale par le biais de campagnes de propagande classiques, alors il s'agit d'un modèle de propagande dont le système médiatique est un vecteur central.* »[41]
Proposer d'utiliser le modèle de propagande développé par Noam Chomsky et Edward Herman dans un contexte de démocratie occidentale capitaliste, pour comprendre certaines structures des médias privés égyptiens, peut apparaître comme une prise de risque théorique. Cependant, si l'on considère le contexte égyptien comme un environnement néo-autoritaire, porté par un régime en mutation politique, et si l'on accepte que le secteur des médias – avec une libéralisation contrôlée du secteur des médias privés amorcée au début des années 2000 – est un des principaux éléments de la stratégie de survie de ce régime hybride, alors une partie des dynamiques exposées par Noam Chomsky et Edward Herman – comme par exemple les structures de propriété ou d'allocations publicitaires, l'intériorisation par les journalistes des intérêts des classes dirigeantes, l'autocensure, le choix des sources d'information et de financement – sont des facteurs qui influencent la production de l'information et l'élaboration du message transmis sans que le régime n'ait besoin d'avoir recours à une censure autoritaire directe. Par conséquent, et bien que ces mécanismes de propagande n'aient pas été observés par Noam Chomsky et Edward Herman dans un contexte non démocratique et non occidental, leur description permet d'expliquer des pratiques inspirées des démocraties occidentales que le régime égyptien adapte à son système médiatique, notamment le secteur privé, pour se maintenir au pouvoir.

Le modèle de propagande suppose que le rôle des médias est d'inculquer et de défendre l'agenda économique, social et politique des groupes privilégiés qui dominent la société et l'État. Les médias remplissent leur fonction en sélectionnant les sujets et en identifiant les questions d'intérêt général, en filtrant les informations et en accentuant ou estompant certains détails, en adoptant un ton et un vocabulaire particuliers, tout ça dans le but de maintenir le débat public dans des limites prédéfinies.
Le modèle explique également qu'en ce contexte, le personnel des médias s'adapte, de gré ou de force, aux exigences du régime et aux demandes de l'élite dirigeante. Le résultat est un système d'autocensure très puissant où la concordance avec les intérêts des classes privilégiées et des cercles de pouvoir est intériorisée par les médias.
Noam Chomsky et Edward Herman décrivent comment les puissants groupes d'intérêts qui contrôlent et financent les médias ont des agendas qu'ils essaient de mettre en avant grâce à leur capacité à modeler et à contraindre le fonctionnement des médias. Ce processus n'est pas accompli par le biais d'interventions brutales et évidentes mais par la sélection d'un personnel adéquat et bien pensant, et par l'intériorisation des éditeurs, des producteurs et des journalistes, de priorités et de critères éditoriaux en accord avec l'orientation politique du média pour lequel ils travaillent. Les propriétaires des médias et les publicitaires influencent la hiérarchisation de l'information et le choix des experts et des analystes qui commentent l'actualité. Ils jouent donc un rôle fondamental dans l'orientation politique et sociale du débat public et dans le maintien de l'idéologie dominante. Au sein de ce système, les voix dissidentes et les informations dérangeantes sont cooptées et maintenues aux frontières de la sphère publique. De cette façon, le système prouve qu'il n'est pas monolithique tout en s'assurant que ces arguments divergents n'interfèrent pas trop avec l'agenda dominant.

[41] CHOMSKY Noam and HERMAN Edward S., *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, Pantheon Books, New York, 2002

Ce sont précisément ces mécanismes qui en Égypte permettent au régime de maintenir son contrôle sur les médias privés tout en donnant l'impression de libéraliser le débat public. Car comme l'expliquent Noam Chomsky et Edward Herman, dans des pays où les leviers de pouvoirs sont aux mains d'une bureaucratie d'Etat autoritaire, le monopole sur les médias est souvent accompagné d'une censure officielle, ne laissant aucun doute quant à la domination du régime sur le discours médiatique. Cependant, il est beaucoup plus difficile de détecter les systèmes de propagande lorsqu'il existe un secteur privé des médias et que la censure formelle est absente, ou tout du moins, plus subtile. C'est vers cette seconde configuration que les régimes néo-autoritaires comme l'Egypte s'orientent progressivement depuis une dizaine d'années.
La domination des médias par l'élite, et la marginalisation des voix dissidentes qui en résulte, se fait de façon tellement naturelle que journalistes et employés du secteur des médias s'y soumettent en étant convaincus qu'ils appliquent leurs propres choix dans le travail de l'information et qu'ils emploient des critères de sélection objectifs et respectueux des codes professionnels. Les contraintes sont si puissantes que l'adoption d'autres points de vue pour traiter l'information n'est pas envisageable. C'est ce qu'illustre l'argument mis en avant par un certain nombre de journalistes égyptiens du secteur privé pour justifier ce qui est une forme d'autocensure, mais qu'ils définissent comme l'application de leur bon sens professionnel, ou comme une manifestation de l'amour qu'ils ont pour leur pays et du respect pour la paix sociale et les institutions politiques.
Dans un environnement capitaliste soumis à la concurrence et aux lois du marché, la publicité joue un rôle fondamental dans le secteur des médias privés, comme cela est la cas en Égypte où cependant, les collusions d'intérêts entre les régime, les publicitaires et les propriétaires de chaines satellitaires sont si fortes qu'elles déforment la concurrence en permanence. L'obtention de parts de marché et de marges publicitaires permet aux chaines privées d'acquérir des revenus supplémentaires pour acheter des d'émissions à succès, ou embaucher des présentateurs vedettes dans le cas de l'Égypte. Les pressions institutionnelles et l'interaction continue entre régime, publicitaires, médias privés et grands patrons ont conduit les chaines satellitaires égyptiennes à accepter le fait que certains programmes trop engagés se vendent moins et qu'ils ne pourraient être maintenus qu'au prix de sacrifices financiers et de prises de risques politiques que peu de propriétaires sont prêts à prendre.

A partir de ce cadre théorique, il est à présent possible d'étudier l'impact politique qu'a eu l'arrivée de la technologie satellitaire en Égypte à la fin des années 1990.
La couverture de la première guerre du Golfe par CNN transforme de façon décisive l'industrie médiatique du monde arabe à la fin des années 1990. La chaine américaine offre des images qui contrastent de façon criante avec ce qui était devenu, depuis la défaite de la Palestine en 1948, le style dominant de pensée et d'expression au sein des médias arabes. Ce style est principalement porté par les médias d'Etat, plus avides en commentaires et prises de position qu'en informations factuelles et neutres. Le discours médiatique dominant à cette époque estime que tous les maux de la région sont le résultat de conspirations, et les débats télévisés opposent généralement des partisans de théories rivales. Très souvent ces débats dégénèrent en joutes oratoires stériles où les cris remplacent le dialogue et l'analyse.[42]
Avec l'arrivée du satellite et de CNN, la télévision, média le plus servilement soumis au contrôle des régimes, apparaît soudain sous un autre angle, offrant des images qui semblent prises sur le vif et parler d'elles mêmes sans retouches ni censure, et des bulletins

[42] SCHLEIFER Abdallah, « The impact of Arab satellite television on the prospects for democracy in the Arab world » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World, op. cit.*

d'information et reportages proches des standards professionnels internationaux, un fait sans précédent dans l'histoire des médias de la région.
La guerre du Golfe de 1991 a été le catalyseur des réformes médiatiques à travers la région, et c'est à ce moment qu'un grand nombre d'Etats arabes ont entrepris de lancer leurs propres chaines satellitaires.
Noha Mellor observe que la convergence de différents facteurs politiques et technologiques explique l'essor du marché des chaines satellitaires, comme par exemple l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de chefs d'Etat et des politiciens arabes désireux donner au monde une image plus moderne de leur pays grâce au développement de leurs industries médiatiques.[43] Cette évolution politique est accompagnée de l'émergence d'une jeune génération de journalistes arabes, formés en occident ou par des institutions occidentales, qui introduit sur le petit écran arabe des genres nouveaux, comme les débats politiques et les talkshows en direct, et qui utilise des techniques d'interview plus sophistiquées, posant ainsi les bases d'un nouveau cadre médiatique dans la région. L'ouverture et les réformes économiques entreprises par de les Etats arabes à cette même époque, ouvre la voie à une privatisation massive des programmes de télévision.

Les structures de propriété et de financement des chaines satellitaires arabes sont très similaires d'un pays à l'autre du Moyen Orient, à cause notamment d'une perception partagée par les Etats de la région que la télévision est un outil de propagande et d'influence, et que les médias en général sont un enjeu de sécurité nationale. Les bases de ce modèle commun, qui reposent sur une profonde intrication entre intérêts politiques et économiques, et sur lesquelles se grefferont des variations propres à chaque pays, sont initiées par l'Arabie Saoudite, dont les journaux dominent l'espace régional depuis les années 1960, et qui devient le premier pays arabe à se lancer dans l'aventure du satellite.
Les trois grands groupes satellitaires saoudiens, MBC, ART et Orbit, sont créés au début des années 1990 en dehors du royaume par des entrepreneurs privés qui sont tous, par alliance ou par parenté directe, des membres plus ou moins proches de la famille régnante.

Dans la constitution saoudienne, rien n'empêche les membres de la famille royale de jouer un rôle proéminent à la fois dans le domaine de la politique et des médias qui sont plus ou moins perçus comme des extensions du gouvernement, gérés par le ministère de l'information. Le monopole de la famille royale sur les médias au cours des années 1990 est presque total, au point que les compagnies médiatiques privées n'ayant aucun lien avec la maison Al Saoud sont obligées de partager leurs profits, sous forme de taxes, avec les princes régnants.[44]
MBC (Middle East Broadcasting Corporation), lancé en 1991, est directement lié au roi Fahd alors au pouvoir, puisque l'un des deux investisseurs, Sheikh Walid Al Ibrahim, est le frère de la troisième femme de Fahd et oncle de son fils favori, Abdel Aziz. Al Ibrahim n'a qu'une vingtaine d'années lorsqu'il fonde MBC et l'énorme montant financier investi par le roi dans cette entreprise n'est plus un secret. Le second investisseur de MBC, le milliardaire Sheikh Saleh Kamel, est un partenaire en affaires très proche du prince Al Walid Bin Talal, avec qui il lance ART (Arab Radio Television) en 1993.
Le troisième groupe, Orbit, comme ses deux prédécesseurs, est lancé en 1994 par un autre membre de la famille Al Saoud, Sheikh Khaled Bin Abdallah, cousin du roi Fahd. Sa compagnie d'investissements, Mawarid Group, représente un véritable empire industriel dont

[43] MELLOR Noha « Arab media: an overview of recent trends » in MELLOR Noha, AYISH Muhammad, RINNAWI Khalil (dir.), *op. cit.*
[44] SAKR Naomi, *Satellite Realms. Transnational Television, Globalization and the Middle East*, I.B. Tauris, London, 2001

les intérêts vont de stations d'essence à des chaines de fast-food en passant par des banques, des entreprises de construction et d'équipements médicaux.
L'analyse de la création de l'espace satellitaire saoudien met en avant les liens étroits entre pouvoir politique et milieux des affaires, une configuration qui se retrouve en Égypte dans le secteur des médias privés, selon des modalités qui sont bien entendu propres au pays.
Comme pour la plupart des chaines satellitaires de la région en libre accès, MBC et ART (à la différence d'Orbit qui devient très vite un bouquet payant) n'ont jamais été rentables et tous les investissements pour étendre ces consortiums médiatiques ont été faits à perte. « *Les médias m'aident à ouvrir le chemin vers de nouveaux investissements et renforcent ceux qui existent déjà.* »[45] explique Al Walid Bin Talal quant à sa volonté d'absorber les lourds déficits enregistrés par les différentes chaines qu'ils possèdent. Cette position est assez similaire à celle des hommes d'affaires égyptiens ayant lancé leur média satellitaire, qui considèrent les médias comme de puissants outils d'investissement financiers et politiques.

L'arrivée de CNN en Égypte au début des années 1990 a un impact considérable sur les médias du pays. La télévision publique entreprend même de changer ses méthodes de travail, le format de ses émissions d'actualité et la présentation de ses bulletins d'information pour tenter d'égaler les performances de CNN. L'Égypte réalise qu'il lui faudra faire face à cette évolution du marché des médias d'information. Mais l'industrie du pays est soumise à de lourds blocages politiques, économiques, politiques et culturels, les garants de la culture égyptienne craignant que l'avènement du satellite ne remette en question l'identité du pays.[46]
Naomi Sakr explique qu'à cette époque, au gouvernement égyptien, l'idée veut que quiconque contrôle l'URTE, contrôle l'Égypte, et quiconque contrôle les chaine satellitaires de l'URTE a son mot à dire dans les affaires arabes.
A la fin de années 1980, l'URTE est sous contrôle direct du chef de l'Etat par le biais du ministre de l'information, à qui le directeur de l'URTE – un individu désigné directement par le président – rend des comptes. C'est à Safwat Al Sharif, ministre de l'information de 1982 à 2004, que l'URTE doit son expansion nationale et satellitaire au cours des décennies 1990 et 2000. Ancien membre des services de renseignements, directeur des services d'information de l'Etat, Al Sharif rejoint le gouvernement Moubarak lorsque celui-ci le nomme ministre de l'information, quelques mois après son arrivée au pouvoir. Al Sharif contrôle alors la presse gouvernementale et a le monopole sur la télévision d'Etat. Il est également le directeur du comité d'administration de l'URTE qui publie chaque année les lignes politiques que devront suivre les médias d'Etat.
Pour un pays comme l'Égypte, dont l'industrie du film florissait depuis les années 1930, l'apparition du satellite ne bouleversa aucune des structures audiovisuelles déjà établies. Le satellite ne nécessitait aucune innovation technologique majeure en termes de processus de production, ni de réforme politique de la part du gouvernement, étant donné que la télévision et la radio étaient déjà depuis longtemps utilisées comme extensions du gouvernement, et que les sources de financements n'avaient jamais été un problème lorsqu'il s'agissait de développer l'appareil médiatique de l'Etat. Lorsque, après la mort de Nasser, les prix du pétrole explosent en 1973, permettant notamment à la région du Golfe d'étendre ses infrastructures audiovisuelles, les productions égyptiennes, en plus d'être des sources de revenus, deviennent également un moyen de véhiculer une image positive de l'Égypte pour attirer les investisseurs de la péninsule arabique.
Au cours des années 1980, et tandis qu'elle est boycottée par les autres pays arabes suite aux accords de paix qu'elle a signés avec Israël en 1979, l'Égypte réoriente ses efforts

[45] Cité par Naomi SAKR, in SAKR Naomi *ibid*.
[46] AMIN Hussein and NAPOLI James « Media and power in Egypt » in MELLOR Noha, AYISH Muhammad, RINNAWI Khalil (dir.), *op. cit*.

d'expansion médiatique vers l'intérieur du pays. Les chaines satellitaires de l'URTE ont alors pour objectif d'atteindre les endroits les plus reculés du pays qui ne sont pas accessibles au réseau câblé développé quelques années plus tôt. Lorsque le boycott est levé et que l'Égypte réintègre la Ligue Arabe en 1989, Safwat Al Sharif envisage de tourner l'URTE vers le marché panarabe.
Au cours des années 1990, dans un effort pour contrebalancer les flux d'informations en provenance de l'Occident, et attirée par l'idée de lancer une chaine d'information satellitaire en arabe – idée initiée par la chaîne saoudienne Orbit et qui séduit très vite toute l'industrie médiatique de la région – l'Égypte cherche alors à se positionner en pionnière de cette nouvelle vague de médias satellitaires capables de retransmettre dans toute la région. En 1994 elle lance Nile TV International, une chaine d'information qui retransmet aujourd'hui en arabe, en anglais, en français et en hébreu.
Mais face à l'explosion du phénomène dans la région, et malgré la création de Nile TV International, l'URTE a eu du mal à retenir ses meilleurs journalistes, qui préfèrent partir pour le Golfe. La mauvaise qualité du contenu des chaînes égyptiennes est en partie due à la rigidité du contrôle de l'Etat qui contraint les producteurs et journalistes à attendre le feu vert du gouvernement pour commencer à diffuser certaines images potentiellement sensibles. Par ailleurs, les méthodes de travail et de collecte de l'information sont beaucoup moins rigoureuses et fluides que dans les chaines satellitaires basées dans le Golfe, qui jouissent de plus de moyens et de procédures administratives moins lourdes.
Nabil Al Choubachy a rejoint le réseau des chaines satellitaires égyptiennes quelques années après sa création. « *Au début, Nile TV a commencé à attirer beaucoup d'audience car son style était nouveau et très différent des chaines d'Etat. Les créateurs de la chaine satellitaire avaient pour ambition de développer la CNN du monde arabe. Mais le gouvernement était obsédé par l'image du pays que la télé égyptienne donnait à l'étranger. Ils ont décidé d'orienter la chaine vers le culturel car c'était plus léger que le politique, et c'était une bonne vitrine pour le pays. Et puis il n'y avait aucun moyen de concurrencer le Qatar et ses émissions politiques.* »[47] Car c'est dans ce contexte qu'arrive en 1996 la chaine Al Jazeera, qui bouleverse l'industrie des médias satellitaires panarabes de manière irréversible.

Très vite, Al Sharif investit la télévision égyptienne de la mission de sauvegarder l'identité arabe et la sécurité nationale égyptienne. La tentative d'assassinat en 1993 à laquelle il survie contribue à renforcer ses convictions quant au besoin de promouvoir la lutte contre le terrorisme à la télévision, et quant au rôle de cette dernière qui est, plus que jamais, d'être la garante de la sécurité du pays et la protectrice de l'identité arabo-musulmane.
En 1997, la stratégie d'expansion satellitaire en Égypte franchit un nouveau pas avec le lancement de Nilesat 101, premier satellite égyptien, en 1998 et d'un bouquet satellitaire de huit chaines thématiques conçues par Al Sharif. Le projet coûte au gouvernement plus d'un milliard de livres égyptiennes, mais le ministre de l'information estime que l'allocation d'une telle somme au développement des capacités satellitaires du pays est une nécessité pour permettre à l'Egypte de faire face à la compétition croissante dans les domaines de l'information et de la communication.
A l'image du reste du secteur des médias satellitaires d'information de la région, la profitabilité du bouquet thématique de Nile TV n'a jamais constitué une priorité. Les directeurs exécutifs n'ont jamais été directement responsables de l'état des finances et du taux d'audience de leur chaines. Il semblerait même que les dépenses de chaque chaine aient rarement été comparées aux profits.[48] Les bénéfices sont perçus, par l'ensemble des employés

[47] Entretien avec Nabil Al Choubachy
[48] SAKR Naomi, *Satellite Realms, op. cit.*

de l'URTE et par le gouvernement, plutôt comme des gains collectifs symboliques et moins tangibles que des performances financières ou des revenus publicitaires, comme par exemple le prestige de l'Égypte à l'étranger ou son influence dans les affaires régionales. Les dépenses relatives aux chaines satellitaires sont ajoutées au déficit général de l'URTE qui s'élève au début des années 2000 à plus de 1,3 milliard de livres égyptiennes.

Naomi Sakr rapporte qu'en 1998, le bouquet thématique engrange des bénéfices d'une valeur de moins de 182 millions de livres égyptiennes, soit moins de 8% des recettes publicitaires accumulées par les neuf plus grandes chaines satellitaires arabes de l'époque. Les agences publicitaires privées racontent qu'elles doivent faire face à la compétition déloyale de leurs rivales rattachées à la maison d'édition gouvernementale *Al Ahram*, qui a, à l'époque, la capacité d'acheter en bloc vingt minutes d'annonces publicitaires par jour, puis de les diffuser sur l'URTE, tout en offrant à ses clients 20 à 25% de réduction, et en échappant au 36% de taxes imposées aux agences publicitaires privées.
La rentabilité du secteur satellitaire n'a jamais été une motivation première pour le régime. Ces médias ont toujours été liés aux préoccupations politiques des élites dirigeantes et à leur volonté de promouvoir une image positive de l'Égypte aux audiences nationales et internationales.
Le rôle des chaines satellitaires étatiques est de mettre en avant les bonnes plutôt que les mauvaises nouvelles. Les secteurs terrestres et satellitaires de la télévision ont des fonctions différentes : tandis que les chaines terrestres disposent d'une certaine marge de manœuvre dans la couverture de sujets nationaux, les chaînes satellitaires égyptiennes se doivent d'agir comme les ambassadrices du pays et de ne montrer que des images positives de l'Égypte au reste du monde. La réputation de la nation est devenue une cause sacrée et non négociable que les chaines satellitaires se doivent de défendre. Une liste a été dressée par le gouvernement des symboles censés représenter la civilisation égyptienne à l'écran, comme les pyramides, le sphinx, le Nile, l'opéra du Caire, des vues d'avion de la ville, des hôtels cinq étoiles, des femmes éduquées, professionnelles, ambassadrices, et une entité homogène, souriante et bon enfant représentant le peuple, et dont les qualités morales et l'authenticité doivent être célébrées.

En 2000, un an après le lancement d'Arabsat par l'Arabie Saoudite, l'Égypte lance Nilesat 102, un deuxième satellite équipé cette fois de la technologie numérique qui démultiplie les capacités de retransmission, pour la somme d'un milliard de livres égyptiennes.
Ce développement des infrastructures satellitaires est un pas décisif dans le processus d'expansion de l'industrie – notamment grâce à la forte diminution des coûts de retransmission – et dans la création d'un secteur privé des médias. Soucieux de rentabiliser sa flotte de satellites Nilesat, le gouvernement Moubarak autorise dès le début des années 2000, des investisseurs privés à retransmettre leurs programmes télévisés sur les chaines satellitaires de l'URTE, les chaines terrestres demeurant jusqu'à aujourd'hui un domaine sous contrôle exclusif de l'Etat. Cette avancée concorde avec la multiplication des conflits à travers la région, une situation qui encourage de nombreux investisseurs et groupes d'intérêts de la région à lancer leurs propres émissions, puis leurs propres chaines, pour protéger leurs intérêts politiques et financiers.[49] Cette privatisation croissante du secteur des médias est une tendance qui traverse alors l'ensemble de la région, et traduit une prise de conscience du gouvernement égyptien de la nécessité stratégique et politique de rester compétitif dans l'industrie, même si

[49] TURNER Graeme « Television and the nation, does this matter anymore? » in TURNER Graeme, TAY Jinna (dir.), *Television Studies After TV. Understanding TV in the post-broadcast era*, Routledge, New York, 2009

cela s'accompagne d'une libéralisation du discours que le régime Moubarak n'aura aucun mal à contrôler.

Au début des années 2000, les avis sont encore partagés au sein de l'élite culturelle sur la menace que peut représenter la mondialisation pour l'identité du pays. Les générations âgées, obnubilées par la protection de l'Égypte telle qu'elles la connaissent jusqu'ici, ne semblent pas aptes à comprendre la nécessité que représente pour le pays son entrée dans l'ère numérique. Leurs inquiétudes sont nourries par l'idée que la culture et les traditions seront grandement affectées par le développement de la liberté d'expression et les couvertures d'évènements qui soient défavorables au gouvernement, ou qui véhiculent des stéréotypes négatifs et une image dégradante du pays.[50]
Mais parallèlement, face à ce tournant important pris par le régime Moubarak quant à l'ouverture du secteur des médias aux investisseurs privés, des spéculations commencent poindre au sujet de l'impact potentiel que pourrait avoir la privatisation de l'industrie sur le processus de démocratisation du pays. Cela impliquerait notamment une réforme des structures de propriétés des médias, une avancée qui n'a toujours pas vu le jour aujourd'hui, plus d'une décennie plus tard. Le lancement des chaines satellitaires privées participe en réalité à la survie et à la mutation vers le néo-autoritarisme d'un régime qui a su ouvrir son secteur médiatique à la mondialisation et à l'ère du satellite numérique, tout en limitant les contrecoups politiques que cette modernisation pouvait entrainer. En s'adaptant aux technologies modernes de communication, l'Etat égyptien a ainsi pu renforcer son contrôle sur les médias, et mettre en œuvre des techniques plus subtiles lui permettant d'encadrer le discours médiatique tout en donnant une impression d'ouverture.

L'arrivée du satellite n'a par conséquent rien changé aux relations de clientélisme qui dominaient jusqu'ici l'industrie de la télévision dans la région, et n'ont pas offert de tribune aux voix dissidentes qui n'avaient pas accès aux médias du service public. Malgré une potentielle remise en question de l'emprise étatique sur l'espace audiovisuel national de par leur caractère transfrontalier, ces nouveaux médias arabes restent dominés par les pouvoirs en place, et sont plus un appendice des élites dominantes qu'une menace à leur encontre.
Au cours de la première décennie du satellite dans le monde arabe, les acteurs de la région ont spéculé sur la façon dont cette nouvelle technologie pourrait un jour remettre en cause le statu quo régional. Il n'est pas apparu tout de suite que les médias satellitaires étaient en réalité un instrument de pouvoir aux mains des cercles dirigeants, ces derniers étant les seuls à pouvoir investir les fonds suffisants pour lancer de telles chaînes, s'assurant ainsi que le potentiel de mobilisation de ces dernières demeurait sous leur contrôle.
Tandis que l'industrie télévisée du secteur privé continue son expansion, et le nombre de chaines explose, le nombre de propriétaires de médias s'accroit beaucoup moins vite. Lawrence Pintak observe que l'attribution de licences de transmission audiovisuelle comporte un risque pour les élites en place, les nouvelles chaines satellitaires étant potentiellement porteuses d'un transfert de pouvoir. Les processus d'attribution de ces licences au sein des différents pays du monde arabe sont des indicateurs clairs de l'organisation du pouvoir politique. Les accords au sujet des structures de propriété des chaines satellitaires et du contenu qu'elles ont le droit de diffuser, sont devenus un moyen de pression pour les élites, qui s'assurent ainsi de continuer à faire entendre leur voix et à influencer le processus politique.[51]

[50] AMIN Hussein and NAPOLI James, in MELLOR Noha, AYISH Muhammad, RINNAWI Khalil (dir.), *op. cit.*
[51] PINTAK Lawrence, *The New Arab Journalist. Mission and Identity in a Time of Turmoil*, I.B. Tauris, London, 2011

Un second mécanisme est l'attribution de licences en un nombre qui soit bien moins important que celui des requêtes reçues, pour ainsi faire monter les enchères et garantir que la redistribution de pouvoir soit limitée aux cercles associés aux élites en place. Ceux qui obtiennent le droit de créer leur chaine doivent avoir fait preuve de loyauté, soit en l'affichant dans les médias, soit en le déclarant publiquement. L'attribution de licences audiovisuelles permet aux dirigeants politiques d'accroitre leur base d'influence en cooptant les critiques modérées, et en repoussant les plus ardues en dehors de l'arène médiatique, sans compter les nombreuses lois qui, en parallèle, criminalisent certains contenus et propos médiatiques.[52]

Les structures de contrôle de la télévision d'Etat mises en place sous Nasser, continuent de réguler le secteur audiovisuel public au début des années 2000, et encadrent donc le passage de l'Égypte dans l'ère satellitaire. C'est dans ce contexte que débute la privatisation du secteur des médias satellitaires égyptiens, soumise, comme le reste de l'industrie du pays, à une configuration autoritaire et fortement politisée.

[52] SAKR Naomi, *Arab Television Today*, I.B. Tauris, London, 2007

L'essor du secteur privé des médias en Égypte

1. Le développement des chaînes satellitaires privées dans la région

Pour comprendre le développement du secteur privé des médias en Égypte, son impact politique et son rôle dans la survie et la mutation du régime, il faut commencer par analyser le contexte régional politique et médiatique dans lequel celui-ci se développe, ainsi que la mise en place des mécanismes de collusions d'intérêts qui continuent de régir le secteur des médias satellitaires aujourd'hui. Il faut pour cela porter attention aux structures sociales, politiques, économiques qui affectent les systèmes de production, de distribution et de consommation de l'information. Il faut également identifier les sources de financement, les bénéficiaires de cette redistribution, l'autorité qu'ils acquièrent par le biais du média ainsi financé, les conséquences politiques et sociales de cette redistribution, et les alternatives possibles pour contourner l'influence des pourvoyeurs de fonds. Cette approche économique du secteur des médias permet d'évaluer l'importance des élites et des logiques de clientélisme dans le processus de développement de l'industrie satellitaire panarabe.

A la fin des années 1990, l'essor des médias privés dans le monde arabe est accompagné par le développement de ce que Lawrence Pintak appelle « le féodalisme corporatiste »[53] au sein duquel les membres des famille royales au pouvoir, les élites dirigeantes, les acteurs aspirant à une carrière politique, et les individus proches des responsables gouvernementaux, se lancent dans l'aventure satellitaire pour imposer leur influence sur le paysage médiatique de la région et le petit écran arabe. Un des exemples les plus représentatifs de ces réseaux complexes de collusion d'intérêts, est celui du groupe saoudien MBC, contrôlé par des proches du roi Fahd, et auquel appartient la chaine d'information satellitaire Al Arabiya, ainsi que de larges parts d'un autre géant médiatique de la région, le groupe libanais LBC.
Les chaines satellitaires privées basées en Égypte qui émergent au début des années 2000, sont quant à elles largement contrôlées par des hommes d'affaires proches d'Hosni Moubarak. En Libye, les fils de Mouammar Kadhafi ont le monopole sur la télévision du pays. Ce modèle de propriété infiltré par des connivences d'intérêts politiques et économiques entre les puissants de la région se répand à travers le monde arabe.
Abdel Wahab Badrakhan second éditeur en chef du journal panarabe saoudien Al Hayat déclare en 2005 au sujet du marché des médias panarabes : « *c'est une compétition entre des pays, et non entre des médias. Al Hayat n'est pas une entreprise commerciale. C'est un projet politique, tout comme* Asharq Al Awsat. *Aucun de ces médias n'est rentable. Cette logique n'est uniquement compréhensible que si l'on considère ces journaux et chaines satellitaires comme des instruments de relations publiques.* »[54]
Un autre exemple de la façon dont les cercles dirigeants contrôlent la concurrence des médias panarabes, se reflète dans la création de zones franches médiatiques à travers la région. La première, et la plus connue, Dubaï Media City, est créée à Dubaï en 2001. En plus d'une exonération fiscale, ce hub offre aux grands groupes médiatiques la possibilité d'installer leurs quartiers généraux à l'abri de la censure et du contrôle politique des régimes arabes. Cette configuration attire des géants régionaux comme MBC qui y implante Al Arabiya, ainsi que des médias d'information occidentaux, et des chaines dont le pays d'origine impose des régulations trop contraignantes. Quelques années plus tard, à une centaine de kilomètres, Abu Dhabi lance Twofour54, une zone franche médiatique où s'installe le centre régional de CNN.

[53] PINTAK Lawrence, *op. cit.*
[54] Cité par Thomas L. MCPHAIL in MCPHAIL Thomas L. *Global Communication. Theories, Stakeholders, and Trends*, 3e édition, Wiley-Blackwell Editors, Oxford, 2010.

En 2000, l'Égypte créé Media Production City, un projet similaire établi dans la banlieue du Caire et sous contrôle de l'URTE, où doivent être basées les chaines satellitaires nationales qui souhaitent retransmettre dans le pays.
Très vite, il devient évident que cette promesse d'affranchissement de la censure politique n'est qu'une façade, et que les principes de liberté d'expression sur lesquels ces zones franches sont basées, sont en réalité tributaires des réalités politiques et des stratégies diplomatiques des pays hôtes.
Malgré l'avènement du satellite et de la nouvelle forme de journalisme acerbe et engagé qui se développe sur ces chaines, notamment sous l'impulsion d'Al Jazeera, la liberté d'expression demeure assez restreinte dans la région au début des années 2000, et les médias continuent d'être perçus et utilisées par leurs propriétaires comme des outils d'influence permettant aux élites dirigeantes de contrôler la vitesse du changement politique et social. La technologie satellitaire a certes apporté avec elle une diversification du discours médiatique et une pluralisation des opinions exprimées sur le petit écran. Mais cette relative ouverture a en réalité permis aux régimes d'apporter plus de flexibilité à leurs méthodes de contrôle et de censure, pour ainsi maintenir ces nouveaux médias sous étroite surveillance, tout en alimentant paradoxalement l'illusion de plus d'indépendance et de liberté éditoriales. Même si au début des années 2000, ils n'ont plus le monopole de la vérité, les Etats arabes demeurent cependant au contrôle des sources de financement, situation qui freine toute libéralisation de l'expression médiatique.
Le modèle de féodalisme corporatiste qui se met en place à cette époque dans l'industrie de la télévision, est le résultat d'un transfert du contrôle sur le secteur des médias, qui passe du monopole centralisé de l'Etat à la domination oligarchique de puissants hommes d'affaires, dont les intérêts sont étroitement liés à ceux des régimes en place.
Ces structures de propriété reposent sur des connivences politico économiques qui provoquent ce que Jihad Fakhreddine appelle la « malnutrition financière »[55] du marché satellitaire panarabe, certes saturé mais pourtant incapable d'atteindre sa rentabilité, prouvant que le secteur, dans le but de satisfaire des intérêts politiques particuliers, est mû par des calculs financiers irrationnels motivés par le faible coût d'entrée sur le marché. Jihad Fakhreddine explique que tout entrepreneur disposant d'un million de dollars peut espérer lancer sa propre chaine d'information. Il estime que, bien que ce soit une bonne nouvelle en terme de diversification des opinions offertes par les médias panarabes, cette situation est également assez alarmante.
La stabilité économique est le principal défi à l'indépendance éditoriale pour les médias de pays en transition démocratique. Dans le monde arabe, la dérégulation et la privatisation du secteur des médias au début des années 2000, a entrainé l'explosion du nombre de nouvelles chaines, ainsi qu'une surenchère et une fragmentation du marché qui restreignent encore plus la possibilité pour ces nouveaux médias d'atteindre l'équilibre financier.
L'industrie satellitaire, pour se développer dans le monde arabe, n'a pas eu besoin de capital provenant de pays extérieurs à la région, une situation qui a permis à l'industrie locale de ce développer en vase semi clos, facilitant la mise en place de relations clientélistes et la confusion des rôles entre pouvoir politique et investisseurs privés. Cette industrie naissante a peu à peu remplacé les structures gouvernementales en charge des médias nationaux, ce qui a permis aux élites du milieu des affaires de se rapprocher davantage des cercles de pouvoir, et de développer de puissants empires médiatiques.
Mohamed Nasser décrit comment ces hommes d'affaires ont su tirer parti du lancement de leurs chaines satellitaires pour développer et densifier leurs relations et collaborations avec

[55] FAKHREDDINE Jihad, « Imbalanced economics of the pan-Arab satellite television sector » 29 mars 2006, *Business Maktoob,*

d'autres membres des riches élites régionales dont les intérêts s'étendent un peu partout dans le monde.[56] Ce phénomène a de ce fait participé à renforcer davantage le degré de collusion d'intérêts. Pour ces propriétaires, le lancement de chaines de télévision leur permet de nouer de nouveaux partenariats d'affaires par le biais notamment du secteur publicitaire, les programmes diffusés sur leurs chaînes offrant une passerelle directe pour les investisseurs et industriels vers le marché des consommateurs. Selon Mohamed Nasser, le choix fait par ces élites de se lancer dans l'aventure satellitaire est plutôt motivé par des stratégies politiques que par les logiques économiques de mondialisation et de déterritorialisation.
Au cours des années 1990, l'expansion régionale des consortiums médiatiques privés contribue à réduire encore un peu plus la visibilité des médias du service public et des médias indépendants. Mais cela n'a pas empêché les gouvernements de la région de conserver la main sur l'industrie satellitaire depuis sa création jusqu'à aujourd'hui.

Kaï Hafez explique que la mise en place d'un modèle de marché hybride – à la fois libéral et ouvert à la concurrence mais contrôlé par les Etats – sur lequel se développe l'industrie satellitaire du monde arabe au début des années 2000, a permis aux médias de la région d'évoluer vers une situation où le contrôle autoritaire des régimes est moins total, mais où leur statut est plus instable et plus problématique, étant donné leur potentiel de démocratisation et de mobilisation en cas de transition politique.[57] Selon Kaï Hafez, l'orientation du marché médiatique de la région renforce et valide les discours populistes qui pullulent déjà sur le petit écran arabe, ce qui interfèrent avec les processus de production de l'information, et perpétuent des stéréotypes populaires et des mécanismes de compréhension simplifiés dans le but de séduire le public, d'acquérir plus de parts de marché et d'attirer les publicitaires.
Par conséquent, l'industrie satellitaire transnationale, qui tend à la privatisation tout en restant fortement dépendante de la bienveillance des gouvernements, repose sur un paradoxe structurel. Ces chaines jouent le registre du populisme pour suivre l'orientation du marché, cependant elles ne peuvent pas non plus agir comme des entités totalement commerciales et doivent veiller à respecter les limites imposées par les régimes pour protéger le statut quo en place, et ainsi contenir leur propre potentiel de porte-paroles du changement démocratique.
Il est donc possible d'affirmer que sur le marché satellitaire panarabe, aucune chaine satellitaire privée n'est réellement indépendante des autorités qui la financent, ni des impératifs politiques de leur pays d'origine ou pays hôte.
Cette industrie, ayant d'abord fleurie dans le Golfe, a été développée par des pays producteurs de pétrole qui ont montré leur capacité à développer un secteur médiatique sans pour autant accroitre la liberté d'expression au delà des lignes rouges susceptibles de remettre en cause la légitimité des monarchies et des régimes en place dans la région. Nabil Khatib, éditeur en chef d'Al Arabiya, estime que : « *le secteur privé dans le monde arabe va continuer à se développer, mais comme un allié des monarchies et des régimes, et non comme un opposant à l'ordre établi*. »[58]

Naomi Sakr propose une typologie qui permet de classer les nouveaux entrants sur le marché satellitaire en trois catégories, établies selon les motivations qui les poussent à se lancer dans l'industrie audiovisuelle. [59] La première catégorie repose sur un modèle où le contenu est

[56] NASSER Mohamed « Private satellite channels in Egypt: the relationship between ownership and editorial policy » in *Arab Media & Society*, n°15, printemps 2012.
[57] HAFEZ Kaï « Arab satellite broadcasting. Democracy without the political parties? » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World, op. cit.*
[58] Cité par Lawrence PINTAK in PINTAK Lawrence, *op. cit.*
[59] SAKR Naomi, *Arab Television Today*, *op. cit.*

financé par les revenus publicitaires, et où les propriétaires des chaines offrent des programmes aux téléspectateurs dans l'optique de fournir des consommateurs aux publicitaires, considérant de ce fait l'audience comme de potentielles cibles pour campagnes de publicités. Dans cette configuration, les publicitaires peuvent influencer la création et la grille de programmes sur la base de projections démographiques quant à l'âge des téléspectateurs ciblés, leur pouvoir d'achat et leurs créneaux de temps libre, avec des émissions qui abordent certaines questions d'intérêt public plutôt que d'autres. La seconde catégorie de médias satellitaires distingue le citoyen du consommateur, et s'adresse au public, non pas comme à un marché, mais comme à une audience ayant un besoin d'informations variées pour exercer ses droits et devoirs politiques. L'autre alternative, et troisième modèle, jongle entre satisfaction des exigences du marché publicitaire et complaisance avec les demandes de représentation positive faites par les figures politiques et la classe dirigeante.
Les chaines privées lancées dans le monde arabe, lors de la première phase d'expansion satellitaire à la fin des années 1990, rentrent dans la première ou la troisième catégorie. Le consortium médiatique privé libanais LBC est le meilleur exemple de médias obéissant au premier modèle, et représente le bouquet satellitaire du monde arabe le plus influencé par le marché et le plus orienté vers l'accumulation de profits. A l'autre extrémité du spectre, son concurrent saoudien MBC entre dans la troisième catégorie, comme instrument d'influence au service des dirigeants du royaume et leurs alliés.
La prolifération de chaines satellitaires a rendu plus difficile l'identification des motivations derrière la création de ces nouveaux médias, à l'image d'Al Jazeera qui, lors de son lancement en 1996, s'était donnée pour mission de devenir rentable en cinq ans, misant sur un taux d'audimat et des revenus publicitaires assez élevés pour lui permettre de prendre son indépendance. Lorsque elle échoue, l'émir du Qatar décide de continuer à la financer, au nom, déclare t'il, de l'intérêt public de son pays.

Pour dresser une typologie plus complète des médias satellitaires du monde arabe, et ainsi approfondir l'analyse des chaines privées égyptiennes, il faut croiser cette classification avec celle proposée par Khalil Rinnawi, qui différencie cinq types de structures de propriété dans le cadre des chaines satellitaires panarabes.[60] En plus des chaines de prédications religieuses de tous bords, et de celles appartenant ouvertement à un parti ou à une personnalité politique comme Future TV de Rafiq Hariri ou OTV de Michel Aoun au Liban, Khalil Rinnawi établit trois catégories selon le degré d'intervention de l'Etat dans le fonctionnement de ces chaines. Premièrement, les chaines satellitaires appartenant à l'Etat, comme le bouquet thématique de Nile TV International en Égypte, ont un fonctionnement assez similaire à celui de leurs sœurs terrestres, et permettent aux régimes d'être présents sur le marché médiatique régional. Les lignes éditoriales obéissent aux mêmes impératifs politiques et la rentabilité financière n'est pas une priorité. Ensuite, les chaines semi privées qui, à l'image des compagnies privées doivent être rentables grâce à leurs revenus publicitaires ou frais d'abonnement, mais qui, par le biais de structures complexes de financement et de propriété, appartiennent à des proches, voire même à des membres, des cercles politiques au pouvoir dans leur pays d'origine. Ce type de chaines inclut notamment les grands consortiums médiatiques du Golfe comme MBC, Al Jazeera, ART ou Orbit, ainsi que la plupart des chaines privées égyptiennes. Enfin, les chaines commerciales privées motivées par l'accumulation de profits et qui n'appartiennent à aucune faction politique. Ces chaines sont généralement libanaises et tournées vers le secteur du divertissement plutôt que celui de l'information.

[60] RINNAWI Khalil, *Instant Nationalism. McArabism Al-Jazeera and Transnational Media in the Arab World*, University Press of America, Oxford, 2006

La seconde phase d'expansion satellitaire s'ouvre au milieu des années 2000 et correspond au passage de l'industrie des médias panarabes à l'ère post Al Jazeera, caractérisée par deux dynamiques. D'un coté, on assiste à la normalisation par l'ensemble de l'industrie, du style engagé de la chaine qatarie et de ses émissions explosives au format interactif, et à l'uniformisation des médias régionaux autour d'un modèle qui s'est peu à peu imposé comme la matrice des chaines satellitaires d'information panarabes, emmenée par un journalisme tapageur et porteur de promesses démocratiques, mais qui ne réussit cependant pas à remettre en cause le statu quo régional. De l'autre, on observe la fragmentation progressive du marché médiatique et des audiences de la région en niches d'opinion et de consommation. L'uniformisation de l'industrie s'explique en partie par ce que Pierre Bourdieu appelle « la circulation circulaire de l'information »[61] et qui résulte du fait que les journalistes se copient mutuellement, dans l'optique de se dépasser les uns les autres. Par conséquent, « *la recherche de l'exclusivité qui pourrait produire ailleurs de l'originalité, conduit ici à l'uniformisation et à la banalisation de l'information*. »[62]

D'autres dynamiques expliquent les raisons pour lesquelles le marché des médias arabe tend à l'uniformisation. Les principes de non rivalité et de non exclusivité qui caractérisent les produits médiatiques rendent impossible l'application des mécanismes de prix en règle sur les autres marchés : ces produits peuvent être réutilisés à l'infini, par différents individus et au même moment. Le coût de production d'un programme n'est donc pas affecté par le nombre de téléspectateurs qui le regarde, ce nombre pouvant être démultiplié à l'infini, il n'aura aucun impact sur les montants dépensés par les producteurs. La compétition dans le secteur médiatique n'étant pas établie selon des mécanismes de prix, elle se base sur le contenu qui est lui même soumis à des exigences de rapide renouvellement et de diversification, étant donné que les consommateurs ne regardent pas le même bulletin d'information plusieurs fois. De ce fait, les programmes télévisés doivent offrir des contenus différents chaque jour, voire même chaque heure. Mais la nouveauté apporte avec elle le risque d'échec et pour minimiser l'incertitude, lorsqu'ils lancent de nouveaux produits, les médias ont prix l'habitude de s'inspirer de concepts qui se sont déjà révélés attractifs auprès du public. La motivation commerciale d'attirer le plus d'audience possible pour maximiser les coûts de production entraine une aversion au risque et à l'innovation chez les producteurs.

L'uniformisation des contenus et la diminution de la diversité sont également dues à la nécessité de prendre en compte les intérêts des publicitaires qui préfèrent voir leurs produits associés à un certain type de programmes plutôt qu'à d'autres. Comme Mohamed Zayani le note, dans le cas de la télévision arabe, l'émergence d'intérêts commerciaux dans une sphère qui était jusqu'ici monopolisée par les Etats a certes permis d'élargir le choix des programmes offerts aux téléspectateurs, mais les stratégies financières établies qui orientent les choix des chaines sont plus influencées par les intérêts des publicitaires et des hommes politiques qui les financent, que par le public.[63]

Par conséquent, les impératifs de production relatifs à l'industrie des médias requièrent, d'un côté, la maximisation des parts de marché par le biais de la créativité et de la nouveauté, mais également la minimisation du risque, ce qui favorise la répétition et l'imitation.

L'ère post Al Jazeera marque le début de la fragmentation de marché panarabe. Un grand nombre des chaines d'information créées après 2003 ont été lancées pour couvrir l'invasion américaine en l'Iraq, comme Al Arabiya, excroissance du groupe saoudien MBC, qui

[61] BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Liber Editions, Paris, 1996

[62] *ibid*.

[63] ZAYANI Mohamed « Arab Media Studies Between the Legacy of a Thin Discipline and the Promise of New Cultural Pathways » in SABRY Tarik (dir.), *Arab Cultural Studies. Mapping the Field*, I.B.Tauris, London, 2012

commence à émettre en mars 2003, juste à temps pour couvrir le début de la guerre, et avec pour mission explicite de contrecarrer le discours véhiculé par Al Jazeera.
Au printemps 2005, Al Jazeera lance Al Jazeera Mubasher, qui couvre en direct et sans montage, des sommets politiques, des conférences de presse et des événements culturels à travers la région. En retransmettant en temps réel les débats parlementaires palestiniens ou koweitiens jusque dans les foyers arabes, la chaine cherche implicitement à accroitre la participation politique des habitants de la région, et leur implication dans les affaires panarabes. La chaine est lancée en 2005 à l'approche d'élections en Égypte, au Liban et en Palestine, qui promettent chacune une succession d'événements politiques capables d'attirer de larges audiences à travers la région. A l'image d'Al Jazeera Mubasher, de nombreuses chaines satellitaires, particulièrement en Égypte, cherchent à combler le vide laissé par un service public des médias vétuste et sans grande crédibilité.
En 2005, la concurrence est forte sur le marché des chaînes panarabes, puisqu'une étude publiée cette même année fait état de plus de 150 chaînes satellitaires accessibles sans abonnement.[64] Face à cette prolifération de chaînes et de compagnies de production Abdel Rahman Al Rashed, éditeur en chef d'Al Arabiya, déclare que « *pour lancer une nouvelle chaîne, un studio et trois chaises suffisent. Mais il est cependant très difficile de faire des profits sur un marché gangréné par des comportements qui faussent la concurrence. De ce fait, peu de médias peuvent aspirer un jour à entrer dans la cour des grands.* »[65] En effet, dans le cas des chaines panarabes, le manque d'efficacité de l'usage des ressources et la soumission des processus de décisions internes de ces chaines à l'ingérence de dynamiques externes, telles que les contraintes politiques ou les exigences des publicitaires, sont autant d'éléments qui rappellent que la majorité de l'industrie audiovisuelle du monde arabe est encore étroitement liée à des gouvernements qui règlementent eux mêmes le marché. Etant donné l'absence de distinction entre cercles politiques et économiques, entre privé et public, la libéralisation de l'économie des médias arabes est un processus difficile à envisager, notamment dans un secteur construit de façon aussi centralisée pour faciliter le contrôle du gouvernement sur sa population.

2. La privatisation des médias et de l'industrie satellitaire en Égypte

Selon Marwan Kraidy, les médias privés dans le monde arabe sont contrôlés par une petite élite du milieu des affaires dont les intérêts financiers sont fonction inverse de leurs intérêts au changement politique, car celui-ci risquerait de les destituer de privilèges dont ils ne pourraient plus profiter si les régimes arabes mettaient en place des procédures de gouvernances plus transparentes.[66]
En Égypte, au lendemain de la guerre du Golfe, et tandis que le gouvernement égyptien entreprend la privatisation partielle et progressive de son industrie audiovisuelle, les hommes d'affaires du pays et une partie de l'opposition commencent à faire pression sur le régime pour une libéralisation des structures de propriété dans le secteur médiatique. C'est également pour faire face aux évolutions du marché régional, et attirer des investisseurs privés dans le secteur des médias, que le gouvernement Moubarak décide de créer Media Production City au début de l'année 2000, explicitement soumise au droit de censure du ministre de l'information

[64] Booz Allen Hamilton, *Strategic review of the television broadcasting sector in the Middle East*, Dubaï, Novembre 2005
[65] Cité par Richard ABBOTT in ABBOTT Richard « Why viewers prefer their news 'ideology free' » dans *Campaign Middle East* du 2 Juillet 2006
[66] KRAIDY Marwan, « Reality television and politics in the Arab world. Preliminary observations » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World, op. cit.*

sur tout programme retransmis depuis cet espace. D'après Naomi Sakr, la plupart des investisseurs égyptiens désireux de lancer leurs chaines privées, auraient préféré retransmettre par faisceau hertzien pour ainsi attirer des revenus publicitaires proportionnels à la taille de l'audience accessible via la télévision terrestre. Cependant, la création de cette zone franche est tout de même accueillie comme un premier pas vers une diversification des structures de propriété dans le secteur de la télévision.[67]

Avec le lancement du satellite numérique Nilesat 102 en août 2000, les capacités de retransmission sont décuplées et, quelques mois plus tard, un petit groupe d'hommes d'affaires proches du pouvoir décident de lancer la première chaine satellitaire égyptienne Al Mehwar. Ce désir reflète la nouvelle stratégie d'influence mise en place par les entrepreneurs et investisseurs privés du pays, qui émerge avec le développement du satellite, et qui traduit la nécessité pour ces individus d'avoir un poids dans les médias qui soit proportionnel à leur poids dans l'économie. La technologie satellite leur offre à présent un moyen de pression sur les évolutions économiques et politiques nationales, chose qui demeurait impensable dans le cadre de la télévision terrestre. En investissant des montants colossaux dans la création de nouvelles chaines, ces hommes d'affaires entendent bien avoir un droit de regard sur la politique éditoriale de leur média, et la décision finale sur ce qu'il est possible de dire ou de montrer à l'écran.

Le lien entre indépendance financière et indépendance éditoriale est devenu un pilier central des structures de propriété des chaines satellitaires privées en Égypte, depuis que cette libéralisation médiatique du début des années 2000 a été investie par les hommes d'affaires du pays d'une fonction de protection d'intérêts particuliers.

Le décret gouvernemental qui ouvre la voie à la privatisation du secteur impose des conditions strictes aux acteurs qui souhaitent se lancer dans cette industrie en Égypte. Le texte, adopté en 2000, stipule notamment que les entreprises audiovisuelles privées doivent retransmettre par satellite depuis Media Production City, accepter d'être propriétés partielles de l'URTE, et qu'elles n'ont pas le droit de diffuser des bulletins d'information.

Quelques mois après l'inauguration de Al Mehwar, Ahmed Bahgat, magnat de l'immobilier et de l'industrie, proche de la famille Moubarak, lance Dream. Pour contourner l'interdiction de diffuser des informations, ces deux chaines créent des émissions de débats qui commentent et analysent l'actualité, à l'image des programmes d'Al Jazeera. Albert Shafiq, directeur de la chaine satellitaire ON-TV qui verra le jour en 2009, reconnaît le rôle que la chaine qatarie a joué dans l'évolution du secteur des médias privés en Égypte, et l'influence que ses émissions ont eu sur le contenu et le format des programmes lancés par les nouvelles chaines satellitaires du pays. « *Al Jazeera a eu une influence énorme en Égypte et est devenue un modèle. Mais elle a développé un style arabe formel. L'industrie égyptienne s'en est inspirée en y ajoutant une touche de chez nous. Dans l'industrie médiatique, l'Egypte a une identité très forte avec les séries et le cinéma. On ne pouvait pas juste imiter ce que faisait Al Jazeera.* »[68]

Amani Al Khayat, ancienne journaliste de la télévision d'Etat et du secteur privé, se souvient de l'apparition des premiers talkshows sur les chaines satellitaires égyptiennes.

« *Les propriétaires de ces chaines ont décidé de se lancer dans la production de programmes politiques. Ils ont fait construire des studios modernes et ont commencé à invités des experts autorisés à critiquer le régime selon certaines limites. Ce n'était qu'une fausse opposition que les hommes d'affaires ont mise à l'écran en accord avec le régime pour relâcher un peu de pression. C'est le début des programmes en dialecte. Beaucoup de présentateurs sont formés au Liban et ramènent avec eux un style libanais d'émissions de variété et de*

[67] SAKR Naomi, *Satellite Realms, op. cit.*

[68] Entretien avec Albert Shafiq le 14 mai 2012 au Caire

divertissement qu'ils adaptent à leurs programmes de débats d'actualité. C'est à partir de ce moment que les médias privés adoptent un style de journalisme télé qui mélange politique et divertissement. »[69]

Avec le développement de l'industrie satellitaire nationale et de ces émissions à succès, émerge un nouveau genre de présentateurs vedettes qui, étant pour la plupart journalistes de presse, transposent la fonction de l'éditorial et sa dimension engagée, au petit écran. Pour animer ses nouveaux programmes de débats politiques, Dream embauche Mohamed Heikal, ancien éditeur en chef du quotidien gouvernemental *Al Ahram*, et Ibrahim Eissa, alors jeune journaliste connu pour sa verve, et aujourd'hui un des présentateurs les plus en vogue depuis la révolution. Leurs émissions attirent très vite un grand nombre de téléspectateurs à l'échelle nationale.

« *C'est à cette époque*, estime Amani Al Khayat, *que les présentateurs de chaines privées ont commencé à devenir des stars. En développant un nouveau style, ces talkshows ont complètement changé les médias égyptiens. Le degré de personnification est très important sur ces chaines et le système de star qui se met en place est représentatif de l'industrie égyptienne. Avoir la vedette du moment est une source de revenus garantis. Les présentateurs se vendent comme des produits marketing. Ils se développent un style et tout une identité médiatique.* »[70]

Le domaine de l'audiovisuel du pays devient très rapidement la chasse gardée de ce cercle de célébrités médiatiques et des hommes d'affaires qui financent les chaînes, le plus souvent à perte, par le biais des profits qu'ils font grâce au reste de leurs empires financiers. En échange de leur licence de retransmission, ils acceptent de ne parler d'aucun des tabous imposés par le régime, même si ils ont conscience que pour intéresser le public et être un peu plus rentables, leurs médias devraient essayer de sortir du conventionnalisme pour suivre l'impulsion de chaînes plus agressives, comme Al Jazeera.

Au tournant de 2005, dans un contexte de changement politique porté notamment par les réformes constitutionnelles et électorales, et les manifestations du mouvement d'opposition Kefaya, le gouvernement nomme Abdel Latif Al Menawi comme nouveau directeur du département de l'information au sein de l'URTE. Ce dernier a pour mission de moderniser les chaines d'information satellitaires publiques pour qu'elles restent compétitives face à leurs concurrentes du secteur privé.

Amani Al Khayat raconte que Abdel Latif Al Menawi a eu une réunion avec le cabinet de Moubarak pour établir une stratégie visant à récupérer l'audience qui s'était tournée vers les chaines privés. En 2005, l'Etat fait construire trois studios modernes, truffés de caméras et de micros pour les services de renseignements. Il est également décidé que les présentatrices adopteront un style vestimentaire inspiré de leurs consœurs libanaises, tandis que des invités devront appeler de l'étranger pour parler de l'Egypte de façon positive.

« *Avec le développement de ces formats d'émission, le régime crée un poste particulier au sein de Maspero, celui de présentateur de sécurisation du direct. Ces individus sont proches de l'armée et membres de la sécurité d'Etat. Ils sélectionnent les questions à poser pendant le direct, ils choisissent les invités, et font en sorte que ce qui passe à l'antenne soit strictement conformes aux exigences du régime. Ils ont également établi une distinction entre les reporters affectés à la couverture d'urgences et situations délicates, et les autres.* »[71]

Abdel Latif Al Menawi comprend très vite que l'évolution du paysage médiatique national, et ces émissions de débats diffusées par les chaînes privées qui prennent de plus en plus d'importance dans le débat public, attirent un grand nombre de téléspectateurs égyptiens,

[69] Entretien avec Amani Al Khayat le 2 mai 2012 au Caire
[70] *ibid.*
[71] *ibid.*

avides d'informations sur leur pays plutôt que sur les affaires panarabes ou les conflits de la région. C'est à cette période qu'il décide de lancer « Ici c'est chez toi », une émission de débats sur la chaine publique Al Oula. Nabil Al Choubachy, en a été l'un des premiers présentateurs. « *En 2004, on a lancé 'Ici c'est chez toi', et je faisais partie de la première équipe. L'émission a été conçue par un producteur et un journaliste qui se sont inspirés du talkshow d'Amr Adib sur Orbit et à partir duquel ils ont élaboré leur propre projet. L'émission n'avait pas vocation à être politique mais plutôt sociale ou culturelle. Le but de 'Ici c'est chez toi' était pour le régime de donner une impression d'ouverture en laissant une fausse opposition s'exprimer à la télévision. Il est évident que, sur les chaines privées comme publiques, cette opposition de palais était tenue en laisse par le gouvernement.* »[72]

Naomi Sakr observe qu'à partir du milieu de la décennie, le régime semble utiliser les médias pour accentuer les clivages sociaux, et ainsi tenter de canaliser la frustration de la population loin de la corruption et de la négligence du gouvernement.[73] A de nombreuses reprises après 2005, qui marque un tournant dans la stratégie de contrôle médiatique appliquée par le régime, présentateurs et invités ont pu partager des propos attisant ouvertement les tensions, et s'exprimer en toute impunité malgré les interdictions légales faites aux médias de porter atteinte à la paix sociale. Un des exemples les plus marquants de ces épisodes de populisme médiatique est la façon dont a été traitée dans les émissions de débats, la question de l'abatage massif des cochons appartenant aux coptes du Caire pour, officiellement, lutter contre la grippe porcine en avril 2009. Ou encore les violents affrontements entre supporters algériens et égyptiens lors de matchs de qualification pour la coupe du monde en novembre de la même année, un épisode qui sera abordé plus loin.

Dans une configuration comme celle de l'Égypte, caractérisée par un degré élevé de parallélisme politique et de polarisation médiatique, le journalisme d'opinion domine les médias. Une forme d'éditorialisme est adaptée au petit écran, et influence les attentes de l'audience et le comportement des futures générations de journalistes, qui voient dans le prestige de cette surenchère d'opinion, une source d'inspiration et un élément nécessaire à leur réussite professionnelle. Dans un tel environnement, il est difficile pour le public de discerner ce qui relève du contenu informatif de ce qui relève du commentaire et de la manipulation, d'établir si les points de vue partagés par les présentateurs et journalistes reflètent les opinions de toutes les parties concernées, et d'évaluer la capacité des médias à fournir toutes les informations nécessaires au citoyen pour qu'il puisse faire ses choix.

L'essor des chaines nationales privées semble paradoxalement avoir accru le potentiel de propagande de la télévision. A partir de 2005, la télévision satellitaire prend de plus en plus d'importance dans la stratégie médiatique du régime, et permet notamment à ce dernier de faire face aux pressions intérieures et extérieures (principalement dues à la politique étrangère de l'administration américaine) et ainsi donner une impression de démocratisation tout en continuant sa mutation vers le néo-autoritarisme et en maintenant un contrôle infaillible sur les discours politiques et médiatiques.

Amani Al Khayat estime que ce système « *ne sera jamais au service de l'information. Chaque homme d'affaires utilise sa chaine pour donner son avis et se protéger. La seule chose qui compte au final pour eux c'est d'être en accord avec la sécurité d'Etat et les services de renseignements. Les médias égyptiens ne font pas de l'information. Ils font passer des messages au public en fonction du moment politique. Pour compléter le lavage de cerveau, les médias écrits ont pris pour habitude de reprendre le lendemain ce qui a été dit dans les talkshows de la veille. A l'époque le manège vise à accroitre la crédibilité des*

[72] Entretien avec Nabil Al Choubachy
[73] SAKR Naomi, *op. cit.*

présentateurs et des invités, et de cette fausse opposition qui est en fait très proche du PND. » [74]

Quelques mois avant l'élection présidentielle de 2005, Moubarak se livre durant sept heures à un entretien intimiste avec Emad Adib, producteur de films et vedette du petit écran grâce à son émission très populaire diffusée sur la chaîne satellitaire saoudienne Orbit, il est le frère d'Amr Adib, un autre présentateur célèbre en Égypte. Cette interview au coin du feu est diffusée pendant trois jours sur la télévision nationale. Dirigée par un réalisateur en vogue, cet entretien aborde les points importants de la carrière de Moubarak et est mise en scène pour donner une image du raïs qui soit à la fois humaine, patriote et charismatique.

Au cours de la campagne présidentielle de 2005, pour sa stratégie de communication médiatique, le parti au pouvoir fait appel à une agence publicitaire professionnelle qui réalise des clips promotionnels et imprime des posters et affiches à l'effigie de Moubarak. La plupart du budget de campagne est dépensé dans la production de ces vidéos qui sont diffusées sur l'ensemble des chaînes publiques, et sur Dream la chaîne privée la plus populaire en Égypte à l'époque.

Cette dernière joue un rôle important dans la couverture des élections et apporte un soutien sans faille à Moubarak. Celui-ci se tourne notamment vers Dream pour échapper aux limitations de temps de parole imposées aux candidats sur la télévision d'Etat. La direction de la chaîne et l'équipe de communication du président passent alors un accord qui autorise Dream à couvrir la campagne de Moubarak, à en avoir les droits exclusifs sans que cela n'affecte sa capacité à couvrir les autres candidats, et à profiter de revenus publicitaires trois fois plus élevés pour les discours de Moubarak que pour ceux des autres prétendants. En échange, le président candidat contourne les contraintes d'égalité de temps d'antenne, et assure à sa campagne une couverture médiatique sur une des chaînes les plus regardées d'Égypte.

Il apparaît également que la compagnie qui possède les droits publicitaires de la chaine durant la campagne a refusé de vendre des plages de publicités aux autres candidats. Cette compagnie, dirigée par un ami proche du fils du ministre de l'information de l'époque, a obtenu ces droits publicitaires exclusifs quelques mois avant le début de la campagne. Son dirigeant a été accusé par les autres candidats de monopoliser le temps publicitaire à la télévision, et d'avoir fait jouer ses relations avec le fils de Safwat Al Sharif pour obtenir des faveurs du ministère de l'information.

Ces accords douteux passés par Dream avec l'équipe de campagne de Moubarak, et sa gestion de la redistribution des plages de publicité sur son antenne, ternissent la réputation de la chaine. Le degré élevé de collusion d'intérêts entre cette dernière et le régime illustre une des raisons pour lesquelles les chaines satellitaires privées ne peuvent prétendre remplir le rôle politique et social de médias réellement indépendants.

Albert Shafiq partage l'avis de ce que de nombreux journalistes et personnalités des médias admettent en privés : *« Ces hommes d'affaires sont comme une mafia qui cherche à contrôler l'opinion publique. Ils ne cherchent qu'à servir des intérêts politiques car aucune de ces chaines n'est rentable. Toutes ces chaines ne sont que dépenses sans fin avec très peu de profits. Mais pour influencer l'esprit des gens, ils sont prêts à perdre beaucoup d'argent. Tout ça n'est que pure politique. »*[75]

Charles Levinson fait un compte-rendu détaillé de la couverture médiatique de ces élections, présentées comme les premières présidentielles pluripartistes de l'histoire du pays, et de la

[74] Entretien avec Amani Al Khayat
[75] Entretien avec Albert Shafiq

façon dont le régime Moubarak manipule les médias privés et publics pour donner l'impression d'ouverture politique et de libéralisation médiatique.[76]
Charles Levinson explique notamment comment le travail de sélection et de montage d'informations relatives aux autres candidats, est laissé au soin des médias, tandis que tout ce qui touche au président doit d'abord être validé par son équipe de communication, lorsque celle-ci ne fournit pas elle même le produit fini à diffuser tel quel. Cette équipe de campagne est dirigée par Lamis Al Hadidi, journaliste à la télévision d'Etat, épouse d'Amr Adib et belle-sœur d'Emad Adib, qui est aujourd'hui la présentatrice d'un des programmes les plus populaires du paysage audiovisuel postrévolutionnaire.
Dans ce contexte de nouveauté politique et médiatique, la couverture de cette campagne de près de trois semaines, donne l'image d'une nation en transition. Le rôle des médias est central dans cette mascarade car ils semblent offrir aux citoyens du pays un accès plus large au débat politique et à la préparation d'élections que le monde entier est en train d'observer. Le PND met en place une équipe de relations publiques et médiatiques, qu'il présente comme non partisane, chargée de faciliter l'accès des médias à l'information et au parti présidentiel. Les journalistes invités à suivre la campagne de Moubarak sont traités comme des supporters du raïs ou des membres de l'équipe, et se voient offrir des repas, des stylos, des moyens de transport, et autres attentions qui mettent en lumière ce que Charles Levinson décrit comme un manque d'éthique et de sérieux de la part d'un grand nombre de journalistes égyptiens, trop facilement prêts à reléguer leurs exigences professionnelles au second plan.
Les reporters ayant besoin d'une citation, d'une information, ou d'une réponse à une question obtiennent tout ce qu'ils veulent sur un simple coup de fil passé à l'équipe spécifiquement mise en place pour cela. Par ailleurs, le gouvernement a ordonné la levée temporaire des restrictions régulant l'accès des médias au président imposées aux journalistes n'ayant pas la carte de presse adéquate. Cette mise en scène, et le rôle que jouent les médias et les journalistes des secteurs public et privé, permet ainsi au régime Moubarak de jouer la carte de la démocratisation et du développement de la liberté d'expression politique et médiatique. Cependant lorsque des tensions apparaissent, elles sont gérées avec les mêmes méthodes de censure et de dissuasion, qui caractérise le régime en place. A ces logiques clientélistes et autoritaires, s'ajoute également l'autocensure appliquée par les journalistes des anciennes générations, pour qui la complaisance avec le gouvernement est un devoir professionnel.

Mohamed Nasser offre une comparaison intéressante entre les médias privés d'Amérique Latine – qui ont souvent été étroitement alliés aux dictatures militaires des années 1970 et 1980 – et les chaines privées égyptiennes apparues au début des années 2000, dans un contexte de pressions américaines croissantes suite au 11 septembre, et de montée en puissance orchestrée de Gamal Moubarak pour la succession présidentielle.[77] A partir de ce parallèle, il explique comment les chaînes satellitaires privées sont devenues une vitrine pour le régime de Moubarak, et ont renforcé les logiques de collusion d'intérêts politiques et financiers entre le milieu des affaires et le gouvernement, sur lesquelles cette configuration s'est établie. Tout d'abord, les licences de retransmission ne sont octroyées par le régime qu'à un cercle bien défini d'individus ayant des intérêts directement liés à ceux du régime, et qui bénéficient déjà de nombreuses concessions dans d'autres domaines d'investissement, de telle sorte que leur implication dans de nombreux secteurs de l'économie du pays, va bien au delà du lancement d'une nouvelle chaine. La création de médias satellitaires est un atout complémentaire pour garantir leurs positions et protéger leurs empires industriels. Ensuite, de

[76] LEVINSON Charles, « Plus ça Change: The Role of eth Media in Egypt's First Contested Presidential Elections » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World, op. cit.*
[77] NASSER Mohamed « Private satellite channels in Egypt: the relationship between ownership and editorial policy » in *Arab Media & Society*, n°15, printemps 2012.

façon à maintenir leur hégémonie sur les médias et s'assurer qu'aucun nouvel acteur ne viennent modifier l'équilibre établi, la plupart de ces hommes d'affaires acquièrent et dirigent un éventail varié d'autres médias comme des magazines, des stations de radio, des journaux, des maisons d'édition, de production ou de musique. Lorsqu'ils ne possèdent pas eux mêmes les agences de publicité, ils passent aussi des accords avec un petit nombre de publicitaires, lorsqu'ils, qui contrôlent le marché des chaînes satellitaires.

Après les élections, en septembre 2005, la presse égyptienne commence à parler de la possibilité pour Emad Adib d'être le premier investisseur privé à acquérir des parts du bouquet satellitaire thématique de Nile TV International. Les spéculations sont nombreuses sur le fait que cette acquisition serait une récompense à son soutien à Moubarak et à la flagornerie dont il a toujours fait preuve vis à vis du raïs, notamment lors de ses émissions sur Orbit, ce qui lui a valu d'être tourné en ridicule à plusieurs reprises par la presse d'opposition.
A cette époque, d'autres hommes d'affaires semblent également désireux d'entrer au capital de Nile TV International ou de lancer leurs chaines privées via le faisceau hertzien. Face à Emad Adib, Naguib Sawires, géant des télécommunications et de la publicité, et Ahmed Bahgat, propriétaire du groupe satellitaire Dream et d'autres compagnies dans l'industrie et le bâtiment, semblent également faire part de leur intérêt.
Ces trois individus sont de puissants hommes d'affaires, largement impliqués dans l'économie du pays, et entretenant des relations étroites avec le régime. Par conséquent, aucun d'entre eux ne risque de se mettre en porte à faux avec le pouvoir, et de diffuser des programmes qui remettent en question la légitimité du président. Mais Adib ayant aidé à organiser la campagne électorale, est le favori. D'autant plus que Sawires est à l'époque une personnalité plus indépendante et éloignée de la politique, ayant une expérience limitée dans le monde de la télévision. Pour sa part, Ahmed Bahgat est déjà à la tête d'un bouquet de chaines dont aucune n'est rentable.
Aujourd'hui, avec le recul pris sur les événements politiques récents et leur impact sur le développement de l'industrie nationale des médias privés, il est intéressant de noter qu'à l'époque, les analystes n'étaient pas convaincus de la viabilité sur le long terme du secteur satellitaire égyptien. Issandr Al Amrani se demandait même si l'échec de Dream à faire un quelconque profit cinq ans après sa création, pouvait être considéré comme un signe de saturation du marché national.[78] Il cite Hussein Amin, un spécialiste des médias, qui estime que, quelque soit l'orientation que prenne l'industrie satellitaire, « *le développement de chaines d'information, d'Al Jazeera ou de Fox News égyptiennes, est très peu probable.* ». Presque dix ans après ce constat, le paysage audiovisuel égyptien est composé en grande majorité de chaines d'information privées satellitaires de tous bords.

Dans ce contexte de développement des médias privés, un bon nombre de journaux et d'émissions de télévision semblent dénoncer certains dysfonctionnements du gouvernement. Cette nouvelle marge de liberté est également consentie par le gouvernement Moubarak qui assouplit un peu les limites du débat public et autorise les médias à aborder des sujets jusqu'ici tabous. Amani Al Khayat estime que *« après les élections de 2005 les propriétaires de médias privés décident de moderniser une peu le paysage audiovisuel, au prétexte de vouloir se rapprocher du peuple et de servir son intérêt. Ils font appel à leurs amis qu'ils mettent à l'antenne sous le nom d'experts ou de journalistes pour se bâtir une crédibilité. Ça a détruit le peu de professionnalisme qui restait dans les médias égyptiens. »*[79]

[78] AL AMRANI Issandr, « The long wait. Reform in Egypt's State owned broadcasting service » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World, op. cit.*
[79] Entretien avec Amani Al Khayat

2004 voit la création de *Al Masry Al Youm*, journal qui est à ses débuts réellement indépendant et qui, sous la direction d'Hisham Qassem, exprime ouvertement le point de vue de l'opposition au régime. Au bout de six mois, le quotidien est racheté par des investisseurs proches de Moubarak dans l'optique d'adoucir un peu sa ligne éditoriale.
En 2005 Dream lance « Dix heures du soir » un programme de débats animé par la célèbre Mona Al Shazly, qui devient vite très populaire. C'est d'ailleurs dans le cadre de cette émission que Mona Al Shazly interviewe en février 2011 la figure révolutionnaire Waël Ghonim, dont les propos ce soir là semblent avoir eu un effet remobilisateur sur les foules égyptiennes quelques jours avant la chute de Moubarak.
Al Badil, journal fortement engagé à gauche et au coté des travailleurs, commence à publier en version papier en 2007, puis en ligne pour des raisons de censure politique. Enfin en 2008, ON-TV, financée par Naguib Sawires, fait son entrée sur la scène des chaines satellitaires
Au cours de la seconde partie de la décennie, la différence entre médias privés et médias indépendants devient plus perceptible, ces deux types de médias ayant parfois été confondus à tord du fait de leur indépendance financière vis à vis de l'Etat alors qu'ils défendent en réalité des intérêts politiques et une vision du journalisme complètement différents. Le paysage médiatique a l'air de se diversifier et les journalistes qui y travaillent semblent se risquer à employer des méthodes de travail et un style plus agressifs. Ces médias critiquent le président et son gouvernement, en abordant un éventail de sujets beaucoup plus larges, allant de la politique nationale, à la diplomatie régionale, jusqu'aux questions de succession présidentielle.
Un journaliste anonyme sur le blog d'opposition baheyya.blogpost.com considère en 2007 que « *une nouvelle génération de journalistes est aux commandes. Il n'y a aucune homogénéité entre eux puisqu'ils viennent tous d'écoles et d'horizons différents, mais ensemble ils forment une espèce à part des discours polis et timides offerts par les anciens du journalisme et la propagande des médias d'Etat. Cette nouvelle audace de style s'est perpétuée pour des raisons financières, grâce au fait que les journaux s'imitent entre eux, pour attirer plus d'audience, plus de publicitaires, et pour encore plus de ce prestige social dont jouissent ceux qui osent critiquer ouvertement le régime et qui le font de façon éloquente.* »[80]
Il devient alors évident que dans l'industrie des médias égyptiens telle qu'elle est en train de se mettre en place, l'audace et la surenchère font vendre. Cependant, bien qu'une fenêtre se soit entrouverte pour les nouvelles générations de journalistes en terme de sujets abordés dans le débat public, les structures de financement et de propriété en place dans le secteur des médias du pays empêchent toute autonomie et objectivité professionnelles réelles.

3. Le paysage médiatique en Égypte à la veille de la révolution

De lourds obstacles légaux ont été mis en place par le régime pour contrôler le développement d'un journalisme d'actualité dans le secteur privé. Comme Albert Shafiq le directeur d'ON-TV l'explique, couvrir des évènements d'actualité en direct pour une chaîne privée était perçu comme une provocation faite aux autorités. La plupart des licences de retransmission ne le permettaient pas. *« ON-TV a été la première chaine privée à diffuser des bulletins d'information avant la révolution. J'ai reçu des lettres d'avertissement me disant que c'était contraire à la loi et qu'il nous fallait une licence. Ils ont ensuite voulu nous interdire d'avoir*

[80] « The death of deference », 16 septembre 2007, http://baheyya.blogspot.com/2007_09_01_archive.html

un bandeau défilant en bas de l'écran. Toutes ces lettres étaient écrites par les services de sécurité et le ministère de l'information. »[81]
La chaine a joué un rôle important au cours du soulèvement dans le relais du message des révolutionnaires, rôle qui a souvent été attribué à tort à Al Jazeera, dont l'audience en Égypte était déjà en baisse depuis 2009. ON-TV a très rapidement essayé de remplir le rôle de la télévision d'Etat, estimant que cette dernière n'était pas à la hauteur de ses fonctions.
« Avant comme après la révolutions, les médias d'Etat ont toujours été dans le coma. C'est une situation très triste, c'était à la télé d'Etat de couvrir la révolution. Le secteur public aurait dû être plus compétitif. Sur ON-TV on a voulu prendre la relève et s'imposer comme la chaine égyptienne de référence car à Maspero ils n'en étaient pas capables. »[82]
A la veille de la révolution, fin 2010, le pays compte douze chaines satellitaires privées dont les programmes sont beaucoup plus populaires que les trente et unes chaines d'Etat qui ne parviennent pas à se renouveler pour attirer plus de téléspectateurs. Les médias privés cherchent à combler ce vide, mais n'étant pas plus légitimes les uns que les autres pour représenter l'intérêt général, il en ressort une cacophonie qui ne fera qu'empirer après la révolution.
Khaled Al Balshy, rédacteur en chef du site d'information *Al Badil*, reste très sceptique quant à la capacité des médias privés à participer à la démocratisation du pays.
« Les médias privés ne sont pas la voix de la rue mais la voix de ceux qui payent. Ce qui est dit dans les talk-shows dépend de qui finance. C'est un vrai problème. Les services de sécurité contrôlent toutes les chaines satellitaires, et le système est infiltré partout. Les chaines privées sont des chaines gouvernementales mais avec des financements privés. Ceux qui se font entendre sur ces chaines sont ceux qui crient le plus fort. »[83]
Bilal Fadl, écrivain engagé et éditorialiste pour le quotidien *Al Shourouq* estime que seule une véritable restructuration en profondeur de l'industrie, et notamment de la télévision, permettra aux journalistes et aux médias de promouvoir un débat public ouvert qui participe à la démocratisation du pays. *« Ce n'est pas la liberté d'expression qui décide du comportement des journalistes et des médias mais la possession des moyens de production. C'est l'élément central de la structure de l'industrie médiatique égyptienne et le premier obstacle à une vraie libéralisation du discours médiatique. Les citoyens sont otages de l'Etat et des intérêts financiers des hommes d'affaires qui possèdent les médias privés. Jusqu'à ce que ces dynamiques changent, les médias ne bénéficieront que d'un semblant de liberté. »*[84] Etant lui même caricaturiste, il voit dans l'humour une des clés de cette ouverture. *« Les médias devraient être libres de pouvoir critiquer le gouvernement avec ironie et sarcasme. Mais ici ce n'est pas possible. En Égypte les médias sont tellement contrôlés, que ce style n'a pas eu la chance de voir le jour, malgré les tentatives de nombreux journalistes. »*[85]

Tamer Al Saïd est un cinéaste indépendant et fondateur du collectif Mosireen, une initiative bénévole créée en 2011 qui collecte et archive les vidéos prises par ses propres membres et par le reste de la population, lors de manifestations et d'autres événements de contestation politique dans le but de documenter l'histoire face à la propagande médiatique mensongère du régime. Pour Tamer Al Saïd, la réforme doit aller au delà du secteur des médias et s'étendre au domaine entier de la culture qui est selon lui un point d'entrée capital pour l'aboutissement d'une transition politique. Il veut un changement en profondeur des structures d'apprentissage et de transmission de la connaissance. Les médias sont parmi les acteurs les plus importants

[81] Entretien avec Albert Shafiq
[82] *ibid.*
[83] Entretien avec Khaled Al Balshy le 25 avril 2012 au Caire
[84] Entretien avec Bilal Fadl le 29 avril 2012 au Caire
[85] *ibid.*

de la mise en marche de ce processus, au coté des secteurs de l'éducation et de la culture. Al Saïd considère que l'ignorance et l'appauvrissement intellectuel du pays ont permis à Moubarak de se maintenir au pouvoir beaucoup plus facilement.
« Moubarak s'est maintenu au pouvoir en encourageant quatre éléments. Premièrement, des standards et des niveaux d'exigences professionnelles très bas dans toutes les corporations. Du coup rien n'est issu d'un processus authentique, tout est dans l'imitation du bon format. Tous les services publics sont d'une qualité pitoyable. Les hôpitaux ne sont pas de vrais hôpitaux avec de vraies normes, un vrai service, de vrais médecins. C'est pareil dans tous les secteurs publics : l'éducation, la culture, les médias. Les gens se sont habitués à ce faible niveau d'exigences. Deuxièmement, il a rendu la société incapable de travailler collectivement. La situation économique a permis au régime de maintenir les gens dans un esprit individualiste, concentrés sur la nécessité quotidienne de gagner leur pain pour survivre. Cet état d'esprit a favorisé des structures de compétition individuelle et non de collaboration collective. Troisièmement, le régime a affaibli l'apport intellectuel et mis en avant une monoculture basée sur une pauvreté culturelle, intellectuelle et politique. Les productions culturelles du pays n'avaient que deux alternatives : être avec le régime dictatorial ou avec le conservatisme religieux islamiste. Quatrièmement, le régime reposait sur un système corrompu auquel tout le monde finissait par participer et y trouver un avantage. »[86]

Cette configuration du système politico culturel et médiatique a conduit au maintien, par le biais de structures autoritaires de censure, d'un état d'abrutissement et de désintérêt général, et à une polarisation de la vie politique et du débat public selon le clivage entre dictature et islamistes.
« Dans un pays où le peuple ne bénéficie de rien et où chaque détail de la vie quotidienne est un combat de survie, il n'y a aucune motivation pour des initiatives personnelles. A cela s'ajoutent les outils du régime comme la police, et la peur qu'elle suscite, et les médias qui lavent le cerveau des gens pour qu'ils acceptent la situation. Sous Moubarak, ce dont les médias parlent ne concerne jamais les choses qui devraient être débattues. Ils se concentrent sur des non informations destinées à détourner l'attention générale des questions importantes comme le football et le cas Égypte/Algérie. Dans la continuité de cet état de lassitude et d'appauvrissement des esprits, le cinéma égyptien est vide et sans contenu, et rien n'est transmis aux gens. C'est un nouveau style qui renforce le lavage de cerveau, et qui n'est ni mauvais ni bon, mais d'un troisième genre, irrespectueux, pour le public, pour les acteurs. »[87]
Tamer Al Saïd explique comment la pauvreté intellectuelle et culturelle est complétée par la pauvreté politique où la polarisation entre dictature et conservatisme religieux oppose en réalité les deux faces d'une même pièce, chacune ayant besoin de l'autre pour exister.

Ministre de la culture sous le gouvernement militaire de transition en mars 2011, Emad Abou Ghazi démissionne en novembre 2011. Il se présente comme un élément de compromis entre l'armée et la rue. Il est également journaliste pour les quotidiens *Al Doustour*, où il rédige des éditoriaux, et *Al Shourouq*, pour lequel il écrit des articles sur l'histoire du pays. Il inscrit l'état d'effervescence chaotique du paysage médiatique à la veille de la révolution en continuité directe avec ce qui a été mis en place sous Nasser.
« Depuis Nasser les médias égyptiens sont des vecteurs de messages politiques. Ils ne sont ni neutres ni objectifs. Les premiers journaux alternatifs aux journaux d'Etat ont été développés

[86] Entretien avec Tamer Al Saïd le 23 avril 2012 au Caire
[87] *ibid*.

par les partis politiques après 1977. Face à ça, les médias publics se lancent dans une surenchère de propagande pour véhiculer l'opinion du régime. Depuis toujours, les journalistes sont des acteurs politiques avant d'être des journalistes. Ils cherchent plus souvent à orienter l'opinion qu'à l'informer. »[88]

Bilal Fadl partage cette analyse qui attribue des causes historiques à la politisation et au manque d'indépendance des médias égyptiens. *« Depuis Nasser les médias appartiennent au pharaon et donnent des nouvelles du pharaon. La sécurité d'Etat est au contrôle de tous les médias, publics comme privés. Ce que Nasser a fait avec les médias d'Etat, a été perpétué par Sadat puis Moubarak qui applique cette stratégie au secteur privé de la télévision pour relâcher un peu la pression. Ces évolutions historiques ont été une catastrophe pour la liberté. »*[89]

La presse non gouvernementale en Égypte a toujours été, selon Emad Abou Ghazi, une sphère alternative d'expression politique dans une société où le débat public reste fermé. Les médias écrits sont devenus très vite une scène de substitution pour le partage de propos contestataires, sans que cela ne soit synonyme d'une meilleure qualité d'information ou de plus de professionnalisme. La surenchère et la politisation du discours médiatique se retrouvent à partir du milieu des années 2000 transposées à la télévision, sur les chaînes satellitaires privées.

« Aujourd'hui la télévision vit le même glissement. Avec le développement des chaines d'information privées, les journalistes de presse sont devenus présentateurs télé. Cette position et cette nouvelle visibilité les ont élevé au rang de modèles pour les futures générations et pour le reste de l'industrie, et leur ont donné plus de crédibilité aux yeux du public. Ces présentateurs veulent être des stars. Ils veulent être les héros du peuple et être aimés des gens. Ils n'ont aucun projet politique. Ils ne font que suivre l'opinion générale. Pour rester sous les feux de la célébrité ils surfent sur la vague. Ce phénomène n'a fait que s'aggraver après la révolution. Il s'est même étendu aux cercles de la mobilisation en ligne et des médias sociaux. Les bloggeurs sont les nouvelles vedettes. »[90]

Dans les milieux de la presse, nombreux sont les journalistes exaspérés par cette figure du présentateur vedette et par l'influence qu'il peut avoir sur le public en période de crise ou d'activisme politique intense, malgré une vie quotidienne totalement déconnectée des réalités du peuple, des propos qui vulgarisent et polarisent les enjeux politiques, et un intérêt évident au maintien du statu quo. Une façon très égyptienne de critiquer ce genre de situation, et la vie publique et politique en général, est d'avoir recours à l'histoire drôle. Ce style est devenu tellement populaire après la révolution, que de nombreux quotidiens ont créé des encarts spécialement consacrés aux blagues du moment. Sayed Mahmoud, journaliste à *Al Ahram*, fait partie d'un groupe de journalistes et d'activistes qui lutte pour l'indépendance des médias, et pour la réforme des lois qui régulent l'industrie, notamment les structures de propriété et de financement, les logiques de production de l'information, et la connivence entre le régime et les grands patrons des médias. Il raconte la dernière histoire drôle qui circule au sujet des présentateurs de télévision.

« 'Un jour un singe arrive à la télé. Dix personnes le regardent, le critiquent et se demandent ce qu'il fait là. Trois jours plus tard, trois d'entre eux sont déjà séduits, s'habillent comme lui et disent de lui qu'il parle bien et qu'il a l'air de s'y connaître vu qu'il donne pas mal d'informations. A la fin de la semaine, les dix sont conquis, l'imitent et gobent ce qu'il dit sans plus aucune critique. Et voilà onze singes.'

Cette histoire raconte comment la télé et les présentateurs sont considérés par le peuple comme un modèle à imiter. La télé a une très grande influence sur les gens qui s'imaginent

[88] Entretien avec Emad Abou Ghazi le 4 avril 2012 au Caire
[89] Entretien avec Bilal Fadl
[90] Entretien avec Emad Abou Ghazi

que celui qui a les informations est celui qui a les relations, donc celui qui sait des choses que eux ne savent pas et qu'on veut leur cacher. Donc il faut l'écouter. Beaucoup de présentateurs de chaines privées sont l'illustration de ce phénomène. Ils sont bien connectés et ont accès à des informations, mais leur absence de neutralité les rend dangereux. »[91]

Mohammed Nasser explique comment ces présentateurs participent au maintien des structures de l'industrie des médias privés telles qu'elles se sont développées, et à la collusion d'intérêts qui existent entre leurs patrons et le régime. En travaillant de concert et coordonnant leur discours, ils ne se critiquent jamais ouvertement les uns les autres, et ne parlent pas de la relation entre tel journaliste ou grand patron avec tel parti ou homme politique, ou d'éventuelles connections avec l'armée ou la sécurité d'Etat.[92] Ils cherchent à limiter les critiques qui pourraient être faites à leur encontre dans les journaux, en invitant la plupart des éditeurs en chef et journalistes importants dans leurs émissions et en citant leurs travaux constamment, en échange de publicité pour leur émission dans le journal et l'absence de critique. Mohammed Nasser parle des journalistes du secteur privé en Égypte comme d'une mafia ou d'un lobby régi par l'opportunisme politique et le gain personnel. Le rôle de ces présentateurs participe au maintien d'équilibres politiques et sociaux plus larges. Mohammed Nasser observe que, malgré l'effondrement des investissements dans la plupart des secteurs privés de l'économie au cours des derrières décennies, les flux de capitaux alimentant l'industrie satellitaire ont augmenté de façon assez notable. Depuis les années 2000, des milliards de livres égyptiennes ont été injectés dans le secteur sans qu'aucun retour sur investissement n'ait été exigé. La plupart de ces hommes d'affaires ne prévoient aucun gain financier, ce qui confirme, selon Mohammed Nasser, les suppositions que ces chaines auraient des objectifs politiques et chercheraient à orienter l'opinion publique dans une direction qui convienne aux élites.

Un exemple qui illustre ces étroites relations entre différents acteurs du secteur des médias privé, est la manière dont les propriétaires de chaines satellitaires interfèrent avec les journalistes qu'ils emploient directement dans les médias, au vu et au su du public. Début septembre 2009, sur OTV, la chaine qu'il crée en 2007 et qui diffuse principalement des films et des séries importés de l'étranger, Naguib Sawires, magnat des télécommunications, de la publicité et de l'industrie, reçoit Ibrahim Eissa pour une interview en tête à tête.[93] Ce dernier est un journaliste connu pour ses prises de position critiques envers le régime. L'entretien de deux heures est diffusé dans le cadre de l'émission spéciale « Naguib Sawires reçoit… » au cours de laquelle le propriétaire de la chaîne a déjà accueilli des journalistes célèbres comme Lamis Al Hadidi, Amr Adib, Mahmoud Saad et autres présentateurs vedettes du petit écran égyptien pour discuter de sujets personnels, de leur vie de journaliste, et de leur opinion sur différents thèmes politiques et sociaux.
Dans le cas d'Ibrahim Eissa, la différence est que celui-ci travaille alors pour ON-TV, la nouvelle chaine lancée par Naguib Sawires quelques mois plus tôt, où il présente une émission de débats d'actualité « Notre pays en égyptien » en compagnie de Reem Maged.
Son interview avec Sawires met en lumière notamment la façon dont des codes et un ton particuliers sont adoptés pour permettre une critique édulcorée du gouvernement, et la mention de certains dysfonctionnements politiques et sociaux qui n'impliquent aucune remise en question de la légitimité du régime. Le premier passage analysé ci dessous touche à l'islamisation rampante du pays, à l'extrémisme religieux, et au lien que ces phénomènes

[91] Entretien avec Sayed Mahmoud le 1er mai 2012 au Caire
[92] NASSER Mohamed *op. cit.*
[93] Emission « Naguib Sawires reçoit… » présentée par Naguib Sawires, diffusée le 4 septembre 2009 sur la chaine privée OTV

pourraient avoir avec le niveau de vie des individus, et par conséquent avec la gestion économique du régime.

- *Naguib Sawires (NS) : Alors t'étais comment quand t'étais petit ?*
- *Ibrahim Eissa (IE) : J'avais déjà la moustache ! La première fois qu'on s'est connu c'était il y a 17 ans.*
- *NS : Oui je me souviens très bien. C'était à l'époque où la gauche se bâtait contre l'extrémisme religieux et disait que c'était la conséquence de la pauvreté. Mais je ne pense pas que l'extrémisme soit le produit d'une classe.*
- *IE : Mais pour ceux qui ne peuvent pas manger, se marier… Tu ne crois pas ?*
- *NS : Non regarde le 11 septembre. C'était des Saoudiens. Le terrorisme et l'extrémisme sont des idéologies et n'ont pas de lien immédiat avec l'économie*
- *IE : Il y a quand même un lien…*
- *NS = Mais tu vois ça dans toutes les classes ! Même chez les riches Egyptiens, ils sont juste plus discrets. Il y a un extrémisme populaire. Regarde le voile depuis qu'il a été interdit au parlement !*
- *IE : Ah non ! Je ne veux pas rentrer là dedans. Les jours d'Oum Kalthoum étaient différents de cette espèce d'Iran dans lequel on vit aujourd'hui. Les Egyptiens étaient différents, l'ambiance était différente*
- *NS : Oui tout à fait ! Les vrais libéraux ne te diront jamais comment t'habiller !*

Au delà d'un ensemble de prises de position politiques, et d'un bref débat autour du bilan des années socialistes de Nasser – généralement autorisé dans les médias car il tend davantage à la discussion économique que politique – les deux interlocuteurs ont recours à une ligne discursive très populaire dans les médias égyptiens qui est celle de la nostalgie pour l'Égypte des dernières décennies dont la disparition progressive entraine avec elle la perte des valeurs identitaires et la corruption de l'authenticité nationale.

- *NS : par rapport aux cinquante dernières années, les temps actuels sont les plus libres que l'on ait vu en Égypte d'un point de vue politique.*
- *IE : Mais il y a une différence avec les années 1950 et 1960. Les propos des écrivains de cette époque sont la base de nos pensées politiques actuelles. Aujourd'hui la liberté est différente, grâce aux médias et aux chaines satellitaires. Mais ce qui se passait sous Nasser est toujours d'actualité, la censure, les mêmes pratiques. Personne n'a rien appris du passé. Les gens vivent dans l'ignorance de ce que c'est vraiment la démocratie et la liberté. Personne ne sait ce qui se passe en profondeur au sujet des problèmes de la société. L'ampleur de la corruption est immense. Et, je dois te poser une question… Est ce que aujourd'hui en Égypte tu peux obtenir un bon travail sans avoir recours à des pratiques de corruption ?*
- *NS : Oui. Franchement oui, de ma vie je n'ai jamais eu affaire à la corruption.*
- *IE : Je ne connais personne qui peut faire sans la corruption aujourd'hui.*
- *NS : Oui mais aujourd'hui c'est différent ! C'est plus facile. Moi j'ai toujours eu peur de la corruption. Le problème c'est que c'est devenu un système. Et aujourd'hui celui qui ne va pas avec la corruption perd sa place*
- *IE : Et aujourd'hui c'est sans honte. Il te demande directement de lui payer un pot de vin. C'est ça le problème. C'est devenu notre modèle quotidien. Aujourd'hui c'est une règle de vie. On ne peut pas changer le peuple si on ne change pas le système*
- *NS : Sous Nasser la corruption était au sein du gouvernement seulement. Aujourd'hui on est dans un système capitaliste et l'économie ne dépend plus d'un seul acteur. La corruption a changé de forme*

- *IE : Aujourd'hui tu peux tout acheter et tout vendre*
- *NS : Bon on va parler de choses plus légères, le dernier film que tu as vu ?*

Cet entretien montre également comment une figure d'opposition comme Ibrahim Eissa – et dans une certaine mesure un acteur économique puissant comme Naguib Sawires dont les prises de position libérales deviennent de plus en plus audibles vers la fin des années 2000 – peut faire passer certaines idées tout en frôlant la limite de l'acceptable. L'émission étant enregistrée et largement mise en scène, il est incontestable que le contenu final ait été approuvé par Sawires et les instances du régime qui contrôlent sa chaine.

- *NS : Tu penses que si il y avait une élection les extrémistes pourraient gagner ?*
- *IE : Oui et à qui la faute ?*
- *NS : Arrêtes.*
- *IE : Bon d'accord… Ma réponse c'est non. En 2005, ceux qui ont voté pour les Frères Musulmans ne représentaient qu'un cinquième du cinquième de la population qui est allée voter. Mais c'est parce que les Frères sont une organisation structurée. Leur victoire s'est faite sur une participation très faible. Ils ne peuvent pas gagner à nouveau. Mais ceux qui sont contre la démocratie veulent que les Frères arrivent au pouvoir. Aujourd'hui c'est les islamistes contre le régime. Il n'y a pas d'autre courant*
- *NS : A mon avis c'est le principal problème. Il n'y a que des partis religieux. Il faut que les libéraux aient une chance de développer leur parti. J'aime Nasser, je suis pro-arabe mais au final le système n'est plus viable. Les investissements économiques sont menacés par la polarisation politique entre le PND et les islamistes. Et si je ne suis pas du PND, du coup je vais où ? Chez les Frères ?*
- *IE : Le citoyen égyptien qui va voter doit faire son choix entre Dieu ou le gouvernement. C'est une comédie.*
- *NS : Comment tu vois les élections de 2010 ?*
- *IE : Pour que ça se passe bien il faudrait que plus de gens puissent fonder leur parti et que les citoyens les suivent. Il faut des libéraux. Le PND obtiendra 60%. C'est quoi le problème si le PND partage le résultat ? S'il y a un ou deux ministres qui viennent d'autres partis ? Sur 13 ou 14 ministres ? On aura plus de choix et plus de diversité. Aujourd'hui avec le satellite et internet les gens peuvent se renseigner sur tout ce qu'ils veulent, comme les lois ou le coût de la vie.*

En partageant leurs opinions politiques, Eissa et Sawires, illustrent la confusion des genres qui est représentative de l'ensemble du discours médiatique du pays.
Un événement important dans le secteur des médias privés a lieu fin 2010 et implique Ibrahim Eissa. En octobre de cette même année, Sayed Badawi, un homme proche de Moubarak, président du parti Wafd et propriétaire de la chaine satellitaire privée Al Hayat, rachète le journal *Al Doustour*, un quotidien connu pour ses prises de position de plus en plus critiques envers le régime. Le but pour Badawi, et derrière lui le gouvernement, est de prévenir une couverture trop négative des élections parlementaires le mois suivant. Suite à son acquisition, Badawi entreprend de remanier l'équipe éditoriale. Il renvoie le rédacteur en chef, Ibrahim Eissa, réputé pour sa plume acerbe dans le domaine de l'opposition politique, qui vient également de perdre son poste de présentateur sur ON-TV suite à une vague de menaces faites par le régime à l'encontre des médias privés à l'approche des élections.
Cet épisode de l'histoire du journal est un instantané de l'état des médias à la veille de la révolution. Le régime sentant monter la pression, renforce la censure et le contrôle sur les médias en faisant pression sur leurs propriétaires et en renforçant sa domination sur les

capitaux de production. Ces stratagèmes ne rendent que plus évidents les liens entre sources de financement et absence de liberté éditoriale.

Ibrahim Mansour est un ancien journaliste d'*Al Doustour*, appelé aujourd'hui en égyptien « Al Doustour d'origine » en opposition à la version actuelle du quotidien. Il quitte le quotidien avec Eissa.

« A l'époque, Abdel Latif Al Menawi est l'homme fort de Moubarak en ce qui concerne le contrôle du système médiatique. Il perçoit Al Doustour *comme jouant un rôle trop important dans la mobilisation de l'opposition politique, et dans le développement de l'esprit révolutionnaire et de la conscience politique du peuple. En octobre 2010, en accord avec le régime, Al Badawi rachète une part importante du journal. Il opère ensuite un changement de l'équipe éditoriale et de rédaction. Comme il est très lié au gouvernement, le journal adopte une ligne pro-Moubarak et pro-PND à l'approche des élections législatives. Le changement de la rédaction à* Al Doustour *a eu un impact réel et immédiat sur la révolution car il a montré la facilité avec laquelle un journal d'opposition pouvait tout d'un coup passer sous la coupe gouvernementale. »*[94]

Le journal est également connu pour relayer dans ses tribunes les propos d'activistes d'opposition qui s'expriment en ligne et appellent à la mobilisation. *Al Doustour* leur permet de sortir des cercles virtuels pour atteindre un public plus large, et d'une certaine façon de commencer à s'unir en un front commun. En encourageant ainsi la convergence entre médias traditionnels et nouveaux médias, le quotidien offre un aperçu d'un phénomène d'articulation entre médias sociaux et médias de masse qui prendra beaucoup d'ampleur durant et après le soulèvement de 2011.

« Al Doustour *a été très impliqué dans la mobilisation en ligne et l'utilisation des réseaux sociaux dans la période pré-révolutionnaire. Nous avons offert une tribune aux bloggeurs et établi un lien entre deux générations de journalistes engagés. Nous avons par exemple permis aux jeunes qui ont créé la page Khaled Saïd de s'exprimer dans le journal. La révolution est née d'une union des pionniers de la mobilisation en ligne. »*[95]

L'équipe qui quitte le journal avec Eissa fin 2010 le rejoint pour la création d'un nouveau journal révolutionnaire, *Al Tahrir*, en juillet 2011. Mansour y devient second rédacteur en chef, en dessous d'Ibrahim Eissa, qui est également le cofondateur du quotidien avec Ibrahim Al Moallem, propriétaire du groupe de publications *Al Shourouk*. Les anciens d'*Al Doustour* essaient de recruter une équipe relativement jeune, habile avec les médias sociaux, et composée de différents horizons sociaux, religieux et politiques. *Al Tahrir* cible un public assez jeune, déçu par la presse écrite du pays et par son rôle dans la révolution.

« On veut continuer la révolution en mettant l'accent sur le rôle des nouvelles générations. On veut bâtir un Etat et une société qui soient modernes. Ce sont les convictions de la rédaction et au delà de ces critères de base, nos journalistes peuvent avoir leurs propres opinions politiques ou orientations religieuses. »[96]

L'ancienne équipe de *Al Doustour* souhaite également faire évoluer la mentalité des journalistes quant à la façon dont ils perçoivent leur profession et leur rôle dans la société, mais également la manière dont leurs propos sont reçus par le public. Mansour dénonce les pratiques d'autocensure, l'absence d'initiatives personnelles et le manque de réflexes professionnels en termes de vérification des sources d'informations.

« Il y a partout ce vocabulaire de journalisme responsable qui signifie que les journalistes doivent s'autocensurer pour le bien de la société et qu'il faut garder certaines informations secrètes. Un changement à ce sujet demande une restructuration en profondeur. Mais il n'y a pas de culture de liberté. Les gens sont obsédés par cette idée d'agenda caché car ils n'ont

[94] Entretien avec Ibrahim Mansour le 18 mars 2012 au Caire
[95] *ibid.*
[96] *ibid.*

jamais été confrontés à la liberté d'expression sans manipulation politique directe. Les gens ne sont pas habitués à un discours médiatique libre qui ne soit pas uniquement l'objet de stratégies politiques. C'est pour ça qu'ils ne font pas confiance aux médias. »[97]

Un autre quotidien, *Al Badil*, créé en 2006, est un des acteurs clés de la scène médiatique à la veille de la révolution, et représentatif de la poignée de médias d'opposition indépendants qui existent dans le pays. Khaled El Balshy, fondateur et rédacteur en chef, explique que le journal accorde beaucoup d'importance aux questions de société, ainsi qu'aux dimensions humaines et citoyennes des sujets d'actualité. Depuis sa création le journal couvre des sujets sensibles comme par exemple la violence policière, le trafic d'enfants et d'organes, la corruption, le problème des salaires, ou encore la corruption dans l'agriculture, autour du blé notamment. Ses reportages dénoncent les crises de santé, de société, les questions qui touchent les enfants et les femmes.

« Al Badil *est un journal qui est ouvertement de gauche et qui soutient la cause des travailleurs. Nous posons des questions de société et relayons tous les appels à manifester. Nous avons commencé à nous faire connaître en couvrant en 2008 le mouvement du 6 avril directement sur place. On a couvert la totalité des événements depuis Mahallah en relayant les motivations des travailleurs. Nos journalistes ont même été blessés. On essaie aussi de donner une place aux intellectuels et activistes de gauche, et beaucoup ont des tribunes dans le journal. Les mouvements sociaux et initiatives de société sont des sujets centraux pour le journal et on essaie de les couvrir tous et partout dans le pays, même les mouvements les plus minimes. »*[98]

Khaled Al Balshy explique que *Al Badil* refuse de cautionner le système médiatique en place en prenant part aux logiques d'allégeances politiques. Le quotidien veut rester en marge et ne pas devenir un média affilié à tel ou tel homme politique, même en période électorale. Khaled Al Balshy estime que ce fonctionnement expose l'ensemble des médias égyptiens à une crise inévitable.

Al Badil se veut un média alternatif, c'est à dire différent des médias privés, des médias d'Etat et des médias populaires – c'est ainsi que Khaled Al Balshy appelle les médias sociaux. Le rôle d'un média alternatif ou citoyen est, selon lui, de filtrer et de vérifier les informations transmises par les trois autres types de médias, avant de relayer des faits soigneusement vérifiés et étayés.

En avril 2009, *Al Badil* a été contraint d'imprimer son dernier numéro papier, après que le régime l'ait interdit de publication au motif qu'il menaçait la paix sociale. Son passage en ligne forcé lui a permis d'affirmer son caractère alternatif et de devenir un des pionniers du journalisme citoyen. Ce nouveau portail d'information réussit à s'imposer comme une source alternative d'informations crédibles, car en marge des dynamiques qui caractérisent le système médiatique égyptien de la fin des années 2000.

« Le citoyen égyptien n'a pas vraiment accès à l'information. La mission du journal est de remédier à cette situation en fournissant des informations de qualité professionnelle. Après 2005, les initiatives citoyennes ont commencé à se développer un peu partout dans le pays. Il n'y a pas de médias libres en Égypte. Certains le sont plus que d'autres mais il n'y a pas de loi qui réglemente l'industrie des médias pour garantir la qualité de l'information. La plupart des journalistes égyptiens ne sont pas de vrais journalistes et n'ont aucune formation solide. »

Le 1er novembre 2010, en pleine période électorale, *Al Badil* réapparait sous la forme d'un quotidien papier avec pour mission de dénoncer la corruption et les fraudes du système. Le 15

[97] *ibid.*

[98] Entretien avec Khaled Al Balshy

janvier 2011, au lendemain de la révolution tunisienne, le journal fait sa une sur l'éventualité d'un révolution égyptienne et fait une comparaison entre les deux pays en appelant les gens à descendre dans la rue.
« A partir de ce moment là on a continué à marteler cette idée que la révolte populaire en Égypte était de plus en plus certaine. Du 25 janvier jusqu'à la coupure d'internet le 28, on n'a fait que couvrir le mouvement avec un seul et unique gros titre, le slogan « le peuple veut la chute de régime », accompagné en ligne de vidéos des manifestations. On a su que la révolution était en marche et qu'on ne reculerait pas. On a été sur place tous les jours. Nos locaux ont été pillés et pendant les 18 jours du soulèvement on a dû travailler dans un endroit secret. »

Ce chapitre a permis d'identifier les différents mécanismes de collusion d'intérêts politiques et financiers, et les relations étroites entre le pouvoir et le milieu des affaires, qui sous-tendent le secteur privé des médias audiovisuels, et définissent son rôle dans la société et dans le débat politique.
Le chapitre suivant a pour objectif d'analyser la façon dont ce système de collusion permet une libéralisation contrôlée du discours médiatique par le pouvoir, en favorisant la cooptation des voix dissidentes modérées et la promotion sur le petit écran d'une opposition de palais. Ces mécanismes permettent au régime d'adapter ses techniques de censure de façon à prendre en compte les évolutions technologiques et les nouvelles exigences du marché des médias dans le monde arabe, et lui permettent ainsi de se maintenir au pouvoir tout en donnant une impression d'ouverture.
Ce second chapitre vise également à donner un aperçu de l'état des médias à la veille de la révolution de 2011.

La cooptation des voix contestataires par les médias de masse favorise la constitution d'une opposition docile qui maintient le débat public dans les limites définies par le régime

La libéralisation contrôlée du discours médiatique

1. Le développement des émissions de débats d'actualité sur le petit écran égyptien

Au tournant des années 1990, CNN n'a pas seulement inauguré un nouveau style de journalisme dans la région, mais a également permis par son traitement des informations et des images, d'impliquer le public en lui laissant la possibilité de former son propre jugement à partir des éléments que la chaine lui transmettait. En incitant les gens à user de leur capacité d'interprétation pour développer leur propre opinion sur l'actualité, et non simplement à ingérer du contenu médiatique travaillé par un régime soucieux de transmettre sa propagande, CNN a mis les audiences de la région face à une situation inédite. Ce changement de perspective correspond à ce qui a été identifié dans les années 1980, dans le domaine de la recherche de la communication de masse, et plus particulièrement dans le domaine de la communication politique, comme un glissement de paradigme depuis le paradigme de persuasion vers le paradigme journalistique. Dans le premier cas, les médias étaient évalués selon leur capacité à mobiliser le public autour d'une cause ou d'une idéologie imposée par les élites, tandis que dans le second, les médias deviennent des pourvoyeurs d'informations nécessaires aux citoyens pour leur permettre de prendre des décisions dans le domaine des affaires publiques.[99] Dans le cadre des médias égyptiens ces deux paradigmes sont en tension, notamment dans le secteur des chaines satellitaires privées, qui peut parfois être tiraillé entre promesses de démocratisation et protection du régime. Cet équilibre est représentatif de la stratégie médiatique mise en place par un pouvoir néo-autoritaire comme celui qui gouverne l'Égypte, dans une optique de mutation et de survie.

Le programme de débats qui inspire les toutes premières tentatives dans le monde arabe est celui que CNN lance en 1985, « Larry King live », disponible partout dans le monde grâce au satellite. Au cours de cette émission quotidienne d'une heure, Larry King interviewe en direct un ou plusieurs individus appartenant généralement au milieu politique, au monde des affaires, ou à l'univers d'Hollywood et des célébrités. Régulièrement, le présentateur accepte également de prendre des appels de la part de téléspectateurs qui ne sont identifiés que par leur ville d'origine.

La première version arabe est lancée en 1996 par le groupe satellitaire saoudien Orbit sur sa chaine Al Thania. Intitulée « À l'antenne », cette émission est présentée par l'égyptien Emad Adib et reproduit le même format d'entretiens en direct, ponctués de questions posées par téléphone, à première vue en toute liberté, par des interlocuteurs qui n'ont pas à donner leur nom. Mais l'impact de ce programme reste limité pour la simple raison que la chaine qui le diffuse est payante, qu'elle n'est pas disponible dans toute la région, et que son audience, qui ne dépasse pas la dizaine de milliers, vit en grande majorité en dehors du monde arabe.

Mais « À l'antenne », en reprenant le format du célèbre talkshow de CNN, ouvre la voie à une nouvelle vague d'émissions télévisées dans le monde arabe, et c'est la chaine qatarie Al Jazeera, accessible gratuitement par satellite, qui normalise ce style de débats qui s'étendra à l'ensemble de l'industrie médiatique régionale.

En 1997, elle lance « Direction opposée » et « Plus d'une opinion » où ont lieu des discussions animées qui abordent, pour la première fois à la télévision arabe, de nombreux

[99] MC COMBS Maxwell, SHAW Donald L., WEAVER David, *Communication and Democracy, exploring the intellectual frontiers in agenda-setting theory*, Lawrence Erlbaum Publishers, London, 1997

sujets tabous, et qui donnent la parole à des activistes de l'opposition et à des acteurs méconnus, depuis les dissidents du Bahreïn aux guérilleros du Front Polisario jusqu'aux membres de la Résistance Islamiste Palestinienne de Gaza. Les présentateurs de ces programmes, de par leur vaste connaissance de la politique arabe et la marge de liberté éditoriale sans précédent dont ils disposent, apportent un éclairage bien plus pertinent sur les affaires du Moyen Orient que l'émission de Larry King.

Orbit et Al Jazeera ayant prouvé que ces émissions d'actualité intéressent les publics de la région, d'autres chaines leur emboitent le pas sur cette voie. Cependant la principale caractéristique de ces émissions n'est pas le thème débattu, mais le fait qu'elles soient retransmises en direct, limitant les manœuvres des organes de censure. En Égypte, cette configuration est un véritable casse-tête pour les producteurs de l'URTE, sommés en 1998 par le gouvernement de créer une émission qui puisse concurrencer les programmes d'Al Jazeera et d'Orbit, sans que celle-ci ne soit en direct. Une solution intermédiaire est adoptée : tester ce format en direct sur la chaine en anglais du bouquet Nile TV International, regardée principalement par une petite communauté d'expatriés. En refusant de diffuser des émissions en direct sur ses chaînes en arabe, et malgré l'intérêt croissant des populations de la région pour les talkshows d'actualité et l'augmentation du nombre de programmes de ce type sur le marché satellitaire, l'URTE ne semble pas disposée à relâcher son contrôle sur les médias du pays avec la même facilité que ses voisins du Golfe.

Cependant, Naomi Sakr estime que, face à l'augmentation du nombre de chaines d'information et à la chute des prix de la retransmission satellitaire, la compétition médiatique dans le monde arabe encourage les chaines à se concentrer davantage sur leur image et leur réputation, plutôt que sur le contrôle des moyens de diffusion de l'information. Asseoir sa crédibilité pour un média signifie, selon Naomi Sakr, prouver sa capacité à transmettre des informations exactes même lorsque celles-ci donnent une mauvaise image du pays qui le finance ou qui l'accueille.[100] Ce nouvel impératif de fiabilité, imposé par l'évolution du marché et des technologies de retransmission, représente un dilemme pour de nombreux régimes de la région. Mais en s'articulant avec un journalisme arabe politisé, ce nouvel environnement a participé à l'émergence de la figure du présentateur vedette, devenu le visage de la chaîne pour laquelle il travaille et le garant de sa crédibilité. Cette position lui confère une légitimité qui lui permet d'agir comme le guide du peuple, accentuant encore davantage la confusion entre journalisme et politique.
A la fin des années 1990, deux phénomènes transforment le paysage médiatique de la région. La multiplication des conflits, dont les images violentes saturent les écrans, intensifie la compétition entre chaines satellitaires et renforce le journalisme du scoop et du sensationnalisme. Cet environnement a pour conséquence d'accélérer le temps de la communication médiatique et la course à des informations toujours plus instantanées. Le deuxième phénomène, lié au passage à la technologie numérique et à la prolifération des chaines satellitaires, est l'émergence de niches dans l'industrie audiovisuelle. Cette situation de cloisonnement des publics arabes en petits segments de marché découle de l'accès à un nombre de plus en plus important de chaines, et entraine parfois l'apparition de ghettos d'opinion où chaque fragment d'audience n'est atteint que par un type particulier d'information – qui renforce généralement les points de vue des téléspectateurs.
Cet environnement de multiplication des conflits et du sensationnalisme, combiné à la tension entre fragmentation du marché et uniformisation de l'industrie, a eu un impact sur l'évolution du journalisme arabe, son style et ses méthodes de travail. Ces transformations progressives

[100] SAKR Naomi, *Satellite Realms, op. cit.*

peuvent notamment être perçues au niveau des industries médiatiques nationales de la région, dans l'adaptation du style panarabe aux audiences locales, notamment dans le cadre d'émissions de débats.

Face au succès des talkshows politiques d'Al Jazeera, les chaines ciblant une audience nationale et ne disposant pas des mêmes marges de liberté, envisagent de s'adapter à l'évolution du marché et de lancer des programmes qui abordent des sujets plus sociaux et des problèmes de la vie quotidienne. C'est à partir du milieu des années 2000, et du développement sur les marchés nationaux d'émissions de discussions en direct, que des sujets tabous comme la sexualité, certaines questions religieuses, et d'autres interrogations d'ordre intime et personnel commencent à se banaliser sur le petit écran des pays arabes, à des degrés différents et selon des modalités propres à chaque Etat. Albert Moran note que cette évolution du paysage médiatique démontre que, dans le cas du secteur privé de la télévision dans le monde arabe, la poursuite d'intérêts commerciaux et la participation au changement social dans un contexte politique autoritaire, ne sont pas forcément des dynamiques incompatibles.[101] Il y a une convergence entre l'augmentation du nombre de chaines satellitaires, la multiplication du nombre de discussions télévisées touchant à l'intime, aux questions maritales et familiales, et l'accès nouveau des individus à d'autres moyens d'information et de discussions collectives par le biais d'internet. Ce phénomène de diversification et de nationalisation des programmes (et l'utilisation du dialecte) en direct à partir du milieu des années 2000, constitue le second tournant majeur dans l'industrie des médias arabes, après le premier moment pivot qui correspond à la normalisation du style de CNN puis d'Al Jazeera à la fin des années 1990 au niveau régional. Ces deux évolutions définissent l'industrie des médias satellitaires en Égypte et à travers la région à la veille des soulèvements arabes. Ces derniers, au delà du cataclysme politique qu'ils représentent à l'époque, constitueront un troisième moment décisif pour l'industrie, en favorisant la convergence technologique entre médias de masse et médias sociaux, démultipliant les sources d'information et les sujets abordés à l'écran par les chaines satellitaires privées.

Ces émissions en Égypte permettent d'ouvrir le débat public et d'aborder des questions jusqu'ici taboues et des sujets qui remettent en question certains dysfonctionnements du régime. Elles sont également un moyen pour le gouvernement Moubarak de mettre en place une opposition de palais qui soulèvent certains arguments tout en respectant les limites qui lui sont imposées par le pouvoir, comme l'interdiction de toucher à l'armée et au symbolisme patriotique qui l'entoure. Les exemples d'émissions qui suivent sont extraits de différents épisodes de « Ici c'est chez toi » diffusés sur la télévision publique, et « Dix heures du soir » sur la chaine privée Dream, ces deux talkshows étant très populaires en Égypte avant la révolution. Ces débats, qui durent généralement entre deux et trois heures, illustrent bien le phénomène de cooptation de voix dissidentes modérées par le régime et la façon dont celui-ci fait passer son point de vue sur les sujets sensibles, par le biais des invités et des experts présents ou par les appels en direct de représentants officiels ou de généraux.
Le premier cas d'étude est extrait de l'émission « Dix heures du soir » diffusée le 21 novembre 2006 sur Dream et présentée par Mona Al Shazly.[102] Le thème de l'émission porte sur les blogs, un phénomène relativement nouveau à l'époque, et sur les problèmes légaux que ces derniers posent en termes de régulation des propos partagés par les bloggeurs et de leur liberté d'expression.

[101] MORAN Albert, « Reasserting the national? Program formats, international television and domestic culture », in TURNER Graeme, TAY Jinna (dir.) *op. cit.*
[102] Emission « Dix heures du soir » présentée par Mona Al Shazly, diffusée sur la chaine privée Dream le 21 novembre 2006

Mona Al Shazly commence son émission en définissant le blog comme une plateforme d'écriture personnelle en ligne. Cette sphère alternative d'expression est déjà en train de se diversifier en Égypte et les blogs d'opposition politiques commencent à gagner en visibilité. Elle explique que ceux-ci s'inscrivent à contre courant des médias traditionnels que les bloggeurs appellent, selon des propos qu'elle cite, « *les médias du Roi* ». Elle fait état d'un rapport de Reporters Sans Frontières sur la liberté d'expression en ligne qui place l'Égypte parmi les dix derniers pays, aux cotés de la Libye, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite et de Cuba.

Le reportage qui suit cette introduction décrit comment « *sur son blog, l'auteur n'est pas obligé de donner son nom pour exprimer ses pensées personnelles* » et ajoute que l'utilisation de ces nouvelles technologies est très facile. « *C'est aussi simple qu'écrire un email. Pour créer ton blog, tu choisis le nom que tu veux donner à ta page, ton nom d'utilisateur, et après tous les jours, tu te connectes, tu écris et tu partages. Les gens parlent surtout de problèmes quotidiens* » observe dans le reportage Waël Abbas, un des pionniers de l'activisme digital en Égypte. Il poursuit en expliquant que les bloggeurs parlent de beaucoup de choses, de culture, d'économie, de politique, et ne souffrent pas du même degré de censure que les médias traditionnels. « *C'est un moyen d'expression très populaire parmi les jeunes. Et sur internet, il n'y a pas de contrôle, pas de censure. Il n'y a pas d'agenda, ni d'éditeur pour influencer ce qui est dit.* » Il raconte également que les activistes politiques sont très présents en ligne et qu'ils organisent des réunions en ligne pour travailler ensemble.

Cette première partie introductive pose les bases du débat qui va suivre, et qui taraude les médias égyptiens, sur la tension entre émancipation de l'expression personnelle grâce aux nouvelles technologies d'un coté, et protection de l'intégrité de la société et de la patrie égyptiennes de l'autre. Cette tension est plus ou moins exacerbée en fonction du degré de liberté consenti par le régime.
Les invités de l'émission sont Alaa Abdel Fattah, cyber-activiste connu et dont la notoriété va s'accroitre pendant et après la révolution de 2011, Tareq Mounir de Reporters Sans Frontières, Malek Moustapha qui blogue sous le nom de Malcom X, et Gehad Awouda, professeur en sciences politiques spécialisé sur la question des nouvelles technologies et des blogs.
Mona Al Shazly demande à Tareq Mounir d'expliquer pourquoi ce rapport place l'Égypte dans une telle position en termes de liberté d'expression en ligne « *étant donné*, aoute t'elle, *que beaucoup de gens pensent que les bloggeurs ne sont pas importants, et que personne ne les lit.* »
« *Ce rapport est annuel, et n'a pas vocation à donner une image négative ou positive d'un pays,* explique-t-il, *mais simplement montrer comment, dans le monde, les gens s'expriment en ligne, et quel est le degré d'implication de leurs dirigeants.* » Il continue en donnant des dates et des exemples précis d'incidents en 2005 et 2006 au cours desquels le régime égyptien a arrêté ou menacé des bloggeurs suite à des propos qu'ils auraient partagés en ligne.
Abdel Fattah, bien qu'il soit fils d'activistes politiques célèbres, n'en demeure pas moins représentatif d'une certaine élite urbaine, jeune et aisée, généralement éduquée à l'étranger ou dans des institutions occidentales, et ayant eu accès très tôt aux nouvelles technologies. Son blog, Manalaa, appartient à la catégorie des blogs d'opposition politique sur lequel il partage des vidéos et des témoignages de première main des manifestations auxquelles il participe. Il estime, de façon assez surprenante, que le rapport est trop dur quant à ses conclusions sur la situation en Égypte.
« *Je ne suis pas d'accord avec le rapport car les marges d'expression sont en train de s'ouvrir. Ce sont les conséquences qui sont dangereuses, et la répression qui peut suivre. Il y a des lignes rouges à ne pas franchir. Donc en termes de liberté d'expression en ligne,*

l'Egypte n'est pas le pire des pays. On peut avoir des débats politiques et sur la société, on est plus libres que dans des pays comme la Chine et l'Iran où il n'y a que très peu d'expression en ligne. Il y a des pays bien pires. »
Mais Malek Moustapha, l'autre bloggeur n'est pas d'accord. « *Le rapport dit la vérité. Les bloggeurs ont peu de liberté en ligne. Surtout pour les bloggeurs comme moi dont le but est de dénoncer ce qui ne va pas dans le pays à cause du régime. Tous les bloggeurs ne sont pas activistes, et tous les activistes ne sont pas bloggeurs. Moi je veux prouver que certaines choses que le régime nie sont bel et bien arrivées. Je n'essaie pas de guider les gens. Je partage ce que je vois et entends pour qu'ils puissent décider à partir de là. J'essaie de développer leur conscience politique.* »
Ces arguments montrent que la scène du blog commence à peine à atteindre le grand public au milieu des années 2005. En offrant une tribune d'expression à ces nouveaux acteurs, les chaines satellitaires facilitent leur intégration au discours médiatique dominant, et permet à ceux qui sont prêts à édulcorer un tant soit peu leurs critiques, de prendre part au débat public en tant que figures d'opposition.

Mona Al Shazly demande plus loin dans le débat comment il conviendrait d'appeler cette nouvelle forme d'expression « *presse citoyenne ? presse populaire ? presse électronique d'opposition ?* »
Gehad Awouda, qui remplit le rôle de l'expert dans ce panel, et qui relaie le discours du régime et de l'élite conservatrice, estime qu'il ne s'agit pas d'une forme de presse.
« *Internet n'a pas de système qui le gouverne et n'est sous le contrôle d'aucune surveillance. C'est ouvert à tout le monde et tout le monde peut parler de ce qu'il veut, que ce soit social ou politique… Ce n'est pas une forme de presse, ce sont juste des gens qui donnent leur avis sur ce qu'ils veulent. Le problème c'est quand ils abordent des sujets importants pour le pays… Comme les coptes par exemples…* »
Les coptes et les tensions interreligieuses – ainsi que le football et les complots de l'Occident et d'Israël pour déstabiliser l'Égypte – sont un des sujets de prédilection des médias égyptiens pour attiser la peur et canaliser une frustration sociale qui ne cesse de monter. Ces thématiques sont un moyen pour le régime de contrôler l'ouverture du débat médiatique, tout en évitant d'aborder les sujets sensibles et les causes réelles de la misère du pays. Cela lui permet également de mettre en place une opposition docile qui traite de ces sujets selon des lignes narratives bien définies. L'intervention de Awouda, en est un exemple. Les blogs sont des éléments encore nouveaux et leur potentiel de libéralisation de la parole individuelle dérange le régime qui, dans une optique de survie, essaie de diversifier ses méthodes de censure pour sortir de la logique autoritaire traditionnelle. Susciter méfiance, colère ou peur à l'encontre des acteurs qui dérangent le régime, font partie des techniques adoptées par ce dernier qui encourage les médias et leurs invités à mobiliser le genres de sujets populistes mentionnés ci-dessus.
Gehad Awouda poursuit. « *Lorsqu'il y en a un qui arrive pour donner son avis, il crée un blog. Si c'est un extrémiste islamiste, c'est dangereux. Il attise les tensions sociales et pousse à la violence dans la rue. Comment est ce qu'on peut dire qu'il a le droit de s'exprimer ? Ce n'est pas une question de droit. Les blogs ne sont pas une forme de presse. Avoir plein d'avis différents, c'est bien, mais il n'y a pas de moyen de vérifier la véracité de ce qui est dit. Dans le monde de la presse, celui qui donne son avis le fait dans une optique de conciliation et se base sur la vérité et l'histoire. Ce n'est pas le cas des blogs. Il y a des choses à traiter avec précautions, comme les sujets religieux, féministes, extrémistes, ou sexuels. Il y a du danger dans trop de liberté.* »

Sa tirade est suivie par celle du général Ahmed Dia qui appelle l'émission pour prendre part au débat. Il est très probable que cette intervention ait été décidée par la chaine et l'armée avant l'émission.
« *Les blogs sont le fait de personnes qui ne sont pas des hommes politiques, mais des activistes qui donnent leur opinion. Ce n'est pas une presse citoyenne. En termes de liberté, le bloggeur peut dire ce qu'il veut et choisir de se présenter aux autres comme un guide de la société s'il le souhaite. Mais il n'est soumis à aucun système législatif particulier. C'est de la faute des bloggeurs tout ce qui leur arrive. Ils parlent de choses qu'ils ne maitrisent pas, comme la loi et leur droit. La majorité d'entre eux ne respectent pas la constitution. La loi est claire sur la liberté d'expression et de pensée mais ils ne veulent pas comprendre. Leur problème est qu'ils s'expriment sans preuve, sans vérification. J'ai des documents et des rapports qui le montrent.* »
Al Shazly lui demande alors de donner des exemples de violations de la loi par les bloggeurs, et d'apporter des références plus précises aux textes législatifs. Dia se met à hurler, un scénario assez fréquent sur les plateaux de talkshows égyptiens lorsque sont abordés des sujets à la limite de l'acceptable et que l'armée entre en scène.
« *Ecoute moi bien ! Mon appel est la première intervention qui fournisse de vraies informations. Le bloggeur est un individu qui influence l'opinion générale et qui met la société en danger. Ça n'existe pas une société qui permet ca. C'est à la loi de donner des preuves et de vérifier les sujets sur lesquels on s'exprime. La liberté personnelle n'est ni au dessus des lois, ni au dessus de la protection de la société. Chacun doit être responsable de ce qu'il dit. Si ils avaient respecté ça, et n'avaient pas dit n'importe quoi, il n'y aurait pas eu autant de violences à Alexandrie !* » Dia fait ici référence aux affrontements confessionnels d'octobre 2005 ayant fait 3 morts et plusieurs dizaines de blessés à Alexandrie.

Le second extrait analysé est tiré de l'émission « Ici c'est chez toi » présentée par Mahmoud Saad et diffusée sur la chaine publique Al Masriya le 3 mai 2009.[103] Dans cet épisode, il reçoit Khaled Al Guindy, sheikh d'Al Azhar et prêcheur attitré de l'émission lorsque celle-ci aborde de façon plus ou moins directe des sujets religieux. Al Guidy représente ce corps clérical porte-parole de l'islam tel que promut par le régime. Cette fois ci, Al Guindy est invité pour parler de la chaine satellitaire religieuse qu'il s'apprête à lancer en aout 2009, pour le début du Ramadan, en partenariat avec un homme d'affaires égyptien, Yahia Al Boustan, et un investisseur libyen, Hassan Tatanaki. Dans une interview à Reuters, Al Guindy dit vouloir mettre la technologie moderne au service de l'islam.[104] C'est d'ailleurs selon ce même argument qu'il met en place en 2000 une plateforme téléphonique pour offrir aux musulmans qui en ont besoin, des conseils religieux dans les domaines légaux et de familiaux.
Le but de la chaine Azhari est de promouvoir une interprétation de l'islam qui soit « *juste* » selon les mots de Tatanaki, qui a investi 15 millions de livres égyptiennes dans ce projet. [105]
La chaine envisage de diffuser le prêche quotidien du grand imam d'Al Azhar, qui est à l'époque Mohammed Sayed Tantawy. Al Guindy explique qu'il recevra des politiciens, des acteurs, des penseurs et des écrivains de toutes les religions pour favoriser le dialogue. La chaine offrira des séries sur le Coran, des documentaires sur Al Azhar et des talkshows sur des thèmes variés comme la mondialisation, le clonage, le don d'organe, ou encore la génétique. Al Guindy précise que la chaine ne remettra pas en cause les décisions du gouvernement et ne servira aucun agenda politique.

[103] Emission « Ici c'est chez toi » présentée par Mahmoud Saad diffusée sur la chaîne publique Al Masriya le 3 mai 2009
[104] SHARP Alastair « Interview, Egypt's Al Azhar to launch Islamic TV channel » May 31 2009, *Reuters*
[105] *ibid.*

Sur le plateau de « Ici c'est chez toi », Al Guindy explique que le but de sa chaine est d'offrir au monde une meilleure compréhension de l'islam, et de contrer les discours extrémistes diffusés par d'autres chaines satellitaires de la région, qui portent atteinte, selon lui, à la religion musulmane et au concept de liberté.

- Mahmoud Saad (MS) : *Je ne m'y connais pas trop mais je sais qu'il y a un problème avec les chaines religieuses. On a besoin de chaines modérées et didactiques au sujet de l'islam. Explique-nous.*
- Khaled Al Guindy (KG) : *La chaine Azhari est privée et ne dépend ni d'Al Azhar, ni du gouvernement. Elle a été créée par trois personnes : un Libyen, un Egyptien et un Sheikh. Le Libyen est une des personnes les plus respectueuses et les plus aimantes de l'Égypte que je connaisse. Il sait que Al Azhar appartient au monde entier et pas seulement aux Egyptiens. Ce sont tous les deux de bons croyants.*
- MS : *Et toi, tu es le Sheikh ?*
- KG : *Oui. On a voulu faire quelque chose face aux discours extrémistes. Notre chaine veut accueillir uniquement des oulémas d'Al Azhar pour parler de l'islam, pour qu'ils présentent la religion telle qu'elle leur a été enseignée. Ces sheikhs n'ont pas encore eu la chance de s'exprimer dans les médias alors qu'il y a tellement de chaines religieuses aujourd'hui. On a voulu leur ouvrir la porte pour que les gens puissent mieux connaître l'Islam.*
- MS : *Tu sais moi ce que je veux, comme les gens, c'est qu'on me parle de ma religion avec des preuves, et de façon simple. Et avec toutes ces chaines on ne sait plus ce qui est vrai. Il faudrait une chaine que tout le monde puisse regarder une ou deux heures par jour pour mieux comprendre l'islam.*
- KG : *Je te remercie de présenter les choses ainsi car c'est le but de la chaine. J'ai été reçu par le grand imam pour lui présenter mon projet. Et je lui ai dit que tout le monde avait besoin d'être éclairé par la science d'Al Azhar. Tous les trois, on n'a pas d'objectif de profits. On ne se préoccupe pas de ca. On veut parler de cœur au cœur avec les gens. L'être humain est l'adorateur de dieu. Notre philosophie est basée sur les textes sacrés.*

Cet entretien, et les autres interventions de Al Guindy chez Saad, illustre la façon dont le régime utilise le discours d'Al Azhar et de certains de ses prêcheurs les plus médiatiques, comme courroie de transmission pour faire passer son message. Cela lui permet de prendre part à la surenchère religieuse nationale et régionale pour promouvoir, par le biais des médias satellitaires, la vision de l'islam telle qu'enseignée par Al Azhar

Par ailleurs, dans un environnement politique polarisé depuis des décennies par l'opposition entre islamistes et régime militaire, le contrôle du discours religieux et de son expression dans les médias est un enjeu de taille pour le pouvoir, Al Azhar étant ici son principal allié.

Al Guindy apparaît fréquemment pour apporter un éclairage religieux à un ensemble de sujets comme la famille, la société, la science. Il débat par exemple avec des scientifiques de ce qui peut être compris du Coran et prouvé scientifiquement, et de la façon dont il faut interpréter certains passages. Les échanges se terminent généralement en disputes que Al Guindy conclut souvent en reprochant à son interlocuteur de laisser opinion et interprétation personnelles des textes sacrées prendre le dessus sur les corpus religieux établis par de grands oulémas, comme ceux d'Al Azhar.

Lorsqu'ils parlent de la pauvreté, Saad et lui même emploient des techniques de discours qui permettent de pointer du doigt des dysfonctionnements qui ne remettent pas directement en cause le régime, et qui rendent la société égyptienne en partie responsable de cette situation. Ils appellent les Egyptiens à revenir à la société égyptienne authentique et à appliquer les vrais principes de l'islam pour lutter contre la corruption dans laquelle des conditions de vie déplorables les ont fait tomber. Lors de son émission du 10 juin 2009, Saad raconte comment

certaines compagnies, dont il ne veut pas donner le nom, dégradent la situation économique du pays, le maintenant dans la pauvreté en propageant la corruption.[106] Il mentionne au passage les projets de Gamal Moubarak – pressenti à l'époque pour succéder à son père à la tête du pays – pour aider les travailleurs. Il dépeint l'Égypte d'hier comme solidaire et humaniste, en opposition à celle d'aujourd'hui rongée par la misère. « *Il faut qu'on s'occupe les uns des autres. Avant, il y avait plus de solidarité, on donnait à manger aux pauvres et personne n'allait dormir le ventre vide. Ça n'existait pas. Aujourd'hui chacun vit dans son coin. C'est quoi cette société ? Ce n'est pas le gouvernement qui va changer ça, mais l'entraide entre les gens. Il faut qu'on s'aide les uns les autres, main dans la main sans différence de religion et selon les préceptes de l'islam. La religion nous dit de faire ça. Khaled Al Guindy va venir nous parler de l'humain dans l'islam à nouveau.* »
Ces sujets qui permettent une relative ouverture du discours médiatique, traitent également du délabrement des services publics, une dimension qui prouve que le régime Moubarak assouplit ses limites pour autoriser un débat plus large. La faillite du système scolaire est un exemple, et notamment l'obligation pour les parents de payer des leçons privées à leurs enfants scolarisés dans le public, car leurs enseignants, sous payés (120LE, soit 20 euros, par mois en 2005), n'enseignent que le strict minimum, contraignant ainsi parents et élèves à se soumettre à un système parallèle reposant sur une forme de corruption. Lorsque le gouvernement entreprend de réformer les programmes de lycée, les émissions de débats télévisés offrent une tribune aux parents mécontents. Dans son émission du 21 mai 2009, Saad reçoit parmi ses invités un représentant du gouvernement qui déclare que cette situation de corruption du corps enseignant n'est pas la responsabilité du gouvernement mais des enseignants eux mêmes qui choisissent délibérément d'être malhonnêtes avec les enfants. Des appels de parents se succèdent, faisant état des difficultés de leurs enfants, du manque de considération à leur égard de la part des enseignants, depuis la primaire jusqu'à leur entrée à l'université, mise en péril par un parcours scolaire plein de lacunes.

Ces quelques exemples d'émissions mettent en lumière les processus, plus ou moins directs, de contrôle du discours médiatique et de sa progressive libéralisation, par le régime et les chaines satellitaires du pays. Le concept de cadrage médiatique (du terme anglais framing, qui renvoie au sens propre et figuré à l'établissement d'un cadre de photographie, de vidéo, de lecture ou de compréhension) permet à présent d'expliquer comment ces processus de contrôle, qui découlent des relations de collusion d'intérêts identifiées précédemment, influencent l'élaboration du récit des informations telles qu'elles seront transmises aux téléspectateurs, et la façon dont les événements seront perçus par le public.

2. Le choix du cadrage médiatique et son impact sur l'opinion publique

La cooptation du discours des médias privés permet au régime de diffuser sa vision de l'actualité et d'influencer la perception de l'opinion publique. Un des exemples représentatifs dans le cas égyptien est celui de la couverture des affrontements entre supporters égyptiens et algériens suite à un match perdu par l'Égypte face à l'Algérie à Khartoum en novembre 2009 dans le cadre des qualifications pour la coupe du monde 2010.

Maxwell McCombs, Sean Donald et David Weaver expliquent que le concept de « cadrage » en sciences sociales renvoie aux cadres d'interprétation à travers lesquels des individus, des

[106] Emission « Ici c'est chez toi » présentée par Mahmoud Saad diffusée sur la chaine publique Al Masriya le 10 juin 2009

groupes et des sociétés perçoivent la réalité. Dans le domaine des médias, il s'agit de la façon dont l'industrie et les journalistes abordent certains événements de façon à promouvoir un cadre d'interprétation particulier. L'angle ou la ligne narrative d'un reportage qui transforme un événement en actualité est un cadrage médiatique, et celui-ci est la pièce centrale de la mise en contexte d'informations. Pour expliquer des événements, les journalistes sélectionnent des liens de causalité, mobilisent des symboles et des codes moraux, et recommandent des solutions pour faire face aux questions posées. L'organisation du discours médiatique résulte en partie de la mise en lumière et de l'exclusion de certains détails du récit. Elle repose sur la récurrence de schémas de compréhension et d'interprétation, et sur la manipulation de références symboliques.[107]

Selon Dietram Scheufele et David Tezksbury, le cadrage médiatique d'un sujet d'actualité par les médias d'information a un impact sur la façon dont ce sujet est compris par le public. Ce cadrage est en partie forgé par les journalistes qui présentent les informations de façon à ce qu'elles résonnent avec des schémas de compréhension déjà intégrés par leur audience. Cela ne signifie pas pour autant que les journalistes aient à fabriquer des informations ou à mentir à leur public, mais que le cadrage est pour eux un outil de travail nécessaire à la simplification des questions d'actualité et au respect des contraintes de productivité imposées par l'industrie et par la concurrence, notamment en termes de temps. Le cadrage est un mécanisme essentiel pour présenter au public des sujets relativement complexes de façon efficace en faisant appel à des schémas cognitifs existants.[108]
Certaines théories perçoivent le cadrage comme une forme de parti pris, non pas idéologique, mais plutôt structurel, engendré par le processus de sélection d'éléments d'information. Lorsque les journalistes synthétisent une réalité multiple en quelques paragraphes, une distorsion s'opère nécessairement, et certains éléments sont parfois volontairement accentués ou complètement laissés de coté. Par conséquent, au sens sociologique, les cadrages médiatiques peuvent être des partis pris communicationnels, des cadres à travers lesquels l'actualité peut être comprise, et non nécessairement des prises de positions politiques.

Une des fonctions principales des médias est de servir d'intermédiaire entre le monde extérieur et la construction mentale selon laquelle chaque individu comprend la réalité. C'est cette fonction de passerelle d'interprétation qui représente un enjeu pour les acteurs politiques. Maxwell McCombs, Sean Donald et David Weaver lient le concept de cadrage à celui d'idéologie, défini comme un système d'idées, de valeurs, et de propositions caractéristiques à une classe sociale particulière. De ce fait, ils font du cadrage médiatique un élément central de la mise en contexte et compréhension des conflits politiques et sociaux. Les réactions encouragées ou les solutions présentées par les médias affectent alors les processus de prise de décision du public.[109]

La connivence entre dirigeants politiques et grands patrons des médias, telle que constatée en Égypte, peut entrer en conflit avec la façon dont les journalistes couvrent certaines actualités, et influencer, par l'imposition d'un cadrage médiatique particulier, les informations qui seront transmises au public dans le but de véhiculer une lecture spécifique des événements. L'analyse des processus de cadrage médiatique permet de saisir l'ascendance des médias égyptiens sur les débats politiques, et la façon dont ils participent à la survie du régime.

---

[107] MC COMBS Maxwell, SHAW Donald L., WEAVER David, *op. cit.*
[108] SCHEUFELE Dietram A. et TEZKSBURY David "Framing, Agenda Setting, and Priming: The Evolution of Three Media Effects Models" in *Journal of Communication* n° 57, 2007
[109] MC COMBS Maxwell, SHAW Donald L., WEAVER David, *op. cit.*

Comme l'expliquent Shanto Iyengar et Donald Kinder, le cadre médiatique peut susciter un point de vue particulier parmi le public, mais ce cadre est plus susceptible de renforcer l'opinion et les comportements du public que de les influencer.[110] Ce qui confirme les propos d'Abdul Rahman Al Habib, éditorialiste à *Al Watan*, lorsqu'il déclare que « *certains écrivains et éditorialistes arabes ont tendance à affirmer des notions populistes, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, vraies ou fausses. Ils écrivent ce que le peuple veut entendre. Ils n'écrivent pas pour éduquer ou interroger le lecteur, mais plutôt pour conforter les opinions préconçues de ce dernier.* »[111] Pour véhiculer leurs points de vue sur l'actualité au public par le biais des médias, les acteurs politiques sont en compétition pour influencer la façon dont les informations sont cadrées.

Il faut relier le concept de cadrage médiatique à un autre concept propre aux théories de communication, celui d'agenda médiatique. Tandis que le concept de cadrage médiatique renvoie à la grille de lecture utilisée pour présenter des informations au public, le concept d'agenda médiatique considère la sélection et l'organisation d'informations dans un bulletin télévisé, comme un facteur capable d'influencer la perception du public au sujet de l'importance d'une actualité. Les cadres médiatiques sont des éléments contingents au processus de l'établissement d'un agenda médiatique.

Kaï Hafez propose d'utiliser trois concepts pour évaluer l'impact que les médias peuvent avoir sur la scène politique. En plus des notions d'agenda médiatique – l'organisation des informations dans les médias – et de cadrage médiatique – la sélection puis la mise en contexte des informations – il utilise également le concept de structures d'opportunité politique, dans le cadre duquel les médias ont le potentiel de donner à certains comportements isolés un sens politique. Selon lui, les médias doivent être abordés, non comme des vecteurs indépendants, mais comme un élément central des structures d'opportunités politiques. Ce concept étant assez flexible, il renvoie à la façon dont les institutions et l'environnement politiques définissent les motivations et opportunités disponibles pour les acteurs. Des changements dans les structures d'opportunités politiques modifient la facilité de mobilisation, les coûts et bénéfices de manifestations publiques, la faisabilité d'un programme politique ou social, et les conséquences entrainées par certains comportements qui peuvent alors devenir les éléments nouveaux d'un répertoire d'actions politiques réinventé. Dans ce cadre théorique, les médias participent à la mise en place de nouvelles structures d'opportunités pour les acteurs qui étaient jusqu'ici en marge ou exclus du débat politique.[112]

Dans le cas de la télévision, Maxwell McCombs, Sean Donald et David Weaver affirment que la télévision a un attrait plus universel que les médias écrits, et peut, de ce fait, attirer de plus larges audiences. Elle contribue à relayer les actualités politiques à une grande partie de la société qui ne lit pas les journaux, notamment dans des pays comme l'Égypte où le taux d'illettrisme atteint à la fin des années 2000 près de 30%. Les auteurs décrivent la façon dont la télévision dépeint la réalité, et influence et homogénéise la perception qu'ont les téléspectateurs de la réalité sociale de manière beaucoup plus prononcée que les médias écrits. Selon eux, l'information visuelle est plus facilement intégrée par l'audience que l'information écrite. La télévision offre de la couleur, du mouvement et du son, inondant les téléspectateurs avec une variété beaucoup plus large d'informations. Ce média doit donc compiler et articuler un plus grand nombre d'éléments que les journaux, et le contenu diffusé par les bulletins télévisés a un impact plus profond sur le public. La majorité des individus interrogés par les trois chercheurs décrivent les couvertures télévisées comme plus surprenantes, attrayantes, et captivantes au niveau personnel et émotionnel, que les articles de journaux. Les informations

[110] IYENGAR Shanto, KINDER Donald, *News that matters*, The University of Chicago Press, Chicago, 1987
[111] cité par Lawrence Pintak dans PINTAK Lawrence, *op. cit.*
[112] HAFEZ Kaï, *Arab Media, Power and weakness*, Continuum, New York, 2008

télévisées ont donc potentiellement plus d'influence sur le débat politique et sur l'établissement d'un agenda public.[113]

Un des cadres récurrents utilisé par les chaines privées égyptiennes pour aborder des événements violents ou des tensions sociales, met en avant des positions paternalistes et des arguments lourdement teintés d'un patriotisme tapageur. Selon Annabelle Sreberny, dans le monde arabe, la télévision, tout en permettant la création d'un espace de partage d'une culture politique nationale, perpétue des codes patriarcaux soutenus par la religion et les traditions.[114] Cette ligne narrative nourrit la vision qu'ont les médias de leur mission d'éducateurs et de guides du peuple, qui est perçu comme une masse candide et pure, mais immature et corrompue par la pauvreté et l'actualité du moment, et qu'il faut protéger de ses impulsions. Les présentateurs et journalistes s'adressent à ce peuple comme à une entité organique et monolithique, et non comme à un ensemble de participants politiques ou à une société plurielle. Cette nation infantilisée est incapable de choisir pour et par elle même, et donc potentiellement à la merci de mauvaises influences, tandis que le processus de démocratisation requière une population adulte à qui puissent être confiées certaines responsabilités politiques. Dans ce cadre narratif, le peuple est l'incarnation symbolique de l'authenticité culturelle et de l'honneur national, hommes et femmes jouant chacun un rôle symbolique différent dans le maintien et la transmission des bonnes mœurs. Ce cadre narratif met en tension d'un coté les garants du conservatisme, des traditions, et de l'identité nationale, et de l'autre, les forces du changement et de la modernisation, et expose le rôle contradictoire que les médias peuvent jouer dans le processus de libéralisation politique.

Le cadrage médiatique utilisé dans les débats télévisés diffusés en Égypte sur les chaines publiques et privées pour expliquer les violences qui ont lieu mi novembre 2009, mobilise une rhétorique antagonisante et patriotique qui transforme des affrontements, certes brutaux, entre supporters de football en une attaque faite à la nation d'une ampleur que les présentateurs de ces émissions comparent à la blessure infligée à l'Égypte en 1967 par Israël. Cet exemple permet d'illustrer comment les médias participent à la canalisation des frustrations du peuple par le biais d'un événement qui ne remet pas en cause la légitimité du régime, et qui permet même à ce dernier de se poser en champion de la nation et de son honneur. Ces dynamiques médiatiques font partie du kit de survie du régime.
Le 14 novembre, dans le cadre des phases qualificatives pour le mondial 2010, les équipes nationales d'Algérie (les Fennecs) et d'Égypte (les Pharaons), ennemis jurés dans l'univers du ballon rond arabe, s'affrontent au Caire. Les deux pays n'ayant su se qualifier pour une coupe du monde depuis plus de vingt ans, les attentes sont grandes des deux cotés, d'autant plus qu'ils sont les seuls représentants arabes encore en lice. L'Égypte gagne, ce qui vaut aux deux équipes de devoir jouer un dernier match pour se départager. Celui-ci a lieu à Khartoum le 18 novembre, et est surnommé par les médias égyptiens « le match des matchs » (en égyptien « la mère de tous les matchs », un formulation chère au dialecte du pays qui, pour désigner un événement important, en fait la mère de tous les événements de même nature. L'Égypte est d'ailleurs elle même affectueusement surnommée par ses habitants « la mère du monde»).
Deux jours avant le match du Caire, des supporters égyptiens attaquent à jets de pierres le bus de l'équipe algérienne à son arrivée à l'aéroport. Les médias donnent déjà depuis quelques jours dans l'hystérie et présentent ce match comme un événement dont dépend l'honneur national. Le climat est tendu lorsque les premières violences éclatent, des incidents qu'une poignée de médias et analystes sportifs s'empressent de nier et de présenter comme une mise

[113] MC COMBS Maxwell, SHAW Donald L., WEAVER David, *op. cit.*
[114] SREBERNY Annabelle, « Television, gender, and democratization in the Middle East » in CURRAN James, PARK Myung-Ji (ed.) *De-Westernizing media studies*, Routledge, New York, 2000

en scène des Algériens pour attiser le feu et déstabiliser l'équipe nationale. A partir de ce moment, les émissions les plus populaires, comme « Dix heures du soir » de Mona Al Shazly sur Dream, « Le Caire aujourd'hui » d'Amr Adib sur Orbit, et « Ici c'est chez toi » de Mahmoud Saad sur la télévision publique, se jettent sur le sujet et terminent d'enflammer les esprits avec de longues tirades comme celle d'Amr Adib qui passe en boucle des images de hooligans et demande en hurlant « *pourquoi les Algériens nous détestent-ils ?* ».[115] Très vite il devient évident que les médias s'emparent de cette occasion pour canaliser une colère qui gronde – le début de l'année a notamment été marqué par de graves accidents de transports ferroviaires et maritimes ayant chacun fait plusieurs centaines de morts – et ainsi mobiliser l'unité nationale à grands renforts de « nous » contre « eux » et d'un lyrisme patriotique régulièrement ressorti pour détourner l'attention publique des dysfonctionnements et de la corruption du régime. Le football fait fréquemment office de catharsis au mécontentement social et de substitut à une participation populaire qui n'a nulle part ailleurs pour s'exprimer. D'autant plus qu'en novembre 2009, l'enjeu est de taille et le désir de voir l'équipe nationale renaitre de ses cendres après deux décennies d'échecs, cristallise tous les espoirs d'une population écrasée par des conditions de vie misérables et l'incessante augmentation des prix.
A l'approche du match de Khartoum, présentateurs et invités d'émissions télévisées n'hésitent pas à invoquer la Guerre d'Octobre lors de diatribes dithyrambiques, et à appeler les joueurs égyptiens à s'inspirer de l'esprit de la victoire militaire de l'Égypte en 1973 contre Israël, un épisode de l'histoire moderne du pays, devenu mythe fondateur patriotique de la fierté égyptienne.
Lorsque l'Égypte perd à Khartoum et que les supporters quittent le stade, de nouvelles violences éclatent et la frénésie médiatique repart de plus belle. Le journal d'Etat *Al Ahram* raconte que les supporters des Fennecs attaquent les Egyptiens en les pourchassant dans les rues de Khartoum armés de couteaux. Le journal cite une source anonyme qui atteste que les Algériens auraient acheté tous les couteaux et dagues du pays dans le but d'attaquer les supporters des Pharaons, et que des avions militaires soudanais auraient servi à transporter des milliers de supporters algériens sur place. *Al Ahram* fait également mention d'une vidéo postée sur YouTube dans laquelle des supporters algériens affirment qu'ils se rendent à Khartoum pour tuer des Egyptiens.[116] Cette vidéo est reprise en boucle par les chaines de télé.
Les autobus qui transportent l'équipe égyptienne et leurs supporters vers l'aéroport sont attaqués à jets de pierres et de nombreux passagers sont obligés de se cacher en attendant que l'armée soudanaise ne les escorte jusqu'à destination. L'équipe nationale est reconduite à son hôtel.
Ce soir là, Amr Adib reçoit en direct lors de son émission des appels hystériques de gens sur place qui décrivent en hurlant les attaques qu'ils ont subi ou sont en train de subir.[117] Certains sont à l'aéroport, d'autres sont retournés à leur hôtel, d'autres encore sont dans la rue et tentent de se cacher pour échapper à leurs assaillants. Adib reçoit même un appel de la part d'un des joueurs de l'équipe nationale. Il laisse tous ces individus décrire les scènes de chaos, les couteaux, le sang, et la panique face à des hordes de hooligans algériens. Ils expriment leur colère et leur détresse en braillant sur des lignes téléphoniques qui grésillent, Adib lui même essayant de crier plus fort pour les enjoindre sur un ton paternaliste à rester cachés, à ne pas dévoiler l'endroit où ils se trouvent, à attendre que les autorités soudanaises viennent les chercher et surtout à ne pas oublier que l'Égypte toute entière est derrière eux et les soutient. Son acolyte, Ahmed Moussa interpelle directement les autorités soudanaises, leur demandant de rendre des comptes et de lui expliquer pourquoi personne ne fait rien pour protéger ses

[115] Emission « Le Caire aujourd'hui » présentée par Amr Adib le 16 novembre 2009 sur la chaine privée Orbit
[116] « Broken in every sensé » par Ahmed Morsy, *Al Ahram Weekly* du 26 novembre au 2 décembre 2009
[117] Emission « Le Caire aujourd'hui » présentée par Amr Adib et Ahmed Moussa le 18 novembre 2009 sur la chaine privée Orbit

compatriotes sur place. « *Pourquoi nous attaquent ils ? S'il vous plait que quelqu'un m'explique ! Et où sont les forces de sécurité soudanaises ? Pourquoi personne ne protège nos jeunes ? Je vous en prie faites quelque chose ! Ils sont en train de se faire massacrer !* »[118]

Ce sensationnalisme est observable sur toutes les chaines où la rhétorique polarisante du « nous » contre « eux » est mobilisée par les présentateurs qui se comportent tous comme si leur plateau était une cellule de crise où se jouait le sort des événements et l'honneur de la nation. Les médias égyptiens parlent de nombreuses victimes et même de morts. Mais le lendemain, les autorités soudanaises ne font état que d'une dizaine de blessés légers. Une vidéo circule sur tous les écrans montrant des foules de supporters Algériens brandissant des couteaux. Il sera plus tard établi (à un moment où cela n'aura plus d'importance) que cette vidéo date de plusieurs années et a été tournée dans le cadre d'affrontements entre supporters de clubs nationaux algériens. Le ministre de l'information Anas Al Fiqqi appelle en direct depuis Khartoum plusieurs talkshows et bulletins d'information sur des chaines publiques et déclare même que dans toute la capitale soudanaise, il n'y a plus un seul couteau, les Algériens ayant tout acheté ces trois derniers jours.[119] Selon lui, ces individus ne sont pas venus au Soudan pour assister à un match de football, mais pour attaquer les Egyptiens venus soutenir les Pharaons. Au lendemain du match, le Caire rappelle son ambassadeur en Algérie. Alaa Moubarak, fils ainé du président, s'est rendu à Khartoum pour voire le match aux cotés de son frère cadet Gamal, d'une brochette de célébrités égyptiennes, chanteurs, acteurs, journalistes, et de membres du gouvernement. Le soir du 19 novembre il appelle en direct le plateau de la très populaire émission « Ici c'est chez toi » diffusée sur la télévision d'Etat.[120] Il se lance dans une tirade dans laquelle il affirme que c'est la nation toute entière qui a été humiliée et qu'il faut que les Egyptiens s'unissent pour défendre l'honneur de leur patrie et imposer le respect. Son long monologue, que Mahmoud Saad et son collègue tentent timidement d'interrompre, ressemble à une déclaration de guerre faite à un peuple dont il questionne la virilité, accusant les supporters algériens de s'en être pris de façon préméditée à des femmes et à des jeunes venus assistés à un événement sportif dans un esprit bon enfant. « *C'en est trop ! Ils ne nous aiment pas ! Ils nous accusent de mettre tout ça en scène pour faire tomber leur république*. Saad ne cesse d'approuver ses paroles, en lui répétant qu'il représente la jeunesse égyptienne, qu'il parle au nom du peuple et en lui demandant ce qu'il faut faire à présent, confortant Alaa Moubarak dans une position paternaliste et bienveillante face à un peuple égyptien qui attendrait ses directives pour laver l'affront qui lui a été fait à Khartoum. « *Nous sommes égyptiens et nous gardons la tête haute. Quiconque nous insulte mérite des coups* » conclut Alaa.

Après le soir du match, le paysage médiatique est saturé de discours sensationnalistes, de unes de journaux titrant sur le terrorisme algérien, de vidéos amateurs de jeunes égyptiens ensanglantés ou de supporters algériens armés de couteaux et insultant l'Égypte. Les médias du pays enveniment la situation sur un air de patriotisme guerrier qu'illustrent des images de jeunes gens distribuant des drapeaux égyptiens et des autocollants « Fier d'être égyptien » dans la rue sur un fond de chansons nationalistes à la gloire du pays. Divers représentants du régime appellent différentes émissions pour faire part de leur témoignage, de leur incrédulité

[118] Emission « Le Caire aujourd'hui » présentée par Amr Adib et Ahmed Moussa diffusée le 18 novembre 2009 sur la chaine privée Orbit

[119] Emission « Sous les projecteurs » présentée par Ibrahim Al Hegazy diffusée le 18 novembre 2009 sur la chaine publique Nile Sports

[120] Emission « Ici c'est chez toi » présentée par Mahmoud Saad diffusée le 19 novembre 2009 sur la chaine publique Al Masriya

et de leur colère face aux événements que tous définissent comme une humiliation du peuple égyptien.
Le soir du 19 novembre, les jeunes qui ont suivi le déroulement de ces événements sur le petit écran, depuis leur salon ou au café du coin, descendent dans la rue. Des émeutes éclatent devant l'ambassade d'Algérie et 35 policiers sont blessés, un événement encore exceptionnel pour l'époque dans un Etat sécuritaire qui rend illégal les attroupements de plus de sept individus.
Les appels en direct sur les plateaux télévisés de chanteurs, d'acteurs et autres vedettes se multiplient, tous désireux de surfer sur cette vague de patriotisme populiste et d'apporter leur contribution à l'hystérie générale. Le 20 novembre le ministre des affaires étrangères tente de mettre un terme à cette vague de colère en déclarant que le gouvernement égyptien ne tolérerait pas que les intérêts de l'Algérie soient menacés sur son sol.
Cependant, le lendemain, le président Hosni Moubarak fait une déclaration lors d'une adresse au parlement qui, même s'il ne mentionne pas directement l'Algérie, continue d'attiser les tensions. Devant une foule de députés en liesse, il promet que l'Égypte ne tolérera aucune humiliation et sera sans merci contre ceux qui, à l'étranger, portent atteinte à son honneur et à celui de ses fils. « *Je ne ferai aucun compromis quant au respect de la dignité et des droits des citoyens égyptiens. Que ce soit bien clair.* »[121]

Dans l'Egypte moderne pré-révolutionnaire, peu d'événements ont su mobiliser l'opinion publique avec une telle ampleur. A la lumière de ces constats, il est indéniable que le gouvernement ait joué, par le biais d'une couverture médiatique sensationnaliste, un rôle clé dans l'embrasement des esprits, profitant d'une vague de colère populaire pour tenter désespérément de capitaliser quelques gains politiques dans un contexte social en dégradation. En encourageant une forme de populisme patriotique, le régime a su créer une opportunité pour canaliser les frustrations de segments de la société exclus des mécanismes clientélistes de redistribution.
Face à cette situation, un ensemble d'intellectuels égyptiens se sont unis pour dénoncer l'instrumentalisation irresponsable d'un match de football par les médias et la classe dirigeante, pour servir les intérêts du régime. Cette déclaration a été signée par plus de deux cents écrivains, artistes et intellectuels, accusant les médias de manipuler les émotions de l'opinion publique de façon délibérée pour détourner son attention des vrais maux du pays et des causes de la misère de la population.
A la suite de cet épisode, les médias égyptiens ont entamé des discussions sur l'identité du pays et le sort de l'unité panarabe. Cependant les débats dans les journaux ont commencé à adopter un ton plus critique vis à vis du régime, que ceux ayant eu lieu sur le petit écran. L'écrivain Alaa Al Aswani écrit dans *A Shourouq* du 24 novembre 2009, que le dirigeant qui utilise son pouvoir pour opprimer ses citoyens et ignorer leurs choix électoraux, n'a aucune crédibilité lorsqu'il parle de défendre la dignité de son peuple. Peu à peu l'ire populaire, certes diminuée, s'est redirigée contre le gouvernement. Au début de l'année 2010, la colère est toujours là, alimentée par un désespoir et un sentiment d'oppression qui ne cessent de croitre.

[121] Allocution présidentielle diffusée sur la chaine publique Al Masriya le 21 novembre 2009

3. Le difficile accès de la société civile et des acteurs indépendants aux médias de masse

Les chaines satellitaires arabes qui apparaissent au cours des années 2000, parce qu'elles se développent en dehors de la sphère des médias étatiques et que leur style est plus novateur et engagé que celui qui existe jusqu'alors, semblent porteuses d'un potentiel de démocratisation. De ce fait, elles ont parfois été assimilées à des médias alternatifs capables d'apporter le changement politique. Bien que cette hypothèse ait été déconstruite depuis, l'analyse de l'altérité dans le secteur des médias, ou d'absence d'altérité dans le cas de l'Égypte, permet de comprendre en partie comment ces nouvelles chaines ont au final participé au maintien du statu quo.

Adel Iskandar s'interroge sur le potentiel mobilisateur d'Al Jazeera, et définit les médias alternatifs comme ayant un agenda politique en lien avec celui de certains mouvements sociaux.[122] Cet alignement idéologique découle de la volonté de ces médias d'impliquer le public en lui présentant des informations mobilisatrices, dans l'optique de promouvoir l'engagement collectif vis à vis d'une cause en particulier. La mission première de ces médias est de provoquer le changement social en incitant le public à réagir et à se mobiliser. C'est donc cette relation qu'Adel Iskandar décrit comme symbiotique entre médias et mouvements sociaux qui donne à un média son caractère alternatif.

Or ce lien est inexistant en Égypte, pour de nombreuses raisons, qui vont des structures de collusion d'intérêts entre grands patrons et gouvernements qui empêchent l'émergence de médias totalement indépendants, aux obstacles légaux qui freinent la création d'ONG et l'émancipation de la société civile et leur accès aux médias de masse.

Les médias alternatifs œuvrent à imposer un agenda qui contredise celui des pouvoirs en place, et une représentation de l'actualité qui soit diamétralement opposée à celle présentée par les médias de masse. Lorsqu'ils s'engagent dans le journalisme militant, ces médias ont la double fonction d'offrir des informations à contre courant, et de chercher à provoquer le changement. Cette description ne convient à aucune des chaines satellitaires du monde arabe, qui épousent toutes le discours dominant. Cette conformité a été renforcée par l'uniformisation progressive de l'industrie régionale autour du style d'Al Jazeera, qui promeut un journalisme engagé et relaie les voix dissidentes, mais ne représente aucun mouvement en particulier et ne s'oriente donc dans aucune direction politique spécifique, si ce n'est de mettre en porte à faux les Etats de la région et leurs médias.

Il n'y a pas vraiment aujourd'hui de cadre théorique spécifique qui puisse établir une relation de causalité entre les médias satellitaires arabes et la mobilisation politique des peuples de la région. Mais la portée de ces nouvelles chaines d'information panarabes dépasse les frontières nationales, et selon de nombreux analystes de l'époque, cela leur permettrait dans un environnement autoritaire de s'emparer de certaines fonctions propres aux partis et mouvements politiques. Par conséquent, le début des années 2000, est marqué par l'idée que les médias satellitaires arabes seront capables de donner une voix à la société civile, de mobiliser les populations de la région et de catalyser les transformations démocratiques.

A cette époque, les médias opèrent généralement dans un environnement vacant de toute mobilisation politique et les partis, lorsqu'ils existent, n'ont que très peu d'influence sur le débat. Ils ne sont pas non plus représentatifs de la population, car la nécessité de créer des partis pour donner une voix aux différentes classes sociales – comme cela a été le cas en Europe au cours du processus de modernisation politique – reste rare dans le monde arabe.

[122] ISKANDAR Adel « Is Al Jazeera Alternative? Mainstreaming Alterity and Assimilating Discourses of Dissent » in Transnational Broadcasting Studies, *op. cit.*

Par ailleurs, les institutions sont faibles et certains segments de la société et de l'élite démontrent une certaine ambivalence quant au changement politique et à la démocratie.
Adel Iskandar observe cependant qu'en principe, la télévision peut remplir certaines fonctions propres aux partis politiques comme par exemple intégrer, agréger et articuler la volonté politique du peuple, et le mobiliser atour d'actions politiques. Bien qu'elle ne soit pas capable de mettre en place des programmes politiques, la télévision peut par conséquent aider la société à étendre le débat au sujet des réformes démocratiques et autres questions politiques et sociales.
Kaï Hafez affirme que l'influence des médias de masse est plus prononcée lorsque l'audience n'a que peu de connaissances du sujet traité. Dans ce cas, les médias d'information sont donc relais de l'opinion publique mais peuvent également jouer le rôle d'éducateur et de guide du peuple. Ils perpétuent ainsi le discours politique dominant qui peut verser dans le populisme lorsqu'il n'intègre pas, ou peu, d'éléments démocratiques au débat et qu'ils restreignent la participation de points de vue différents.[123] C'est généralement ce qui se passe quand la culture politique relayée par ces médias n'est pas elle même pluraliste. Car dans le cas où les médias diffusent des informations pour mobiliser le peuple sans respecter les principes de neutralité et de diversité, ils freinent alors le développement de la démocratie.
Kaï Hafez explique que le domaine des médias d'information peut être considéré comme un des sous-systèmes d'une société qui est à la fois autonome et soumis aux pressions des autres sous-systèmes qui s'opposent pour le contrôle du discours médiatique. En contexte autoritaire, cette compétition est clairement dominée par l'Etat face auquel les autres acteurs sont en concurrence pour l'accès aux médias.

Cette forme de censure affecte la présence à l'écran de groupes et d'organisations n'étant affiliés ni au pouvoir ni au monde des affaires, et restreint leur accès aux médias de masse et au grand public. Dans les pays arabes, et face au renforcement des partenariats entre gouvernements et investisseurs privés, la majorité des organisations non gouvernementales privées et bénévoles ne survit généralement que si celles-ci sont sponsorisées, soutenues ou utilisées par les régimes en place ou par leurs alliés. Cette difficulté pour la société civile et les acteurs indépendants d'accéder aux médias est également fonction de la capacité de renouvellement des élites, et de leur ouverture aux nouveaux acteurs, deux dynamiques qui sont assez faibles dans les pays de la région.
Bien que les médias soient des entités distinctes des cercles dirigeants, des groupes de pressions, et des organisations internationales, ils sont soumis aux mêmes structures de pouvoir que le gouvernement et les entreprises non médiatiques. Naomi Sakr note que cette configuration, notamment dans le cas des chaines satellitaires du Moyen Orient, permet aux différents acteurs politiques et groupes de pression d'interagir avec les médias en intervenant directement, ou en influençant les producteurs, les fournisseurs satellitaires, les compagnies de câble, les autorités en charge de la régulation, et autres échelons du processus de production. La question se pose alors de savoir si ces médias sont une tribune pour la société civile ou s'ils sont au contraire, par le biais de divers filtres appliqués au cours de l'élaboration du discours médiatique, un frein à leur participation au débat public.
Dans la plupart des pays du Moyen Orient, les groupes non gouvernementaux sont paralysés par les obstacles législatifs qui décident de la visibilité que la société civile peut espérer avoir dans le paysage audiovisuel. Depuis la fin des années 1990, les barrières législatives se sont multipliées à l'encontre des ONG dont la situation n'a fait que se dégrader. Cette précarité a accru les tensions entre différents acteurs de la société civile, détruisant les réseaux de

[123] HAFEZ Kaï « Arab satellite broadcasting. Democracy without the political parties? » dans Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World, op. cit.*

coopération et la solidarité qui pouvaient exister entre eux. Cela a également restreint leur capacité à établir des relations avec des organismes étrangers, que ce soit pour des dons ou pour un soutien international. Naomi Sakr établit un lien direct entre les contraintes imposées aux ONG spécialisées dans le domaine de la liberté d'expression, et le processus de filtrage qui écartent certains arguments du discours médiatique dominant.[124] En Égypte, les associations bénévoles qui luttent pour la défense des droits civiques, mènent un combat quotidien face aux autorités pour simplement avoir le droit d'exister.

A la veille de la révolution, les groupes de pression indépendants militant pour les droits de l'homme n'ont que très rarement accès aux médias pour relayer leurs messages au grand public. Leur participation au débat médiatique est régie selon un corpus de lois qui leur interdit également de recevoir des financements étrangers ou de fonctionner de façon autonome. Au lieu de dialoguer avec l'Etat et les cercles dirigeants par le biais des médias, la société civile égyptienne doit faire face à un cadre législatif spécialement établi pour l'empêcher de s'émanciper, et à un environnement médiatique qui relaie les propos du gouvernement mettant en doute les intentions et la légitimité des acteurs indépendants. Il est donc quasiment impossible pour des groupes n'étant pas connectés aux élites et aux cercles dirigeants de faire entendre leurs arguments, surtout lorsque ceux-ci ne sont pas en accord avec le message des autorités.

Moheb Zaki explique que la loi sur le droit d'association, passée en 1964 sous Nasser et communément appelée la Loi 32, a été conçue pour inciter les organisations caritatives à soutenir les plans socialistes du gouvernement. Toujours en vigueur aujourd'hui, cette loi limite le champ d'activités des associations bénévoles privées et exige qu'elles soient enregistrées auprès du ministère des affaires sociales. La plupart des organisations de la société civile en Égypte sont religieuses. Elles offrent des services de santé et d'éducation qui pallient aux incompétences de l'Etat, et mettent en place des réseaux communautaires qui fournissent des emplois. Seules les associations dont la mission est en accord avec les directives du gouvernement peuvent espérer être officiellement enregistrées. Ce qui explique qu'en 1985, l'organisation égyptienne pour la défense des droits de l'homme n'ait pas obtenue l'autorisation légale d'exercer, au motif que ses objectifs violaient la loi 32.[125]

Le manque de solidarité entre ONG et autres organisations de la société civile en Égypte s'explique en grande partie par la précarité de leur situation et la difficulté à trouver des financements. Cette sphère est donc remplie d'acteurs qui, dans un environnement autoritaire, ont tendance à faire cavalier seul pour maximiser leurs gains politiques et financiers, en échange desquels ils sont souvent prêts à mettre en place des procédures de gouvernances opaques et non démocratiques. Ce délitement du lien entre acteurs et organismes indépendants entraine l'adoption de logiques et de comportements qui portent atteinte au pluralisme, à la liberté d'association, et à la liberté d'expression. Dans ce contexte, la société civile est faible et fragmentée, évoluant dans un cadre législatif qui la soumet complètement à l'Etat, qui marginalise les acteurs politiques indépendants, qui paralyse les syndicats professionnels, et qui autorise l'intimidation et l'emprisonnement des journalistes dont les propos s'opposent au message gouvernemental.

La campagne de discrimination menée en Égypte contre le centre de recherche Ibn Khaldoun en 2000 illustre le type de battage médiatique que les médias égyptiens sont capables de mettre en place et le climat de suspicion et de paranoïa qu'ils développent à l'encontre des acteurs indépendants et étrangers impliqués dans le développement de la société civile. Ce centre créé en 1988 au Caire par Saad Eddin Ibrahim se concentre sur l'étude du

[124] SAKR Naomi, *Satellite Realms. op. cit.*

[125] ZAKI Moheb, *Civil society and democratization in Egypt, 1981-1994*, Centre Ibn Khaldoun, Le Caire, 1995

développement des droits de l'homme, de la société civile et des minorités. En 2000, il est accusé d'avoir reçu plus de 25.000 dollars de la part de l'ambassade britannique pour fabriquer des études visant à ternir la réputation de l'Égypte à l'étranger. Le quotidien ultra nationaliste semi privé *Al Ousboua* affirme qu'Ibrahim aurait utilisé cet argent pour forger notamment un rapport très critique et détaillé sur la brutalité policière en Haute Égypte, publié après que des heurts interconfessionnels entre coptes et musulmans aient fait plus d'une vingtaine de morts dans le village de Al Kosheh près de Sohag.
La persécution et le harcèlement du directeur, de l'équipe et des associés du centre, encouragés par les médias, sont des tactiques courantes lorsque le régime cherche à discréditer certains organismes de la société civile. Cette situation montre également que les ONG et acteurs indépendants n'ont que peu de moyens pour influencer le contenu médiatique, notamment à la télévision où ils n'ont aucune entrée, malgré la multiplication des chaines satellitaires, pour relayer du contenu informatif qui infirmerait les accusations faites à leur encontre.

Mais la campagne médiatique contre le centre Ibn Khaldoun a par ailleurs montré la profondeur des clivages qui fragmentent la société civile en Égypte. L'incarcération d'Ibrahim et la saisie des ressources de son centre ont incité certaines organisations locales, luttant pourtant pour la défense des droits de l'homme, ainsi qu'un grand nombre de journalistes à se distancier d'Ibrahim et d'un activisme qui utiliserait l'argent étranger pour enquêter sur des sujets qui fâchent et divisent la société. Les médias, privés comme publics, se sont tous joints pour jeter l'opprobre sur Ibrahim, l'accusant d'être un espion de l'OTAN, de négocier avec Israël, de fabriquer de faux bulletins de votes, de télécharger des listes secrètes d'électeurs et de voler de l'argent. Cet exemple met en lumière les mécanismes de cooptation par les médias, d'acteurs non gouvernementaux, pouvant être assimilés à un semblant d'opposition politique. Tout acteur qui gravite en dehors du cercle hermétique de cette opposition de palais n'a aucune chance d'avoir accès au débat médiatique car son exclusion se heurte aux dynamiques du système politico-médiatique tout entier. Le caractère restrictif des lois relatives aux médias et à leur liberté d'expression, et les structures de collusion et de monopole du secteur audiovisuel, neutralisent la présence des acteurs de la société civile dans les médias, et laissent au gouvernement la possibilité de relayer son point de vue et ses critiques à leur sujet.
Journalistes, universitaires, entrepreneurs privés et autres forces, qui auraient pu dans des circonstances différentes être considérés comme des défenseurs engagés de la société civile, pouvaient être entendus dans les médias, remettant en question l'intégrité d'Ibrahim, le traitant d'escroc et de traitre bien qu'il n'ait pas encore été entendu par la justice. Cette union des discours alimente également un cadre narratif manichéen souvent mis en place par les médias pour justifier l'acharnement médiatique contre un ennemi commun, qui repose sur l'idée que, face à la gravité de certains événements, seule la communion nationale des différentes composantes de la société peut protéger le pays.
Rami Khouri qualifie cette campagne de néo-Maccarthysme menée contre les citoyens arabes modernes, éclairés et cosmopolites, des individus partageant les valeurs culturelles locales mais étant également à l'aise avec la modernité libérale et pluraliste de l'occident. Pour Rami Khouri cette campagne est un exemple de la résistance des pouvoir dirigeants au pluralisme.
La mention de financements étrangers dans le cas d'organismes de la société civile suscite généralement beaucoup d'animosité en Égypte où, depuis la fin des années 1990, l'Etat est le principal soutien financiers des ONG présentes dans le pays. L'arrivée du satellite dans le monde arabe n'a cependant pas bouleversé la situation en termes de liberté d'expression et de participation au débat public des organismes de la société civile.

Cette impossibilité d'accéder à la scène médiatique est également valable pour les acteurs désireux de lancer leur propre chaine ou journal indépendants. Hisham Qassem démissionne du quotidien qu'il a créé en 2004, *Al Masry Al Youm*, après que celui-ci ait perdu son caractère d'opposition suite au changement de propriétaire. Il cherche depuis la fin des années 2000 à lancer un journal dont la ligne éditoriale soit indépendante et non tributaire de ses financements. Il explique que c'est là le plus gros obstacle au journalisme professionnel. « *Le niveau de professionnalisme en Égypte est très bas. Ceux qui possèdent des chaines privées n'ont aucune expérience dans le journalisme. Ce sont juste des hommes d'affaires avec un staff qui n'est plus motivé que par l'argent.* »[126]
Depuis la révolution, son projet de création d'une plateforme multimédia (une chaîne de télévision, de radio, un quotidien et un site internet) a été fortement ralenti. *« En décembre 2010, j'avais 70% des capitaux nécessaires au lancement. Aujourd'hui je n'ai plus que 3% car beaucoup de mes partenaires se sont désinvestis à cause de la situation politique. Je ne veux pas dépendre de gros investisseurs car je veux garder l'indépendance de mon journal. Les conditions légales ne sont pas faciles non plus. Selon la loi, tous les investisseurs doivent être égyptiens. Pas dans le secteur de la télévision, dont le signal peut facilement être bloqué par le gouvernement. Mais dans le domaine de la presse qui est plus dur à contenir. C'est pour ça que ce secteur ne peut pas être financé par capitaux étrangers. »*[127]

Ibrahim Eissa partage ce point de vue et estime que les obstacles les plus lourds pour les acteurs indépendants qui souhaitent lancer leur média proviennent des lois qui régissent le secteur privé et de la difficulté à trouver des financements. Au lendemain de la révolution en 2011, il lance la chaine Tahrir TV avec deux autres investisseurs privés, qui apparaît comme la première vraie chaine indépendante de l'histoire du pays.
« Trouver des investissements dans l'industrie télévisée en Égypte pour créer des chaines de qualité est un réel problème. Il faut beaucoup d'argent. Si à Tahrir TV on avait fait les choses en raisonnant comme des businessmen on aurait duré plus longtemps. Mais on était avant tout des hommes de médias. Après la révolution on était la première chaine en Égypte, on était les plus regardés. Mais il n'y a rien à faire quand on manque de financements. En septembre j'ai décidé de vendre la chaine pour qu'elle continue à exister. Elle a été rachetée par Suleiman Amer. »[128] Il affirme qu'il a toujours été très difficile en Égypte de créer des chaines de qualité qui ne soient gérées que par des individus issus du secteur médiatique, sans qu'ils aient à s'associer à d'autres financeurs. *« Seuls des capitaux indépendants permettent la création de médias indépendants gérés par une administration efficace et des hommes d'expérience. C'est ça la plus grosse difficulté. »*
Il décrit Suleiman Amer, un des principaux magnats de l'industrie du bâtiment en Égypte, comme un homme sans aucune relation ni expérience avec le monde des médias. « *C'est un homme correct mais qui n'a aucun message ni vision pour la société. Pour lui c'est juste une façon de garantir sa place dans un système économique où tous les hommes d'affaires doivent posséder des médias. »*
Avant comme après la révolution, les médias du pays appartiennent soit à l'Etat soit au milieu des affaires proches du pouvoir.
« *Il n'y a pas de vraie liberté dans les lignes éditoriales. Le régime a dans ses mains la télécommande et ces chaines ne peuvent prendre aucune indépendance. Tous les propriétaires des médias privés sont politiquement et religieusement conservateurs. C'est un gros problème pour le futur de l'industrie égyptienne. Aucun d'entre eux n'est spécialisé dans les médias comme peut l'être Rupert Murdoch. En Égypte les hommes d'affaires ont des*

[126] Entretien avec Hisham Qassem le 6 mai 2012 au Caire
[127] Entretien avec Hisham Qassem le 28 mars 2013 au Caire
[128] Entretien avec Ibrahim Eissa le 10 mai 2012 au Caire

entreprises de construction, de ciment, des terrains… Ils sont très lourdement impliqués dans l'économie nationale. Ces chaines privées ne sont qu'une partie de grands empires économiques qui vont bien au delà des médias. Cette situation réduit encore plus les chances de voir un jour des médias libres en Égypte. »
Eissa explique également qu'il n'y a pas d'organe qui supervise les médias audiovisuels comme peut le faire le CSA en France. Les processus de production et de transmission de l'information, et les méthodes de travail des journalistes de l'audiovisuel ne sont réglementés par aucune loi. Il décrit la relation pyramidale de chaque propriétaire avec ses employés, la façon dont celui-ci a toujours le dernier mot, même s'il n'a aucune expérience dans le journalisme, et son emprise directe sur la ligne éditoriale de la chaine. Il déplore le fait qu'aucun média en Égypte ne serve le peuple et l'intérêt collectif, et n'aide à développer la conscience de la société.
« Aujourd'hui 95% des journalistes n'ont aucune opinion. Leur avis change avec la politique et les demandes du régime. Ils sont comme les programmes à la radio où les gens appellent pour demander une chanson. Ils font pareil. Ils demandent 'quelle opinion voulez vous entendre aujourd'hui ?' Depuis la révolution il y a plus de liberté mais plus de bêtises, plus de liberté d'expression mais pas plus de liberté de penser. Personne ne fait attention à la qualité de l'information et aux réactions potentielles que certains propos peuvent susciter. Ce ne sont que des paroles vides. »

Par conséquent, au delà des obstacles législatifs et politiques déjà importants, les chaines non gouvernementales doivent face à de sérieux problèmes de financements. Cette situation découle en partie du large contrôle exercé par le gouvernement sur les budgets publicitaires et l'absence de statistiques crédibles sur les habitudes de consommation des téléspectateurs. Tandis que les médias étatiques, et les chaines satellitaires appartenant à des individus proches du pouvoir peuvent puiser dans le budget de l'Etat, ou la poche sans fond de leur propriétaire, tout concurrent indépendant doit se battre à contre courant de ce système de collusions pour établir des revenus minimum, grâce à la publicité ou autres sponsors. Mais les publicitaires ont non seulement besoin de savoir qu'une chaine va attirer le public et leur offrir un accès à un vaste ensemble de consommateurs, mais la plupart des compagnies de publicité du monde arabe doivent également être sûres que sponsoriser une émission ou un média, sera une stratégie avantageuse pour elles d'un point de vue politique. Cependant, le lien entre taux de popularité et revenus publicitaires fait défaut au Moyen Orient, où la collecte de données de ce genre est très difficile à mettre en place. Par ailleurs, comme Naomi Sakr le note, lorsque les membres du gouvernement sont impliqués dans la gestion financière de l'industrie audiovisuelle, par le biais de connexions familiales, de relations professionnelles, ou d'autres formes de clientélisme, ils ont le pouvoir de tarir les fonds publicitaires des chaines qu'ils désapprouvent.[129]

A la fin des 2000, la majorité des médias satellitaires n'ont pas établi le lien crucial entre autonomie financière et indépendance éditoriale, et malgré la multiplication de chaines satellitaires et la fragmentation du marché en niches de consommation, les acteurs indépendants et organismes de la société civile n'ont toujours pas accès au débat public et aux médias de masse. La figure du journaliste est une pièce importante de ce dispositif de libéralisation contrôlée et de protection du discours dominant.

[129] SAKR Naomi, *Satellite Realms, op. cit.*

Rôle et mission du journaliste dans la société égyptienne

1. Les mécanismes de filtrage médiatique participent au maintien du discours dominant et freinent le renouvellement des élites

A la lumière des concepts présentés précédemment – comme le parallélisme politique, le pluralisme polarisé, et le cadrage médiatique – l'approfondissement de la théorie de filtrage médiatique des informations (théorie du gatekeeping qui signifie en anglais « contrôle du point d'accès ») ajoute une dimension supplémentaire à la compréhension des mécanismes d'intrication des mondes politique et médiatique en Égypte. Ce cadre conceptuel permet d'une part d'identifier les individus capables de façonner le discours des médias, et d'autre part d'établir les sources de tensions qui peuvent exister entre différents centres de pouvoir et différents groupes d'intérêts. La théorie du filtrage médiatique permet ainsi d'apporter un éclairage supplémentaire sur la façon dont le régime utilise les médias du pays pour se maintenir au pouvoir.

Selon Pamela Shoemaker et Tim Vos, la théorie du filtrage médiatique renvoie à la façon dont les messages médiatiques sont créés à partir d'informations brutes mises en récit et modifiées par le biais d'une succession de filtres. Certaines informations terminent en première page, d'autres au milieu du bulletin télévisé, et d'autres enfin ne sont jamais transmises au public. De la même façon, un événement peut être considéré par certains médias comme ayant une valeur informative, alors que pour d'autres, cette information sera considérée comme inintéressante. Ce processus de contrôle des filtres médiatiques est un mécanisme de sélection et d'assemblage de fragments d'information en un message compréhensible du grand public. Ce processus quotidien est au centre du rôle des médias dans la vie publique moderne car il détermine non seulement le type d'informations qui sera sélectionné, mais également le contenu et la nature du message médiatique qui sera transmis au public.[130]
En mettant en avant une certaine vision du monde, les individus au contrôle de ces filtres, influencent la réalité sociale de ceux qui reçoivent le message. Pamela Shoemaker et Tim Vos estiment que le pouvoir de maitriser les flux d'informations est un levier majeur du contrôle de la société. Donner aux citoyens un choix d'idées et d'informations, est aussi important que de leur donner un choix en politique.[131] Les informations qui réussissent à passer tous les filtres pour être incluses dans le message médiatique final, influenceront la perception du monde de chacun, tandis que celles qui sont progressivement éliminées n'atteindront que difficilement le grand public.
L'influence des médias est la plus forte lorsque le discours des différents acteurs de l'industrie converge vers une présentation consensuelle de la réalité, et qu'aucun média ne met en avant une grille de lecture qui soit divergente ou alternative. Cette convergence a pour conséquence une transmission au public d'un nombre d'informations limité à certains d'éléments de compréhension.
Le processus de filtrage du contenu médiatique, et les différentes étapes qui le composent, explique comment et pourquoi certains éléments d'information sont transformés en message médiatique. Les filtres correspondent à des prises de décision au cours desquelles les individus au contrôle choisissent les éléments qui atteindront l'étape suivante et ce jusqu'à l'élaboration du produit final. Ces individus peuvent obéir à leurs propres jugements ou à des directives préétablies, et décident également des changements à apporter à chaque élément de compréhension. Etant capables de faciliter ou de freiner la transmission de certaines

[130] SHOEMAKER Pamela J. et VOS Tim P., *Gatekeeping Theory*, Routledge, London, 2009
[131] *ibid*.

informations, ils ont un poids considérable dans le processus de diffusion. Pamela Shoemaker et Tim Vos notent que ces individus filtreurs ne sont cependant pas tous égaux en termes d'influence. [132] Les émetteurs d'informations capables de diffuser leurs messages par le biais des médias ont un pouvoir politique et social beaucoup plus important, faisant de l'exposition médiatique une condition corollaire au succès de nouveaux groupes et de leurs idées. Les médias de masse sont un conduit par lequel ces nouveaux acteurs peuvent espérer gagner en visibilité et atteindre un public plus large. En ce sens il est possible de dire que les individus en charge des filtres médiatiques, en laissant passer certains messages plutôt que d'autres, participent au changement politique et social, qu'ils le freinent ou l'encouragent.

Les médias d'un même pays – qui véhiculent souvent une vision du monde uniforme étant donné qu'ils évoluent dans le même environnement informatif – sont influencés par ce que font leurs concurrents, et ont tendance à répéter ce qui a déjà été fait par le passé. Bien qu'internet donne accès à des sources d'informations plus variées, le cadre de lecture de l'actualité présenté par les principaux portails d'information s'inspire en premier lieu de celui des médias traditionnels. Une des conséquences fondamentales de la standardisation du processus de filtrage, et de la sélection d'informations qui le caractérise, est l'omission de certains problèmes ou évènements qui, lorsqu'ils ne sont pas couverts, ne peuvent être intégrés par le public dans sa grille de compréhension de la réalité. Les gens ne peuvent pas savoir ce que les médias ne leur montrent à moins d'être directement impliqués. Le processus de filtrage s'enclenche avec le traitement d'une ou plusieurs informations par un journaliste ou un individu du secteur de la communication qui transforme ensuite ces éléments informatifs en un message. Celui-ci est alors transmis aux médias par le biais d'une variété de canaux.
Les sources d'informations constituent le premier filtre. Un grand nombre d'entre elles, comme les représentants gouvernementaux ou les chargés de relations publiques, élaborent des messages en s'assurant qu'ils franchiront tous les filtres pour être relayés tels quels par les médias. L'élaboration du message et le filtrage des informations peuvent être influencés par les décisions d'individus en amont, comme les propriétaires de médias, ou par l'importance de leurs sources. Ce qui confirme que certains filtreurs ont plus d'influence que d'autres.

En allant de filtre en filtre, l'information est transformée en récit médiatique selon un processus contrôlé par des individus et un ensemble de règles imposées par les routines de communication. Pamela Shoemaker et Tim Vos définissent ces routines comme des pratiques schématisées, élaborées et répétées, que les travailleurs du secteur des médias utilisent pour faire leur travail. [133]
Les routines sont cruciales pour identifier les éléments qui atteindront le filtre suivant et ceux qui seront rejetés. Distinguer l'influence sur le filtrage médiatique des individus, de celle des routines de communication, est fondamental pour mesurer le rôle du journaliste dans la production du message final. Tout individu, même s'il occupe une fonction importante dans le fonctionnement d'un média, peut être lui même porteur d'un ensemble de procédures de routines. Lorsque celles-ci ont plus de poids que les choix individuels, une uniformité des processus de sélection apparaît.
Le recours presque systématique aux médias sociaux comme sources de contenu par les médias traditionnels égyptiens après la révolution, notamment les chaines satellitaires et le relai de vidéos YouTube, dont l'origine n'est pas toujours clairement établie avant diffusion,

[132] *ibid*.
[133] *ibid*.

conduit à une uniformisation des processus de sélection et de filtrage de l'information, poussée par les impératifs d'une industrie qui valorisent le sensationnalisme et l'immédiateté.
Les journalistes s'appuient sur des routines bien établies pour produire des informations de manière à attirer le public ciblé. Dans de telles routines, les journalistes donnent de la valeur médiatique à un contenu, non pas d'après leur évaluation personnelle, mais selon ce qui est perçu par l'ensemble des médias comme étant attractif pour le public.
Si les employés du secteur des médias estiment que l'audience est attirée par les émotions fortes, le contenu des informations mettra l'accent sur la dimension émotionnelle. Les journalistes peuvent aller jusqu'à créer de l'émotion à partir d'une actualité qui n'aurait aucune dimension émotive. Lance Bennett observe que les journalistes choisissent parmi un éventail de formules narratives utilisées tellement fréquemment qu'elles deviennent des modèles inconscients pour transformer des récits d'évènements quotidiens en reportage.[134]
Sur une chaîne d'information, les journalistes utilisent en priorité deux critères fondamentaux pour décider de l'événement qui fera l'ouverture du bulletin : la valeur informative du récit et la qualité de sa mise en image. Les impératifs de l'industrie télévisée sont un filtre en eux mêmes et favorisent la qualité visuelle d'un reportage au détriment parfois de sa qualité informative, et sa dimension émotionnelle au détriment de l'analyse et de la mise en perspective.
Les individus au contrôle des filtres disposent de tout un arsenal d'outils et de méthodes pour rassembler des informations. Cependant, les médias d'actualité ne sont pas seulement contraints par une palette de sujets d'actualité standards et acceptables, ils doivent également prendre en compte les cercles de pouvoir, capables de façonner les informations par le biais d'experts et d'analystes fournissant des commentaires sur l'actualité. La dépendance des médias envers les sources officielles et leurs agents, est un phénomène qui modèle les informations de façon uniforme, rigide et étroite car en privilégiant les élites, cette routine réduit la variété des points de vue tout en renforçant les stéréotypes dominants.
Les contraintes de l'industrie poussent les journalistes à s'appuyer régulièrement sur ces cercles de pouvoirs, toujours prêts à fournir dans l'immédiat des opinions, des interprétations et des évaluations de l'actualité. Certains segments d'un bulletin, d'une émission ou d'un reportage sont parfois entièrement basés sur ces faiseurs d'information.
Pamela Shoemaker et Tim Vos comparent le travail de chaines d'information à celui d'une usine, uniformisé par des reporters et des photographes identiques, et dont la mission est d'assembler des produits standards sur une période de temps limitée. Ce système de production à la chaine limite grandement l'investissement personnel et le poids individuel du journaliste dans la production de l'information. Ce phénomène est une conséquence de l'interchangeabilité des journalistes et de leur manque de contrôle sur le produit fini.[135]

Le filtrage médiatique est également influencé par un niveau organisationnel relatif à la façon dont les groupes prennent des décisions stratégiques et recrutent leurs équipes pour perpétuer les mêmes filtres et logiques de sélection. La possibilité de recruter et de renvoyer les individus est un puissant filtre pour un média. Le clientélisme observé en Égypte est donc un levier de pouvoir efficace pour déterminer le contenu médiatique, et maintenir le discours dominant dans les médias tout en contrôlant le renouvellement des équipes de journalistes.
Au sein d'un média, l'individu filtreur est considéré efficace lorsqu'il sait comment représenter, voire même anticiper, les intérêts de son employeur. Pour cela il doit d'abord avoir intégré les impératifs éditoriaux du média pour lequel il travaille à la manière

[134] BENNETT W. Lance, *News, the Politics of Illusion*, 9ème édition, Longman, New York, 2012
[135] SHOEMAKER Pamela J. et VOS Tim P., *op. cit.*

d'automatismes professionnels. Si l'organisation médiatique n'aime pas la façon dont il manie les filtres, il peut perdre son emploi.
Le type de filtres appliqués par un média, ainsi que ses méthodes de travail et de recrutement, crée un environnement symbolique et une culture interne qui influencent la façon dont ce média dépeindra la réalité au public. Cet esprit d'entreprise incite ou contraint les individus journalistes à fonder leurs jugements sur des critères développés au sein de l'organisation, et sur des valeurs partagées par l'ensemble de la hiérarchie et des employés. De ce fait, les individus au contrôle des filtres prennent des décisions basées sur cette culture interne, elle même le résultat d'une socialisation et d'une intégration des valeurs propres au média qui les emploient. Ces mécanismes de pensée collective réduisent l'ouverture des journalistes à des informations inhabituelles ou provenant d'acteurs marginaux. Pamela Shoemaker et Tim Vos observent qu'ils peuvent, pour servir l'intérêt de leur employeur et de leurs collègues, décider d'ignorer des informations qui contrarieraient leur agenda. Dans les cas les plus extrêmes, ces journalistes versent dans la diabolisation ou le discrédit de ceux qui les critiquent. C'est dans ce contexte notamment que les journalistes, hostiles à tout point de vue alternatif, commencent à se considérer comme des arbitres pertinents et légitimes de ce que le public a besoin de savoir. [136]
Cette situation est observable en Égypte où le débat public est hermétique aux acteurs marginaux et où la défense du discours dominant est devenue un reflexe professionnel et quasiment inconscient pour les journalistes des médias de masse. La fusion entre l'opinion exprimée par ces derniers, les positions éditoriales de leurs employeurs et les directives imposées par le régime, contribue à maintenir la sphère médiatique en vase clos, hostile au renouvellement des élites politiques et de la culture journalistique.
D'ailleurs, Pamela Shoemaker et Tim Vos estiment qu'un média est géré de façon autoritaire lorsque son fonctionnement obéit à une ligne de commande inflexible basée sur le flot descendant de directives, en provenance des dirigeants au sommet de la hiérarchie, vers leurs employés subordonnés. Cette gestion entraine une division du travail en unités isolées, gravitant autour d'une autorité centralisée. Lorsqu'une salle de rédaction est dirigée de cette façon, la position de l'individu au sein de la hiérarchie définit l'influence qu'il peut avoir sur le processus de filtrage. Les organisations qui ont des structures plus flexibles offrent plus de latitude aux décisions individuelles. Dans un média où les employés sont organisés en pyramide, les niveaux les plus bas de la hiérarchie essaient d'anticiper les réactions de leurs supérieurs pour augmenter leurs propres chances de voir leurs reportages transmis. Cette situation fait que le travail de certains journalistes est plus utilisé que d'autres. Les structures de propriété d'un média sont donc un élément clé pour expliquer la gestion plus ou moins rigide du processus de filtrage des informations.
De plus, la conception du rôle du journaliste est fonction de l'époque et de la société dans lesquelles il évolue. La définition de la mission du journaliste comme pourvoyeur d'informations plutôt que comme guide de l'opinion, ne dépend pas uniquement de ceux qui contrôlent le processus de filtrage, mais découle également de processus historiques et de dimensions culturelles nationales. Par conséquent, les efforts pour changer ces conceptions peuvent également se heurter à la résistance du public, réticent à changer ce qu'il a jusqu'ici toujours considéré comme étant l'essence du journalisme.

Il faut également garder à l'esprit que les sources d'information ont elles mêmes leurs propres agendas. Elles sont donc des filtres supplémentaires qui influencent le contenu médiatique transmis et les dimensions sociales perçues comme des enjeux par le public. Mais elles

[136] *ibid*.

déterminent également le degré d'ouverture des médias de masse aux acteurs en marge et aux nouveaux messages, et ainsi freinent ou encouragent la diversification des voix exprimées.
Les intérêts des sources affectent ce qu'elles décident de rendre accessible aux journalistes. Les plus puissantes d'entre elles ont plus facilement accès aux médias et plus de chances de voir leur message diffusé à grande échelle. Les groupes n'ayant que peu de ressources doivent souvent avoir recours à des actes de provocation pour attirer l'attention des médias. De tels évènements sont alors relayés au grand public mais ces tactiques de mobilisation ont tendance à délégitimer ces groupes car elles mettent en évidence la façon dont ils violent la loi et remettent en question les autorités en place. Dans la mesure où les médias comptent sur les élites comme premières sources d'information, le processus de filtrage reste soumis à l'agenda de celles-ci.
Les institutions et acteurs gouvernementaux disposent d'une variété de moyens pour influencer le processus de filtrage. Ils s'impliquent dans la gestion des informations ou dans l'élaboration de relations publiques, ils fixent et appliquent une série de lois, de politiques, et de relations encadrant les médias. Le contrôle de l'information est central aux cercles de pouvoir et en maitrisant les flux, le gouvernement assure son ascendance sur les médias de masse. En décidant des éléments qui seront ou non mis à disposition des journalistes, le gouvernement s'infiltre au cœur de la gestion des médias d'information. Certains individus filtreurs peuvent cependant faire preuve de résistance face aux tentatives du gouvernement d'imposer des couvertures médiatiques.

A la manière des groupes d'intérêts, les institutions et secteurs gouvernementaux peuvent avoir recours aux pressions financières, par le biais des publicitaires, lorsque les autres formes de gestion des médias n'aboutissent pas aux résultats escomptés. La publicité fonctionne comme une forme d'agence intermédiaire, capable d'influencer l'agenda médiatique. L'importance de l'Etat dans le secteur publicitaire donne au gouvernement des pouvoirs similaires aux grands promoteurs, qui peuvent menacer de retirer leur soutien si les journalistes ont des propos déplaisant. Les médias de masse peuvent par ailleurs être subventionnés par de puissantes institutions qui bénéficient ainsi d'un accès privilégié au débat public, en échange d'informations brutes de première main et à moindre coût. Ces puissantes sources de financement deviennent des sources d'information de routine, et ne sont rejetés par aucun filtre. Les sources d'information ne faisant pas partie de cette routine ont difficilement accès aux médias, et sont généralement ignorées de façon arbitraire par les individus en charge des filtres.
Noam Chomsky et Edward Herman observent que ces puissantes sources d'information profitent de cette situation pour manipuler les médias afin qu'ils suivent un agenda ou un cadrage particulier. Ces sources peuvent par exemple inonder les médias avec des informations pour imposer une ligne narrative particulière et permettre d'éloigner les sujets dérangeants des premières pages ou de l'ouverture des bulletins télévisés, voire même les éliminer complètement. Le cadre dominant est produit par l'interprétation d'un événement d'un point de vue favorable aux demandes des élites en place. Les grilles de lecture alternatives sont ignorées, et les sources qui ont un autre point de vue sur le sujet sont exclues des médias de masse. Les faits sont sélectionnés pour conforter le récit dominant.[137]
La relation entre ces sources et leur pouvoir d'influence, s'étend au delà de l'approvisionnement quotidien en informations de la part des cercles officiels et du milieu des affaires. Elle s'étend également au formatage des experts. La cooptation de la multiplicité de sources non officielles ayant une forte légitimité – et étant de ce fait capables de donner plus de visibilité aux voix dissidentes modérées – permet de maintenir la domination des

[137] CHOMSKY Noam and HERMAN Edward S., *op. cit.*

interlocuteurs officiels sur le débat médiatique. Cette cooptation peut prendre la forme de compensations financières offertes à ces experts pour le développement de leurs recherches, et à leur intégration dans des think-tanks renommés. Ce processus aide ces sources n'appartenant pas aux cercles officiels à diffuser leur message en échange de la mise en place d'une structure narrative orientant les récits d'informations dans la direction voulue par le gouvernement ou le marché.
Enfin, le cadre législatif peut pénaliser le contenu médiatique de façon plus ou moins directe. Les régulations de propriété en sont un exemple. Dans le cas de chaines télévisées, le gouvernement peut maintenir son influence par le biais de l'octroi ou du retrait de licences de retransmission. Une variété d'autres lois et directives relatives aux médias peut influencer le processus de filtrage en protégeant ou entravant le travail des journalistes.

Enfin, l'idéologie joue un rôle important dans la construction des messages médiatiques et est considérée en sociologie des médias comme un outil central pour expliquer les points communs entre les récits des différents médias d'une même société. Raymond Williams définit l'idéologie comme un système relativement formel et articulé, de sens, de valeurs et de croyances, qui reflète une vision du monde ou une perspective de classe. L'idéologie est donc un ensemble intégré de cadres de références à travers lequel chacun d'entre nous voit le monde, et en fonction duquel chacun d'entre nous adapte ses actions. Ce phénomène influence l'organisation de la société et renforce les relations de pouvoir existantes.[138]
Dans le cadre de l'étude des médias égyptiens, et compte tenu de l'environnement néo-autoritaire dans lequel ils évoluent, la théorie sur l'hégémonie d'Antonio Gramsci permet d'approfondir la compréhension des dynamiques qui intriquent mécanismes de survie du régime et élaboration du discours médiatique. Cette théorie suggère que les médias servent d'agents pour les plus puissants, et véhiculent une lecture faussée de la réalité auprès de l'audience qui permet ainsi aux élites de maintenir leur position. L'idéologie dominante est ainsi disséminée selon un langage, des mythes fondateurs, et des modèles d'exemplarité utilisés par les médias dans le débat public pour transcender l'ensemble de la société, ce qui rend la réfutation de la pensée dominante très difficile.[139]
Dans ce cadre théorique il est possible d'affirmer que les individus en charge des filtres sélectionnent en priorité des messages cruciaux pour le maintien du statu quo. Cependant, pour garder une certaine légitimité, les médias doivent veiller à demeurer quelque peu antagoniques, tout en restant dans un certain périmètre idéologique. Ce qui signifie, comme c'est le cas en Égypte, que les médias d'information peuvent apparaître anti hégémoniques tout en continuant à jouer leur rôle fonctionnel d'éléments actifs du maintien de l'idéologie dominante, et de pivots de l'économie politique du pays.
L'hégémonie des élites et du pouvoir modèle les informations lorsque les individus en charge des filtres médiatiques sélectionnent des éléments qui préservent et encouragent le consensus au sein de la société gouvernée. Une idéologie dominante n'est pas établie sur la seule base du pouvoir des élites à dicter des choses comme le contenu des médias d'information. Les élites acquièrent leur hégémonie en articulant une vision du monde qui conforte un large éventail d'intérêts qui s'étend au delà du groupe dominant. De ce fait, la marge de manœuvre des individus au contrôle des mécanismes de filtrage est délimitée par l'idéologie que ces derniers ont intériorisée par le biais de la culture et de leur éducation.

Tous ces mécanismes de filtrage de l'information, et l'influence qu'ils ont sur l'élaboration du discours médiatique et la compréhension du public des réalités sociales et politiques, sont des

[138] WILLIAMS Raymond, *Marxism and literature*, Oxford University Press, New York, 1977
[139] GRAMSCI Antonio, HOARE Quentin, NOWELL-SMITH Geoffrey, *Selections from the prison notebooks of Antonion Gramsci*, Lawrence and Wishart, London, 1971

éléments de compréhension fondamentaux pour l'analyse du rôle des médias et des journalistes égyptiens dans la sauvegarde du régime.

2. La politisation du journalisme dans l'ère du satellite et des nouveaux médias

Les révolutions des technologies de communication – l'arrivée du satellite dans un premier temps puis d'internet – ont mis les journalistes du monde entier face à de nouveaux dilemmes professionnels et politiques. Le rôle de ces derniers étant de mettre en contexte les informations collectées pour essayer d'expliquer les évènements au public tout en respectant les contraintes de temps imposées par l'industrie, cette exigence d'immédiateté du contenu entre en conflit avec le processus plus lent d'élaboration d'un récit médiatique qui mette en perspective les images diffusées.

Par ailleurs, l'émergence de nouvelles technologies de communication faciles d'accès et abordables, permet aujourd'hui à n'importe qui de filmer les évènements. L'origine et l'authenticité de ces vidéos mises en ligne sont parfois difficiles à établir mais dans l'urgence de certaines situations, les médias peuvent être tentés d'utiliser ces contenus pour faire face à la concurrence et aux impératifs du marché, tels que la nécessité d'alimenter constamment les chaines en images et informations nouvelles, et dans le cas de certaines industries comme celle de l'Égypte, d'offrir un minimum de sensationnalisme.

Le problème est donc la sélection de matériel informatif pertinent sous la pression et dans l'urgence, et de savoir si les médias peuvent prendre le risque de diffuser des images dont ils ne connaissent pas l'origine avec certitude. La logique qui voulait qu'un journaliste filtre puis diffuse ses informations, est dans l'urgence parfois remplacée, dans l'ère des nouvelles technologies, par l'impératif inverse, diffuser puis filtrer.

Ahmed participe à une formation multimédia organisée par le quotidien *Al Masry Al Youm*, pour le site duquel il travaille, en partenariat avec CFI, l'agence française de coopération du ministère des Affaires étrangères chargée de l'aide au développement des médias du Sud. Il est représentatif de ces jeunes journalistes jetés sur le terrain pour couvrir des affrontements sans que le contenu produit n'apporte aucune mise en perspective. Il rejoint le journal quelques semaines après le départ de Moubarak, quittant l'Europe et l'université où il étudie le cinéma. Issus de la grande bourgeoisie du Caire, trilingue et utilisant au quotidien les médias sociaux, il décide de rentrer en Égypte pour participer aux événements qui secouent le pays. Ahmed est représentatif de cette jeune élite urbaine qui s'intègre au mouvement révolutionnaire grâce à sa maitrise de l'anglais (Twitter à l'époque n'est pas encore disponible en arabe et ne le deviendra qu'en mai 2012), des médias sociaux et des outils numériques, relayant ainsi les revendications des révolutionnaires au monde entier. La classe dont il est issu ne fait pas non plus partie du noyau dur de l'activisme contestataire qui s'est sont développé au cours des années précédentes. En devenant les porte-paroles des Shabab (« jeunes » en arabe, un terme qui a fini par désigner la jeunesse originaire des quartiers pauvres descendue dans les rues pour affronter les forces de l'ordre), les individus comme Ahmed semblent chercher une forme de légitimation, ou un rôle qui puisse les raccrocher aux demandes révolutionnaire de « pain, liberté et justice sociale » portée principalement par une autre jeunesse, issue des classes populaires, et jusqu'ici méprisée par les classes aisées et insignifiante sur l'échiquier politique.

Les « 18 jours » et les nombreux affrontements de rue qui ont suivi en 2011, ont inversé certaines positions, et la jeunesse aisée des quartiers riches du Caire se retrouve pour la première fois confrontée à un mouvement politique qui lui échappe et qui ne dépend pas des cercles de pouvoir auxquels elle appartient. Cependant, en prenant cette fonction de porte-parole, et sans qu'il ne faille y voir aucun dessein ou calcul politique particulier, Ahmed et ses

paires demeurent au contrôle des lignes narratives relayées par les médias internationaux non arabophones. En filtrant les informations retransmises au reste du monde, en décidant d'un cadre de lecture des événements, cette jeunesse bourgeoise a non seulement participé à une lecture romantique et utopique de la révolution, mais a également conservé la main sur la construction du sens politique en perpétuant des dynamiques paternalistes de contrôle du discours médiatique.
Ahmed n'a par ailleurs aucune formation en journalisme. Les vidéos qu'il prend pour *Al Masry Al Youm* lors des affrontements de rue, le mettent principalement lui même en scène en train de courir, poursuivi par des policiers. Ce contenu n'offre aucune autre information que celle d'une course poursuite, filmée avec un téléphone portable, et dont les images bougent dans tous les sens. Et pourtant cette vidéo est représentative du type de matériel sans réel apport informatif qui est repris à tour de bras par les médias traditionnels, friands de sensationnalisme et de populisme.
Eytan Gilboa explique, au sujet de la couverture de conflits par les chaines satellitaires internationales, que les pressions imposées en terme de rapidité par les médias d'information en continu peuvent pousser les journalistes à se replier sur des opinions et des filtres personnels pour appréhender les événements et en fournir une explication au public le plus vite possible. Cette confusion, et le manque de distanciation et de neutralité qui en découle, est accentuée lorsque les violences mettent en scène des civils, et prend une tonalité encore plus émotionnelle lorsque le degré d'identification entre ces civils et les journalistes est élevé. Eytan Gilboa cite le reporter britannique Ed Vulliamy qui parle du journalisme de l'attachement et qui affirme que « *la neutralité adoptée peut être à la fois dangereuse et répréhensible. En restant neutres, nous récompensons les bourreaux de l'histoire et les incitons simplement à faire une pause avant de reprendre leurs atrocités. Il y a des moments où, en tant que reporter, il faut passer de l'autre coté.* »[140]
Ce problème de perte de neutralité en contexte d'urgence, et la confusion entre récit factuel et expression d'opinion personnelle, est un problème caractéristique du journalisme égyptien, comme cela a déjà été souligné précédemment. Le soulèvement populaire de 2011, et le climat de tension qu'il génère, a grandement contribué à accentuer ce phénomène.

Naomi Sakr met d'une certaine façon cette situation en perspective lorsqu'elle observe que la perception d'un journalisme objectif comme une forme d'activisme antigouvernemental est un défi pour certains journalistes égyptiens, mais que, en fonction de leur expérience et de leur formation professionnelle, ces derniers acceptent plus ou moins de le relever. Naomi Sakr établit qu'en contexte autoritaire, les journalistes ont quatre options face à la censure : l'accepter et la soutenir pour des raisons idéologiques, la tolérer pour garder leur emploi, la défier au risque de lourdes conséquences, ou continuer à travailler pour un organe médiatique au service du régime tout en travaillant clandestinement pour des médias radicaux ou d'opposition.[141] Ces quatre options s'appliquent à l'Égypte.

Cependant, les Egyptiens, partageant le même langage que les autres peuples du monde arabe, peuvent également émigrer ailleurs au Moyen Orient, ce qui leur donne d'autres alternatives. La prolifération des chaines satellitaires et des journaux panarabes a accru une mobilité transnationale du travail à travers la région, permettant en parallèle aux journalistes migrants de revisiter les exigences professionnelles qui leur étaient imposées dans les médias nationaux, et de développer des prises de position personnelles quant à leur rôle au sein des sociétés du monde arabe. A cela s'ajoute une dimension logistique. Etant basés dans des pays

[140] GILBOA Eytan « The Global News Networks and U.S. Policymaking In Defense and Foreign Affairs » in *The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy*, Printemps 2002
[141] SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, *op. cit.*

peu peuplés, les grands groupes médiatiques du Golfe, tels que MBC, Dubaï TV ou Al Jazeera, ont généralement eu besoin de recruter à travers la région. L'Égypte, à la tête d'une industrie audiovisuelle développée, a toujours constitué un réservoir de talents. Au début des années 2000, l'antagonisme de l'agenda politique des propriétaires médiatiques du Golfe se reflétant dans les lignes éditoriales des grands médias de la région, la rotation dans les salles de rédaction est constante. Un journaliste ayant perdu ou quitté son poste pour avoir adopté une position trop provocatrice ou indépendante peut raisonnablement espérer trouver un nouvel emploi ailleurs.

A cette époque, l'industrie des médias satellitaires offre peu de place aux traitements d'informations locales. Nabil Khatib, alors directeur du bureau de la chaine Al Arabiya à Jérusalem, explique en 2006 que « *pendant des décennies, tout ce dont les Arabes ont entendu parler concernait les Israéliens, les Palestiniens, les Américains, et les sommets arabes. Mais rien qui puisse expliquer au téléspectateur pauvre, frustré et malheureux, l'état catastrophique du système de santé et d'éducation offert à ses enfants.* »[142]

Le développement des capacités satellitaires qui accompagnent les évolutions du journalisme panarabe encourage la circulation des journalistes et de leurs idéaux à travers la région. Apparaît donc une volonté exprimée au niveau individuel par certains journalistes, de remanier l'ordre des priorités des bulletins d'information des chaines panarabes pour accorder davantage d'importance à des sujets locaux tournés vers l'humain. Les sources de tensions que ce nouvel aspect du journalisme panarabe rencontre, n'émanent pas de conflits autour d'idéaux professionnels, mais d'un antagonisme entre standards internationaux et structures organisationnelles des industries médiatiques nationales, qui rend difficile la couverture neutre de problèmes quotidiens sensibles. Noha Mellor lie cette ouverture du débat régional à l'émergence de la figure du journaliste télévisé comme éducateur plutôt qu'informateur, investi de la responsabilité sociale de préserver les mœurs de la société et les croyances religieuses. De ce fait, tout en abordant des sujets à dimension plus sociale, les médias satellitaires panarabes veillent également à maintenir la cohésion des sociétés et à leur transmettre un message pédagogique et moral. [143] Les gens ordinaires, s'ils deviennent progressivement le centre de certains sujets de reportage, ne sont pas pour autant considérés comme des sources d'information pertinentes. Un phénomène qui rappelle que le journalisme arabe, à ses débuts, ne s'adresse pas aux masses, mais demeure un produit de consommation réservé aux élites éduquées.

Khaled Hroub estime que le journalisme panarabe tel qu'il se développe avec le satellite au courant des années 2000, a également pris un tournant populiste en contribuant à mettre en place une classe d'experts et de commentateurs, dont la seule préoccupation serait de plaire aux chaines qui les reçoivent et aux téléspectateurs qui les regardent. Ces individus, qui écartent du débat les intellectuels qui ne sont pas assez provocateurs, donnent leur avis sur toutes sortes de questions d'ordre politique, public, moral ou quotidien. Selon Khaled Hroub, ces nouveaux experts, qui s'adressent à des sociétés analphabètes et culturellement ignorantes, orientent l'opinion dans le sens qui leur convient, et ne contribuent en aucun cas au développement d'un esprit critique à travers la région. [144]

L'augmentation du nombre de chaines satellitaires et la création de plus en plus d'emplois dans le secteur des médias de l'audiovisuel, a contraint les industries nationales à diversifier leurs pratiques de recrutement, mettant en conflit deux visions du journalisme. D'un coté

[142] Cité par Lawrence PINTAK in PINTAK Lawrence, *op. cit.*

[143] MELLOR Noha, *The Making of Arab News*, Rowman & Littlefield Publishers, New York, 2005

[144] HROUB Khaled « Les médias satellitaires et le changement social dans le monde arabe » in MOHSEN-FINAN Khadija (dir.), *Les médias en Méditerranée, Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Acte Sud, Paris, 2009

l'approche traditionnelle, telle que pratiquée en Égypte, mettant l'accent sur les règles et l'éthique, synonyme d'un devoir de dévotion envers la hiérarchie et les autorités plutôt qu'envers le public. De l'autre, un vision plus indépendante et orientée vers l'investigation, à l'image du journalisme développé par Al Jazeera. Ces différentes perceptions du rôle du journaliste ont été introduites dans un contexte de compétition régionale pour attirer un public de plus en plus demandeur d'un renouveau des médias d'informations dans le monde arabe. Ce phénomène a permis aux journalistes des grandes chaines panarabes, principalement d'Al Jazeera, de mettre en avant leur volonté de développer un journalisme plus indépendant, une position qui a bouleversé l'industrie de la télévision dans la région. Les débats pour l'établissement d'une déontologie professionnelle ont commencé à gagner en importance à l'échelle transnationale, forçant l'ajustement des procédures de recrutement et de formation au niveau national.
Lorsque l'URTE décide d'assembler une nouvelle équipe pour prendre la relève sur ses chaines satellitaires, elle entreprend d'embaucher des nouveaux diplômés d'instituts égyptiens de cinéma, de théâtre et de photographie. Les conditions de recrutement, approuvées par le Ministre de l'information Safwat Al Sharif, étant que ces individus doivent être assez jeunes pour ne pas avoir encore d'idées politiques préconçues ou de stéréotypes, et qu'ils doivent être recrutés pour leur talent et non du fait de leurs connections familiales.
Il est intéressant de dresser ici un parallèle entre cette volonté de rajeunir les effectifs des journalistes suite à l'apparition du satellite, et la répétition de cet engouement de l'industrie pour la jeunesse au lendemain des « 18 jours », qui marquent l'ascension fulgurante des nouveaux médias dans le secteur de l'information. Dans les deux cas, l'enjeu de ce renouvellement des équipes, au delà du fait qu'il abaisse la moyenne d'âge, traduit également une volonté des individus au contrôle des processus de formation et de recrutement, de faire perdurer une vision traditionnelle du rôle du journaliste à travers les évolutions technologiques. Le métier de journaliste est un métier d'opinion voire même d'allégeances en Égypte. Le critère de jeunesse comme garantie de neutralité politique et d'absence d'engagement idéologique, traduit clairement l'ambition qu'ont les formateurs de modeler les nouvelles générations selon une conception de la fonction sociétale des médias, elle même héritée des générations précédentes.

Avec le développement des chaines satellitaires privées, l'augmentation de la demande en journalistes expérimentés, compte tenu de l'impact politique potentiel de ces nouvelles chaines, favorise la montée en pouvoir du présentateur télé. Le prestige d'une telle fonction ne cessant de s'accroitre, le journalisme télévisé apparaît désormais comme un choix de carrière judicieux.
Au tournant de 2005 et jusqu'à la fin de la décennie, tandis que la scène médiatique satellitaire nationale est en pleine expansion en Egypte, l'audience d'Al Jazeera et des chaines panarabes commence à chuter dans le pays. Un sondage mené en 2009 en Égypte conclut qu'Al Jazeera est presque absente des écrans égyptiens au quotidien, et que la chaine n'est regardée qu'en cas de crises régionales.[145] La vague d'émigration des journalistes égyptiens vers le Golfe et les médias panarabes laisse alors place au mouvement inverse.
A la veille de la révolution, l'industrie médiatique égyptienne compte des profiles beaucoup plus variés et expérimentés qu'au début de la décennie. Une forme de journalisme contestataire commence ainsi à se développer au milieu de la décennie, dans la presse puis à la télévision. La facilité avec laquelle les professionnels des médias passent du secteur de l'écrit à celui de l'audiovisuel, avec l'expansion de ce dernier, explique la transposition des

[145] HIJJAWI Aref, « The Role of Al Jazeera (Arabic) in the Arab Revolts of 2011 » in *Perspectives, Political Analysis and Commentary from the Middle East*, n°2, mai 2011

éditoriaux au petit écran. A cela s'ajoute l'interdiction pour les chaines privées de diffuser des bulletins d'information, et la nécessité pour ces dernières de trouver une parade à la censure pour attirer les téléspectateurs, tout en respectant bien entendu certaines limites non négociables, comme celles relatives à l'armée et à son implication dans la politique et l'économie du pays. Un format d'émission commence alors à se développer où le présentateur, généralement une célébrité des médias, passe plusieurs heures, seul face à la caméra, à commenter l'actualité et à partager son opinion au sujet de ce qui se passe dans le pays, avançant des solutions pour résoudre les problèmes nationaux.
Reem Maged décrit les mécanismes qui ont propulsé le présentateur d'émissions de débats au rang de champion de l'opinion publique, dans un environnement politisé où le commentaire a plus de valeur que l'information. *« Sous Moubarak, la loi interdit aux chaines privées de diffuser des bulletins d'information. Les émissions de débats se développent en partie pour faire face au monopole des chaines publiques et de l'Etat sur le récit de l'actualité. Les présentateurs reçoivent des invités et mènent le débat. Face aux médias publics, les gens commencent à considérer ces émissions comme des sources alternatives crédibles d'informations. C'est comme ça que le statut et la parole du présentateur sont devenus si importants. Aujourd'hui, avec la révolution, ils cherchent tous à accroitre leur influence pour tirer profit du chaos politique, et se présenter comme les sauveurs du peuple. »*[146]

Une des figures caractéristiques de l'évolution du journalisme télévisé dans la seconde moitié des années 2000 est Ibrahim Eissa. Celui-ci a développé, au fil des émissions successives qu'il anime sur différentes chaines privées, un style qui lui est propre et qui allie l'humour et la culture populaire à des discussions politiques et intellectuelles au cours duquel il décortique l'actualité et donne son opinion. Eissa tient sa légitimité de sa carrière en presse écrite, au cours de laquelle il s'est imposé comme un fervent opposant de Hosni Moubarak et de son parti. C'est notamment après le soulèvement de 2011, et l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans, qu'Ibrahim Eissa atteint une popularité sans précédent dans sa carrière de sur le petit écran. Dans son émission « Ici le Caire » diffusée sur la chaine privée Al Kahera Wal Nas, appartenant à Tarek Nour, également à la tête de la plus grande agence publicitaire du pays, Eissa est seul dans le studio face à la caméra. Arborant sa fière moustache et ses emblématiques bretelles, il s'exprime comme s'il était à la table d'un café, interpellant le téléspectateur et les individus dont il parle. Ce style qui mélange informations politiques et divertissement, et qui en anglais est appelé « info-tainment » ou « poli-tainment », n'en demeure pas moins très proche du paternalisme pratiqué sous l'ancien régime, et de l'élitisme de l'intelligentsia du Caire.
Au cours de son émission du 25 mars 2013, il se livre à une longue tirade sur le rôle des médias en Égypte sous le régime de Mohamed Morsi, arrivé à la tête du pays en juin 2012. Il défend une vision noble de la mission du journaliste, luttant pour la défense de la vérité et de la liberté d'information, justifiant un engagement politique contre le gouvernement des Frères Musulmans.[147]
« Les Frères devraient lire un peu et étudier les médias avant de parler. Ils ne font que répéter la même chose, et c'est sans fin. Ils critiquent le fait que le présentateur donne son avis, ils disent que ce n'est pas son rôle. Mais nous présentateurs faisons partie des médias. Nous sommes aussi des journalistes et pas seulement des présentateurs. Le journaliste a pour rôle de donner des informations et de les expliquer selon ce qu'il croit juste. Son but est de chercher la vérité pour développer la liberté. Ça fait 28 ans que je travaille dans les médias, à chaque fois pour des médias avec des lignes éditoriales indépendantes mais différentes.

[146] Entretien avec Reem Maged le 24 mars 2012 au Caire
[147] Emission « Ici le Caire » présentée par Ibrahim Eissa diffusée le 25 mars 2013 sur la chaine privée Al Kahera Wal Nas

Laissez moi vous dire que dans les médias d'Etat, personne n'a cette expérience. Ils ne savent pas ce que c'est que de lutter pour la liberté, ils ne font que répéter ce qu'on leur dit. Mais moi c'est mon travail. Je ne dis rien d'autre que des choses qui permettent de lutter pour la liberté et défendre la vérité. »
Il se lance ensuite dans un second monologue sur le fait que l'objectivité dans les médias n'existe pas en prenant pour exemple les médias américains. Par conséquent il n'y a pas de manipulation de l'information, mais simplement une coloration éditoriale qui peut apporter une lecture différente.
« Le choix éditorial, c'est le choix de l'information. Par exemple dans un discours de Morsi, je peux choisir de parler d'une phrase en particulier. Je peux aussi décider de mettre cet extrait de discours en première page ou tout à la fin. Toutes les chaines ont des positions éditoriales, même en occident. Par exemple Fox News surveille les erreurs d'Obama pour lui jeter la pierre tout le temps. Les informations qu'elle donne ne sont pas fausses mais présentées sous un certain angle. C'est come ça dans le monde entier. C'est ça la liberté des médias. Sauf pour Morsi qui veut qu'on dise tous la même chose et de la même façon. Les Frères doivent comprendre qu'on a une chose aujourd'hui qui s'appelle télécommande. Les gens peuvent changer de chaines. Ils sont libres de choisir. En Amérique, par exemple, tous les médias ont un agenda politique, c'est connu. »
Cependant, il refuse catégoriquement d'accorder ce même principe de liberté de politisation éditoriale à Al Jazeera, qui soutient alors les Frères Musulmans.
« Al Jazeera est la meilleure alliée des Frères. Cette chaine est dingue des Frères. Ne me dites pas que cette chaine est neutre ou qu'elle lutte pour la liberté d'expression. Elle ne fait que défendre les Frères et parler de l'Islam. Et ça c'est un problème parce que ça prouve qu'elle ne connaît pas son métier. »
Le paradoxe de ces propos témoigne de l'immaturité du débat en Égypte au sujet de la parole médiatique et de la différentiation entre liberté d'expression et diffamation, entre opinion personnelle et ligne éditoriale, entre respect du pluralisme d'opinion et cacophonie populiste.
Il est indéniable que l'évolution du paysage audiovisuel au cours de la seconde moitié des années 2000 ait contribué à repousser les limites du débat public quant à la critique de certains dysfonctionnements du gouvernement. Cependant, elle accentue la politisation du discours médiatique et la confusion autour du rôle du journaliste, et accroit l'instrumentalisation politique du discours médiatique, compliquant encore davantage la tâche des individus luttant pour plus de neutralité dans les médias. Par ailleurs, cet environnement médiatique n'a pas entrainé le développement d'un journalisme professionnel d'investigation capable d'apporter plus de substance aux joutes oratoires contre la corruption du régime qui envahissent l'espace public. Cette nouvelle forme de journalisme tapageur n'accorde pas non plus une place plus importante aux acteurs indépendants ni aux organismes de la société civile.

3. Le contrôle de l'ouverture médiatique en 2011, durant et après les « 18 jours »

Les profils et le parcours pendant et après la révolution, de Dina Abdel Rahman, présentatrice sur Dream depuis 2003, et de Doa Sultan, qui lance son émission sur Tahrir TV en mars 2011, mettent en lumière certains des mécanismes qui influencent le processus de filtrage médiatique discuté précédemment, et la façon dont les mécanismes mis en place par le régime dans le secteur privé lui permettent de contrôler le discours des journalistes.
Il ressort qu'en 2011, le régime a su très rapidement adapter son rapport aux médias pour faire face au séisme politique qui secoue le pays, et ainsi continuer sa mutation vers une forme toujours plus hybride entre autoritarisme et démocratie, articulant ouverture médiatique et nouvelles technologies à une forme de censure plus flexible mais toujours aussi intransigeante

sur certains sujets. Ces deux entretiens font état de l'influence des propriétaires de chaines satellitaires sur les lignes éditoriales et sur le contenu des programmes. Ils mettent également en lumière la collusion entre régime, publicitaires, milieu des affaires et médias de masse en donnant un aperçu de l'imbroglio qui caractérise les relations de ces cercles de pouvoir, et de l'impact que ce carcan structurel a sur la liberté d'expression.

A la veille de la révolution, Dina Abdel Rahman présente depuis 2003 « Bonjour Dream », la première émission d'actualité du matin jamais créée en Égypte. Son programme, diffusé sur la chaîne Dream, propriété d'Ahmed Bahgat, est assez populaire et les événements de fin janvier 2011 continuent de booster son audience. Elle explique que quelques jours après le début du mouvement, le 25 janvier, elle décide de se rendre sur la place Tahrir pour voir d'elle même ce qui s'y passe. *« Ahmed Bahgat, mon patron a commencé à me poser des questions sur ce que j'allais faire là bas et il a essayé de me faire peur en me disant que je pouvais me faire tuer. Lui même avait très peur. »*[148]

Le 1er février, jour de la première grande marche organisée par les activistes, des millions de citoyens descendent dans la rue. Cet événement est appelé par les révolutionnaires la « marche des millions », un titre qui intègre alors le vocabulaire de la mobilisation collective et qui sera utilisé par toutes sortes d'acteurs contestataires qui, lorsqu'ils chercheront à mobiliser un grand nombre d'individus, appelleront à l'organisation d'une « marche des millions ».

Ce jour là, beaucoup d'activistes descendent sur la place Tahrir et Dina Abdel Rahman reçoit en direct des appels de manifestants sur place et de téléspectateurs qui soutiennent la révolution.

« Bahgat est intervenu en direct dans « Bonjour Dream » pour dire que sa chaine ne cautionnerait pas le désordre. Je lui ai demandé plus tard ce qu'il entendait par là et il m'a dit que mon émission encourageait le chaos. Il m'a reproché de ne pas prendre les précautions prises par les autres chaines qui précisaient aux téléspectateurs que les gens qui appelaient en direct pendant l'émission n'étaient que des voyous qui voulaient la destruction de l'Egypte. Il m'a dit qu'il fallait donner une chance au régime car sinon les Frères Musulmans allaient profiter de la situation. »[149]

Le lendemain, le 2 février, est connu comme le jour de « la bataille des chameaux » au cours duquel des hommes à cheval et à dos de chameaux ont attaqué les manifestants sur la place Tahrir à coup de couteaux et de machettes. Ce jour là Dina commence à recevoir des appels depuis la place, quand soudain en plein milieu de son émission, l'électricité est coupée plongeant toute la chaîne dans le noir, puis rétablie une fois le temps d'antenne de « Bonjour Dream » terminé. Elle se rend alors sur Tahrir pour obtenir des informations de première main en tant que journaliste. Le soir même, Moubarak délivre son second discours, au cours duquel il fait quelques concessions politiques, et sur de nombreuses chaines privées et publiques les présentateurs se mettent à pleurer, appelant le peuple à plus d'indulgence envers son raïs qu'ils présentent comme le père de la nation. Le 2 février a été un point culminant de la révolution car c'est après ce discours, et les violences de la journée, que les gens commencent résolument à demander le départ de Moubarak.

Le jour suivant, de retour dans les studios, Dina veut témoigner dans son émission de ce qu'elle a vécu sur Tahrir. *« Après ce que j'avais vu je n'avais plus aucun doute. C'était la révolution. Je ne pouvais plus faire semblant et continuer à parler de complots ou de traitrises. Et ce n'est pas être politiquement orienté que de dire la vérité. »*[150]

---

[148] Entretien avec Dina Abdel Rahman le 1er mai 2012 au Caire
[149] *ibid.*
[150] *ibid.*

Une fois Moubarak parti, elle entreprend de parler de la transition politique du pays. *« Je voulais parler des élections, de la constitution et de la construction du pays mais Bahgat a commencé à avoir peur de ce qu'allait faire l'armée. A partir de ce moment, il a commencé à me donner des consignes strictes sur ce je pouvais dire et ne pas dire. Il est devenu très agressif alors que jusqu'ici il avait toujours été très fier de mon travail. »*[151]

Le 23 juillet, pour l'anniversaire de la révolution de 1952, elle décide de faire sur « Bonjour Dream » une comparaison avec le soulèvement de 2011. Après un débat entre un panel d'invités, le général Abdel Moneim Qato – conseiller des Forces Armées au département des Affaires Morales – appelle le plateau en direct et prend l'antenne pendant plus d'une heure. Il vante la grandeur de l'armée égyptienne et de ses soldats, fils de la patrie qui paient de leur sang la liberté du peuple. Dans ce climat de polarisation entre militaires et révolutionnaires, l'incertitude politique déforme le discours médiatique et toutes sortes de rumeurs et de fausses informations circulent, un phénomène aggravé par le recours massif des médias traditionnels aux informations véhiculées par les médias sociaux, dont l'authenticité et la véracité sont souvent difficiles à établir.
« Il a commencé à me parler des rumeurs et à me dire qu'il en avait délibérément fabriqué une pour calmer les gens sur Tahrir. C'est lui qui a fait croire à l'arrestation de Gamal Moubarak. »[152] Qato continue en affirmant que certains candidats aux élections présidentielles sont des espions mais qu'il ne peut donner plus de détails ni révéler d'où il tient ses informations. Il dit des jeunes de la place Tahrir qu'ils sont des traitres de la nation.
« A ce moment j'ai entendu Bahgat dans mon oreillette me dire qu'il était dans la salle de contrôle et que j'avais intérêt à me calmer. Après l'émission il m'attendait dans mon bureau, il était hors de lui. Il ma hurlé 'Très bien. Tu n'aimais pas Moubarak. Il est parti. Aujourd'hui tu n'aimes pas l'armée ? Tu veux qu'elle s'en aille aussi ? Si tu ne changes pas tout de suite de comportement, demain je te fais remplacer par une autre.' Je lui ai dit 'Très bien, remplace moi.' »[153]
Après son départ et l'annulation de son émission, les médias sociaux s'emballent et demandent à Ahmed Bahgat des explications publiques. Des pétitions se créent en ligne pour demander le retour de Dina sur Dream. La mobilisation sur internet autour de causes chères au public est un phénomène sans précédent dans l'histoire de l'Égypte. Cette brèche de liberté – qui se referme rapidement fin 2011 lorsque l'armée rattrape son retard technologique sur les activistes – a parfois su contraindre, comme dans cet exemple, des gens puissants qui n'avaient jusqu'ici aucun compte à rendre à personne, à revenir sur leurs décisions.
« Bahgat m'a rappelée quelques jours plus tard en me disant qu'il avait perdu son sang froid sous le coup de la colère, mais qu'on était des professionnels et qu'on devait trouver un moyen de s'entendre. J'ai refusé. La façon dont il m'a jetée était trop irrespectueuse. Jusqu'à aujourd'hui je ne sais pas vraiment le rôle que l'armée a joué là dedans. »[154]

Dina reste cependant sceptique quant aux potentielles avancées pour le journalisme professionnel qu'offrent les nouveaux médias dans un tel environnement. Sans l'adoption de méthodes de vérifications scrupuleuses, ces nouvelles technologies, bien qu'elles permettent cependant de briser certains tabous, peuvent également alimenter des procédés freinant la libéralisation des médias comme le relai de fausses informations, l'exacerbation des tensions par le biais de rumeurs non fondées, et le discrédit des journalistes en général. *« Twitter a mis beaucoup de journalistes dans de sales draps car ils n'avaient pas vérifié les faits ou les*

[151] *ibid.*
[152] *ibid.*
[153] *ibid.*
[154] *ibid.*

sources. Certains ont par exemple repris en direct dans leur émission des informations postées sur ce qu'ils ont cru être le compte de Barack Obama en arabe. Ce compte était un faux ! Il est très difficile de travailler avec ces sources, sauf quand on est sur place et qu'on peut vérifier par nous mêmes. L'information doit absolument être remise dans son contexte, et si on agit dans l'urgence, il faut citer le nom du compte. C'est très difficile surtout quand il y a des affrontements dans la rue car le sensationnalisme et les opinions personnelles dominent alors la twittosphère et les médias sociaux. Même les vidéos prises avec des téléphones doivent être minutieusement vérifiées. »[155]

Très vite, elle décroche un contrat avec ON-TV de Naguib Sawires mais Bahgat fait pression sur ce dernier pour qu'il renonce à son ancienne employée en lui offrant 1 million de livres égyptiennes par l'intermédiaire de Promedia, l'agence publicitaire de Sawires qui travaille avec Dream. En novembre 2011, Dina se tourne alors vers Tahrir TV, la nouvelle chaine révolutionnaire créée il y a quelques mois plus tôt par Ibrahim Eissa. Elle y anime une émission le soir, « Aujourd'hui ». Cependant en décembre de la même année, la chaine change de mains.

« Tahrir TV a été rachetée par Suleiman Amer, un homme d'affaires dans les secteurs de l'immobilier et de la construction. Quand j'étais encore sur Dream, j'avais fait une émission sur la façon dont les propriétaires fonciers s'enrichissaient au détriment de l'agriculture égyptienne. Amer avait voulu participer comme invité mais j'avais refusé. Quand il a racheté Tahrir TV, il a voulu redéfinir la ligne éditoriale de la chaîne. Il n'avait ni vision politique ni notion journalistique. Il voulait choisir les invités et les sujets de reportages de mon émission. Il y avait beaucoup de tensions entre nous. Un jour, quelques minutes avant le début de mon programme, il m'a tendu un papier et m'a dit 'Signe ce contrat, ou tu ne rentres pas sur le plateau.' J'ai refusé. J'ai quitté la chaîne. »[156]

Tahrir TV a fait d'Ibrahim Eissa un personnage emblématique du nouveau paysage médiatique postrévolutionnaire, et représentatif de ce corps de journalistes, certes engagés contre le régime de Moubarak, mais au service de leur propre agenda personnel, ce qui les pousse parfois à virer au populisme et à l'opportunisme.

*« Ibrahim Eissa a vendu ses parts d'*Al Doustour *sans prévenir personne et il a fait pareil avec Tahrir TV. Mahmoud Saad qui travaillait sur la chaine voulait partir lui aussi et lui a demandé d'attendre un peu avant de vendre. Mais la chaine avait plus de valeur publicitaire tant que Saad y était encore, ce qui garantissait à Eissa un meilleur prix de vente. Il a vendu la chaîne sans qu'aucun employé ne le sache. Du coup personne n'a pu bénéficier de ses acquis sociaux. Aujourd'hui il commence son émission sur ON-TV sur les candidats à la présidentielle. Il n'y aura ni interview ni invité. Juste lui. Depuis la révolution il a été très malin dans ses décisions. Il est devenu l'homme d'affaires incontournable dans les médias du pays. »*[157]

Ces divers épisodes dans le parcours de Dina montrent les méthodes de chantage plus ou moins directes et brutales employées par les propriétaires des médias, et derrière eux le régime militaire, pour contraindre leurs journalistes à l'obéissance et au respect de certaines limites. Dina finit par retourner sur ON-TV. Elle voit dans la diversification du paysage audiovisuel, au lendemain de la révolution, une dimension positive car cette situation a malgré tout permis d'élargir l'étendue des sujets traités. Cependant elle déplore que de nombreux programmes surfent sur la vague de pessimisme qui envahie le pays, en jouant avec

[155] *ibid.*
[156] *ibid.*
[157] *ibid.*

la déception et la dépression des gens suite à l'échec de la révolution. Les informations diffusées par les médias début 2012 insistent sur la dégradation des domaines sécuritaire et économique engendrée par le soulèvement. Le cadrage médiatique adopté par les médias à l'époque est de dire que la révolution est la cause de tous les problèmes du pays et que l'Égypte allait bien mieux avant.
« Les présentateurs de talkshows jouent un rôle très politique. Ils soutiennent de façon indirecte et avec l'accord du propriétaire de la chaine, tel ou tel homme politique. Du coup l'idée d'agenda caché est toujours présente et rend les choses très difficiles pour la crédibilité des journalistes aux yeux du public. Un journaliste doit être neutre et surtout savoir se détacher clairement de tout jeu politique ou intérêt personnel dans l'exercice de son métier. »[158]

Doa Sultan, l'épouse d'Ibrahim Mansour, a un profil assez différent. Fille de Haute-Égypte à la peau foncée et au sourire effronté, elle s'exprime avec un léger accent dans un style populaire et insolant, qui la met en décalage par rapport à l'élite urbaine du Caire qui présente la plupart des émissions d'actualité sur le petit écran. Dans un milieu où l'apparence et l'élocution des présentatrices télé restent très standardisées, la révolution, en renversant temporairement certains codes dans le domaine des médias, a permis à des figures comme Doa Sultan de se bâtir une légitimité comme enfant du peuple. Ce soulèvement a transformé les gosses de rue en héros, et ceux qui étaient jusqu'ici méprisés par les élites ont eu, l'espace d'un court instant, une place sur le devant de la scène en qualité de représentants légitimes du peuple égyptien et de ses aspirations révolutionnaires.

Son émission, « Talk Shoes » (jeu de mot entre les termes anglais « talkshows » et « shoes », cette référence aux chaussures ayant également une dimension humoristique culturelle propre à l'Égypte et au monde arabe où traiter quelqu'un de chaussure est une insulte) est lancée en 2011, avec pour thème de critiquer les émissions télévisées quotidiennes et leurs présentateurs. Doa Sultan dit vouloir dénoncer les pratiques mensongères et hypocrites qui gangrènent le monde de la télévision. Dans son programme elle reçoit des présentateurs célèbres et les confronte à certains des propos qu'ils ont tenus au cours de leurs émissions.
« *Il n'y a pas de différence entre avant et après la révolution. Ces émissions étaient présentes avant et le sont également après. Elles obéissent toujours au même principe de mettre des gens ensemble pour qu'ils débattent sur des sujets d'actualité tout en criant et en respectant les lignes rouges imposées par le régime. Aujourd'hui ce sont les mêmes présentateurs et les mêmes invités, mais sur des chaines différentes. Il n'y a pas de renouvellement, ceux qui étaient pro Moubarak avant, sont aujourd'hui sur les chaines dites révolutionnaires. »*[159]
Son émission a été annulée après qu'elle ait fait une édition spéciale pour l'anniversaire de la révolution en février 2012. Depuis, elle continue « Talk Shoes » en ligne sur sa page Facebook, et selon le même principe, à l'exception qu'elle n'a plus d'invité et partage simplement ses critiques. Aussi vite exclue du système médiatique qu'elle y est entrée, elle décrit ce milieu comme une chaine de manipulations successives du régime et des propriétaires envers les journalistes et présentateurs, qui ne sont en fait que des pièces interchangeables en bas de la pyramide. « *Ils ne font que retransmettre des ordres qui tombent d'en haut. Ils font partie de cette conspiration dans les médias pour abrutir le peuple et le soumettre politiquement. Ils veulent tuer la révolution et tous nos espoirs.* »[160] Cette vision populaire et populiste du complot pour expliquer l'état des choses en Égypte, est assez répandue dans les médias, car elle fait vendre.

[158] *ibid.*
[159] Entretien avec Doa Sultan le 25 mars 2012 au Caire
[160] *ibid.*

Cette ligne narrative de la conspiration est souvent utilisée, comme l'illustrent ici les propos de Doa Sultan, avec un ton paternaliste au nom de la défense du peuple et parfois même de la révolution. Elle n'en demeure pas moins un mécanisme puissant de filtrage médiatique qui participe au maintien du discours dominant, en empêchant toute compréhension alternative de la réalité sociale et politique.

Doa Sultan observe que, rapidement après la révolution, la quasi-totalité des médias passent sous domination militaire, et les pratiques répandues sous l'ancien régime de rachat des médias contestataires par des hommes d'affaire proches de l'armée, demeurent fréquentes.

« Même Tahrir TV ! Avec les changements de propriétaires, c'est aujourd'hui devenue une chaine sympathisante de l'ancien régime. Tous les prorévolutionnaires sont partis. Quasiment tout le paysage audiovisuel égyptien est aux mains des proches de Moubarak. »[161]

Elle déplore que dans ce contexte de libéralisation tronquée du discours médiatique, les présentateurs aient acquis un rôle aussi important en matière politique, car n'ayant en réalité aucune liberté nouvelle, ils participent à la collusion d'intérêts entre médias et cercles politiques. Dans cet environnement, la neutralité journalistique n'est ni un avantage compétitif, ni un gage de crédibilité, mais plutôt une source de suspicions.

« Les présentateurs ne donnent pas leur point de vue personnel et se mettent d'accord avec le propriétaire de la chaine pour laquelle ils travaillent pour décider du message. Et face à ça, les gens ont des attentes, et ne veulent pas de présentateur sans avis sinon ils ne l'écouteront pas. Chacun doit développer son style. Mona Al Shazly veut être comme une tante ou quelqu'un de proche. Gaber Al Armouti, un bon gars de chez nous. Les gens ne veulent pas seulement de l'information, ils veulent du divertissement et une personnalité qui porte le spectacle de l'émission. »[162]

Comme Dina Abdel Rahman, elle évoque la campagne médiatique menée par certaines chaines privées et étatiques proches des militaires, pour apeurer les gens et diminuer le soutien populaire à la révolution. Ce discours pessimiste au sujet de la révolution et du chaos dans lequel semble sombrer le pays, du moins si l'on en croit les informations montrées à la télévision, prend potentiellement plus d'ampleur au sein des populations rurales qui vivent loin du Caire et de la place Tahrir, et qui ne connaissent des revendications et des avancées révolutionnaires que ce que la télévision veut bien leur montrer. Les diverses fractures – technologiques, sociales, générationnelles, niveaux d'alphabétisation – qui divisent l'Égypte, contribuent à accentuer l'impact du filtrage médiatique opéré par certaines chaines sur différentes parties de la population. Il y a parallèlement un effet de chambre d'échos dans les médias qui donnent une importance démesurée à certains événements ou propos qui, de par leur mention dans les médias de masse, attisent la curiosité du public et gagnent de l'importance dans le débat. C'est le cas par exemple des contenus postés sur Twitter, plateforme qui à l'époque est étrangère à une immense majorité de la population, ou encore de l'émission de Tawfik Okasha, un personnage haut en couleur, que personne ne dit regarder mais dont tout le monde parle du fait des vidéos qui circulent sur internet, et des émissions qui se moquent de lui.

En filtrant ainsi les éléments de compréhension des événements et de la situation, les médias de masse interfèrent dans le processus d'identification du pays avec ses révolutionnaires. Ce processus est nécessaire au renforcement de la cohésion nationale et à la mobilisation collective derrière les revendications contestataires, une étape fondamentale à l'aboutissement des demandes de changements portées par le peuple. *« Aujourd'hui le gouvernement oriente les médias pour qu'ils jouent avec l'avis général et pour qu'ils dégoutent les gens de la*

[161] *ibid.*
[162] *ibid.*

révolution. Pendant le Ramadan de 2011, les talkshows n'ont invité que des gens qui étaient contre la révolution. Pendant un mois, une quarantaine de programmes se sont concentrés sur la destruction de la révolution. Après ça, plus aucun mouvement n'a pu atteindre la même ampleur que celui des 18 jours. »[163]

Juste après la révolution, les nouveaux médias prennent le titre dans le vocabulaire quotidien de « médias alternatifs », un glissement sémantique comparable à celui qui a d'abord fait des médias privés des médias indépendants, du fait de leur développement en dehors de la sphère étatique directe, et qui a entrainé une confusion des genres étant donné que ces médias privés n'étaient ni politiquement neutres ni opposés au régime, mais qu'ils participaient au maintien du discours dominant. En 2011, l'usage des médias sociaux en Égypte n'a pas encore été suffisamment systématisé pour qu'ils aient un impact constructif sur le changement politique. Certes, la fenêtre de liberté d'expression qui s'ouvre au lendemain de la révolution portée par l'articulation entre médias traditionnels et médias sociaux, permet le partage de propos plus libres, mais ces plateformes en ligne restent avant tout des moyens de communication élitistes, incapables d'atteindre une audience comparable à celles des médias de masse.
« Il y a aujourd'hui beaucoup de médias alternatifs. J'ai mon propre programme d'information sur ma page Facebook. Je peux dire ce que je veux. C'est le seul moyen car aujourd'hui il n'y a pas d'autre possibilité de s'exprimer librement dans les médias. Les blogs, Facebook et Twitter sont des sources alternatives d'informations importantes depuis la révolution. Beaucoup de gens s'informent sur internet. Ces médias apportent des détails et des images que les médias traditionnels ne montrent pas et qui remettent en cause les informations qu'ils diffuent. Les gens vont sur internet pour savoir ce qui est vrai et à qui ils peuvent faire confiance. »[164]
Les propos de Doa Sultan illustrent la façon dont le glissement sémantique évoqué ci-dessus entraine une confusion des genres entre plateforme d'information et espace d'expression individuelle. Revers de la libéralisation brutale de la parole et de l'articulation des révolutions technologique et politique (l'essor des médias sociaux et la chute de Moubarak), le fait de pouvoir dire ce qu'elle veut sur sa page sans être censurée devient un critère suffisant pour en faire une page à caractère informatif. Il n'y a pas de distinction entre journalisme professionnel et expression politique personnelle. L'absence de censure sur internet et sur les médias sociaux donne une crédibilité à ces nouvelles technologies et aux informations qu'elles véhiculent, simplement parce qu'elles sont partagées et transmises librement. Il y a cependant une phase d'apprentissage méthodique par laquelle les utilisateurs doivent passer pour être en mesure de prendre le recul nécessaire, et ainsi vérifier et mettre en contexte les informations collectées en ligne.
Ce phénomène nouveau d'expression personnelle débridée favorise la fragmentation et la polarisation du débat public, alimentées par les journalistes en ligne, et encourage les médias traditionnels à ne relayer que les voix qui seraient en accord avec leur propre message, entrainant ainsi l'apparition de niches d'opinions quasiment hermétiques les unes aux autres.

Malgré la fenêtre de libéralisation du paysage médiatique qui s'ouvre brièvement entre février et fin septembre 2011, période à laquelle l'armée met fin à l'octroi de licences de retransmission pour la création de nouvelles chaines et durcit son contrôle sur les médias, la plupart des présentateurs vedettes sous l'ancien régime ont conservé leur poste. L'épisode révolutionnaire ne semble pas avoir changé en profondeur les structures de l'industrie médiatique du pays. Les mêmes individus demeurent au contrôle du processus de filtrage

[163] *ibid.*
[164] *ibid.*

médiatique, ils ont simplement changé de chaine. Une situation que Doa Sultan compare au jeu des chaises musicales. « *Il n'y a aucune autre conviction politique qui compte que celle qui permet de garder son travail. Et, même sous la forme de l'activisme, chacun défend ses intérêts. Le rôle du journaliste aujourd'hui dépend du média qui l'emploie.* »[165]

Doa Sultan fait partie de cette catégorie de journalistes qui, au lendemain de la révolution, ne conçoit pas séparer ses positions politiques personnelles de son travail, et qui voit la transmission de son engagement révolutionnaire comme la fonction première de son rôle de journaliste. L'argument qu'elle défend, et qui est repris par un grand nombre de ses collègues, est que face aux manipulations de régime, le journaliste se doit de rétablir la vérité.

« Il faut des convictions pour être journaliste. Il faut être activiste. Quand on est avec la révolution, on ne peut pas séparer ses convictions de son travail. C'est une question d'honneur et de crédibilité. Les journalistes ne peuvent pas changer d'opinion du jour au lendemain, même si beaucoup l'ont fait après le départ de Moubarak. Ils le soutenaient et aujourd'hui ils l'insultent comme Lamis Al Hadidi qui était en charge de la campagne électorale de Moubarak en 2005 et qui l'injurie aujourd'hui à tout bout de champs. »[166]

Cependant la distinction entre propagande et engagement politique n'est pas si évidente et la revendication d'un journalisme activiste risque au final de faire le jeu des médias qui défendent le retour de l'armée, en employant la même rhétorique et les mêmes techniques discursives de polarisation et de sensationnalisme, au détriment de l'analyse en profondeur et de la mise en perspective du contexte politique. Par jeu de miroirs avec les médias de l'ancien régime, ce type de journalisme participe au maintien des structures dominantes qui empêchent tout débat politique sincère sur les notions de pluralisme et de liberté d'expression, et toute considérations réelles des concessions nécessaires à l'aboutissement de la transition démocratique.

A partir de février 2011, être activiste apparaît donc comme un pré requis professionnel pour certains journalistes qui souhaitent bâtir leur crédibilité dans le nouvel environnement médiatique face aux médias soutenant l'armée. Le journaliste de l'ère postrévolutionnaire doit être capable de guider le peuple sur la voix du changement, une conception qui renvoie étrangement à la position paternaliste et bienveillante adoptée jusqu'ici par les présentateurs les plus populaires avant la révolution, et que cette nouvelle génération de journalistes dit rejeter. Comme mentionné précédemment, un des filtres les plus puissants dans le domaine médiatique qui participe au maintien du discours dominant, est la perception de la mission et du rôle sociétal du journaliste par les journalistes eux mêmes et par le reste de la population.

« Il faut apprendre aux gens à travers les médias, ce qu'est réellement la révolution et ses objectifs. Il faut apprendre aux journalistes à parler aux gens et à leur enseigner la culture de la liberté d'expression. Le journaliste aujourd'hui doit être aux côtés des gens et se faire le relai de leur voix. Il doit pouvoir dialoguer et orienter les gens dans leur choix. Le journaliste est un élément actif du changement politique et social. »[167]

La mission du journaliste semble s'être ennoblie après la révolution et celui-ci devient le relai du peuple auprès du pouvoir, un peuple dont il faut gagner la confiance et éduquer la conscience. Il est surprenant que beaucoup des journalistes interviewés au cours de ce travail parlent du peuple – à l'image de leurs prédécesseurs dont ils cherchent pourtant à se distinguer – comme d'une entité monolithe et organique à laquelle ils ne s'assimilent pas eux mêmes. Ils entretiennent une relation ambivalente avec ce peuple qu'il faut protéger mais auquel il faut également expliquer les choses avec patience. Même dans sa déclinaison activiste et révolutionnaire, le journaliste conserve son rôle paternaliste d'éducateur et de porte-parole du petit peuple. Ainsi, les structures d'autorité perdurent par le biais du maintien

[165] *ibid.*
[166] *ibid.*
[167] *ibid.*

des dynamiques d'acquisition du savoir. Par conséquent, bien que certains individus au contrôle des filtres médiatiques soient nouveaux, ils manipulent les mêmes filtres ayant permis au discours dominant de perdurer jusqu'ici.

PARTIE II.

LE DEVELOPPEMENT D'INTERNET ET DES NOUVEAUX MEDIAS
EN EGYPTE DU DEBUT DES ANNEES 2000 A LA REVOLUTION

Les nouvelles technologies de communication entrainent une redéfinition des logiques de consommation et de partage de l'information qui favorise l'adoption de nouvelles pratiques collectives

Emancipation de l'expression personnelle et d'une sphère publique alternative en réseau
1. L'arrivée d'internet en Égypte 110
2. Le bouleversement des mécanismes de filtrage médiatique et la montée en puissance du producteur amateur 118
3. Nouvelles pratiques de partage et d'interactions citoyennes 124

Une agora virtuelle où se développent mobilisation et contestation politiques
1. L'essor de nouvelles ressources de mobilisation collective 130
2. L'élaboration d'un cadre symbolique mobilisateur 136
3. Activisme et journalisme 142

Les nouvelles formes de participation politique et citoyenne favorisées par les médias sociaux pendant et depuis la révolution

Les nouveaux médias semblent porteurs de promesses démocratiques
1. Les débuts de la mobilisation politique en ligne en Égypte 149
2. Les 18 jours 155
3. Le nouvel écosystème médiatique démultiplie les ressources de mobilisation 161

Une lecture erronée des propriétés politiques et révolutionnaires des médias sociaux
1. Les prémisses de la nouvelle sphère publique postrévolutionnaire 170
2. Les limites du rôle des nouveaux médias dans la démocratisation du débat public 179
3. Déterminisme technologique et dérives de l'activisme virtuel 186

Cette seconde partie porte sur l'essor d'internet et des nouvelles technologies de communication en Égypte à partir du début des années 2000, et sur l'émergence d'une sphère publique virtuelle alternative et en marge des médias de masse, où se développent une forme d'activisme contestataire et une opposition politique plus radicale, deux éléments déclencheurs de la révolution de 2011.

Le but de ce chapitre est dans un premier temps de déterminer la façon dont les nouvelles technologies de communication ont entrainé une redéfinition des logiques de consommation et de partage de l'information, favorisant ainsi le développement de nouvelles formes d'interactions et de pratiques collectives. L'arrivée d'internet en Égypte ouvre la voie à une émancipation progressive de l'expression personnelle et à la tenue de conversations en réseaux, au sein d'un espace de débat citoyen qui s'affirme peu à peu en parallèle à la sphère publique. L'émergence de discours alternatifs favorisée par cette nouvelle configuration, contribue à remettre en question le récit des médias traditionnels et les processus de filtrage médiatique qu'ils utilisent pour expliquer la réalité sociale. En redéfinissant les modalités de partage du savoir, cet environnement engendre également l'adoption de nouvelles formes de pouvoir et de pratiques citoyennes.

Au sein de cette agora virtuelle commencent alors à se développer des discours contestataires qui alimentent l'activisme politique en ligne et appellent à la prise d'action collective sur le terrain. Ces nouveaux acteurs de l'opposition apprennent peu à peu à manipuler les technologies d'internet pour les transformer en ressources de mobilisation dans l'optique de pouvoir un jour déclencher des manifestations de masse et renverser le régime. Tout au long des années 2000, ils travaillent à la constitution de réseaux denses et étendus d'activistes engagés en ligne, et à l'élaboration d'un cadre symbolique mobilisateur susceptible de rallier l'ensemble de la société et de transcender les éléments qui la divisent. C'est grâce à ce travail en amont que ces protagonistes engagés ont été capables de tirer parti début 2011, d'une nouvelle fenêtre d'opportunité politique, elle même engendrée par plusieurs facteurs qui seront analysés plus loin.

Dans un second temps, cette partie examine les nouvelles formes de participation politique favorisées par internet et les médias sociaux, qui ont conduit à l'éclatement de la révolution. L'affirmation de l'activisme en ligne en Égypte à partir du milieu de la décennie, débouche sur une articulation entre les cercles de mobilisation en ligne et sur le terrain, renforçant ainsi l'instrumentalisation politique des technologies d'internet. L'accélération de ce processus, qui échappe au régime, aboutit aux 18 jours de la révolution de 2011. Le nouvel écosystème de convergence médiatique entre médias sociaux et traditionnels démultiplie les ressources de mobilisation collective utilisées par les révolutionnaires. Les nouveaux médias deviennent alors porteurs de promesses démocratiques.
Mais cette lecture erronée est teintée d'un déterminisme technologique qui attribue à tort des propriétés politiques et révolutionnaires à des outils de communication. Bien que les médias sociaux semblent encourager une libéralisation du discours médiatique et un certain renouvellement des élites, la nouvelle sphère publique qui se met en place au lendemain de la révolution se caractérise davantage par une fragmentation croissante et un opportunisme politique rampant. Ces éléments remettent en question le potentiel des nouveaux médias à démocratiser le débat public et la capacité de la jeunesse révolutionnaire d'internet à participer à la transition politique du pays depuis des cercles virtuels auxquels l'immense majorité de la population égyptienne n'a pas accès.

Les nouvelles technologies de communication entrainent une redéfinition des logiques de consommation et de partage de l'information qui favorise l'adoption de nouvelles pratiques collectives

Emancipation de l'expression personnelle et d'une sphère publique alternative en réseau

1. L'arrivée d'internet en Égypte

L'utilisation croissante des nouveaux médias dans le monde arabe a été précédée par l'important développement du taux de pénétration d'internet et du téléphone portable dans la région. Par conséquent, l'essor du satellite en Égypte au cours des années 1990 est accompagné en parallèle du développement des technologies informatiques et de télécommunication. La téléphonie mobile est introduite dans le pays en 1996, suite à la création de MobiNil, une compagnie privée détenue par Orascom Telecom, le consortium de Naguib Sawires, qui bénéficie de la première licence d'opération en télécommunication sans fil jamais accordée par le gouvernement égyptien. Le second fournisseur, Vodafone Egypt, arrive en 1998. Cette même année, le nombre de lignes cellulaires est de 194.000[168] (0,3% de la population totale de l'époque). Cinq ans plus tard, en 2003, ce chiffre a quadruplé et 1,2% de la population en Égypte possède un numéro de portable. Ce taux est quasiment identique à celui du nombre de lignes de téléphone fixe – qui est de 1,3% à la même époque, contre 0,3% en 1990 – ce qui reflète le faible degré de développement des infrastructures de téléphonie en Égypte au début des années 2000.[169] En 2006, MobiNil et Vodafone comptent chacun un peu plus de 5 millions de contrats, soit au total près de 14% de la population de l'époque. La compagnie émiratie Etisalat fait son entrée sur le marché égyptien en 2007. A la veille de la révolution début 2011, le taux de pénétration de la téléphonie mobile est de 91%.[170]
De façon parallèle mais selon une progression moins spectaculaire, l'Égypte assiste également au cours des années 2000, à l'augmentation du nombre d'achats d'ordinateurs portables, malgré les prix élevés de ces derniers, avec environ 200.000 appareils achetés par an entre 2001 et 2005.[171]

Le taux de pénétration d'internet commence à se développer à travers le monde arabe au cours de cette même décennie 1990. A cette époque, la région souffre d'un retard technologique considérable par rapport au reste du monde, et le développement des nouvelles technologies fait face à de nombreux défis comme le manque de ressources humaines et économiques, le taux élevé d'illettrisme, ou encore l'absence d'infrastructures et de formations informatiques solides. La situation change cependant à la fin des années 1990, lorsque les régimes arabes décident d'accroitre la pénétration d'internet dans leur pays, dans le but de booster les économies nationales et d'attirer les investisseurs privés et étrangers.
Ces efforts pour encourager le développement des nouvelles technologies portent leurs fruits ; un rapport de Arab Human Development datant de 2003, indique qu'entre 2000 et 2001, le

[168] RIZK Nagla et ATTALAH, Lina « Egypt's Evolving Media Landscape: Access, Public Interest and Control » in HAWTIN Dixie, PUDDAPHATT Andrew (dir.) *A New Frontier, An Old Landscape*, Ford Foundation, New York, 2011
[169] ABDULLA Rasha « An overview of media developments in Egypt: Does the internet make a difference? » in *Global Media Journal*, Printemps 2006
[170] Internet World Stats
[171] ABDULLA Rasha *op. cit.*

nombre d'utilisateurs internet dans le monde arabe a quadruplé, passant d'un million à plus de 4 millions.[172]
En 2005, ce nombre est estimé à 10 millions, soit 1% des internautes à l'échelle mondiale et 3% de la population totale du monde arabe. Ce sont donc les régimes dictatoriaux eux mêmes, soucieux d'améliorer leur situation économique, qui ont favorisé l'accès aux technologies d'internet et aux nouvelles formes d'expression personnelle en ligne qui seront utilisées comme outils de dissidence politique.

Internet est introduit en Égypte en octobre 1993 par le ministère de l'information, et en 1997 le nombre d'utilisateurs est d'environ 25.000.[173] En 2002, après des débuts assez lents, le gouvernement égyptien décide de se lancer dans le développement à l'échelle nationale, des infrastructures technologiques. Le pays compte une soixantaine de fournisseurs lorsque le gouvernement rend l'accès à internet gratuit, demandant aux utilisateurs de payer uniquement le prix, quasiment insignifiant, de la communication téléphonique nécessaire à la connexion. Le gouvernement passe alors un accord qui lui permet de contrôler les gains financiers enregistrés par les fournisseurs d'accès. L'ensemble des télécommunications en Égypte est géré par Égypte Télécom, une compagnie appartenant en majorité à l'Etat. Celle-ci contrôle les revenus générés par chaque fournisseur, et reverse à chacun d'entre eux 70% des profits qu'ils enregistrent. Dans une telle configuration, les fournisseurs se lancent alors dans une compétition pour offrir plus de numéros d'accès et une meilleure qualité de connexion. La concurrence s'intensifie avec l'apparition du haut débit, et en 2006, le pays compte près de 180 fournisseurs internet, en plus d'une multitude d'accès publics dans les cafés et les bibliothèques.

Rasha Abdulla décrit comment la sphère virtuelle égyptienne devient également le théâtre de différentes initiatives de la société civile dans le cadre de partenariats entre le gouvernement et divers organismes pour enseigner l'utilisation d'internet à la population. En association avec l'agence de l'ONU pour le développement (UNDP), des centres communautaires d'accès à la technologie sont créés en 1999 dans deux petites villes au nord du Caire. Le projet a pour but de mettre en place un point d'accès à internet et aux nouvelles technologies de communication pour les plus démunis, et de fournir une connexion gratuite aux populations des zones rurales et plus reculées. Le projet offre également des formations gratuites. Près de 7.000 individus bénéficient de cette initiative, et plus de 1.400 pages en arabe sont créées en ligne, centrées autour d'intérêts locaux et communautaires. Cette expérience a par exemple permis la création d'une base de données compilant les coordonnées des médecins des environs, une idée qui a ensuite été reprise et adaptée au niveau national par le ministère de la santé. Ce modèle de centre communautaire technologique a par la suite été reproduit ailleurs dans le pays, comme à Siwa ou à Louxor.
En 1997, le gouvernement met également en place, en partenariat avec les acteurs du secteur privé égyptien et certaines ONG nationales, les « Clubs pour enfants du XXI° siècle ». Ces centres d'accès à internet ont pour objectif d'enseigner aux plus jeunes à naviguer sur la toile et à se servir des nouvelles technologies de communication. En 2001, le pays compte 40 centres de ce genre, et en recense plus de 400 en 2005.[174]
Ces différentes initiatives, développées dans un contexte de libéralisation et de privatisation de l'économie nationale, et en partenariat avec des investisseurs privés, ont par ailleurs favorisé l'apparition du commerce en ligne. Cette évolution a permis aux banques du pays

[172] United Nations Development Programme et Arab Fund for Economic and Social Development « The Arab Human Development 2003 », New York, 2003
[173] Internet World Stats
[174] ABDULLA Rasha *op. cit.*

d'encourager le développement de la carte bancaire, dans une société où les transactions en argent liquide prédominent.
En 2005, l'Égypte compte environ 4,5 millions d'utilisateurs internet, soit 6% de la population du pays, ce taux de pénétration ayant augmenté chaque année de 500% depuis 2001.[175] Le gouvernement continue à encourager cette progression jusqu'à la veille de la révolution, où le nombre d'utilisateurs en Égypte en 2011 est estimé à 23,5 millions, puis à 29,8 millions en 2012, soit 35% de la population. Ce taux de pénétration contraste avec celui du début de la décennie, qui s'élevait à moins de 1% en l'an 2000.[176]
Waël Abbas, pionnier de la mobilisation en ligne, estime que le développement d'internet a été rendu possible par la mise en place de fondations solides et efficaces par le ministre des technologies d'information de l'époque, Ahmed Nazif. *« Les infrastructures actuelles sont celles qui ont été mises en place sous Moubarak. Elles sont de bonne qualité et couvrent tout le pays. Mais elles ont été développées pour maximiser les profits économiques, et non pour développer les capacités de communication et d'information du peuple. Rien de progressiste là dedans. Aujourd'hui internet est accessible partout, mais il est illégal de partager sa ligne téléphonique ou son wifi. Donc il faut payer. Mais les gens se débrouillent. Internet en Égypte est devenu un outil quotidien. »*[177]

Une étude de l'université de Washington montre que le taux d'adaptation technologique depuis les années 2000 dans le monde arabe, est un des plus élevés parmi les régions en développement.[178] Au cours de cette décennie, l'utilisation d'Internet continue de s'accroitre au sein des classes démographiques les plus jeunes. De récentes recherches indiquent que l'usage d'internet devient de plus en plus important parmi la tranche des 20-30 ans, qui, dans le monde arabe, surfe sur la toile beaucoup plus que le reste de la population.[179]
Albrecht Hofheinz explique que l'usage d'internet au Moyen Orient ne diffère pas tellement de l'usage qui en est fait dans le reste du monde. Les utilisateurs cherchent principalement à étendre leurs réseaux sociaux, à en créer de nouveaux, et à avoir accès à des contenus d'information et de divertissement. Il estime cependant que la sphère virtuelle panarabe a deux particularités. Premièrement, la religion y est prépondérante. Deuxièmement, les utilisateurs arabes sont plus enclins à discuter de politique, de religion et de sexualité que ne le sont les internautes dans d'autres régions du monde.[180] Malgré cette configuration unique et des facteurs politiques contraignants, la sphère virtuelle du débuts des années 2000 devient le lieu de l'émancipation de l'individu et de sa parole, qui passe du statut de récepteur passif d'un discours autoritaire, à celui d'interlocuteur actif et affirmé, capable de prendre des décisions sur sa condition.
A cette époque, les sites les plus populaires sont les forums religieux qui mettent en avant, non pas le militantisme radical, mais le renouveau moral de l'individu, inspiré par différentes injonctions coraniques qui affirment qu'Allah ne peut changer l'état des individus si ceux-ci ne le désirent pas d'abord eux mêmes. Une des plateformes les plus célèbres est AmrKhaled.net, créée en 2002 par Amr Khaled, un téléprédicateur égyptien âgé d'une trentaine d'années, qui présente une émission sur la chaine satellitaire religieuse Iqraa, appartenant au groupe saoudien ART. Une des raisons de son succès est d'avoir su s'adresser

[175] Internet World Stats
[176] *ibid*.
[177] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire
[178] Project on Information Technology and Political Islam « Opening Closed Regimes, What Was the Role of Social Media During the Arab Spring? », Papier d'analyse n°1, Université de Washington, 2011
[179] KHAMIS Sahar and VAUGHN Katherine, "Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance" in *Arab Media and Society*, Issue 13, Summer 201
[180] HOFHEINZ Albrecht, « Arab Internet use popular trends and public impact » in SAKR Naomi (dir.), *Arab Media and Political Renewal. Community, Legitimacy and Public Life*, I.B. Tauris, London, 2007

d'une façon nouvelle et innovante aux jeunes, lassés par les débats traditionnels en religion et en politique menés de façon péremptoire par leurs ainés. En accordant de l'importance à leur existence et à leurs opinions, Amr Khaled a encouragé la jeunesse arabe a avoir foi en ses capacités à changer son futur et à agir sur son environnement, une prise en considération jusqu'ici inédite pour cette tranche démographique laissée en marge des médias. En ligne et sur le petit écran, Amr Khaled appelle ses ouailles à prendre conscience que le vrai changement découle, non pas d'un endoctrinement ou de l'obéissance stricte à des règles imposées, mais de la prise de conscience individuelle en terme de responsabilité et de participation à l'effort collectif. Désireuses de s'émanciper des sources traditionnelles d'autorité, ces jeunesses arabes affluent sur les forums d'Amr Khaled, permettant à ce dernier d'établir une base de soutien solide, en Égypte et à travers la région, parmi la population des 15-25 ans.
Au tournant de 2005, AmrKhaled.net est devancé dans sa position de site religieux le plus visité par les communautés musulmanes, par un site plus ancien, IslamOnline.net créé en 1997, qui devient alors le site religieux le plus populaire à l'échelle mondiale. La création de ce forum de discussions, affilié aux Frères Musulmans, est encouragée par Youssef Al Qaradawi, un autre téléprédicateur égyptien, qui entretient d'étroites connexions avec la confrérie et qui gagne en visibilité dans le paysage médiatique de la région vers la fin des années 1990, grâce à son émission diffusée sur Al Jazeera « La Sharia et la vie ».
Cette phase du développement d'internet, portée par l'essor de forums religieux qui encouragent l'affirmation personnelle, témoigne de la volonté des populations jeunes d'avoir un impact sur le monde dans lequel elles vivent. Le changement n'a donc pas immédiatement lieu sur le terrain politique, mais plutôt au niveau de la parole et des comportements individuels qui se développent sur ces forums. Albert Hofheinz affirme qu'aucun autre groupe partageant la même langue n'a mené de débats aussi vifs sur internet que ceux menés par les utilisateurs arabes au début des années 2000.[181] Les participants échangent des informations et des astuces dans les domaines des téléphones portables, des jeux d'ordinateurs, du sport, de la musique, des films et autres sources de divertissement. Cependant les sujets les plus en vogue sont généralement des questions considérées comme taboues par les médias traditionnels, comme la politique, la religion, les interactions entre hommes et femmes.

Rapidement, les débats se polarisent et opposent de façon assez belliqueuse, les islamistes et leurs adversaires libéraux. Une fois l'effet de nouveauté retombé, la popularité des forums diminue. Les pionniers d'internet finissent par se lasser des insultes gratuites, des discussions stériles, et de l'absence d'échange d'idées constructif. Une forme de désillusion s'opère, poussant cette première génération à se retirer des forums, où elle est très vite remplacée par des membres plus jeunes, la plupart ayant moins de 25 ans. Ces nouveaux arrivants sont tout aussi désireux que leurs ainés de faire entendre leur voix et d'imposer leur présence. Internet se révèle à leurs yeux être la plateforme parfaite pour repousser les limites qui encadrent traditionnellement le débat public, et qui décident de qui peut s'exprimer en public et de ce qu'il est correct de dire, voire même de penser, au sujet de l'ordre politique, moral et social.
La déception provoquée par les forums, et la censure parfois exercée sur ces plateformes, poussent un grand nombre d'utilisateurs plus âgés à se tourner, début 2005, vers les blogs, nouveau type de plateforme d'expression individuelle en ligne, configuré tel un journal de bord électronique et accessible à tous sur internet.
Un style innovant d'écriture émerge alors, mettant en place de nouveaux codes de langage et une nouvelle forme de littérature. Dans son émission « Dix heures du soir » diffusée le 11

[181] *ibid*.

février 2008 sur Dream, Mona Al Shazly reçoit trois bloggeuses égyptiennes dont les blogs viennent récemment d'être publiés sous forme de livres.[182]
Le reportage introductif explique que les blogs, à la différence des livres qui demeurent un support plus élitiste, sont ouverts à tous où chacun peut écrire et s'exprimer sur les sujets de son choix. S'en suit une série d'interviews très courtes d'une dizaine de jeunes individus qui confirment le fait qu'il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer ce nouveau phénomène et que l'écriture en ligne offre aujourd'hui la même diversité de styles et de qualité que l'écriture sur papier, le support étant la seule différence.
Mona Al Shazly propose même d'envisager qu'avec le blog, une nouvelle forme de littérature populaire soit en train de naitre. Ses trois jeunes invitées – Ghada Abdel Alaa auteure du blog « Je veux me marier », Rehab Bassem auteure du blog « Du riz au lait pour deux » et Ghada Mahmoud auteure du blog « Avec elle même » – ont chacune été invitée au salon du livre du Caire pour dédicacer leur ouvrage. Les extraits suivants donnent un aperçu de la façon dont le blog et l'expression personnelle en ligne sont des phénomènes de plus en plus visibles à partir du milieu des années 2000, devenant progressivement des éléments à part entière de la vie quotidienne en Égypte pour une fraction croissante de la population.

- *Mona Al Shazly (MS) : Ghada ! Tu n'as pas été embarrassée par ce titre « Je veux marier » ? Tu es diplômée en pharmacie n'est ce pas ? Tu serais une épouse parfaite !*
- *Ghada Abdel Ala (GAA) : Toutes les filles en Égypte de plus de 12 ans veulent se marier ! Pas besoin de passer par une crise existentielle. Et les garçons aussi. Mais mon titre c'est pour dire que je veux un vrai mariage, pas simplement pour avoir des enfants, je veux trouver un vrai mari. C'est ça l'idée du blog. Je parle des prétendants qui viennent me voir mais que je refuse parce que je sais que je n'ai pas encore trouvé le bon.*
- *MS : Ta famille s'est elle opposée à l'idée d'un tel blog ?*
- *GAA : Au début je n'ai rien dit. Quand j'ai commencé à recevoir des prétendants, ma famille me demandait pourquoi je les refusais tous. Du coup, j'ai commencé à écrire. Quand j'ai montré à ma famille virtuelle ce que j'écrivais, ils ont adoré et m'ont dit de continuer et de créer mon blog. Ils m'ont beaucoup encouragée.*

- *MS : Rehab, tu t'exprimes avec beaucoup d'éloquence, proche d'un style littéraire. Je ne savais pas qu'on pouvait écrire si bien en ligne.*
- *Rehab Bassem (RB) : Un jour ma copine m'a dit 'Regarde, j'ai un blog'. J'ai commencé à lire. Elle y racontait qu'elle était au travail, qu'il faisait froid... Je me suis dit que je pouvais tout à fait faire pareil ! Le jour même j'ai créé mon blog. Et puis, aujourd'hui tout le monde a un portable, un email, et aussi un blog. C'est normal. Au début j'ai commencé à écrire en anglais. Mais un jour en septembre 2004 je me suis réveillée et je me suis dit qu'il fallait que j'écrive en arabe. J'écris ce qui me vient à l'esprit, je ne fais pas de brouillon, j'écris directement.*
- *MS : Ceux qui te lisent ont quel âge ?*
- *RB : Il y a de tout, à mon travail il y a une collègue qui a plus de 40 ans, une autre qui en a 20, ça m'a beaucoup surpris quand elles m'ont dit qu'elles me lisaient !*

- *MS : Ghada, explique nous comment tu as commencé à blogger.*
- *Ghada Mahmoud (GM) : J'ai passé une partie de ma vie à travailler très dur. Et je suis rentrée dans une phase très sombre où le monde me paraissait triste. J'ai décidé que j'avais besoin de passer du temps avec moi même, pour aller mieux et comprendre ce qui*

[182] Emission « Dix heures du soir » présentée par Mona Al Shazly diffusée le 11 février 2008 sur la chaine satellitaire privée Dream

se passait en moi. L'expression personnelle sur internet m'a aidé à guérir ma dépression. Je pouvais dire ce que je voulais sur la vie.

- *MS : Par exemple tu parles du thé au lait, tu dis que tu as découvert que cette petite tasse t'aidait à aller au travail le matin.*
- *GM : Oui, avant même de partir au travail je suis déjà angoissée et ma routine m'étouffe parfois. Je me suis dit qu'il fallait que je me crée des rituels du matin. Quand je me réveille je pense déjà à mon trajet qui est long, je dois aller à l'autre bout du Caire. Alors je me suis dit que si là bas, sur mon bureau, m'attendait une tasse de thé au lait, le monde serait beaucoup plus doux. Je parle aussi de la fille qui vend les mouchoirs sur la route et qui n'arrive pas à dire 'Flora'* (la marque de mouchoirs) *et qui dit 'Frola', et j'essaye de l'aider à prononcer correctement. C'est ça mon blog, des petits détails du quotidien qui retiennent mon attention et à propos desquels j'ai envie d'écrire.*

Les propos échangés ici illustrent comment les plateformes d'expression personnelle ont gagné en popularité parmi la tranche des 20-30 ans, qui utilisent ces nouveaux moyens de communication pour discuter principalement de sujets privés quotidiens et apolitiques, remettant en cause les modalités traditionnelles d'interactions sociales et publiques.

- *MS : Arrive le salon du livre. Est ce vous qui avez eu l'idée de participer ou vous a t'on invitées ?*
- *GAA : Je n'y avais pas pensé jusqu'à ce qu'on m'en parle. Moi j'écrivais anonymement, sous le nom de Bride. Bride n'est pas Ghada et Ghada n'est pas Bride. Et j'ai eu peur au début de mettre mon nom sur un papier et que les gens réalisent que c'était moi derrière ce blog. Jusqu'ici c'était juste entre mon écran, mon clavier et moi. Mais d'une certaine façon j'espérais peut être que quelque chose naisse de tout ça. Et aujourd'hui on me propose même d'en faire un film. Internet m'a ouvert des possibilités que je n'aurais jamais osé imaginer. Aujourd'hui j'ai un livre, j'écris un scenario. J'ai de nouveaux rêves. Et tout ça, ça a commencé avec le blog.*
- *RB : Quand mon livre est sorti, ma copine qui me connaît depuis la maternelle m'a dit 'Bah voilà tu as réalisé ton rêve !' et je lui ai dit 'T'es sérieuse ? C'était mon rêve d'enfant d'écrire un livre ?' elle m'a dit 'Quoi ! T'avaiss oublié ?'. Je me souviens que quand j'ai rencontré Ghada Mahmoud à la foire du livre, on tenait toutes les deux notre livre dans nos mains pour la première fois. On est resté dix bonnes minutes sans parler, à regarder les pages, le nom de la maison d'édition, tout ça. Puis on nous a dit 'vous regardez quoi comme ça ? Toutes ces pages, c'est vos propres mots !'*
- *GM : j'ai bien failli pleurer ce jour là ! Parce que sur internet ça reste immatériel. Mais un livre tu peux l'emmener avec toi, le lire où tu veux. Le livre reste, tandis que le blog tu peux l'effacer et c'est fini. Un livre, tu le gardes toute ta vie. Mais pour moi, tout ça s'est fait très simplement. On m'a proposé de faire un livre qui serait la simple compilation de mon blog, sans besoin de retoucher quoi que ce soit. Dar Al Shourouq* (une des principales maisons d'édition d'Égypte*) m'a appelée pour me demander si j'étais d'accord. Je n'arrivais pas à y croire ! Dar Al Shourouq ! Un nom tellement connu ! Et ils veulent mettre mon nom à coté, sur la même page !*

Cet usage apolitique du blog est important car il dit beaucoup sur l'influence au quotidien des nouvelles technologies de communication. Cette utilisation de tous les jours permet de mettre en lumière des dynamiques plus profondes, comme le façonnement de nouveaux modes d'expression, de partage, et d'interaction qui contribuent à transformer le tissu social. En développant une capacité à choisir ce qu'ils veulent lire ou regarder, en décidant des sources d'informations auxquels ils préfèrent se fier, en affirmant leur droit à s'exprimer

publiquement sur des sujets qui les intéressent, en devenant ainsi des participants actifs dans la formation de l'opinion publique, les nouvelles générations, grâce à leur usage quotidien d'internet, acquièrent un pouvoir d'affirmation de plus en plus important.

C'est vers le milieu de la décennie 2000, que le cercle de blogs arabes plus politisés s'organise peu à peu, autour de l'idée d'une communauté en réseau, dans le but d'unir les bloggeurs arabes et de représenter ce nouveau mouvement culturel. Le prix du meilleur blog arabe a même été créé en 2005 par un petit groupe de bloggeurs, pour donner un peu plus de visibilité médiatique au phénomène. Au cours des élections présidentielles et parlementaires de 2005 en Égypte, les bloggeurs du pays se présentent comme des éléments actifs du processus démocratique et endossent le rôle d'observateurs neutres, publiant des articles sur leurs pages qui deviennent ainsi d'importantes sources alternatives d'informations pour les médias traditionnels. C'est dans ce contexte politique que le blog d'Alaa Abdel Fattah et de sa femme Manal, « Manalaa », remporte le prix spécial de Reporters Sans Frontières en novembre 2005.
Waël Abbas est l'auteur du blog d'opposition « Conscience égyptienne » qu'il créé en 2004, après des années passées à explorer les nouveaux potentiels d'expression offerts par internet. « *J'ai commencé à utiliser internet dès 1996. Jusqu'en 2000 je ne parlais de sujets politiques qu'avec des étrangers ou des égyptiens expatriés. En 2000, ça a été le début des forums et l'augmentation rapide de la présence des religieux sur la toile. C'est à cette époque que les islamistes ont envahi internet en Égypte. Mais ils étaient plutôt gentils, le pays sortait tout juste d'une période terroriste et ils essayaient de se racheter. Ils ne parlaient pas de violence ni de politique. Ils se concentraient sur la religion dans la vie quotidienne.* »[183]
Il raconte que sans internet, l'opposition libérale égyptienne n'aurait pas été capable de s'organiser avec une telle ampleur et une telle efficacité lors des diverses manifestations organisées par l'opposition entre 2004 et 2005. Cette période de forte activité politique marque un tournant dans l'histoire du pays dans le domaine de la mobilisation collective, avec notamment l'apparition du mouvement Kefaya. *« En 2004 on a été capables pour la première fois d'organiser des évènements au niveau politique. Ça a été le vrai point de départ. Puis les Frères Musulmans ont créé leur site en 2006. Ils ont commencé exploité le phénomène du blog qui était utilisé jusqu'ici avec succès par les libéraux. Ils ont voulu participer au débat et c'était bien, c'était leur droit.* »[184]

Au cours des élections parlementaires de 2005, les Frères Musulmans, en plus de faire du porte à porte, entreprennent également d'utiliser les nouvelles technologies de communication, et de tirer parti des capacités mobilisatrices d'internet et des SMS, dont la portée dépasse celle des emails, compte tenu du taux élevé de pénétration des téléphones portables. L'impact de cette campagne sur le corps électoral, et l'ampleur des efforts déployés par la confrérie ont été tels, que les autres candidats, y compris le gouvernement, ont été pris de court, ces derniers ayant centré leur communication électorale sur les médias traditionnels. Des initiatives laïques ont certes joué un rôle important, comme Shayfeenkum (« On vous observe » en arabe), un site internet créé en juin 2005 pour permettre aux électeurs égyptiens de rapporter toutes les infractions dont ils pourraient être témoins au cours du processus électoral. Mais tandis qu'en janvier 2006, alors que le site Shayfeenkum a disparu, les Frères Musulmans ont quant à eux réussi à capitaliser leur stratégie internet. Grâce à l'envoi d'emails en masse et à la création d'un réseau virtuel, ils ont ainsi cherché à recueillir les commentaires des électeurs égyptiens pour qu'ils puissent partager leur mécontentement au

[183] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire
[184] *ibid.*

sujet de la situation économique et sociale du pays, et qu'ils expliquent les raisons de leur vote et ce qu'ils attendent de leurs nouveaux députés. Au cours de la période électorale, des études de données en ligne relèvent que le trafic vers le site des Frères Musulmans a été beaucoup plus important que celui vers le site de Kefaya.
C'est à partir de cette période que les bloggeurs égyptiens commencent à repousser progressivement la censure, en encourageant l'émergence d'un journalisme citoyen qui oriente le débat d'idées autour de stratégies nouvelles et insiste sur la nécessité d'une réforme politique. Plus centrés sur l'individu que les plateformes de discussions collectives, les blogs deviennent les outils idéaux pour l'expression de propos engagés et pour le partage constructif de points de vue personnels. Ces motivations ont poussé Waël Abbas) créer son blog. *« 2004 a été une nouvelle étape pour la publication en ligne. J'ai voulu commencer à profiter de ce potentiel de publication infinie qui n'était pas assez exploité, dans une société où il est très dur de participer à la vie politique. Il y a beaucoup trop d'obstacles à la mobilisation collective et à l'expression personnelle. Mais en ligne c'est très facile d'interagir avec les gens. On a la possibilité d'être lu, d'être en contact, de parler de tout, de sexualité, de religion, de minorités. Tous les tabous sont abordés et pas seulement les problèmes politiques. On est en lien direct avec les gens. On lit ce qu'ils disent d'eux mêmes, au lieu de passer par les médias traditionnels. Internet a étendu le domaine de la connaissance. Et, oui c'est vrai, ces moyens de communication sont encore limités à une certaine partie de la population, mais ils deviennent tous les jours plus accessibles. Aujourd'hui, presque tous les Egyptiens ont un portable. Je pense que c'est le droit de chacun d'avoir accès à ces technologies. »*[185]
Cette nouvelle sphère publique virtuelle qui émerge au milieu de la décennie, en opposition aux discours traditionnels, met donc en avant l'individu et l'impact potentiel qu'il peut avoir sur son environnement et sa communauté, dans la création et le partage de savoir et de valeurs. La fragmentation croissante des forums de discussion s'explique par cette prise de conscience de liberté individuelle qui permet à chacun de décider à quel groupe et à quel discours il souhaite s'identifier. Cette affirmation personnelle a fini par atteindre les plateformes religieuses où des compréhensions de plus en plus subjectives de l'islam ont commencé à opposer pratiquants plus ou moins érudits, prédicateurs populaires, intellectuels payés par l'Etat, imams autoproclamés, fanatiques extrémistes, et le reste de la masse mal informé.

A la veille de la révolution, il existe des clivages technologiques importants entre générations, entre classes sociales, entre niveaux d'éducation et entre zones urbaines et rurales. Une étude de 2008 fait état d'un taux d'accès à internet dans les zones rurales très faible, représentant moins de 5% des utilisateurs du pays, qui ne représentent eux mêmes que 15% de la population totale. Cette même année, le taux de pénétration du haut débit en zones rurales est de moins de 2%, contre 12% en zones urbaines. Le langage est également une barrière importante à l'accès de la population égyptienne à internet. La création de contenus locaux en arabe, vers la fin des années 2000, constitue une avancée stratégique cruciale pour le développement des nouvelles technologies dans la région. L'alphabétisation demeure également un obstacle en Égypte, le taux ne dépassant pas 70% jusqu'en 2008.[186]
Facebook et Twitter ne commencent à gagner de l'ampleur en Égypte qu'après la révolution. En 2010, seuls 3 millions d'Égyptiens ont un profil Facebook, soit à peine 3% de la population totale. Fin février 2011, après le départ de Moubarak, ils sont 5 millions. Deux mois plus tard, le nombre d'utilisateurs Facebook a augmenté de près de 2 millions, élevant à

[185] *ibid*.
[186] CIA Library, The World Factbook, Egypt, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/eg.html

plus de 7% le taux de la population ayant un compte sur la plateforme sociale. Le taux de pénétration d'internet est alors de 21%, avec un taux plus élevé au sein de la jeunesse urbaine, notamment au Caire.[187] En 2013, le taux de pénétration Facebook a plus que doublé, et atteint près de 16% de la population, soit plus de 14 millions d'individus.[188]
En Égypte, Twitter est moins populaire. Le nombre d'utilisateurs en mars 2011 dépasse à peine les 130.000, soit un taux de pénétration très faible de 0,15% de la population.[189] Twitter n'est pas disponible en arabe avant mars 2012. Par conséquent, lors de la révolution de 2011, les utilisateurs tweetent en anglais, un élément qui démontre que les revendications et messages véhiculés au reste du monde en 140 caractères ne sont à l'époque pas représentatifs de l'ensemble de la population égyptienne, mais plutôt d'une certaine classe démographique assez jeune, urbaine, éduquée et anglophone.

2. Le bouleversement des mécanismes de filtrage médiatique et la montée en puissance du producteur amateur

Les nouvelles formes d'expression qui apparaissent sur la scène égyptienne au milieu des années 2000, favorisent le développement d'une nouvelle économie médiatique qui redéfinit la fonction des médias et du journaliste, mais également le rôle de l'individu consommateur qui, grâce aux nouvelles technologies, peut prendre une part plus active à l'élaboration du discours médiatique et au débat public. Il est important, dans le cadre de l'étude de ce nouvel écosystème médiatique, de commencer par considérer les utilisations apolitiques et quotidiennes des nouveaux médias, et la banalisation de ces pratiques à l'échelle de la société. L'analyse théorique qui va suivre met en place un cadre qui permet d'expliquer certaines des articulations entre évolutions technologiques et environnement politique, et de proposer des éléments de compréhension quant aux bouleversements sociétaux et culturels que les nouveaux médias sont en train de provoquer. Cette démonstration vise ainsi à identifier les paramètres qui déterminent les nouvelles relations entre les médias et l'individu, et la façon dont cette situation bouleverse les structures de maitrise du savoir et du pouvoir.

Les nouvelles technologies modifient la fonction des médias qui n'est plus limitée au pourvoi d'informations à un ensemble de consommateurs. Cela ne signifie cependant pas que les médias traditionnels soient obsolètes ou condamnés à disparaître, mais que les nouvelles formes de communication en ligne réduisent les barrières technologiques entre professionnels et amateurs dans le domaine de la production et de la transmission de la connaissance.
Consommer du contenu n'est plus la seule relation qu'entretiennent les utilisateurs avec les médias. La facilité d'accès et les faibles coûts d'utilisation des nouvelles technologies permettent à un plus grand nombre d'individus de participer au débat public. L'augmentation du volume d'informations produites par les utilisateurs – et la multiplication des interactions sociales qui en découle – génère ce que Clay Shirky appelle une « culture participative ».[190]
Les individus sont à présent capables, là où ils comptaient sur les journalistes, de documenter, s'ils le souhaitent, les évènements de façon autonome et de devenir des sources d'information les uns pour les autres. Le consommateur, jusqu'ici passif, devient actif, et son rapport aux médias traditionnels, comme la télévision ou la presse, se décline aujourd'hui en trois volets : consommer un contenu, participer à son amélioration par des modifications ou des

[187] The Data World Bank, Egypt, http://data.worldbank.org/country/egypt-arab-republic
[188] Arab Social Media Report, Facebook and Twitter, Egypt, http://www.arabsocialmediareport.com
[189] *ibid*.
[190] SHIRKY Clay, *Cognitive Surplus. Creativity and Generosity in a Connected Age*, The Penguin Press, New York, 2010

commentaires, et partager ce nouveau produit sur les réseaux sociaux. Cette montée en puissance du « produser » (concept qui fusionne les termes anglais « producer », producteur, et « user », utilisateur) et l'amateurisation de la production d'information, sont deux phénomènes qui rompent avec les processus de consommation médiatique à sens unique imposés jusqu'ici. Les nouvelles technologies permettent à présent aux utilisateurs de maitriser certains moyens de production, et d'être plus au contrôle du discours médiatique.
La diffusion et le partage d'informations en dehors des canaux conventionnels entrainent donc une émancipation qui brouille la délimitation traditionnelle entre espaces d'expression publique, privée, personnelle et collective, et permet la constitution d'audiences participatives.

Cette nouvelle forme de public qui se constitue avec les médias sociaux, se caractérise par une interactivité et une convergence entre producteurs et consommateurs et ne peut donc plus être assimilée à une opinion de masse traditionnelle. Jon Anderson estime qu'en réduisant les barrières logistiques et matérielles à la production et au partage d'informations, les nouveaux médias deviennent des plateformes où transitent des messages produits collectivement qui perdent en droits d'auteurs ce qu'ils gagnent en nombre de lecteurs. Ce glissement reflète selon lui un déplacement du pouvoir et de la production de savoirs, depuis un centre clairement identifié, vers une entité collective disparate et hétérogène. Ce phénomène transforme progressivement la sphère publique traditionnelle en un espace civique libéral et équidistant entre autorités officielles et opinions individuelles privées.[191]
Pour Christopher Kelty, l'accès aux nouvelles technologies entraine une modification des modalités de savoir et de pouvoir qui redéfinit la nature de la connaissance collective, ainsi que sa légitimité et sa finalité.[192] Cette profonde transformation culturelle provoque des conséquences politiques qui seront abordées plus loin, comme notamment la redéfinition des pratiques citoyennes. Christopher Kelty observe que cette évolution du pourvoir et du savoir repose sur l'apparition de ce qu'il appelle un public récursif[193]. Ce type de public est composé de participants autonomes, capables de définir eux mêmes au quotidien les pratiques qu'ils souhaitent adopter, en développant leurs capacités à modifier et à contrôler les modalités de participation au débat collectif. Ce type de public définit lui même son identité et ses engagements, et fait des infrastructures technologiques la charpente d'une nouvelle gouvernance publique.
La réorientation du savoir et du pouvoir, depuis les sources traditionnelles d'autorité vers ce nouveau public, permet le développement d'une forme de connaissance collective plus accessible et plus malléable, offrant ainsi la possibilité aux individus de participer directement à l'amélioration du contenu informatif et à sa redistribution.

Clay Shirky souligne l'aspect pluridimensionnel du concept de média, qui renvoie à la fois à un processus de production, à l'entité chargée de cette production, et au produit médiatique final. Il explique que, pendant des décennies, le concept de média a désigné le monopole d'une classe professionnelle sur une industrie et ses moyens de production. Selon lui, la rareté des moyens de production est à la base de la constitution d'une classe professionnelle de journalistes capable de filtrer et de contrôler l'accès du public à l'information. Il explique que l'abaissement des barrières à la production crée aujourd'hui une tension entre liberté de participation et qualité de l'information. Plus il y a de participants, plus la qualité moyenne de

[191] ANDERSON Jon W. « New Media, New Publics: Reconfiguring the Public Sphere of Islam » in *Social Research* vol. 70, n° 3, Automne 2005
[192] KELTY Christopher M. *Two Bits. The Cultural Significance of Free Software*, Duke University Press, London, 2008
[193] *ibid.*

l'information partagée est en baisse. C'est cette équation qui a permis aux médias professionnels de justifier jusqu'ici leur légitimité à monopoliser les processus d'élaboration et de diffusion de l'information.[194]
Mais aujourd'hui, il estime que les différentes caractéristiques du système médiatique ne s'articulent plus de la même façon. Il propose de redéfinir la fonction des médias et d'en faire des agents en charge de l'élaboration et de l'entretien d'un tissu social capable de connecter la société dans son ensemble et avec le reste du monde. Ainsi, dans ce nouvel environnement médiatique, les nouvelles technologies favorisent la fusion entre sphère d'expression privée et publique, jusqu'ici séparées, et l'apparition d'une économie médiatique qui ne repose plus sur le contrôle exclusif des moyens de production par les professionnels, mais sur la fluidité et la réciprocité des interactions entre producteurs et amateurs.
La révolution technologique actuelle est donc centrée sur l'inclusion des amateurs dans les processus de production de l'information et de la connaissance, et sur l'émancipation du « produser » capable de transmettre son message à un vaste public, sans nécessairement passer par les médias traditionnels. Ce phénomène entraine une transformation des modalités d'expression au sein de la sphère publique, et un accroissement de la participation amateur à des tâches qui étaient, jusqu'ici, réservées à un corps professionnel.

Telle que présentée précédemment, la théorie du filtrage médiatique (ou « gatekeeping » en anglais) repose sur l'idée que les flux d'informations passent par des filtres successifs, manipulés par différents acteurs, et permet de comprendre comment l'information arrive au public. Cette théorie considère les journalistes, et les médias pour lesquels ils travaillent, comme les acteurs en charge de la sélection des informations transmises au public au sujet de l'actualité quotidienne. Cependant, les journalistes sont eux mêmes tributaires de leurs sources pour prendre connaissance d'éléments sur les différents évènements. Par conséquent, les sources sont également un des filtres principaux dans la constitution du message médiatique final.
Ce modèle de filtrage est aujourd'hui en passe de devenir obsolète. Les individus en charge de la sélection et de la transformation de l'information sont contraints, avec le développement des médias sociaux, de réajuster leurs méthodes de travail et de relativiser l'autorité que leur conférait leur position sur la transmission du savoir. Jusqu'à récemment, les médias décidaient de la valeur informative d'un événement, et dans cet environnement, le choix des informations à sélectionner relevait d'un jugement professionnel. Ce monopole des journalistes sur les critères de valeur a pu perdurer car il n'existait pas d'autre alternative pour les consommateurs. Mais aujourd'hui, les informations peuvent émerger d'une multitude de sources et atteindre le public sans que les médias traditionnels n'entrent en jeu. Les médias de masse sont parfois même forcés de couvrir des événements dont le public a pris connaissance par d'autres moyens. La massification de la production amateur repousse les restrictions inhérentes au fonctionnement des médias traditionnels qui limitaient la diversification des sources et rigidifiaient les mécanismes de filtrage des informations. Il ne s'agit pas du passage d'une configuration médiatique à une autre, mais plutôt de l'évolution des professionnels de l'industrie et de l'ensemble du public par rapport à l'information et au savoir. La position de filtreur, jusqu'ici prérogative professionnelle, est à présent en train de s'ouvrir, et la capacité inédite des amateurs à remplir cette fonction est un élément déterminant du nouvel écosystème médiatique.
Cependant, parler des « produsers » comme d'une nouvelle espèce de journalistes est un glissement conceptuel qui suppose l'idée d'une professionnalisation de masse, ce qui en soit

[194] SHIRKY Clay, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, The Penguin Press, New York, 2008

est une oxymore. Une classe professionnelle, comme celle des journalistes, est définie par la fonction spéciale qu'elle joue dans la société, par l'acquisition d'un certain nombre de compétences, et par le nombre limité d'individus qualifiés qui peuvent prétendre y appartenir et jouir des prérogatives qui accompagnent l'exercice de cette profession. Aucune de ces conditions n'est remplie par les utilisateurs amateurs, même les plus politisés. Par conséquent, les pages individuelles ne doivent pas être considérées comme des sites d'information alternatifs, mais comme une alternative à l'acte de publication lui même, jusqu'ici réservé à une petite minorité professionnelle.

Toute innovation technologique adoptée à grande échelle par une société et ses médias implique un renouvellement des routines de sélection et d'élaboration de l'information, et la constitution de nouveaux filtres, eux mêmes contrôlés par des individus contraints de modifier leurs méthodes de travail pour répondre à ce nouvel environnement. La prise en compte par les médias professionnels de contenus informatifs produits et partagés en ligne par des amateurs, est devenue un nouvel impératif de production pour déterminer la valeur d'une information et décider si celle-ci doit être relayée à grande échelle. Ce phénomène est assez similaire à ce que Pierre Bourdieu appelle la « circulation circulaire de l'information »[195], évoquée précédemment, où les journalistes des médias de masse collectent leurs informations et jugent de ce qui a de la valeur en observant ce que fait le reste de l'industrie. L'élément nouveau étant que les « produsers » sont devenus des sources concurrentes que les professionnels doivent aujourd'hui prendre en considération.
La routine des nouveaux médias, que ce soit sur des sites d'information, des plateformes collaboratives, des blogs individuels, ou des forums, diffère de celle des médias traditionnels. Tandis que ces derniers établissent leur routine dans le but de transmettre de l'information à une audience ciblée plus ou moins large, les médias sociaux s'adressent au public de façon plus horizontale et moins policée. Le filtrage du contenu est devenu une activité collective en réseaux, opérée par des utilisateurs qui naviguent sur internet pour sélectionner et partager des informations avec le reste de la sphère publique virtuelle.
Internet permet d'une certaine manière, à chaque individu, de participer au processus de filtrage de façon interactive, en partageant et en modifiant le contenu informatif. Ce phénomène force les journalistes à adopter de nouvelles modalités de travail, et à prendre en compte les préférences du public dans leurs critères professionnels de sélection. La popularité d'un contenu se mesure aujourd'hui en nombre de lectures et de partages. Clay Shirky avance que ce changement d'économie médiatique permet aujourd'hui à tout le monde de produire n'importe quoi, et de le rendre accessible à n'importe qui. Ce phénomène a décuplé le volume d'informations produites et partagées chaque jour. Etant donné qu'aucune classe professionnelle ne peut adéquatement être formée pour filtrer tout ce contenu, la démarche jusqu'ici appliquée dans les médias du fait de la rareté des moyens de production, de sélectionner puis de publier les informations, est aujourd'hui remplacé, avec le développement des médias sociaux, par l'impératif publier puis filtrer.[196]

Dans ce contexte d'ouverture de nouveaux canaux d'information, Pamela Shoemaker et Tim Vos avancent que la dépendance des médias et de l'opinion publique, envers les élites et leurs sources, est sur le déclin. Cependant, les auteurs émettent une mise en garde. Ils affirment que les médias alternatifs, en adoptant un processus de filtrage particulier et en mobilisant intentionnellement des sources et des experts n'appartenant pas aux cercles d'élites proches des médias traditionnels, peuvent être motivés par la volonté idéologique de s'opposer aux

[195] BOURDIEU Pierre, *op. cit.*
[196] SHIRKY Clay, *Cognitive Surplus. Creativity and Generosity in a Connected Age*, *op. cit.*

positions dominantes. Dans ce cas, l'élaboration du discours médiatique repose au final sur un traitement orienté de l'information qui est assez similaire à celui appliqué par les médias de masse, et qui ne garantit aucunement une neutralité de contenu.
Karine Nahon propose de redéfinir la théorie du filtrage médiatique pour l'adapter au nouvel environnement créé par l'apparition des médias sociaux et leur usage massif par le public dans le partage d'information. Dans un contexte de relations en réseaux, caractérisées par une multitude de centres névralgiques et d'échanges pluridirectionnels simultanés, il est difficile de distinguer le producteur du consommateur. Cette interchangeabilité rend compte de l'évolution des dynamiques de pouvoir au sein d'un nuage d'acteurs disparates mais connectés.[197] Le concept de filtrage médiatique implique des relations de subordination entre les filtreurs du message informatif et ceux à qui ils s'adressent. Karine Nahon estime que dans le cadre de connexions en réseaux, ces relations de subordination sont instables et parfois même très brèves. Les dynamiques de pouvoir qui se manifestent à travers les processus de filtrage permettent à une élite temporaire d'émerger et de se maintenir plus ou moins longtemps au contrôle des filtres narratifs. Les 18 jours de la révolution ont été portés, tout du moins dans les médias, par une élite qui s'est révélée par la suite n'être que temporaire, mais dont le rôle dans la manipulation des filtres explicatifs des événements, a eu un impact considérable sur la façon dont cette actualité a été perçue dans le reste du pays et du monde. Le caractère transitoire et éphémère de cette élite est clairement observable dans la multiplication d'ouvrages tels que *Tweets from Tahrir*[198] (« Tweets de Tahrir ») écrits généralement par des membres de cette élite qui relatent la façon dont ils ont pris part aux événements en utilisant les médias sociaux.

Contrairement aux médias traditionnels où le processus est plus linéaire et plus centralisé, le filtrage d'information au sein des médias sociaux découle de comportements collectifs qui déterminent les modalités de contrôle des filtres. Les théories de filtrage médiatique en réseaux analysent les dynamiques de pouvoir qui encadrent les interactions entre différents acteurs. Cette théorie fait appel aux quatre concepts suivants : le filtre (ou mécanisme de contrôle), le filtrage (ou processus de contrôle de l'information), les filtreurs (qui exercent ce contrôle), et les récepteurs (qui subissent les mécanismes de filtrage dans leur rapport à l'information). Dans de nombreux cas, la littérature traditionnelle se concentre sur le rôle des élites, et sur le pouvoir qu'elles exercent sur les individus récepteurs. Ces élites peuvent prendre la forme de professionnels des médias ou de la communication, de représentants officiels ou communautaires, ou de différents corps de métiers et d'expertise.
En réseaux, cependant, les récepteurs jouent un rôle bien plus important. Etre soumis à certains mécanismes de filtrage n'implique plus d'être impuissant, de manquer d'alternative et d'être contraint à la consommation d'un seul produit informatif. Etre récepteur dans un réseau est un choix. Les structures en réseaux rendent donc les filtreurs dépendants de leurs récepteurs et les interactions plus dynamiques, tout en leur donnant une dimension contextuelle et temporaire.
Il est possible de mesurer l'influence que les récepteurs et leurs demandes peuvent avoir sur les filtreurs, selon deux facteurs. D'une part, la nature et la configuration de la relation qui existent entre eux au sein du réseau qu'ils partagent ; d'autre part, la capacité des récepteurs à trouver des alternatives aux mécanismes de filtrage auxquels ils sont soumis, voire même à s'en émanciper pour produire eux mêmes de l'information et devenir à leur tour des filtreurs.
L'évolution du rôle de récepteur, vers celui d'individu en charge du processus de filtrage, est déterminée par sa capacité à acquérir puis conserver un pouvoir de contrôle sur l'élaboration

[197] NAHON Karine "Fuzziness of Inclusion/Exclusion in Networks", in *International Journal of Communication*, n°5, 2011
[198] IDLE Nadia and NUNNIS Alex, *Tweets from Tahrir*, OR Books, New York, 2011

du message informatif. En réseau, le statut de filtreur est en constante renégociation, et l'équilibre des pouvoirs peut basculer à tout moment, en fonction du contexte. Cet élément explique en partie la rapide perte de pouvoir des jeunesses révolutionnaires arabes de l'internet en 2011, et le désarroi que ce phénomène a suscité dans la presse internationale, parlant souvent d'une usurpation de la révolution par d'autres acteurs politiques, généralement des islamistes. Le caractère transitoire des jeunes élites d'internet dans l'analyse des événements qui ont suivi le départ de Moubarak, s'articule à trois autres facteurs qui amplifient cette dimension éphémère : l'absence sur le terrain de réseaux capables de relayer et d'entretenir la mobilisation collective en dehors des cercles virtuels ; la brièveté de la fenêtre d'opportunité ouverte grâce au retard technologique du régime et à sa perte de contrôle momentanée sur les filtres médiatiques ; l'absence d'un leader et d'un ensemble de demandes fédératrices, aptes à maintenir la cohésion du mouvement et à formuler un projet de société viable et clair.

La notion traditionnelle d'élite devient obsolète dans une écologie en réseaux car elle limite la détention du pouvoir de filtrage à un groupe restreint et permanent. La notion de pouvoir est si dynamique en réseau, que le terme d'élite lui même est trop générique pour saisir de façon pertinente des positions mouvantes de domination. Le concept de filtreur permet de rendre compte de la flexibilité des relations entre les différents acteurs, et convient mieux à cette nouvelle économie de production et de partage de l'information. Le caractère éphémère de la domination des filtreurs dépend quant à elle du contexte. Les cycles d'émergence et de déclin de ces élites sont fonction de la relation qu'elles entretiennent avec les récepteurs d'un même réseau. Ces derniers adoptent face aux filtreurs et à leurs messages une attitude particulière qui s'étend peu à peu à l'ensemble du réseau, transformant ainsi des réactions individuelles, en comportements collectifs. Dans cet environnement hyper connecté, les mécanismes de réseau accélèrent l'adoption à grande échelle de nouveaux rapports aux médias et à l'information.

De ces comportements de groupe émergent de nouvelles façons de contrôler la production du message. Par conséquent, l'accession d'individus à la position de filtreurs et d'élites temporaires, ne peut avoir lieu sans la participation des récepteurs du message. Karin Nahon rapporte que Facebook, créé en février 2004, compte aujourd'hui plus de 500 millions d'utilisateurs, dont plus de la moitié se connectent quotidiennement, interagissant avec plus de 900 millions de messages informatifs par jour. Ces comportements collectifs ont permis à Facebook de devenir un filtreur incontournable sur internet. La plateforme n'aurait pas pu acquérir une telle importance sans le consentement, le soutien, et la participation active de ses utilisateurs.[199]

L'intérêt de la compréhension des relations en réseaux entre les élites transitoires et les récepteurs est d'identifier et de comprendre les situations dans lesquelles le pouvoir est exercé de façon asymétrique par ces derniers sur les premiers, une situation qui équivaut à un renversement, souvent temporaire, de l'équilibre des forces.

Un des exemples récents est celui de l'utilisation de Twitter par les supporters iraniens du candidat d'opposition Mir-Hossein Mousavi, pour protester contre la victoire électorale controversée du président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009. L'opposition a su profiter des structures décentralisées de Twitter pour relayer des informations et des discours dissidents, censurés par les médias traditionnels. Elle a ainsi su retransmettre des informations sur l'Iran au reste du pays et du monde pour encourager et organiser la prise d'action. La capacité de partager en temps réel ce qui était en train de se passer, a temporairement bouleversé l'équilibre des pouvoirs entre les manifestants et le gouvernement iranien dans le

[199] NAHON Karine, *op. cit.*

domaine du filtrage des informations et du contrôle du discours médiatique. L'accès à Twitter a notamment entravé l'agenda du régime, en l'empêchant d'exclure les voix contestataires de la sphère publique. Cet exemple ne signifie cependant pas que l'opposition ait réussi à obtenir des concessions de la part du gouvernement, ni même qu'elle soit ressortie renforcée de cet épisode. Cet exemple illustre simplement la façon dont les dynamiques de partage de l'information en réseaux ont modifié, pendant un court instant, la balance des pouvoirs entre acteurs impliqués.
Par conséquent, la capacité des récepteurs à produire de l'information ne garantit pas nécessairement que ces informations atteindront d'autres individus, ni même que leur autonomie croissante se traduira par plus de liberté ou par la disparition des mécanismes de filtrages prédominants.
Toutes ces observations sur la façon dont l'utilisation quotidienne et apolitique des nouveaux médias modifient le tissu sociétal, remettent en cause les sources traditionnelles de savoir, bouleversent les équilibres de pouvoir et menacent la permanence des élites, sont des éléments qui fournissent des clés de compréhension cruciales à l'analyse des médias sociaux en Égypte, et à l'étude du potentiel de ces outils dans le cadre de mobilisations politiques contestataires.

3. Nouvelles pratiques de partage et d'interaction citoyennes

Les nouveaux facteurs que sont la montée en puissance du « produser » et la redéfinition des processus de filtrage, favorisent l'émergence de communautés de savoir qui transforment les interactions sociales et ouvrent la voie à de nouvelles pratiques citoyennes.
Henry Jenkins affirme qu'une certaine forme d'intelligence collective est en train d'apparaître, résultant de la capacité des communautés virtuelles à accroitre l'expertise combinée de leurs membres, et à produire ensemble un savoir collectif dont la valeur sociale ajoutée sera bénéfique pour l'ensemble de la société.[200] Dans ce nouvel environnement médiatique hyper connecté, les nouvelles modalités de partage de la connaissance engendrent l'apparition de communautés qui se forment en réseaux autour d'intérêts communs, et qui débattent tout aussi bien de sujets de vie quotidienne que de questions plus approfondies. Ces groupes permettent à leurs membres de confronter leurs idées et de rechercher ensemble de nouvelles informations. Les compétences acquises grâce à ces nouvelles technologies ont un impact sur les processus d'apprentissage, les méthodes de travail des journalistes, les interactions entre individus, et la participation citoyenne. A l'âge de la convergence entre nouvelles technologies et moyens de communication de masse, la culture qui émerge de cette confluence bouleverse la façon dont les individus interagissent avec leur environnement.

Dans ce nouvel écosystème médiatique, la perception traditionnelle du rôle de l'expert est remise en cause par des rapports à la connaissance plus ouverts et collectifs, propres à la sphère virtuelle. Jusqu'ici l'expert était un individu maitrisant un ensemble de savoirs qui lui conféraient une position privilégiée dans la société. Aujourd'hui ce paradigme a évolué, et les nouvelles formes d'expertise sont le résultat du savoir combiné d'une communauté plus diverse. L'intelligence collective présuppose que tout le monde a quelque chose à apporter. Elle puise sa force et sa faiblesse dans le fait d'être désordonnée, spontanée, prolifère, et anarchique. Par conséquent, les communautés d'expertise ne dépendent plus d'un contrôle

[200] JENKINS Henry, *Convergence Culture. Where Old and New Media Collide*, New York University Press, New York, 2006

exclusif sur la connaissance, mais d'un processus plus social, plus dynamique et plus participatif de l'acquisition du savoir.
Henry Jenkins estime que les relations entre les individus et les formes traditionnelles de communautés sont en train de s'effriter, que l'ancrage géographique d'un groupe est un facteur moins déterminant, que les liens familiaux et communautaires se désintègrent progressivement, et que l'allégeance à l'Etat nation est en pleine redéfinition. Les nouvelles formes de socialisation qui émergent, reposent sur des affiliations volontaires, tactiques et temporaires, et sur la réaffirmation de projets et d'intérêts communs.[201] A l'ère du partage de la connaissance en réseaux, les individus peuvent quitter les communautés qui ne correspondent plus à leurs besoins intellectuels ou émotionnels. Les groupes se font et se défont de façon relativement flexible, et lorsqu'ils sont établis sur des affiliations tactiques, ils se dissolvent généralement une fois qu'ils ont atteint leur but originel. Ces nouvelles entités sociales sont en perpétuelle redéfinition et les liens qui les constituent, en constante réaffirmation. Cependant la question se pose de savoir si cette extrême flexibilité des structures relationnelles, ne serait pas également un obstacle à l'établissement d'un contrat social solide et viable sur le long terme. Par ailleurs, la portée explicative de la nouvelle culture participative décrite par Henry Jenkins, demeure conditionnée par le contexte dans lequel elle a été pensée, c'est à dire celui des démocraties occidentales. Dans le cas d'une étude sur l'impact politique des nouveaux médias au Moyen Orient, il est légitime de se demander si, pour que la libéralisation de l'expression personnelle et les nouvelles formes de socialisation qui en découlent, influencent les processus de participation démocratique, les utilisateurs ne doivent pas au préalable évoluer au sein d'une culture qui encourage le pluralisme politique et qui leur permette d'exercer une forme, même réduite, de citoyenneté. Le recul manque encore aujourd'hui pour répondre à cette question. Cependant, il est indéniable que toute population en cours de familiarisation avec de nouveaux outils d'expression et de mobilisation, passe par une phase d'apprentissage. Le degré d'ouverture de l'environnement politique dans lequel se fait cette initiation, aura des conséquences sur les modalités d'utilisation de ces technologies et sur la vitesse à laquelle les individus pourront apprendre de leurs erreurs. Par ailleurs, les clivages digitaux à travers le monde demeurent importants, et les membres d'une même société n'ont pas tous les compétences et les moyens nécessaires pour adopter ces nouvelles pratiques culturelles et contribuer de façon égale à la transformation de leur environnement.

Enrico De Angelis décrit l'apparition, dans cette nouvelle ère médiatique, d'une forme de sphère publique qui se caractérise selon lui par des structures de communication en réseaux, par une hétérarchie des sources d'information non officielles, par la surabondance d'informations produites par des amateurs, par la convergence des médias traditionnels et des médias sociaux, et par la participation active des individus au lieu d'une consommation passive.[202] A partir de ce constat, le but est d'identifier le type de pratiques politiques et sociales qui émergent de ce nouvel écosystème, et de déterminer si celles-ci peuvent accélérer le processus de démocratisation au Moyen Orient.
Mais, selon Enrico De Angelis, ces nouvelles configurations peuvent également avoir des effets potentiellement négatifs sur le débat collectif, comme notamment la profusion d'informations amateurs, la difficulté de garantir la crédibilité des sources non officielles et des faits relayés en ligne, la formation d'enclaves d'opinions – hermétiques les unes aux

[201] *ibid*.
[202] DE ANGELIS Enrico, « The State of Disarray of a Networked Revolution: The Syrian Uprising's Information Environment » in *Sociologica*, n°3, décembre 2011

autres et provoquant souvent une polarisation du débat – et la surenchère sensationnaliste au détriment du contenu d'analyse.[203]
Cependant, la massification de la production médiatique amateur, l'accès facile à ces technologies, la remise en question de la légitimité des pouvoirs traditionnels à représenter l'intérêt général et à filtrer les informations, sont autant de phénomènes qui renforcent le poids de l'individu dans l'élaboration du savoir. Ces évolutions permettent à la société de développer de nouvelles capacités d'expression, et d'assister à une déprofessionnalisation de la production de l'information et de la communication politique. Dans ce nouvel environnement informatif, les tweets, les blogs, les statuts Facebook peuvent être considérés comme des informations parfois plus fiables que celle produites par les professionnels des médias.

La transformation des modalités d'expression du pouvoir politique qui découle de ce nouvel environnement, se fait en parallèle, parfois même en opposition, avec les autorités traditionnelles. Les nouveaux médias peuvent avoir un impact concret et direct sur la vie politique, en facilitant l'organisation de campagnes et la création de nouvelles formes de participation citoyenne. En permettant l'échange d'informations et la création de liens flexibles et peu contraignants entre individus d'un même réseau, ces outils transforment les modes d'interaction et d'engagement au sein des groupes, et réduisent les coûts nécessaires et les risques inhérents à la planification d'actions collectives.
Les espaces en réseaux sont plus fluides, plus ouverts, et plus participatifs. Ils facilitent la convergence de différents moyens de communication et permettent aux acteurs de négocier leurs modalités d'interactions, de développer de nouvelles formes d'autorité et de crédibilité, et de construire des communautés à partir de leurs propres valeurs sociales. Cependant, ajoute Enrico De Angelis, la surabondance d'informations et l'absence de hiérarchie dans le processus de production, entrainent une individualisation de la consommation et un accroissement des capacités de filtrage de chacun, deux tendances qui réduisent les probabilités de débats entre points de vue divergents, élément fondamental au développement d'une culture politique pluraliste et démocratique.[204] Le partage à grande échelle d'expériences communes est nécessaire à la solidification du contrat social, et c'est là un des rôles des médias de masse. Les nouveaux médias sont dominés par la logique du filtrage individuel selon laquelle tout le monde peut choisir ses propres sources d'information, et ainsi décider quoi consommer et quand. Les gens de même opinion se retrouvent dans des cocons qui renforcent leurs convictions, au lieu de les remettre en question pour encourager le débat. La discussion publique devient alors plus difficile à établir.
C'est à travers cette nouvelle façon de consommer les médias et de partager du contenu que se met en place une culture participative qui redéfinit les modalités de contribution au débat public, et qui façonne lentement les bases de nouvelles pratiques de la citoyenneté. Par conséquent, l'analyse de ce nouvel environnement informatif permet d'expliquer comment les nouveaux médias, au delà du potentiel mobilisateur dont ils ont fait preuve au cours des révoltes arabes, modifient en profondeur le tissu social et la culture politique, en contribuant à mettre en place de nouvelles formes d'interaction, de participation et de délibération.

Clay Shirky observe qu'avec ces nouveaux outils, les amateurs peuvent à présent prétendre, au même titre que les professionnels et les organisations officielles, à la mobilisation de larges audiences pour organiser des actions collectives de grande ampleur.[205] Jusqu'ici, coordonner

[203] *ibid*.
[204] *ibid*.
[205] SHIRKY Clay, *Cognitive Surplus. Creativity and Generosity in a Connected Age*, The Penguin Press, New York, 2010

des mouvements de groupes était difficile et les rassemblements amateurs, petits et informels. Ils faisaient face à des coûts organisationnels élevés et le partage d'information n'était efficace qu'à court terme et sur des échelles réduites. La coordination dépendait d'efforts individuels non professionnels, et de ce fait, les groupes étaient des entités difficiles à mettre en place, à développer et à préserver. Ces limites de taille et de longévité les condamnaient à une portée sociale assez restreinte dans le temps et l'espace.

Aujourd'hui, le bouleversement des interactions sociales et des modalités de diffusion de la connaissance, grâce aux nouvelles technologies, révolutionne la façon dont les groupes se coordonnent pour la mise en place d'actions collectives. Les médias sociaux permettent aux groupes d'amateurs de se rencontrer, de partager leur savoir et de confronter leurs opinions. Les productions collectives peuvent enfin avoir un impact spatiotemporel plus large, et atteindre une échelle planétaire. Cette situation génère l'apparition d'un phénomène inédit, celui de grands groupes ouverts au public et constitués d'amateurs ne se connaissant pas et pouvant se situer n'importe où dans le monde. Le catalyseur de cette évolution est la redéfinition par les médias sociaux de la pratique et de la portée du partage d'informations, qui demeurait jusqu'ici un acte réciproque et coordonné entre un petit nombre de gens qui se connaissaient.

Clay Shirky établit un spectre en quatre points pour différencier les types de partage et établir le degré d'implication des utilisateurs.[206] Il commence avec le partage personnel qu'il définit comme une démarche entre individus non coordonnés, au cours de laquelle émetteurs et récepteurs agissent chacun de façon individuelle mais reçoivent une certaine rétribution de la présence de l'autre. Ce niveau de partage est le moins élaboré.

Le partage communautaire prend place au sein d'un groupe dont les membres dialoguent et collaborent les uns avec les autres. Ce processus aboutit à la création d'un ensemble de valeurs collectives, qui n'est pas la juxtaposition de contributions non coordonnées, mais le résultat d'interactions plus élaborées qu'au niveau du partage personnel. La valeur collective créée demeure dans le strict cercle des participants.

Le partage public est le fait d'un groupe de collaborateurs qui cherche à créer une ressource publique. Il s'agit également, comme dans le cas d'un partage communautaire, d'un processus interactif mais plus ouvert à l'intégration et à la participation de nouveaux membres. En contraste avec le partage communautaire, le partage public permet aux individus de rejoindre le groupe à tout moment. Les résultats produits sont mis à la disposition de tous, y compris des individus non membres du groupe et qui n'ont pas participé à l'effort collectif de production. Enfin, le partage civique est entrepris par un groupe qui essaye activement de changer la société. C'est un processus similaire au partage public en termes d'ouverture aux non membres et à leur accès à la valeur créée, mais avec pour objectif explicite d'améliorer la société. Les participants civiques n'essayent pas d'améliorer uniquement la vie des membres du groupe, mais d'améliorer la vie de tous, même de ceux qui ne participent pas.

Le spectre de Clay Shirky, du niveau personnel au niveau civique, repose sur une évolution du degré de coordination entre participants et sur une ouverture de l'accès à la valeur sociale collectivement créée. Au niveau du partage personnel, la plupart de ce qui est produit sert directement l'intérêt des participants, tandis qu'au niveau civique, le partage a pour but de créer de la valeur sociale qui bénéficie à tous, et engendre de réels changements dans la société. Il n'y pas de règles établies pour la bonne gouvernance d'un groupe qui crée de la valeur publique. Cependant, celle ci nécessite un degré d'implication important, et dépend de la capacité du groupe à respecter ses engagements, à s'autogouverner et à maintenir sa cohésion en se soumettant aux contraintes indispensables à son bon fonctionnement et à l'accomplissement de ses objectifs.

[206] *ibid*.

La société n'est pas une unité capable d'entretenir une conversation homogène à grande échelle, ni de prendre des décisions comme un seul individu. Cependant, la complexité des interactions rendue possible par les nouveaux médias, peut aboutir à la création d'une culture participative qui altère le tissu social, et à l'élaboration de stratégies inédites dans le domaine de l'action collective. La création de valeur civique et la redéfinition des pratiques citoyennes engendrées par l'utilisation coordonnée des médias sociaux, résultent de processus collaboratifs et de pratiques communautaires mis en place par de petits groupes capables, grâce à ces nouvelles technologies, d'accroitre progressivement leur taille et leur visibilité.
Si le simple partage exige peu des participants, à qui les plateformes en ligne offrent un maximum de possibilités contre un minimum d'engagement social, la coopération est plus élaborée, car elle implique un changement de comportement de la part des individus pour qu'ils coordonnent leurs actions avec le reste des membres. La nouvelle identité collective du groupe découle de ce processus.
L'action collective est une forme élaborée et complexe de collaboration. Dans ce nouvel environnement technologique et médiatique, elle représente la forme d'organisation qui demande plus d'investissement de la part des individus, car elle requiert des membres du groupe qu'ils s'engagent à fournir un effort collectif et simultané, tout en renforçant la cohésion du groupe, et non la domination de certains participants sur d'autres. Cela requiert l'établissement de principes de gouvernance et d'un consensus clair sur ce que les membres doivent être prêts à sacrifier pour le bon fonctionnement du groupe. Un ensemble d'individus coordonnés qui souhaitent agir collectivement, doit avoir une vision commune qui soit assez forte pour maintenir la cohésion interne du groupe face à la prise de décisions susceptibles de contrarier certains membres.
Clay Shirky estime que le passage à l'action collective a lieu lorsqu'un groupe commence à agir comme une entité obéissant à des dynamiques collectives bien plus complexes que celles qui régissent les productions collaboratives et le partage de connaissance. C'est dans ce contexte que les nouveaux outils sociaux donnent vie à de nouvelles formes de pratiques civiques et citoyennes, et contribuent à remettre en cause les institutions existantes en érodant leur monopole institutionnel sur la coordination à grande échelle.[207]
Les nouvelles technologies de communication ont affecté la portée spatiotemporelle des réactions collectives face à un événement. Cette évolution a permis l'apparition de cascades d'informations capables d'altérer l'équilibre des pouvoirs. Une cascade d'informations est une prise de conscience à trois niveaux, de l'individuel au collectif. Le premier niveau est celui où chacun, de façon isolée, sait une même chose. Le second niveau est celui où tout le monde prend conscience, de façon individuelle, que chacun sait cette chose. Enfin le troisième niveau est celui où tout le monde réalise de façon collective, que tout le monde sait que chacun sait cette chose. Cette prise de conscience collective de la connaissance partagée d'un événement ou d'une situation, favorisée par les nouveaux médias, permet ainsi à des groupes non coordonnés de commencer à travailler ensemble plus vite et plus efficacement. En contexte autoritaire, la diffusion de cascades d'information alternatives qui remettent en question celles imposées par le pouvoir, contribue à atténuer la peur qui empêchent les citoyens de prendre part à des actions collectives de crainte de ne pas être suivis par suffisamment de monde pour faire peur au régime. Les coûts et les risques potentiels à la mobilisation de masse, sont souvent plus élevés en contexte autoritaire où les individus risquent de perdre leur emploi, d'être emprisonnés, voire même assassinés, pour simplement essayer d'organiser des mouvements sociaux. Cependant, aujourd'hui, les réseaux

[207] SHIRKY Clay, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, The Penguin Press, New York, 2008

d'opposition, établis grâce aux nouvelles technologies, sont plus difficiles à éliminer que les petits groupes épars d'individus contestataires.
En Égypte en 2011, la page Facebook « Nous somme tous Khaled Saïd » créée pour dénoncer la brutalité policière en réaction au meurtre de Khaled Saïd par des officiers en civil, a catalysé une cascade d'information. Cette prise de conscience partagée au sujet de la barbarie du régime a encouragé des milliers de personnes à descendre manifester dans les rues du Caire. Le développement de telles cascades fait que des individus, jusqu'ici averses aux risques que représentait la participation à un mouvement collectif, peuvent adapter leurs actions en fonction de celles des autres. Forts de cette nouvelle capacité d'évaluation instantanée, grâce à YouTube, Twitter, Facebook, et aux chaines satellitaires, les citoyens égyptiens ont été capables, lors de la révolution de 2011, de profiter de ces effets de cascade pour pouvoir capitaliser cette prise de conscience collective et la transformer en une vague révolutionnaire.
Ainsi que Clay Shirky l'observe, les révolutions ne sont pas le résultat de l'adoption de nouvelles technologies par la société mais le résultat de l'adoption de nouveaux comportements engendrés par ces technologies.[208]

Les coûts du partage de l'information et les risques de participation à l'action collective s'étant effondrés, de nouvelles méthodes d'organisation sont aujourd'hui à la disposition des citoyens ordinaires et leur permettent de coordonner des groupes dispersés et de s'organiser selon des modalités flexibles et peu contraignantes. Ainsi, en offrant de nouvelles possibilités d'agir en groupe plus facilement, ces outils qui améliorent la prise de conscience et la coordination collective peuvent devenir des instruments de mobilisation politique.
Les organisations officielles et traditionnelles de mobilisation collective ont toujours eu accès au débat public pour relayer leurs messages et coordonner leurs actions. Bien qu'elles soient loin de perdre cette prérogative, la compétition avec des groupes amateurs et non coordonnés, remet en cause leur prépondérance.
Quant au pouvoir que les médias sociaux donnent à la société civile et aux citoyens, Wiebke Lamer affirme que les acteurs non étatiques voient leur influence augmenter davantage grâce aux nouvelles technologies dans les Etats où le pouvoir est plus centralisé.[209] Les nouveaux moyens d'information et de communication peuvent selon elle avoir plus d'effets sur le long terme dans les Etats où la société civile n'est pas particulièrement forte. Ces nouveaux médias peuvent avoir une grande influence justement parce qu'ils aident à construire la société civile. Ils sont devenus des infrastructures fondamentales pour les mouvements collectifs en aidant les individus des sociétés modernes à développer leur capital social. Mais cette capacité de consolidation de la société civile et de la sphère publique se mesure en décennies, plutôt qu'en mois.

[208] *ibid*.
[209] LAMER Wiebke, « Twitter and Tyrants: New Media and its Effects on Sovereignty in the Middle East », in *Arab and Media Society*, n°16, automne 2012

Une agora virtuelle où se développent mobilisation et contestation politiques

1. L'essor de nouvelles ressources de mobilisation collective

Les changements dans la façon dont l'information circule au Moyen Orient constituent une véritable transformation environnementale, et la convergence entre nouvelles technologies et médias de masse a bouleversé la façon dont l'information est consommée et produite. Ces évolutions ont provoqué des changements dans les comportements politiques qui ont facilité la révolution de 2011 en Égypte.

Daniel Drezner observe que les sciences politiques offrent deux interprétations assez différentes sur la façon dont une révolution dans le domaine des technologies de communication affecte les relations entre le gouvernement et la société civile. L'argument le plus courant, explique-t-il, est qu'internet a drastiquement diminué les coûts de la communication en réseaux, permettant ainsi à la société civile de se mobiliser plus facilement pour influencer leurs dirigeants.[210] Cette première configuration pose alors deux problématiques. D'abord, savoir si internet accentue davantage les pouvoirs de l'Etat ou ceux de la société civile. Ensuite, savoir si ces changements affectent fondamentalement la distribution des pouvoirs et la prise de décisions politiques. Selon Daniel Drezner, les groupes de la société civile bénéficient largement de cette prolifération d'informations, et la révolution d'internet a permis aux ONG et aux acteurs jusqu'ici marginalisés de mieux utiliser leurs ressources et d'affirmer leur présence politique.[211]

Cependant, et c'est là la seconde interprétation, internet a indéniablement facilité la capacité des gouvernements à contraindre et à contrôler leurs populations. Les Etats aujourd'hui sont de plus en plus à l'aise avec les nouvelles technologies et savent de mieux en mieux les réguler. L'architecture d'internet reste encore assez vulnérable aux pressions gouvernementales, et les dirigeants conservent la capacité de filtrer les flux d'informations qui y circulent. De plus, en contexte autoritaire, les gouvernements sont très attentifs à la diffusion d'informations qui leur seraient nuisibles et, du fait de structures inhérentes aux nouvelles technologies, ils ont les moyens d'identifier et de sanctionner les citoyens qui essaieraient de produire ou d'exploiter ce type d'informations.

Tandis que les nouvelles possibilités offertes par internet ont probablement plus bénéficié aux acteurs politiques marginaux qu'aux gouvernements, les conséquences de ces changements dans le domaine de la mobilisation collective sur l'environnement politique restent dépendantes du type de régime et des dynamiques de pouvoir au sein desquels les acteurs évoluent. En contexte politique ouvert, internet a accru les pouvoirs de la société civile vis-à-vis de l'Etat. Mais dans le cadre de gouvernements autoritaires, l'Etat n'a pas été affecté de façon fondamentale par les évolutions technologiques. Par ailleurs, l'apparition, avec internet, de cascades d'informations qui leur échappent, force les gouvernements autoritaires à mettre en place une répression toujours plus sévère, pour contrer la menace que l'utilisation, par le peuple de ces nouveaux médias, représente.

Les gouvernements répressifs semblent donc aujourd'hui de plus en plus conscients des effets potentiels des nouvelles technologies d'information sur la coordination de mouvements politiques. Mais, en décidant d'accroitre leur arsenal autoritaire pour faire taire ceux qui exploitent internet à des fins contestataires, les coûts de la coercition augmentent. Avec le temps, les dictatures devront faire face à un dilemme : autoriser l'usage de ces nouvelles technologies et s'exposer à des risques toujours plus élevés de révolte populaire, ou s'engager

[210] DREZNER Daniel W. « Weighing the Scales : the Internet's Effect on State-Society Relations » in *Brown Journal of World Affairs,* vol. 16, n°2, printemps/été 2010

[211] *ibid*.

dans une course à la répression, une décision couteuse au niveau matériel et humain, et susceptible d'endommager leur réputation à l'international.
Daniel Drezner note également qu'en société opprimée, les cascades d'informations fabriquées par le gouvernement, et l'isolement dans lequel elles placent les citoyens les uns par rapport aux autres, conduisent souvent ces derniers à l'apathie et à la docilité face à la répression du régime, même si une large partie d'entre eux souhaiterait se coordonner pour mettre en place des actions collectives et mettre fin à cette situation d'oppression.[212] Mais, n'ayant aucune certitude quant à l'ampleur potentielle que pourrait prendre la mobilisation contestataire, les individus perçoivent les dangers potentiels comme plus importants que les bénéfices qu'ils pourraient en tirer. De ce fait, la coordination collective est très peu probable parmi les citoyens qui sont généralement averses au risque en contexte autoritaire, tant qu'ils ne sont pas sûrs que d'autres adopteront eux aussi un comportement protestataire.
Un des facteurs les plus susceptibles de renverser les cascades d'informations établies, et de provoquer des manifestations spontanées, est un choc exogène capable de raisonner symboliquement dans l'imaginaire des populations. C'est ce rôle de détonateur qu'a joué le soulèvement tunisien dans le déclenchement de la révolution égyptienne. Ce qui explique également que des sociétés réprimées, et en apparence stables, puissent soudainement être submergées par des vagues de manifestations et d'actions citoyennes. Par conséquent, l'essor des technologies en ligne a accru la fragilité des cascades d'information mises en place par les pouvoirs autoritaires, et lorsque celles-ci sont renversées, de nouvelles opportunités politiques se présentent pour les groupes de la société civile et les acteurs indépendants.

Wiebke Lamer avance que l'utilisation des nouveaux médias au cours des soulèvements arabes a ouvert la voie à de nouvelles formes de citoyenneté, et qu'ils ont facilité la création de groupes capables de demander à leur gouvernement de rendre des comptes. Elle estime que ces acquis ne sont pas prêts de disparaitre, tout comme les technologies qui les ont rendus possibles, et que cette situation sera de plus en plus difficile à contrôler pour les régimes autoritaires. Cependant, elle observe également qu'internet a contribué à renforcer les dynamiques qui existaient déjà entre les gouvernements et les acteurs non étatiques. Selon elle, dans les espaces politiques fermés où les négociations de pouvoir sont soumises à des processus autoritaires, internet et les nouvelles technologies de communications ne peuvent pas, à eux seuls, avoir un effet tangible sur le changement politique.[213]
La mobilisation collective requiert plus qu'un simple accès aux médias et aux nouvelles technologies. Tout comme le développement de la téléphonie mobile, des ordinateurs portables et d'internet ne garantit pas l'émergence de médias libres et indépendants, les médias sociaux ne peuvent remplacer l'intervention d'organisateurs capables sur le terrain de mobiliser de façon fructueuse des mouvements sociaux contestataires.
Suite au départ de Moubarak, les activistes libéraux en Égypte ont été incapables de se rallier derrière un individu ou un ensemble de demandes pour prétendre remporter les élections parlementaires et présidentielles. Face à eux, les Frères Musulmans, implantés physiquement partout dans le pays, se sont peu à peu imposés comme la première force du changement politique et le principal acteur de l'opposition à l'armée.
Le cadre narratif dominant dans les médias occidentaux au sujet des soulèvements arabes de 2011 a mis en avant le manque de ressources traditionnelles des manifestants tout en donnant l'impression qu'un ordinateur et un accès à internet étaient devenus plus importants que l'argent et les capacités humaines et stratégiques sur le terrain. Ces éléments demeurent pourtant fondamentaux à la transformation d'un réservoir de potentiels individuels en

[212] *ibid*.
[213] LAMER Wiebke, *op. cit*.

ressources collectives qui pourraient faciliter l'action du groupe. Les médias sociaux tels que Twitter et Facebook ont certes permis aux acteurs des mouvements sociaux de diffuser en masse des informations cruciales aux manifestants, de communiquer et de se coordonner plus facilement et à moindre coût. Cependant, les ordinateurs et nouvelles technologies ne sont que des moyens de communication et ne peuvent par conséquent remplacer les processus d'organisation d'un mouvement collectif. La participation physique sur le terrain est essentielle, et c'est la taille de la foule envahissant les rues du Caire qui a fait tomber Moubarak et non le nombre d'adhérents à un groupe Facebook.
Il reste indéniable qu'internet est en train de devenir un outil de communication central dans le cadre de mobilisations collectives. En réduisant les coûts de participation grâce à la création de nouvelles cascades d'informations qui renversent celles établies par les régimes, et en facilitant la promotion d'identités collectives et d'un sentiment partagé d'appartenance à une communauté, les nouvelles technologies modifient les structures organisationnelles et les tactiques des mouvements d'opposition, dont elles démultiplient le potentiel mobilisateur.

Nahel El Tantawi et Julie Wiest observent, que dans le cadre de la révolution égyptienne, les technologies des médias sociaux ont été utilisées en particulier pour servir quatre objectifs stratégiques : organiser et mettre en place des activités collectives ; promouvoir un sens de communauté et d'identité inclusives entre individus en marge d'autres groupes ; créer des espaces politiques moins confinés et hermétiques les uns aux autres, permettant ainsi aux différents mouvements sociaux de s'unir et de collaborer ensemble ; et aussi d'offrir une visibilité internationales à leurs causes. Nahel El Tantawi et Julie Wiest estiment que les les technologies d'internet fournissent des outils supplémentaires importants aux mouvements sociaux pauvres en ressources de mobilisation, leur offrant ainsi un accès à des moyens de communication de masse, jusqu'ici inaccessibles pour des raisons financières, matérielles, ou logistiques.[214]
La théorie de la mobilisation des ressources – basée sur la notion que les ressources, comme le temps, l'argent, les capacités organisationnelles, les opportunités politiques et sociales, sont des données critiques au succès d'un mouvement collectif – permet d'analyser la façon dont les acteurs utilisent et associent les ressources qui leur sont disponibles. Lors du soulèvement de 2011 en Égypte, les médias sociaux ont introduit une rapidité et une facilité de partage d'information, deux facteurs qui faisaient défaut aux moyens traditionnels de mobilisation. Ces puissantes ressources ont également permis aux manifestants de diffuser eux mêmes des informations, des photos et des vidéos, pour ne plus dépendre des médias de masse contrôlés par l'Etat, ou par une quelconque autorité politique ou professionnelle. Bien qu'elles varient d'un mouvement à l'autre, les ressources disponibles et utiles à des acteurs capables de les utiliser, définissent les chances de succès d'une mobilisation collective. Ce cadre théorique permet de comprendre comment les médias sociaux ont facilité le soulèvement populaire de 2011, et d'identifier les conditions qui ont favorisé les manifestations antigouvernementales ayant conduit à la révolution.
L'accès aux nouvelles technologies a engendré des changements dans le domaine organisationnel, en modifiant la façon dont les acteurs s'assemblent et coopèrent, démultipliant ainsi leurs capacités d'action et de regroupement. Cette modification des modes de communication a changé le tissu social et favorisé la mise en place d'une nouvelle architecture de la participation collective. Par conséquent, ces changements technologiques ont permis l'élaboration de nouvelles stratégies pour coordonner les actions de groupes. La capacité des individus à coopérer les uns avec les autres et à agir collectivement est en train

[214] EL-TANTAWY Nahed and WIEST Julie B., *Social Media in the Egyptian Revolution: Reconsidering Resource Mobilization Theory,* in International Journal of Communication, vol. 5, 2011

de se développer en dehors – et en compétition avec – les cadres institutionnels et traditionnels d'organisation.
Clay Shriky note que pour encourager les individus à rejoindre un groupe et participer à la mobilisation, il faut qu'ils croient en un objectif collectif, et en leurs capacités à le réaliser ensemble grâce à des outils adéquats auxquels ils ont accès et qu'ils maitrisent.[215] Le choix des outils dépend du type de coordination et des modes d'interactions collectives qu'ils sont censés faciliter. En utilisant Twitter, plutôt que les blogs, les activistes du Caire ont pu se coordonner plus rapidement et s'organiser plus discrètement. Pour maximiser l'efficacité des médias sociaux, ils ont dû prendre en compte les avantages et les contraintes offertes par ces différents outils, leur permettant ainsi de décider du nombre d'individus impliqués, du type de contenu partagé, et de la durée des interactions en ligne.
Le groupe ainsi mobilisé, est soudé par un contrat social qui définit ses règles de fonctionnement, et les outils choisis, et établit ce que les membres peuvent exiger les uns des autres dans le cadre de leur participation. L'établissement de ce pacte interne au groupe ne peut être établi que si les objectifs collectifs et les outils de coordination ont été acceptés par l'ensemble des membres. C'est l'aspect le plus complexe du fonctionnement d'un groupe et la dimension la moins explicite car elle renvoie notamment aux coûts et aux bénéfices potentiellement promis aux participants en échange de leur engagement.

La révolution égyptienne de 2011 est un cas d'analyse qui permet de revisiter la théorie des ressources de mobilisation pour établir un nouveau cadre théorique qui prenne en compte les nouvelles technologies d'internet. Cette théorie est un point de départ intéressant pour expliquer l'utilité et l'impact des médias sociaux au sein de mouvements collectifs car elle met l'accent sur le contexte politique, social et historique de l'action collective, tout en prenant en compte l'efficacité et l'interaction des ressources disponibles.
Au début des années 2000, de nombreux bloggeurs égyptiens ont gagné en visibilité en abordant des sujets sensibles. Les premiers blogs étaient en anglais mais le développement d'interfaces en arabe a encouragé la création de contenu en arabe, attirant ainsi une audience plus large à l'échelle nationale. Avec l'expansion de la blogosphère égyptienne, les activistes ont commencé à utiliser d'autres technologies de communication, y compris des plateformes sociales comme Facebook, Flickr, Twitter et les téléphones portables. Avril 2008 a marqué un tournant pour l'activisme digital et les mouvements sociaux en Égypte avec la première tentative d'action collective initiée en ligne par le biais d'une page Facebook créée pour soutenir la grève générale des employés du textile à Mahalla, petite ville du delta du Nile au nord du Caire. Cette page mise en place par le Mouvement du 6 Avril, a attiré plus de 70,000 adhérents. Le mouvement a certes été brutalement réprimé par les forces de sécurité, mais l'expérience et les connaissances acquises au cours de ces premières tentatives d'activisme par le biais des médias sociaux, ont constitué une base utile aux futures mobilisations protestataires.
En 2011 le nombre d'activistes capables d'utiliser les ressources offertes par les médias sociaux, était suffisant pour aider le mouvement révolutionnaire à prendre de l'ampleur. Les activistes ont créé des groupes Facebook, des blogs, des comptes Twitter pour discuter avec le reste de la population des événements, et de leurs enjeux, qui se déroulaient alors dans le pays. Bien que le soulèvement révolutionnaire ait pris tout le monde par surprise, ces activistes préparaient le terrain depuis plusieurs années et cherchaient constamment à améliorer leurs capacités d'utilisation de ces nouveaux médias à des fins politique et contestataires. Ces noyaux durs de l'activisme digital ont offert aux révolutionnaires toute l'expertise acquise, comme par exemple l'utilisation optimale de chaque plateforme sociale en

[215] SHIRKY Clay, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, *op. cit.*

fonction de ses particularités (Twitter pour l'immédiateté, Facebook pour le partage en réseau, les blogs pour la discussion, YouTube pour les contenus vidéo…), et les diverses façons d'échapper à la surveillance du gouvernement, en partageant par exemple des conseils pour faire face aux balles à blanc, se protéger contre les gaz lacrymogènes, et construire des barricades. Le Mouvement du 6 Avril a été l'un des premiers organisateurs des ressources en ligne au cours des manifestations du 25 janvier 2011, premier jour de la révolution.
La vitesse et l'interactivité qu'offrent les médias sociaux n'ont pas seulement uni les manifestants, mais ont permis de diffuser d'importantes informations de coordination et de sécurité durant les manifestations, notamment pour appeler à l'aide en cas de danger. Ces nouvelles technologies ont également introduit de puissants moyens pour les manifestants de communiquer avec le reste du monde, simultanément au développement des évènements. Cette avancée cruciale dans le domaine des mouvements sociaux a permis aux révolutionnaires de relayer eux mêmes leurs messages et de diffuser des informations, des photos, et des vidéos des évènements en passant outre les filtres médiatiques traditionnels imposés par les journalistes et le régime. Lorsque le gouvernement a interdit aux médias professionnels d'entrer sur la place Tahrir pour éviter que le monde entier ne sache ce qui était en train de se passer, les médias sociaux et les nouvelles technologies de communication ont permis aux manifestants de devenir des journalistes citoyens.
L'utilisation des nouvelles technologies en janvier 2011 a permis aux activistes de diffuser des informations sur la façon dont les manifestations seraient organisées et de s'assurer qu'un grand nombre de gens y participeraient. Les acteurs impliqués dans l'organisation de la mobilisation du 25 janvier ont su tirer parti de l'efficacité des médias sociaux, plus rapides et moins chers que les méthodes traditionnelles de mobilisation comme les affiches et les prospectus. Par ailleurs, les nouvelles technologies ont permis aux gens de se fier aux informations qu'ils recevaient sur la mobilisation, car elles provenaient de réseaux d'amis et d'autres cercles virtuels de confiance.

Cependant, les Egyptiens ne se sont pas uniquement reposés sur ces nouvelles méthodes car elles ne permettaient pas d'atteindre tout le monde. Les activistes ont cherché à être sûrs que ceux qui n'étaient pas connectés à internet pourraient également partager leurs opinions et participer aux manifestations. Le porte à porte et les rencontres en personne ont également été des éléments clés de la mobilisation. Pour atteindre les quartiers les plus pauvres du Caire, certains activistes ont même eu recours aux chauffeurs de taxi pour répandre les informations. A l'époque, seuls 20% de la population avait accès à internet, 6% à Facebook, et 0,15% à Twitter. Par conséquent, Internet et les médias sociaux n'ont pas pu usurper l'importance des ressources traditionnelles de mobilisation dans l'organisation de mouvements collectifs. Ces nouvelles technologies ont en réalité transformé et complété l'usage des ressources traditionnelles. Le manque d'argent et de ressources matérielles ne représente plus un obstacle insurmontable lorsque les coûts d'organisation d'une manifestation se limitent à celui de la connexion depuis un café internet. Cependant, en continuant à avoir recours aux méthodes traditionnelles de mobilisation, les activistes égyptiens ont pu atteindre une population suffisamment large pour obtenir le soutien populaire dont ils avaient besoin. Cette stratégie est le résultat d'expériences précédentes au cours desquelles les activistes n'ont cessé de faire en sorte que la mobilisation en ligne se transforme en mobilisation de rue.
Les nouveaux médias ont ouvert de nouvelles fenêtres d'opportunité politique sur une très courte période. Début 2011, les autorités égyptiennes avaient encore recours, pour leur propagande politique, aux technologies du web 1.0, c'est à dire à un internet ne présentant que des contenus et des interfaces sans interactivité et n'offrant aucune possibilité aux utilisateurs d'intervenir (par opposition au web 2.0 qui offre aujourd'hui toutes ces capacités d'interaction). Les régimes ont de ce fait été incapables de comprendre le potentiel politique

des nouveaux médias. Cet écart entre les dirigeants et les activistes révolutionnaires a temporairement ouvert pour ces derniers une fenêtre d'opportunité – le temps que les autorités rattrapent leur retard – qui a accentué le potentiel subversif des nouveaux médias et donné aux activistes l'impulsion nécessaire pour organiser des manifestations et obtenir un soutien populaire suffisamment important. C'est à ce moment et dans ce contexte que les médias se sont révélés plus efficaces que les méthodes traditionnelles de mobilisation politique.

Cependant, comme souligné précédemment, les médias sociaux n'ont été qu'une des impulsions ayant conduit la révolution. Cette dimension est devenue particulièrement évidente lorsque le gouvernement, pensant affaiblir les manifestants, a coupé toute source de communication le 28 janvier 2011, provoquant à son grand désarroi, un renforcement du mouvement révolutionnaire. Des milliers d'individus ont commencé à affluer dans les rues du Caire, forçant le régime à constater que si couper internet était possible, faire taire le peuple ne l'était plus. La cascade d'information imposée par le pouvoir autoritaire venait d'être renversée grâce aux médias sociaux. C'est à ce niveau que ces derniers peuvent aujourd'hui être considérés comme un facteur critique du déclenchement des manifestations. Mais après avoir rempli leur fonction de catalyseur, ces technologies ont cessé d'être les principaux outils de mobilisation, la majorité des manifestants étant enfin dans la rue, capable d'utiliser des ressources plus immédiates et plus accessibles sur le terrain. En d'autres termes, cette révolution a surement été nourrie en ligne, mais elle ne s'est jamais limitée à l'utilisation d'un seul moyen de communication. Les médias sociaux ont joué un rôle au cours des phases de planification et d'organisation, et également au cours du soulèvement, mais à ce stade, d'autres moyens de communication et de mobilisation ont eux aussi eu un impact important. Le soulèvement égyptien illustre de ce fait la façon dont les opportunités offertes par les médias sociaux ont facilité en amont la coordination collective à grande échelle.
La théorie des ressources de mobilisation permet de prendre en compte l'importance du contexte et de la disponibilité des ressources dans le succès du soulèvement égyptien. Du fait de leur ubiquité et de leur capacité à diffuser en masse des messages à une audience mondiale, les médias sociaux sont aujourd'hui considérés comme des ressources importantes de l'action collective et du changement social.

Aux théories de la mobilisation des ressources il est utile d'allier les théories de la transition démocratique qui reconnaissent aux médias et à l'opinion publique un rôle central dans le changement politique. Gadi Wolfsfeld développe un modèle de contestation politique dans lequel l'autorité et les challengers sont en compétition par différents moyens pour accéder aux médias. Selon lui, le succès de ces acteurs antagonistes dépend de leur habileté à maximiser leur capital médiatique, à organiser des évènements collectifs, à adopter un comportement public extraordinaire, et à contrôler l'environnement politique.[216] Tandis que les autorités reçoivent généralement plus facilement l'attention des médias, les challengers sont souvent contraints à avoir recours à des comportements exceptionnels.
Piers Robinson développe également une idée fondamentale qui part du principe que le positionnement politique et économique des principaux médias d'information aboutit à l'élaboration d'un discours qui soutient les perspectives dominantes. Il met en avant la capacité des élites à influencer les médias à travers des prismes politiques et culturels qu'elles ont elles-mêmes définis. Il élabore trois sphères qui existeraient en parallèle au débat politique : celle du consensus, celle de la controverse légitime, et celle de la dissension. Dans cette théorie l'élaboration du consensus dépend des élites, et les couvertures médiatiques

[216] WOLFSFELD Gadi, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge University Press, 1997

critiquant les décisions de l'exécutif sont nécessairement précédées par un conflit au sein des classes dirigeantes. Par conséquent, les médias ne peuvent pas être les moteurs du changement politique et ce n'est que lorsque l'élite est divisée que les médias ont la possibilité de jouer un rôle plus influent.

Cependant les dissensions au sein de l'élite ne sont pas suffisantes pour expliquer le rôle des médias dans le changement politique. Le concept d'incertitude politique permet ici de théoriser sur les circonstances dans lesquelles le processus de négociation du pouvoir est le plus susceptible d'être influencé par les médias et les acteurs qui n'appartiennent pas aux cercles dirigeants. Toujours selon Gadi Wolfsfeld, si l'on accepte que l'élaboration de politiques soit le résultat d'un processus complexe de négociations entre les sous systèmes de l'exécutif, alors la certitude politique est fonction du degré de consensus entre ces derniers autour d'un problème. Lorsqu'un désaccord ou un conflit d'intérêts apparait brusquement entre ces sous systèmes, et qu'aucune réponse politique n'est mise en place, il peut y avoir une situation d'incertitude politique. Il y a donc une possibilité pour les médias de prendre part au débat en adoptant les cadres d'analyse d'un camp en particulier. Plus le niveau d'incertitude au sein de l'exécutif est élevé, plus le processus de décision politique est vulnérable à l'influence des critiques médiatiques et des acteurs marginaux.

La compréhension des médias dans le monde arabe et de leur rôle dans la révolution se base sur l'articulation entre la disponibilité des ressources de mobilisation et l'incertitude politique. Cette interaction modifie les structures d'opportunités politiques. Ce dernier concept renvoie à la façon dont les institutions politiques et l'environnement sociétal déterminent les motivations et les opportunités pour les acteurs. Dans l'étude des mouvements sociaux, les médias ne sont pas une variable isolable, mais un élément central des structures d'opportunités politiques car ils influencent la façon dont certains comportements collectifs sont transformés en actions mobilisatrices. L'importance des nouvelles technologies et de leur interaction avec les médias de masse dans le monde arabe a rendu la mobilisation plus facile et son impact plus large, tout en réduisant les coûts et en augmentant les bénéfices potentiels de l'action politique.

2. L'élaboration d'un cadre symbolique mobilisateur

Les médias sociaux sont donc devenus une ressource importante pour la mobilisation politique. Au court du soulèvement de 2011 en Égypte, les plateformes en ligne se sont révélées très utiles pour l'organisation d'actions collectives par des acteurs en manque de moyens financiers, et faisant face à de lourdes contraintes de temps et d'espace dues à la nature répressive du régime. Le soulèvement égyptien donne à voir l'ampleur des nouvelles possibilités offertes par les médias sociaux dans l'organisation de mobilisations collectives à grande échelle, dans le relai de revendications politiques contestataires, et dans l'union, même brève, des différentes composantes de la société. La nouveauté réside, non pas dans le comportement et les objectifs des activistes, mais dans les moyens qu'ils ont utilisés pour communiquer, débattre, organiser, planifier, et passer à l'action.

Au delà d'être un outil efficace pour l'organisation de larges mouvements sociaux, les nouveaux médias ont également aidé les manifestants à créer des cadres narratifs pour expliquer les évènements d'une façon qui contredisait la version présentée par les autorités. Dans des sociétés caractérisées par un contrôle politique omniprésent, ces technologies ont non seulement défier les limites imposées par les autorités quant à l'organisation d'actions collectives dans l'espace public, mais elles ont également redéfini la façon dont les mouvements sociaux créent des solidarités imaginées et des identités politiques mobilisatrices.

Les outils numériques ont permis à des acteurs dispersés, d'horizons différents mais ayant des intérêts communs – comme celui de mettre fin à la brutalité policière – de coordonner de façon efficace la production d'idées, d'adopter et d'améliorer leurs pratiques collectives, et de coordonner de façon stratégique leurs activités protestataires.
Pour ce faire, ils ont eu à mettre en place des cadres symboliques mobilisateurs pour l'action collective. Pour convaincre d'autres individus de participer, les organisateurs ont su leur proposer un argumentaire capable de légitimer la mobilisation collective et d'encourager les participants à adopter des comportements risqués. Les réseaux sociaux permettent à des groupes disparates de mettre en place ensemble des cadres symboliques mobilisateurs sans que leurs membres n'aient besoin de se rencontrer en personne.
Mohamed Ben Moussa estime qu'un cadre mobilisateur est plus susceptible de déclencher la prise d'action, si son élaboration met en avant des griefs communs, explique les motivations derrière la prise d'action, établit un consensus quant à l'ampleur et aux stratégies de l'action collective, et propose des solutions aux participants. Il explique que beaucoup de cadres se fondent sur des situations décrites et perçues comme des injustices que l'action collective a pour but de combattre.[217]
L'élaboration d'un cadre symbolique n'est pas un processus antérieur à la prise d'action mais simultané, et ces deux procédés sont interdépendants puisque l'attribution d'un sens mobilisateur et le passage à l'action déterminent conjointement la nature et les résultats d'un mouvement collectif. L'analyse de ces cadres mobilisateurs permet de démontrer comment les individus prennent progressivement part à l'action collective, et d'exposer les relations entre structures et modalités de comportement d'un mouvement collectif.

Réduire le contenu produit sur internet par les mouvements sociaux à de simples informations est une approche simplificatrice qui manque de prendre en compte la complexité des processus selon lesquels les mouvements collectifs se développent. L'analyse du cadre symbolique d'un mouvement social fournit une base pour relier les dimensions abstraites de l'action collective aux formes directes de mobilisation. De plus, cette analyse du cadre symbolique offre une grille de lecture qui permet de relier communication en ligne et actions sur le terrain, et permet de mieux saisir la façon dont les technologies d'internet contribuent aux efforts de mobilisation.
Le rôle des cadres symboliques établis grâce aux nouveaux médias va au delà de l'incitation faite aux participants pour les encourager à participer aux manifestations. Les cadres en ligne permettent également aux utilisateurs de partager des interprétations, des symboles et des opinions, pour ainsi s'intégrer à une cause, à un groupe et à une identité qui les transcendent. Sans identité commune et une vision partagée du monde et de la société, la mobilisation collective ne peut aboutir à un mouvement social capable de faire face à ses opposants sur le long terme. Les mouvements collectifs utilisent donc également les différents moyens de communication qui leur sont accessibles pour se construire une conscience et une identité.
Félix Tusa explique que le cadrage symbolique a beaucoup à voir avec l'élaboration d'identités politiques.[218] Selon lui, les organisateurs de mouvements sociaux doivent être capables d'élaborer des identités à partir desquelles ils mobiliseront les individus pour qu'ils prennent part aux actions collectives. Ces identités reposent sur un passé commun, qu'il soit exagéré, inventé ou réel, et peuvent, en fonction de leur pertinence et de l'univers symbolique qu'elles mobilisent, inspirer ou freiner certains comportements collectifs. Analysées sous cet

[217] BEN MOUSSA Mohamed « Online Mobilization in Times of Conflict » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013
[218] TUSA Félix, « How Social Media Can Shape a Protest Movement: The Cases of Egypt in 2011 and Iran in 2009 » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013

angle, les notions d'identité politique et de cadrage prennent en considération le même phénomène, celui de la construction d'un récit symbolique et mobilisateur.
Dans le cadre de l'action collective contemporaine au Moyen Orient, internet et les médias sociaux se sont révélés être des outils très efficaces pour la création de solidarités imaginées et d'identités politiques, et pour l'élaboration de cadres narratifs transcendants.
Félix Tusa explique que les processus d'organisation de la mobilisation et la mise en place de tels cadres sont interdépendants. Un cadre symbolique mobilisateur peut inciter les gens à descendre dans la rue, tandis que le processus d'organisation leur indique quand, où et comment passer à l'action. De même, une organisation efficace qui arrive à réunir des gens à un même endroit et à un même moment, crée un sens d'unité qui, en retour, peut constituer les premières bases du futur cadre symbolique du groupe.
Internet et les médias sociaux ont réinventé les processus de création d'univers symboliques et transcendants à un groupe en permettant aux mouvements sociaux de partager leurs lectures des événements et le sens qu'ils souhaitent donner à la réalité sociale. L'analyse des tweets, des blogs et d'autres contenus postés sur internet au cours du soulèvement égyptien de 2011, montre que ces technologies ont été utilisées pour l'organisation de la collaboration mais également pour l'élaboration d'un cadre référentiel mobilisateur. En d'autres termes, ces technologies ont permis de diffuser des informations utiles à la logistique du mouvement, mais également de relayer des commentaires individuels et de partager du contenu aux sujets des événements. Les révolutionnaires ont su intégrer ces différents éléments dans un cadre symbolique pour leur donner un sens mobilisateur et transcendant.

Ces technologies ont également remis en causes les autorités traditionnellement habilitées à élaborer des cadres narratifs susceptibles de mobiliser un groupe pour la mise en place d'actions collectives. Il est souvent pris pour acquis que de tels cadres sont établis par les leaders du mouvement social en question. L'élaboration de cadres symboliques implique l'articulation d'événements et d'expériences de façon plus ou moins logique, homogène et séduisante. Ce qui confère sa particularité à un cadre narratif n'est pas l'originalité ou la nouveauté des éléments abstraits qu'il met en avant, mais la façon dont ces éléments sont combinés les uns avec les autres pour donner une interprétation particulière à des événements.
Cependant, aujourd'hui, les mouvements sociaux à l'âge des nouvelles technologies n'ont généralement pas de leader clairement identifiable. Les modalités de création de cadres mobilisateurs jusqu'ici imposées par des dirigeants à l'ensemble du mouvement, sont à présent plus diffuses et hétérogènes grâce aux médias sociaux. Ce processus en ligne est rarement le fruit d'une seule source, et les conversations qui prennent place dans une sphère virtuelle située entre espaces public et privé, peuvent aujourd'hui atteindre une vaste audience.
Depuis la fin des années 1990 jusqu'au soulèvement de 2011, les cyber-activistes égyptiens, comme ceux du mouvement Kefaya ou du 6 Avril, se sont investis dans la création de cadres narratifs mobilisateurs pour la défense en ligne de causes politiques et sociales, qui soient susceptibles de donner lieu à des actions collectives. Ils ont notamment cherché à mobiliser des références symboliques suffisamment inclusives et transcendantes pour toucher différentes composantes de la société et les inciter à descendre dans la rue. L'utilisation des blogs et d'autres plateformes virtuelles a été cruciale à la prise d'action révolutionnaire et à la diffusion, par les activistes, d'une grille de lecture de la réalité qui identifiait Moubarak comme la source de tous les problèmes et sa démission comme l'unique solution.
Depuis 2011, les tentatives d'élaboration d'un cadre narratif mobilisateur, capable d'unir à nouveau la population et de raviver l'euphorie révolutionnaire, sont encore nombreuses dans le pays. Les cycles d'union puis de polarisation des discours s'alternent d'une façon qui influence la nature de l'activité politique. Lorsque les cadres symboliques mis en avant par les

médias convergent vers un récit transcendant, les tensions partisanes sont au plus bas, la société présente un front uni derrière des demandes communes, et l'activité de rue s'oriente vers des manifestations pacifiques et ouvertes à tous les courants. A l'inverse, lorsque les tensions politiques s'exacerbent, la polarisation médiatique est élevée, la société se fragmente en niches d'opinion qui cohabitent sans partager la même lecture des événements et de la réalité. Dans ce contexte, l'activité de rue est généralement violente.

L'établissement de ce cadre symbolique transcendant lors du soulèvement de 2011 prend notamment racine dans la mort de Khaled Saïd, un événement autour duquel les manifestants de toutes classes ont pu s'unir. Les individus ont été touchés non seulement par sa personne – certes mythifiée pour les besoins d'un récit sans ambigüité capable de susciter l'empathie – mais également par les circonstances de sa mort, perçue comme un exemple supplémentaire de l'arbitraire et de la brutalité du régime. L'idée qu'un jeune homme de classe moyenne n'ayant aucun lien avec les activistes politiques, puisse être assassiné par les forces d'Etat pour quelque chose qu'il aurait dit sur internet, a fait réagir beaucoup d'Egyptiens. Ils ont vu dans cet incident la violence sans merci d'un régime tentaculaire sans aucune considération pour la vie privée de ces citoyens. Le slogan « Nous sommes tous Khaled Saïd » a su en janvier 2011 transcender toutes les divisions sociales, unissant ainsi les Egyptiens de tous bords et les encourageant à manifester dans la rue.
Cet incident est devenu un événement de l'histoire publique nationale et un marqueur dans le passé proche autour duquel les gens ont pu s'unir. Cette possibilité de faire l'histoire à partir d'évènements récents est fondamentale à la création des mouvements sociaux. Ainsi que l'explique Charles Tilly, la façon dont l'histoire publique est construite, n'est pas motivée par la postérité ou l'objectivité, mais par des considérations relatives aux actions présentes, telles que les réformes sociales, la réorganisation politique, ou la situation économique.[219] Les individus et les institutions qui produisent ces lignes narratives mettent alors en avant leurs propres vertus et leurs capacités à apporter une solution, pour se distinguer de leurs rivaux et des cadres symboliques concurrents qu'ils mobilisent. Ils abordent ainsi le passé selon un éclairage particulier dans l'optique d'organiser le futur. Selon Tilly, cette histoire publique se situe à la base des cadres symboliques transcendants et mobilisateurs, et l'élaboration de tels cadres est un processus actif. Au regard de cet éclairage théorique, il est possible d'affirmer que les bloggeurs et les groupes Facebook sont devenus lors des 18 jours de la révolution de 2011, des acteurs essentiels de ce processus.

Robert Benford et David Snow analysent les trois fonctions principales – diagnostique, pronostique et motivationnelle – que peuvent prendre, selon eux, les cadres symboliques mobilisateurs.[220] Le cadre diagnostique renvoie principalement à l'identification des acteurs et à l'attribution de sens. Les cadres relatifs à une injustice constituent la majorité de cette catégorie et impliquent une identification du mouvement et de ses participants aux victimes de cette injustice par le biais d'une mise en scène symbolique. C'est le cas du cadre narratif établi à partir de la mort de Khaled Saïd et d'autres individus élevés au rang de martyrs de la révolution, et dont la figure – et le visage, reproduit de façon plus ou moins artistique sur des posters – devient un élément essentiel de la culture révolutionnaire en train de se développer. Le cadre diagnostique permet également d'établir des liens de causalité, d'identifier des coupables et de les rendre responsables.
Le cadre pronostique implique, quant à lui, l'articulation entre un problème rencontré, une solution proposée pour y remédier, et une stratégie d'action pour mettre en place cette

[219] TILLY Charles « Political Identities in Changing Polities. » in *Social Research*, n°70, vol.2, 2003
[220] BENFORD Robert et SNOW David « Framing processes and social movements: An overview and assessment » in *Annual Review of Sociology*, n°26, 2000

résolution. Enfin, le cadre motivationnel appelle à la prise d'action directe, et met en avant les motivations qui justifient la participation à l'action collective, le but de celle-ci étant d'améliorer la situation des participants. Tous ces cadres dépendent de l'élaboration d'un vocabulaire mobilisateur adéquat. En théorie, les cadres diagnostiques, pronostiques, et motivationnels décrivent trois processus distincts : identifier une injustice, proposer une solution, et motiver le groupe pour qu'il passe à l'action. Dans la pratique cependant, ces différents types de cadres sont le plus souvent interconnectés. Les cadres diagnostiques permettent d'identifier les racines de l'injustice et s'articulent à des cadres pronostiques qui tentent de déterminer ce qui peut être fait pour résoudre le problème.
Mohamed Ben Moussa avance le concept de résonance d'un cadre narratif pour décrire la relation entre le cadre mobilisateur de l'action collective, les acteurs derrière ces revendications, la cible principale de cette mobilisation, et la culture politique au sens large de l'environnement au sein duquel à lieu la mobilisation. Trois variables affectent la répercussion symbolique d'un cadre : les entrepreneurs identitaires qui l'élaborent, les récepteurs ciblés, et la qualité du cadre en termes de compatibilité et de pertinence par rapport à l'environnement culturel.[221] La première étape de l'élaboration d'un cadre résonant renvoie au niveau d'attention accordé à un problème et à l'importance de celui-ci pour l'ensemble de la société. Ce processus repose sur la sélection de certains aspects de la réalité de façon à présenter un problème de façon mobilisatrice. La mise en avant d'une causalité particulière permet ensuite d'expliquer la situation sur laquelle le groupe souhaite agir, de promouvoir une perception de cette réalité et de suggérer le positionnement moral à adopter.
Internet peut jouer un rôle central dans l'élaboration de cadres de résonnance, en amplifiant l'importance d'une cause et en donnant une crédibilité aux entrepreneurs symboliques qui se lancent dans la création d'un récit mobilisateur. Si les activistes en Égypte et en Tunisie avaient échoué dans l'exploitation symbolique du statut de victime de Mohamed Bouazizi et de Khaled Saïd, ils n'auraient peut être pas été capables de mobiliser le soutien nécessaire pour déclencher une révolution. Les mouvements collectifs ont besoin de se développer sur une identité cohérente qui puisse répondre à celle de leurs opposants dans la compétition pour la légitimité et le pouvoir. Pour ce faire, les mouvements sociaux doivent produire des cadres qui peuvent transmettre leur histoire et celle de leurs membres. Mohamed Ben Moussa explique que l'histoire d'un mouvement social est l'histoire de la capacité de ses membres à imposer une certaine image d'eux mêmes, et à contrer les tentatives de dénigrement faites par les groupes rivaux. La crédibilité d'un cadre symbolique mobilisateur dépend largement de ceux qui le produisent, de leur autorité, de leur statut et de leur légitimité professionnelle. Identifier ces entrepreneurs symboliques est une démarche essentielle à l'analyse de cadres mobilisateurs. La façon dont un problème est diagnostiqué, dépend de la légitimité des acteurs impliqués à exprimer leur opinion à ce sujet, et à voir leur point de vue adopté par une partie de la société. C'est par le biais de ces conflits symboliques que les acteurs accèdent au rang de représentants légitimes du reste de la population.

Dans le domaine d'internet et des nouvelles technologies, Mark Coddington développe un point intéressant au sujet des liens hypertextes qui redirigent l'utilisateur vers d'autres contenus. Il considère que le partage de ces liens est un composant important des cadres narratifs établis grâce aux médias sociaux. Ils permettent aux acteurs élaborant un récit mobilisateur en ligne, de hiérarchiser les informations partagées et de filtrer les éléments en

[221] BEN MOUSSA Mohamed « Online Mobilization in Times of Conflict » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013

fonction de leur importance, deux décisions fondamentales au processus de création de cadres symboliques.[222]

Les liens hypertextes permettent d'élargir le cadre proposé par les médias traditionnels d'information en offrant au consommateur la possibilité d'approcher un sujet qu'il l'intéresse sous différents angles, de comparer divers points de vue, et ainsi d'élaborer ses propres cadres d'interprétation. Certains blogs ont pour fonction première de partager des liens hypertextes pour canaliser la conversation et permettre aux lecteurs de sélectionner et de trier les informations par eux-mêmes. Mais l'importance des liens hypertextes dans le processus d'élaboration d'un cadre narratif a cependant des limites. Les liens sont des contributeurs secondaires à un cadre qui est établi principalement par des contenus textuels ou visuels pour transmettre un message.

Mark Coddington avance que les liens hypertextes ont le potentiel de jouer un rôle critique dans la création de trois types de cadres symboliques différents : épisodique, thématique et conflictuel. Les deux premiers sont deux versions contrastées de cadres appliqués à des sujets d'intérêts publics. Le cadre épisodique les aborde comme des événements particuliers et sans corrélation les uns avec les autres, le cadre thématique les aborde comme des événements s'inscrivant dans des problématiques plus larges et plus complexes. Les cadres épisodiques ont généralement tendance à tenir les dirigeants et l'Etat pour responsables de la situation, en attirant l'attention sur un ou plusieurs individus en particulier. Ces cadres exercent leur pouvoir de persuasion par le biais d'arguments émotionnels.

Le cadre conflictuel met en avant des conflits entre individus ou groupes pour attirer l'attention du public, et réduisent, selon Mark Coddington, la complexité des discussions politiques à des discours simplistes qui empêchent une compréhension totale et nourrissent le sensationnalisme.

Dans ce contexte théorique, les liens contribuent d'une certaine façon au passage d'un cadre à un autre. Tandis que les médias d'actualité sont soumis à la temporalité de l'urgence et couvrent les évènements selon un cadre épisodique, les liens permettent aux journalistes d'établir des cadres thématiques en reliant les sujets abordés à des thèmes plus larges, et à d'autres problèmes ou évènements en dehors de ceux couverts par le cadre épisodique. Ces liens peuvent également contribuer à la promotion de cadres conflictuels lorsqu'ils dénigrent les points de vue opposés.

Une des fonctions de liens hypertextes est la capacité, pour les utilisateurs, de se construire une crédibilité en donnant au lecteur la possibilité de déterminer par eux même la validité des arguments exposés en cliquant sur les liens référencés. Dans le cas de certains bloggeurs indépendants, leur désir de crédibilité les pousse parfois à renvoyer le lecteur vers des médias traditionnels plutôt que vers d'autres blogs politiques comme le leur. Ces fonctions de crédibilité et de transparence d'arguments sont les plus communément utilisées par les journalistes et les bloggeurs indépendants.

Pour les bloggeurs politiques indépendants, les liens hypertextes permettent une approche approfondie des événements selon une dimension plus sociale et engagée. Ce type de bloggeurs a tendance à utiliser les liens pour renvoyer vers des textes spécifiques et de nouveaux contenus, pour organiser les informations et la conversation autour de sujets similaires et de questions sensibles au sein de problèmes plus larges. Cette utilisation du lien hypertexte contribue à l'élaboration d'un cadre épisodique qui aborde les questions d'ordre public en termes d'évènements concrets et immédiats. Mark Coddington observe qu'il est difficile de placer de façon précise les journalistes bloggeurs travaillant pour des médias traditionnels sur le spectre des pratiques d'utilisation du lien hypertexte. Comme les médias

[222] CODDINGTON Mark, « Building Frames Link by Link: The Linking Practices of Blogs and News Sites », in *International Journal of Communication*, n°6, 2012

traditionnels, ils ont tendance à utiliser leurs liens pour consolider les propos d'un nombre limité de sources déjà bien établies au sein des institutions médiatiques et sans point de vue politique trop engagé. Cependant, à l'image de leurs homologues indépendants, les liens qu'ils partagent permettent d'aller au delà du corpus statique de connaissances offert par les médias traditionnels. Cette négociation entre les différents usages des liens hypertextes peut évoluer vers des processus toujours plus complexes avec le brouillage des frontières entre médias traditionnels et bloggeurs indépendants.

Les médias traditionnels utilisent les liens dans une optique différente, comme des outils de mise en contexte, et pour fournir des références aux lecteurs intéressés qui souhaiteraient approfondir par eux-mêmes le sujet. Ces liens renvoient généralement à des éléments qui vont au delà du développement quotidien d'un sujet d'actualité, et qui offrent au lecteur un ensemble de connaissances à partir duquel il peut espérer obtenir une compréhension plus complète du sujet. Ce type de liens participe à la création d'un cadre thématique pour les médias traditionnels, qui replacent ainsi les sujets d'ordre public dans un contexte plus abstrait et plus général, permettant de relier une actualité distincte à des questions plus structurelles. Mais ces pratiques, bien qu'elles mettent en contexte un événement, imposent également des limites au cadre narratif. L'ensemble d'éléments de compréhension vers lequel un média renvoie ses lecteurs est généralement le produit d'autres médias traditionnels et non celui de voix partisanes et engagées qui ont très peu de place dans cette fonction de mise en contexte et d'approfondissement.

Il y a donc le risque d'un enfermement du cadre d'interprétation. Ce phénomène a notamment été observable dans la façon dont les médias occidentaux non arabophones ont couvert les 18 jours de la révolution de 2011. Beaucoup d'entre eux, anglophones et francophones, se sont appuyés sur des liens hypertextes et autres contenus virtuels provenant toujours du même réservoir de bloggeurs ou de journalistes citoyens, pour analyser les événements et les relayer aux publics en dehors du monde arabe. Ils ont ainsi mis en avant un cadre narratif biaisé, faisant état d'une révolution portée par les nouveaux médias et par une génération de jeunes activistes libéraux, avides de technologies. Cette lecture n'a pas su prendre en compte les faibles taux de pénétration des différentes technologies de communication, et n'a, de fait, pas pu offrir une compréhension des événements qui reflète la réalité sociale et qui prenne en compte l'ensemble de la société. Ce qui explique également que la montée au pouvoir des islamistes et l'échec de ces jeunes activistes aient pris de cours les médias occidentaux.

3. Activisme et journalisme

A travers le Moyen Orient, les nouvelles stations de télévision, de radio, et les nouveaux sites d'information se multiplient à grande vitesse dans ce qui était jusqu'ici un désert médiatique. Les chaines satellitaires arabes, bien qu'elles n'aient aucun lien direct avec le développement d'internet et des nouveaux médias dans la région, ont su réinventer, à la fin des années 1990, le journalisme arabe en favorisant un style engagé et sans retenue et en redéfinissant la façon dont les journalistes de la région perçoivent leur propre rôle. Ces chaines ont fortement inspiré la génération de journalistes et de bloggeurs qui apparait au début des années 2000, et qui formera les pionniers d'un nouvel activisme citoyen dans le monde arabe.

Sahar Khamis et Katherine Vaughn définissent l'activisme en ligne comme l'utilisation d'internet pour faire progresser une cause politique difficile à promouvoir en dehors des cercles virtuels. Elles expliquent que le but de cette forme d'activisme est de créer des représentations virtuelles qui mettent en scène des récits d'injustice, qui interprètent des événements, et qui défendent une cause politique, le tout sous un angle intellectuel et

émotionnel qui parle à un public ciblé.[223] L'activisme en ligne est différent de la mobilisation sur le terrain car cette dernière exige une organisation et un plan d'action pour sa mise en œuvre. Cependant ces deux notions sont étroitement liées, étant donné que l'activisme virtuel peut faciliter le développement et la promotion de l'engagement civique et d'autres formes de mobilisation.

Les bloggeurs activistes, qui ne représentent qu'une des catégories d'acteurs utilisant les nouveaux médias à des fins de mobilisation, sont au croisement du journalisme et de la politique. Depuis la seconde moitié des années 2000, la distinction entre bloggeurs politiques et journalistes n'a cessé de s'estomper en Égypte. Certains de ces bloggeurs sont parfois même des journalistes professionnels cherchant un moyen de publier, grâce à leur blog, des reportages ayant été refusés par les médias traditionnels à cause de leur ton trop engagé. A l'inverse, de petits groupes influents d'activistes en ligne endossent le rôle de journalistes citoyens, et agissent comme des professionnels, dénichant des scoops sur la torture, le harcèlement sexuel et autres thématiques controversées. La plupart de ces derniers écrivent également des articles d'opinion dans certains quotidiens privés d'opposition, phénomène qui marque, depuis le milieu des années 2000 en Égypte, le début de la convergence entre nouveaux médias et médias traditionnels.

La nature et l'histoire très politisées du journalisme arabe expliquent la difficile différenciation entre bloggeurs activistes et journalistes professionnels aujourd'hui dans la région. Le débat sur la crédibilité et la qualité informative de leurs travaux respectifs prend souvent des tournures inextricables entre les journalistes qui prônent la stricte neutralité des médias d'information, ceux qui ne voient aucune contradiction entre engagement politique et professionnel, et ceux qui, comme le bloggeur Waël Abbas, estiment qu'être rémunéré par un média implique nécessairement une perte d'intégrité. *« Le bloggeur partage ses opinions parce qu'il en a envie, il est engagé mais pas pour l'argent, c'est un activiste. Le bloggeur politique est donc à la fois un journaliste et un activiste. Ceux qui travaillent pour les médias privés sont payés pour ce qu'ils font et ce qu'ils disent. Ils ne sont pas des activistes car leurs opinions leur rapportent de l'argent. Leurs propos sont achetés et leur motivation est avant tout personnelle et financière. »*[224]

Cependant, à la veille de la révolution, la grande majorité des blogs sont des journaux de bord personnels et seule une petite partie d'entre eux fournit des reportages sur des sujets politiques et des événements locaux. L'influence de ces blogs sur le débat public ne provient pas du nombre d'individus qui les lit, mais de la visibilité que ces plateformes acquièrent lorsque les médias de masse reprennent les informations qu'elles partagent.

La première utilisation politique de Facebook par des activistes à lieu en 2008, lorsque le Mouvement du 6 Avril, un collectif d'activistes aujourd'hui célèbres sur la scène politique égyptienne, crée une page pour soutenir les grèves de travailleurs à une époque où les Egyptiens souffrent également de l'augmentation drastique du prix du pain. La page devient le point central de ralliement d'un mouvement qui s'étend à l'échelle nationale et à travers différents segments de la société. Ce premier recours ouvertement politique à Facebook, fait entrer la plateforme dans la boite à outils des activistes égyptiens utilisant les nouvelles technologies d'internet pour atteindre et mobiliser la population.

Le rôle des nouveaux médias avant, pendant et après la révolution égyptienne a été particulièrement important à trois niveaux : ils ont permis à l'activisme en ligne de s'émanciper pour encourager l'activisme de rue, ils ont facilité l'organisation et la mobilisation de l'engagement citoyen et politique, et ils ont mis en avant un journalisme

[223] KHAMIS Sahar et VAUGHN Katherine, « Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance » in *Arab Media and Society*, n°13, Eté 2011

[224] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire

amateur, fournissant ainsi une plateforme d'expression et de partage d'informations aux gens ordinaires, pour qu'ils relaient leur lecture de la réalité et leurs opinions. Au lendemain du départ de Hosni Moubarak, les chaines télévisées développent un véritable engouement pour les nouveaux médias et les activistes en ligne, un phénomène qui représente un tournant pour l'industrie en Égypte. Sayed Mahmoud, journaliste à *Al Ahram* et membre du collectif des journalistes qui se bat pour la liberté de la presse en Égypte, explique que les médias sociaux ont définitivement changé la donne en Égypte. *« La blague qui cours en ce moment dit 'C'est du poison qui a tué Nasser. C'est une balle qui a tué Sadat, C'est Facebook qui a tué Moubarak.' Ça veut dire que ces médias ont complètement bouleversé l'état des choses. Ils sont devenus des médias alternatifs et ont permis de relayer plus de voix. Toutes les manifestations partent aujourd'hui de Facebook. Mais le danger c'est que ces stars des médias sociaux qui travaillaient jusqu'ici dans l'ombre, soient aujourd'hui projetées sur le devant de la scène politique comme représentants des révolutionnaires, alors que ce n'est pas à eux d'assumer de telles responsabilités. »*[225]

Les émissions télévisées tombent alors dans une surenchère du multimédia, relayant toutes sortes de contenus sensationnalistes trouvés en ligne, au détriment de la qualité et de la fiabilité de l'information. Les chaines publiques comme privées, cherchent également à donner toujours plus de visibilité aux activistes en ligne et aux nouveaux héros de la révolution. Car ces derniers sont capables d'expliquer au reste de la population ce que sont les médias sociaux et ce qui s'y passe, mais également d'orienter les équipes des médias professionnels vers les sujets à couvrir. Tarek Attia travaille pour l'hebdomadaire *Al Ahram Weekly* rattaché au journal gouvernemental du même nom. Il est en charge du volet média et de la formation de jeunes reporters égyptiens dans le cadre du programme de financement américain USAid. Il estime que développer l'utilisation des nouvelles technologies dans la pratique du journalisme professionnel est un gage d'objectivité.

« A cause du régime précédent qui était une machine à mensonges, le journalisme en Egypte est naturellement devenu une forme d'activisme. Etre journaliste c'est se battre pour la vérité. Aujourd'hui, c'est un style hybride où l'opinion et l'information se mélangent facilement. Mais on a besoin de plus d'informations brutes et de moins d'opinions. La technologie réduit justement le rôle de médiateur du journaliste et permet aux gens d'avoir accès aux faits par eux mêmes. Du coup la technologie pousse le journaliste à redéfinir son rôle car il n'a plus le monopole sur la production de l'information ni sur son sens. »[226]

Le concept de journalisme citoyen désigne, selon Philip Howard, la possibilité pour les citoyens ordinaires de documenter eux-mêmes les événements.[227] Ce qui distingue cette forme de journalisme du journalisme professionnel est l'utilisation par des amateurs de nouvelles technologies permettant la mise en ligne immédiate de vidéos et de textes sur internet, relayant des informations quant à l'actualité sur le terrain et fournissant du contenu aux médias traditionnels. Selon Philip Howard, le journalisme citoyen donne au peuple une voix et donc un pouvoir. Il considère la participation d'individus amateurs à la production et à la diffusion d'informations comme le premier pas vers un corps citoyen informé et démocratique.

Cependant son observation part du principe que le citoyen ordinaire est capable de discernement, de maturité et de rationalité dans sa prise de décisions lorsqu'il a la possibilité de faire ses propres choix. Cette prise de position fait à la fois preuve de déterminisme technologique et d'ethnocentrisme car elle suppose que les médias sociaux, de par leur

[225] Entretien avec Sayed Mahmoud le 1er mai 2012 au Caire

[226] Entretien avec Tarek Attia le 27 mars 2013 au Caire

[227] HOWARD Philip, « Opening Closed Regimes, What Was the Role of Social Media During the Arab Spring? » in *Project on Information Technology and Political Islam*, n°1, Oxford University Press, 2011

dimension participative, sont intrinsèquement des vecteurs de démocratie, et que leur utilisation citoyenne conduira inévitablement aux mêmes effets que ceux observés en démocratie représentative et occidentale, indépendamment du contexte dans lequel ils seront utilisés. L'existence d'une culture politique pluraliste permettant au citoyen de participer librement au débat politique est cependant un pré requis important à une utilisation démocratique des médias sociaux, motivée par la rationalité et la maturité telle que l'avance Philip Howard, et non par l'émotion et l'impulsivité, deux traits qui semblent cependant jusqu'ici caractéristiques des sociétés en transition et en pleine apprentissage de l'utilisation politique des nouvelles technologies.

Le journalisme citoyen en Égypte, grâce au développement et à la politisation des blogs et des nouveaux médias, a su mettre en porte à faux les médias traditionnels, non seulement dans la couverture des évènements, mais également dans la mise en avant d'un panel de voix et de perspectives bien plus diverses. Cependant les journalistes égyptiens ne sont pas unanimes quant aux avancées en terme de déontologie et de qualité de l'information, engendrées par l'articulation entre activisme en ligne et journalisme professionnel. En 2009, Yosri Fouda, célèbre présentateur sur ON-TV, ayant travaillé pour la chaine Al Jazeera, aborde déjà les problèmes que pose la différenciation entre journaliste et bloggeur activiste, et estime que celle-ci réside dans la valeur que chacun accorde aux informations qu'il couvre, et dans la rigueur qu'il applique quant à la vérification des sources et des faits.[228] Pour lui, considérer le bloggeur activiste comme un journaliste met en danger le développement de médias professionnels libres. Les activistes ont certes été des pionniers pour les journalistes, et ont facilité la création d'espaces d'expression protégés, permettant ainsi aux professionnels de couvrir des sujets tabous. Mais Yosri Fouda est partisan d'une distinction claire entre les journalistes professionnels et ces auteurs dont la plume engagée, mais manquant souvent d'objectivité, est généralement mise au service d'une cause. Cependant, dans ce nouvel environnement de convergence médiatique, il ne fait en aucun cas la défense nostalgique du journalisme traditionnel en Égypte. Il fait simplement état de l'importance des règles de base comme la vérification des faits et des sources, qui ne s'appliquent pas seulement aux médias en ligne mais à l'ensemble du corps professionnel des journalistes égyptiens.

Il déclare à Naomi Sakr « *Mon émission propose plusieurs versions des événements. Une fois qu'un journaliste accepte l'autocensure, il commence à renoncer à sa conscience professionnelle. Si je sais qu'il existe une autre version des faits, je dois la partager. Je suis très attentif à la différence entre journalisme et activisme et je n'ai jamais franchi la ligne. Je défends aujourd'hui ma profession de journaliste.* »[229]

Naomi Sakr observe toutefois que d'autres voix défendent avec ardeur le journalisme citoyen activiste, et sont favorables à l'implication d'individus non professionnels comme par exemple donner des téléphones équipés de caméras aux mères de civils emprisonnés et jugés devant les tribunaux militaires, pour leur permettre de filmer ce qui se passe à l'intérieur des salles d'audiences. Ce type d'images est obtenu gratuitement par les médias de masse, et grâce à des individus non rémunérés, qui se mettent très souvent en danger pour les obtenir sans qu'aucune compensation ne leur soit offerte. Pour les activistes, le seul avantage de cette relation à sens unique est de jeter l'opprobre sur les médias traditionnels en les forçant à repousser les limites de la censure. En essayant, pour réduire leurs dépenses et leurs effectifs, de profiter des faibles coûts de production de l'information sur les médias sociaux et de la crédibilité attribuée à ces plateformes, les médias traditionnels ont accentué la confusion des genres entre amateurs et professionnels, et entre activisme et journalisme.

---

[228] FOUDA Yosri et PINTAK Lawrence, « Blogging in the Middle East: not necessarily journalistic » in *Columbia Journalism Review*, 17 aout 2009

[229] SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, I.B. Tauris, London, 2013

Khaled Al Balshy partage quant à lui une vision optimiste des médias sociaux et de la capacité du peuple à partager des informations véridiques et objectives. Il établit cependant une distinction entre journalisme citoyen et journalisme populaire. *« Les utilisateurs de Facebook et Twitter doivent être considérés comme des journalistes de presse populaire. Le peuple a aujourd'hui plus confiance en ce type de plateformes qu'envers les médias traditionnels. Ce type de presse se gouverne elle même, et c'est en ça qu'il y a une vraie liberté. Elle ne dépend d'aucune autorité supérieure. C'est cette presse qui a donné rendez-vous à la révolution. Le journaliste citoyen reprend les informations partagées par cette presse populaire, pour les vérifier et les filtrer, avant de les transmettre aux médias traditionnels. »*[230]

Au cours de l'année 2011, les activistes et les journalistes citoyens se sont aperçus que les forces de sécurité étaient en mesure d'utiliser les médias sociaux pour surveiller ce qui s'y passait et pour y répandre de fausses informations. Malgré tout, ils ont continué d'utiliser les médias sociaux comme moyen principal de diffuser rapidement des informations sensibles, sans être soumis à la censure et aux interférences éditoriales de l'Etat et des propriétaires des médias. En novembre 2011, le rédacteur en chef du site de *Al Masry Al Youm* admet que ses équipes relaient des informations trouvées sur les médias sociaux aux reporters du journal papier. Si les informations sont jugées trop sensibles pour être publiées dans le quotidien, la posture éditoriale est de les mettre en ligne sur le portail du journal, suffisamment longtemps pour qu'elles soient reprises par les médias sociaux.[231]

Au lendemain du départ de Hosni Moubarak, et bien que les médias d'Etat demeurent inchangés en termes de hiérarchie et de structures décisionnelles aujourd'hui, les quelques dizaines de milliers d'employés du secteur public des médias se sont retrouvés divisés, de façon presque irréconciliable quant à leur rôle de journalistes dans l'Égypte postrévolutionnaire. D'un coté, de petits groupes actifs ont été très vite désireux de relayer les aspirations révolutionnaires, y compris les demandes pour de nouvelles structures de propriété et d'organisation de l'URTE, des presses d'*Al Ahram* et d'autres publications d'Etat. De l'autre coté, un groupe bien plus large d'opportunistes, recrutés sous l'ancien régime par le biais de réseaux clientélistes qui gangrènent les médias d'Etat, ont un intérêt au maintien du statu quo.

Quelle que soit leur position face à la révolution, beaucoup de médias audiovisuels et de la presse ont cependant investi dans de nouvelles stratégies en ligne pour accroitre leur présence sur les réseaux sociaux. Les journalistes professionnels et les activistes se sont alors accordés sur la nécessité de développer la qualité et la véracité de l'information, mais ils se sont opposés sur l'impératif de neutralité, perçue par certains comme une forme de lâcheté et de complaisance avec le régime, et par d'autres comme une garantie sine qua none à un journalisme professionnel.

Pour Sayed Mahmoud, l'utilisation professionnelle de ces médias repose sur la capacité individuelle du journaliste à trier et à vérifier les informations qu'il relaie. A ses yeux, ces médias sont des sources brutes et objectives qu'il faut apprendre à retravailler. *« Une information bien vérifiée et qui relaie différentes opinions, sert plus les objectifs de la révolution que les journalistes qui travaillent ouvertement pour ou contre la mobilisation. Les Egyptiens ont été tenus très éloignés de la politique pendant longtemps. Il faut donner aux gens tous les points de vue, et la possibilité de s'exprimer et de se comprendre sans avoir peur les uns des autres. C'est ce que permettent les nouveaux médias. Il faut développer le dialogue et pour cela il faut plus de neutralité. »*[232]

---

[230] Entretien avec Khaled Al Balshy le 25 avril 2012 au Caire

[231] RICE Stephanie et ABDELLATIF Reem, « Egyptian press still not free » in *Globalpost* 21 novembre 2011

[232] Entretien avec Sayed Mahmoud

Lors d'une intervention à Doha en mai 2011 dans le cadre du « Forum sur la Jeunesse et le Changement dans le Monde Arabe », Wadah Khanfar, alors directeur général d'Al Jazeera, déclare au sujet du rôle des journalistes citoyens au cours des soulèvements en Tunisie et en Égypte que les médias sociaux sont devenus des sources bien plus crédibles que les médias traditionnels. Compte tenu des avancées dans le domaine du journalisme professionnel qu'il attribue aux médias sociaux, Wadah Khanfar suggère la mise en place d'un modèle de collaboration qui embrasse cette convergence pour mieux servir et informer les peuples de la région. Dans ce modèle, les médias citoyens peuvent contribuer à fournir du contenu amateur aux grands médias comme Al Jazeera qui le redistribuent alors à des millions d'individus. Selon Waddah Khanfar, la cohabitation entre ces deux formes de journalisme peut être le premier pas vers un équilibre qui préserve à la fois le meilleur du système des médias de masse, tout en encourageant l'émergence des nouvelles technologies et du journalisme amateur engagé. Il cite en exemple Rassd, une plateforme égyptienne d'information créée le 25 janvier 2011, alimentée par des citoyens, et dont le nom est l'acronyme en arabe pour les verbes « observer, rapporter, bloguer ». Tandis que la plupart des articles postés sur Rassd au cours des 18 jours du soulèvement de 2011, sont informatifs et couvrent l'évolution des évènements, un certain nombre d'entre eux appelle également à la mobilisation. Cette forme de journalisme activiste découle de la façon dont les journalistes citoyens qui alimentent le fil d'actualité de Rassd perçoivent leur rôle comme participants engagés plutôt que comme observateurs neutres. De telles plateformes posent directement la question de l'engagement politique du journaliste citoyen et de sa légitimité à informer le reste du peuple sur les événements en cours. Mais le terme de journaliste citoyen implique également une notion de citoyenneté active dans le cadre de laquelle le citoyen est nécessairement en lutte pour quelque chose. Dans ce contexte révolutionnaire, il se bat pour son pays. D'ailleurs, dans les débats télévisés de l'après révolution, il est courant d'entendre les présentateurs présenter leurs invités sous le titre de « Citoyen », qui est devenu, au même titre que Docteur, Sheikh ou Professeur, un titre honorifique.

A la suite de la chute de Moubarak, la distinction entre le journalisme et l'activisme finit de se confondre dans la lutte pour couvrir avec pertinence et authenticité les violences de l'armée à l'encontre des manifestants. Les besoins en images crédibles et rapidement disponibles contraignent les médias traditionnels à s'appuyer sur les médias sociaux et les sites de partage de vidéos, et à dépêcher leurs correspondants sur place sans leur laisser le temps de faire quelques recherches préalables de mise en contexte. Les nouvelles chaines de télévision et les grands quotidiens se mettent à recruter en masse des jeunes journalistes parmi les activistes de la place Tahrir, dans l'optique de rajeunir leurs effectifs et de développer des stratégies multimédias. Les médias traditionnels de l'ère postrévolutionnaire cherchent par tous les moyens à gagner en visibilité sur les réseaux sociaux et à intégrer les informations circulant sur internet.
Maryam Youssouf travaille pour *Al Masry Al Youm* et participe à une formation multimédia organisée en février 2012 par le CFI, l'agence française de coopération du ministère des Affaires étrangères chargée de l'aide au développement des médias du Sud. Diplômée de l'université américaine, elle travaille pour le site du journal. Elle décrit comment ses collègues et elle sont envoyés sur le terrain, sans réelle formation aux nouvelles technologies, avec des téléphones équipés de caméras pour filmer plus facilement ce qui se passe dans la rue. Cette stratégie peu couteuse favorise un journalisme sensationnaliste et peu professionnel, qui met l'accent sur l'immédiateté et les images chocs au détriment de la mise en contexte et de la construction du récit. Ces nouvelles pratiques alimentent également l'idée que les médias sociaux retransmettent des images brutes et des informations crédibles de première main. Ces vidéos courtes au rythme rapide, sans retouche ni commentaire, offrent au

public l'impression qu'il peut juger par lui même de ce qui se passe, comme s'il était sur le terrain et que le travail du journaliste n'a rien altéré du contenu transmis.
Maryam décrit comment peu à peu, la lassitude générale s'est installée par rapport aux médias d'information depuis la révolution. Selon elle, les gens n'ont d'espoir en rien, la mobilisation de rue est en baisse, et la confiance du peuple envers les médias est également en déclin, à cause notamment de la cacophonie engendrée par les médias sociaux et la liberté de parole débridée qu'ils encouragent. *« Mon travail n'a pas changé depuis la révolution. La seule chose qui est différente aujourd'hui c'est le droit d'insulter à tout va. De toute façon les gens croient ce qu'ils veulent croire. Dans ce climat de démence où rien n'est sûr et où chaque information est perçue comme l'expression d'un agenda caché, le journaliste est lui même considéré comme l'agent d'un projet sournois. Les médias sont perçus comme la bouche du complot. »*[233]
Walid Ali, quant à lui, vient d'Assiout en Haute-Egypte où il a obtenu un diplôme d'ingénieur. Issu de la classe populaire rurale, il travaille pour *Al Shourouq* depuis quelques mois au département de la culture. En plus de ses articles, il partage des notes personnelles sur sa page Facebook qu'il présente comme des écrits engagés, distincts de son travail de journaliste. Il n'a aucune formation en journalisme ni en multimédia et maitrise mal l'utilisation des plateformes sociales et la construction d'un récit d'information. Il soutient l'armée et son analyse des événements politiques reste assez conservatrice. Il semble très fier d'être devenu journaliste en tentant sa chance au Caire, car la fonction a acquis un certain prestige depuis la révolution, devenant même pour certains un synonyme d'activisme et de patriotisme. Son profil pose la question du recrutement des journalistes après la révolution, dans cette course au renouvellement des effectifs et au développement de stratégies multimédia. Le fait que *Al Shourouq* soit un quotidien important en Égypte, témoigne du caractère répandu de pratiques peu rigoureuses dans le domaine du recrutement de jeunes journalistes sans formation. La transmission de la connaissance et de la pratique du métier se fait davantage par le biais des générations précédentes travaillant au sein de ces quotidiens, que par une mise à niveau professionnelle. Ce phénomène, qui facilite le maintien de logiques d'autocensure bienpensantes au sein des salles de rédaction, permet le maintien des dynamiques de domination du discours médiatique, et fige le rôle du journaliste dans la société.

[233] Entretien avec Maryam Youssouf au Caire le 14 mars 2012

Les nouvelles formes de participation politique et citoyenne favorisées par les médias sociaux pendant et depuis la révolution

Les nouveaux médias semblent porteurs de promesses démocratiques

1. Les débuts de la mobilisation politique en ligne en Égypte

D'un point de vue général, la marge de liberté d'expression consentie aux médias égyptiens par Gamal Abdel Nasser, Anouar Al Sadat puis Hosni Moubarak, n'a cessé de s'élargir, notamment dans le secteur des médias privés et d'opposition. Cependant, cette ouverture progressive n'a pas été suivie d'avancées démocratiques substantielles, ni d'un accroissement des marges de libertés individuelles et citoyennes. Une relation ambiguë et paradoxale se développe ainsi entre l'Etat et les médias, qui deviennent alors des instruments utilisés par le régime pour canaliser la frustration sociale. De cette façon, le régime offre au public un espace pour exprimer sa colère vis à vis de la situation économique, de la corruption, ou des crises régionales, sans pour autant lui laisser la possibilité de prendre des mesures plus radicales comme le passage à la mobilisation collective.
Parallèlement à cette libéralisation contrôlée du secteur des médias, le gouvernement de Hosi Moubarak encourage, au cours des années 2000, un développement soutenu des infrastructures d'internet dans le pays. Il ne semble cependant pas accorder trop d'importance à la sphère d'expression qui commence à prendre forme, ni anticiper les conséquences que cette dernière aura sur l'activisme contestataire. Le régime met, de ce fait, du temps à évaluer la menace que représente pour sa propre survie, la culture politique et citoyenne qui est en train d'émerger en ligne. Ce retard permettra ainsi en janvier 2011, l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique pour les activistes digitaux, qui commencent, dès le milieu de la décennie à utiliser internet pour organiser la contestation politique. Ces nouvelles technologies de communication permettent de réduire les écarts entre différentes classes sociales en termes d'accès au débat, rendant ainsi possible la création d'un front antigouvernemental suffisamment large pour avoir un impact. Les blogs politiques, c'est à dire ceux dont les auteurs appellent ouvertement au changement politique et social, ont été les premiers outils de mobilisation en ligne en Égypte.

Comme pour tout moyen de communication, l'efficacité politique d'un blog dépend de celui qui l'utilise, à quelle fin, et dans quel contexte. Par conséquent, les blogs ne peuvent à eux seuls déclencher un mouvement de démocratisation ou un soulèvement populaire, mais peuvent contribuer de différentes façons à transformer l'opinion publique et la mobilisation activiste. Le blog facilite la centralisation d'arguments politiques similaires mais dispersés sur la toile, et le partage rapide, presque instantané, de réponses et de réactions face aux événements et à l'actualité. Les blogosphères nationales peuvent ainsi devenir des espaces publics au sein desquels les citoyens entretiennent des conversations politiques élaborées et grâce auxquels ils peuvent s'adresser directement à leurs dirigeants pour leur demander de rendre des comptes ou les tenir responsables d'une crise – ce qui était jusqu'ici impossible dans l'environnement médiatique traditionnel.
En 2007 déjà, Marc Lynch avance que les blogs arabes, bien qu'ils aient peu de chance de provoquer une révolution, favorisent l'émergence d'une nouvelle sphère publique et participent ainsi à la transformation sur le long terme du tissu citoyen et politique.[234] Ces plateformes n'atteignent cependant pas une proportion suffisante de la population pour mettre en place une sphère publique incluant tous les citoyens. Néanmoins, les blogs peuvent offrir

[234] LYNCH Marc, « Blogging the New Arab Public » in *Arab Media & Society*, février 2007

une tribune alternative à l'expression politique et devenir des cercles où se développent de nouvelles idées et de nouvelles identités, en parallèle à la sphère publique principale.
La transformation progressive de cette dernière découle de la multiplication des interactions entre nouvelles plateformes d'expression en ligne et médias de masse, seuls capables d'atteindre la population dans son ensemble. Sans cette articulation, les blogs sont condamnés à n'être qu'un épiphénomène en marge du débat public, face à la télévision et à la presse qui demeurent les principaux médias de politisation à l'échelle nationale. La contribution primordiale des blogs à partir du milieu des années 2000 en Égypte, est de laisser entrevoir la possibilité d'une nouvelle forme d'engagement politique pour les citoyens du pays. Aussi, bien que les débats virtuels menés sur ces plateformes ne soient accessibles qu'à un petit nombre, l'échange d'arguments et d'idées que les blogs favorisent, et le développement d'identités et d'engagements politiques qu'ils encouragent, sont des éléments porteurs d'une profonde restructuration de la sphère publique arabe.
Waël Abbas explique que l'évolution de la mobilisation en ligne en Égypte au cours de la seconde moitié des années 2000, est directement influencée par la situation politique du pays. *« A partir de 2004, on assiste à une expansion de l'activisme en ligne dans un contexte de pressions politiques intérieures et extérieures. D'un coté le mouvement Kefaya fait son apparition sur la scène nationale. De l'autre, les pressions de Bush, forcent Moubarak à lancer des réformes constitutionnelles et à donner un peu plus de liberté aux médias privés. Mais en 2008, c'est l'arrivée d'Obama. Il est beaucoup moins menaçant pour le régime parce qu'il ne cherche plus à imposer un agenda démocratique au Moyen Orient. Il veut simplement préserver les intérêts américains comme Israël et le canal de Suez. Par conséquent, Moubarak fait marche arrière et ressert son contrôle sur l'opposition politique. L'activisme en ligne se radicalise. En 2010, il truque les élections parlementaires pour préparer la succession de son fils. A la même période on assiste à une augmentation de la violence policière et des arrestations arbitraires. La classe moyenne jusqu'ici ne s'était jamais sentie concernée par les violences et la torture, qui ne touchaient que les pauvres. Donc tout le monde s'en foutait. Mais en juin 2010, avec la mort de Khaled Saïd, un jeune sans problème de la classe moyenne d'Alexandrie, ils ont compris que personne n'était à l'abri et ils ont commencé à s'inquiéter. Fin 2010 les tensions montent et le régime accroit la pression sur les médias et les blogs. Il fait arrêter plein de journalistes et durcit la censure et la répression. »*[235]

Selon Marc Lynch, au cours des années 2000 en Égypte, il existe trois formes de blogs politiques : le blog activiste, le blog militant et progressiste, et le blog engagé dans un dialogue avec le reste de la sphère publique nationale.[236] Ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives et de nombreux individus passent de l'une à l'autre de façon assez fluide. La distinction des modalités d'utilisation du blog politique permet d'identifier le type d'influence que leurs utilisateurs peuvent avoir au sein de la sphère publique.
Les blogs activistes sont directement liés, comme l'explique Marc Lynch, à des mouvements politiques, dont les militants utilisent ces plateformes pour le partage d'information et pour la coordination d'actions collectives protestataires. Ces bloggeurs cherchent avant tout à accroitre l'impact et la visibilité des engagements politiques qu'ils défendent. Malgré la possibilité, grâce à internet et au partage de la langue arabe avec le reste de la région, de mener leur combat à l'échelle transnationale, les bloggeurs activistes égyptiens dédient leurs efforts à des problématiques propres à leur pays. Le blog n'est pas pour eux un moyen de faire progresser le débat politique, mais de participer activement à la défense d'une cause.

[235] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire
[236] LYNCH Marc, *op. cit.*

Cette forme de blogs, porté par des bloggeurs au profil engagé et évoluant dans le contexte politique changeant du milieu des années 2000, a favorisé le développement de mouvements politiques capables de mobiliser au delà des cercles d'élites traditionnels, pour atteindre des classes urbaines éduquées plus populaires. C'est notamment le cas du mouvement Kefaya qui, en 2005, grâce au partage d'informations sur internet et à la création en ligne d'une sphère publique alternative, transforme le scénario habituel de trucage électoral auquel s'est habitué le pays, en une crise politique nationale d'ampleur sans précédent.

La seconde catégorie établie par Marc Lynch est celle des blogs qui militent pour des valeurs progressistes comme la tolérance. Ils sont généralement en anglais et s'adressent principalement à des publics occidentaux dans l'intention de favoriser le dialogue et de promouvoir une meilleure compréhension de la société arabe et musulmane.
Ces bloggeurs qui militent pour la tolérance en dehors du monde arabe, ne sont pas directement engagés en politique, et cherchent plutôt à favoriser les échanges avec l'Occident auprès duquel ils se présentent comme les ambassadeurs culturels de leur société. Ce sont eux qui, du fait de la langue qu'ils utilisent et de l'universalité de leur message, ont reçu tout au long des années 2000 le plus d'attention de la part des observateurs occidentaux. Ils ont joué un rôle important dans la façon dont l'Occident a couvert les récents évènements politiques, et sont devenus pour ces derniers des interlocuteurs locaux capables de mettre en contexte les reportages. Ils ont aidé les journalistes non arabophones à être plus au fait de ce qui se passait sur le terrain, et ont également permis d'attirer l'attention d'organisations internationales sur des crises locales. Cependant, ces bloggeurs ont souvent bénéficié d'une attention disproportionnée de la part des journalistes occidentaux. Pendant et après la révolution, ils ont ainsi été parfois portés au rang de figures révolutionnaires et de représentants du reste de la société égyptienne, devenant malgré eux des acteurs politiques aux yeux des médias étrangers, pour la simple raison qu'ils étaient devenus les interlocuteurs privilégiés de certaines grandes chaines ou de certains grands journaux internationaux. Cependant, avec la progression du taux de pénétration des nouvelles technologies en Égypte, avec le développement des compétences informatiques de la population, et avec la multiplication des interfaces en arabe sur internet, d'autres voix peuvent aujourd'hui s'adresser à l'Occident au nom de leur société, et cette catégorie de bloggeurs telle qu'elle s'est développée au milieu des années 2000 est en train de disparaître.

Enfin, les bloggeurs de la sphère publique, la troisième catégorie distinguée par Marc Lynch, ne sont pas non plus ouvertement engagés en politique et ne participent pas à l'activisme organisé. Ils sont cependant profondément impliqués dans le débat citoyen autour de questions nationales, régionales ou religieuses. La plupart d'entre eux au milieu des années 2000, pour des raisons technologiques et politiques, s'expriment en anglais et sont donc peu susceptibles d'alimenter les débats nationaux. Mais avec l'apparition d'interfaces en arabe sur internet, ces blogs ont progressivement contribué à la revitalisation et à la transformation de la sphère publique égyptienne. Les nouveaux arguments contestataires qui gagnent alors en visibilité, ont peu à peu permis à un éventail de voix différentes de remettre en cause le discours des élites et leur monopole sur la production des idées et des identités politiques.
Face à ces évolutions, vers la fin des années 2000, les medias de masse égyptiens enclenchent un processus de convergence des économies médiatiques, qui permettra aux nouvelles technologies de communication de jouer le rôle qui a été le leur lors de la révolution de 2011. De nombreuses chaînes de télévision et certains grands journaux, plus particulièrement dans le secteur privé, commencent à relayer les messages diffusés sur les blogs politiques et offrent, dans leurs pages éditoriales et émissions d'actualité, une plateforme d'expression à ces nouvelles voix.

Courtney Radsch fournit une analyse de la blogosphère égyptienne qui permet de distinguer trois temps dans l'évolution de celle-ci au cours des années 2000.[237] La première phase, située entre 2003 et 2005, correspond à une période d'expérimentation. Au cours de celle-ci, quelques dizaines de bloggeurs égyptiens découvrent cette nouvelle plateforme d'expression personnelle et s'approprient les nouveaux outils de publication et de partage qu'elle offre. Ces individus sont majoritairement âgés d'une vingtaine d'années, bilingues en anglais, et issus des classes urbaines aisées. La plupart d'entre eux, actifs depuis quelques années sur les forums en ligne, travaillent dans le secteur de la traduction ou des nouvelles technologies, et sont principalement des libéraux de gauche opposés au régime. Ces pionniers constituent le petit noyau dur de la blogosphère égyptienne du début des années 2000 et deviennent peu à peu une sorte d'élite capable d'influencer la sphère publique virtuelle et parfois même le contenu des médias traditionnels en repoussant les limites du débat.
Il est intéressant de noter que le profil des bloggeurs de l'époque est assez similaire à celui des activistes ayant été capables d'utiliser les médias sociaux pour participer à l'effort révolutionnaire en 2011. Ce parallèle – et le fait que tout au long des années 2000 la maitrise des nouvelles technologies dans le cadre de la mobilisation contestataire semble être le privilège d'un petit groupe d'utilisateurs jeunes, éduqués et bilingues – pose la question du potentiel d'internet et des médias sociaux en terme de démocratisation et de renouvellement des élites dans une société où l'accès à l'éducation et aux technologies reste réservé à une petite fraction de la population.

Cette première phase expérimentale est suivie par une période charnière d'activisme entre 2005 et 2006 au cours de laquelle de nombreux bloggeurs sortent des cercles virtuels pour devenir activistes et de nombreux activistes créent leurs propres blogs. Le phénomène des blogs gagne alors une visibilité sans précédent et permet d'attirer l'attention des médias traditionnels sur des initiatives de la société civile, des campagnes pour la défense des droits de l'homme, et des mouvements politiques comme Kefaya, pour lesquels ces plateformes deviennent des outils efficaces de communication et d'organisation. Dans ce contexte, les manifestations du printemps 2005 contre le référendum constitutionnel et en soutien à la mobilisation des juges pour l'indépendance du pouvoir judiciaire, ont eu un effet de catalyseur sur la blogosphère égyptienne, et la propulsent dans le domaine de l'activisme politique. Parallèlement, la couverture faite par les bloggeurs, cette même année, des fraudes électorales, est reprise à grande échelle par les médias traditionnels, forçant le gouvernement à réagir et à prendre en compte l'existence de cette nouvelle sphère d'opposition politique en ligne.
Selon une estimation conduite par une unité technique rattachée au gouvernement égyptien, entre 2004 et 2005, le nombre de blogs passe de 40 à 400, et en 2006 ce nombre a quasiment quadruplé.[238] Cette période d'intense activité protestataire marque un tournant dans le développement de la blogosphère égyptienne et ouvre la voie à de nouvelles formes d'activisme citoyen et à de nouvelles interactions avec le contexte politique. A la fin de l'année 2006, la sphère publique virtuelle s'est encore élargie. Les Frères Musulmans y ont établi leur présence tandis que Kefaya est en perte de vitesse.

L'année 2007 voit la blogosphère entrer dans une troisième phase, qui se caractérise selon Courtney Radsch, par une diversification et une fragmentation de la sphère publique virtuelle.[239] Des milliers d'Egyptiens décident de créer leur propre blog pour prendre part aux

[237] RADSCH Courtney, « Core to Commonplace: The evolution of Egypt's blogosphère » in *Arab Media & Society*, n°6, automne 2008
[238] SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, I.B. Tauris, Londres, 2013
[239] RADSCH Courtney, *op. cit.*

débats en ligne. La blogosphère nationale se retrouve alors fragmentée en enclaves composées d'individus au profil similaire et partageant les mêmes opinions et centres d'intérêts. Au cours de cette phase, ces enclaves virtuelles et ces communautés de bloggeurs cherchent d'abord à communiquer entre elles et à échanger des idées les unes avec les autres. La blogosphère est alors composée d'une myriade de petits groupes de nassséristes, d'islamistes, d'artistes, de Coptes, de Bahaïs, d'homosexuels, d'activistes de l'opposition, et de toutes sortes d'individus désireux de partager leurs opinions personnelles. Cette fragmentation, qui se poursuit jusqu'à la veille de la révolution, est engendrée par la multiplication et la diversification croissantes des blogs et entraine un morcèlement du tissu social virtuel en ilots de plus en plus hermétiques. Cette évolution est également le résultat d'un désenchantement politique profond sur la scène nationale suite à l'échec de Kefaya qui, face à la répression gouvernementale, est contraint d'abandonner la mobilisation. Des facteurs extérieurs contribuent également à la fragmentation de la blogosphère égyptienne, comme notamment l'arrêt des pressions américaines pour le développement de la démocratie et de la liberté d'expression en Égypte, suite la victoire électorale du Hamas à Gaza début 2006, entrainant un durcissement du régime à l'égard de ses opposants.

Ainsi, les blogs, en favorisant le développement d'un nouvel espace d'expression, participent au glissement du centre des débats publics, depuis un système médiatique monolithique et étroitement contrôlé par l'Etat, vers une sphère en ligne plus libre et diversifiée. Ce nouveau tissu virtuel permet alors aux acteurs de l'opposition en ligne de mettre en place des stratégies de coordination plus horizontales, plus flexibles, plus interactives et plus diverses que celles établies par leurs ainés avec des ressources de mobilisation traditionnelles.
Le développement des infrastructures de téléphonie mobile et d'internet, et l'apparition de plateformes sociales comme Twitter, Facebook et YouTube, vers la fin des années 2000, bouleversent la sphère publique virtuelle en apportant aux utilisateurs des outils de communication et de partage plus modernes et plus interactifs. Ces évolutions continuent de renforcer la complémentarité entre nouvelles technologies et activisme politique, et confirment la nécessaire articulation entre mobilisation en ligne et action sur le terrain.
A partir de 2008, un petit noyau d'activistes s'empare de Twitter pour repousser davantage les limites de la liberté d'expression en ligne. La plateforme leur permet de s'exprimer en étant moins exposés à la répression du régime que sur les blogs, dont les auteurs trop engagés sont généralement harcelés ou arrêtés. Pour l'infime minorité des activistes capable à l'époque de se servir de Twitter – dont l'interface en anglais et la technologie nécessaire constituent des obstacles de taille – la plateforme en 140 caractères devient un moyen de se tenir informé les uns les autres de leur sécurité, l'absence de message de la part de l'un d'entre eux pouvant signifier son arrestation. Twitter permet également de contourner la censure dans le domaine de l'information et de partager de façon quasiment immédiate des éléments que les autres médias ne relaient pas. Très vite, la plateforme devient un moyen de coordonner l'action contestataire. Les activistes pro démocratiques étant étroitement surveillés par l'Etat, trouvent avec Twitter la possibilité de s'organiser en temps réel et à grande échelle, deux dynamiques qui permettent de modifier légèrement le rapport de forces avec le pouvoir.
Alaa Abdel Fattah explique que ses semblables et lui même utilisent Twitter « *pour tenir notre réseau informé de l'état de sécurité de chacun lors de manifestations. Les activistes se servent ensuite de Twitter pour réagir ensemble de façon coordonnée.* »[240]

[240] cité par Clay SHIRKY in SHIRKY Clay, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, The Penguin Press, New York, 2008

L'arrivée des médias sociaux en Égypte, à la toute la fin des années 2000, accélère donc la progression de réseaux d'opposants politiques plus ou moins coordonnés à travers le pays. Cette expansion résulte des efforts acharnés que les pionniers de l'activisme en ligne consacrent depuis le milieu de la décennie à la consolidation de la mobilisation protestataire. En utilisant les nouveaux médias pour éduquer les citoyens et les encourager à prendre conscience de l'injustice de leurs conditions sociales, ces activistes espèrent déclencher un mouvement populaire qui soit assez large et inclusif pour renverser le régime dans un futur, certes inconnu, mais qu'ils estiment proche. A la veille de la révolution, cette jeunesse engagée ne représente encore qu'une petite partie de la population. Cependant, en janvier 2011, forte de l'expérience acquise et des réseaux établis, elle a rapidement su capitaliser sa maitrise des nouvelles technologies pour démultiplier le potentiel mobilisateur des médias sociaux et ainsi réussir à faire descendre des millions de gens dans la rue.
Dès les premiers jours de la révolution, les cyber-activistes insistent auprès de la population sur la nécessité d'établir et de maintenir une certaine discipline lors des manifestations et de répondre à la brutalité policière par la non violence. Ils œuvrent par ailleurs à informer la communauté internationale des abus du régime et du meurtre arbitraire de citoyens ordinaires.

La quatrième phase qui s'ouvre avec la révolution de 2011, correspond à la normalisation de l'utilisation politique des médias sociaux et des plateformes d'expression personnelle à des fins de mobilisation collective et de participation citoyenne. Ce phénomène permet la circulation à grande échelle de l'argumentaire révolutionnaire, initialement laissé en marge du débat public par les médias traditionnels. Il est aujourd'hui possible d'affirmer que les médias sociaux ont rempli plusieurs fonctions successives lors de la révolution de 2011 en Égypte. Ils ont tout d'abord été les outils de la mobilisation prérévolutionnaire à l'approche de la date du 25 janvier. Ils ont ensuite été utilisés lors du soulèvement comme moyens de coordination et d'organisation, pour enfin devenir des instruments de la reconstruction nationale et de l'élaboration du contrat social postrévolutionnaire.
Les nouveaux médias sont également devenus des sources alternatives d'information dans un environnement caractérisé par une convergence croissante entre médias de masse et nouvelles technologies. Vers la fin des années 2000, de plus en plus de journalistes d'opposition ont recours à ces nouveaux outils d'expression pour affirmer leur autonomie et contourner la surveillance du régime. Un grand nombre de bloggeurs politiques sont eux mêmes des journalistes ayant acquis leur expérience au sein d'institutions médiatiques, souvent à l'étranger. Certains d'entre eux entreprennent également de montrer au reste de leurs collègues, différentes façons d'utiliser les technologies d'internet pour mettre les récits des médias traditionnels en porte à faux. A la veille de la révolution, la sphère publique virtuelle égyptienne voit se multiplier les contenus et reportages politiques, malgré un durcissement de la censure et de la répression.
Au cours du soulèvement de 2011, les médias sociaux permettent de relayer beaucoup d'informations et d'images aux médias de masse et au grand public. Le contrôle draconien du régime sur les médias traditionnels contribue à transformer, dès les premiers jours de la révolution, la sphère virtuelle en un lieu alternatif de débat et de partage.
Après la chute de Hosni Moubarak, et avec la prise du pouvoir par l'armée, les sources d'information en ligne continuent de se multiplier, notamment face à la demande croissante d'images documentant la violence et les violations des droits de l'homme commises par les militaires. Ces images proviennent en grande majorité de journalistes amateurs, souvent de simples individus se retrouvant soudain témoin de la brutalité du régime et ayant le réflexe de sortir leur téléphone pour documenter ce à quoi ils assistent.
Avec la révolution se développe donc une nouvelle forme de contribution citoyenne, dont les principaux instruments sont les nouvelles technologies. Ce phénomène se matérialise par la

multiplication de contenus informatifs sur les médias sociaux au sujet de l'actualité nationale et de son évolution. Cet environnement permettra par ailleurs aux utilisateurs de prendre part aux changements politiques, économiques et sociaux en cours. Il favorisera également l'émergence d'une société civile participative, dont la finalité, selon Sahar Khamis et Katherine Vaughn, est de développer une bonne pratique de la citoyenneté pour renforcer le contrat social et constituer un capital collectif.[241] C'est au cours des 18 jours du soulèvement populaire que ces phénomènes s'affirment de façon irréversible.

2. Les 18 jours

L'utilisation des téléphones portables et des médias sociaux, comme les blogs, Facebook, Twitter, et YouTube, par les activistes et les manifestants au cours de la révolution égyptienne de 2011, est apparue au lendemain du soulèvement, comme un facteur clé pour comprendre le séisme politique qui venait d'avoir lieu. Bien que le recul permette aujourd'hui de relativiser leur impact, il est indéniable que ces outils de communication ont permis de promouvoir l'engagement activiste et citoyen de façon inédite, en démultipliant les capacités de mobilisation collective, en facilitant la circulation d'informations, et en favorisant l'émergence d'un espace public de libre expression. La révolution égyptienne a même été considérée par certains analystes comme la première instrumentalisation politique de Facebook à grande échelle.[242]

En mettant fin au règne de Hosni Moubarak, ce soulèvement a mis en lumière le potentiel des nouvelles technologies à encourager, en milieu autoritaire, l'émancipation d'une société civile participative et la création de réseaux de communication denses, dynamiques, et coordonnés, difficiles à démanteler pour les autorités. De façon corollaire, les nouveaux médias ont également favorisé l'affirmation de l'engagement citoyen, c'est à dire la participation et le soutien de la société civile au travail des activistes pour améliorer la situation du pays. L'essor de cette forme d'engagement a contribué à la prise de conscience du peuple égyptien de la légitimité des revendications portées par les révolutionnaires, et de la nécessité d'exiger une amélioration de leurs conditions de vie. C'est dans ce contexte que les médias sociaux ont joué un rôle de catalyseurs de la révolution, en établissant un lien – qui faisait jusqu'ici défaut – entre l'activisme en ligne et l'action sur le terrain, et dont l'absence avait empêché la transformation de la mobilisation virtuelle en engagement réel par Kefaya en 2005 et par le Mouvement du 6 Avril en 2008.

Les plateformes comme Facebook, Twitter, et YouTube ont permis d'accélérer la transformation politique en canalisant la mobilisation collective et en élargissant les bases du cyber-activisme. Ce concept est défini par Philip Howard comme le fait d'utiliser internet pour faire progresser une cause politique difficile à promouvoir en dehors des cercles virtuels.[243] Cet engagement en ligne est devenu au cours des 18 jours, une des impulsions majeures de la mobilisation de rue. Le cyber-activisme a ainsi aidé à la mobilisation et à l'organisation des manifestations, mais a également encouragé le développement d'une nouvelle forme de journalisme citoyen en incitant les participants à prendre part aux débats, à partager leurs versions des faits, et à documenter ce dont ils étaient témoins.

---

[241] KHAMIS Sahar, VAUGHN Katherine, et GOLD Paul B., « Beyond Egypt's 'Facebook Revolution' and Syria's 'YouTube Uprising': Comparing Political Contexts, Actors and Communication Strategies » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

[242] KHAMIS Sahar et VAUGHN Katherine, « Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance » in *Arab Media and Society*, n°13, été 2011

[243] ISKANDAR Adel et HADDAD Bassam (dir.) *Mediating the Arab Uprisings*, Tadween Publishings, Washington, 2013

A la veille de la révolution, les activistes politiques en Égypte qui travaillent à l'organisation d'actions collectives depuis déjà quelques années, ont su mettre en place des réseaux de mobilisation plus ou moins denses à travers le pays. Par conséquent, à l'inverse de la révolution tunisienne, déclenchée sans organisation préalable suite à l'acte spontané d'un individu dans une petite ville, le soulèvement égyptien éclate sur un terrain bien préparé. Le 25 janvier, des groupes d'opposition – la Coalition Nationale pour le Changement et le Mouvement du 6 Avril, très vite rejoints par les administrateurs de la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd » – appellent déjà à descendre sur la place Tahrir pour demander des réformes politiques. Leur but est de commencer à manifester au moment où le président Hosni Moubarak donne son discours dans le cadre de la journée Nationale de la Police, instaurée en l'honneur de la révolte policière écrasée par les Britanniques en 1952 à Ismaïlia.
Au cours des mois qui précèdent le soulèvement, cet ensemble d'activistes a fortement accru sa présence et son engagement sur les réseaux sociaux, suite notamment à la mort de Khaled Saïd en juin 2010, aux élections parlementaires contestées par l'opposition en novembre 2010, et à l'interférence croissante du régime dans les médias privés. Dans ce contexte, le déclenchement de la révolution tunisienne fin décembre 2010 et le départ du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011, ont l'effet d'un catalyseur qui termine d'enflammer une scène nationale en ébullition. Les activistes tentent immédiatement de capitaliser ces évènements pour encourager les Egyptiens à descendre dans la rue et provoquer une mobilisation populaire de grande ampleur. Sur Facebook et Twitter, et par le biais de SMS, les activistes appelant à manifester le 25 janvier, font circuler des messages comme « Regarde ce qui se passe en Tunisie. » « C'est comme ça qu'un peuple change son pays. » « Parles en à tes amis. ». La page « Nous sommes tous Khaled Saïd » qui compte déjà 350.000 membres avant le 14 janvier 2011, gagne plus 50.000 sympathisants supplémentaires au cours des trois jours qui précèdent la mobilisation, grâce à son message « C'est ton pays. Un employé du gouvernement est ton employé, il gagne son salaire grâce aux taxes que tu paies. Tu as des droits. » Waël Ghonim, un des créateurs de la page, utilise la plateforme pour éduquer les Egyptiens aux médias sociaux et les encourager à soutenir la révolution. « *Si vous voulez une société libre, donnez lui simplement accès à internet* » déclare t'il lors d'un interview à CNN deux jours avant le départ de Hosni Moubarak.
Les cyber-activistes appellent également les utilisateurs de médias sociaux à transmettre ces messages autour d'eux aux individus n'ayant pas accès aux nouvelles technologies. Très vite Facebook et Twitter deviennent des postes centraux de commandement et des points de ralliement pour les manifestants.

A la fin de la première journée de mobilisation Waël Ghonim tweete en utilisant, ce qui deviendra un des emblèmes les plus célèbres de la révolution, le hashtag #Jan25. « *L'Égypte après #Jan25 ne sera plus jamais la même Égypte qu'avant. Aujourd'hui nous avons prouvé tellement de choses.* » Au regard des tweets partagés, les cyber-activistes prennent très tôt conscience du pouvoir de mobilisation que leur offrent les médias sociaux. @Sandmonkey le 27 janvier « *C'est en train de devenir la première guerre civile portée par les télécommunications. Internet et nos Smartphones sont des armes qu'ils ne veulent pas que l'on ait. #Jan25* ». @ManarMohsen le même jour « *Soyons francs. Même si nous échouons demain, le mouvement créera un autre #Jan25, un autre vendredi, un autre événement Facebook. Il n'y a pas de retour en arrière possible* » et @ashrafkhalil la veille de la chute de Moubarak « *Les chants sur la place Tahrir 'Nous sommes la jeunesse d'internet, nous sommes la jeunesse de la liberté'. #egypt #Jan25* »
L'immédiateté de Twitter et les contraintes d'une expression en 140 caractères, participent à la galvanisation du moment et à la simplification de la réalité politique immédiate, deux éléments qui se sont révélés fondamentaux dans la construction d'un cadre symbolique

transcendant et mobilisateur lors des 18 jours. Twitter a permis la romantisation de la révolution en une sorte d'épopée nationaliste avec des batailles emblématiques et des héros anonymes, incarnations symboliques de la patrie et de l'essence de son peuple. @alaa le 3 février « *Il y a des milliers de héros dans les rues d'Égypte aujourd'hui, je suis honoré d'être parmi eux #Jan25* » ; @gharbeia le même jour « *La résistance que j'ai observée sur la place Tahrir la nuit dernière est une leçon d'humilité. Nous sommes tous redevables de la bravoure de la Bataille du Musée la nuit dernière #egypt* » ; @MohammedY le lendemain « *Le peuple chante 'Soit fort ô mon pays ! La liberté est en train de naitre'#Jan25* » et « *Je ne peux pas imaginer de meilleure compagnie que celle de ceux qui m'entourent. Vous me rendez humble et je suis fier d'être parmi vous aujourd'hui et tous les jours #Jan25* » ; @Gsquare86 le 4 février « *Un spectacle impressionnant ici…Je suis en train de vivre un moment historique #Jan25* ».

Ce lyrisme patriotique est notamment repris par la chaine transnationale Al Jazeera et par certaines chaines satellitaires égyptiennes privées, comme ON-TV, qui diffusent des clips à la gloire du peuple égyptien, de son armée et de son histoire. Ces montages vidéo sont généralement accompagnés par les chants de Oum Kalthoum ou de Abdel Halim Hafez, deux des plus grandes voix de l'Égypte moderne. Une nouvelle culture populaire et révolutionnaire est en train de naitre, qui décrit le peuple égyptien comme une entité uniforme et organique, caractérisée par sa naïveté et sa bonté mais pervertie par des années de misère. Véritable catharsis, la révolution permet ainsi de laver l'âme égyptienne de décennies de corruption, pour la ramener à sa pureté originelle et lui permettre de reprendre en main le destin de sa patrie. A l'image d'une tragédie grecque, le cadre narratif des 18 jours semble obéir à la règle des trois unités d'action, de temps (qui semble s'être arrêté et qui place le soulèvement dans une parenthèse temporelle) et de lieu, celui de la place Tahrir. En plein cœur de la capitale, l'épicentre de la mobilisation est représenté comme le premier lieu à avoir été arraché par le peuple aux griffes du régime. Dans ce cadre narratif, la place devient ainsi le théâtre de l'utopie révolutionnaire où s'organisent mariages et prières collectives. @tarekshalaby le 6 février « *Un couple est en train de se marier sur la place Tahrir en face de la foule révolutionnaire ! #Jan25* » ; @Sandmonkey le 4 février (premier vendredi au cours duquel la grande prière hebdomadaire est conduite depuis la place) « *Le spectacle de la place Tahrir en ce moment est incroyable. Des millions de gens sont en train de prier. Tellement fort. On dirait La Mecque pendant le pèlerinage. #Jan25* »

La romantisation de ce microcosme semble vouloir donner un aperçu de ce que sera l'Égypte une fois le régime tombé, et émancipe le peuple au point de le rendre capable de gérer seul le pays. @monasosh le 30 janvier « *Je ne sais même pas pourquoi on a eu un jour besoin de la police. On a l'air de plutôt bien s'occuper les uns des autres, faire la circulation, nettoyer les rues #Jan25* » ; @mosaaberizing le 9 février « *Des centaines de manifestants sont à présent en train de balayer le sol de Tahrir, d'autres ramassent les ordures et d'autres lavent les trottoirs #Jan25* ». Dans l'imaginaire de ce cadre narratif, la libération symbolique du pays et de ses institutions passe par une reconquête physique des lieux par les révolutionnaires ; @monasosh le 9 février « *Bonne nuit depuis notre nouvelle terre libre, l'assemblée du peuple est à présent avec le peuple :) #Jan25* »

A l'approche du départ de Hosni Moubarak une certaine ambivalence se fait parfois sentir. @monasosh le 10 février « *Zut ! Et s'il abdiquait vraiment et emmenait avec lui sa foutue clique ? On retournerait à la vie normale ? Mais la révolution est tellement plus amusante #Jan25* » Certains activistes commencent alors à mettre en garde contre la tentation de se laisser emporter par l'euphorie révolutionnaire. La révolution n'est pas une fin en soi, elle n'est qu'un vecteur du changement politique et de l'expression populaire de revendications collectives. Par ailleurs, les attitudes se polarisent de plus en plus sur le rôle que devrait jouer l'armée dans la transition de pouvoir et la reconstruction postrévolutionnaire du pays. Le 10

février, le chef du Conseil Supérieur des Forces Armées, le maréchal Tantawi, apparaît à la télévision. Pour la première fois, Hosni Moubarak n'est pas à ses côtés. Tantawi annonce alors au peuple que les demandes de la révolution ont été entendues. La foule sur Tahrir comprend que le régime est en train de tomber. @3arabawy le 10 février « *Nous ne nous sommes pas battus et nous n'avons pas fait tous ces sacrifices pour que l'armée, au pouvoir depuis 1952, reste au pouvoir ! #Jan25* » ; @Cer le même jour « *Le sang de plus de 300 martyrs ne peut avoir été versé pour permettre à l'armée de prendre le pouvoir #A7a* » tandis que Waël Ghonim tweete quelques secondes plus tard « *Mission accomplie. Merci à tous les braves jeunes Egyptiens #Jan25* » @3arabawy lui répond immédiatement « *DE QUOI EST CE QUE TU PARLES !??? RT@Ghonim 'Mission accomplie. Merci à tous les braves jeunes Egyptiens #Jan25'* »

Au delà de l'élaboration d'un cadre symbolique transcendant, capable d'unir les différentes composantes de la société, les médias sociaux facilitent l'organisation de la mobilisation en permettant aux informations de circuler de façon fluide et instantanée pour atteindre des milliers de personnes. Cette dissémination, bien plus rapide que la distribution de prospectus, a lieu au sein de cercles virtuels de confiance que partagent récepteurs et émetteurs des messages. Ainsi, dès le 25 janvier, la page « Nous sommes tous Khaled Saïd » devient une source principale d'information et de conseils pour les manifestants, avec des liens vers des outils digitaux pour contourner la censure sur internet, et des conseils pratiques comme « Drapeaux égyptiens uniquement » « Pas d'emblème politique » « Pas de violence » « Ne perturbez pas la circulation » « Apportez beaucoup d'eau » « N'apportez pas vos papiers d'identité ». La page permet également l'échange de conseils à travers les frontières avec les activistes tunisiens qui indiquent par exemple à leurs confrères égyptiens d'imbiber leurs écharpes avec du vinaigre pour se protéger des gaz lacrymogènes, et leur enseignent à faire face aux balles à blanc et à construire des barricades de rue contre la police.
Les cyber-activistes ont également su exploiter les multiples fonctions des médias sociaux et combiner leurs différentes interactions en un réseau de communication unique, pour l'articuler avec l'activisme sur le terrain. Facebook a par exemple permis aux utilisateurs de rencontrer des individus partageant les mêmes opinions et de tisser des réseaux fiables pour le partage d'informations et pour l'organisation de la mobilisation. Twitter et les SMS ont été très efficaces pour la coordination de dernière minute. La plateforme donne également la possibilité à ses utilisateurs de rejoindre à tout moment les conversations en cours, et de repartager des contenus et des tweets à l'infini. YouTube a aidé à promouvoir le journalisme citoyen en offrant un canal de diffusion au contenu vidéo filmé par les activistes avec leurs téléphones portables. Ces vidéos ont ensuite été reprises par les chaines de télévision satellitaires et diffusées au monde entier.

Le 28 janvier 2011, le régime ne peut plus nier l'ampleur du soulèvement et la menace que celui-ci représente pour sa survie. Conscient que les méthodes habituelles de répression ne suffisent plus, le gouvernement décide de couper l'accès à internet et aux services de téléphonie mobile dans tout le pays, entrainant un blackout de cinq jours. L'impact économique de cette coupure a été estimé par l'OCDE à une perte de 90 millions de dollars. Au cours de ce blackout, activistes et citoyens mettent en place, avec l'aide d'acteurs extérieurs, des stratégies alternatives pour continuer, malgré la situation, à partager des informations et à communiquer avec le reste du pays et du monde.
Une des solutions principales a été d'utiliser des lignes de téléphones fixes pour se connecter à internet depuis les pays voisins, en appelant des numéros internationaux. Cette connexion, certes beaucoup plus lente, suffit à faire passer des messages courts au sujet des événements. Les manifestants bénéficient également de l'aide conjointe de Google et Twitter, qui mettent

en place la plateforme « Speak2Tweet » (« parler pour tweeter ») pour permettre aux utilisateurs d'appeler des numéros de téléphones internationaux afin de partager et d'écouter des tweets, sans avoir besoin d'internet. Les activistes se sont même parfois servis du code morse, du fax, et de transmetteurs radio pour communiquer entre eux et avec les médias internationaux. Le collectif de cyber-actvistes « Nous Reconstruisons » (We Rebuild) a également participé à cet effort d'entraide en ligne en retranscrivant les messages diffusés par les activistes égyptiens depuis des stations de radio amateurs.[244] De nombreux collectifs de ce genre ont eux aussi partagé leurs ressources pour aider le peuple égyptien à contourner le blackout et à rester connecté.

Cependant, la conséquence la plus importante de cette coupure générale des télécommunications a été de consolider la mobilisation sur le terrain. D'une part, pour les cyber-activistes et la jeunesse urbaine éduquée, habitués à utiliser internet au quotidien, l'accès aux technologies est devenu au fil des années un droit fondamental. La décision du gouvernement de plonger le pays dans une telle obscurité renforce leur détermination à mettre fin à un régime arbitraire qui bafoue les libertés individuelles de ses citoyens pour assurer sa propre survie. D'autre part, sans téléphone portable pour rester en contact et prendre des nouvelles, de nombreux Egyptiens prennent peur face à la possibilité que l'Etat soit en train de préparer un massacre de masse. Ils décident alors de descendre dans la rue pour se protéger les uns les autres et faire face ensemble aux forces de sécurité.
La décision du régime du président Moubarak d'empêcher les Egyptiens de communiquer entre eux et avec le monde extérieur, lui a non seulement couté très cher, mais s'est également retournée contre lui en provoquant un effet inverse et inattendu. Au lieu de le freiner, le gouvernement a en réalité alimenté l'activisme sur le terrain et lui a donné l'élan nécessaire pour terminer de mobiliser le reste de la population qui n'avait peut être pas internet mais avait accès à la téléphonie mobile (le taux de pénétration des téléphones portables est de plus de 91% en janvier 2011 contre moins de 30% pour internet).
Selon Adel Iskander, le peuple égyptien s'est senti insulté et infantilisé par son gouvernement, ce qui explique que la réaction des gens ait été aussi forte. Facebook, observe t'il, peut facilement devenir une arme de distraction massive si les gens passent trop de temps sur la plateforme sans pour autant participer aux actions sur le terrain. Mais la coupure d'internet, et les dizaines de milliers de manifestants descendus dans les rues pour y faire face, a paradoxalement permis d'éviter une telle situation d'enfermement dans le monde virtuel, une situation qui aurait immanquablement conduit à l'essoufflement de la mobilisation révolutionnaire.[245]
La grande majorité des gens qui rejoignent les révolutionnaires sur la place Tahrir après le 28 janvier ne sont pas des utilisateurs réguliers d'internet et n'ont quasiment jamais entendu parler de Facebook ni de Twitter. Cependant le nombre croissant d'individus envahissant les rues du Caire encourage de plus en plus d'Egyptiens à faire de même. C'est au cours des premiers jours du soulèvement que le retard technologique du gouvernement égyptien et son incapacité à évaluer correctement le potentiel mobilisateur de ces outils, ont permis l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique pour les activistes révolutionnaires. Ces derniers ont alors été capables de canaliser l'expression de la volonté populaire pour la transformer en une manifestation de masse et demander des changements politiques. L'incompétence du régime à faire face aux technologies d'internet, a représenté un véritable avantage pour les manifestants. Mais le pouvoir ne va cesser d'essayer de combler ce retard pour maitriser lui aussi ces instruments et rétablir l'équilibre des forces qui s'est

[244] KHAMIS Sahar et VAUGHN Katherine, *op. cit.*
[245] KHAMIS Sahar, « The Transformative Egyptian Media Landscape: Changes, Challenges and Comparative Perspectives » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

momentanément inversé. En témoigne ce tweet qui montre que, très vite, le régime décide d'utiliser les mêmes armes que ses adversaires, en envoyant par exemples des SMS en masse sur les téléphones portables de la population. @TravellerW le 9 février « *Le ministre de l'intérieur nous envoie des SMS 'A partir de maintenant, nous ne nous conduirons qu'avec honnêteté, sincérité, et selon la loi' #Jan25 #Egypt* »
Cependant, une fois que le nombre de gens mobilisés est devenu assez important pour qu'aucun retour en arrière ne soit possible, Facebook et les autres médias sociaux sont devenus des outils moins primordiaux pour la progression sur le terrain de la mobilisation collective. Ils ont néanmoins continué à jouer un rôle clé dans la coordination des efforts, en permettant par exemple le partage de cartes géographiques avec des flèches indiquant où se trouvaient les snipers et les forces de sécurité, et des annotations guidant les manifestants de façon à éviter la police et les casseurs payés par le régime. Twitter a continué à être utilisé par les participants pour informer le reste des manifestants de leur situation immédiate, et permettre par exemple à un cortège de se former progressivement en empruntant les rues secondaires de certains quartiers très surveillés. Les médias sociaux ont par ailleurs permis de partager de façon rapide la mise en place de stratégies de rassemblement de dernière minute, et de remonter le moral des participants lorsque la démobilisation se faisait sentir.

Les nouveaux médias sont également devenus pendant les 18 jours une presse alternative pour les Egyptiens et le reste du monde, en permettant aux manifestants de relayer ce qui se passait sur le terrain. En offrant des plateformes de libre expression à leurs utilisateurs, encourageant ainsi l'émancipation de l'expression individuelle et de la participation civique, ces médias ont ainsi joué un rôle particulièrement important dans l'essor du journalisme citoyen. Les images et les vidéos partagées par les participants ont contribué à diffuser une version des événements différente de celle que les autorités souhaitaient imposer. Les journalistes professionnels d'opposition ont eux aussi commencé à utiliser les médias sociaux pour participer au développement d'un cadrage médiatique alternatif, qui a profondément remis en question la crédibilité des médias d'Etat. Relayées par les chaines internationales et par les organisations de défense des droits de l'homme, les informations récoltées par les manifestants sont devenues plus crédibles et plus fiables pour savoir ce qui se passait réellement sur le terrain, que ce qui était montré par les médias du pays.
Khalid Abdalla, un des créateurs du collectif de cinéastes engagés Mosireen, explique que sa façon de participer à l'engagement citoyen et révolutionnaire a été de documenter avec sa caméra les événements qui étaient en train de se dérouler. *« Le 25 on était entre la fiction et le documentaire. Mais le 26 c'est devenu bien réel car les manifestations ont continué. On a pris le parti d'un engagement actif par l'image en filmant les évènements. Refuser de documenter cet instant aurait été une forme de désengagement. »*[246] Face à la propagande des médias du pays, et sans aucune certitude quant à l'issue du soulèvement, Khalid Abdalla et ses collègues ont estimé que leur devoir était de capturer le plus d'images possibles pour alimenter la mémoire collective et constituer des archives afin que personne ne puisse altérer ni oublier ces événements. *« Le 27, j'ai immédiatement commencé à filmer, avec mon téléphone, tout ce que je voyais. C'était important de constituer des preuves de la réalité de ces moments, pour qu'ils ne soient pas falsifiés. On voulait pouvoir dire 'Regardez ce qui s'est passé'. C'est devenu une obsession. L'obsession de l'engagement. Il fallait tout filmer car une seule vidéo ne suffirait pas. C'était de notre responsabilité de capturer ces moments fulgurants avant qu'ils ne disparaissent. Et il ne s'agissait pas de filmer comme des reporters, pour compiler des informations brutes. Mais plutôt comme des documentalistes qui cherchent à donner du sens à ce qu'ils montrent. D'ailleurs, les meilleurs films pour comprendre cette*

[246] Entretien avec Khalid Abdalla le 10 avril 2013 au Caire

période ne sont pas ceux qui traitent de la révolution elle même, mais ceux qui ont été tournés avec la révolution en arrière plan. »[247]
La propagande mensongère des médias égyptiens lors de la révolution de 2011 est devenue évidente face au contraste frappant des images diffusées par Al Jazeera. La couverture détaillée de la chaine qatarie était elle même largement alimentée par le travail de journalistes citoyens lui fournissant des informations brutes et en continu depuis la place Tahrir par le biais des médias sociaux. Furieux, le régime fait fermer les bureaux de la chaîne au Caire, place son chef de station en détention, et bloque son signal de retransmission sur Nilesat. Cependant les Egyptiens continuent, via Hotbird et Arabsat de regarder Al Jazeera qui poursuit sa couverture de la révolution en émettant depuis un endroit secret.

Nombreux sont les activistes qui dénoncent la campagne de désinformation à laquelle se livrent les médias gouvernementaux pour faire échouer la révolution. @monasosh le 11 février « *Les gens scandent 'Voici les menteurs' tout en pointant du doigt les gens qui nous observent depuis le toit de l'immeuble de la télévision. #Jan25* » @3arabawy le 11 février « *Je veux dire un GRAND MERCI à @AjEnglish et @AjArabic. Vous avez courageusement diffusé notre révolution au monde entier #Jan25* » « *Et j'aimerais dire un grand ALLEZ VOUS FAIRE VOIR à la télévision publique égyptienne. Vous serez en procès bientôt #Jan25* » « *En dictature, le journalisme indépendant devient par défaut une forme d'activisme, la diffusion d'information devient de fait un acte d'agitation publique.* »
La perte de crédibilité des médias gouvernementaux est telle, que l'abolition du poste de ministre de l'information devient très vite une des demandes principales des révolutionnaires. Pour de nombreux activistes, il s'agit d'une condition sine qua none à la création d'un système médiatique libre. @3arabawy le 12 février « *Les gens ont besoin d'une presse libre. Nous nous sommes battus pour elle et nous l'avons obtenue. PLUS DE LIGNES ROUGES POUR DE BON ! #Jan25 #Press #Journalists* ».
En ce sens, la révolution égyptienne va au delà d'un combat politique pour l'amélioration des conditions de vie du pays. Elle s'engage aussi dans une lutte face au régime pour garantir le droit fondamental du peuple égyptien à l'information et sa liberté d'accéder aux moyens de communication. Par conséquent, comme le soulignent Sahar Khamis, Katherine Vaugh, et Paul Gold, les médias sociaux ont à la fois révolutionné la scène politique en catalysant la mobilisation collective, mais ils ont également révolutionné les médias traditionnels en repoussant les limites de la liberté d'expression individuelle et en accroissant les exigences du peuple en termes de véracité et de qualité de l'information.[248]

3. Le nouvel écosystème médiatique démultiplie les ressources de mobilisation

Au cours des 18 jours, la convergence médiatique sans précédent a démultiplié le potentiel de mobilisation des médias sociaux. L'articulation entre nouveaux médias et médias de masse – notamment les chaines satellitaires – qui caractérise cette convergence, a bouleversé l'industrie des médias d'information en Égypte de façon irréversible.
Henry Jenkins propose une définition et une analyse de ce nouvel écosystème médiatique qu'il est intéressant de prendre en compte pour évaluer l'importance du rôle des médias pendant et après la révolution. Selon lui, la convergence résulte de trois phénomènes. Elle provient, premièrement, de la circulation de contenus informatifs à travers les frontières et les

[247] *ibid.*
[248] KHAMIS Sahar, VAUGHN Katherine, et GOLD Paul B., « Beyond Egypt's 'Facebook Revolution' and Syria's 'YouTube Uprising': Comparing Political Contexts, Actors and Communication Strategies » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

différents médias, grâce à la participation active des consommateurs, encouragés à chercher et à mettre en relation de nouvelles informations et des produits médiatiques dispersés. Ensuite, la convergence est engendrée par le développement d'une culture participative, qui permet aux consommateurs et aux producteurs d'information d'interagir tout au long du processus de production, et qui favorise l'émergence de la figure du « produser ». Enfin, ce phénomène découle également de l'intelligence collective, c'est à dire la fabrication collective d'une réalité sociale – jusqu'ici la prérogative des médias de masse – qui bouleverse le fonctionnement de la société et le rôle des sources traditionnelles de pouvoir et d'autorité.[249]
En favorisant l'articulation des médias traditionnels et des nouvelles technologies de l'information, la révolution numérique a débouché sur une situation de convergence médiatique qui transforme les processus de production et de consommation de l'information. Tandis que les médias de masse travaillent à accélérer et à intensifier les flux d'information en utilisant les nouveaux canaux de distribution, les consommateurs utilisent ces nouvelles voies de transmission pour augmenter leur contrôle sur les contenus médiatiques. Ce double mouvement redéfinit les relations entre le sommet et la base d'une distribution pyramidale de l'information. Cela favorise, selon Henry Jenkins, une circulation plus libre des idées et une participation plus active des consommateurs à la redéfinition de leur culture.
Cependant, l'auteur remarque que ce nouvel environnement médiatique est caractérisé par deux tendances contradictoires. D'un coté les nouvelles technologies ont diminué les coûts de production et de distribution, étendu les capacités de diffusion, et permis aux consommateurs d'avoir un impact beaucoup plus prononcé sur le contenu médiatique. De l'autre, les moyens de production et les titres de propriété dans le secteur des médias traditionnels sont de plus en plus concentrés dans les mains d'un nombre toujours plus réduit de consortiums médiatiques multinationaux. La convergence entraine donc paradoxalement une situation où, face à la consolidation des empires médiatiques et de leur monopole, le public doit se battre pour accéder à une information neutre et de qualité, et pour participer à la production de contenus informatifs. Cette configuration est aujourd'hui visible en Égypte où les propriétaires du secteur privé ne cessent d'accroitre leur mainmise sur l'industrie des médias d'information. Ils demeurent ainsi au contrôle des processus de production et de diffusion, et filtrent l'accès d'acteurs extérieurs à la création d'un cadre de compréhension alternatif de la réalité sociale.

La nouvelle culture qui découle de la convergence est influencée par les contradictions de ces deux économies médiatiques, avec d'un coté une industrie commerciale de masse structurée par une chaine de commande pyramidale, et de l'autre des systèmes en réseaux plus horizontaux et à travers lesquels la diffusion de contenus est fragmentée. Les interactions entre ces deux ensembles sont multiples. Par exemple, les médias traditionnels surveillent la sphère digitale à la recherche de contenus originaux, étant donné que les idées et les perspectives innovantes sont plus susceptibles d'émerger au sein de cet environnement numérique. A l'inverse, les médias de masse donnent une visibilité nationale à ces nouveaux points de vue et comportements qui se développent sur internet de façon marginale.
Henry Jenkins observe que la capacité des médias sociaux à transformer la culture et les pratiques politiques dépend de l'univers symbolique et du cadre de références mis en avant par les médias traditionnels pour définir les modalités d'accès au débat public. Mais une fois ces conditions adoptées, les nouveaux médias deviennent des outils de participation aux discussions générales et peuvent alors progressivement modifier les règles qui régulaient jusqu'ici l'entrée des acteurs sur la sphère publique. En ce sens, la convergence médiatique peut donc favoriser le développement d'une nouvelle forme de participation citoyenne. Ce

[249] JENKINS Henry, *Convergence Culture. Where Old and New Media Collide*, New York University Press, New York, 2006

phénomène est observable en Égypte où la cooptation des nouveaux médias par les médias traditionnels a certes normalisé l'usage des nouvelles technologies – diminuant ainsi leur potentiel subversif – mais a également ouvert la sphère publique à un plus grand nombre d'acteurs. Cependant, un des risques de cette situation selon Henry Jenkins, est celui d'une déformation de l'accès à l'information, dans un contexte où le citoyen est submergé par un volume de données qu'aucun média ne peut traiter dans son intégralité. La relation du « produser » avec son environnement médiatique devient alors plus défensive que proactive, ce qui l'amène à surveiller les médias et à vérifier leurs propos, plutôt qu'à récolter des informations pour participer aux discussions et à la vie politique.

Dans ce nouvel écosystème, les médias professionnels attirent les journalistes citoyens pour leurs idées, et ces derniers profitent en échange de la visibilité que leur offrent les médias traditionnels. Les médias de masse et les médias sociaux font donc aujourd'hui partis d'une même économie au sein de laquelle ils se complètent mutuellement. Dans le domaine de l'information et du débat politique, les nouveaux médias s'adressent à des audiences déjà engagées, tandis que les médias de masse comme la télévision touchent un public indécis ou n'ayant pas accès à internet. Les nouveaux médias, au lieu de remplacer les anciens, sont plutôt en train de les transformer grâce à une nouvelle culture créative et participative issue de la convergence. Certaines idées sont diffusées par les médias de masse et progressivement intégrées à la culture populaire. Mais d'autres idées émergent également à partir de plateformes sociales, et sont reprises par les médias professionnels lorsque ces derniers y trouvent un intérêt. Le pouvoir des médias sociaux est de diversifier, celui des médias traditionnels est d'amplifier. Les flux qui circulent entre ces deux pôles permettent d'accroitre les possibilités de participation d'un public disparate, et représentent une opportunité pour la diversité culturelle. La convergence médiatique, et la culture participative qu'elle encourage, ne se développent donc pas à partir de la destruction de la culture de masse, mais avec la réappropriation de cette dernière par les « produsers », à présent capables de la modeler et de la retoucher en y ajoutant une plurivocité, avant de remettre ces nouveaux contenus en circulation. Mais, sans la diffusion offerte par les médias de masse, les médias sociaux risquent au contraire d'entrainer une fragmentation de la sphère publique.
Comme le souligne Henry Jenkins, la convergence implique une interdépendance croissante entre économies médiatiques et une diversification de l'accès à l'information. Mais le renforcement de ce nouvel écosystème est davantage motivé par des calculs économiques que par le souci de donner plus de pouvoir au public. Par ailleurs, ce dernier ne peut réinventer sa relation au contenu médiatique du jour au lendemain et les médias ne se départiront pas de leur contrôle sur la culture sans tenter de freiner le phénomène. La question est de savoir si le public est prêt à se mobiliser pour accroitre sa participation aux processus de production et obtenir plus de contrôle sur le contenu informatif, ou s'il préfère maintenir les relations de passivité et de dépendance qu'il entretenait jusqu'ici avec les médias de masse.

Henry Jenkins affirme que le rôle croissant du citoyen au sein du processus médiatique augmente son implication quotidienne dans la vie politique. Cette évolution change la façon dont les gens pensent le pouvoir et perçoivent leur communauté, et permet de mobiliser l'intelligence collective pour transformer la gouvernance. Il s'agit d'un glissement depuis une conception individuelle de la citoyenneté et de l'information, vers le concept d'une citoyenneté collaborative et en réseaux, contrôlant l'environnement médiatique.
Le pouvoir de participation politique offert par la démocratie numérique qui est en train d'émerger, reste encore inégalement réparti entre les citoyens d'une même société. Cependant, ces forces modifient la culture et la notion de communauté en donnant un sens plus important à la participation civique, en diminuant la dépendance envers les experts et

représentants officiels, et en incitant à plus de confiance dans la résolution collective de problèmes. Henry Jenkins cite Joe Trippi qui parle à ce sujet de « *l'ère de l'émancipation* » où le citoyen ordinaire défie le pouvoir et les institutions. « *Si savoir c'est pouvoir, ces nouvelles technologies – les premières à distribuer l'information de façon homogène – sont réellement en train de bouleverser les équilibres. Le pouvoir est en train d'évoluer vers un nouveau paradigme où l'ascendance des institutions, qui jusqu'ici retenaient l'information et imposaient leurs décisions au reste de la société, est aujourd'hui mise à mal par l'émergence d'une nouvelle forme d'autorité distribuée plus démocratiquement et partagée par tous.* »[250]
Dans le cadre de l'Égypte, la question est de savoir si cette émancipation est possible dans un pays autoritaire où la liberté d'expression n'est pas garantie et où les individus n'ont qu'une expérience limitée de la citoyenneté. En d'autres termes, la convergence peut elle émanciper le citoyen dans un environnement politique non démocratique ? Ou bien, compte tenu de la démultiplication des possibilités d'expression qu'elle engendre dans un environnement brutalement libéré de l'oppression autoritaire, devient elle porteuse d'un risque de polarisation des discours et de fragmentation du débat public ? Il est néanmoins possible d'envisager que cette première période de cacophonie est un passage nécessaire à la transition d'une société opprimée par un régime autoritaire, vers une société démocratique, capable de dialoguer de façon constructive.
Henry Jenkins soutient que, lorsque les gens ont accès à de multiples plateformes pour produire du contenu médiatique de façon collective et pour partager leurs savoirs et leurs opinions, ils cherchent alors à se mobiliser pour la promotion d'intérêts communs et la représentation de la volonté populaire, en s'assurant que les messages et les contenus importants soient diffusés à grande échelle. C'est la dimension communautaire des médias sociaux, plus que l'émancipation de l'expression individuelle, qui transforme la vie quotidienne des membres d'une communauté citoyenne.

Les jeunes générations évoluent à présent dans un environnement numérique où les médias sociaux et participatifs sont des outils du quotidien. La citoyenneté et l'engagement politique de cette jeunesse sont par conséquent très différents de ceux des générations précédentes. Aujourd'hui le jeune citoyen est plus susceptible de s'informer par le biais d'émissions de satire ou de blogs tournant en dérision l'actualité et la vie politique, plutôt que par les médias traditionnels.
Lance Bennett utilise deux paradigmes qui peuvent s'appliquer à la participation citoyenne de cette nouvelle génération.[251] Le premier, celui de la jeunesse désengagée, se caractérise par une culture participative qui distrait les consommateurs citoyens, et les détourne de la recherche d'information et d'un engagement civique plus sérieux. La liberté et l'échappatoire que leur offre le monde virtuel les aspirent au lieu de les encourager à transformer les institutions du monde réel. Ce paradigme rappelle les propos d'Adel Iskander qui mettait en garde contre le potentiel des médias sociaux de devenir des « *armes de distraction massive* ».[252]
Le second paradigme, celui de la jeunesse engagée, repose sur la fluidité entre engagement civique virtuel et sur le terrain, et sur la continuité entre l'usage de la liberté d'expression pour la création de vidéos et de contenus en ligne humoristiques, et la mobilisation citoyenne. La jeunesse révolutionnaire égyptienne semble osciller entre ces deux paradigmes, en fonction notamment du contexte politique et de l'effervescence de l'activisme de rue. Lance Bennett explique que les jeunes construisent leur citoyenneté à travers leur participation à des

[250] Cité par Henry JENKINS dans JENKINS Henry, *op. cit.*
[251] BENNETT W. Lance, *News, the Politics of Illusion*, 9ème édition, Longman, New York, 2012
[252] Cité par Sahar KHAMIS dans KHAMIS Sahar, « The Transformative Egyptian Media Landscape: Changes, Challenges and Comparative Perspectives » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

projets de service public et à des mouvements politiques variés, mais également par la mise en ligne de parodies vidéos qui peuvent prendre un ton activiste. YouTube est aujourd'hui perçu par cette jeunesse comme un support de l'expression collective et individuelle pour une population souvent exclue des sphères de débats politiques traditionnelles et des sujets couverts par les médias. L'humour et la satire offrent aux jeunes citoyens un langage alternatif par le biais duquel ils élaborent un cadre narratif qu'ils imposent aux débats et aux campagnes politiques. Cette situation est une nouvelle forme de culture populaire qui répond aux différents impératifs politiques et sociétaux. Les émissions parodiant l'actualité peuvent ainsi devenir une forme d'éducation civique en incitant le public à questionner les valeurs centrales et les processus rhétoriques qui soutiennent les discours dominants.

C'est précisément ce à quoi aspire l'émission de Bassem Youssef en Égypte, qui traite de sujets politiques importants sur un ton humoristique et tourne en dérision les dirigeants et l'élite du pays. En s'inspirant du programme américain de politainment (terme anglais qui désigne le mélange de contenus politiques et de divertissement) « The Daily Show » de John Stuart, Bassem Youssef, alors chirurgien cardiologue, fait ses débuts en mars 2011 sur YouTube. Il diffuse de courtes vidéos, qu'il produit et tourne depuis chez lui, dans lesquelles il compile des extraits d'émissions d'actualité pour plaisanter sur la situation politique du pays. Au bout de quatre épisodes de ce qui s'appelle alors « B+ », il est approché par plusieurs chaînes privées qui lui proposent d'acheter son émission. En août 2011 il signe avec ON-TV pour présenter « Le Programme », qui deviendra une des émissions les plus célèbres du paysage médiatique postrévolutionnaire. *« Je veux apporter une alternative aux talkshows de trois heures pour ceux qui en ont marre des gens qui hurlent à la télé. Je n'ai pas l'ambition d'être un héros ou d'influencer les gens. Je donne mon opinion sur l'actualité. J'essaie d'être drôle. Donc que ceux qui m'aiment me suivent, et pour ceux qui ne m'aiment pas, tant pis. »*[253]
En 2011, Bassem Youssef recrute lui même son équipe sur Facebook et ensemble ils se lancent dans la production hebdomadaire d'une émission d'une vingtaine de minutes. Le groupe est jeune, sans formation professionnelle et beaucoup ont quitté leur emploi ou arrêté leurs études pour pouvoir rejoindre Bassem Youssef qui lui continue à pratiquer la médecine quand il ne travaille pas avec eux. Le concept du programme, explique ce dernier, est de délivrer, sur le ton du sarcasme, du contenu informatif sur des évènements à caractère majoritairement politique, sans pour autant réagir à chaud à l'actualité immédiate. *« L'idée centrale du show est que chacun a son mot à dire en politique et qu'on peut rire de tout le monde. »*[254]
Pour décider du contenu, l'équipe suit les informations sur les chaines internationales et régionales, regarde les émissions d'actualité sur les autres chaines nationales, et prend en compte ce qu'en disent les gens sur Twitter et Facebook. Pendant près de trois ans, ce programme humoristique passera au crible chaque semaine l'actualité du pays, malgré les menaces et les poursuites judicaires dont Bassem Youssef sera la cible, et qui le contraindront à changer de chaines plusieurs fois. Ce format est un des exemples de la convergence entre la télévision et les nouveaux médias qui se développe en Égypte dans le nouvel écosystème médiatique postrévolutionnaire, et qui va généralement de paire avec le recrutement d'effectifs jeunes et sans réelle formation professionnelle en journalisme.
Cet exemple illustre également la façon dont la jeune génération d'Egyptiens utilise les médias sociaux pour fabriquer et partager des contenus humoristiques sur des sujets politiques et sociétaux. Cependant, selon Lance Bennett, ces nouvelles formes de satire portent le risque

[253] Entretien avec Bassem Youssef le 5 avril 2012 au Caire
[254] *ibid.*

d'une acceptation passive de la politique qui est alors réduite à n'être qu'une succession de blagues. La seule chose que les gens espèrent c'est de pouvoir rire de leur environnement et non de le changer. Ce cynisme ne garantit pas que la parodie, même critique, du pouvoir et de l'état des choses entrainera une prise de conscience collective et un essor de la mobilisation citoyenne.[255]

Ce nouvel écosystème de convergence, et l'articulation entre médias traditionnels et médias sociaux qui le caractérise, a étendu l'éventail des ressources accessibles aux activistes et démultiplié leurs capacités de mobilisation sur le terrain. Cet environnement a contribué à élargir la fenêtre d'opportunité politique ouverte au début de la révolution par les cyber-activistes, renforçant ainsi l'efficacité des nouvelles technologies de communication dans l'organisation de mouvements de masse. C'est notamment l'articulation des médias sociaux avec les chaines satellitaires qui a aidé les révolutionnaires à coordonner l'action sur le terrain et à diffuser leurs messages au reste du pays n'ayant pas accès à internet.
Au cours des 18 jours, Al Jazeera a retransmis les images des manifestants sur la place Tahrir dans près de trois quarts des foyers égyptiens. Dès le début du soulèvement, la chaine choisit un cadre narratif qui présente déjà ces évènements comme un moment révolutionnaire crucial pour le futur du pays. Lorsque Nilesat coupe la retransmission d'Al Jazeera le 30 janvier 2011, la chaine qatarie explique alors aux gens comment accéder à des faisceaux satellites alternatifs. Wiebke Lamer estime que, en les aidant à contourner la censure d'Etat, la chaine encourage alors ses téléspectateurs sur la voie de l'activisme. Al Jazeera a également été la première chaine à diffuser des vidéos filmées par des manifestants, et à intégrer du contenu amateur dans sa couverture des événements. Wiebke Lamer voit dans cette articulation le véritable effet révolutionnaire des médias sociaux. Car au lieu de simplement observer ce qui se passe, les citoyens décident de créer et partager leurs vidéos, et de publier leurs propres récits en ligne. L'impact de la convergence lors du soulèvement n'a donc pas seulement été d'offrir un soutien plus large aux activistes, mais de transformer les audiences passives en activistes citoyens.[256]

Selon Jon Alterman, convaincre des millions de gens de descendre dans la rue pour prendre part au soulèvement, n'aurait pu avoir lieu sans le second choc mobilisateur qu'a représenté la diffusion par les chaines satellitaires transnationales d'images de manifestants sur la place Tahrir.[257] Dès le 28 janvier, soit trois jours après le début des manifestations, Al Jazeera prend le parti de décrire ces événements comme les prémisses d'un soulèvement populaire. L'adoption de ce cadre narratif a lieu au moment où le gouvernement décide de couper internet. Ce tournant ouvre alors une seconde phase de mobilisation populaire qui s'inscrit en continuité avec la première, portée par les médias sociaux et les cyber-activistes. Très vite la chaine qatarie dédie l'intégralité de ses programmes à une couverture en continu et en direct de la révolution égyptienne, et commence à utiliser un vocabulaire engagé et une esthétique de l'image galvanisante. Tandis que les manifestations s'intensifient, la chaine fournit, d'après Jon Alterman, des estimations généreuses du nombre de participants, ce qui lui permet de légitimer son choix éditorial de parler de cette mobilisation comme d'une révolution.[258] En sanctifiant les balbutiements de cette mobilisation de masse en tant que soulèvement populaire, les chaines panarabes imposent un cadre narratif qui donne un sens à

[255] BENNETT W. Lance, *op. cit.*
[256] LAMER Wiebke, « Twitter and Tyrants: New Media and its Effects on Sovereignty in the Middle East », in *Arab and Media Society*, n°16, automne 2012
[257] ALTERMAN Jon, « The Revolution Will Not Be Televised », in *Center for Strategic & International Studies*, mars 2011
[258] ALTERMAN Jon, « The Revolution Will Not Be Tweeted », in *The Washington Quarterly*, automne 2011

ces événements et qui légitime leur soutien inconditionnel aux revendications des participants. La télévision, jusqu'ici considérée dans le monde arabe comme un média ayant encouragé l'apathie et la passivité des audiences, a eu à ce moment là un effet transformatif sur le soulèvement égyptien et son évolution au cours des 18 jours.
En montrant les actions de quelques milliers de citoyens mobilisés à des millions de téléspectateurs, Al Jazeera a rendu caduque l'appareil de censure des médias d'Etat qui espérait encore pouvoir isoler ces manifestations et faire avorter le mouvement. Le relai continu des revendications des manifestants sur la chaine qatarie a contribué à la prise de conscience progressive de l'ensemble de la population quant à la légitimité du soulèvement en cours et quant à la nécessité d'y prendre part pour qu'il aboutisse. La capacité d'Al Jazeera à couvrir les événements malgré la tentative du gouvernement égyptien d'interrompre sa retransmission, révèle également de la difficulté, dans ce nouvel environnement de convergence médiatique, de faire taire une source d'information. Comme l'explique Jon Alterman, les médias panarabes satellitaires ont démontré qu'ils pouvaient jouer un rôle similaire à celui de médias indépendants en contexte autoritaire, en présentant aux populations un discours qui contredise celui des régimes au pouvoir.[259] La télévision a donc aidé les activistes à élaborer un cadre narratif mobilisateur qui mette en contexte les événements et qui leur donne une dimension transcendante capable de toucher toutes les composantes de la société.

La diffusion constante de reportages qualifiant cette mobilisation de révolution a ainsi permis de renforcer un sentiment d'unité nationale et l'impression pour le peuple égyptien qu'il était en train de changer le cours de son histoire. Tout au long des 18 jours, Al Jazeera a offert en continu des reportages et des interventions chargés en émotions, et portés par des images fortes, comme les plans serrés d'une foule bigarrée ou de visages d'enfants peints aux couleurs du drapeau égyptien, ou les prises de vue assez larges montrant des rues noires de monde et des banderoles de toutes sortes. Bien que ces images aient été retravaillées et retouchées, cette couverture est cependant apparue comme le relai d'un contenu brut et pris sur le vif de façon spontanée. Grâce à Al Jazeera, le monde entier avait l'impression d'être sur la place Tahrir.
Influencés par cette couverture qui met en avant les vidéos prises par les manifestants, de plus en plus d'Egyptiens se tournent alors vers internet pour créer et partager en ligne des contenus informatifs. Ils se mettent à filmer les évènements avec leurs téléphones portables et à créer des montages photo. C'est là une des conséquences décisives de l'articulation entre nouvelles technologies de communication et médias de masse. Ce nouvel environnement a permis aux membres du public de devenir eux aussi des activistes, en participant à la construction du récit médiatique, et en devenant ainsi les acteurs du séisme politique qui était en train de secouer le pays. Par conséquent, si les cyber-activistes et leur usage des médias sociaux ont certes joué un rôle de catalyseur pour le déclenchement du soulèvement, c'est la télévision qui a permis au mouvement de prendre une telle ampleur, en relayant un cadre narratif mobilisateur et en légitimant les revendications révolutionnaires auprès d'un public beaucoup plus large.

La crédibilité des chaines panarabes dans le traitement de l'information, et leur légitimité à imposer un cadre narratif aux événements, ont été des éléments cruciaux dans un pays où le taux de pénétration d'internet demeure relativement faible.
Il est néanmoins important de noter que, même si elles ont eu un impact secondaire sur le déclenchement du soulèvement et la propagation de la vague révolutionnaire à travers le pays, les chaines satellitaires privées égyptiennes ont également joué un rôle important, notamment

[259] *ibid*.

ON-TV – et Dream, de façon beaucoup moins engagée. Elles ont su donner aux acteurs révolutionnaires une plateforme pour relayer leur message au reste de la nation. Etant soumises à la censure, ces chaines n'étaient pas autorisées à couvrir les événements en direct. Elles ont donc opté pour la diffusion d'émissions de débat au cours desquelles étaient invitées les figures clés du mouvement. Un des tournants majeurs de la révolution, a été l'interview de Waël Ghonim fait par Mona Al Shazly le 7 février 2011 dans son émission « Dix heures du soir » sur Dream. Cet entretien d'une des figures de proue de l'activisme digital a eu lieu à un moment où les participants commençaient à perdre espoir face à un régime qui ne semblait pas vouloir faiblir. L'échange de deux heures est apparu comme un événement ayant revigoré la détermination des révolutionnaires. Quelques tweets postés sur Twitter dans la nuit suivant l'intervention de Waël Ghonim en sont un exemple. @TravellerW « *L'interview de Waël Ghonim est probablement l'inspiration que cette révolution semblait être en train de perdre. Dieu te bénisse mon ami. #Egypt #Jan25* » ; @Sandmonkey « *Une révolution organisée sur Facebook, diffusée sur Twitter et organisée par un type qui travaille chez Google. #jan25 #ILOVEOURREVOLUTION* » ; @MennaAmr « *J'étais terrifiée à l'idée que cette révolution ne perde de sa force mais Ghonim a rendu ça impossible. Merci d'être une sacrée source d'inspiration pour chacun d'entre nous.* » ; @Elazul « *Moubarak a menti à la télévision et a divisé amis, familles et êtres chers. Ghonim a dit la vérité et a réuni tout le monde. #Jan25* »
Nabil Al Choubachy, journaliste au département francophone de Nile TV, estime lui aussi que sans le relai des médias traditionnels, les nouveaux médias n'auraient pas été capables de donner à la révolution une telle ampleur. *« Les médias sociaux ne sont pas suffisants pour la mobilisation politique. Il leur faut un coup de pouce que seuls les médias traditionnels peuvent leur donner. La télévision reste un élément essentiel à la mobilisation politique. Le mouvement commençait à perdre de sa force, jusqu'à ce que Ghoneim aille chez Al Shazly et qu'il redonne un souffle à la révolution. »*[260]
ON-TV a également fourni des analyses en profondeur du contexte local, un aspect qui faisait défaut sur les chaines panarabes dont l'angle était parfois trop large, voire régional. La chaine a diffusé des programmes qui étaient d'importance cruciale pour une audience désireuse de comprendre l'enjeu des événements en cours. D'ailleurs, dès le départ de Hosni Moubarak, les chaines satellitaires privées égyptiennes ont supplanté leurs consœurs panarabes dans l'analyse du contexte national. Al Jazeera, en basant sa couverture des événements en Syrie sur des sources peu fiables et sans expérience, a grandement érodé sa crédibilité, ce qui lui a valu d'être accusée de partialité et de manipuler les informations en faveur de l'opposition à Bashar Al Assad.

Depuis la révolution, les nouveaux médias n'évoluent donc plus dans une bulle isolée du reste de l'environnement médiatique mais coexistent avec les médias traditionnels et professionnels. Dans ce nouvel écosystème, les bloggeurs travaillent avec les journalistes, le contenu produit par les utilisateurs est repris par les médias professionnels, et les articles et reportages des médias traditionnels sont repartagés sur Facebook et sur les autres plateformes sociales. La collaboration entre médias traditionnels et nouveaux médias est devenue très vite nécessaire, et ces deux types de médias ont de plus en plus besoin l'un de l'autre dans la production de contenus informatifs et la diffusion de ceux ci à des publics plus larges. Waël Abbas ajoute qu'aujourd'hui, les médias de masse bénéficient de l'utilisation des nouvelles technologies pour plusieurs raisons. *« Les talk-shows prennent toutes leurs informations sur internet, ça leur permet de diminuer les coûts de production. Les médias sociaux sont beaucoup plus faciles à utiliser et sont moins chers. Et puis les médias traditionnels ne sont toujours pas libres de dire ce qu'ils veulent et de travailler comme ils l'entendent. Il leur faut*

[260] Entretien avec Nabil Al Choubachy le 25 mars 2013 au Caire

énormément d'autorisations et ils doivent respecter beaucoup de lignes rouges. »[261]
Reem Maged, présentatrice du talkshow quotidien d'actualité « Notre pays en égyptien » explique qu'elle intègre beaucoup de contenus trouvés sur les médias sociaux et que ces nouvelles technologies sont devenues des outils à part entière des processus de production et de transmission de l'information. C'est un phénomène encore récent qui demande, selon elle, que soit mise en place une éthique de travail spécifique au traitement des données trouvées en ligne. *« Dans mon émission, on travaille beaucoup depuis la révolution avec des bloggeurs et personnalités du web. Lorsqu'on reprend des contenus internet, on indique très clairement que ces sources ne sont pas professionnelles et qu'il s'agit de journalisme populaire ou citoyen. Et lorsque ces individus commencent à travailler officiellement pour d'autres médias, on arrête de collaborer avec eux car ils deviennent alors des acteurs du jeu politico-médiatique. »*[262]

Il apparaît donc qu'au lendemain de la révolution, ce phénomène de convergence et la diffusion de contenus amateurs par les médias de masse comme la télévision, posent des problèmes inédits en terme de déontologie professionnelle. Bien que ces vidéos soient souvent annoncés comme amateur, et donc possiblement erronées ou retouchées, les médias traditionnels prennent tout de même le risque de les diffuser car la teneur sensationnaliste et populiste de ces images plait à l'audience. Par ailleurs, si une chaine prend le parti de ne pas diffuser certaines vidéos, il n'est pas garanti que ses concurrentes fassent de même et renoncent à attirer le public avec du contenu devenu viral sur internet. Il en va de même pour les appels en direct depuis les théâtres d'affrontements ou de violences de rue. Bien que la véracité des propos soit difficile à vérifier, les présentateurs acceptent de prendre les appels car la charge émotionnelle de ces interventions en direct promet de séduire les téléspectateurs. Ce nouvel écosystème, et notamment la convergence entre la télévision et internet, est encore en pleine phase expérimentale en Égypte. Par ailleurs, le contexte national de transition politique et l'accès soudain des citoyens à la parole, pousse tout le monde à vouloir se faire entendre, et entraine une fragmentation de la sphère publique et une démagogie du discours médiatique.

[261] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire
[262] Entretien avec Reem Maged le 24 mars 2012 au Caire

Une lecture erronée des propriétés politiques et révolutionnaires des médias sociaux

1. Les prémisses de la nouvelle sphère publique postrévolutionnaire

Au cours de la période de transition de pouvoir, qui s'ouvre avec le départ de Moubarak en février 2011 et qui se termine avec la nomination d'un gouvernement provisoire par le Conseil Supérieur des Forces Armées en juillet de la même année, l'Égypte traverse une période d'adaptation qui se traduit notamment par une ouverture du paysage médiatique et une diversification des messages relayés par une palette de nouvelles chaines et de nouveaux journaux et sites d'information. Cependant, de nombreux journalistes du pays estiment que cette libéralisation brutale de l'industrie n'est qu'une des conséquences du chaos ambiant et que la parenthèse se refermera aussi tôt que le pouvoir aura repris les choses en main.
C'est un point de vue que partage Khaled Salah, rédacteur en chef du quotidien privé et indépendant *Youm7*. L'attitude déplorable des médias du pays, et plus particulièrement celle de la télévision, lorsque se déclenche le soulèvement sur Tahrir, reflète à ses yeux, la lâcheté des journalistes égyptiens. *« Le rôle des médias pendant la révolution a été inexistant. Ils n'ont eu aucune influence sur le déroulement des événements. Ils n'ont fait que suivre l'émotion ambiante. Et les gens qu'ils invitaient au début de la révolution, étaient des types de l'élite et de l'ancien régime qui n'avaient rien à voir avec les manifestants sur la place Tahrir. Il y avait une vraie déconnexion entre le peuple et les médias. Chacun évoluait de son coté. »*[263]
Leur décision de retransmettre le message du régime dès les premiers jours de mobilisation, est pour Khaled Salah une preuve que la soudaine montée de l'activisme politique dans les médias du pays depuis la chute du raïs, n'est en grande majorité que pur opportunisme, et non la conséquence d'un engagement sincère. *« Les chaines de télévision n'ont fait que répéter ce que disait le gouvernement, c'est à dire que le pays était victime d'un complot. Aucune d'entre elles n'est devenue révolutionnaire. Ce sont certains de leurs journalistes qui sont devenus activistes. Pendant longtemps, ce décalage entre la position éditoriale des propriétaires de chaines et le discours engagé de leurs journalistes a perduré. Ça a bien duré trois à quatre mois. C'était une sorte de période d'expérimentation pour les médias égyptiens au cours de laquelle ils ont essayé de trouver leurs marques par rapport à la révolution et au nouveau système qui se mettait en place. »*[264]

Cependant, au cours de ces quelques mois, les médias d'information, particulièrement ceux du secteur privé, semblent porteurs de promesses démocratiques et d'une capacité à jouer un rôle actif dans le processus de transition politique du pays. L'industrie satellitaire égyptienne a particulièrement été impactée par le soulèvement, et bien que les médias sociaux et internet soient devenus des sources importantes d'information, la télévision demeure le média principal pour une immense majorité de la population. Seize nouvelles chaines satellitaires sont créées entre février et septembre 2011, date à laquelle l'armée suspend l'octroi de nouvelles licences de retransmission, mettant ainsi fin à la prolifération sans précédent du nombre de chaines d'information. La plupart d'entre elles ont de petits budgets et diffusent principalement des talkshows en dialecte égyptien, l'arabe littéral étant devenu la marque de fabrique des chaines panarabes. Ces dernières ont par ailleurs perdu beaucoup d'audience depuis la révolution, les téléspectateurs égyptiens préférant à présent se tourner vers des chaines nationales pour suivre l'actualité de leur pays.

[263] Entretien avec Khaled Salah le 13 mai 2012 au Caire
[264] *ibid.*

Un des aspects les plus prometteurs de cette ouverture médiatique est la perspective de redéfinition de la citoyenneté et de l'identité nationale. Dès février 2011, le récit de la révolution, l'explication de ses causes, et l'évaluation de son héritage immédiat, deviennent des enjeux symboliques que les différents acteurs politiques cherchent à s'approprier pour légitimer leur rôle dans la transition du pays. Chacun se livre alors dans les médias, à une surenchère patriotique et à une canonisation des martyrs de la révolution, participant ainsi à la construction d'un imaginaire national postrévolutionnaire, portée par un débat public de plus en plus sensationnaliste et polarisé.
Ce projet de réinvention de la nation et de son contrat social est mené de plein front par les médias privés, dont la plupart se sont pourtant montrés frileux pendant le soulèvement. La chaine satellitaire ON-TV, qui pour sa part a soutenu la révolution dès les premiers jours, met en place une stratégie de communication didactique et informative pour familiariser le peuple égyptien avec ses nouvelles responsabilités politiques et lui permettre de se réapproprier sa citoyenneté. A travers des émissions de débat et la diffusion de clips pédagogiques, la chaine se livre à une véritable campagne publique d'information innovante et créative. Mais l'engagement citoyen d'ON-TV fait figure d'exception dans un secteur privé qui reste dominé par des logiques d'allégeances héritées de l'ancien régime, et que les propriétaires préservent pour pouvoir, au moment opportun, prendre leur place dans le nouveau système politique postrévolutionnaire du pays.

L'ouverture du paysage médiatique a permis à certains groupes de la société d'avoir accès aux médias de masse et de faire entendre leurs idées au sujet de la transition du pays. Ce relai de voix, jusqu'ici marginales, et l'apparent renouvellement des élites qui semble prendre forme, n'ont cependant pas lieu sur les médias du service public. Pourtant il s'agit de la seule institution capable de défendre l'intérêt général et de créer une sphère de débats qui permette aux citoyens de participer à la construction d'une identité nationale et d'un contrat social inclusif. La restructuration des médias d'Etat apparaît donc rapidement comme une étape fondamentale au succès de la transition démocratique du pays. L'abolition du poste de ministre de l'information en février 2011 (qui sera néanmoins rétabli au mois de juillet suivant) semble à l'époque être un premier pas pris dans cette direction. Mais pour mettre en place un secteur public capable de représenter l'ensemble des citoyens et de servir l'intérêt général, le nouveau pouvoir doit engager des réformes législatives et institutionnelles majeures pour transformer ce qui a toujours été un appareil de propagande autoritaire, en un système médiatique au service d'une nation.
D'autant plus que l'ouverture brutale du secteur des médias favorise l'augmentation des chaines religieuses et des sites internet communautaires, une évolution qui laisse déjà présager de la polarisation du paysage médiatique au cours des années qui vont suivre. Aussi, la fragmentation progressive de l'audience égyptienne autour d'une myriade de chaines d'information privées, représentant chacune des points de vue et des intérêts différents, est un phénomène qui certes élargit le débat politique, mais qui freine l'élaboration d'un consensus national autour de valeurs communes. Reconstruire un service audiovisuel public devient à cet égard une nécessité pour forger des médias capables d'unir les citoyens derrière une même identité.

Selon Marc Lynch, la montée en puissance des nouveaux médias et cette ouverture du paysage médiatique au lendemain de la révolution, permettent aux individus d'être plus au contrôle de ce qu'ils veulent lire et regarder au quotidien, d'être plus confiants dans leurs capacités à évaluer des sources d'information, même officielles, de s'exprimer publiquement,

et de devenir des participants actifs à la formation de l'opinion publique.[265] Tous ces facteurs encouragent une émancipation progressive du citoyen qui reprend le contrôle de ses droits et de ses devoirs. Une fois la parenthèse de la révolution refermée, Marc Lynch estime que pour comprendre les nouvelles interactions qui se mettent en place entre la scène politique et le secteur des médias dans l'Égypte en transition, il faut se concentrer sur la façon dont ce nouvel environnement transforme le quotidien du peuple égyptien et redéfinit son attitude face aux autorités. Les médias professionnels ont quant à eux un rôle fondamental à jouer pour accompagner le pays. Pour Philip Seib, dans un environnement de plus en plus connecté et diversifié, le journaliste peut participer au processus de démocratisation s'il a conscience des effets potentiels que la diffusion de telle ou telle information peut avoir sur l'évolution du débat public et sur le contexte politique. Son rôle est d'agir avec parcimonie malgré les pressions d'un marché médiatique en expansion qui obéit davantage à la demande constante d'information, plutôt qu'à la disponibilité d'une offre de qualité.[266] Cette capacité à manier les informations avec prudence est un des éléments essentiels à l'apprentissage de l'usage des médias sociaux comme sources d'informations crédibles par les journalistes professionnels.

Ces nouveaux médias sont devenus aujourd'hui partie intégrante de la sphère publique postrévolutionnaire en Égypte, et leurs effets sur le contexte politique ne peuvent plus être ignorés. Hossam Al Hamalawy, un des pionniers de l'activisme en ligne en Égypte depuis le milieu des années 2000, estime que la libéralisation réelle du discours médiatique ne peut provenir que des médias sociaux. Selon lui, les médias traditionnels, même les plus engagés, ne peuvent repousser les limites de la liberté d'expression comme peuvent le faire les nouvelles technologies d'internet. L'indépendance politique de la blogosphère et des cyber-activistes était déjà bien affirmée avant la révolution, et continue de l'être comme le prouve, selon lui, le fait que les journalistes citoyens aient eu le courage, à l'inverse de leurs collègues professionnels, de dénoncer les exactions de l'armée, immédiatement après le départ de Hosni Moubarak. Au début, observe Hossam Al Hamalawy, les médias traditionnels refusaient de diffuser les images prises par les manifestants à ce sujet. Cette tâche a été confiée à la communauté en ligne qui s'est mise à partager ces vidéos sur Facebook et Twitter et d'autres plateformes. Après le départ de Hosni Moubarak, les journalistes citoyens ont été les seuls à s'engager sur cette voie. Il ajoute que de toutes les façons, les médias privés ne sont pas capables de suivre les cyber-activistes sur cette voie, puisque pour pouvoir parler de l'armée il leur faut d'abord obtenir l'accord de cette dernière, et que peu de journalistes sont prêts à enfreindre cette loi.[267]
Khaled Salah justifie cependant différemment l'attitude de son journal face au pouvoir militaire après le départ de Hosni Moubarak. *« Pendant et après la révolution, on a soutenu les demandes de changement mais on n'était pas pour la chute immédiate du régime militaire. Notre point de vue était que si l'armée s'en allait trop vite, il n'y aurait aucune chance que la démocratie se développe pour de vrai. Il aurait fallu laisser Omar Suleyman prendre en main la transition. Aujourd'hui le passage à un régime civil est compromis à cause de ça. Le journal reste cependant opposé à l'entrée des militaires et des islamistes en politique. »*[268]

[265] Marc LYNCH cité dans HOFHEINZ Albrecht, « Nextopia? Beyond Revolution 2.0 » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011
[266] SEIB Philip, « Reconnecting the world. How do media technologies may help change Middle East politics. » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World. Is reality TV Democratizing the Middle East? And other studies in satellite broadcasting in the Arab and Islamic worlds*, vol. 1, n° 2, The American University Press, Le Caire, 2005
[267] Interview de Hossam El Hamalawy pour Jadaliyya.com le 21 janvier 2011
[268] Entretien avec Khaled Salah

Le nouvel environnement médiatique qui se met en place après le départ de Hosni Moubarak ouvre également la porte à l'émergence de nouveaux acteurs. Propulsés sur le devant de la scène politique postrévolutionnaire grâce à une fulgurante ascension médiatique au cours des 18 jours, ils se retrouvent investis d'une légitimité à représenter les aspirations démocratiques du peuple et à participer au débat public en tant que tels. Le nombre de sympathisants sur leurs pages Facebook et leurs comptes Twitter, où la part d'audience que leur nouvelle émission attire chaque soir, fait office de vote populaire dans un compétition où celui qui obtient le chiffre le plus élevé peut prétendre parler au nom des citoyens égyptiens.

Mazhar Shahin est un des exemples de ce phénomène. Formé par Al Azhar, cet imam d'une trentaine d'années, officie depuis 2005 dans la mosquée Omar Makram, adjacente à la place Tahrir. Dès le 25 janvier 2011, il ouvre les portes de son établissement aux manifestants pour qu'ils puissent y dormir, manger et se laver. *« A la fin de la journée du 28 janvier, après que les manifestants aient mis le feu au bâtiment du PND, la révolution s'est installée pour de bon sur Tahrir et les gens ont commencé à venir se réfugier ici. La police essayait de les en empêcher. »*[269] Il explique qu'il prend la décision d'aider les manifestants sans demander l'aval d'Al Azhar, qui restera en retrait pendant tout le soulèvement. Sa mosquée est attaquée et il reçoit des menaces de mort. Mais ce qui le rend célèbre et le transforme du jour au lendemain en héro de la révolution, c'est le sermon qu'il prononce lors de la grande prière hebdomadaire le vendredi 4 février 2011. « *Ce jour là, je suis devenu le Sheikh de la Révolution. C'était la première fois que je donnais un prêche sur la place devant des millions de personnes. J'ai ouvertement soutenu la révolution J'ai parlé de la nécessité de faire tomber le régime. J'ai dit qu'il fallait abolir la loi sur l'état d'urgence, engager des réformes constitutionnelles, établir un parlement plus juste, supprimer la sécurité d'Etat, et lutter contre les procès politiques. J'ai insisté sur le fait que cette révolution était une révolution sociale contre la corruption et qu'il ne fallait pas y mêler la religion, même si l'islam était en accord avec les demandes des manifestants. Tous les corps des différentes forces de l'ordre étaient sur la place. J'ai pris un vrai risque car si la révolution échouait, je venais de signer ma mise à mort. »*[270] Cet épisode, raconte t'il, a changé sa vie. Lui qui dit ne jamais avoir voulu faire de la politique, s'est retrouvé projeté sur la ligne de front du mouvement révolutionnaire en devenant une des figures emblématiques du soulèvement. Son prêche ayant été retransmis à la télévision par les chaines satellitaires panarabes, il sourit en ajoutant que ses mots ont ainsi pu être entendus dans le monde entier. « *Ce prêche a changé tous les prêches et a ouvert la voie aux imams après moi. Ils ont pu devenir ouvertement révolutionnaires. C'était la première fois que quelqu'un guidait une prière sur une place publique aussi grande et devant autant de monde en demandant haut et fort le départ du président. La révolution égyptienne a tout changé dans ma vie. »*[271]

Les attaques se multiplient à son encontre, mais celui qui est devenu le Sheikh de la Révolution refuse de quitter sa mosquée. Le vendredi suivant, jour du départ de Hosni Moubarak, et tous les vendredis qui suivront pendant plusieurs mois, il continue à conduire la prière sur la place Tahrir. Cette soudaine célébrité lui vaut d'être approché par un grand nombre de médias, désireux de capitaliser sur l'émergence de nouveaux acteurs capables d'attirer le public. Ceux-ci lui proposent de présenter sa propre émission, ou d'écrire des tribunes dans leurs pages éditoriales. *« La révolution est un produit médiatique et tout le monde cherche à prendre sa part du gâteau. Avant, j'avais une émission sur une chaîne religieuse. Mais aujourd'hui j'anime un show qui traite plutôt de thèmes politiques et sociaux sur CBC. Je ne défends aucun courant religieux ni politique. Je défends la nation. Je ne veux pas désigner de candidat à suivre pour les élections. Ce n'est pas mon rôle. Cependant,*

[269] Entretien avec Mazhar Shahin le 22 mai 2012 au Caire
[270] *ibid.*
[271] *ibid.*

quand un homme ou un parti politique fait quelque chose de juste, j'en parle. Je parle à la société de religion et de situations précises. Par exemple je vais parler de ce que doit être un bon président et de ce doit faire un parlement juste. »[272]
Bien qu'il semble conscient du potentiel d'influence politique que peut avoir la télévision sur les gens et l'opinion générale en cette période d'effervescence postrévolutionnaire, ses propos sont le reflet d'une contradiction récurrente chez ces nouveaux acteurs de la sphère publique. Ambivalents quant à leur soudaine ascendance sur le reste du peuple, ils acceptent cette nouvelle légitimité tout en évitant un engagement trop affirmé qui risquerait de diminuer leurs bases de soutien. Le recours au populisme et au sensationnalisme devient donc une rhétorique de prédilection pour ces nouveaux acteurs qui ont tout intérêt à ce que perdure l'union des différentes composantes de la société qui a porté le soulèvement populaire. C'est ce que traduisent les propos de Mazhar Shahin qui dit ne donner son opinion politique que lorsqu'il s'agit d'initiatives ou de candidats susceptibles de servir le bien de la nation. Selon cette logique, s'engager pour le bien de l'Égypte ne peut être considéré comme un acte partisan et équivaut à rester neutre. Cette démagogie qui caractérise les débats de la sphère publique postrévolutionnaire, présente le pays et son peuple comme une entité uniforme, et nie sa pluralité et ses clivages. Cet argumentaire, dont la critique est perçue comme un acte d'antipatriotisme, empêche encore aujourd'hui le développement d'un débat national rationnel et constructif, et freine l'élaboration d'un contrat social inclusif capable de poser les bases d'une gouvernance démocratique. C'est d'ailleurs grâce à ce raisonnement populiste que le général Al Sissi a été plébiscité en 2014 à la tête du pays sans être affilié à aucun parti ni programme politique.

Dans le domaine des médias sociaux, le phénomène de célébrité soudaine est flagrant. Ces nouvelles figures de la sphère publique ont parfois acquis une visibilité qui s'étend au delà de l'Égypte, notamment lorsqu'elles sont devenues les relais privilégiés des médias internationaux au cours des 18 jours.
Le bloggeur Sandmonkey est actif sur la blogosphère depuis le milieu des années 2000 où il partage en anglais ses réflexions sur la situation politique de l'Égypte. Issu de la jeunesse éduquée et aisée du Caire, il est très actif au cours de la révolution sur Twitter – qui à l'époque n'a pas d'interface en arabe et ne touche que 0,15% de la population égyptienne – et passe beaucoup de temps sur la place Tahrir à raconter au monde ce qui s'y déroule. Devenu l'interlocuteur de nombreux médias étrangers anglophones, à qui il révèle son identité avec fracas le 14 février 2011, il est progressivement élevé au rang de porte parole de son pays et participe en tant que tel aux débats sur la transition postrévolutionnaire de l'Égypte. Ce phénomène d'hyper focalisation sur un acteur par les médias étrangers est également dénoncé par Aalam Wassef, cyber-activiste francophone, pris dans le même processus. *« Mon blog 'Cris d'Égypte' est en français. Du coup j'ai été repris par tous les médias francophones et mon blog est devenu la voix officielle de la révolution égyptienne pour les sphères qui ne parlaient que français. Mais c'est de la paresse d'élever une voix unique au rang de voix objective et représentative de tout un pays. La réalité de la révolution ne peut pas être analysée et définie à partir d'un seul blog. C'est comme ces caméras qui ont réduit la révolution à la place Tahrir. C'était plus pratique pour le cadrage des images.* »[273]
Les impératifs de production de l'information dans le contexte d'urgence des 18 jours ont parfois largement influencé l'élaboration du cadre narratif mis en avant par les médias internationaux pour expliquer les évènements. Bien qu'il semble y prendre goût, Sandmonkey admet lui même ne pas comprendre comment il est devenu en quelques jours une célébrité

[272] *ibid.*
[273] Entretien avec Aalam Wassef le 26 mars 2013 au Caire

révolutionnaire en Occident. *« Aujourd'hui le jeu politique ce n'est plus Israël et la Palestine. C'est la Tunisie et l'Égypte. J'ai été invité à plusieurs conférences aux Etats Unis où on me demande ce qu'il faudrait faire pour apporter la démocratie dans ces pays. Qu'est ce que je peux répondre moi ? La seule chose que je peux dire c'est que l'éducation et la culture sont deux domaines qu'il faudrait développer et que les partenariats avec l'étranger sont les bienvenus. »*[274]

A l'époque de l'entretien, il est en négociation avec ON-TV et d'autres chaines satellitaires privées car il espère pouvoir lancer son propre talkshow politique. Le projet n'aboutira pas mais cet élément est révélateur du processus de légitimation populaire par l'exposition médiatique qui caractérise la sphère publique égyptienne au lendemain du départ de Hosni Moubarak. Dans ce milieu volatile, où seuls ceux qui ont des connexions politiques adéquates demeurent intouchables, les passerelles entre différents médias sont nombreuses et la consécration ultime est de pouvoir un jour présenter sa propre émission de débat télévisé. L'élite médiatique postrévolutionnaire n'échappe pas au phénomène. Pour y arriver, ces nouveaux acteurs sont paradoxalement contraints d'adopter les modes de fonctionnement d'une industrie qui obéit toujours aux logiques d'allégeances mises en place sous l'ancien régime.

C'est ce que souligne le blogger arabophone Gemmyhood. « *Dès que tu touches les projecteurs de la célébrité, tu te brûles et tu deviens quasiment contre-révolutionnaire. J'appelle ça les papillons brulés. En sortant de l'ombre pour parler dans les médias et plaire à la majorité, tu finis par participer au système contre lequel tu étais censé te battre. Tu finis par accepter des conditions que tu refusais quand tu t'exprimais encore dans l'anonymat.* »[275]

Issu de la moyenne bourgeoisie du Caire, il est devenu célèbre grâce au livre qu'il a écrit, peu de temps avant la révolution, sur les Ultras, ces supporters de clubs de football nationaux égyptiens qui se sont beaucoup mobilisés pour organiser des manifestations contre l'armée en 2011 et 2012. Ce livre étant le premier du genre, il s'est retrouvé sur le devant de la scène médiatique et avoue avoir parfois du mal à gérer sa célébrité. Les gens le reconnaissent aujourd'hui dans la rue, ce qui le rend mal à l'aise et fier à la fois. Ce phénomène ambivalent le dénature de son identité première qui est celle d'un bloggeur sans visage, opérant dans les réseaux plus ou moins secrets de la blogosphère égyptienne prérévolutionnaire depuis le milieu des années 2000. *« On a été projeté dans l'arène publique alors qu'on opérait derrière des murs depuis des années. Tout d'un coup tu te retrouves avec des milliers voire des millions de sympathisants sur ton compte Twitter et sur ton blog, et tes mots commencent à influencer leur perception des choses. Tu orientes des foules et toi tu ne peux même plus être toi même et écrire ce que tu voudrais parce que ça risque d'avoir un impact. »*[276]

Cette célébrité fulgurante est également due au fait que la révolution n'a été portée par aucun leader en particulier, et que la cohésion du mouvement reposait uniquement sur un rejet en commun du régime au pouvoir et sur un ensemble de demandes générales auxquelles toutes les composantes de la société pouvaient se rattacher. Lorsque Hosni Moubarak quitte ses fonctions, les activistes et le peuple se retrouvent sans projet national clair et défini. Un délitement du front révolutionnaire commence à s'opérer et, face à ce vide, le pays cherche une nouvelle élite capable de le guider à travers la période de transition qui s'ouvre. L'attention se tourne alors en partie vers ces nouveaux acteurs que la révolution a rendu célèbres. Sandmonkey raconte comment aujourd'hui chaque cyber-activiste cherche à se fabriquer une identité distinctive, dans un milieu où la concurrence pour la célébrité est de plus en plus forte et se mesure en nombre d'arrestations, en quantité de sympathisants, et en visibilité dans les médias traditionnels. *« Aujourd'hui pour se faire connaitre et être pris au*

[274] Entretien avec Sandmonkey le 16 mars 2012 au Caire
[275] Entretien avec Gemmyhood le 16 mars 2012 au Caire
[276] *ibid.*

sérieux, il faut se faire arrêter. Je crois que Alaa (Alaa Abdel Fattah, probablement le cyber-activiste égyptien le plus connu en Occident) *a cherché à se faire arrêter pour ajouter à son prestige et pour rester sous les projecteurs. Pour ne pas perdre sa célébrité, il invente et lance des initiatives toutes les deux semaines. Mais ça n'aboutit jamais à rien. C'est juste pour faire parler de lui. Il est devenu une marque de fabrique. Aujourd'hui tout le monde fait pareil. »*[277]

La sphère publique au lendemain des 18 jours est donc saturée de nouveaux visages dont la célébrité se révèlera pour la plupart très éphémère. Le contexte d'incertitude politique et l'absence de représentants politiques fédérateurs favorisent une rotation rapide des ces nouveaux héros de la révolution, qui disparaissent du paysage aussi rapidement qu'ils y étaient apparus. Ce foisonnement a parfois donné l'impression qu'un véritable renouvellement des élites était en marche, et que la jeunesse révolutionnaire d'internet était en train de prendre en main le destin de son pays. Cette lecture est erronée pour bien des raisons. Notamment parce que la jeunesse égyptienne est divisée selon des clivages socioéconomiques profonds, et ne peut être appréhendée comme une entité uniforme. Une seconde génération de révolutionnaires commence déjà à se constituer au lendemain des 18 jours, en rejet par rapport à la première qui était composée principalement de jeunes individus issus des classes aisées des grandes villes. Cette deuxième vague est portée cette fois-ci par une jeunesse venant des quartiers pauvres du Caire et du reste du pays. Ces jeunes originaires de milieux populaires sont appelés les « Shabab » (jeunes en arabe), dans le vocabulaire postrévolutionnaire et la culture populaire qui se développent au cours de la période de transition conduite par les forces armées. Ces Shabab s'installent sur la place Tahrir après le départ de Hosni Moubarak, pour en découdre avec l'armée et pour occuper leurs journées, faute d'avoir autre chose à faire, face au taux de chômage croissant.

Une des initiatives les plus remarquables du paysage médiatique postrévolutionnaire, en terme de créativité et d'engagement démocratique, est celle du collectif Mosireen qui se manifeste dès la prise de pouvoir du Conseil Supérieur des Forces Armées en février 2011. Khalid Abdalla raconte la naissance du mouvement. « *Deux semaines après la chute de Moubarak, le 25 février, on a voulu retourner sur Tahrir. On a réalisé que sans les rassemblements, il n'y aurait plus de débat collectif. Les gens étaient rentrés chez eux. Ce jour là, on s'est fait chasser de la place par l'armée. Ça a été le début des procès militaires et il n'y avait aucune image de ces événements. C'est ce qui a motivé la naissance de Mosireen.* »[278] A cette époque, Khalid Abdalla explique qu'ils n'ont aucune idée de la façon dont il faut traiter et éditer ces images. La nouveauté de ces contenus et la gravité du moment rendent les choix éditoriaux difficiles. Le collectif crée un centre dédié à l'image et au film pour éduquer et former les gens qui le souhaitent, au travail de contenus visuels, avec du matériel disponible pour la production de documentaires. Le projet a du mal à décoller mais convaincus de leur devoir d'agir en tant qu'activistes politiques et individus passionnés par la caméra, les membres de Mosireen continuent malgré tout à documenter les événements.

Pour comprendre où se situe Mosireen sur le spectre de l'activisme médiatique à cette époque, il faut d'abord introduire le concept de média autonome tel que défini par Andréa Langlois et Frédéric Dubois.[279] Les médias autonomes sont mis en place par des mouvements protestataires pour subvertir l'ordre social par le biais d'une reconquête des moyens de

[277] Entretien avec Sandmonkey
[278] Entretien avec Khalid Abdalla le 10 avril 2013 au Caire
[279] LANGLOIS Andréa et DUBOIS Frédéric (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*, Lux Editeurs, Québec, 2006

communication. Ils ont pour finalité d'offrir des informations alternatives à celles véhiculées par les médias de masse, et de mettre en avant des grilles de compréhension qui soient solidaires des luttes sociales. Ces médias sont des structures autogérées et collectives, dont le fonctionnement dépend de la participation de leurs membres et du public, encouragés à sortir de la communication à sens unique imposée par les médias traditionnels. L'objectif des médias autonomes n'est pas de remplacer les médias de masse, mais de contester leur pouvoir symbolique de construction de la réalité sociale. C'est en partie ce que revendique Mosireen qui voit dans le pouvoir des images une arme pour proposer une réalité alternative au peuple égyptien. *« Nous sommes uniques en notre genre et n'avons pas de concurrents directs. Notre originalité c'est que chacun d'entre nous a une expérience dans le maniement des images et dans l'activisme politique. A la différence d'autres médias qui travaillent dans l'urgence pour fournir des informations à chaud et en continu, on cherche à se concentrer sur la qualité esthétique de ce qu'on produit. Aujourd'hui les chaines du pays préfèrent diffuser des vidéos de mauvaise qualité, mais bon marché et disponibles immédiatement. Il n'y a aucun engagement sincère par l'image à la télévision. Les débats autour le sont peut être, mais pas le contenu visuel, il est sans qualité. C'est un manque de respect envers le peuple. Et ça témoigne d'un manque de standards professionnels et d'une incompréhension quant au potentiel que peut avoir un message construit par l'image. Les leurs sont vides et sans contexte ni profondeur. Il faut juste avoir tout le temps quelque chose à montrer, n'importe quoi tant que c'est disponible. Ces images construisent un récit émotionnel et sensationnaliste sans réflexion ni analyse. Le meilleur exemple est celui des clips que les chaines passent en boucle pour louer la gloire de la révolution et de ses martyrs. »*[280]

Selon Andréa Langlois et Frédéric Dubois, les médias autonomes cherchent à briser les hiérarchies dans l'accès à la production de sens et sont de ce fait différents des médias alternatifs. Ces derniers visent certes à changer le contenu des médias traditionnels en les poussant à plus de déontologie, d'honnêteté et de professionnalisme vis-à-vis de leurs publics, mais ils utilisent cependant les mêmes procédés de communication à sens unique que les médias de masse. Le but des médias alternatifs est de modifier le contenu et non les infrastructures de production et de transmission de l'information. Dans cette logique, l'ouverture des médias de masse à un panel toujours plus large de voix différentes est une garantie suffisante de démocratisation des moyens de communication.
Selon cette définition, les médias sociaux en Égypte peuvent être qualifiés de médias alternatifs, et non autonomes, étant donné l'impact irréversible qu'ils ont eu sur le débat public en forçant les médias traditionnels à repousser les limites de la censure. Cependant, cette configuration signifie également que les structures de communication n'ont quant à elles pas été impactées par les médias sociaux de façon assez profonde pour être remises en cause. Les médias traditionnels demeurent donc au contrôle des principaux canaux d'expression et des mécanismes de construction de la réalité sociale.
C'est précisément ce que les médias autonomes aspirent à changer. Leur objectif est de transformer la façon dont la société communique en développant des médias complètement indépendants du pouvoir et tournés vers une participation active du public.
Andréa Langlois et Frédéric Dubois abordent un autre concept intéressant pour comprendre la nature du collectif Mosireen et son potentiel politique, celui du vidéaste militant. Le rôle de ce dernier est de diffuser à grande échelle, et dans le cadre d'une lutte pour plus de justice sociale, des vérités alternatives et des informations visuelles à un public qui ne se limite pas aux personnes directement mobilisées. Pour le vidéaste militant, la caméra devient une arme

[280] Entretien avec Khalid Abdalla

de choix dans la poursuite du changement social.[281] Cette caractéristique renvoie aux propos de Khalid Abdalla, qui explique que l'engagement de Mosireen est un engagement politique par l'image, dont le but est de constituer des archives documentaires audiovisuelles pour protéger l'histoire du pays et sa mémoire collective.

Le vidéaste militant, selon Andréa Langlois et Frédéric Dubois, cherche à documenter les événements en images de façon à promouvoir les objectifs du mouvement social au sein duquel il s'est engagé, et offrir une alternative aux contenus et aux cadres narratifs diffusés par la télévision. Ses productions ouvertement activistes doivent permettre d'inspirer le débat public et d'encourager le passage à l'action pour provoquer le changement. Son travail va donc au delà de la réalisation de contenus vidéos, et il œuvre également à la création de structures collectives qui facilitent la production et la distribution de vidéos engagées. La description proposée par les auteurs correspond à l'essence même de Mosireen telle que décrite par Khalid Abdalla. « *Du 25 février au 9 mars 2011, beaucoup de nos amis ont été arrêtés et la production de documentaires est devenue un acte nécessaire pour les aider. Pendant ces deux semaines la vision du collectif est devenue de plus en plus claire. On avait un local, ce qui était pratique pour la production et le stockage d'images. C'était également un lieu favorable au partage d'idées autour de la révolution, on avait même l'ambition de créer un journal d'information. On a mis en place cette structure collective pour qu'elle devienne une banque d'images accessibles à tous et qu'elle offre la possibilité aux activistes de partager leurs images avec le collectif. On a ouvert ces archives fin mai 2011 et rapidement les gens ont commencé à en entendre parler, à les regarder, à les partager, et à y participer. C'est durant cette période qu'on a posé les bases du collectif et de nos méthodes de travail. »*[282]
Ainsi, comme l'expliquent Andréa Langlois et Frédéric Dubois, et à l'image de Mosireen, une grande partie de l'activité du vidéaste militant prend place au sein de la structure du collectif. Les membres prennent le temps de débattre des enjeux, de réfléchir aux décisions à prendre, d'établir un consensus, de répartir les tâches et les responsabilités, et choisissent d'assumer collectivement le mérite de leurs succès. C'est au sein de cet incubateur que les compétences sont transmises d'un militant à l'autre. Et peu importe la forme que prendra la révolution tant qu'elle est capturée en images.[283]

A partir de juillet 2011 Mosireen lance une nouvelle initiative, « Tahrir Cinéma » en installant tous les soirs un écran de projection sur la place pour dénoncer les exactions des militaires depuis la chute de Hosni Moubarak. *« Avec 'Tahrir cinéma' on a commencé à diffuser des archives de la révolution et des violences faites par l'armée à des civils, pour que les gens sachent et qu'ils n'oublient pas. On leur précisait que ces images étaient publiques et qu'ils pouvaient tous y avoir accès s'ils voulaient les utiliser. On organisait des projections par thèmes, par ordre chronologique, ou par sujets transversaux pour forcer le public à réagir. Il y avait environ 300 à 400 spectateurs par soir. »*[284]
A partir de l'été 2011, et avec l'entrée en fonction du gouvernement de transition désigné par le Conseil Supérieur des Forces Armées, le collectif est devenu une véritable plaque tournante d'images documentant la brutalité des militaires. *« Petit à petit les gens ont commencé à nous faire confiance. Notre chaine YouTube est devenue, pour les médias traditionnels, la principale source d'images sur les violences de l'armée, et la chaîne gratuite la plus regardée en Égypte et dans le monde. Face à cette augmentation du trafic, on a décidé qu'il fallait*

[281] LANGLOIS Andréa et DUBOIS Frédéric, *op. cit.*
[282] Entretien avec Khalid Abdalla
[283] LANGLOIS Andréa et DUBOIS Frédéric, *op. cit.*
[284] Entretien avec Khalid Abdalla

qu'on élabore davantage le montage de nos films pour ne plus diffuser que des images brutes. Ça nous a demandé beaucoup de travail. Mais le pays en avait besoin. Les gens nous attendaient le soir sur la place, parfois ils avaient même déjà monté l'écran. »[285]
Khalid Abdalla insiste sur le fait qu'une réforme des médias traditionnels ne peut pas être uniquement basée sur une remise en cause du discours et des informations qu'ils diffusent. Elle doit d'abord porter sur les structures du système médiatique du pays. Cela implique, par conséquent, de ne pas désinvestir l'espace public des médias de masse, mais d'instaurer un meilleur contrôle des moyens de production de l'information et d'encourager une participation plus large des citoyens au débat.

2. Les limites du rôle des nouveaux médias dans la démocratisation du débat public

Avec la fermeture de la parenthèse révolutionnaire et le début de la phase de transition, les activistes politiques jusqu'ici unis dans leur opposition au régime, se sont progressivement divisés sur la façon dont cette nouvelle période devait être abordée. La retombée de l'euphorie générale et le retour brutal à la réalité de ce que signifiait une prise en charge par l'armée de la période de transition, ont entrainé un délitement progressif de la cohésion nationale qui avait porté les 18 jours du soulèvement populaire.
Les cyber-activistes, en première ligne du front révolutionnaire tout au long de la mobilisation, se sont retrouvés soumis à des pressions populaires très fortes et inhabituelles, pour eux qui étaient habitués, avant la révolution, à agir en marge de la société et dans un certain anonymat. Après le départ de Hosni Moubarak, ils ont été élevés au rang d'acteurs politiques aptes à participer à la transition de pouvoir, ou tout du moins à offrir des solutions viables sur le long terme. Avant la révolution, dans l'environnement médiatique conformiste qui caractérisait cette période, leurs écrits étaient perçus comme des actes courageux et avant-gardistes contre la censure et l'arbitraire. Mais chaque blog n'était qu'une voix parmi tant d'autres appelant au soulèvement politique pour renverser le dictateur, et peu de choses, au delà de cette critique commune du gouvernement, les rassemblaient en termes de propositions politiques concrètes. Leur plus grande contribution a été de remettre en cause le monopole de l'Etat sur les moyens de communication de masse. Cependant, suite au rôle moteur qu'ils ont joué lors du soulèvement, les cyber-activistes sont devenus dès février 2011 l'objet d'espoirs populaires pour qu'ils prennent part à la transition politique du pays en tant qu'acteurs du changement.
Khaled Salah, de *Youm7*, estime que cette cassure soudaine de l'union nationale après le départ de Hosni Moubarak est due au fait qu'aucune élite nouvelle n'ait émergé du soulèvement pour prendre la situation en main et guider le pays dans sa transition. *« L'élite qui a mené la révolution n'a pas encouragé les gens à penser que le pays aurait besoin d'une transition. Ils ont prétendu qu'ils avaient la situation sous contrôle mais peu d'entre eux étaient des acteurs politiques avant les 18 jours. Sur la place, les groupes d'activistes n'étaient pas les leaders de la foule et ils étaient divisés en plein de petits groupes de taille insignifiante. Quand Moubarak est tombé, tout le monde a découvert qu'on avait rien du tout, ni vision, ni leader, ni projet politique pour le pays. A mon avis, les libéraux ont facilité la transition de pouvoir vers les islamistes. »*[286]
Comme expliqué précédemment, cette jeunesse libérale d'internet a également été mise dans cette position de figure du changement suite à l'exposition médiatique dont elle a été l'objet dans les médias internationaux. Une situation que Tarek Attia, rédacteur à *Al Ahram Weekly,*

[285] *ibid.*
[286] Entretien avec Khaled Salah le 13 mai 2012 au Caire

dénonce. « *Bien avant la révolution, j'ai commencé à mettre en garde les observateurs et les journalistes étrangers qui présentaient certains bloggeurs comme représentatifs de la société égyptienne. C'est problématique quand leurs propos sont repris par les médias internationaux comme étant révélateurs de ce que pensent le reste des Egyptiens. Certains bloggeurs vedettes essayent simplement de flatter leur audience internationale.* »[287]

Pour comprendre ce phénomène de transfert de pouvoir momentané à une élite transitoire, Jodi Dean propose le concept de « médiateur déplacé ».[288] Elle s'inspire de la notion de « médiateur éphémère » telle que développée par Frederic Jameson et qui renvoie à une figure transitionnelle – que ce soit une institution, une pratique, une idée – qui explique un bouleversement important dans l'équilibre politique. Ce médiateur déclenche un processus de changement qui va paradoxalement lui faire perdre rapidement sa fonction de médiateur, en servant d'agent catalyseur à un transfert de pouvoir. Frederic Jameson évoque par exemple l'éthique protestante comme le médiateur éphémère du passage du féodalisme au capitalisme, et les Jacobins comme les médiateurs éphémères du passage de l'absolutisme au régime bourgeois. Selon Jodi Dean, ces médiateurs ne disparaissent jamais vraiment et continuent d'exister – à l'image du protestantisme – sous différentes formes, comme des idéaux à atteindre, des pratiques à perfectionner, ou des aspirations à suivre. C'est pour cela que, à l'image d'une force physique qui se transpose mais ne se dissipe pas, elle préfère parler de médiateurs déplacés pour désigner des acteurs dont les fonctions ont changé.
Selon une approche intéressante pour la compréhension de la politisation de l'usage des médias sociaux, Jodi Dean étend par ailleurs ce concept de médiateur déplacé aux moyens de communication et technologies des médias. Elle explique notamment que, en parallèle avec les changements politico-économiques accomplis par le biais de médiateurs comme groupes de personnes, les médias eux mêmes peuvent être déplacés par les développements et les événements qu'ils impactent. Dans le cas de l'Égypte, les médias sociaux ont stimulé des pratiques de partage rapide en réseaux, ce qui a mis en avant les idéaux de collaboration et d'échange nécessaires au développement d'une sphère publique démocratique et plurielle. Ces nouvelles technologies ont participé à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique ayant entrainé la révolution. Au lendemain du soulèvement, ces outils numériques perdent leur statut extraordinaire de ressources de mobilisation et voient leur usage se normaliser avec notamment l'augmentation du nombre de comptes Facebook et la cooptation de ces nouveaux médias par les médias traditionnels. Cependant, en aidant au déclenchement de la révolution, leur rôle dans l'imaginaire collectif s'est déplacé, par rapport à celui qu'ils avaient avant janvier 2011.
Jodi Dean précise néanmoins, que mettre l'accent sur des médias et des technologies spécifiques peut conduire à leur attribuer un rôle démesuré de moteur du changement politique. En Égypte, l'inscription de plus en plus d'individus sur les réseaux sociaux peut déplacer, compléter ou améliorer d'autres pratiques activistes ayant lieu en dehors des cercles virtuels, comme le porte à porte pour la collecte de signatures. Ces activités deviennent alors elles mêmes des actions médiatiques, au sens où leur réalisation est portée par un média pour gagner du temps. Mais ce qui est déplacé ici ce n'est pas la nécessité de collecter des signatures, mais la satisfaction et les bénéfices qui accompagnent les nouvelles modalités d'action.

La fin de la révolution révèle également l'ampleur de la mythification du récit des 18 jours, des ses batailles et des ses héros. Ce cadre narratif, qui a favorisé une lecture des événements

[287] Entretien avec Tarek Attia le 27 mars 2013 au Caire
[288] DEAN Jodi, *Blog Theory. Feedback and Capture in the Circuits of Drive*, Polity Press, Cambridge, 2010

en décalage avec la réalité, ne fournit pas les clés de compréhension adéquates pour rebondir sur ce qui vient de se passer et permettre au pays d'aborder sa transition postrévolutionnaire. Khalid Abdalla, de Mosireen, explique que cet aveuglement collectif a été une source de motivation. *« Le récit des 18 jours est très vite devenu indépendant de la réalité. Or c'est important qu'on se rappelle des mauvais moments et des centaines de morts. Sinon on oublie la vérité. Pendant la révolution, la télévision d'Etat ne couvrait pas les évènements. Sur le terrain, les gens qui filmaient ont peu à peu commencé à éditer et à idéologiser les images qu'ils capturaient. Après les 18 jours, les chaines privées se sont mises à faire des montages lyriques, chargés d'émotions patriotiques sur de la musique arabe. On a compris le besoin crucial de créer des archives parce que tout le monde commençait à perdre le fil de la réalité. On était en train de basculer dans l'amnésie collective, ou en tout cas dans une réécriture de la mémoire collective proche de la propagande. »*[289]

Un des exemples les plus frappants est celui de la construction du personnage de Khaled Saïd, devenu figure emblématique de la révolution, mais dont le portrait idéalisé donne une vision enjolivée de ses conditions de vie et de son passé. Un processus narratif qui dessert au final les buts de la révolution. C'est ce qu'analyse Amro Ali qui voit une source d'inspiration et d'inquiétude dans la transformation posthume d'un jeune égyptien de la classe moyenne d'Alexandrie en martyr de la révolution, et dont le visage finira par orner tous les posters de la place Tahrir.[290] Khaled Saïd est devenu une source d'inspiration pour la révolution en permettant au mouvement de se focaliser sur un cas symbolique pour prendre de l'ampleur. Mais Amro Ali estime que la mise en récit de sa mort par les révolutionnaires est inquiétante car elle dissimule les problèmes réels auxquels de nombreux Egyptiens font face régulièrement. La réalité de sa vie et la mythification qui en a été faite par la révolution sont diamétralement opposées et entrainent un manichéisme qui empêche de prendre en compte les véritables causes de son assassinat. Khaled Saïd est représentatif des maux de l'Égypte de par sa mort, révélatrice de la corruption et de la brutalité policière, mais également de par sa vie, symptomatique du désespoir et de la frustration de la jeunesse égyptienne qui se manifestent dans la drogue ou le désir d'émigrer. En l'élevant au rang de héros immaculé, la reconstruction posthume de la vie de Khaled Saïd simplifie les dynamiques de sa vie qui ont conduit à sa mort, et minimise, voire ignore, les problèmes quotidiens qu'il rencontrait et qu'il partageait avec une grande partie de sa génération. Un des facteurs fondamentaux de l'ascension de Khaled Saïd au statut de martyr de la révolution est le fait qu'il soit issu de la classe moyenne égyptienne, qui constitue la plus grande partie de la population et qui se caractérise par une apathie politique. Khaled Saïd n'avait aucune connexion avec des mouvements religieux ou politiques. Cette absence d'orientation idéologique ou d'affiliation partisane a permis à de nombreux Egyptiens de s'identifier à lui et d'en faire l'incarnation symbolique de l'Egyptien normal.

Amro Ali ajoute que le fait qu'il soit mort à Alexandrie est également un élément important. Dans la culture populaire égyptienne, les villes de la côte méditerranéenne sont perçues comme des lieux romantiques d'évasion et de calme. Si Khaled avait été assassiné à Assouan ou à Sohag, sa mort serait peut être passée inaperçue. Amro Ali va plus loin dans son analyse et se demande si la réaction aurait été la même si Khaled avait été nubien, copte, bédouin ou issu des bidonvilles, ou encore s'il avait été une femme. Selon lui, le profil du jeune homme a permis au mouvement révolutionnaire d'établir ce que le martyr modèle doit représenter et ce à quoi il doit ressembler. Ce processus contribue en réalité à cacher la situation économique

[289] Entretien avec Khalid Abdalla le 10 avril 2013 au Caire

[290] ALI Amro « Saeeds of revolution. De-mythologizing Khaled Said » in ISKANDAR Adel et HADDAD Bassam (dir.) *Mediating the Arab Uprisings*, Tadween Publishings, Washington, 2013

catastrophique du pays et les conditions de misère sociale dans lesquelles se trouve une grande partie de la jeunesse égyptienne. C'est en cela que la mythification de la personne de Khaled Saïd pose problème, car les éléments – identitaires, politiques, socio-économiques – qui ont été utilisés pour en faire une figure fédératrice et représentative de tout un peuple et de ses revendications révolutionnaires, sont les mêmes que ceux qui masquent aujourd'hui les dysfonctionnements du système égyptien et qui empêchent leur prise en considération dans le débat public. De ce fait, Amro Ali estime que les adorateurs de Khaled Saïd ont indirectement contribué au syndrome de stigmatisation de la victime, une injustice que la révolution entendait précisément combattre. L'absolution de Khaled des accusations d'abus de drogue et d'autres comportement socialement répréhensibles, conduit à penser que si quelqu'un se comportait de la sorte, il mériterait d'être brutalement assassiné par la police. La sanctification de Khaled atténue les défis que sa génération affronte au quotidien. Khaled n'était rien d'autre que le produit de l'Égypte contemporaine, de sa société et de la frustration de la jeune génération. L'aseptisation de sa personnalité, sa photo de passeport retouchée et accolée à celle de son visage ensanglanté et défiguré par les coups, la réécriture de son passé pour en faire un activiste, et la reprise obstinée, sans trop de vérification, de l'histoire apparemment fausse d'une vidéo exposant les actions frauduleuses de certains policiers, sont des éléments qui ne rendent pas justice à la jeunesse égyptienne. Cette mise en récit nie les difficultés quotidiennes auxquelles elle est confrontée, et interdit l'analyse des problèmes qui poussent certains d'entre eux vers la drogue, la dépression, l'extrémisme religieux ou l'exil. Amro Ali estime que les médias et acteurs égyptiens ont peut être également travaillé à faire de Khaled Saïd un héro de la révolution, pour éclipser la figure de Mohamed Bouazizi et l'importance que son auto immolation a pu avoir sur le déclenchement de la révolution tunisienne et la vague de soulèvements arabes qui a suivi.

Le mythe sans nuance sur la vie et la mort de Khaled Saïd l'emporte sur la réalité des faits et de son histoire. Le manichéisme qu'il alimente met en avant des arguments qui empêchent la prise en compte des difficultés de la société dans son ensemble, et encourage une négation de la diversité qui conduit à la polarisation des discours identitaires et politiques. Le bloggeur activiste Aalam Wassef déplore ce cadre narratif révolutionnaire qui gomme les aspérités. Le retour à la réalité après le départ du raïs n'en a été que plus brutal et difficile à comprendre. Il explique que pendant la révolution il n'y avait pas de réalités concurrentes, mais un seul cadre transcendant dans lequel tout le monde se reconnaissait. *« Les 18 jours ont été un miracle, il y avait une véritable union nationale. C'était une situation inédite et très émotionnelle, un moment de grâce sans intermédiaire entre les différentes classes, sans bulles séparatrices entre les gens. La révolution était seule la bulle de réalité. Mais après la chute de Moubarak, les militaires ont anéanti toute possibilité de réconciliation nationale entre les différentes parties de la société. »*[291] Des cadres narratifs concurrents se mettent alors en place, présentant des réalités différentes, dans le but de séduire le plus grand nombre d'individus. *« La production de l'information a commencé à se faire dans des bulles parallèles, ce qui a entrainé des constructions concurrentes de la réalité sociale. Chacun pense que sa bulle a plus de légitimité à parler pour le peuple entier et pour ceux qui sont exclus des bulles. Ceux-là sont l'enjeu de la compétition rhétorique des politiques. »*[292]
Nabil Al Choubachy, de Nile TV, partage cette analyse de la fragmentation de la sphère publique au lendemain de la révolution. « *L'Egypte est un pays à castes. De la naissance à la mort, il est très difficile d'en sortir. Les médias sociaux ont aggravé cet hermétisme. On ne parle plus que pour son cercle. Mais la population n'a pas accès aux mêmes cercles et toute*

[291] Entretien avec Aalam Wassef le 26 mars 2013 au Caire
[292] *ibid.*

la population n'a pas accès aux médias sociaux. Ces technologies renforcent l'exclusion. »[293]
Beaucoup de journalistes comme lui questionnent la capacité des médias en ligne à attirer des publics variés, et voient plutôt un risque de formation de niches d'opinion en ligne. Au lendemain des 18 jours, l'utilisation des nouveaux médias pour la mobilisation et l'expression politiques a contribué à exacerber les tensions entre les différentes composantes du tissu social. Ces nouvelles technologies ont également contribué à l'accroissement des écarts entre générations, entre niveaux d'éducation, entre milieux urbains et ruraux et autres clivages sociaux, car leur utilisation présuppose une certaine maitrise technologique et des capacités d'accès dont un grand nombre de citoyens ne dispose pas et qui les contraint à se tourner vers d'autres sources d'information et d'autres modes d'interaction citoyenne. Il est important de rappeler qu'en 2011 en Égypte, le taux de pénétration d'internet est d'environ 25%, mais de seulement 5% pour les zones rurales.

L'explosion du journalisme en ligne a par ailleurs entrainé une situation d'hétérarchie des sources et des contenus d'information, dans un environnement où chacun peut à présent, non seulement partager son opinion, mais estime également avoir le droit d'être entendu et d'être considéré comme une voix légitime. Il s'agit paradoxalement d'un des réels acquis de la révolution. Le potentiel d'expression et de participation politique offert aux jeunes générations leur permet d'apprendre à échanger et à exercer leur citoyenneté d'une façon radicalement différente de leurs ainés. Ceux qui tenaient jusqu'ici les rênes du débat politique ne sont plus capables après la révolution de continuer à exclure la jeunesse et à ignorer ses revendications.
Cependant, la chute de Hosni Moubarak n'entraine aucune réelle avancée structurelle ou légale quant au statut du journaliste, à ses droits, à ses responsabilités, et à sa liberté d'expression. L'Etat demeure impliqué dans plus des deux tiers des médias du pays, et l'ouverture du discours médiatique qui semble voir le jour après les 18 jours, est plus le résultat de l'incertitude politique et des luttes de pouvoir qui divisent les élites.
La fragmentation croissante de ce nouveau paysage et l'émergence de toutes sortes de discours posent des défis de sécurité, d'accessibilité, et de fiabilité de l'information. Khaled Salah dénonce une mauvaise gestion de la liberté de parole sur les médias sociaux et le fait que cette arène virtuelle de débats est aujourd'hui submergée par des propos injurieux et intolérants. *« Ce n'est pas la liberté c'est la pagaille. Les gens ne dialoguent pas, ils s'insultent sans arrêt. Et puis, sur Facebook et Twitter la plupart des utilisateurs ne sont pas des journalistes mais des activistes ou des citoyens ordinaires. Ils relaient beaucoup de rumeurs, d'insultes, et d'informations sans fondement. Celui qui farfouille sur Facebook ne trouvera que des discours haineux ou injurieux. Tout le monde s'accuse de traitrise. Aujourd'hui l'élite intellectuelle ne veut plus se mêler à ça. Personne n'ose plus partager son avis de peur d'être insulté ou dénigré. »*[294]
Waël Abbas attribue cette situation au manque d'éducation de la population au dialogue et à l'élaboration d'argumentaires construits et constructifs. *« A l'université, les professeurs t'apprennent à juger tes paires selon des critères subjectifs et à les classer dans des catégories en fonction de ces critères. Le regard de la société et l'avis des autres deviennent des éléments centraux au processus de construction identitaire individuel. La rumeur a un réel impact sur les gens qui n'ont pas de recul critique, pas de capacité à trouver les nuances. C'est blanc ou noir mais pas gris. Et les conditions économiques encouragent à la formulation d'opinions qui peuvent rapporter de l'argent. Face à l'urgence économique et à*

[293] Entretien avec Nabil Al Choubachy le 25 mars 2013 au Caire
[294] Entretien avec Khaled Salah

la dégradation de la situation, la nécessité de penser à soi d'abord avant de servir ses convictions fait que les pires discours se vendent. »[295]
En plus d'une situation économique moribonde, Khaled Salah ajoute que la déception suscitée par la révolution et l'ouverture du débat public à tout le monde grâce à internet, entrainent un chaos sans précédent, alimenté par des discours opportunistes et populistes. *« L'impression de renouveau est fausse. Cette euphorie fulgurante d'une liberté retrouvée est trompeuse mais les gens ne veulent pas être patients. Ils ont vécu comme des soufis sur la place Tahrir et se sont fait un kiffe pendant dix huit jours. Ça a été une grosse erreur stratégique car nous avons perdu les institutions et perdu le pays. L'élite culturelle a appuyé cette révolution sans prendre aucune précaution. Chacun n'a pensé qu'à lui même et à la reconnaissance. »*[296]

Aalam Wassef constate lui aussi une évolution inquiétante des discours en ligne mais insiste sur le fait que les médias sociaux ont indéniablement bouleversé la scène médiatique et politique. *« L'appel du 25 janvier a d'abord été relayé sur Facebook puis dans la presse. C'était complètement inédit de voir ces mots repris avec de l'encre sur du papier. Cette articulation était nouvelle. Mais aujourd'hui on est presque dans un moment post nouveaux médias au niveau de la mobilisation politique. Tous les médias relaient des appels à manifester de tous bords et on ne sait plus qui est à l'origine de l'information. »*[297] Il note que les institutions et les autorités gouvernementales ont rapidement adopté l'usage des médias sociaux dans leur stratégie politique, et les publications Facebook font à présent office de communication publique.
Sahar Khamis et Katherine Vaughn observent comment l'armée a notamment commencé à utiliser les médias sociaux et les SMS dès février 2011, pour informer les participants, à l'approche de manifestations, de ce qu'elle pensait de leur mobilisation. Dans un effort de modernisation des stratégies de communication, l'armée a également créé des pages Facebook pour être plus en contact avec le peuple. Cette volonté des autorités de rattraper leur retard technologique par rapport au reste du pays s'accompagne inexorablement du développement des capacités autoritaires de surveillance et de censure de la sphère virtuelle.[298]
Selon Aalam Wassef, une véritable restructuration de la sphère publique est en marche au sein de laquelle les nouvelles technologies d'internet sont en train de prendre une place de plus en plus prépondérante. Les élites politiques et médiatiques permettent aux gens qui n'ont pas accès aux médias sociaux de savoir ce qui s'y dit et ce qui s'y passe. *« Le point central de résonance c'est l'élite qui commente et réagit aux contenus en ligne et donc relaie ce qui se dit sur internet. Morsy, en réagissant à une information diffusée sur Twitter, va accroitre la visibilité de cette plateforme parce que les gens vont vouloir aller voir, et que les autres médias vont en parler. Le fait que moins de 1% des Egyptiens aient Twitter n'est pas important. Ce qui compte c'est la chambre d'écho qui se crée et qui permet à Twitter de rebondir sur les autres médias et sur la classe politique. Il y a une démultiplication de l'impact originel. Par exemple, Morsy, parfois au lieu de s'adresser directement aux médias d'Etat au sujet d'affaires importantes, préfère tweeter. Aujourd'hui ça compte autant que les médias traditionnels. Il n'y a pas une émission qui n'ait pas son compte Twitter ou Facebook et qui n'appelle pas son public à réagir en direct via ces plateformes. »*[299] Cette dynamique permet d'accélérer la convergence des économies médiatiques et d'intégrer encore davantage les nouvelles technologies à la vie politique et à la participation aux débats publics.

---

[295] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire
[296] Entretien avec Khaled Salah
[297] Entretien avec Aalam Wassef
[298] KHAMIS Sahar et VAUGHN Katherine, « Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance » in *Arab Media and Society*, n°13, été 2011
[299] Entretien avec Aalam Wassef

Waël Abbas différencie cependant Facebook, Twitter et les blogs en terme de qualité du contenu et des échanges, et en fonction de l'étendue de l'audience et de ses motivations à utiliser telle plateforme plutôt qu'une autre. *«Pour moi Facebook n'est pas un outil de qualité mais de quantité. C'est la taille de l'audience qui compte. Alors que les blogs, c'est le contraire, c'est une audience plus restreinte mais de qualité. Facebook véhicule n'importe quoi. C'est le lieu d'expression de tous les courants et de toutes les rumeurs où les gens se livrent à une distorsion et à une désinformation intentionnelle. Tout se répand très vite et ça peut déclencher des réactions inattendues. Twitter c'est pareil. Ton influence dépend du nombre d'individus qui te suivent et de qui ils sont. La hiérarchie se fait en fonction des plus suivis et les plus populaires sont ceux qui ont le plus d'impact. Mais sur Facebook c'est des gens qui veulent s'amuser. C'est une plateforme de divertissement car il y a tout en même temps, des vidéos, des photos, des groupes, une messagerie instantanée. Alors que Twitter c'est ennuyeux. C'est pour les gens qui veulent s'informer et qui sont plus éduqués. D'ailleurs Twitter est très élitiste. Cet environnement reflète un peu la division des classes de la société égyptienne. »*[300]

Parallèlement à la fragmentation de la sphère publique et à la polarisation des discours, les médias du pays ont besoin d'images et de contenus de plus en plus sensationnalistes et violents pour continuer à attirer le public. Comme le note Jon Alterman, la télévision préfère la théâtralité, c'est pour ça que les manifestations passent bien à la télévision et font de bons reportages.[301] Mais aujourd'hui les images de cette théâtralité sont répétitives et donc de moins en moins dramatiques. Dans un environnement saturé par les chaines satellitaires en libre accès, le sensationnalisme a constamment besoin d'atteindre un palier supérieur. Khalid Abdalla reconnaît que c'est là une des difficultés de rester engagé par l'image. Comment continuer à intéresser les gens et à dire quelque chose de pertinent tout en étant fidèle à l'évolution du contexte politique ? *« Aujourd'hui les images sont devenues les mêmes, seul le contexte a changé. A Mosireen on cherche à rester efficaces face au changement politique et à rester engagés par la caméra dans un contexte qui évolue. Mais le problème pour la campagne 'Militaires menteurs' par exemple, c'est qu'on a atteint notre objectif. Aujourd'hui tout le monde sait que l'armée ment. Les gens ont reçu le message. Mais qu'est ce qu'on peut faire à partir de là ? Une deuxième saison ? C'est difficile. »*[302]
L'ironie note Jon Alterman, c'est que ce qui est en train de lasser le téléspectateur au lendemain de la révolution, est justement le moment qui compte le plus, celui de la construction politique. Et il doit avoir lieu en articulation avec les médias de masse car internet peut certes jouer un rôle dans la mise en place d'un débat plus large et inclusif, mais son accès reste limité et hasardeux pour une large partie de la population. Khalid Abdalla déplore le fait que les médias traditionnels soient plus préoccupés par la teneur sensationnaliste de leur contenu, que par l'apport d'information au citoyen pour lui permettre de comprendre les enjeux politiques. « *Aujourd'hui les grands médias font tous comme le journal* Al Masry Al Youm. *Ils envoient des journalistes sans formation pour filmer ce qui se passe dans la rue, puis ils le mettent sur leur site internet. On assiste à une inondation d'images produites avec un style sensationnaliste et violent. C'est la quantité au détriment de la qualité, et sans aucun message alors qu'avant au moins ces images étaient filmées avec une vision politique. Aujourd'hui les gens partent du principe que les clashs sont des informations cruciales alors que ce n'est pas le cas. L'information majeure c'est la façon dont les gens réagissent à l'impasse politique, à la situation économique actuelle, au chaos, à*

[300] Entretien avec Waël Abbas
[301] televised
[302] Entretien avec Khalid Abdalla

l'effondrement de l'Etat. C'est la radicalisation, le conservatisme. Mais c'est très difficile à mettre en images, sauf quand une cathédrale est envahie par des gaz lacrymogènes. »[303]
La fonction des médias dans ces périodes cruciales mais moins spectaculaires, selon lui, est de réveiller les gens pour qu'ils demandent le changement. Les journalistes ne doivent avoir de cesse de ramener la vie politique au peuple, en dehors des partis et des élites dirigeantes. La politique est la chose du peuple et les médias doivent l'informer pour qu'il connaisse ses droits et ses devoirs citoyens. *« Les cycles d'activisme s'alternent avec les cycles de lassitude générale. Souvent c'est l'hiver que l'activité de rue reprend, après que la lassitude ait laissé place à la dépression qui conduit à l'explosion de la frustration car rien ne change. Puis revient la lassitude. On est efficace entre les moments de fatigue et d'explosion. A Mosireen, on essaye d'être l'élément qui fait chavirer la balance entre chaque cycle pour que les gens descendent dans la rue, réclamer leurs droits. C'est ça notre politique éditoriale. Notre rôle n'est pas d'être des reporters ou de devenir une Al Jazeera de la rue. On est en marge et à contre-courant de l'agenda des médias traditionnels. On couvre ce qui n'est pas couvert. On met les chaines en porte-à-faux et c'est comme ça qu'on on repousse les limites de ce qui devient diffusable et de ce qui ne doit plus être passé sous silence. »*[304]
Il conclut en disant que mettre en images la transition politique du pays et l'élaboration du contrat social postrévolutionnaire n'est pas chose facile lorsque la priorité des médias de masse est de réduire ces étapes à des clashs sanglants, à des témoignages hystériques et à des analyses populistes. Bâtir la pluralité politique et obtenir le soutien du peuple pour s'engager sur la voie du changement à long terme, requiert des opérations de terrain, la constitution de comités, la recherche de compromis, c'est à dire des méthodes de politique traditionnelle qui ne sont généralement pas des sources d'images choc.

3. Déterminisme technologique et dérives de l'activisme virtuel

Depuis la révolution, pléthore de nouveaux sites d'information en ligne ont vu le jour, de nombreux journalistes citoyens sont devenus des vedettes, les bloggeurs et cyber-activistes sont devenus partie intégrante de la nouvelle élite intellectuelle du pays, les grands médias sont aujourd'hui très présents sur les médias sociaux, et un nombre important de nouvelles chaines satellitaires ont été créées – la télévision demeurant le moyen de communication dominant pour les masses égyptiennes. Au lendemain du soulèvement, cette diversification sans précédent du paysage médiatique a été considérée comme le signe d'une véritable expansion de la liberté d'expression.
A partir de ce constat, de nombreuses études ont alors été menées pour comprendre le rôle des médias sociaux, qualifié de libérateur, démocratisant ou révolutionnaire par certains analystes, au cours des révolutions arabes. En septembre 2011, Philip Howard et une équipe de chercheurs de l'université de Washington – sous le nom de PITPI (Projet sur les technologies de l'information et sur l'islam politique) – publient une étude quantitative dans laquelle ils analysent plus de trois millions de tweets, des centaines de vidéos YouTube, un large volume de texte publiés sur les blogs et sur Facebook, dans le but de déterminer le rôle des médias sociaux au cours des soulèvements tunisien et égyptien de 2011. L'utilisation des téléphones portables pour le partage d'informations sur les médias sociaux leur permet également d'établir de façon claire l'emplacement géographique des individus participant aux conversations sur la démocratie lors des manifestations. A partir de ces données, cette recherche a examiné les débats politiques ayant eu lieu sur internet au moment de la

[303] *ibid.*
[304] *ibid.*

révolution. Philip Howard et son équipe tirent trois conclusions qui confirment selon eux le rôle révolutionnaire des nouveaux médias.
Premièrement, les médias sociaux auraient joué un rôle central dans la formation du débat politique, et auraient été utilisés pour canaliser la conversation politique par des groupes démographiques clés du mouvement révolutionnaire, notamment la jeunesse urbaine et éduquée. Les résultats indiquent que « *la capacité à produire et à consommer du contenu politique indépendant de celui produit par les élites, a eu un rôle majeur pour permettre au public de prendre conscience de l'existence de revendications communes et de la probabilité d'un changement politique imminent*. »[305]
Deuxièmement, les pics de conversations révolutionnaires en ligne auraient généralement été suivis par des événements majeurs sur le terrain, et les discussions sur la liberté, la démocratie et la révolution auraient directement précédé les mobilisations de masse. « *Nos résultats suggèrent que les médias sociaux ont diffusé des cascades de messages au sujet de la liberté et de la démocratie, et qu'ils ont aidé à accroitre les espoirs quant au succès de ces soulèvements populaires. Les individus partageant un intérêt pour la démocratie ont établi de vastes réseaux sociaux et organisé des actions politiques. Les médias sociaux sont devenus un outil essentiel de l'arsenal militant*. »[306]
Troisièmement, les médias sociaux auraient aidé à répandre les idées démocratiques à travers la région, et les activistes en Égypte et en Tunisie auraient utilisé ces outils pour se connecter à d'autres individus en dehors de leur pays, et informer les médias occidentaux de ce qui se passait sur le terrain. « *Les peuples du Moyen Orient et d'Afrique du Nord ont été pris dans une discussion transnationale au sujet des mouvements sociaux en cours. Le succès des soulèvements en Égypte et en Tunisie, et de leurs demandes de changement politique, a encouragé les individus d'autres pays à participer à cette conversation qui traversait la région*. »[307]
L'étude montre également que la décision du gouvernement égyptien de couper internet et les réseaux de téléphonie mobile pendant cinq jours a fortement encouragé les gens à prendre part à la mobilisation sur le terrain. « *Les évènements récents montrent que les gens se sont rendus compte qu'ils avaient des revendications communes. A partir de cette prise de conscience, la volonté de changement s'est répandue très rapidement. Ces dictateurs ont toujours eu des ennemis politiques mais ceux-ci n'étaient pas unis. Au cours des révolutions arabes, les opposants ont su utiliser les médias sociaux pour identifier leurs objectifs et construire des solidarités*. »[308]

Bien que cette étude apporte des conclusions intéressantes quant au potentiel des médias sociaux comme ressources de mobilisation collective, elle fait cependant preuve d'une forme de déterminisme technologique, en omettant de prendre en compte les dynamiques sociales sous jacentes au déclenchement de ces révolutions, et en attribuant une importance disproportionnée aux moyens de communication utilisés par les activistes.
Nadav Samin estime que, contrairement à ce que peuvent laisser entendre les résultats de cette étude, les médias sociaux n'ont fait qu'accélérer un processus contestataire déjà bien enclenché.[309] Philip Howard et son équipe n'arrivent pas à établir une chaine de causalité explicite et convaincante entre la fréquence des tweets et l'évolution des événements sur le

[305] HOWARD Philip, « Opening Closed Regimes, What Was the Role of Social Media During the Arab Spring? » in *Project on Information Technology and Political Islam*, n°1, Oxford University Press, Oxford, 2011
[306] *ibid*.
[307] *ibid*.
[308] *ibid*.
[309] SAMIN Nadav, « Saudi Arabia, Egypt, and the Social Media Moment » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

terrain. Leurs données pourraient donc également être interprétées comme la preuve que Twitter n'a été qu'un outil secondaire parmi d'autres pour la diffusion de revendications et d'information, au même titre que la télévision, le bouche-à-oreille, et d'autres moyens de communication. Le rapport n'arrive pas non plus à dire si les conversations politiques engagées sur les médias sociaux ont été des moteurs de la mobilisation, ou si au contraire ces débats citoyens n'ont été qu'une des conséquences des manifestations de rue.
Nadav Samin observe également que la question de la langue n'est pas assez prise en compte, malgré son importance décisive pour les utilisateurs de la région dans leur choix d'utiliser telle plateforme plutôt qu'une autre. Twitter par exemple n'a lancé son interface en arabe qu'en mars 2012, ce qui a limité la constitution d'une base d'utilisateurs strictement arabophones. Les personnalités connues en occident comme représentatives de la mobilisation révolutionnaire en ligne sont des individus jeunes et progressistes qui savent parfaitement manier les nouvelles technologies de communication et qui sont à l'aise en anglais. Bien qu'ils soutiennent les demandes de changement politique comme la majorité de la population, ces activistes ne représentent qu'une petite partie de la société égyptienne. Par conséquent, cette étude, en considérant les paroles et les actions de cette jeunesse libérale comme des preuves du potentiel libérateur des médias sociaux, néglige autant d'éléments importants au sujet de la société égyptienne qu'au sujet des nouveaux médias.
Considérer les nouvelles technologies comme l'unique entrée conceptuelle pour comprendre les révolutions arabes, traduit une simplification des éléments d'analyse permettant aux médias, aux chercheurs et aux publics occidentaux de comprendre ce qui se passait dans le monde arabe selon une grille de lecture qui leur est familière.

Ce déterminisme technologique, défini par Enrico De Angelis comme le choix conceptuel de donner à une technologie un rôle central dans l'élaboration de pratiques politiques, sociales et culturelles aux outils de communication, a par la suite largement été critiqué.[310]
Mais face à l'essor des médias sociaux, à leur potentiel de mobilisation et au rôle qu'ils ont pu joué dans les soulèvements au Moyen Orient, ces technologies ont d'abord été, de façon hâtives, conceptualisées comme des objets intrinsèquement porteurs d'une promesse démocratique. Un glissement sémantique s'est parfois opéré, parlant du soulèvement égyptien comme de la « Révolution Facebook », « Révolution Twitter » ou encore « Révolution 2.0 ».
Marc Lynch déplore l'obsession qu'ont eu certains analystes à vouloir attribuer un rôle aux médias sociaux dans le succès des révolutions arabes et dans la chute des dictatures. Selon lui, ces outils de communication ont certes été efficaces pour organiser la mobilisation révolutionnaire et attirer l'attention de la communauté internationale. Mais cela n'en fait pas pour autant des instruments de démocratie. La preuve en est qu'ils sont aujourd'hui de mieux en mieux maitrisés par les régimes autoritaires et les forces de sécurité qui les utilisent pour traquer les dissidents et surveiller ce qui circule sur internet. Marc Lynch évoque notamment les comptes Twitter et Facebook tenus par des agents payés par le gouvernement égyptien pour inonder la sphère virtuelle de fausses informations, et ainsi tromper l'opinion publique.
Cette lecture erronée des révoltes arabes favorise donc une compréhension superficielle des événements, des acteurs, des dynamiques de pouvoirs, et de la situation à venir. Une telle approche relègue au second plan le contexte d'instrumentalisation politique de ces outils, une dimension pourtant indispensable pour déterminer la façon dont ils ont permis aux activistes de renverser les équilibres de pouvoir et de tirer partie d'une fenêtre d'opportunité.

[310] DE ANGELIS Enrico, « The State of Disarray of a Networked Revolution: The Syrian Uprising's Information Environment » in *Sociologica*, n°3, décembre 2011

Langdon Winner explique que de façon récurrente dans l'histoire des civilisations humaines, chaque évolution technologique majeure – la radio, la télévision, l'automobile, le nucléaire – a été investie de forces libératrices et d'un potentiel démocratique.[311] Chaque technologie nouvelle peut donc être évaluée selon son efficacité, sa productivité et son impact sur le développement économique et social, mais également selon les formes d'autorité qu'elle encourage. Les systèmes technologiques sont profondément enracinés dans le contexte politique et peuvent de ce fait transformer l'exercice du pouvoir. Cependant, estime Langdon Winner, les technologies en elles-mêmes ne sont ni démocratiques ni autoritaires, et la façon dont elles influencent l'évolution des pratiques citoyennes dépend avant tout du système économique et social dans lequel elles se sont enracinées. Pour éviter de tomber dans le déterminisme technologique primitif, il encourage donc à prendre en compte les circonstances particulières, et propres à chaque société, dans lesquelles l'utilisation d'une nouvelle technologie se développe.
L'auteur avance que les technologies sont des moyens d'établir un ordre et d'agencer les activités humaines. Etant donné qu'elles sont créées pour augmenter l'efficacité d'une société et exprimer différentes motivations, elles peuvent donc être utilisées pour accroitre le pouvoir, l'autorité et les privilèges de certains individus par rapport à d'autres. Les sociétés choisissent, de façon plus ou moins consciente et délibérée, des structures technologiques qui déterminent la façon dont les gens travaillent et communiquent. Les innovations dans ce domaine peuvent donc être considérées comme similaires à des actions législatives ou à des fondements politiques, car elles imposent un cadre communicationnel à l'ordre public qui perdure sur plusieurs générations. A partir de ces observations, Langdon Winner distingue deux façons selon lesquelles les objets technologiques peuvent avoir des propriétés politiques : lorsqu'ils sont conçus et configurés pour résoudre des problèmes d'ordre social à travers le développement de certaines interactions ; lorsqu'ils sont élaborés pour être exclusivement compatibles avec des régimes politiques spécifiques. Comme le note Enrico De Engelis, chaque technologie facilite des pratiques et des interactions spécifiques à son utilisation. Les technologies sont en ce sens dotées de partis pris communicationnels encourageant certaines relations politiques plutôt que d'autres.[312] Cependant, cela ne suffit pas pour expliquer le choix des activistes de passer à l'action sur le terrain et de déclencher une révolution.

Ce déterminisme technologique a en partie contribué à masquer les limites de l'utilisation des médias sociaux dans l'organisation de la révolution, expliquant la surprise de certains observateurs face à l'incapacité des cyber-activistes à transformer la ferveur révolutionnaire en gains politiques au cours de la phase de transition. Cet échec est en partie dû à une déconnexion entre l'activisme virtuel et la mobilisation sur le terrain.
Au lendemain des 18 jours, les cyber-activistes se sont peu à peu éloignés de la rue et du reste de la société, pour s'isoler dans un monde à part, représenté par une multitude de nouveaux porte-paroles qui laissent l'ensemble du pays assez perplexe. Un grand nombre d'entre eux ne s'exprime plus que sur Facebook et Twitter, devenant ainsi des célébrités incontournables du monde virtuel, mais demeurant totalement inconnus de la majorité des Egyptiens. Enfermés dans une réalité parallèle, la jeunesse révolutionnaire d'internet s'est progressivement déconnectée du reste du pays, sauf lorsque ses représentants étaient invités dans des émissions de débats. Une véritable déchirure s'est alors créée après le départ de Hosni Moubarak, entre une population majoritairement composée de classes moyennes et pauvres soumises à la

[311] WINNER Langdon, « Do Artifacts Have Politics? » in *The whale and the reactor: a search for limits in an age of high technology*, University of Chicago Press, Chicago, 1986
[312] DE ANGELIS Enrico, *op. cit.*

dureté des conditions économiques de l'après révolution, et cette élite d'activistes en ligne enclavée dans une réalité sociale parallèle et obnubilée par sa soudaine célébrité médiatique.
Aujourd'hui ce fossé persiste encore, et bien que les utilisateurs Facebook soient relativement influents sur la sphère publique égyptienne et dans la culture populaire postrévolutionnaire, ils demeurent cependant une petite minorité par rapport au reste de la population. L'activisme en ligne dépend encore largement du niveau d'éducation et de l'accès aux technologies, qui peut atteindre des coûts relativement élevés par rapport au revenu moyen.
Un sondage Gallup montre d'ailleurs que seulement 8% de la population égyptienne s'informaient sur Facebook et Twitter au cours de la révolution, et que seuls 17% des manifestants avaient une connexion internet chez eux. A l'inverse, pendant la révolution, 63% des Egyptiens disent avoir reçu leurs informations en regardant Al Jazeera. Au cours des mois qui ont suivi le départ de Moubarak, 81% d'Egyptiens déclarent suivre l'actualité sur la transition politique du pays grâce aux débats télévisés.[313]

Cet écart au sein de la population a été clairement mis en évidence lors du référendum constitutionnel de mars 2011. Tandis que la jeunesse révolutionnaire encourage, sur la sphère virtuelle, le pays à rejeter les amendements pour exiger une réécriture totale de la constitution, la majorité des électeurs sont influencés par les groupes religieux actifs sur le terrain et votent en faveur des amendements. Les résultats du référendum révèlent que les vues et les discours qui dominent à l'époque la sphère Facebook ne sont pas représentatifs des opinions politiques de la plupart des Egyptiens. Cette déconnexion entre les sphères de mobilisation en ligne et sur le terrain explique ainsi la montée en puissance des partis islamistes sur la scène politique postrévolutionnaire, et reflète l'incapacité des jeunes cyber-activistes à mettre en place une stratégie électorale viable.
De ce fait, lors du scrutin parlementaire de 2011, les Frères Musulmans et les partis salafistes, relativement moins présents en ligne que les jeunes révolutionnaires, mais ayant recours aux ressources traditionnelles de mobilisation politique dans la rue, remportent près des trois quarts des sièges du parlement. Ces résultats électoraux, quelques mois seulement après la révolution, sont une nette indication de la nécessité pour les cyber-activistes d'exporter leurs débats et leurs idées au delà des cercles virtuels pour toucher une partie plus large de la société égyptienne, et ainsi influencer l'opinion publique de façon significative.
La déconnexion entre sphères virtuelle et réelle a été un véritable obstacle pour les jeunes activistes libéraux, les empêchant d'avoir un impact sur l'évolution politique du pays et leur mot à dire dans la gestion de la phase de transition.

Un des aspects les plus frappants du soulèvement égyptien, et qui explique également la perte de vitesse de ces révolutionnaires, a été l'absence de structures organisationnelles et de leaders clairement identifiés pour guider le pays dans sa phase postrévolutionnaire. Le soulèvement semble avoir été porté par un mouvement citoyen diffus, plutôt que par les efforts de partis politiques traditionnels ou de figures charismatiques. C'est précisément ce qui a rendu le mouvement difficile à réprimer pour le régime égyptien, sa flexibilité et sa diversité lui conférant une forme de pouvoir spontané et intrinsèque dont les organisations politiques conventionnelles étaient dépourvues. Le soulèvement a donc été, selon Sahar Khamis et Katherine Vaughn, davantage le résultat d'un processus horizontal et collectif de mobilisation de masse, que celui d'une coordination d'individus représentatifs ou de structures identifiables. A ce titre, la révolution égyptienne a été décrite comme un

[313] KHAMIS Sahar, VAUGHN Katherine, et GOLD Paul B., « Beyond Egypt's 'Facebook Revolution' and Syria's 'YouTube Uprising': Comparing Political Contexts, Actors and Communication Strategies » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

mouvement sans tête.[314] Cependant cela ne signifie pas pour autant que les médias sociaux soient responsables d'une telle configuration. Ces instruments n'ont pas permis autre chose que de catalyser la volonté populaire et n'ont été efficaces que parce qu'un grand nombre d'individus s'est petit à petit décidé à descendre dans les rues pour manifester. En somme, ces outils ont été un des vecteurs, et non une des causes, de l'émancipation politique des citoyens égyptiens. Il est cependant probable que sans les nouveaux médias, la révolution n'aurait pas pu prendre une telle ampleur ni avoir de telles conséquences en si peu de temps.
L'évolution politique du pays, selon Sahar Khamis et Katherine Vaughn, dépendra avant tout de la détermination des activistes et des citoyens à réclamer une amélioration de leurs conditions de vie, et à exiger le respect de leurs droits et de leurs libertés. L'usage qu'ils feront des médias sociaux pourra altérer certains développements, notamment pour dénoncer les méfaits des autorités et leur demander de rendre des comptes, mais cela ne représentera qu'un facteur secondaire. Les nouveaux médias, et les réseaux qu'ils tissent, ont certes bouleversé les attentes en terme de liberté d'expression et de communication. Cependant, ils demeurent de simples armes dans l'arsenal activiste pour la mobilisation collective et l'expression de la volonté populaire.

Croire que les avancées technologiques dans le domaine des médias démocratiseront les sociétés arabes revient à penser que le problème résulte d'un déficit d'information. Or, excepté pour les pays les plus autoritaires, l'information est accessible depuis longtemps aux plus déterminés, et n'a pourtant jamais apporté la démocratie. Ce même déterminisme technologique a été appliqué à l'étude du développement des médias satellitaires au Moyen Orient au début des années 2000. Philip Seib mettait déjà en garde en 2005, contre le danger de conférer un pouvoir de réforme et un potentiel de démocratisation à ces nouvelles chaines, et de leur attribuer la capacité d'accroitre la participation citoyenne des sociétés arabes, pour transformer les régimes politiques de ces pays. La démocratie ne peut pas être engendrée par les médias car le vrai changement doit être le résultat d'une réforme des institutions et des systèmes politiques.[315] Tout comme il était illusoire de penser que la télévision satellite bouleverserait le statu quo au Moyen Orient, il est également trompeur d'estimer que les médias sociaux révolutionneront les conditions sociales des peuples de la région.[316]
Les mouvements collectifs assez forts pour imposer le changement social reposent sur des relations étroites et concrètes sur le terrain et sur une hiérarchie solide, une configuration diamétralement opposée aux liens faibles et peu structurés qu'offrent les médias sociaux. Bien qu'ils facilitent la prise de contact entre individus autour d'affinités communes, les nouveaux médias ne permettent pas de tisser des réseaux tangibles et stables qui donnent sa force à une mobilisation collective sur le long terme. Car au delà de la formation du groupe, il y a la question de pouvoir, et des dizaines de milliers d'individus partageant des tweets ne peuvent déclencher une révolution, ni imposer le changement politique.

Le déterminisme technologique qui caractérise les premières analyses de la révolution, a également masqué un autre phénomène corolaire de la déconnexion des cercles virtuels

[314] KHAMIS Sahar et VAUGHN Katherine, « Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance » in *Arab Media and Society*, n°13, été 2011
[315] SEIB Philip « Reconnecting the world. How do media technologies may help change Middle East politics » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World. Is reality TV Democratizing the Middle East? And other studies in satellite broadcasting in the Arab and Islamic worlds*, vol. 1, n° 2, The American University Press, Le Caire, 2005
[316] SEIB Philip « Reconnecting the world. How do media technologies may help change Middle East politics » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World. Is reality TV Democratizing the Middle East? And other studies in satellite broadcasting in the Arab and Islamic worlds*, vol. 1, n° 2, The American University Press, Le Caire, 2005

d'activisme du reste de la société. Il s'agit de l'accélération du rythme du politique face au tempo effréné de la communication médiatique par le biais des nouvelles technologies et de l'information en continu.
Un phénomène observé par Issandr Al Amrani, bloggeur et analyste politique. *« Depuis la fin des années 2000, un écosystème entre la presse, les médias en ligne, et la télévision a favorisé une accélération des flux d'information. Il y a dix ans, il n'y a avait pas de chaines satellitaires ni de médias en ligne. Le rythme de l'information politique était très différent et beaucoup plus lent, avec une fréquence hebdomadaire voire mensuelle. Aujourd'hui, la frénésie est constante. Avec internet, le flux d'informations ne s'arrête jamais et à la télévision, il faut de l'actualité nouvelle tous les jours, si ce n'est toutes les heures. »*[317]

Régis Debray explique la dichotomie qui existe aujourd'hui entre la rapidité des systèmes de communication et la lenteur des institutions politiques.[318] Selon lui, les sociétés modernes sont à la fois fascinées par leur parc de machine qui se renouvèle à toute allure, et profondément ennuyées par leur système politique, qui demeure relativement identique au fil des années. Cet écart des rythmes de transmission entre le secteur médiatique et le monde politique entraine un déséquilibre de temporalité qui, selon Régis Debray, subordonne le durable à l'éphémère.
Un constat que partage Robert Hassan dans son étude sur la transition postrévolutionnaire égyptienne au lendemain des 18 jours. Il observe que les technologies numériques ont accéléré le rythme de l'économie et de la société à tel point que le développement démocratique, dont la cadence est plus lente, se retrouve laissé à la traine.[319] Les processus qui permettent l'avènement de la démocratie et la mise en place de ses institutions politiques reposent sur l'écriture et la lecture de textes imprimés, de livres, de tracts, de documents officiels ou encore de journaux. Dans le contexte des sociétés modernes hyper connectées, le haut débit numérique rend le texte imprimé obsolète.
Ainsi, les réseaux sociaux, telle une protubérance de la société néolibérale d'information, ont propulsé l'action politique au sein la sphère numérique à haut débit. A partir de ce constat, Robert Hassan affirme que les révoltes qui ont enflammé le monde arabe en 2011 sont les exemples dramatiques de processus politiques postmodernes dépourvus de racines et de réseaux étroits de relations humaines. Ces événements ont favorisé l'émergence d'un environnement évoluant selon une temporalité qui ne permet pas le développement de programmes politiques traditionnels sur le long terme, capables d'aider le pays vers une transition démocratique. Les réseaux sociaux ont généré après le départ de Hosni Moubarak, un vide politique au sein duquel des formes de pouvoir et des acteurs politiques, certains moins démocratiques que d'autres, fluctuent invariablement de façon éphémère. Robert Hassan estime que pour comprendre la nature de la conscience collective d'une époque, il faut comprendre les supports et les processus avec lesquels les idées sont transmises, et les réseaux de communication qui permettent à la pensée d'avoir une existence sociale.
Dans le cas de l'Égypte, l'abondance de communication permise par Twitter, Facebook et les autres médias sociaux, est à la fois un défi et une opportunité pour la démocratie, puisque ces technologies peuvent également être utilisées par les gouvernements pour infiltrer les réseaux activistes et véhiculer des messages de propagande ou de désinformation. Par ailleurs, lorsque le gouvernement n'a que peu de crédibilité auprès de son peuple, internet peut devenir une source importante de vérités que les autorités peuvent facilement manipuler.

[317] Entretien avec Issandr Al Amrani le 20 mars 2013 au Caire
[318] DEBRAY Régis, *Introduction à la médiologie*, PUF, Paris, 2000
[319] HASSAN Robert, « 'Not Ready for Democracy': Social Networking and the Power of the People. The Revolts of 2011 in a Temporalized Context » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

Ainsi, selon les arguments offerts par Régis Debray et Robert Hassan, les soulèvements de 2011 n'ont pas seulement été la cause de la déstabilisation ou de la chute de dictatures, ou encore de la prise de panique des régimes autoritaires face à l'urgente nécessitée de faire des concessions rapides. Ces révolutions ont également été l'exemple d'un processus politique mené à la vitesse vertigineuse des réseaux sociaux, plongeant les sociétés postrévolutionnaires dans un vide démocratique. Ce constat va de paire avec celui présenté précédemment et qui décrit ces mobilisations populaires comme des mouvements collectifs sans source d'autorité identifiée et fédératrice. Aucun acteur en particulier n'a été plébiscité par les masses pour prendre en main la transition et guider le pays vers un cap établi. La révolution égyptienne n'a pas non plus été en mesure de mettre en avant un ensemble de demandes politiques capable d'unir sur le long terme une portion suffisamment importante de la population derrière des objectifs spécifiques.
La conséquence inévitable a été le maintien au pouvoir d'éléments de l'ancien régime. Robert Hassan estime que ce vide politique qui a happé les masses arabes, expose l'immaturité et l'impuissance politique de ces sociétés. La culture démocratique a besoin de temps pour se développer et murir, et, malgré les promesses d'immédiateté de la communication en réseaux, aucune accélération radicale ne peut hâter ce processus.
La génération internet du monde arabe a été d'une certaine manière forcée – par le biais de technologies en réseaux comme Facebook, YouTube et Twitter – de se représenter le monde comme un espace numérique global, totalement déconnecté, dans le temps et l'espace, de la réalité physique dans laquelle elle évolue. Ces jeunes sont soudainement devenus les figures virtuelles et désincarnées d'une révolte qui prenait forme sur les écrans d'ordinateurs, de téléphones portables et de télévisions branchées sur les chaines d'information en continu. Ces dernières, en favorisant les analyses immédiates et à chaud pour faire face à la succession interminable d'événements, n'ont guère aidé à établir un schéma de compréhension qui permette de préparer le pays aux conséquences de la révolution. La galvanisation entrainée par ce spectacle médiatique a eu pour effet d'empêcher l'articulation sur le terrain de programmes politiques concrets et viables.
La prise de pouvoir par la rue et le peuple, présentée comme le résultat du dialogue virtuel mené sur Facebook et Twitter, a rapidement laissé place à un vide criant sur le terrain où la jeunesse d'internet n'a pas su développer de racines profondes et solides. Le pouvoir du peuple, acquis grâce aux technologies numériques, s'est ainsi résorbé comme il était apparu.

Robert Hassan propose deux scénarios quant à l'évolution postrévolutionnaire des pays arabes dont la mobilisation populaire a été portée par les nouveaux médias. Premièrement, les nouvelles sociétés qui vont émerger seront, faibles et sous-développées, mais sauront accueillir de façon positive les fonds internationaux et les offres d'aide et d'investissement. Dans ce cas, le processus de transition sera assez rapide mais les élites locales seront les seules à avoir accès aux réels circuits de pouvoir et d'information.
L'autre alternative est des années de luttes civiles ou de conflits sectaires sanglants. Mais même dans ce cas, certaines manifestations locales encourageant la transition démocratique peuvent commencer à émerger. Quoi qu'il en soit, conclut-il, ce processus sera lent et indigène, et les nouvelles technologies d'information ne peuvent jouer qu'un rôle très périphérique. Le problème est de nature temporelle. La société néolibérale et numérique doit apprendre à accorder le temps nécessaire et fondamental au développement démocratique. Dans le cas contraire, les réseaux sociaux continueront d'alimenter l'illusion que les actions politiques peuvent avoir des résultats immédiats, une situation qui maintiendra le vide du pouvoir, principal terreau de l'opportunisme politique et premier frein au changement de régime.

PARTIE III.

MEDIAS ET RETABLISSEMENT DU REGIME
EN EGYPTE APRES LA REVOLUTION DE 2011

En pleine redéfinition, les médias de l'Égypte en transition privilégient des discours sensationnalistes et populistes qui exacerbent le climat d'incertitude politique et entravent l'élaboration d'un débat national inclusif et d'un contrat social viable

L'apogée et le déclin d'Al Jazeera en Égypte bouleversent la scène médiatique et accentuent la polarisation de la sphère publique du pays

1. L'impact libéralisateur d'Al Jazeera en Égypte au cours des années 2000 197
2. Le rôle d'Al Jazeera durant les 18 jours et de son soutien sans faille à la révolution 202
3. L'effondrement de la crédibilité d'Al Jazeera dans le contexte postrévolutionnaire 209

La libéralisation de la sphère publique est freinée par des médias incapables de redéfinir leur rôle politique et sociétal au sein de l'Égypte en transition

1. Le rôle des médias dans l'élaboration de la contestation politique en régime autoritaire et en contexte révolutionnaire 217
2. Les débats télévisés deviennent des agoras populaires où s'affrontent des rhétoriques polarisantes qui participent à la théâtralisation du politique 223
3. Journalisme et activisme, la question du professionnalisme des médias dans l'Égypte en transition 233

Faute de réformes structurelles tangibles, l'industrie médiatique de l'Égypte en transition demeure soumise à des impératifs autoritaires et clientélistes propres à l'ancien régime

L'étroite connivence qui perdure entre les médias et le régime compromet le renouvellement des élites, rendant ainsi caduque le processus de transition démocratique

1. La nature des relations entre les élites et les médias détermine l'influence que ces deux entités peuvent avoir sur le changement politique 243
2. Le secteur des médias privés demeure structuré par des mécanismes de collusion d'intérêts et de cooptation du discours médiatique 250
3. Les médias d'Etat semblent incapables de s'émanciper de la tutelle autoritaire du régime 256

En entravant le développement d'un débat national inclusif et démocratique, les médias participent à la résorption du choc révolutionnaire et au succès de la mutation néoautoritaire du régime

1. La polarisation du débat public entre médias libéraux et chaines religieuses entraine une déchirure profonde du tissu sociétal 264
2. Le rôle des médias et des élites dans la mutation néoautoritaire du régime 275
3. Alors que la parenthèse révolutionnaire se referme, la collusion entre les médias et le régime semble sortir renforcée de ces deux années tumultueuses 285

Cette troisième et dernière partie vise à démontrer que la fenêtre d'opportunité politique qui s'est ouverte avec le soulèvement de 2011 se referme progressivement au cours des deux années qui suivent. Malgré cette parenthèse révolutionnaire et les bouleversements engendrés dans le domaine de l'expression publique, le secteur des médias ne parvient pas à s'émanciper des dynamiques autoritaires qui le structurent depuis des décennies. Lorsque l'armée reprend le contrôle du pays au cours de l'été 2013, les médias, privés comme publics, se retrouvent relégués à leur rôle originel de cerbère du régime. Le but de cette partie est d'expliquer comment interactions entre les cercles dirigeants et les médias ont participé au succès de la mutation néoautoritaire du régime et au retour plébiscité des militaires au pouvoir.

Bien qu'au lendemain de la révolution, le paysage médiatique semble en pleine redéfinition, il apparaît très vite que cette nouvelle sphère publique, aussi diversifiée soit elle, est saturée de discours médiatiques qui privilégient des approches sensationnalistes et populistes. Cette tendance qui s'étend à l'ensemble du secteur médiatique exacerbe le climat d'incertitude politique et entrave l'élaboration d'un débat national inclusif et d'un contrat social viable. L'apogée fulgurante puis le déclin brutal d'Al Jazeera au cours de ces deux années, est un premier élément qui bouleverse la scène médiatique et qui contribue à accentuer la polarisation de la sphère publique du pays. En effet, au cours des 18 jours, la chaine exprime un soutien sans faille à la révolution. Ce parti pris s'inscrit en continuité directe avec l'impact libéralisateur que la chaine qatarie a eu vis-à-vis des scènes médiatiques et politiques en Égypte au cours des années 2000. Cependant l'approche de plus en plus politisée d'Al Jazeera par rapport aux différents soulèvements qui secouent la région et son orientation partisane de plus en plus évidente vis-à-vis de la transition politique en Égypte, entraineront un effondrement de sa crédibilité qui se révèlera irréversible.
Parallèlement, la libéralisation de la sphère publique est freinée par l'incapacité des médias à redéfinir leur rôle politique et sociétal au sein de l'Égypte en transition. Les débats télévisés deviennent rapidement des agoras populaires où s'affrontent des rhétoriques polarisantes qui participent à la théâtralisation du politique. Dans ce contexte, la ligne entre journalisme et activisme continue de se brouiller, remettant en question l'état du professionnalisme des médias dans l'Égypte postrévolutionnaire.

Il apparaît très vite que, malgré le choc révolutionnaire et l'ouverture du débat public à des acteurs jusqu'alors marginalisés, l'industrie médiatique n'est l'objet d'aucunes réformes structurelles tangibles et demeure de ce fait soumise à des impératifs autoritaires et clientélistes propres à l'ancien régime. En effet, l'étroite connivence qui perdure entre les médias et le pouvoir militaire rend caduque le processus de transition démocratique en compromettant le renouvellement des élites ayant accès à la production de sens politique et étant capables d'imposer leur lecture des réalités sociales. Et tandis que le secteur des médias privés demeure structuré par des mécanismes de collusion d'intérêts et de cooptation du discours médiatique, les médias d'Etat semblent incapables de s'émanciper de la tutelle autoritaire du régime militaire.
En entravant de la sorte le développement d'un débat national inclusif et démocratique, les médias participent à la résorption du choc révolutionnaire et au succès de la mutation néoautoritaire du régime. Par ailleurs, la polarisation du débat public entre médias libéraux et chaines religieuses entraine une déchirure profonde du tissu sociétal. Ainsi, alors que la parenthèse révolutionnaire se referme, la collusion entre les médias et le régime semble sortir renforcée de ces deux années tumultueuses

En pleine redéfinition, les médias de l'Égypte en transition privilégient des discours sensationnalistes et populistes qui exacerbent le climat d'incertitude politique et entravent l'élaboration d'un débat national inclusif et d'un contrat social viable

L'apogée et le déclin d'Al Jazeera en Égypte bouleversent la scène médiatique et accentuent la polarisation de la sphère publique du pays

1. L'impact libéralisateur d'Al Jazeera en Égypte au cours des années 2000

Au lendemain de la révolution, une des transformations majeures du paysage audiovisuel égyptien est le déclin rapide de la chaine Al Jazeera en termes de popularité et de crédibilité. Cette évolution est d'autant plus spectaculaire que la chaine a été acclamée pour son rôle engagé lors du soulèvement. Tout au long de la décennie qui précède la révolution, Al Jazeera participe à l'ouverture progressive de l'industrie médiatique du pays et, dans une moindre mesure, à la libéralisation du discours politique.

Kai Hafez estime qu'en élargissant l'éventail des opinions relayées et en offrant une plateforme d'expression à des acteurs de tous bords, Al Jazeera et les chaines panarabes ont eu des conséquences irréversibles sur la scène politique du Moyen Orient.[320] Il rappelle cependant qu'en fonction du contexte et des structures politiques de chaque pays, l'impact de ces chaines a été plus ou moins important, et n'a par exemple pas été le même en Égypte, où l'activité politique est dense, et au Yémen, où la scène politique est moins active. Cependant, en s'adressant directement aux peuples et en les incitant à demander des comptes à leurs dirigeants, Al Jazeera a placé au cœur des débats médiatiques l'existence d'un écart dans la région entre aspirations populaires et politiques gouvernementales. La chaine a également mis en évidence l'importance, dans le monde arabe, d'acteurs non gouvernementaux et leur capacité à être souvent plus représentatifs des peuples et de leurs aspirations politiques, que les Etats et les autres organisations politiques nationales.
Tourya Guaaybess avance l'hypothèse, largement partagée par les analystes des chaines panarabes au cours des années 2000, que la télévision peut être un instrument de démocratisation lorsqu'elle contraint le gouvernement à justifier ses actions, qu'elle encourage le pluralisme, et qu'elle s'autonomise de l'influence d'acteurs extérieurs, notamment des pouvoirs politiques et financiers.[321] Les médias panarabes remplissent d'une certaine façon ces critères. Leur dimension transnationale et détachée du cadre de l'Etat nation permet à ces chaines – dont les pays d'origine restent cependant des sujets tabous – de demander des comptes aux dirigeants qu'elles critiquent, de relayer une pluralité de messages marginaux ou de l'opposition, sans pour autant s'exposer à la répression, et d'adopter des positions éditoriales indépendantes des impératifs politico-économiques auxquels sont soumis les médias dépendant de structures nationales. Dans cette configuration, Al Jazeera a su jouer un rôle de catalyseur des aspirations démocratiques des peuples arabes, une prérogative qui était jusqu'ici réservée, selon Kai Hafez, aux organisations politiques nationales. La chaine qatarie a ainsi encouragé la formation d'opinions publiques critiques à travers la région, et ravivé un intérêt pour la chose politique au sein de certaines classes sociales.[322] Cependant, cette fonction tribunitienne ne semble avoir eu d'impact concret ni sur la mobilisation populaire, ni sur l'apprentissage démocratique. Cet échec met en évidence la nécessité d'un

[320] HAFEZ Kai, *Arab Media, Power and weakness*, Continuum, New York, 2008
[321] GUAAYBESS Tourya, *Télévisions arabes sur orbite. Un système médiatique en mutation*, CNRS éditions, Paris, 2005
[322] HAFEZ Kai, *op. cit.*

ancrage physique sur le terrain, capable de prendre le relai du petit écran et de transformer la prise de conscience provoquée par les chaines satellitaires en action collective.
Naomi Sakr avance qu'il est certes raisonnable d'attendre des médias qu'ils facilitent l'arrivée du changement – en ouvrant des espaces d'expression, en favorisant l'émancipation d'un public mieux informé, et en offrant une voix aux classes démographiques laissées en marge, comme les femmes et la jeunesse. Cependant, elle estime également que, bien qu'Al Jazeera soit une plateforme critique incontournable vis-à-vis des gouvernements, force est de constater que ses émissions n'ont pas vraiment abouti au développement d'un agenda démocratique capable d'orienter les peuples pour les aider à provoquer le changement politique.[323] Khaled Hroub estime à ce titre que l'impact politique des chaines panarabes demeure extrêmement superficiel. Selon lui, Al Jazeera a bien été partie prenante du changement en élargissant le débat et en offrant une sphère publique transnationale pour l'échange d'idées, mais elle n'a pu entrainer de conséquences en profondeur, étant incapable, en tant qu'appareil médiatique, d'élaborer une vision politique concrète pour la mise en place de réformes.[324]

L'influence des chaines panarabes demeure cependant indéniable et Mohamed El Oifi estime qu'elle reflète non seulement l'impuissance politique des gouvernements nationaux mais également le profond dérèglement des institutions régionales. Selon lui, ces deux dynamiques ont permis à ces médias de devenir les scènes politiques de substitution du monde arabe.[325] Dans le cadre d'une configuration inédite, marquée par la cohabitation de régimes nationaux autoritaires et d'une sphère médiatique panarabe libéralisée et pluraliste, la puissance d'Al Jazeera s'explique par le rôle qu'elle joue comme ersatz d'une agora transnationale donnant la parole à des acteurs n'ayant pas accès aux médias de leur pays respectif. Ensuite, le vide géopolitique dans le monde arabe au niveau institutionnel a abouti à la faible défense sur la scène internationale de l'indépendance des Etats de la région et de la souveraineté de leurs peuples. Cette situation a permis à Al Jazeera de consolider son influence régionale, grâce à sa posture panarabe et à des équipes reflétant les différentes nationalités et sensibilités de la région. La chaine apparaît donc, selon Mohamed El Oifi, comme l'unique institution panarabe efficace et crédible, tirant sa puissance d'une incapacité politique et d'un dérèglement institutionnel à travers le monde arabe.
Il demeure cependant difficile d'établir de façon incontestable le rôle d'Al Jazeera comme pionnière de la libéralisation de l'expression politique, et comme source alternative aux médias nationaux dans les domaines de l'information et de la mobilisation politique. Si la chaine qatarie a certes contribué, selon Kai Hafez, au développement d'une nouvelle culture politique arabe centrée sur la démocratisation et la liberté d'expression, il lui a cependant été impossible, n'étant elle-même qu'une entité médiatique, de prendre part à la compétition entre acteurs politiques et sociaux de la région, et d'imposer un quelconque agenda. Elle n'a pas non plus su fédérer les mouvements protestataires du monde arabe autour d'un message unificateur offrant aux peuples une vision claire de l'action politique à suivre et des réformes à mettre en place.[326]

---

[323] SAKR Naomi « Approaches to exploring Media-Politics connections in the Arab world » in SAKR Naomi (dir.), *Arab Media and Political Renewal. Community, Legitimacy and Public Life*, I.B. Tauris, Londres, 2007
[324] HROUB Khaled « Les médias satellitaires et le changement social dans le monde arabe » in MOHSEN-FINAN Khadija (dir.), *Les médias en Méditerranée, Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Acte Sud, Paris, 2009
[325] EL OIFI Mohammed « Faire de la politique par les médias dans le monde arabe » in *Maghreb, Machrek*, n°193, Automne 2007
[326] HAFEZ Kai « The Role of Media in the Arab World's Transformation Process » in HANELT Christian-Peter and MÖLLER Almut, *Bound to cooperate: Europe and the Middle East II*. Bertelsmann, Gütersloh, 2008

Les chaînes satellitaires panarabes jouissent donc d'une capacité d'influence transfrontalière, qui les rend hermétiques aux contraintes politiques nationales, et d'une capacité à agir comme des intermédiaires entre les Etats et les sociétés pour donner une voix aux peuples et à leurs aspirations. Cependant, aussi engagées qu'elles soient, elles ne peuvent se substituer à l'action sur le terrain des acteurs politiques et des mouvements sociaux. En somme, explique Kai Hafez, les chaînes comme Al Jazeera sont capables de soutenir le changement, uniquement lorsque le processus de transformation a déjà été enclenché par des mouvements actifs sur le terrain. L'impact mobilisateur des médias de masse est encore plus limité dans un contexte autoritaire où les actions collectives sont réprimées et où les possibilités de réformes politiques sont bloquées. De ce fait, bien qu'Al Jazeera n'ait cessé de demander plus de démocratie, son message n'a pas su pallier à l'inertie de l'opposition politique traditionnelle et à l'absence d'un relai actif sur le terrain susceptible de transformer ses appels au changement en actions politiques concrètes. Car, comme l'observe Kai Hafez, les médias ne sont pas des acteurs sociaux capables de remplacer les acteurs politiques sur le terrain pour devenir les moteurs de la négociation de pouvoir et du changement par le bas. Du fait de la fragilité, voire de l'absence totale dans certains pays, d'acteurs de la société civile avec qui établir des liens, Al Jazeera n'a pas été en mesure de concrétiser les agendas démocratiques qu'elle encourageait. Ce n'est qu'en contexte exceptionnel de mobilisation collective – comme par exemple la Révolution du Cèdre au Liban en 2005, la mobilisation de Kefaya en Égypte la même année, ou le Mouvement du 6 Avril en 2008 en Égypte également – que la chaine qatarie a pu influencer l'évolution de la situation politique, sans pour autant avoir d'impact tangible sur le long terme.

En 2005 la chaine couvre de façon intensive et en direct les manifestations politiques à travers la région, notamment au Liban et en Égypte où le mouvement libéral Kefaya appelle les gens à descendre dans la rue pour protester contre le régime. Lawrence Pintak estime qu'au cours de cette année d'intenses contestations, les banderoles, les slogans politiques, et les couleurs du maquillage et des tenues des participants, ont délibérément été choisis par les organisateurs de ces mouvements pour attirer les caméras des chaines panarabes. Ce parti pris esthétique reflète une maitrise nouvelle du langage médiatique par les jeunes générations qui comprennent l'efficacité d'une communication visuelle et expéditive.[327] Ces campagnes médiatiques au style laconique s'inspirent directement des images frappantes diffusées par les chaines panarabes, du rythme effréné de la diffusion de l'information, et d'un vocabulaire en arabe moderne explosif et allant droit au but. L'adoption de ces nouvelles formes de communication facilement compatibles avec les exigences des médias transnationaux, prouve, selon Lawrence Pintak, qu'à l'ère de l'information en continu, les activistes savent à présent exploiter le pouvoir de la télévision et utiliser les caméras comme un filet de protection face à la répression des régimes.
Au cours de cette période de mobilisations populaires, Al Jazeera semble en passe de devenir le centre nerveux de la contestation politique à travers la région. De nombreux analystes comme Philip Seib avancent qu'en diffusant les images de foules en train de manifester, la chaîne pourrait avoir un impact démonstratif et ainsi provoquer un effet domino qui inciterait d'autres pays à se soulever pour réclamer la démocratie.[328] En 2005, le monde arabe a les yeux rivés sur Beyrouth et Le Caire, et l'influence des médias panarabes sur les réalités

[327] PINTAK Lawrence, *The New Arab Journalist. Mission and Identity in a Time of Turmoil*, I.B. Tauris, Londres, 2011
[328] SEIB Philip « Reconnecting the world. How do media technologies may help change Middle East politics » in Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World. Is reality TV Democratizing the Middle East? And other studies in satellite broadcasting in the Arab and Islamic worlds*, vol. 1, n° 2, The American University Press, Le Caire, 2005

géopolitiques de la région devient un facteur que les régimes sont forcés de reconnaître. Lawrence Pintak parle alors d'Al Jazeera et de ses consœurs comme du nouvel arsenal de la démocratie, et affirme qu'une relation symbiotique est en train de se créer entre la chaîne qatarie et les mouvements démocratiques de la région. Il précise cependant que cela n'est pas nécessairement le résultat de préoccupations altruistes ou d'engagements humanistes de la part d'Al Jazeera. Cette relation est plutôt due, selon lui, au fait que ces manifestations qui secouent le monde arabe sont télégéniques, et fournissent des images et des récits attrayants, dont la couverture en direct garantit un taux d'audience élevé. Le caractère libérateur de la chaine qatarie semble donc ambivalent, et au fil de la décennie il devient évident que l'agenda démocratique d'Al Jazeera est avant tout établi en réaction à des événements, et non par anticipation de soulèvements populaire avec pour optique de provoquer le changement.

Les grèves générales qui éclatent à Mahalla en 2008, et qui s'étendent ensuite à l'ensemble de l'Egypte, permettent à nouveau à Al Jazeera de s'imposer en héraut de la démocratie. La couverture qu'elle fournit des émeutes qui ont lieu suite à l'augmentation du prix du pain et aux différentes mobilisations qui dégénèrent, offre un contraste criant avec les images diffusées par les médias nationaux égyptiens. Tandis que les chaines du pays comme Dream et Al Mehwar, refusent de montrer des vidéos trop choquantes, Al Jazeera diffuse des images explicites de victimes ensanglantées ou de manifestants piétinant des posters de Hosni Moubarak. La zone d'affrontements étant rapidement interdite aux journalistes, ce type de photos et de vidéos est alors plus difficile à obtenir pour les médias traditionnels, et les bloggeurs deviennent ainsi les principaux relais pour la couverture des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, qui font des dizaines de morts et des centaines de blessés. Certains journalistes travaillant pour les chaines satellitaires privées égyptiennes ont admis par la suite avoir reçu des menaces de la part du régime. Ces avertissements étaient accompagnés d'indications très strictes quant à la nécessité de minimiser les événements et d'inviter en majorité des représentants du gouvernement dans les émissions analysant l'actualité.
Cette schizophrénie médiatique entre chaines satellitaires panarabes et égyptiennes a lieu alors que les dirigeants de la région cherchent à limiter la marge de manœuvre des médias transnationaux, et à pénaliser la couverture de certaines actualités sensibles. Au début de l'année 2008, la Ligue Arabe adopte sa Charte de Retransmission Satellitaire, à l'initiative de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite qui contrôlent respectivement Nilesat et Arabsat, les deux plus importants satellites de la région. Ce texte met en garde les chaines satellitaires arabes contre des contenus qui menaceraient la paix sociale, l'unité nationale, et l'ordre public des Etats membres, et leur ordonne de protéger les intérêts suprêmes de ces derniers. Certains articles avertissent également ces chaines des conséquences qu'elles encourent si elles portent atteinte aux valeurs morales, sociales et culturelles des pays de la région, et si elles diffusent des messages de propagande qui menacent l'unité et les intérêts des nations arabes. Ces interdictions sont inspirées de textes législatifs nationaux instaurés par des régimes autoritaires pour pouvoir, à tout moment, faire fermer les médias, bloquer leurs publications et retransmission, et emprisonner leurs journalistes.

Hussein Abdel Ghani a été le directeur des bureaux d'Al Jazeera au Caire entre début 2000 et fin 2010. Il explique l'impact politique que la chaine a eu en Égypte au cours de cette décennie. *« Al Jazeera a bâti sa crédibilité pas à pas en devenant une plateforme ouverte à la rue arabe et non aux régimes arabes. Le premier impact de la chaine en Égypte a été la couverture des élections législatives en 2000. Le régime nous est tombé dessus. Nos studios ont été dévalisés, notre matériel cassé, nos journalistes attaqués. On nous a dit que si on voulait être tranquilles, il valait mieux qu'on arrête. Mais au lieu de ça, j'ai décidé de*

dénoncer ces pratiques en direct sur la chaîne. On a continué à couvrir les événements importants mais l'impact de notre engagement sur les gens ne s'est jamais transformé en action politique. C'était impossible sans le relai des médias locaux, et totalement impensable sous Moubarak. »[329] Il raconte que tout au long de cette période, Al Jazeera a voulu éviter que ne se reproduise la situation de la première guerre du Golfe où les publics arabes ne savaient pas ce qui se passait, ni quel type de guerre était conduit. Après la seconde Intifada, il affirme qu'Al Jazeera fait en sorte d'être présente partout pour couvrir les événements régionaux, et que c'est à ce moment qu'elle commence à élaborer les images et les lignes narratives symboliquement fortes qui lui deviendront spécifiques.

Il estime que l'entêtement de la chaine qatarie à couvrir des événements qui dérangent le régime, a mis celui-ci au pied du mur et l'a contraint à autoriser le développement d'un secteur privé des médias d'information. *« Vers le milieu des années 2000, les chaines privées commencent à se multiplier en Égypte. Elles sont autorisées par Moubarak pour donner une impression de libéralisation médiatique et de démocratisation du régime qui veut se défaire de son statut de dictature. Mais toute cette opération est gérée par des hommes d'affaires affiliés au régime et par les services de renseignements. Cette manipulation du débat public a quand même élargi les marges de liberté, ce qui a été bénéfique pour Al Jazeera puisqu'on en a profité pour accentuer notre critique du régime. »*[330]

Il observe qu'Al Jazeera a été un modèle pour l'industrie audiovisuelle égyptienne à deux niveaux. Tout d'abord, en n'ayant de cesse d'aller à l'encontre de la censure du régime, elle a transformé la pratique du journalisme en Égypte et a permis l'émergence sur le petit écran d'un espace d'expression un peu plus libre. « *Al Jazeera a bouleversé la télévision du pays. Pendant les années 2000, les talkshows n'ont eu qu'un seul but, nous imiter. Et les hommes d'affaires sont devenus obsédés par la création de chaines consacrées exclusivement à l'information et non au divertissement. »*[331] Hussein Abdel Ghani estime également que les chaines égyptiennes ont été influencées par les choix éditoriaux engagés d'Al Jazeera, par son style esthétique et rhétorique, et par une capacité matérielle à fournir des couvertures médiatiques approfondies et en continu autour d'événements majeurs. *« Al Jazeera a entrainé une libéralisation du discours médiatique en Égypte. Les chaines privées ont été forcées de nous suivre pour rester compétitives mais elles sont restées peureuses. En couvrant Kefaya et les grèves de 2008, Al Jazeera a contribué à développer la conscience du peuple et a mis en avant le rôle néfaste des médias du pays. Elle a joué un rôle fondamental dans l'ouverture de la société égyptienne. Les médias nationaux quant à eux ont joué un rôle très néfaste pour le pays. Ils ont cautionné et caché les relations de corruption entre les hommes d'affaires et le régime. Ils n'ont jamais parlé du fait qu'en Égypte, seulement 1% de la population possède toutes les richesses du pays. »*[332]

Selon lui, c'est l'influence croissante de la chaine tout au long de la décennie qui lui a permis de jouer un rôle aussi important lors du soulèvement populaire de 2011. *« La révolution est le résultat d'une accumulation d'événements et la conséquence d'un mouvement qui s'est attaqué au régime dans son ensemble. La révolution a mobilisé une large partie de la population. C'est pour ça qu'on ne peut pas dire que le système soit tombé en 18 jours. Tout était déjà en train de s'écrouler. »*[333] Il articule cette montée en puissance d'Al Jazeera en Égypte au cours des années 2000 en trois phases. « *Une première phase s'est ouverte avec Kefaya en 2004 et le mouvement des juges indépendants en 2005. L'Égypte est un pays*

[329] Entretien avec Hussein Abdel Ghani le 8 mai 2012 au Caire
[330] *ibid.*
[331] *ibid.*
[332] *ibid.*
[333] *ibid.*

extrêmement centralisé où l'Etat nation est très fort et c'était la première fois qu'une des institutions du pouvoir se révoltait contre le pharaon. La seconde phase s'est ouverte avec les grèves des travailleurs en 2008 à Mahalla. Cette ville est une des citadelles industrielles du Moyen Orient avec près de 27.000 travailleurs. Ces grèves étaient généralement de petits mouvements mais extrêmement nombreux. Il y en a eu plus de deux milles en un an. Différentes composantes de la société égyptienne ont alors commencé à prendre part aux mobilisations. Mêmes les fonctionnaires et les travailleurs d'Etat se sont mis en grève en 2008. La troisième phase s'est ouverte avec la mobilisation en ligne par le biais des médias sociaux. C'est tout ça qui a mené le pays à la révolution en 2011. »
Il décrit le développement des médias sociaux comme une évolution s'inscrivant en continuité des changements entamés par Al Jazeera. Les nouvelles technologies ont permis à la chaine d'atteindre plus de gens et d'accroitre son influence. Elle a d'ailleurs été la première chaine à relayer les vidéos filmées par des activistes lors de manifestations, une articulation qui lui a permis d'avoir une influence décisive pendant les 18 jours. Au cours des années 2000, Hussein Abdel Ghani estime que, sous sa direction, la chaine a été à l'origine de progrès notoires dans le domaine de l'expression politique. Selon lui, elle a ouvert la sphère publique à l'opposition et accru les marges de liberté des médias égyptiens ; elle a offert une plateforme aux acteurs de la société civile et aux organisations de défense des droits de l'homme pour dénoncer les abus du régime de Hosni Moubarak ; elle a fait de la neutralité un gage de crédibilité en faisant passer la qualité de l'information avant les allégeances aux élites et à leur agenda ; elle a contribué à une meilleure qualité d'images et de contenus ; grâce à elle aujourd'hui, aucun événement majeur ou meurtrier ayant lieu en Égypte ne peut être dissimulé au public « *Al Jazeera est une expérience unique. Elle est arrivée à un moment crucial de l'histoire du Moyen Orient. C'est la seule chaine qui a eu un tel impact dans la région. Grâce à elle aujourd'hui les journalistes arabes savent un peu mieux faire leur travail. Ils ont plus d'emprise sur le débat public et les nouvelles générations sont beaucoup mieux formées que les précédentes.* »

2. Le rôle d'Al Jazeera durant les 18 jours et son soutien sans faille à la révolution

En février 2011, une semaine avant la chute de Hosni Moubarak, Al Jazeera était encore acclamée par les manifestants de la place Tahrir réunis devant des écrans géants improvisés. Cette communion entre la chaine qatarie et la foule révolutionnaire demandant la chute du régime, reflète l'importance de cette dernière au cours de la mobilisation collective des 18 jours. Depuis son lancement, Al Jazeera a été investie – et s'est elle même investie – de la mission libéralisatrice d'encourager le changement politique dans la région, et de devenir un jour le catalyseur de la démocratie au Moyen Orient en aidant au déclenchement de soulèvements populaires. Quinze ans après ses débuts, il semble que la prophétie se soit réalisée au regard du rôle indéniable joué par la chaîne dans la propagation de la vague révolutionnaire depuis Sidi Bouzid en Tunisie, jusqu'à la place Tahrir au Caire.
Samir Omar, correspondant d'Al Jazeera pendant la révolution, n'a aucun doute sur le fait que l'implication de la chaine dans le soulèvement égyptien a commencé dès sa couverture de la révolution tunisienne. *« Al Jazeera a donné à voir les mensonges du régime de Ben Ali. Quand la vague révolutionnaire a atteint l'Egypte, la chaine a ouvertement pris parti pour la révolution et a choisi de couvrir tout ce qui était en relation avec le mouvement. Notre couverture a tout de suite été très engagée et beaucoup moins réactionnaire que celle d'Al Arabiya. Nous sommes progressivement devenus une tribune pour les révolutionnaires. Et*

quand internet a été coupé le 28 janvier, Al Jazeera est devenue la première source d'information en Égypte. »[334]

Il y a donc fort à parier que si les Egyptiens n'avaient pas assisté par écrans interposés, dans les cafés populaires ou dans leur salon, à la révolte tunisienne sur Al Jazeera, l'embrasement révolutionnaire n'aurait pas pris une telle ampleur dans le pays. Ainsi, en apportant un soutien sans détour au soulèvement égyptien, et en aidant le mouvement à prendre de l'élan, Al Jazeera a participé à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité pour des acteurs qui étaient jusque là laissés en marge de la sphère publique et de l'arène politique. Dès les premiers jours, la chaine qatarie capture en images l'espoir fébrile des masses qui envahissent les rues du Caire. Selon Abdel Rahim Fouqara, chef du bureau d'Al Jazeera à Washington, « *le génie de la télévision satellitaire panarabe est d'avoir su mettre en image la douleur existentielle intense qu'est la sensibilité arabe, et d'avoir su élaborer une ligne narrative et une esthétique visuelle qui résonnent au plus profond de la psyché arabe.* »[335] En prouvant aux peuples de la région qu'aucun régime, même le plus autoritaire, n'est éternel, la chaine semble en 2011, sur le point d'ouvrir la boite de Pandore.

La puissance symbolique des images de foules en colère et de corps ensanglantés qu'elle diffuse, met à mal les arguments véhiculés par le régime égyptien pour sa propre survie, et fournit un contraste saisissant avec la couverture mensongère faite par les chaines étatiques au sujet de ces mêmes évènements. Tandis qu'Al Jazeera donne à voir des centaines de milliers d'individus demandant la chute du régime, la télévision égyptienne diffuse des scènes calmes et quotidiennes de circulation routière. Tandis qu'Al Jazeera montre les queues interminables causées par la pénurie de pain et d'essence, la télévision égyptienne présente des images d'acheteurs heureux et de frigos pleins, tournées plusieurs années auparavant. Le 28 janvier, Al Jazeera montre un écran coupé en deux avec à droite, des images en direct d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre devant le bâtiment de la télévision nationale, avec un véhicule de police en flammes ; et à gauche, des plans panoramiques du Caire et de rues paisibles, diffusés au même moment par la télévision d'Etat.

Au cours du soulèvement, le gouvernement égyptien attaque délibérément Al Jazeera sur plusieurs fronts pour tenter de la faire taire. Le 30 janvier 2011, le ministre de l'information de l'époque, Anas Al Fiqqi, fait fermer les bureaux de la chaîne au Caire et révoque les permis de travail de ses employés. Nilesat rompt son contrat avec Al Jazeera en coupant sa retransmission. Moins de quarante huit heures plus tard, plusieurs chaines satellitaires de la région décident d'interrompre leurs propres programmes pour que la chaine panarabe puisse continuer à retransmettre en utilisant leurs faisceaux. Elles permettent alors à la chaine qatarie de contourner la censure du régime et de délivrer aux téléspectateurs du pays et du monde entier une couverture en continu de la révolution égyptienne.

Suite à cet incident, le 1er février 2011, Al Jazeera publie sur son site les déclarations d'un de ses représentants « *Nous travaillons sans relâche pour émettre en continu en alternant les fréquences de retransmission. Il est aujourd'hui évident que certains pouvoirs ne veulent pas que nos images, qui encouragent la démocratie et les réformes, soient vues par le public.* »

La couverture exceptionnelle du soulèvement égyptien à laquelle la chaine panarabe se consacre exclusivement à partir de là – au point de suspendre toutes ses émissions pour un délai indéterminé – la propulse au premier rang de l'action révolutionnaire. Son engagement pour le soulèvement égyptien et la forme d'activisme antigouvernemental à laquelle sont contraints ses journalistes, la transforment en un acteur clé de la mobilisation. Tout au long des 18 jours, les journalistes des chaines anglaise et arabe d'Al Jazeera sont arrêtés puis

[334] Entretien avec Samir Omar le 8 mai 2012 au Caire

[335] Cité par Lawrence PINTAK in PINTAK Lawrence, *The New Arab Journalist. Mission and Identity in a Time of Turmoil*, I.B. Tauris, Londres, 2011

relâchés, leurs équipements détruits, leurs locaux incendiés. Le site internet de la chaine est régulièrement piraté. Samir Omar se souvient de la difficulté de leur situation. *« Notre bureau au Caire a été fermé le 2 février. Tout a été pillé et détruit par les forces du régime. Doha a commencé à envoyer des journalistes avec des passeports occidentaux pour garantir leur protection face à la répression du régime. Lorsque la sécurité d'Etat a fait fermer nos locaux et saisir notre matériel, on a utilisé des caméras de téléphones et des appareils photo pour faire nos reportages depuis Tahrir. On a été persécutés jusque sur la place. Aucun hôtel du coin ne voulait nous accueillir pour qu'on puisse filmer ce qui se passait depuis leurs balcons. On a trouvé un endroit où s'installer et on a rétabli la retransmission satellite sans autorisation légale. On a continué à couvrir en non-stop jusqu'au 11 février. On était trop préoccupés par le succès de la révolution et par le bien du pays pour se soucier de permis officiels et des dangers de la répression. »*[336]

Par conséquent, malgré les efforts du régime pour empêcher la chaine de diffuser des informations, Al Jazeera continue sa couverture des événements en Égypte. De leur coté, dès les premiers jours du soulèvement, les médias nationaux se lancent dans une campagne de désinformation et de propagande pour effrayer les Egyptiens et les inciter à rester chez eux, loin du tumulte des manifestations. La télévision d'Etat diffuse des messages mettant en garde les citoyens contre les voyous qui conduisent le mouvement protestataire, et retransmet des vidéos filmées par des participants se plaignant de violents pillages et du chaos ambiant. Ce cadre narratif contribue à alimenter la panique générale au sein de la population qui n'a pas encore assez de visibilité pour comprendre ce qui passe, et que la suspension des services d'urgences médicales décrétée par le gouvernement ne fait qu'inquiéter davantage. Les médias d'Etat accusent par ailleurs ouvertement les journalistes et les médias internationaux, notamment Al Jazeera, de servir un agenda caché et d'inciter le peuple à la violence. La télévision publique va jusqu'à mettre en scène un entretien avec un des ces prétendus agents de l'étranger qui, le visage caché, affirme avoir été entrainé par les Américains et les Israéliens au Qatar pour mettre l'Égypte à feu et à sang.
Les chaines privées proches du régime, quant à elles, consacrent beaucoup de temps d'antenne à des invités confirmant la théorie qu'Al Jazeera et les autres médias étrangers cherchent à déstabiliser le gouvernement et à faire sombrer le pays dans le chaos. Les présentateurs de l'émission « 48 heures », Sayed Ali et Hana Al Simari, sur Al Mehwar accusent Al Jazeera de déformer les faits pour provoquer la colère du peuple contre l'Etat et le président. Comme preuve de ce complot, ils montrent des captures d'écran du site de la chaine qatarie dont la bannière en haut de page proclame « Ensemble pour la chute de l'Égypte ». Ils continuent en affirmant qu'Al Jazeera a l'intention de détruire l'Égypte, et que cette conspiration est menée en accord avec l'Occident et Israël, qui envoient des individus déguisés en soldats dans les rues du pays, pour pousser les gens à prendre part aux manifestations. La télévision d'Etat met en garde les journalistes collaborant avec les médias étrangers, leur annonçant qu'ils seront poursuivis et punis pour haute trahison nationale et pour mise en danger des intérêts suprêmes du pays.

Le soulèvement met donc en lumière le manque de neutralité et de professionnalisme d'une grande majorité des médias égyptiens, et leur volonté de protéger le régime au prix de leur crédibilité. Cependant, en plaçant les médias nationaux en porte à faux, et en défiant la censure et les menaces du régime, Al Jazeera bouleverse la scène médiatique égyptienne et permet la création d'un espace de débat dont certaines chaines privées décident de tirer parti pour encourager les discussions publiques et nationales sur la révolution. ON-TV, et dans une

[336] Entretien avec Samir Omar

moindre mesure Dream, entreprend alors de montrer des images que le régime essaye de cacher, et d'aborder des sujets jusqu'ici tabous dans l'industrie. Quelques jours après le début du soulèvement, et face au contraste entre les images d'Al Jazeera et celles des médias d'Etat, l'équipe de la chaîne privée ON-TV se réunit pour discuter de la stratégie à adopter. Lawrence Pintak relate que Yosri Fouda, un des présentateurs vedettes de la chaine, aurait déclaré à Albert Shafiq, le directeur des programmes, qu'il ne pouvait détruire sa carrière en acceptant de répéter bêtement ce que le régime exigeait. Il se serait alors dit prêt à suspendre son émission si nécessaire. Mais Albert Shafiq lui aurait répondu que la chaîne n'avait pas l'intention de censurer les propos de ses journalistes sur la révolution. L'équipe décide alors d'adopter une couverture agressive et une ligne éditoriale engagée en faveur du soulèvement. Elle présente ces éléments à Naguib Sawires, le propriétaire, en l'avertissant du risque qu'il encoure s'il valide cette approche. Celui-ci aurait répondu à ses employés que tant qu'ils ne renonçaient pas à leur professionnalisme pour couvrir le soulèvement, il ferait face aux conséquences.[337]

Aussi, tandis qu'Al Jazeera fournit une couverture en direct et en continu du soulèvement, ON-TV reçoit les révolutionnaires dans ses studios. N'ayant pas le droit de diffuser des bulletins d'information, la chaine contourne cette interdiction en invitant dans ses émissions de débat, les acteurs de la mobilisation pour qu'ils expliquent au reste du pays ce qui est en train de se passer sur Tahrir. Ce niveau approfondi de l'analyse des événements s'est inscrit en complémentarité de la couverture d'Al Jazeera et a été crucial pour permettre au peuple égyptien de saisir les enjeux du soulèvement.

Ezzedine Shoukry-Fisher, ancien diplomate devenu journaliste pour *Al Shourouq*, estime qu'Al Jazeera a largement participé à la libéralisation du discours des médias égyptiens et de leurs analyses sur la révolution et ses enjeux politiques. *« Les médias du régime ont eu un impact très négatif pendant la révolution sur la nature des débats. A l'inverse les médias panarabes ont eu un rôle énorme. Al Jazeera a repoussé les limites de ce qui pouvait être montré et dit à la télévision au cours des 18 jours. Les chaines privées ont dû faire face à cette nouvelle configuration. Des chaines comme ON-TV ont décidé d'améliorer la qualité de leur couverture et de poser les questions qui fâchent. Elles ont commencé à inviter des révolutionnaires sur leurs plateaux pour dénoncer ce que le régime voulait cacher. »*[338]

A l'inverse d'ON-TV qui s'engage très tôt en faveur de la mobilisation, la chaine Dream demeure au début assez ambivalente. Elle ne commence à soutenir la révolution qu'à partir du moment où il devient clair que le régime, s'il ne tombe pas, devra au moins faire de sérieuses concessions. Cette évolution devient évidente lorsque Mona Al Shazly reçoit, le 7 février dans son émission « 10 heures du soir », l'activiste révolutionnaire Waël Ghonim, à sa sortie de prison où il vient de passer plusieurs jours. Cette interview d'un des pionniers de la mobilisation est accueillie par les manifestants comme un événement qui redynamise l'élan révolutionnaire en perte de vitesse.

Cette émancipation de certains médias privés et de leurs journalistes qui se fait au cours de la révolution dans le sillage de la chaine qatarie, a parfois été qualifiée « [d']effet Al Jazeera » par les analystes. L'ouverture progressive de la sphère publique égyptienne que ce phénomène entraine, permet par ailleurs aux utilisateurs des médias sociaux de s'engouffrer dans la brèche ouverte par Al Jazeera, pour s'imposer comme les relais de l'action sur le terrain. Cette articulation entre la chaine qatarie, les chaines privées prorévolutionnaires et les cyber-activistes, permet l'émergence de nouvelles opportunités politiques, pour des acteurs dont la montée en puissance au cours de la décennie précédente a souvent été ignorée par les médias traditionnels. La chaine qatarie a d'ailleurs été le premier média de masse à porter un

[337] PINTAK Lawrence, « Breathing Room, Toward a new Arab media » in *Columbia Journalism Review*, 5 mai 2011

[338] Entretien avec Ezzedine Shoukry-Fisher le 5 avril 2012 au Caire

intérêt aux informations partagées sur les réseaux sociaux par les manifestants devenus journalistes citoyens, relayant ainsi leurs revendications et leurs actions sur le terrain. C'est précisément ce nouvel écosystème médiatique qui permet à la jeunesse égyptienne, principale protagoniste de la révolution, de faire entendre sa voix. Pour la première fois dans l'histoire des médias du pays, les jeunes, qui jusqu'ici n'avaient pas leur mot à dire en politique, sont interrogés en direct à la télévision pour donner leur opinion sur autre chose que les résultats d'un match football ou les derniers clips vidéo de leur chanteurs favoris. En se faisant leur porte voix, Al Jazeera a permis à ces jeunes de devenir les héros de leur propre révolution et leur a ouvert l'accès à la sphère publique et politique du pays.

Cependant, l'engagement sans détour d'Al Jazeera en faveur de la chute de la dictature et l'immense popularité qu'elle y gagne, lui attire les critiques amères de ses concurrents qui lui reprochent de confondre journalisme et activisme. Nabil Khatib, éditeur en chef d'Al Arabiya estime qu'il n'appartient pas aux médias de soutenir une révolution. « *Ce n'est pas leur rôle d'agir comme des partis politiques, en essayant d'être des activistes plutôt que des pourvoyeurs d'informations. Al Jazeera tente d'être un protagoniste du conflit.* »[339]
Avec le recul, Samir Omar admet qu'à aucun moment il ne s'est préoccupé de la neutralité de ses reportages, et que les directeurs de la chaine ne lui ont jamais demandé de fournir une couverture qui traite de façon impartiale le régime de Hosni Moubarak et ses supporters. *« Dès le début, la position de la chaine a été de dire que le 25 janvier était un jour historique pour le peuple, pour le pays, et pour la politique arabe. C'était la première fois qu'on assistait à de telles manifestations. J'ai couvert cette révolution en tant que journaliste, mais surtout en tant qu'Egyptien. Je prenais part à l'histoire de mon pays. Avec l'équipe, on a vraiment lutté pour la chute du régime. On a couvert toutes les manifestations, on voulait aider le peuple à connaître ses héros. Sur le terrain, on a relayé sans relâche les points de vue des révolutionnaires, mais on n'est jamais allé voir ce qui se passait du coté des supporters de Moubarak. On n'avait pas besoin de consignes éditoriales. Les images parlaient d'elles mêmes. J'ai vu des gens se faire tuer devant moi. On a vraiment été dépassés par les évènements. »*[340]
Hussein Abdel Ghani n'est pas complètement à l'aise avec la politisation ouverte de la ligne éditoriale de la chaîne au cours du soulèvement égyptien. Bien que celle-ci soutienne une révolution populaire contre une dictature autoritaire, Al Jazeera encourage ses journalistes à une perte délibérée de leur neutralité, ce qui se résume selon lui à un manque de professionnalisme. *« Le correspondant est le seul à vraiment savoir ce qui se passe sur le terrain et peut donc donner un récit neutre ou orienté de la situation. Pendant la révolution, Doha a directement influencé la ligne éditoriale de la chaine. Et aujourd'hui, lorsqu'elle recrute de nouvelles équipes pour les envoyer couvrir les révoltes arabes, la chaine n'exige plus le même niveau d'expérience, pourtant nécessaire au traitement critique et déontologique de l'actualité, même la plus sensible. Al Jazeera a peu à peu perdu son objectivité, qui était jusqu'ici sa meilleure protection contre les attaques et les accusations. C'était son meilleur gage de professionnalisme et la seule façon qu'elle avait d'être prise au sérieux. Al Jazeera a aidé au déclenchement de la révolution mais elle en a tiré plus de désavantages que de bénéfices en terme de crédibilité. »*[341]

Malgré les critiques naissantes face à l'engagement d'Al Jazeera aux côtés des révolutionnaires de la place Tahrir, la couverture des événements faite par la chaine offre au monde entier un spectacle médiatique sans précédent. La secrétaire d'Etat à la Maison

[339] Cité par Lawrence PINTAK in PINTAK Lawrence, *op. cit.*
[340] Entretien avec Samir Omar
[341] Entretien avec Hussein Abdel Ghani

Blanche Hillary Clinton va même jusqu'à acclamer publiquement une chaine qui était encore quelques années auparavant décrite par les politiciens américains comme la porte-parole des terroristes d'Al Qaïda. « *Peu importe que vous l'aimiez ou la détestiez, elle est vraiment efficace. Vous pouvez ne pas être d'accord avec Al Jazeera, vous aurez quand même l'impression de recevoir de vraies informations, et non un million de publicités ou de débats entre les mêmes experts, le genre de choses qu'on fait dans nos médias et qui pour nous n'est déjà pas vraiment de l'information, alors pour les étrangers…* »

Le chef d'orchestre derrière cette consécration internationale est Wadah Khanfar, un journaliste palestinien d'une cinquantaine d'années, qui fait ses débuts sur Al Jazeera en 2001 comme correspondant en Afrique du Sud. Deux ans plus tard il est nommé directeur de la chaine arabe, et en 2006 il devient le directeur général de l'ensemble du groupe. C'est lui qui est derrière la couverture grandiose de la révolution égyptienne faite par les chaines Al Jazeera en arabe et en anglais.

Wadah Khanfar explique que la force qui a permis à la chaine panarabe de délivrer une telle couverture de la révolution égyptienne, a été sa capacité, depuis sa création, à saisir en profondeur les problématiques politiques, culturelles et sociales des sociétés arabes. Il ajoute qu'aucun autre média de la région, ni même du monde, n'a su comprendre comme elle les enjeux clés du Moyen Orient. « *La chaine a réuni les esprits du monde arabe et a facilité la compréhension mutuelle entre les peuples de la région. Elle s'est établie comme point d'émergence des débats publics dans le monde arabe. Avec l'arrivée de la révolution en Égypte, les gens ont réalisé que ce qui avait commencé en Tunisie était bien réel. L'Égypte est la nation arabe par excellence. C'est pour ça qu'on a consacré l'intégralité de notre couverture à la place Tahrir, pour voir en direct ce qui se passait là bas. C'était comme un chantier en cours où le peuple pouvait parler de tous les problèmes relatifs à la démocratie. Pour la première fois, nous avons vu des jeunes gens discuter ensemble de valeurs, sans aucune mention de divisions politiques ou religieuses. Cette nouvelle génération va redonner espoir au monde arabe et le sortir de sa dépression. Ces gars sont arrivés pour ramener la foi grâce à de nouvelles perspectives, de nouvelles hiérarchies, de nouvelles technologies, un nouveau vocabulaire et de nouvelles idées.* »[342]

Dans son éditorial du 25 février 2011 pour le *Washington Post*, il affirme que ces révolutions ont mis en évidence, non seulement l'échec des pouvoirs traditionnels, mais également la faillite morale, politique et économique des élites arabes qui s'acharnaient à vouloir contrôler les peuples et à orienter les discours des médias d'information à travers la région. Il dénonce également l'ethnocentrisme des experts et des médias occidentaux, incapables de repérer ce qu'il décrit comme les signes avant-coureurs de la montée en puissance de la jeunesse arabe et de l'éclatement imminent de révolutions susceptibles de faire tomber les dictatures arabes. Cet échec a, selon lui, mis en évidence le manque de compréhension des réalités arabes en Occident. « *Les alliés, les soutiens et les partenaires économiques des régimes arabes aux Etats Unis et en Europe ont préféré entretenir des relations avec des dirigeants qui n'étaient pas représentatifs de la nouvelle génération. Ces individus étaient complètement détachés de la réalité émergente et n'avaient aucun moyen de communiquer avec ces forces sociales qui sont aujourd'hui devenues incontournables. Ces processus n'ont pas été une surprise pour nous à Al Jazeera. Depuis notre lancement il y a quinze ans, nous avons choisi de rester proches de la rue arabe, de prendre son poult et de refléter ses aspirations. Il était évident pour nous qu'une révolution était en train de se préparer, et que cela se tramait loin du regard des médias dociles, superficiels, et alliés du pouvoir.* »[343]

[342] Entretien avec Wadah Khanfar réalisé par le Professeur Gilles Kepel en octobre 2012 à Doha

[343] KHANFAR Wadah « At al-Jazeera, we saw the Arab revolutions coming. Why didn't the West? » in *Washington Post*, 25 février 2011

Selon lui, la puissance d'Al Jazeera a été d'aller à contre courant de l'industrie médiatique régionale qui n'était pas intéressée par les acteurs qui seraient pourtant un jour capables de provoquer le changement. En plus de fournir divers points de vue pour une analyse en profondeur des problématiques de la région, la chaine qatarie se fixe également comme mission d'offrir à ces voix laissées en marge de la sphère publique – mais dont elle perçoit le potentiel révolutionnaire – les canaux dont elles ont besoin pour communiquer avec le reste de la population. « *De nombreux médias de la région n'ont pas su voir ce qui se passait au sein des cercles activistes en marge. Désireux de mener des interviews avec des officiels de haut rang et de couvrir toujours les mêmes conférences de presse, ils sont restés totalement aveugles à ce qui se passait sur le terrain. A Al Jazeera nous ne nous sommes épargnés aucun effort pour dénicher les vrais acteurs, peu importe où ils pouvaient être, dans les campagnes, dans les champs, dans les prisons, ou sur la blogosphère. Nous avons été guidés par la ferme croyance que le futur du monde arabe serait influencé par des gens n'appartenant ni à ces élites vieillissantes ni à ces structures politiques décrépies auxquelles les médias accordent tellement d'importance.* »[344]

Celui qui est alors le directeur général des chaines arabe et anglaise d'Al Jazeera raconte comment ils ont très vite été submergés par les contenus amateurs qui leur étaient envoyés, depuis le théâtre des événements, par les participants. Il estime que c'est leur voix qui, relayée par la chaine, a permis à cette dernière d'offrir une couverture si intense et fascinante. « *Nous avons refusé de compromettre notre politique éditoriale qui donne la priorité aux doléances et aux revendications des gens ordinaires. Ni les menaces de répression ni les promesses de récompenses de la part des ministres de l'information, des services de renseignements ou des courtisans du pouvoir n'ont réussi à nous persuader d'ignorer ou de trahir les oppressés et les persécutés qui ne demandaient rien d'autre que la liberté, la dignité et la démocratie. Comme je l'ai dit sur Twitter au cours de la révolution égyptienne et tandis que nos journalistes étaient détenus au Caire 'Lorsque les opinions se mélangent et que la confusion domine, fixe ton regard sur la voie suivie par les masses, car c'est là que se trouve le futur'.* »[345]
Interrogé sur le parti pris ouvertement révolutionnaire d'Al Jazeera et sur le fait que cela pouvait également être perçu comme une perte de neutralité, Wadah Khanfar admet que les journalistes ne sont pas des activistes et qu'ils ne doivent pas se laisser submerger par les événements qu'ils couvrent. Mais selon lui, le cas de l'Égypte est totalement différent et la chaine n'a pas eu d'autre choix que de prendre position. *« Le gouvernement de Moubarak nous a persécuté et nous a mis dans le camp des révolutionnaires. Nous ne voulions pas être le seul média à défendre la révolution, nous ne voulions pas être assimilés à des activistes. Nous avons été mis en difficulté, ce qui nous a forcés à recourir à l'activisme pour ne pas perdre de terrain et disparaitre des écrans. Ce n'était pas un choix mais une nécessité provoquée par le gouvernement qui a préféré la persécution au dialogue. »*[346]
Quant au Qatar, Wadah Khanfar affirme qu'il n'a à aucun moment cherché à jouer un quelconque rôle dans le déclenchement de la révolution, ni même à la soutenir. Cependant, tout comme sa chaine satellitaire, il s'est retrouvé dans une situation face à laquelle il a dû prendre parti. *« Le Qatar a essayé de se poser en médiateur mais les régimes ont refusé son aide, en l'accusant de se servir d'Al Jazeera pour faire appliquer ses politiques régionales. Mais c'est Al Jazeera qui a toujours défié les pouvoirs en place, pas le Qatar. »*[347]

[344] *ibid.*
[345] *ibid.*
[346] Entretien avec Wadah Khanfar
[347] *ibid.*

3. L'effondrement de la crédibilité d'Al Jazeera dans le contexte postrévolutionnaire

La politisation de plus en plus explicite du traitement de l'actualité régionale par Al Jazeera s'accompagne d'une perte de crédibilité progressive de la chaine. Cette dégradation est d'abord perceptible au niveau régional, face au traitement inégal en terme de qualité et d'intensité des couvertures qu'elle accorde aux différentes révoltes, notamment dans le cas du Bahreïn, de la Libye et de la Syrie. Elle se ressent également sur la scène égyptienne où la chaine cherche ouvertement à s'impliquer dans les affaires politiques du pays en donnant la parole à certains acteurs au détriment d'autres.

Dans le cas du Bahreïn, la chaine n'accorde que très peu d'importance aux manifestations qui éclatent à la mi-février 2011 dans le petit émirat du Golfe, et refuse de parler de révolte populaire comme elle l'a jusqu'ici fait pour les autres pays. Cette approche dégrade profondément la crédibilité et la réputation d'Al Jazeera qui ne prête que peu d'attention à une actualité qui fait pourtant la Une des autres grands médias internationaux. Lorsqu'elle commence enfin à couvrir ce qui se passe chez son voisin, elle ne confère pas la même tonalité révolutionnaire à ces manifestations que celle accordée jusqu'ici aux autres soulèvements de la région. La différence est flagrante entre la couverture engagée et spectaculaire qu'offre Al Jazeera de la place Tahrir – d'autant plus qu'elle vient d'être bannie du pays par le régime et qu'elle doit recourir à des solutions alternatives et clandestines – et les courts reportages sans profondeur qu'elle consacre au Bahreïn. Dès leurs balbutiements, Al Jazeera parlait déjà des mouvements en Tunisie, en Égypte et en Libye comme des révolutions, et incitait les téléspectateurs et les manifestants à lui envoyer des vidéos des événements filmées avec leurs téléphones, sur des adresses électroniques créées spécialement à cet effet. Par conséquent, la politique éditoriale adoptée face au soulèvement du Bahreïn, semble chercher à étouffer un souffle contestataire qui se rapproche dangereusement des pétromonarchies du Golfe. Il devient alors évident pour les téléspectateurs de la région, que la chaine applique un double standard en fonction des mobilisations qu'elle couvre, et décide des mouvements dignes de compassion et méritant d'être qualifiés de soulèvements populaires démocratiques. Ces choix éditoriaux remettent largement en question le Code d'Ethique de la chaine qui affirme adhérer aux valeurs journalistiques d'honnêteté, de courage, de justice, d'indépendance et de crédibilité, sans qu'aucun intérêt politique ou économique ne puisse prendre le pas sur ses considérations professionnelles.
Les événements du Bahreïn sont cependant couverts par la chaine anglaise d'Al Jazeera qui place cette actualité en ouverture de ses bulletins et donne la parole à l'opposition bahreïnie qui dénonce en direct la répression et la complicité des monarchies du Golfe. La chaîne diffuse également des images montrant la brutalité des services de sécurité à l'encontre des manifestants et réalise même un documentaire sur ces violences. Intitulé « Crier dans le noir » ce film, malgré les nombreux prix qu'il remporte, ne sera jamais diffusé sur la chaîne arabe d'Al Jazeera.
Lorsque le 8 mars 2011, la Coalition pour une République Bahreïnie appelle à faire tomber la monarchie et organise des manifestations sur plusieurs jours, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) prend la décision d'envoyer des troupes militaires au Bahreïn. Créé en 1981, au lendemain de la révolution iranienne et de la prise d'otages de La Mecque en 1979, le CCG établit un pacte de sécurité entre les Etats du Golfe avec une composante militaire, « Bouclier de la Péninsule », qui a pour mission de protéger les membres contre toute menace externe portée à leur survie. Ainsi, le 14 mars 2011, les monarchies de la péninsule, qui soutiennent de façon unanime la répression au Bahreïn, s'engagent dans une intervention armée conjointe sous commandement saoudien, pour prévenir un éventuel renversement de la famille Al

Khalifa régnant au Bahreïn. Un des dommages collatéraux de la participation du Qatar à cette opération a été l'objectivité de la couverture de ces événements par Al Jazeera.
Tandis que la chaine anglaise montre des images des troupes saoudiennes traversant le pont qui relie les royaumes bahreïni et saoudien, la chaine arabe salue un engagement régional pour aider Manama à rejeter toute intervention étrangère, une allusion à peine voilée à l'Iran. La chaîne ne fait aucune mention de la torture et des arrestations arbitraires de manifestants, alors que des faits similaires sont dénoncés à grands cris lorsqu'ils ont lieu en Égypte. Al Jazeera reste également muette sur la démolition du symbole de la révolution, la place de la Perle, et sur la destruction de seize mosquées chiites. Ce silence est perçu comme une abdication de la mission autoproclamée d'Al Jazeera de fournir des informations objectives aux peuples de la région et de se faire leur porte-parole face à l'injustice et à l'autoritarisme de leurs dirigeants. L'effet d'accélérateur du processus révolutionnaire joué jusqu'ici par la chaine, semble s'être dissipé aux frontières de la péninsule. De nombreux journalistes quittent alors la chaine, invoquant une perte d'indépendance et d'objectivité.

L'explication qui émerge pour expliquer ce revirement éditorial étonnant, est à la fois confessionnelle et politique. Al Jazeera préfère employer le registre du conflit entre sunnites – confession de l'ensemble des familles régnantes du Golfe mais minoritaire au Bahreïn – et chiites – majoritaires au Bahreïn et honnis dans la péninsule pour des raisons dogmatiques et politiques, les dirigeants craignant notamment une cooptation de ces populations par l'Iran. Cette appellation beaucoup moins aguicheuse, est particulièrement mise en avant par le prédicateur vedette d'Al Jazeera, Youssouf Al Qaradawi, un imam égyptien proche des Frères Musulmans, et dont la très populaire émission « La Sharia et la vie » attire à l'époque plus de 60 millions de téléspectateurs. Celui-ci estime que ces événements ne peuvent pas être qualifiés de révolte populaire contre la tyrannie, et qu'ils relèvent plutôt de violences sectaires auxquelles il faut mettre fin par tous les moyens pour éviter que l'Iran ne profite de la situation. Dans ce contexte, l'Arabie Saoudite fait pression sur le Qatar pour lui signifier que la légitimité de la famille régnante du Bahreïn, et de l'opération militaire qui vise à la protéger, sont des lignes rouges à ne pas remettre en cause. La chaine emblématique de Doha, compte tenu de son rôle moteur dans la propagation révolutionnaire à travers la région, doit agir en conséquence. Riyad considère ce soulèvement confessionnel comme une menace qui pourrait s'étendre jusque sur son sol et inciter la minorité chiite du royaume à se mobiliser aux côtés d'autres opposants politiques pour remettre en cause le régime wahhabite et demander des reformes. Ainsi, le géant saoudien, soucieux de préserver l'ordre établi à l'intérieur de ses frontières, et d'éviter tout gain stratégique pour l'Iran, œuvre à renforcer la coalition des petits Etats du Golfe dans la guerre froide qui l'oppose à Téhéran. Par ailleurs, le Qatar – désireux de jouer un rôle plus influent dans une région en pleine redéfinition – ne peut prendre part à la redistribution des cartes d'influence au Moyen Orient sans l'aval de l'Arabie Saoudite.

Dans le cas de la Syrie et des manifestations qui éclatent contre le régime de Bashar Al Assad en mars 2011, c'est l'autre extrême qui est en quelque sorte appliqué par Al Jazeera, qui parle très vite de ces évènements comme d'une nouvelle révolution. Face aux difficultés d'accès pour les journalistes, la chaine communique via Skype et les médias sociaux avec les rebelles qui ont installé leur centre de communication médiatique à Idlib et Homs, et qui s'improvisent correspondants et porte-paroles du mouvement. La chaine relaie également, sans en questionner l'authenticité, des vidéos YouTube décrites comme ayant été filmées par les opposants pour montrer ce qui se passe sur le terrain et dénoncer la violence de la répression du régime syrien. Cependant, un certain nombre de ces vidéos sont en réalité antidatées, filmées ailleurs ou trafiquées, et mettent en scène des informations mensongères que la chaine

qatarie diffuse sans les vérifier, donnant ainsi l'impression d'un parti pris pour le sensationnalisme et l'engagement politique au détriment du professionnalisme et de la qualité de l'information. Une nouvelle vague d'employés quittent alors la chaine face à cette perte de déontologie et à l'adoption d'une position éditoriale partiale qui, en refusant de relayer d'autres points de vue que celui des rebelles, met en péril la neutralité et l'impartialité du traitement de l'information. D'autant plus qu'au même moment, le Qatar décide de participer aux efforts de soutien de la révolution pour renverser Bashar Al Assad, et s'allie à d'autres pays du Golfe pour offrir un soutien financier et matériel aux combattants de l'opposition, en leur envoyant notamment des armes.
La dérive éditoriale d'Al Jazeera par rapport à ses engagements journalistiques est de plus en plus évidente. Tandis que se pose rapidement la question de la légitimité du régime syrien et de la nécessité d'encourager une rébellion armée pour le faire tomber, de nombreux journalistes et observateurs arabes et internationaux mettent en garde Al Jazeera sur le fait que ce n'est pas à elle d'en décider, et qu'elle ne devrait pas chercher à influencer la situation en manipulant les informations pour faire pencher la balance dans un sens ou dans un autre.

Parallèlement aux développements au Bahreïn et en Syrie, l'approche du soulèvement libyen adoptée par Al Jazeera confirme la perte totale d'objectivité de la chaine dans son traitement de l'actualité, et sa mutation en un outil géopolitique au service de Doha. Sa couverture passionnée des rebelles et des martyrs libyens luttant contre les mercenaires sanguinaires de Mouammar Kadhafi, fournit un cadre narratif idéal à la décision du Qatar de prendre part aux efforts internationaux pour faire tomber le dictateur. En mars 2011, l'émir envoie des avions qataris pour qu'ils prennent part à l'intervention armée mandatée par l'ONU sous commandement de l'OTAN, et dont le but est de protéger les civils libyens. Al Jazeera n'utilise plus que les symboles rebelles dans sa grammaire visuelle, comme par exemple le drapeau tricolore qui vient remplacer l'étendard vert instauré par Mouammar Kadhafi en 1977. Elle reçoit également, bien avant la capture du dictateur, les figures de l'opposition sur ses plateaux à qui elle donne beaucoup de visibilité, tandis que le Qatar leur offre l'asile politique pour leur permettre de construire le futur gouvernement. Cependant, une majorité de ces individus, présentés par Doha et sa chaine comme les figures de la relève politique libyenne, sont des anciens combattants d'Afghanistan ayant fait de la prison sous Mouammar Kadhafi, et dont le passé demeure obscur, tout comme leur légitimité à représenter le reste de la population libyenne. Le Qatar permet également aux rebelles de l'opposition de lancer leur propre chaine de télévision depuis des studios flambants neufs installés à Doha. Appelée « Libya TV » cette chaine est entièrement financée par le royaume qatari et recrute ses équipes sur Facebook. Bien que l'émirat, et par conséquent Al Jazeera, avancent qu'il est essentiel de donner une voix aux groupes qui étaient jusqu'ici réduits au silence en Libye, cette initiative contribue à aggraver la perte de crédibilité de la chaine qatarie dans le monde arabe. Au début de l'été 2011, la chaîne s'est tellement engagée pour le succès des divers soulèvements, tout en passant sous silence ceux qui dérangeaient ses mandataires et leurs alliés, qu'elle a quasiment perdu son statut de source d'information fiable, capable de traiter les faits avec déontologie et neutralité.

Sur la scène égyptienne, au lendemain du soulèvement, Doha décide de capitaliser sur la popularité sans précédent d'Al Jazeera pour prendre part, comme ses voisins du Golfe, à la redéfinition politique et médiatique du pays. Samir Omar raconte comment peu à peu le Qatar s'est infiltré dans les prises de décisions éditoriales pour imposer une tonalité islamiste au traitement de l'actualité égyptienne postrévolutionnaire. *« Très vite après le départ de Moubarak, Al Jazeera a pris une tournure islamiste. Et avec la couverture qu'elle a fait des événements de Maspero, elle a perdu sa neutralité. C'est à ce moment là que j'ai*

démissionné. »[348] Selon lui, la chaine se défait peu à peu de la neutralité qui avait jusqu'ici été un gage de professionnalisme pour ses journalistes. *« Al Jazeera a été une onde de choc et son impact sur le journalisme arabe et les peuples de la région est irréversible. Mais aujourd'hui elle est devenue une arme politique, face à Al Arabiya qui lui répond ouvertement. Surtout après la Libye. Ces chaines ont toujours été des armes politiques, mais de façon beaucoup plus subtile et indirecte. Aujourd'hui c'est exposé au grand jour. »*[349]

Samir Omar quitte Al Jazeera pour Sky News Arabia, une nouvelle chaine satellitaire panarabe d'information basée à Abu Dhabi et lancée en mai 2012 de façon conjointe entre le magnat américain des médias, Rupert Murdoch, et Abu Dhabi Investment Group. *« La différence avec Sky Arabia c'est la façon de collecter les informations et la neutralité du traitement des faits. La chaîne me rappelle Al Jazeera à ses débuts parce que sa couverture de l'actualité donne la parole à tous les bords. Aujourd'hui les médias arabes ont besoin de neutralité et d'objectivité. Beaucoup de journalistes d'Al Jazeera ont été déçus par la chaine et l'ont quittée à cause de sa perte d'indépendance. »*[350]

Face à la politisation éditoriale croissante des grandes chaines panarabes d'information, les téléspectateurs sont aujourd'hui, selon lui, en demande de contenus plus professionnels et plus objectifs. Il y a donc un vide à combler, et la garantie de neutralité semble être l'argument marketing de cette nouvelle chaine qui cherche à se faire une place sur un marché déjà saturé et en pleine restructuration politique. *« Abu Dhabi est consciente de ce besoin d'un retour à la qualité de l'information. Une niche est en train de se créer et avec Sky News Arabia, les Emirats veulent devenir la Suisse du Moyen Orient. »*[351]

Hussein Abdel Ghani observe également un déferlement d'investissements et d'aides financières en provenance du Golfe pour participer à la transition postrévolutionnaire de l'Égypte. *« Moubarak était le seul à pouvoir faire face aux puissances du Golfe. Aujourd'hui le Golfe veut jouer un rôle central dans le développement politique des nouveaux régimes. Ça passe par les médias. L'afflux de capitaux en provenance de ces pays pour financer l'audiovisuel et la presse en Égypte est énorme. C'est ce type de leviers qui détermine les positions politiques des hommes d'affaires et la relation que leurs médias auront avec le prochain gouvernement égyptien. Le Koweitien Mohammed Amin par exemple, il est sorti de nulle part après la révolution mais il inonde aujourd'hui le marché avec des capitaux saoudiens. »*[352] Il estime également qu'Al Jazeera pourrait regagner le statut qu'elle avait avant la révolution si elle couvrait les élections présidentielles de 2012 avec la même énergie et les mêmes montants financiers qu'elle a dédiés aux soulèvements arabes. *« Mais les chaines égyptiennes commencent à peine à récupérer les parts d'audience qu'Al Jazeera monopolisait depuis des années. Elles ne vont pas laisser la chaine remonter. »*[353]

Les révolutions arabes de 2011 ont donc profondément remis en cause le statut d'Al Jazeera, et dans une moindre mesure celui des autres chaines satellitaires de la région, comme sources fiables d'information. Ali Jaber, directeur du groupe MBC – auquel appartient Al Arabiya – avance que ces évènements, et leur traitement médiatique par les chaînes panarabes, ont entrainé la mort du journalisme arabe. Selon lui, l'idéologisation croissante des discours et des contenus, détache peu à peu le journaliste de sa mission originelle et de ses exigences professionnelles, et le transforme progressivement en un porte-parole politique. Les chaines panarabes sont aujourd'hui entrées dans une phase ouvertement politique de compétition pour

[348] Entretien avec Samir Omar
[349] *ibid.*
[350] *ibid.*
[351] *ibid.*
[352] Entretien avec Hussein Abdel Ghani
[353] *ibid.*

accroitre leur influence sur le débat public régional.[354] Cette évolution s'accompagne de la création de chaines hybrides, traitant de sujets ultra locaux, mais appartenant à des réseaux transnationaux, à l'image de MBC Masr créée par le groupe saoudien 2012, et d'Al Jazeera Mubashir Masr, créée par le groupe qatari en mars 2011, deux chaines qui se consacrent exclusivement à l'actualité égyptienne. Autour de cette période, Al Jazeera lance également deux chaines en Turc et en Serbe, ainsi qu'un bouquet satellite de dix chaines en Afrique du Nord, tandis que MBC crée deux autres chaines locales en Tunisie et en Irak.

Al Jazeeera Mubasher est créée en 2005 par le Qatar pour retransmettre, en direct et sans commentaire, les événements politiques du monde arabe tels que les sessions parlementaires, les conférences régionales, les déclarations officielles. Au cours de l'année 2011, la chaine est rapidement dépassée par la situation dans la région et se retrouve incapable de couvrir tous ces événements, tout en se concentrant également sur l'Égypte et la situation au lendemain de la révolution. En mars 2011, pour continuer à offrir une couverture continue et en profondeur de la transition de pouvoir du pays, le groupe qatari lance Al Jazeera Mubasher Misr, une chaine complètement dédiée à l'actualité égyptienne locale. Mona Salman, présentatrice de la chaine, participe à son lancement. *« Al Jazeera Mubasher Misr a été lancée après la révolution égyptienne parce qu'avec les évènements en Libye et en Syrie, Al Jazeera Mubasher ne pouvait plus suivre. Le Qatar a donc créé cette chaine pour servir le peuple égyptien et lui fournir une couverture des événements qui respecte les standards professionnels internationaux, contrairement à ce qui était pratiqué sur la plupart des autres chaines du pays. Les médias égyptiens doivent améliorer leur niveau de professionnalisme. Ils sont trop orientés et évoluent dans un système médiatique qui n'est pas assez libre et qui est dominé par l'autocensure. Sur notre chaine, la neutralité est très importante et le respect des standards d'Al Jazeera nous force à être impartiaux. »*[355]
La chaine espère à l'époque, selon Mona Salman, devenir une alternative aux médias du secteur privé, et palier à l'incompétence des médias du secteur public, pour offrir aux citoyens un espace de débat national sur l'évolution politique du pays. Les journalistes de la chaine servent un agenda égyptien qu'elle décrit comme motivé par le besoin du peuple en informations justes et non censurées. *« Al Jazeera Mubasher Misr ne couvre que des informations égyptiennes. Toute l'équipe est égyptienne, l'agenda est égyptien, l'administration est égyptienne, la ligne éditoriale est décidée par des Egyptiens en accord avec Doha, et les invités sont égyptiens. La chaine est exclusivement centrée sur le peuple égyptien. On n'a aucune ligne rouge, même pas l'armée. »*[356] Elle affirme qu'Al Jazeera Mubasher Misr a longtemps été considérée comme une source crédible d'information par les autres chaînes égyptiennes. Elle admet cependant que le statut de la chaine s'est dégradé et qu'elle a perdu beaucoup d'audience au cours des mois qui ont suivi la révolution. Mais elle ajoute que dans le cas de bouleversements régionaux majeurs, les gens continuent de regarder Al Jazeera. *« Sous l'ancien régime Al Jazeera était la chaine en qui les gens avaient le plus confiance. Même si aujourd'hui ça a un peu changé, la chaine reste le premier choix lors d'événements importants. Al Jazeera a peut être servi les intérêts du Qatar dans les différentes révolutions. Mais c'était pour la démocratie. Et puis ça a toujours été le cas, toutes les chaines panarabes sont politiques, la neutralité complète n'existe pas dans le journalisme arabe. »*[357]
En septembre 2011, la couverture trop critique du Conseil Supérieur des Forces Armées conduit le pouvoir militaire à révoquer la licence de retransmission de la chaine et à faire

[354] Conversation informelle avec Ali Jaber à Dubaï en mars 2012
[355] Entretien avec Mona Salman le 8 mai 2012 au Caire
[356] *ibid.*
[357] *ibid.*

fermer ses locaux, la forçant à émettre depuis le Qatar. Jusqu'à sa fermeture définitive en décembre 2014, les relations de la chaine avec l'armée ne cesseront de se dégrader, ses locaux seront régulièrement saccagés, ses journalistes attaqués, et sa licence de retransmission ne sera jamais vraiment légalisée, ce qui n'empêchera pas la chaine de rétablir son signal satellitaire chaque fois qu'il sera coupé. *« Les médias égyptiens et l'armée donnent une image négative d'Al Jazeera alors que la chaîne est un outil pour la démocratie. Aujourd'hui la télévision égyptienne cherche à retrouver sa crédibilité et demande plus de liberté. Mais le régime la maintient sous contrôle et dit aux journalistes 'vous vous prenez pour Al Jazeera ou quoi ?' Al Jazeera a été un vrai outil pour la démocratie et les médias égyptiens veulent tous l'imiter. Nous de notre côté, on a beaucoup de problèmes avec les autorités depuis le début et on n'a toujours pas de permis de travail. »*[358]
Lorsque la chaîne mère du groupe Al Jazeera commence à se positionner sur l'échiquier égyptien postrévolutionnaire et à soutenir de façon assez explicite les partisans de l'islam politique, Al Jazeera Mubasher Misr suit cette impulsion éditoriale et consacre beaucoup d'attention aux nouveaux acteurs et partis issus des mouvances islamistes. Cette orientation controversée ravive les critiques et la méfiance d'une opinion publique égyptienne déjà très défavorable à la chaine.

Pour Wadah Khanfar, l'islam politique est la clé de la reconstruction régionale suite à tous ces soulèvements. *« Je préfère parler de réveil arabe plutôt que de printemps arabe. Et ce réveil n'est pas seulement politique mais également culturel et identitaire. C'est le début à la fois d'un grand débat sur le futur de la région, et d'une quête pour reprendre ce qui nous appartient. L'islam sera au centre de cette construction. Et si les Frères Musulmans ont pu développer un tel réseau, c'est parce qu'ils ont réussi à combler un vide politique. Aujourd'hui l'islam politique doit renouveler ses outils conceptuels pour construire le Moyen Orient de demain et réconcilier l'islam avec la notion d'Etat moderne qui n'est pas un concept musulman puisqu'il n'a pas été créé par nous. Le défi c'est de développer puis d'appliquer des concepts de politique moderne à nos sociétés. »*[359]
Il offre une compréhension des révoltes arabes qui reprend les arguments principaux des thèses de l'islam politique revendiquées par la Confrérie des Frères Musulmans. Dans ce cadre théorique, il fait d'Al Jazeera l'outil du réveil de la conscience arabe et le moteur de la réunion des peuples de la région autour d'une identité commune qui superpose panarabisme et islamisme. Cette étape doit être suivie selon lui d'une reconstruction culturelle, politique et identitaire du Moyen-Orient, et doit se faire en rejet avec le colonialisme et son héritage, notamment le concept d'Etat nation et les frontières qui séparent aujourd'hui les vingt deux pays du Moyen Orient. Cette vision organique de la région est très proche de l'argumentaire utilisé par les acteurs favorables au rétablissement d'un Califat islamique. *« Le printemps arabe est une correction de l'histoire. Avec la naissance des Etats nations arabes, le Moyen Orient a suivi un chemin qui n'était pas naturel, qui ne découlait pas de son histoire, et qui n'était pas légitime pour les populations. La région était dans le vide politique et le vide de légitimité. Le printemps arabe est l'évolution naturelle pour y remédier et les Arabes ont aujourd'hui repris le cours de leur histoire. Les accords Sykes-Picot ont créé quelque chose de complètement illogique et irrationnel qui est l'Etat nation. Aujourd'hui on reprend notre progrès naturel et organique et on doit trouver notre propre ADN, notre centre de gravité. L'ADN du Moyen Orient c'est sa grande diversité, peut être la plus grande du monde car c'est ici que les cultures se rencontrent depuis des millénaires et que se bâtissent des réseaux de communication et d'échanges entre différentes entités. Il faut trouver des intérêts communs*

[358] *ibid.*
[359] Entretien avec Wadah Khanfar

pour développer l'intégration régionale. Jusqu'ici les Etats ne représentaient pas les populations, mais les intérêts de puissances étrangères. Il n'y avait donc aucune représentation légitime par les Etats. Le monde arabe ne peut pas se développer à travers la superficialité politique d'une division en vingt deux pays. L'Iran a un Etat pour défendre ses intérêts, pareil pour les Turcs. Mais il est nécessaire pour le monde arabe de repenser son identité en tant qu'entité politique unique. »[360]

En septembre 2011, Wadah Khanfar est remplacé au poste de directeur général du groupe par un parent de l'émir alors au pouvoir. C'est la première fois qu'un membre de la famille régnante accède à cette fonction, et cela semble traduire la volonté du Qatar d'exercer à présent un contrôle direct sur la chaine satellitaire qui a joué un rôle tellement actif lors des révolutions arabes de 2011. Dans son discours annonçant sa démission, Wadah Khanfar explique qu'il a atteint les objectifs qu'il s'était fixé pour le réseau. Un départ aussi soudain après un tel succès pousse cependant à se demander si ce n'est pas Doha qui, ayant atteint ses buts stratégiques, cherche à présent à consolider ses gains politiques. Le Qatar a acquis au lendemain des soulèvements arabes, une influence démesurée sur l'échiquier international, au regard de la taille dérisoire de sa population et de sa superficie. Si cette caractéristique l'exonérait jusqu'ici d'une attention particulière dans l'agenda éditorial d'Al Jazeera, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et ce n'était qu'une question de temps avant que l'audience régionale fidèle à Wadah Khanfar ne demande que sa vision éditoriale critique ne soit appliquée aux monarchies du Golfe, Qatar inclus.

En Égypte, lorsque le président Mohamed Morsi remporte les élections présidentielles en juin 2012, il promet de remettre l'économie moribonde du pays sur pieds. Pour l'y aider, le Qatar lui offre dix milliards de dollars sous forme de capitaux, d'investissements et de contrats. Face aux accusations d'ingérence politique et de soutien aux Frères Musulmans, l'émirat se défend, affirmant agir en respect des protocoles diplomatiques de la région, et entretenir des relations avec le président égyptien comme il le ferait avec tout chef d'Etat élu démocratiquement. A partir de l'accession de Mohamed Morsi au pouvoir, les attaques se multiplient en Égypte contre les différentes chaines d'Al Jazeera et leurs employés. Situés sur la place Tahrir, les locaux d'Al Jazeera Mubasher Misr sont attaqués et incendiés à plusieurs reprises en représailles à une couverture de l'actualité qui semble placer le soutien à la Confrérie avant la véracité des faits, en manipulant pour ce faire l'information.

Lorsque Mohamed Morsi est démis de ses fonctions par l'armée en juillet 2013, le pays se scinde en deux factions irréconciliables, chacune mettant en avant une lecture particulière de ce changement brutal de pouvoir. Pour les supporters du président déchu et de sa confrérie, il s'agit d'un coup d'Etat militaire et antidémocratique, qui place le pays au bord de la guerre civile et qui ne peut que dégénérer en affrontements sanglants. Pour leurs opposants, il s'agit d'une seconde révolution à laquelle l'armée se serait ralliée en soutien à la nation, pour contraindre un gouvernement terroriste à respecter la volonté du peuple égyptien.

Dans ce contexte extrêmement tendu, plusieurs dizaines de correspondants du groupe Al Jazeera, dont une vingtaine d'employés de la chaîne Mubasher Misr, présentent leur démission. Ils dénoncent une politique éditoriale de désinformation, défendant les islamistes, critiquant les militaires, et incitant même à la violence civile. Ils affirment avoir reçu des instructions leur imposant de diffuser certaines informations plutôt que d'autres, pour conférer une lecture biaisée de l'actualité. En août, une présentatrice d'Al Jazeera English est retirée de l'antenne en plein milieu de son bulletin par un des producteurs exécutifs de la chaine, au motif que les questions qu'elle pose à son interlocuteur, membre des Frères

[360] *ibid*

Musulmans, donnent une image négative de la confrérie, et que cela manque au devoir de neutralité de la chaine et à sa déontologie professionnelle.
Accusée de soutenir les islamistes, la popularité de la chaîne en Égypte n'a jamais été aussi basse qu'au cours de l'été 2013. Aujourd'hui, les journalistes du réseau qatari, pourtant acclamés en héros de la révolution il y a peu, ne sont plus les bienvenus sur la place Tahrir où ils sont attaqués par les manifestants. Il en va de même pour les conférences de presse où les journalistes des médias égyptiens, aux cris de « *Al Jazeera dégage !* », refusent de commencer tant que les employés des différentes chaines du groupe n'ont pas quitté la salle.
Près d'une trentaine d'employés d'Al Jazeera ont été arrêtés au cours de la semaine qui a suivi la chute du président Mohamed Morsi. Al Jazeera Mubasher Misr, accusée de travailler en Egypte sans autorisation légale, a été à nouveau suspendue. La décision de fermer Al Jazeera Mubasher Misr, au motif qu'elle mettrait en péril l'unité nationale et la sécurité du pays, intervient au lendemain de la diffusion par la chaine d'un message vidéo du porte parole des Frères Musulmans, alors recherché par les autorités, et dans lequel il critique le gouvernement militaire qui vient de prendre le pouvoir. La chaine le cite « *Ne vous laissez pas berner par ces mensonges qui visent à nous associer à des actes de terrorisme, de violence, de meurtres alors que les mains du régime putschiste baignent dans le sang*. ».
Suite à cet affront, les ministres de l'investissement, des télécommunications et de l'information décident de publier conjointement un communiqué dans lequel ils accusent Al Jazeera Mubasher Misr de répandre des mensonges et des rumeurs qui exposent l'Égypte au péril terroriste.

Au regard des ces événements, il est indéniable aujourd'hui que le statut d'Al Jazeera a beaucoup changé depuis sa création en 1996. Accusée par de nombreux gouvernements de soutenir le terrorisme et d'encourager les sentiments antioccidentaux dans la région, elle est ensuite devenue un modèle de professionnalisme journalistique et un acteur incontournable de la scène médiatique mondiale et régionale. Mais face aux récentes évolutions éditoriales de la chaîne, le public au Moyen Orient est aujourd'hui de plus en plus suspicieux à son égard. Doha ne semble pas avoir su relever le défi d'orienter la politique éditoriale de sa chaine sans pour autant rendre ses interférences politiques trop visibles. Pour un réseau qui a bâti sa crédibilité sur son indépendance, le glissement aurait du être imperceptible. Mais la perte de neutralité trop évidente a aujourd'hui compromis le nom d'Al Jazeera de façon irréversible :

La libéralisation de la sphère publique est freinée par des médias incapables de redéfinir leur rôle politique et sociétal au sein de l'Égypte en transition

1. Le rôle des médias dans l'élaboration de la contestation politique en régime autoritaire et en contexte révolutionnaire

Le déclin d'Al Jazeera, et l'exacerbation des tensions politiques qui en résulte, a lieu dans le contexte d'une redéfinition de l'environnement médiatique et d'une passation du pouvoir politique conduite par les forces armées. Au cours de la période de transition, qui s'ouvre avec le départ de Moubarak, les médias du pays vont peu à peu perdre leur rhétorique révolutionnaire pour s'enliser dans le populisme, avec pour conséquence de freiner l'émancipation de la sphère publique des mécanismes appliqués par l'ancien régime pour contrôler l'expression politique. Il apparaît donc rapidement que les nouvelles marges de liberté, dont les médias semblent bénéficier à première vue, résultent davantage d'une incertitude et d'une confusion générale, que de réelles avancées quant au statut du journaliste, à ses droits et à ses devoirs dans la société égyptienne postrévolutionnaire.
Afin de comprendre le rôle des médias dans le rétablissement progressif du régime militaire égyptien au terme de ces deux années de flottement – 2011 étant marquée par la résorption du choc révolutionnaire, et 2012 par la présidence de Mohamed Morsi et des Frères Musulmans – il faut s'intéresser à la façon dont les médias traditionnels et sociaux ont participé à l'élaboration de la contestation politique égyptienne de 2011. Pour ce faire, il faut définir un ensemble de concepts permettant de théoriser l'impact politique des médias en contexte autoritaire, et leurs relations avec les acteurs et la mobilisation contestataire et révolutionnaire. Les notions de régime, de structures d'opportunité politique, de contestation politique, et de répertoire d'actions sont les principaux outils de cet approfondissement conceptuel de l'articulation entre médias, pouvoir et changement politique.

Selon Charles Tilly, le concept de régime renvoie aux interactions répétées et soutenues entre acteurs politiques tels que le gouvernement, l'armée, les partis, mais également les syndicats, les acteurs locaux, les activistes de rue, les médias, les milices pro et antigouvernementales, les guides communautaires et religieux, les associations civiles, ou encore les cercles organisés du milieux des affaires.[361] Lorsque des interactions entre un binôme d'acteurs se répètent selon des schémas similaires, il est possible de parler d'une relation entre ces deux acteurs. Un régime est donc un réseau de relations prépondérantes entre acteurs politiques. Charles Tilly distingue les membres du régime – qui sont les acteurs ayant accès au gouvernement – des adversaires du régime – qui sont des acteurs organisés cherchant à conquérir le pouvoir – et des acteurs tiers – extérieurs au régime et qui interfèrent en politique sans être membres des cercles de pouvoir. Au sein de cet entrelacs de relations plus ou moins rigides et motivées par l'accès au gouvernement, les médias sont à la fois acteurs et instruments de l'exercice du pouvoir.
Dans ce cadre théorique posé par Charles Tilly, le pouvoir est détenu par ceux qui disposent du contrôle le plus étendu sur le gouvernement et sur ses moyens de coercition. La domination de ces individus peut être contestée par des adversaires politiques, appelant au changement des structures et des relations politiques qui sous-tendent le régime. Dans ce cas, les opposants formulent des revendications contestataires et mettent en place des stratégies de mobilisation, dans le but d'affecter les intérêts des dirigeants et de modifier les équilibres du pouvoir. La contestation devient politique lorsque ces revendications sont exprimées publiquement et collectivement, et qu'elles remettent en cause la légitimité du régime et ses

[361] TILLY Charles, *Regimes and Repertoires*, The University of Chicago Press, Chicago, 2006

capacités à contrôler les moyens de coercition. Le changement de régime peut être progressif et résulter d'une contestation continue, mais il peut également être brutal et résulter d'affrontements soudains et de grande ampleur, comme dans le cas d'une révolution.
La stabilité d'un régime et l'éventualité de son renversement, dépendent des structures d'opportunité politique, et de la façon dont elles contraignent les acteurs contestataires dans l'expression collective et publique de leurs revendications, et dans l'organisation de leur mobilisation. Selon Charles Tilly, ces structures sont spécifiques à chaque régime, et sont le fruit d'une articulation entre différents facteurs tels que l'existence et l'influence de multiples centres de pouvoir indépendants, l'ouverture du régime aux nouveaux acteurs, la stabilité des alliances politiques en vigueur, la disponibilité d'alliés potentiels ou de soutiens influents pour l'établissement de nouvelles alliances, et la façon dont le régime réprime ou facilite l'expression de revendications collectives.
A partir de ces éléments, il est possible d'affirmer que les structures d'opportunité politique en Égypte sont assez rigides et laissent rarement s'entrouvrir des fenêtres de possibilité d'actions qui permettraient l'organisation de mobilisations collectives contestataires. Cependant, la révolution de 2011 n'est autre que le résultat d'un bouleversement de ces structures et de la brèche ainsi créée dans le contrôle autoritaire du régime, entrainant l'émergence de multiples sources de contestation. Cependant, au lendemain du soulèvement populaire et malgré leur rapide montée en puissance, peu de ces nouveaux acteurs ont su se constituer en centres de pouvoir indépendants, et établir des alliances stables avec des acteurs politiques assez puissants pour les intégrer au nouvel entrelacs de relations qui sous-tendent le régime postrévolutionnaire. A l'image des islamistes et à l'inverse de la jeunesse libérale révolutionnaire, seuls les acteurs ayant consolidé leurs réseaux bien avant la révolution, ont été capables de prendre part à la reconfiguration de l'espace politique en Égypte.

Chaque régime se caractérise par un ensemble spécifique d'opportunités et de menaces politiques qui s'articulent entre elles de façon plus ou moins flexible, et que les acteurs de l'opposition doivent prendre en compte pour organiser la mobilisation. Au sein d'un régime, les modalités de la contestation sont donc fonction des structures d'opportunité politique, et l'accès à des moyens efficaces de revendications collectives est le résultat de négociations permanentes entre dirigeants et citoyens. En contexte autoritaire, le répertoire d'actions contestataires peut impliquer, selon Charles Tilly, le recours à la violence. La conséquence la plus extrême d'un tel recours, est celle d'une révolution qui met en danger le contrôle gouvernemental des moyens de coercition et menace les intérêts de l'ensemble de la société, poussant un grand nombre d'acteurs à se mobiliser collectivement de façon défensive.
Charles Tilly définit une révolution comme le transfert forcé du pouvoir de l'Etat, à la suite d'affrontements entre au moins deux grands groupes rivaux, chacun soutenu par une faction importante de la population, autour de revendications incompatibles, voire antagonistes, visant à légitimer leur volonté de prendre le pouvoir. Une révolution se déroule en deux temps, en transformant une situation révolutionnaire en résultats révolutionnaires. Lors de la première phase, les opposants et leur base de soutien populaire, revendiquent le contrôle de l'Etat, et se mobilisent à une échelle telle que les dirigeants en place ne peuvent, ou ne veulent, plus réprimer le mouvement de contestation. Cependant, pour qu'une révolution aboutisse à un véritable changement de régime, cette situation doit être suivie de résultats révolutionnaires qui se matérialisent selon Charles Tilly, par la défection des membres du régime, l'acquisition du contrôle des moyens gouvernementaux de coercition par les révolutionnaires, et la neutralisation des forces armées du régime par ces derniers. C'est précisément cette étape que la révolution égyptienne n'a pas su franchir car, si la défection des membres du régime a certainement eu lieu – entrainant notamment dans les médias une véritable chasse à la sorcière « feloul » (terme qui signifie « les restes » et qui est utilisé pour

désigner les sympathisants du régime de Hosni Moubarak) – les révolutionnaires n'ont cependant jamais réussi à prendre le contrôle des forces armées. Ces dernières se sont en réalité maintenues aux commandes du processus révolutionnaire, de façon plus ou moins visible et directe, en décidant quand et comment intervenir pour soutenir les revendications contestataires et la mobilisation populaire. Cette capacité est révélatrice de l'enracinement profond de l'armée dans les structures du régime, de sa prépondérance dans les relations qui sous-tendent les équilibres du pouvoir en Égypte, et de sa mainmise sur l'évolution des structures d'opportunité politique.

Au sein de ce cadre théorique, les médias jouent un rôle important dans la transformation de revendications contestataires en une mobilisation collective susceptible d'engendrer un changement politique, ou la révolution. Comme l'explique Charles Tilly, lorsque des participants prennent part de façon collective à des événements tumultueux, ils élaborent trois types de revendications. Ils définissent en premier lieu des revendications identitaires pour affirmer leur existence en tant qu'acteur collectif, puis des revendications d'affirmation pour clamer leur légitimité à occuper une place politique au sein du régime, et enfin des revendications de prise d'action appelant à la mobilisation collective et à l'application de stratégies pour provoquer le changement. Bien que ces trois étapes soient indissociables, leur articulation est impossible sans l'élaboration d'un cadre transcendant mobilisateur qui incite les participants à se reconnaître dans l'identité mise en avant par le groupe, qui les encourage à s'engager pour la reconnaissance de la légitimité politique de ce groupe, et qui les pousse à agir collectivement, au nom de ce groupe, dans l'espoir de provoquer le changement. Par conséquent, la formulation de ces trois formes de revendications, pour s'imbriquer de façon efficace, doit se faire en relation constante avec les médias, seuls moyens de communication capables de toucher la sphère publique de façon relativement homogène, et de mobiliser une partie suffisamment importante de la population. Lorsqu'ils soutiennent ouvertement un cadre transcendant contestataire, les médias peuvent alors devenir des acteurs du changement. En qualifiant très tôt de révolution, les manifestations qui ont lieu sur la place Tahrir fin janvier 2011, Al Jazeera impose ainsi aux téléspectateurs du pays et du monde entier, une lecture particulière des événements, encourageant ainsi le reste de la population égyptienne à prendre part au soulèvement.
Charles Tilly observe que la désignation d'un mouvement protestataire d'une certaine façon plutôt que d'une autre, a des conséquences sur les participants et sur leur mobilisation, ces derniers ayant tendance à se référer à un modèle de contestation particulier en fonction de l'appellation attribuée à leur propre mouvement. L'identification d'une contestation politique comme étant une révolution, et non une grève, autorise et encourage des actions et des réactions spécifiques de la part des participants et des autorités, qui diffèrent de ce qu'elles auraient pu être si la contestation avait été appelée autrement. Ici encore, le rôle des médias est fondamental dans l'attribution d'une dénomination spécifique à un mouvement contestataire donné, et dans la validation de celle-ci à travers l'espace et le temps. Car une fois qu'une contestation acquière une certaine visibilité sous une appellation particulière, elle devient alors un modèle pour les futures mobilisations contestataires de même catégorie. L'histoire, et les similarités avec des mobilisations antérieures ayant eu lieu au sein d'un même espace politique et au cours d'une période relativement proche, est un facteur déterminant dans le choix de l'appellation d'un mouvement contestataire.

A cet égard, et toujours dans l'optique de comprendre la fonction des médias dans la constitution d'un répertoire d'actions contestataires en contexte autoritaire et en situation révolutionnaire, il faut prendre en compte la différence établie par Charles Tilly entre cohérence causale et cohérence symbolique. Tandis que la première renvoie à une relation

presque mécanique de cause à effet, la seconde renvoie à l'attribution d'une unité de sens symbolique à un événement particulier. Certains épisodes de contestation politique acquièrent donc une cohérence symbolique suite à l'appellation qui leur est attribuée par les participants et les acteurs extérieurs, tels que les médias, et qui les place dans un continuum d'actions protestataires aux modalités similaires. Etablir des parallèles entre un mouvement contestataire naissant et certaines des mobilisations qui l'ont précédé, est un parti pris éminemment politique. Le rapprochement avec des mouvements antérieurs fournit un cadre de références qui influencent la nature de ces nouvelles revendications collectives, et cela même si ces deux événements n'ont aucune cohérence causale entre eux. L'attribution d'une cohérence symbolique à un mouvement protestataire est donc une étape cruciale au cours de laquelle les médias ont un impact décisif, puisqu'ils établissent le cadre narratif qui permettra de comprendre les interactions entre le régime et les acteurs contestataires, et d'évaluer la légitimité de leurs revendications.
Lorsque les participants disposent de peu d'exemples passés de formes similaires de contestation collective, ils peuvent se retrouver contraints de s'inspirer de modèles exogènes à leur contexte politique. C'est précisément ce qu'un recours à la cohérence permet de justifier. Cela est notamment le cas des contestations ayant lieu en contexte autoritaire, où les acteurs politiques empruntent fréquemment les répertoires des pays démocratiques, pour formuler leurs propres revendications. Comme le note Charles Tilly, les médias de masse ont rendu les mises en scène de mouvements sociaux en régimes démocratiques tellement visibles à travers le monde aujourd'hui, que les dissidents des pays non démocratiques ont souvent tendance à les imiter. Au Moyen Orient et en Égypte c'est principalement le modèle de la manifestation qui est adapté aux contestations politiques locales et aux exigences des médias dont les organisateurs cherchent à attirer l'attention. Les couleurs et le phrasé des banderoles et des slogans de la révolution de 2011, ont été en grande partie choisis pour plaire aux caméras des chaines d'information transnationales, et faire effet sur internet.

Le recours au modèle de la manifestation, pour faire entendre des revendications contestataires et mobiliser la population, a trait aux caractéristiques propres à ce type de mouvement social. Selon Charles Tilly, les manifestations diffèrent d'autres formes de contestation politique car elles permettent de véhiculer différents types de revendications, selon des mises en scène très variées. Toutes cependant ont recours à un processus de démonstration de l'unité, de la taille et de l'engagement d'un groupe coordonné de manifestants. De ce fait, elles prennent généralement la forme d'une procession de rue ou d'un rassemblement de masse, permettant à des individus concernés pour une cause politique ou un problème d'ordre public d'exprimer leur engagement. Ce type de mouvement social prend généralement pour cible les détenteurs du pouvoir, tout en s'adressant également aux autres acteurs politiques et au reste de la population. Une manifestation articule les trois types de revendications définies précédemment, la nature et les modalités de ces dernières variant en fonction du mouvement, de ses participants et des phases de mobilisation. C'est avant tout un moyen pour le peuple d'affirmer sa souveraineté et son droit à prendre le pouvoir, et à demander des comptes à ses dirigeants. De façon bien plus marquée par rapport à d'autres formes de contestation populaire, l'ampleur, la durabilité et l'efficacité d'une manifestation dépendent largement de l'engagement d'entrepreneurs politiques capables de mettre en place un cadre transcendant mobilisateur.
Une manifestation est, selon Charles Tilly, une interaction visible de symboles, de pratiques et de problématiques, propres à une culture locale et à un contexte spatiotemporel spécifique, mais dont le sens universel atteint des populations étrangères. C'est cette particularité qui permet au modèle et au répertoire de la manifestation d'être repris et adaptés, de façon transnationale, par différents peuples et face à divers types de régimes.

Les régimes sont d'ailleurs des éléments décisifs dans l'organisation de manifestations, car ils déterminent les modalités et la configuration de rassemblements publics, si tant est qu'ils autorisent éventuellement ce type de mouvements à voir le jour. Ces différentes configurations également influencent le choix capital des lieux où se dérouleront ces processions. Charles Tilly explique que ce choix dépend d'une combinaison de facteurs propres à chaque contexte politique, tels que l'emplacement géographique de lieux symboliques, le contrôle gouvernemental de l'espace public, et la facilité à rassembler un grand nombre de participants tout en garantissant leur sécurité. Par ailleurs, ces lieux sont également choisis en fonction de l'impact visuel qu'ils peuvent avoir dans les médias. En effet, en donnant à voir le nombre et la coordination des participants, les organisateurs du mouvement cherchent délibérément à attirer l'attention du public, et à impressionner les autorités pour les forcer à prendre en compte leurs revendications. Les médias sont des partenaires centraux du succès de cette stratégie, étant donné leur capacité décisive à influencer la façon dont la mobilisation sera perçue par le reste de la population et les dirigeants. La couverture en direct et en continu d'une place Tahrir noire de monde, et le cadre narratif apologétique mettant en contexte ces images, ont été déterminant dans l'accueil de la révolution par les Egyptiens en dehors du Caire, et par les peuples et les dirigeants d'autres pays.

Le répertoire d'actions est un autre concept qui permet d'approfondir l'analyse du rôle des médias lors de contestations politiques face à un régime autoritaire. Charles Tilly avance que les répertoires de contestation politique dépendent du lieu, de l'époque, et de la cible des revendications, et que lorsque des acteurs organisent une mobilisation collective, ils innovent généralement à l'intérieur d'un répertoire prédéfini à partir de mouvements sociaux précédents et similaires. Le degré d'analogie entre mouvements passés et présents permet d'établir si, pour cette forme de contestation politique et au sein d'un même régime, le répertoire d'actions est inexistant, faible, fort, ou rigide. Chaque position sur le spectre identifie un degré de maitrise des modalités des contestations passées par les acteurs protestataires. En mesurant l'efficacité et l'accessibilité d'un répertoire d'actions, ce modèle permet d'établir la probabilité qu'un répertoire soit à nouveau utilisé lors de mobilisations similaires. Ce spectre s'étend de l'absence de répertoire, à la répétition parfaite de l'articulation entre répertoire et contestation.
Dans le cas où le répertoire est inexistant, les médias permettent notamment aux participants de se familiariser avec des répertoires employés par d'autres peuples, avant de les adapter à leur contexte pour exprimer leurs revendications et organiser la mobilisation. Lorsque la maitrise de ce répertoire d'actions se renforce, la probabilité d'une répétition s'accroit, et le répertoire qui était jusqu'ici inexistant devient, selon la terminologie de Charles Tilly, faible. Après s'être révélée fructueuse, l'articulation entre un répertoire spécifique et une forme de contestation particulière devient par défaut la mise en scène privilégiée des acteurs politiques cherchant à répéter le succès des mouvements protestataires antérieurs. Le répertoire est alors considéré par Charles Tilly comme fort. Il devient flexible lorsque les acteurs le maitrisent au point d'être capables d'intégrer des innovations qui altèreront leur mise en scène de départ mais augmenteront les chances de succès de la mobilisation. A l'inverse, une mise en scène qui demeure identique malgré l'intégration de nouveaux moyens de mobilisation, traduit une rigidité du répertoire qui peine à se renouveler pour maintenir son efficacité d'origine.
Les répertoires sont le reflet d'éléments culturels, et sont tributaires des perceptions, des symboles et des pratiques que partagent les acteurs protestataires avec la population qu'ils cherchent à mobiliser. Au sein de ces éléments déterminants, les acteurs contestataires ne cessent d'expérimenter, en marge des stratégies d'actions déjà établies, de nouvelles tactiques pour faire progresser leurs causes. Ainsi, certaines innovations technologiques ou logistiques

sont intégrées au répertoire, tandis que d'autres pratiques plus anciennes disparaissent. Le gain ou la perte d'avantages politiques pour chacun des acteurs impliqués, et l'amélioration des capacités d'organisation pour les activistes, sont des facteurs qui déterminent l'adoption ou l'abandon d'innovations. Celles qui perdurent sont généralement associées à un nouvel avantage qui bouleverse les paramètres d'efficacité de la contestation. Charles Tilly avance que sur le long terme, les innovations s'additionnent et modifient de façon substantielle les répertoires, au fil de l'évolution du contexte et des structures d'opportunité politique.
Les nouvelles technologies d'internet, et leur intégration progressive au répertoire d'actions des activistes égyptiens au cours des années 2000, illustre ce phénomène. De Kefaya en 2005, au Mouvement du 6 Avril en 2008, à la page « Nous somme tous Khaled Saïd » en 2011, les cyber-activistes du pays ont su approfondir leur maitrise des nouveaux médias pour en faire des outils efficaces de mobilisation collective. Ces instruments sont aujourd'hui devenus en Égypte des éléments centraux à l'organisation d'actions contestataires.
Pour comprendre l'intégration de telles innovations à un répertoire d'actions, Charles Tilly appelle à éliminer le déterminisme technologique et à rejeter les affirmations qui présentent l'adoption de nouvelles technologies, comme l'unique facteur expliquant la formulation de certaines revendications et le succès de leur mobilisation. Certes, les activistes adoptent de nouvelles technologies lorsqu'elles servent leurs objectifs, mais ce sont les objectifs qui orientent le choix d'une technologie en particulier.
En Égypte, le répertoire d'actions est ainsi passé, en moins d'une décennie, d'inexistant à fort avec un degré de flexibilité qui est cependant en train de diminuer. Cette diminution s'explique, selon les arguments avancés par Charles Tilly, par le fait qu'en contexte révolutionnaire, la contestation aboutit généralement à une démobilisation rapide de la plupart des acteurs, entrainant un ralentissement du rythme d'innovation et une rigidité du répertoire d'actions. L'élaboration de revendications contestataires repose, selon lui, sur un paradoxe. D'un coté, les premières tentatives d'intégration d'une innovation au sein d'un répertoire se soldent presque toujours par un échec. De l'autre, la répétition parfaite d'un répertoire d'actions est ennuyeuse et entraine, chez une partie des participants, une forme d'indifférence et de désintérêt pouvant aboutir à une démobilisation. La contestation efficace résulte donc d'un effet de nouveauté et de surprise, qui contraint les acteurs contestataires à innover constamment pour mobiliser la population. Cette situation est observable en Égypte où la révolution a été suivie d'une grande lassitude, forçant les activistes à chercher de nouvelles façons d'attirer l'attention de la population pour l'encourager à continuer la mobilisation. C'est le phénomène décrit précédemment par Khalid Abdalla du collectif Mosireen, d'alternance de cycles d'activisme et de léthargie politique qui se met en place au lendemain des 18 jours. Au cours des deux années de transition, pour sortir le peuple des phases d'apathie, les activistes redoublent de créativité et d'ingéniosité pour déclencher une phase de mobilisation de rue et inciter leurs concitoyens à prendre part au mouvement et à ne pas baisser les bras.

Enfin, l'articulation entre répertoire d'actions et contestation politique au sein de structures d'opportunité particulières, et l'efficacité de la formulation de revendications protestataires et leur prise en compte par les dirigeants, sont des dynamiques fortement déterminées par l'état de la citoyenneté telle qu'autorisée et pratiquée au sein du régime remis en question.
Selon Charles Tilly, la citoyenneté renvoie à des droits et à des devoirs mutuels liant directement les acteurs gouvernementaux au peuple et à différentes catégories de personnes en relation avec le pouvoir politique. Il est donc possible de parler de citoyenneté lorsque les capacités gouvernementales sont relativement vastes, que les droits s'appliquent à la majorité de la population gouvernée, qu'une certaine égalité d'accès au gouvernement existe parmi les participants politiques, que la consultation de ces participants politiques a un impact sur les

performances gouvernementales, et que les participants politiques et le peuple citoyen sont protégés de l'arbitraire. D'après cette définition, il ressort que la citoyenneté en Égypte, même si elle est régulièrement activée par la tenue d'élections, n'est pas démocratique, étant donné que le peuple et les participants politiques n'ont pas réellement d'impact sur les actions du régime et que la majorité de la population reste soumise aux décisions arbitraires du pouvoir. Les régimes autoritaires sont précisément caractérisés selon Charles Tilly par une citoyenneté relativement inclusive et égalitaire mais dépourvue de tout mécanisme d'obligation gouvernementale, de consultation politique, ou de protection contre l'arbitraire. A l'inverse d'un régime démocratique qui encadre la participation politique, qui garantit le droit d'assemblée publique, qui autorise la pluralité des discours et des croyances, et qui permet la constitution de différentes identités collectives, un régime arbitraire impose un nombre limité de discours, de croyances, de formes d'association et d'identités, tout en interdisant l'émergence d'autres alternatives. Ainsi, pour garantir une citoyenneté plus ou moins égale à une vaste majorité de la population, tout en encadrant de façon très stricte l'expression politique et publique, un régime autoritaire comme celui qui s'est progressivement rétabli en Égypte, n'a pas d'autre choix, selon par Charles Tilly, que de recourir au populisme. Les médias, à l'image du paysage médiatique égyptien postrévolutionnaire, deviennent alors le principal vecteur de cette démagogie autoritaire, participant ainsi à la protection des équilibres du pouvoir et à l'échec de la transition démocratique.

2. Les débats télévisés deviennent des agoras populaires où s'affrontent des rhétoriques polarisantes qui participent à la théâtralisation du politique

Entre la chute de Hosni Moubarak en février 2011 et la prise de pouvoir de Mohamed Morsi en juin 2012, et tandis que l'armée dirige la transition postrévolutionnaire du pays, une certaine ouverture de la scène médiatique a lieu, portée notamment par la création dans le secteur privé de dizaines de journaux et de chaines satellitaires. Dans cet environnement, la télévision apparaît comme un des principaux moteurs du débat public, et les nouveaux talk-shows du soir deviennent des plateformes d'information et de débats, analysant pour l'audience nationale les enjeux de la période en cours. Ezzedine Shoukry-Fisher, ancien diplomate devenu journaliste pour *Al Shourouq*, décrit les médias de la scène postrévolutionnaire comme une arène où viennent s'affronter les différents acteurs politiques en lutte pour le pouvoir. *« La révolution a éclaté dans une société faible où le rôle des medias était faible et mal défini. C'est grâce à la révolution qu'ils ont acquis la capacité d'influencer à ce point l'opinion publique aujourd'hui. Au café, au travail, tout le monde discute de ce qu'il a vu la veille à la télévision. Les talk-shows sont devenus une des sources principales d'information pour les Egyptiens. Ces émissions sont à la fois un lieu de débat et un lieu d'éducation. Dans un pays où un tiers de la population est illettrée et où la très grande majorité est mal éduquée, c'est par le biais de ces plateaux de télévision que les gens se familiarisent avec la politique et les questions de société. »*[362]
Alors que s'ouvre une période inédite de transition, les médias égyptiens, et plus particulièrement les chaînes satellitaires privées, semblent ainsi s'investir de la mission d'éduquer le peuple égyptien à la démocratie et à la citoyenneté. L'explosion du nombre de chaines d'information et la diversification des discours médiatiques auxquels sont désormais exposés les Egyptiens, apparaît donc dans un premier temps comme une réelle avancée démocratique.

[362] Entretien avec Ezzedine Shoukry-Fisher le 5 avril 2012 au Caire

Pamela Shoemaker et Tim Vos expliquent que, selon les théories du libéralisme appliquées au secteur des médias, lorsque le public a accès à un large éventail de médias d'information, il est mieux avisé, et la démocratie a alors plus de chances de se développer.[363] Un choix de sources d'information plus vaste promet des analyses médiatiques plus variées et une sélection d'éléments de compréhension plus large. En somme, dans un environnement médiatique libéral et stimulé par la concurrence, l'information est difficile à manipuler et la vérité impossible à dissimuler

Cependant, dans les faits, les médias sont contraints à des impératifs économiques de concurrence, qui les poussent au final à relayer des messages assez similaires. Ce phénomène est qualifié par Pierre Bourdieu de « circulation circulaire de l'information »[364] et résulte du fait que les journalistes, soumis à des exigences de productivité assez astreignantes, copient leurs concurrents dans l'optique paradoxale de les dépasser. Cette situation contredit donc l'idée qu'un plus grand nombre de médias favoriserait le pluralisme des discours et la fluidité de circulation de l'information. Au sein d'une industrie nationale concurrentielle où les enjeux politiques et financiers sont élevés, à l'image du paysage médiatique postrévolutionnaire égyptien, peu de médias se risquent donc à se distinguer du reste de la concurrence, et à s'éloigner du consensus général partagé dans le secteur de l'information, autour de sujets sensibles. Cette forme d'autocensure, qui découle des exigences de compétitivité, est un paramètre qui affecte profondément la façon dont les journalistes traitent les informations et hiérarchisent les événements d'actualité.

En Égypte, le phénomène de convergence entre médias traditionnels et nouvelles technologies a accéléré la vitesse de circulation de l'information, et démultiplié les possibilités d'accès à des sources diverses et à des contenus variés. Dans une industrie concurrentielle motivée par la maximisation du temps et la minimisation des risques, la convergence a contribué à accentuer la tendance au mimétisme entre journalistes, et a conduit à une certaine standardisation des formats et des sujets d'information. L'accélération de la temporalité médiatique a favorisé un recours de plus en plus important, de la part des médias traditionnels, à des contenus trouvés en ligne, dont la fiabilité reste douteuse, mais dont la teneur sensationnaliste est une garantie d'audience. Ezzedine Shoukry-Fisher explique que les médias du pays, pris dans la surenchère populiste qui caractérise les débats politiques au cours de la période de transition, préfèrent diffuser des informations erronées mais choquantes quitte à devoir les démentir plus tard. *« La rumeur et le mystère font vendre, et la vérification de l'information va à contre courant de cette logique économique. Les théories du complot ça rapporte. Et puis, toutes les heures les médias doivent trouver de nouvelles informations qui soient plus sensationnalistes que celles du bulletin précédent et plus attirantes que celles de leurs concurrents. »*[365] Il observe par ailleurs que la multiplication des émissions de débats en tous genres sur les chaînes privées, encourage une segmentation de l'audience en niches d'opinions, compromettant ainsi l'élaboration à échelle nationale d'un débat public consensuel. *« Les gens sont fatigués par la révolution et par les débats sans fin à la télévision. Ils en ont assez de voir des types se hurler dessus. La plupart des Egyptiens choisissent les émissions qu'ils regardent en fonction du présentateur et de la chaine, ou plutôt de son propriétaire, mais surtout en fonction de ce qu'ils veulent entendre. Personne n'allume son poste pour entendre des discours auxquels il n'adhère pas ou qui ne le concernent pas directement au quotidien. »*[366]

Dans un pays où l'analphabétisme touche près de 30% de la population, la télévision conserve un impact déterminant sur une opinion publique qui n'a pas le recul nécessaire pour remettre

[363] SHOEMAKER Pamela J. et VOS Tim P., *Gatekeeping Theory*, Routledge, London, 2009
[364] BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Liber Editions, Paris, 1996
[365] Entretien avec Ezzedine Shoukry-Fisher
[366] *ibid.*

en question ce penchant pour le populisme, et exiger une amélioration de la qualité de l'information et des standards professionnels. De plus, les médias égyptiens ayant toujours été les vecteurs plus ou moins fidèles du discours officiel, la disparition de cette position dominante a ouvert le champ à une pluralité de discours concurrents, désireux de récupérer l'héritage symbolique de la révolution pour en tirer une légitimité à prendre part à la transition politique du pays. *« Aujourd'hui c'est le conflit qui domine. Aucune cohésion n'est possible. Tout le monde veut avoir son mot à dire et être suivi au nom de ses idées par une partie de la population. »*[367]

Bilal Fadl, écrivain politique et éditorialiste pour le quotidien *Al Shourouq*, partage cette lecture d'une situation qu'il déplore. Il dit de l'industrie médiatique qui se met en place avec le début de la période de transition, qu'il s'agit d'un véritable chaos où médias et journalistes sont en roue libre, en attendant que le pouvoir politique, quelle que soit sa couleur, reprenne les choses en main. *« Il y a un nivellement par le bas et par la bêtise. Les gens croient que cette cacophonie c'est l'objectivité médiatique. On a des présentateurs qui prennent la parole pendant des heures et les gens adorent ça ! Mais cette espèce de style théâtral ne fait passer aucun message intelligent. Et je pense vraiment que c'est un problème culturel parce que ce n'est pas comme ça dans le reste du monde. »*[368] Pour Tamer El Saïd, cinéaste engagé et fondateur du collectif activiste Mosireen, la dérive populiste des médias égyptiens n'est s'agit pas seulement un problème culturel, mais la conséquence de difformités structurelles profondément ancrées dans les rouages du système égyptien. Malgré la révolution et le départ du dictateur, les médias continuent de fonctionner selon les seuls mécanismes autoritaires et clientélistes qu'ils ont toujours connus, et qui permettent au régime militaire d'imposer sa lecture des conflits sociaux en cours. En se jetant à corps perdu dans le populisme et le sensationnalisme, les médias adoptent des cadrages médiatiques qui tronquent la compréhension des événements, et empêchent l'émergence de discours alternatifs sur l'actualité. *« La révolution a apporté des espoirs de changement et les gens ont saisi cette occasion pour agir ensemble. Il aurait fallu continuer sur cette lancée mais les médias ne sont pas prêts. Ils enferment les Egyptiens dans une perception binaire en réduisant le débat politique aux positions antagonistes de 'pour' ou 'contre' la révolution. C'est un lavage de cerveau similaire à celui que le régime Moubarak a appliqué pendant des décennies. Du coup, le peuple s'épuise et se lasse car rien ne change. Les gens consacrent toute leur énergie à des combats idéologiques qui n'ont aucune incidence sur les vrais problèmes. La justice sociale est la première chose sur laquelle les médias auraient du se concentrer. Mais c'est ennuyeux comme sujet et ça ne passe pas bien à l'écran. Les médias préfèrent parler de l'honneur de la révolution et des clashs dans les rues, c'est plus facile que d'aborder la redistribution des richesses. »*[369] Selon lui, cet environnement permet ainsi aux éléments de l'ancien gouvernement de rester au contrôle du discours médiatique, notamment grâce à l'emprise, toujours aussi importante sur l'industrie, de la sécurité d'Etat, organe qui assure la survie du régime militaire depuis Gamal Abdel Nasser.

Au cours de la période de transition, la polarisation des médias égyptiens en fonction de leurs positions par rapport à la révolution devient de plus en plus visible dans le secteur des chaines satellitaires privées. Sayed Mahmoud, journaliste au quotidien gouvernemental *Al Ahram* et membre du comité des journalistes indépendants, observe ce phénomène. *« Les médias privés se situent aujourd'hui sur un spectre politique avec ON-TV à un extrême, et CBC de l'autre coté. ON-TV soutient la révolution et veut que tout le pays entende la voix des*

[367] *ibid.*
[368] Entretien avec Bilal Fadl le 29 avril 2012 au Caire
[369] Entretien avec Tamer El Saïd le 23 avril 2012 au Caire

révolutionnaires, tandis que CBC veut faire peur aux gens en leur disant que le développement de la démocratie dans le contexte de chaos actuel, ne peut qu'entrainer l'arrivée des islamistes au pouvoir, dégrader l'économie, et qu'au final Moubarak et son système était un bien meilleur remède. »[370]

Alors accusée d'être une chaine réactionnaire et sympathisante de l'ancien régime, CBC va pourtant s'affirmer en 2013, sous la présidence de Mohamed Morsi, comme un des hérauts de la révolution. En plus de traduire un certain opportunisme, cette capacité à adopter une ligne éditoriale à priori diamétralement opposée en fonction du contexte, confirme que la polarisation des médias, et leur positionnement sur l'échiquier politique postrévolutionnaire, est profondément instable, et que l'industrie reflète, plus qu'elle n'influence, les évolutions des jeux de pouvoir. Cependant les médias égyptiens continuent de graviter autour d'un axe de transmission central et immuable, dont l'influence demeure déterminante : l'armée. La prise en compte de ce facteur permet de comprendre le revirement de la chaine CBC qui peut apparaître à première vue contradictoire, mais qui reflète en réalité une allégeance sans faille aux militaires et à la configuration politique qu'ils souhaitent promouvoir en fonction du contexte.

Ce climat de polarisation favorise le développement de plus en plus marqué de programmes de débats télévisés mélangeant discussions politiques et formats de divertissement. Ces talkshows sont mis en scène de façon à provoquer l'éclatement d'incidents imprévus entre les invités, et orchestrent les échanges d'arguments à la manière d'émissions de téléréalité où des candidats s'affrontent pour gagner le vote du public. Au cours de la période de transition, le politainment (terme anglais qui désigne le mélange de contenus politiques et de divertissement) devient le format de prédilection des émissions de débats qui saturent le paysage médiatique égyptien postrévolutionnaire. Un des exemples représentatifs est celui de l'émission « Mots audacieux » diffusée sur le chaine Al Qahera Wal Nas et présentée par Tony Khalifa dont l'accent libanais, généralement associé dans le monde arabe au secteur du divertissement, ajoute une dimension singulière. Le déroulement de ce programme de deux heures obéit toujours au même scénario. Après une introduction qui présente le premier invité à la manière d'une bande annonce à suspens, et fait état des questions sensibles qui lui seront posées et des sujets d'actualité qui seront abordés, celui-ci est accueilli par Tony Khalifa pour un interview incisif. Celui-ci lui annonce qu'un invité mystère est également présent sur le plateau. Ce dernier se cache derrière un rideau blanc sur lequel, grâce à des effets d'ombres et de lumières, se détache sa silhouette. Pendant la première partie de l'émission, cet intervenant caché peut, tout en restant silencieux, exprimer son désaccord face aux propos de l'autre invité en appuyant sur un buzzer qui fait apparaître une grosse croix rouge à l'écran. Lorsqu'il est convié par Tony Khalifa à s'expliquer, sa voix est transformée à la manière des reportages en caméra cachée. A la fin de la première partie, le rideau se lève et, tandis que le présentateur libanais garde son calme, le ton, généralement déjà assez tendu entre les deux participants, continue de monter.

Il ressort également de l'analyse de différentes émissions d'actualité diffusées à cette période, que la théorie du complot est très présente dans le cadrage narratif adopté par les médias. Une telle approche permet notamment d'expliquer par le biais d'argumentaires démagogiques et sensationnalistes, les événements politiques, le délitement de l'unité nationale des 18 jours, la dégradation de la situation économique et sécuritaire, et les violences entre civils et militaires qui déchirent le pays depuis la révolution. Cette ligne narrative met en scène des acteurs malveillants à la tête de réseaux tentaculaires, infiltrés partout à travers le monde. Dans ce contexte, les journalistes s'investissent du devoir de déjouer la conspiration et de l'exposer au

[370] Entretien avec Sayed Mahmoud le 1er mai 2012 au Caire

public. L'identité exacte de l'ennemi suprême – communément appelé « le troisième extrême » ou « le bras caché » dans les médias – et moteur de cette conspiration vouée à la destruction de l'Égypte, ne fait quasiment aucun doute pour les journalistes qui accusent presque systématiquement les Etats Unis (et par extension l'Occident) et Israël. A travers une rhétorique simpliste, les journalistes redessinent les équilibres géostratégiques dans l'optique de divulguer les alliances ennemies impliquant des puissances régionales – le plus souvent l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie et l'Iran – dont les interférences en Égypte seraient la cause des maux du pays. Ces puissances étrangères ont des relais en Égypte, chargés de gangrener le pays depuis l'intérieur. L'identité de ces traitres à la nation varie en fonction du contexte, mais ils sont le plus souvent décrits par les médias comme des Egyptiens dont l'allégeance à la patrie aurait été corrompue par leurs affiliations politiques (comme les partisans de l'ancien régime au lendemain de la révolution, puis les islamistes sous la présidence de Mohamed Morsi), leurs croyances religieuses ou leur orientation sexuelle. Les journalistes accusent aussi parfois d'espionnage et de trahison, les membres de la diaspora égyptienne, les ressortissants étrangers installés dans le pays, ou encore certains médias implantés en Égypte mais financés par des capitaux étrangers. La mobilisation de cet argumentaire permet de mettre en abyme toutes sortes d'agendas cachés et de menaces, alimentant ainsi un climat de paranoïa et de défiance, peu propice à l'élaboration d'un contrat social postrévolutionnaire. La mention, par les médias, des rumeurs qui circulent, et l'utilisation de sources anonymes pour confirmer certains faits suspects ou incertains, contribuent à renforcer cette atmosphère de suspicion générale.
De plus, le sensationnalisme croissant et la multiplication des discours populistes alimentent une certaine théâtralisation de la vie politique égyptienne sur les plateaux télévisés, où les esprits s'échauffent rapidement. Cette cacophonie sur le petit l'écran reflète une scène postrévolutionnaire marquée par l'émergence de tout un panel d'acteurs souhaitant participer au débat public et jouant des coudes pour se faire entendre. Dans ce contexte, les médias deviennent une sorte de parlement de substitution, permettant aux concurrents au pouvoir de défendre leurs positions, notamment dans les émissions de débats. La nouvelle chaine parlementaire Sawt Al Shaab retransmet également, depuis janvier 2012, les séances de l'assemblée populaire, au cours desquelles les députés en arrivent souvent aux mains. Ces épisodes alimentent la mise en scène spectaculaire et explosive adoptée par les chaines du pays, pour mettre en images la fabrication du consensus social et les processus de négociations politiques.

Les bouleversements du paysage médiatique après la révolution n'ont pas modifié de façon fondamentale l'état de la concentration des capitaux et des moyens de production aux mains d'une petite poignée d'hommes d'affaires. Ces derniers, proches du régime de Hosni Moubarak, ont profité de l'ouverture dont semble bénéficier le secteur, pour investir dans la création de journaux et de chaines d'information, et ainsi exploiter le nouveau marché médiatique et prendre part à la reconfiguration politique et économique de l'Égypte. Les équipes de rédaction demeurent en majorité inchangées, et la plupart des émissions déjà présentes avant la révolution, sont maintenues à l'écran. Les journalistes et les présentateurs sont cependant contraints d'adapter leurs styles et méthodes de travail au nouveau paysage politique et à l'environnement médiatique plus concurrentiel et plus diversifié qui se met en place. L'explosion du nombre de nouvelles émissions engendre la montée en puissance de vedettes jusqu'ici inconnues, et l'affirmation d'un journalisme plus agressif, plus moderne, et ouvertement partial. Cet environnement médiatique accorde également une attention très prononcée aux exigences du public et aux réactions populaires, une propension nouvelle que la convergence avec les médias sociaux ne fait qu'amplifier.

Dans leurs clips promotionnels – qui n'échappent pas à la surenchère patriotique ambiante et ne manquent pas de louer la grandeur de l'Égypte et de son peuple – les nouvelles émissions se présentent comme des plateformes de décryptage de l'actualité politique, dont la mission est de donner aux Egyptiens les armes dont ils ont besoin pour prendre part à la nouvelle vie citoyenne du pays. Le journaliste, dont la fonction est en pleine redéfinition depuis la révolution et les bouleversements de l'industrie médiatique, endosse ainsi la double casquette d'analyste politique et d'éducateur à la démocratie. La popularité d'un talk-show d'actualité dépend ainsi plus que jamais de son présentateur, de son style et de la façon dont il commente et critique l'actualité.
Au cours de la période de transition, certains de ces présentateurs jouissent d'une popularité telle, et leurs émissions génèrent des revenus publicitaires tellement importants, qu'ils sont parfois en mesure d'influencer la position éditoriale des chaines pour lesquelles ils travaillaient. Cette capacité leur confère une forme d'indépendance qui les protège, dans une certaine mesure, des représailles du régime lorsque leurs employeurs succombent peu à peu aux pressions politiques et encouragent l'autocensure au sujet de l'armée et de son implication dans la reconstruction politique et économique du pays. Il est d'ailleurs fréquent, lorsque ces sujets tabous sont abordés, qu'un propriétaire intervienne en direct sur sa propre chaine en appelant les plateaux d'émissions pour donner son avis et commenter sur ce qui vient d'être dit. Son intervention fait en général office de conclusion, tandis que les présentateurs se contentent d'acquiescer. Lui même n'est jamais présenté comme le propriétaire de la chaine, mais comme une personnalité politique engagée pour le bien du pays. Cet aspect est un des nombreux éléments qui remettent en question les chances de développement d'un journalisme libre et indépendant en Égypte.
Au lendemain du soulèvement, le paysage audiovisuel égyptien devient donc le théâtre d'un bouillonnement inédit d'opinions et d'acteurs, soudain libérés du carcan imposé par l'ancien régime sur l'expression publique, et capables de s'émanciper de la polarisation sans nuance qui réduisait jusqu'ici la vie politique à une opposition binaire entre partisans et adversaires du pouvoir. Face à cette nouvelle vivacité de la scène politique, les médias accordent, dans un premier temps, de l'importance à un panel d'arguments très large, d'autant plus qu'internet démultiplie ce foisonnement d'idées et permet à une grande partie de la population d'y participer. Une des nouvelles formes d'expression qui émergent sur la sphère publique postrévolutionnaire grâce à la convergence des médias, est la multiplication d'histoires drôles, de jeux de mots et de caricatures en relation directe avec l'actualité politique. Certains journaux dédient même des encarts aux contenus humoristiques qui circulent chaque jour sur les réseaux sociaux en réaction aux dernières actualités, et qui reflètent une compréhension plus populaire et plus légère des réalités politiques et sociales du pays. Le recours à l'humour a toujours été le moyen de prédilection des Egyptiens pour faire face à la dureté du régime et des conditions de vie. La différence aujourd'hui est que ce qui se partageait jusqu'ici entre proches au sein de cercles privés ou à la table d'un café, est à présent disséminé en quelques secondes sur les réseaux sociaux et accessibles à des dizaines de milliers d'individus, avant d'être ensuite repris par les médias de masse pour atteindre encore plus de gens.

Dans le domaine audiovisuel, une émission emblématique de l'Égypte postrévolutionnaire est « Notre pays en égyptien » présentée par Reem Maged et diffusée tous les soirs de la semaine sur ON-TV, juste avant un autre programme célèbre, celui de Yosri Fouda « Derniers mots ». Reem Maged affirme ouvertement que le but de son émission est d'aider le peuple à comprendre les rouages politiques de la vie en démocratie, et les étapes nécessaires à une transition de pouvoir réussie. Très engagée pour la réforme et la participation citoyenne, elle invite des acteurs politiques, religieux, et sociaux de tous bords, et consacre ses émissions à expliquer le fonctionnement de la démocratie et le rôle d'éléments clés comme le parlement

ou la constitution. Elle insiste, dans ses commentaires sur l'actualité et lors des débats qu'elle anime, sur la nécessité pour le peuple égyptien de se familiariser avec ces concepts pour pouvoir prendre part de façon active et efficace à la construction politique du pays.
Ainsi, lorsque l'assemblée constitutionnelle est dissoute par la cour administrative en avril 2012, elle diffuse des reportages sur l'évolution des négociations entre les différents acteurs impliqués, suivis des appels successifs ou simultanés d'une dizaine de députés de partis différents, qui commentent en direct ce qui s'est passé dans la journée, et que le reportage vient de mettre en images. Ces séquences aboutissent souvent à une reconstitution en direct des débats politiques, transformant le plateau de l'émission en une agora populaire, et donnant aux téléspectateurs l'illusion d'être au cœur des processus de négociations de pouvoir.
Lorsque l'émission couvre des affrontements de rue en direct, Reem Maged se fait le relai des demandes des manifestants lorsque ceux-ci ont besoin d'assistance médicale ou de matériel pour soigner les blessés. Elle ne cache pas son parti pris pour la révolution, ce qui lui attire les critiques de ceux qui jugent son manque d'impartialité néfaste pour le développement d'un journalisme indépendant et professionnel. Tamer El Saïd estime que les propos révolutionnaires de journalistes comme Reem Maged ne sont pas un gage de l'émergence de médias véritablement alternatifs. ON-TV, pourtant acclamée comme pionnière de la libéralisation médiatique en Égypte, est loin d'avoir les capacités de remettre réellement en question les dynamiques de pouvoir qui structurent l'industrie. *« ON-TV est obsédée par la défense des révolutionnaires. Du coup elle fait le jeu d'un système médiatique populiste et abrutissant. Au final, les médias qui défendent la révolution sont de mèche avec le système qu'ils dénoncent, parce qu'ils adoptent les mêmes logiques et acceptent les mêmes règles du jeu. »*[371] Selon lui, un parti pris reste un parti pris, et l'affrontement idéologique entre les médias ne fait que renforcer les mécanismes d'appauvrissement intellectuel. « *Au moins, avant la révolution, les gens savaient qu'ils avaient à faire à la censure du régime. Aujourd'hui c'est encore plus dangereux parce que les médias leur donnent l'illusion d'avoir acquis une liberté d'expression. Mais en fait, rien n'a changé. Les relations entre les médias et le pouvoir obéissent aux mêmes logiques et les débats continuent de se concentrer sur des problématiques éphémères qui évitent de remettre en cause le système. »*[372]
Albert Shafiq, directeur des programmes sur ON-TV, défend l'engagement de la chaine. *« Sur ON-TV on a choisi de représenter la nation et de servir le bien du pays. On retransmet ce qui se passe sur le terrain sans se préoccuper des réactions que ça peut provoquer. C'est dangereux de travailler dans les médias en se souciant de ce que les gens vont penser. Alors, oui, on nous reproche de ne donner la parole qu'à certaines personnes. Mais ces voix font aussi parties de la société. Il faut montrer tous les points de vue. »*[373] Il se défend des accusations qui disent de la chaine que son soutien aux révolutionnaire l'empêche d'être impartiale et de fournir une couverture de l'actualité qui soit fidèle à la réalité. *« En fait, la chaine n'est pas révolutionnaire, mais comme pour l'instant, tout le monde est confus, il faut qu'on reflète cette confusion. Du coup, on nous accuse d'être pro-américains ou pro-israéliens parce qu'on diffuse des images qui montrent la situation chaotique du pays. Je pense que les Egyptiens ne sont pas prêts pour du journalisme professionnel. Ils veulent juste des médias qui leur passent de la pommade parce que la vérité sur l'état du pays leur fait mal. »*[374] Quant à Reem Maged, il estime que son engagement sans concession lui donne une légitimité et prouve qu'elle met tous ses efforts au service bien du pays. *« Reem reste dans les limites de ce qui est acceptable pour un journaliste qui montre son engagement politique. C'est son style et c'est ce qui la rend honnête. Les gens lui font confiance parce que ses*

[371] Entretien avec Tamer El Saïd
[372] *ibid.*
[373] Entretien avec Albert Shafiq le 14 mai 2012 au Caire
[374] *ibid.*

réactions sont naturelles et pas mises en scène ou surjouées comme chez les autres présentateurs. C'est un facteur de crédibilité. »[375]
Elle même affirme que si personne n'est objectif, elle ne peut pas l'être non plus. D'une part parce qu'elle estime qu'il faut contrer les discours qui dénigrent la révolution et qu'elle qualifie de mensongers, et d'autre part, parce que son programme perdrait en parts de marché.
« Dans l'absolu, un journaliste ne peut pas être un homme politique et un journaliste qui n'est pas activiste sera surement plus professionnel dans son traitement de l'information. Mais en cette période révolutionnaire en Egypte ce n'est pas possible pour un journaliste d'être complètement neutre. Il faut être un peu activiste, ne serait ce que pour faire face aux médias qui affichent clairement leur engagement contre la révolution. Parce que ce qui s'est passé pendant les 18 jours n'est pas un point de vue. C'est un fait. Ce n'est pas être engagé que de couvrir Tahrir. C'est couvrir des rues calmes qui l'est. ON-TV a depuis le début été avec la révolution. On ne peut pas changer de position aujourd'hui et se retrancher dans la neutralité. Et puis, personne n'est objectif. Quand ceux qui sont contre la révolution disent clairement ce qu'ils pensent, il faut que quelqu'un leur réponde. C'est un conflit permanent entre conscience professionnelle et conscience humaine. Mais aujourd'hui la prise de position est nécessaire. »[376]

Après les élections parlementaires qui donnent la victoire aux Frères Musulmans et aux partis salafistes, en janvier 2012, coïncidant avec le premier anniversaire du soulèvement, Reem Maged appelle les révolutionnaires et leurs sympathisants à empêcher que les islamistes ne s'approprient le capital symbolique de la révolution. Cette bataille pour l'imposition d'une lecture particulière des 18 jours entre libéraux et islamistes, est un conflit qui continue de polariser les médias du pays encore aujourd'hui. A l'écran et dans les colonnes des journaux, chaque camp cherche à être reconnu comme la force instigatrice de la mobilisation de 2011, et ainsi imposer une réécriture à posteriori des événements. En se présentant comme des acteurs ayant soutenu la révolution dès ses balbutiements, chaque faction se dispute la légitimité à représenter les aspirations du peuple.
Cet affrontement passe également par l'occupation physique de lieux symboliques, comme la place Tahrir, où libéraux et islamistes appellent régulièrement leurs partisans à se réunir pour défendre la révolution. Au cours de la période de transition, et depuis la chute de Hosni Moubarak, les manifestations sur la place sont organisées les vendredis, et chacune d'entre elles a un nom. Ainsi, lorsque le 20 avril 2012, les libéraux appellent à se réunir pour le « vendredi de protection de la révolution », les islamistes annoncent qu'ils se mobilisent le 13 avril, pour le « vendredi du sauvetage de la révolution ». La place Tahrir demeure l'épicentre symbolique de la révolution dans l'imaginaire romantique de l'élite libérale cairote. *« Ceux qui disent que la place Tahrir n'est pas l'Egypte se trompent. Peut être qu'en nombre ça ne l'est pas, mais en termes de représentativité du peuple égyptien ça l'est. On y voit des gens très pauvres et des gens très riches, des musulmans, des chrétiens, de jeunes, des vieux, des hommes, et des femmes. »*[377]
Tout au long de la période de transition, Reem Maged adopte un cadre narratif qui aborde la réalité politique et sociale selon le prisme utopique de la révolution et de l'esprit d'unité nationale qui a fait descendre le peuple sur la place. Cette approche organique de la nation refuse tout clivage entre les Egyptiens. Elle affirme vouloir, grâce à son émission, restaurer le contrat social et ressusciter une vigueur nationale affaiblie par des décennies d'autoritarisme.
« La mission de mon programme est de mettre en avant l'image de la société que l'on souhaite construire et du pays où on aimerait vivre. Ce pays, c'est une Égypte libre qui a

[375] *ibid.*
[376] Entretien avec Reem Maged le 24 mars 2012 au Caire
[377] *ibid.*

existé. Il n'y a donc rien à recréer. Il faut juste raviver l'identité de cette Égypte. Car elle est là, elle est très forte et il faut la remettre en marche. Cette identité égyptienne est multiple et c'est cette multitude qui fait l'identité égyptienne. Notre mission est de montrer cette complexité et toutes les facettes de l'identité nationale. Il ne s'agit pas d'unir tout le monde derrière un même discours mais de favoriser l'écoute et la compréhension mutuelle. La politique doit savoir gérer la différence au quotidien, pour assembler toutes ces opinions vers des buts communs. »[378]

La position éditoriale ouvertement engagée de son émission contribue à la promotion d'un imaginaire national postrévolutionnaire, que la chaine alimenta avec la diffusion en boucle de clips patriotiques à la gloire du peuple égyptien et de sa révolution, de slogans appelant à la participation politique au nom des martyrs morts pour libérer l'Égypte, et de tribunes offertes aux poètes, aux musiciens et aux chanteurs utilisant leur art pour célébrer encore et toujours l'esprit des 18 jours dans un lyrisme tapageur. Une nouvelle culture postrévolutionnaire se met en place dans le camp des libéraux, et les médias sociaux permettent de capturer la fulgurance de ce phénomène, notamment dans le domaine de l'art de rue contestataire qui se développe sur les murs Caire et que les autorités s'empressent de recouvrir. Grâce aux nouvelles technologies, chaque fresque est immédiatement immortalisée et rejoint un corpus artistique dédié à la mémoire de la révolution.

Cet imaginaire repose également sur une longue liste de martyrs et de héros plus ou moins éphémères. Certains sont des acteurs collectifs, comme les Utlras d'Al Ahly – supporters de l'équipe de football du même nom basée au Caire – dont la mobilisation organisée et violente contre les militaires, leur a valu de devenir, pendant quelques semaines, les nouveaux visages de la révolution. D'autres sont des individus qui s'inscrivent dans la continuité symbolique de Khaled Saïd, à l'image de Mina Daniel – jeune copte qui trouve la mort lors des affrontements de Maspero en octobre 2011 – ou de Samira Ibrahim – qui entreprend de dénoncer les tests de virginité imposés par l'armée aux manifestantes arrêtées sur la place Tahrir – et qui représentent chacun différents segments de la population. Ces figures emblématiques, au delà de leur engagement personnel et du combat qu'elles mènent, remplissent une fonction symbolique qui permet aux médias de constamment raviver la flamme révolutionnaire, et d'encourager l'unification de la population derrière ces héros ordinaires. Car une telle apologie sous-entend précisément que chaque citoyen égyptien peut légitimement prétendre représenter lui aussi la révolution. Cependant, la fulgurance de ce phénomène témoigne également de la nécessité pour le pays, de se raccrocher sans cesse à de nouvelles figures susceptibles d'insuffler un cap à la construction postrévolutionnaire du pays.

Dans ce nouveau contexte, les chaines satellitaires privées d'information prennent un rôle de plus en plus prépondérant dans l'élaboration du débat public et la construction politique du pays, contrairement à la télévision publique qui peine à retrouver ses marques et un semblant de crédibilité. Cette situation devient encore plus évidente lorsque, à l'approche des élections présidentielles de juin 2012, une poignée de chaines privées organisent, sans la collaboration des médias d'Etat, une série d'émissions consacrées aux candidats en lice. Les chaines ON-TV et Dream se mettent d'accord sur la diffusion en simultanée du premier débat présidentiel jamais organisé en Égypte. Retransmis en direct le 10 mai 2012, cet évènement de cinq heures est présenté par Yosri Fouda et Mona Al Shazly, les présentateurs vedettes de chaque chaine, et opposent deux des quatre candidats les plus importants du premier tour, Amr Moussa (libéral indépendant) et Abdel Moneim Aboul Fouttouh (candidat indépendant soutenu par divers partis d'obédiences islamistes et libérales).

[378] *ibid.*

De leur côté, les chaines Al Hayat, Al Nahar et Al Mehwar organisent également des entretiens exclusifs de plusieurs heures, et parfois en public, avec différents candidats. Dans son émission « Rendez-vous avec le président » diffusée sur Al Nahar, Khaled Salah, éditeur en chef de *Youm7*, reçoit notamment Ahmed Shafiq, dernier premier ministre de Hosni Moubarak qui arrivera au second tour face à Mohamed Morsi. Le programme, enregistré en public, dure un peu moins de cinq heures, et commence par un reportage introductif et flatteur sur le candidat invité et sur les objectifs de sa campagne. Ensuite une « Experte en avis général » analyse le langage corporel d'Ahmed Shafiq, pour déterminer si son comportement ne contredit pas ses paroles, et s'il semble confiant dans les arguments qu'il présente au peuple. Les bouleversements de la scène politique, et la médiatisation inédite d'une élection présidentielle relativement plus libre que les précédentes, incitent les médias à avoir recours à toutes sortes d'instruments pour mesurer l'opinion publique et évaluer les candidats, selon des méthodes plus ou moins scientifiques, rigoureuses et fiables. Ainsi, tout au long de l'émission, Khaled Salah mentionne les chiffres de sondages menés sur les médias sociaux autour de différentes problématiques.

Toutes les questions, même les plus controversées, sont établies avant l'émission, en accord entre le candidat, le propriétaire de la chaine et les publicitaires avec, à chaque fois, l'armée comme ligne rouge infranchissable. *« Ce sont les publicitaires qui ont tout organisé pour faire les débats à la télévision. Pendant l'émission avec Shafiq, il y a eu plus d'une heure et demi de publicité, pour trois heures de débat. Les hommes d'affaires derrière ces débats n'ont aucun message, aucune vision. Ni eux ni les hommes politiques qu'ils invitent. Chacun ne pense qu'à lui même et cherche à tirer profit de la situation actuelle. L'argent domine les médias, et attirer les publicitaires est au centre de tout. Au final le citoyen ne reçoit aucun message clair mais c'est pourtant comme qu'il va devoir faire son choix. Et personne aujourd'hui n'a assez d'influence pour changer cet équilibre. Les révolutionnaires sont trop jeunes pour avoir un quelconque poids là dedans. »*[379]

Le public est également soigneusement choisi, et la grande majorité soutient le candidat invité sur le plateau. Ainsi, lorsque Khaled Salah demande à Ahmed Shafiq d'expliquer son rôle, en tant que premier ministre de l'époque, lors de « La bataille de chameaux »[380], le public se met à huer le présentateur et ne se rassoit qu'après que Ahmed Shafiq les rappelle au calme, d'un geste flegmatique de la main. Parfois, l'audience entame spontanément des airs nationalistes ou scandent des slogans de soutiens, reprenant le rythme et les paroles des chants de stades de football, et en y ajoutant le nom d'Ahmed Shafiq. Lorsque le public est convié à poser des questions, les interventions sont généralement des formulations de soutien à Ahmed Shafiq ou des critiques à l'égard de Khaled Salah et de la façon dont il attaque son invité.

Il y a donc très peu de place pour la critique rationnelle et les questions controversées. Khaled Salah déplore que ce moment clé de la construction démocratique du pays, ait été laissé aux soins des médias privés. Selon lui, les parts d'audience et les revenus publicitaires sont passés avant la qualité des débats et leur importance pour les citoyens du pays. *«L'obsession des médias privés pour l'instant, c'est les gains financiers et non le message qu'ils diffusent. La publicité règne partout. Même à* Youm7 *les revenus publicitaires sont fondamentaux. Il faut sans arrêt trouver des financements. Si on écrit quatre pages sur la constitution pour l'expliquer aux gens, ça ne se vendra pas. Mais si on fait un papier sur les disputes et les scandales entre candidats, ça va se vendre. Les gens veulent du spectacle. »*[381]

Il ressort donc qu'en cette période de transition, les médias privés adoptent une position plus opportuniste que progressiste en attendant que l'armée reprenne un jour les choses en main.

[379] Entretien avec Khaled Salah le 13 mai 2012 au Caire

[380] Appelation qui renvoie aux violences du 2 février 2011, lorsque le régime de Hosni Moubarak envoie des individus à cheval et à chameau, armées de sabres et de couteaux, attaquer les manifestants sur la place Tahrir.

[381] Entretien avec Khaled Salah

Les alliances entre hommes d'affaires et cercles de pouvoir qui structuraient l'environnement politico médiatique sous Hosni Moubarak, n'ont été ébranlées qu'en surface. Au milieu de cette cacophonie, et de l'incertitude politique dont elle découle, les lignes éditoriales des médias privés ne sont pas particulièrement porteuses de messages démocratiques, et profitent d'un flottement temporaire dans le domaine de la liberté d'expression, tout en conservant le tabou militaire comme fil d'Ariane.

3. Journalisme et activisme, la question du professionnalisme des médias dans l'Égypte en transition

En Égypte, dans le domaine du journalisme, le manque de clarté autour de la notion de professionnalisme et des pratiques qui devraient en découler, l'opacité des processus de recrutement, et l'absence de formation capable de rivaliser au niveau international, sont des facteurs qui participent à la stagnation des médias d'information du pays. Ces derniers semblent incapables, malgré la révolution, de s'émanciper des mécanismes de contrôle mis en place par l'ancien régime, asphyxiant et aliénant le discours médiatique depuis des décennies Pendant des années, les discussions d'intérêt général et les décisions politiques ont été conduites à huis clos au sein de cercles de pouvoir restreints, à l'abri de la sphère publique et du regard des citoyens. Dans ce contexte, le journalisme s'est peu à peu imposé en Égypte comme une scène de substitution pour l'expression partisane. Le statut du journaliste s'est ainsi développé de façon hybride entre pourvoyeur d'information et militant activiste, et son rôle au sein de la société n'a jamais été clairement défini. De ce fait, l'engagement politique du discours des médias, et la défense d'intérêts ou d'agendas particuliers dans le traitement de l'information, est devenu une donnée établie, dont les audiences égyptiennes ont relativement conscience.

Pour observer les pratiques journalistiques d'un pays donné, et ainsi en mesurer le professionnalisme, Cyril Lemieux part du principe que chaque espace médiatique – son degré d'autonomie par rapport au pouvoir et aux élites, ses modalités de fonctionnement, ses structures internes, son insertion au sein du système politique, institutionnel et économique – est un produit de l'histoire dont les caractéristiques sont pour la plupart incommensurables.[382] Evaluer le degré d'orientation ou d'engagement politique d'un média exige donc d'établir au préalable une cartographie politique qui soit représentative de la société à laquelle ce média appartient, tout en gardant à l'esprit qu'il n'existe pas de modèle universel dans ce domaine. La notion de journalisme engagé demeure par exemple très subjective, et sa compréhension n'est possible qu'avec la prise en compte du contexte particulier dans lequel elle est observée. C'est donc à partir d'une grammaire descriptive non indexée à une situation nationale particulière et prenant en compte des caractéristiques propres à chaque pays, que Cyril Lemieux examine l'écheveau des processus interactionnels et organisationnels dans lesquels sont pris les journalistes. Cette approche permet d'éviter que le degré de professionnalisme d'un espace médiatique ne soit évalué par rapport aux pratiques d'autres pays et à leur application de certaines notions comme l'objectivité et la neutralité. Car une telle lecture comparative favoriserait une compréhension linéaire du développement du journalisme à travers le monde, impliquant que les industries médiatiques de tous les pays tendraient intrinsèquement vers un même modèle unique, dont elles seraient plus ou moins proches.

[382] LEMIEUX Cyril, « De certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques : comment les décrire, comment les expliquer ? » in *La Presse écrite : objets délaissés. Regards sur la presse française*, L'Harmattan, Paris, 2001

Ainsi, pour éviter les analyses culturellement biaisées et les lectures asymétriques qui comparent les espaces médiatiques nationaux en terme de retard ou de lacunes, Cyril Lemieux propose d'observer le discours des médias à partir des conduites journalistiques dont ce discours est le produit. Pour analyser ces pratiques professionnelles et établir le degré d'orientation politique du discours des médias, il faut avant tout éviter de se cantonner aux propos que peuvent avoir les journalistes sur leur propre travail. Cyril Lemieux invite plutôt à confronter ces propos avec les comportements professionnels de ces mêmes journalistes. Cela permet notamment de mesurer le degré de distanciation critique appliqué par le reporter vis-à-vis de l'objet de son reportage, de ses sources d'informations et d'autres acteurs extérieurs (employeurs, publicitaires, gouvernement…) dans son traitement des faits.
Car, au delà de la maitrise de certaines compétences techniques et discursives, le professionnalisme en journalisme peut être mesuré de façon objective, selon Cyril Lemieux, à partir de l'aptitude du journaliste à se dissocier clairement de son sujet de travail dans sa transmission de l'information. De même, la capacité du journaliste à être l'initiateur de ses propres reportages, et non un simple commanditaire, est un élément corolaire important à cette évaluation du professionnalisme. Le recoupement des informations, l'utilisation de preuves juridiquement recevables dans le cas de dénonciations ou d'accusations, la prise en considération d'autres points de vue, et la stricte séparation entre l'énonciation des faits et l'expression de commentaires personnels, sont également, selon Cyril Lemieux, des paramètres fondamentaux.

Au lendemain de la révolution, la particularité du contexte politique sans précédent en Égypte, accentue la confusion des genres entre journalisme et activisme. De nombreux journalistes sont tiraillés par un paradoxe qui a trait à la façon dont ils perçoivent leur propre rôle au sein de la société postrévolutionnaire. D'un coté, ils disent vouloir améliorer le niveau de professionnalisme au sein du paysage médiatique qui se met en place, en appliquant plus de distanciation critique dans leur travail pour informer les publics égyptiens de la façon la plus neutre qui soit. D'un autre coté, la libéralisation de l'expression publique et l'ouverture du paysage médiatique ont démultiplié leurs capacités à orienter l'opinion populaire et beaucoup de journalistes se sentent investis d'un rôle d'éducateur civique et de porte-parole politique du peuple.
Ibrahim Mansour, second rédacteur en chef du quotidien *Tahrir*, est lui même pris dans ce paradoxe entre neutralité professionnelle et activisme politique. Il estime cependant que la fenêtre d'opportunité qui s'est ouverte pour les médias du pays après la chute de Hosni Moubarak, est condamnée à se refermer avec le retour de l'ordre. *« En cette période de chaos, il très difficile de séparer journalisme et activisme. Le journaliste doit guider l'opinion populaire mais son rôle n'est pas clair car la situation n'est pas claire. Nous passons actuellement par une période chaotique, et la confusion des médias n'est que le reflet de l'état actuel de la société. Les lois relatives à la liberté de la presse et au rôle du journaliste n'ont pas encore été redéfinies depuis la révolution. Tout ça affecte énormément le discours des médias. Cette impression d'ouverture du paysage médiatique en Égypte est davantage le résultat d'un flou ambiant que de changements réels et profonds. Mais ce n'est que temporaire et les médias continuent d'être les otages de la situation politique. Parce qu'en fait, rien n'a changé depuis la révolution, l'Etat est toujours le premier propriétaire dans l'industrie, et il n'y a toujours pas de système qui régule l'achat et le financement des médias privés en Egypte. »*[383]
Doa Sultan qui travaille avec lui, estime quant à elle, qu'en cette période révolutionnaire, être activiste est un pré requis professionnel pour le nouveau journaliste, dont la responsabilité est

[383] Entretien avec Ibrahim Mansour le 18 mars 2012 au Caire

de guider le pays au cours de la période de transition qui est en train de s'ouvrir. *« Aujourd'hui, il faut des convictions pour être journaliste, et quand on est avec la révolution on ne peut pas séparer son engagement de son travail. C'est une question d'honneur et de crédibilité. Les journalistes ne peuvent pas changer d'opinion du jour au lendemain même si beaucoup l'ont fait après le départ de Moubarak. Hier ils le soutenaient et aujourd'hui ils lui crachent dessus. Regardez Lamis Al Hadidi. Elle était en charge de sa campagne électorale en 2005 et maintenant elle l'insulte à tout bout de champs. Les journalistes doivent apprendre aux gens ce que sont réellement les objectifs de la révolution et ce qu'est la liberté d'expression. Ils doivent être du côté du peuple et dialoguer avec lui pour l'orienter dans ses choix politiques. C'est pour ça qu'ils sont des éléments actifs du changement. »*[384]
Bouthaïna Kamel, journaliste à la radio et à la télévision d'Etat, et première femme de l'histoire du pays à se présenter à des élections présidentielles en juin 2012, adhère également à cette vision qui considère l'engagement politique comme un aspect central de la mission des médias d'information de l'Egypte postrévolutionnaire. Largement partagée dans l'industrie, cette conception réprouve toute distanciation critique du journaliste dans son traitement de l'actualité du pays. *« Le rôle du journaliste est d'être la conscience et le porte-parole du peuple. Il doit prendre son rôle au sérieux. On ne peut plus être neutre aujourd'hui quand on est journaliste. Pas même le caméraman. Le journaliste a le devoir politique de soutenir la révolution et de dénoncer les crimes de Moubarak. »*[385]
Il est intéressant de noter que ce discours met en avant une perception du peuple égyptien comme une entité organique, bonne et candide par nature, que le journaliste doit défendre, mais également sortir de son ignorance en l'éduquant avec patience. Cette conception élitiste et paternaliste du rôle des médias contribue à la perpétuation de schémas d'autorité et de maitrise du savoir, qui eux-mêmes pérennisent certaines modalités de contrôle du discours médiatique. Ces dynamiques ont pour conséquence de ralentir le renouvellement des élites ayant accès à la production du sens politique grâce aux médias.

Pour approfondir l'analyse des espaces médiatiques et des pratiques journalistiques qui les caractérisent, Cyril Lemieux propose trois grammaires : publique, réaliste, et naturelle. La triangulation de ces grammaires permet d'examiner les comportements des journalistes et d'expliquer les raisons qui les poussent à adopter une certaine déontologie professionnelle.
La grammaire publique est composée des éléments abordés précédemment comme permettant de mesurer d'une façon aussi peu normative et culturellement connotée que possible, le degré de professionnalisme des journalistes dans un espace médiatique national. Selon cette grammaire, le professionnalisme d'un journaliste se mesure principalement grâce à sa capacité à se détacher émotionnellement de l'actualité, et à se distancier clairement de l'objet de son reportage. Cela implique donc qu'il sache garder l'ascendant sur ses sources, et toutes autres formes d'influence extérieure, dans l'élaboration de son récit d'information. Son professionnalisme dépend également de son assiduité à recouper les sources et à relayer différents points de vue pour ne pas favoriser une opinion plutôt qu'une autre. Il doit par ailleurs faire preuve de rigueur lorsqu'il se lance dans des accusations, et ne baser ses propos que sur des éléments recevables juridiquement par un tribunal, et non sur des rumeurs ou du chantage.
Cependant, dans certains contextes, les journalistes adoptent une grammaire professionnelle plus réaliste, qui leur permet principalement de prendre en compte dans leur récit de l'actualité, des influences et des intérêts extérieurs. Cela implique qu'ils adaptent leurs pratiques et déontologie professionnelles en anticipant les potentiels inconvénients et les

[384] Entretien avec Doa Sultan le 25 mars 2012 au Caire
[385] Entretien avec Bouthaïna Kamel le 1er mai 2012 au Caire

éventuelles menaces que leur travail pourrait causer. Ainsi, tout en respectant les formats partagés par la concurrence, le journaliste qui privilégie une grammaire réaliste, soumet l'élaboration de son discours, le choix de ses sources et la sélection de ses informations, à des paramètres étrangers au strict domaine journalistique. Le maintien des relations avec les financeurs est généralement une préoccupation prépondérante dans l'adoption de critères de jugement professionnels. Par conséquent, la grammaire réaliste permet au journaliste de participer à la défense d'intérêts particuliers tout en restant compétitif, la concurrence demeurant tout de même un facteur déterminant dans ses choix professionnels.
Enfin, dans le cas d'une grammaire naturelle, les journalistes et les médias obéissent à des logiques de dons et de contre-dons, et leurs pratiques professionnelles sont le vecteur de ces échanges d'intérêts. Le discours médiatique et le traitement de l'information dépendent donc de relations intimes et privilégiées avec certains mécènes, qui sont structurées selon des principes de restitution de faveurs. C'est le cas notamment des pays où le journalisme obéit en priorité, non à des exigences de rentabilité et de productivité, mais à la nécessité de maintenir certaines relations politico-économiques. L'importance de la concurrence sur les pratiques journalistiques est moins prégnante, entrainant une déformation du marché et l'émergence de formes spécifiques de reconnaissance et de rétribution professionnelles qui se matérialisent le plus souvent par l'ascension politique du journalistes ou par des gains financiers personnels. Ainsi, le partage ou le conflit d'intérêts entre médias et centres de pouvoir – qu'ils soient publics ou privés – détermine, selon Cyril Lemieux, la décision d'un journaliste de couvrir certains sujets plutôt que d'autres, et de dénoncer ou de promouvoir tel fait ou telle personnalité publique. Le risque d'une rupture des relations de coopération avec leurs mécènes, explique que les médias et les journalistes s'appliquent à exprimer leur fidélité et leur loyauté envers ces centres de pouvoir. L'identification de relations de subordination plus ou moins directe des médias à leurs mécènes apporte donc un autre éclairage important pour expliquer l'adoption d'une certaine déontologie et de certaines pratiques professionnelles.

En Égypte, il semble que ce soit les grammaires réaliste et naturelle qui dominent l'espace médiatique et orientent le professionnalisme des journalistes. Ezzedine Shoukry-Fisher, ancien diplomate devenu journaliste pour *Al Shourouq*, déplore ce qui, dans les termes de Cyril Lemieux, traduit une absence de distanciation entre les journalistes et les sujets qu'ils couvrent, et la forte ingérence de mécènes dans l'élaboration du discours médiatique et du traitement de l'actualité politique. Il dénonce notamment une assimilation communément partagée dans l'industrie entre professionnalisme et loyalisme politique, et qui s'accompagne trop souvent d'un manque de vérification des informations et de recoupement des sources, et d'une tendance à lancer des accusations à tout va, sans preuve tangible. *« L'idée est répandue dans le métier que le journaliste 'responsable' est celui qui suit la ligne narrative du gouvernement. Un journaliste 'responsable' ne fomente pas la division nationale. Mais cela ne l'empêche pas, à coté de ça, de donner son avis sur tout et n'importe quoi. Les médias sont beaucoup dans l'improvisation et la rumeur, et les journalistes préfèrent souvent relayés des propos qu'ils ont entendus, sans se soucier de leur exactitude. La vérification des faits et l'authentification des sources ne sont pas des reflexes professionnels. Et puis, pour se faire un nom dans l'industrie et faire plaisir au public, il faut aussi qu'ils parlent de théories du complot. Du coup, les informations sont vagues, pleines d'histoires de trahison et de conspiration. C'est comme si le manque de professionnalisme était devenu l'unique standard professionnel. »*[386]
Au delà du manque de recul critique du journaliste par rapport à l'actualité, et de la collusion d'intérêts qui oriente ses choix professionnels, c'est ce penchant pour la rumeur qui affecte

[386] Entretien avec Ezzedine Shoukry-Fisher le 5 avril 2012 au Caire

également le niveau de professionnalisme des médias égyptiens aujourd'hui. Corolaire du discours sensationnaliste adopté par l'ensemble de l'industrie, cette propension aux théories conspirationnistes encourage des pratiques professionnelles qui n'accordent que peu d'importance à la vérification des faits et des sources, et à l'apport d'éléments solides susceptibles d'étayer les accusations de trahison. Tarek Attia, journaliste pour *Al Ahram Weekly* et en charge du volet média dans le cadre du programme de financement américain USAid alloué à l'Égypte, se désole de cette situation et de l'absence de changement dans l'industrie depuis la révolution. *« Le professionnalisme dans les médias c'est de respecter un minimum de standards reconnus au niveau mondial. C'est par exemple la diversification et la vérification des sources. Car la valeur d'une information dépend directement de la façon dont elle a été acquise. Mais aujourd'hui on ne sait plus trop d'où viennent les faits, et souvent les journalistes ne s'en soucient même pas. Autre exemple, lorsqu'une institution fait un communiqué de presse, les médias ne peuvent pas se contenter de répéter bêtement le fax qu'ils viennent de recevoir. Mais personne n'a appris aux journalistes égyptiens à faire autrement. Personne ne leur a dit que c'est en adoptant des pratiques professionnelles qu'ils fourniront du travail de qualité. »*[387]

Sayed Mahmoud, journaliste au quotidien gouvernemental *Al Ahram* et membre d'un collectif de journalistes luttant pour l'indépendance des médias publics, constate que l'engagement politique des journalistes du pays est devenu tellement inévitable, que la notion de neutralité n'a quasiment plus aucune pertinence dans l'industrie. *« Il y a un manque de professionnalisme profond aujourd'hui. Tout le monde peut dire ce qu'il veut, et très peu de journalistes se soucient de la neutralité. Parce qu'aujourd'hui en Égypte, être engagé c'est être professionnel. Les gens ne savent pas quoi faire avec des informations neutres. Ils sont habitués à chercher un agenda caché partout. Et de toute façon, même s'ils ont aujourd'hui plus de choix à la télé et dans les journaux, ils vont vers ce qu'ils veulent entendre. C'est ça à mon avis le danger de l'absence de neutralité. C'est la division de la société en petits groupes d'opinion, qui ne s'écoutent pas et qui ne se parlent pas. »*[388]

La conséquence d'un tel environnement est la politisation presque forcée du traitement de l'information et du travail des médias. Selon Ezzedine Shoukry-Fisher, c'est là le fondement de l'opportunisme politique qui est devenu la déontologie professionnelle des journalistes égyptiens. Les choix politiques de ce derniers, sont davantage le résultat de calculs stratégiques que de solides convictions. *« Dans l'industrie, les impératifs politiques sont plus importants que les impératifs professionnels. Ce qui structure les médias ce n'est pas le principe d'excellence mais celui d'allégeance. La carrière d'un journaliste en Égypte est un mélange de calculs partisans et d'opportunisme. Les critères de recrutement sont tellement bas que tout le monde aujourd'hui peut devenir journaliste. Et moins les débutants connaissent le métier, moins ils interfèrent en politique ou cherchent à prendre des initiatives. Ils sont influençables et arrivent là par piston. Quand ils montent en grade, ils reproduisent les pratiques clientélistes qui ont permis leur propre ascension. Ils transmettent leur ignorance du métier et leur manque de professionnalisme. C'est cette transmission qui structure le système médiatique tout entier. »*[389]

Selon Tamer El Saïd, l'industrie des médias continue de fonctionner selon les mêmes mécanismes autoritaires qui permettaient au régime d'Hosni Moubarak de contrôler le discours médiatique. Ceux-ci reposent principalement sur une polarisation du débat et sur l'alimentation d'une culture d'exclusion entre composantes de la société. Au delà de l'opportunisme politique dont ils font preuve, les journalistes en Égypte sont, selon lui, principalement motivés par le gain personnel et n'ont aucune vision pour le futur du pays.

[387] Entretien avec Tarek Attia le 27 mars 2013 au Caire
[388] Entretien avec Sayed Mahmoud le 1er mai 2012 au Caire
[389] Entretien avec Ezzedine Shoukry-Fisher

« Certains journalistes se disent radicaux parce qu'ils veulent être perçus comme des activistes politiques ou comme des défenseurs de la révolution par le public. Mais ils n'ont aucune influence, aucun message. Ils sont pris dans des considérations égocentriques qui les empêchent de penser vraiment à la situation du pays. Aujourd'hui, les élites politiques et révolutionnaires sont prises dans des débats d'égos et non d'idées, alors qu'il faudrait justement apprendre aux gens à se battre pour des convictions et non des personnes. »[390]

Reem Maged affirme ouvertement que soutenir la révolution est un impératif professionnel pour un journaliste, compte tenu de la situation. Elle estime que ses collègues manquent parfois de recul et sont souvent dépassés par leurs convictions, mais que cela est davantage dû à l'urgence du contexte et à l'ampleur des événements, qu'à un manque de professionnalisme.

« Les journalistes n'ont jamais été préparés à ce qui vient de se passer. Ils n'ont jamais eu à réfléchir à une vision éditoriale ou à un message politique capable d'aider les gens à faire face à une révolution. C'est vrai qu'aujourd'hui beaucoup de médias ont un impact très néfaste sur le climat politique du pays, consciemment ou inconsciemment. Mais on travaille dans un système déformé, sans aucune vision claire sur ce que doit être notre rôle dans la société égyptienne. La chute de l'ancien régime a brouillé le peu de repères qu'on avait jusqu'ici. »[391]

Cyril Lemieux affirme que ce n'est pas la culture professionnelle des médias d'un pays qui explique le comportement des journalistes, mais plutôt le comportement des journalistes qui définit la culture d'une industrie nationale. Toujours pour éviter l'écueil de l'analyse normative, il propose d'étudier la culture et les comportements professionnels du secteur médiatique d'un pays donné par le biais de deux modèles. Le premier se base sur les dimensions organisationnelles de l'industrie médiatique, et se concentre sur la façon dont les salles de rédaction, et le secteur de l'information en général, interagissent avec le contexte et les acteurs politiques, institutionnels, sociaux, et économiques qui les entourent. Le second modèle applique une approche systémique qui étudie les structures de la concurrence et du marché médiatique, ainsi que les modalités de recrutement et d'accès à la profession. Ces deux modèles ont la particularité de permettre la prise en compte des caractéristiques historiques propres à chaque pays, et exigent de prêter attention de façon conjointe à plusieurs facteurs interdépendants : la construction de l'Etat et celle du marché ; les structures de financement de l'industrie médiatique et le rôle des mécènes ; les liens entre l'Etat et la profession – pour établir notamment si l'Etat est le premier employeur ou le principal investisseur ; les grands groupes industriels, leurs relations avec l'Etat, et la place qu'ils occupent dans l'économie nationale et dans l'industrie des médias.

Ces modèles permettent notamment d'étudier le professionnalisme d'un espace médiatique national à partir de son degré d'intégration sur le marché mondial. Selon Cyril Lemieux, la règle fondamentale du marché médiatique néolibéral, et considérée comme la stratégie la plus rentable, est pour les journalistes d'appliquer la plus stricte neutralité dans leur récit de l'information. D'après cette logique, un discours médiatique qui ne traduit aucune orientation politique garantirait un plus grand nombre de lecteurs et de téléspectateurs, qu'un discours engagé. Par conséquent, lorsque cette stratégie n'est pas considérée comme la plus rentable par l'ensemble des médias d'un pays, c'est que des impératifs d'autres natures ont pris le pas sur les exigences économiques de compétitivité et de productivité. Cette situation entraine le développement de pratiques journalistiques jugées plus judicieuses par rapport au contexte national – telle que la loyauté au pouvoir ou la fidélité envers certains mécènes – et dont les profits ne se mesurent pas nécessairement en gains financiers.

[390] Entretien avec Tamer El Saïd le 23 avril 2012 au Caire
[391] Entretien avec Reem Maged le 24 mars 2012 au Caire

Ces pratiques professionnelles obéissent donc à une grammaire réaliste, voire même naturelle, et relèguent au second plan les préoccupations financières, tout en accordant une importance non négligeable aux relations clientélistes et aux menaces de répression. L'Égypte correspond aujourd'hui à cette description, et l'impact de la révolution ne semble pas avoir remis en cause ces pratiques de façon substantielle. Bouthaïna Kamel explique qu'avant comme après le soulèvement, les mécanismes de contrôle du discours médiatique demeurent fondamentalement inchangés. *« Les lignes éditoriales de tous les médias du pays, publics et privés, sont définies en accord avec la Sécurité d'Etat et les services de renseignements. C'est eux qui imposent les lignes rouges relatives à l'armée et aux intérêts des investisseurs nationaux et étrangers. La Sécurité d'Etat est un véritable système indépendant et parallèle. Elle est infiltrée partout en Égypte, chez les gens normaux et dans la vie de tous les jours. Ça a toujours été comme ça, et ça n'a pas changé. »*[392]

Malgré le maintien, voire le renforcement, de dynamiques structurelles, la révolution a cependant bouleversé certains aspects de l'espace médiatique égyptien. Les médias se sont diversifiés, et recrutent aujourd'hui des journalistes d'horizons hétéroclites, mais dont la formation, la déontologie et les pratiques professionnelles se révèlent inégales. L'ouverture du paysage médiatique a certainement contribué à déclencher un débat national dans le métier, autour de notions centrales comme le professionnalisme et l'indépendance éditoriale. Cependant, tandis qu'une petite poignée de journalistes œuvrent activement à réformer l'industrie pour la rendre plus libre, la grande majorité de leurs collègues préfère rester loyale à l'armée et aux figures proéminentes de l'ère Moubarak, et continuent d'appliquer l'autocensure et de revendiquer leurs allégeances aux élites dirigeantes.
Par ailleurs, la plupart des employés de l'industrie travaillent pour différents médias en même temps, essayant ainsi de faire face à la situation de précarité dans laquelle ils se trouvent, due notamment à l'absence de protection sociale et aux salaires insignifiants – à moins d'être une vedette de la télévision. Au cours des décennies précédant la révolution, un système informel se met progressivement en place au sein duquel les salariés des médias cumulent plusieurs postes mais ne s'investissent réellement dans aucun d'entre eux, produisant un travail sans qualité. Ce phénomène est encore plus marqué dans les médias gouvernementaux, dominés par la corruption et le clientélisme, et par une lourdeur hiérarchique et administrative qui empêche toute prise d'initiative et encourage l'autocensure. De plus, la politique de suremploi et de non licenciement appliquée au sein de ces médias, incite les employés à ne fournir que le strict minimum pour continuer à percevoir un salaire qui, du fait de leur statut de fonctionnaires d'Etat, leur est de toute façon garanti, avec pour conséquence un désinvestissement total de leurs responsabilités vis-à-vis du secteur public.
Gaber Al Armouti est un exemple de ce phénomène. Présentateur de l'émission « Manchettes » sur ON-TV, il est également journaliste à *Al Ahram* et bien qu'il continue de bénéficier d'un salaire, d'une carte de presse et d'un bureau dans l'enceinte du bâtiment, il admet ne plus écrire d'article pour le quotidien depuis longtemps. Il dit se consacrer entièrement à son programme et semble très fier d'être aujourd'hui devenu un présentateur à la télévision. *« Aujourd'hui, beaucoup de journalistes de presse travaillent aussi à la télévision. C'est ce type de journalistes qui a le plus de légitimité. On connait mieux le pays et le milieu des médias que nos collègues. On est donc capables de faire de meilleures analyses en profondeur. C'est quand ce genre de journalistes arrive à la télévision que leur impact est plus fort sur les gens. Avant j'avais une influence sur quelques milliers de personnes, et*

[392] Entretien avec Bouthaïna Kamel

aujourd'hui c'est des millions qui me regardent chaque jour et qui me reconnaissent dans la rue. »[393]
Il ne voit aucun antagonisme à travailler pour deux médias aussi différents en même temps, et met en avant une volonté de rester neutre et d'offrir une tribune à toutes les opinions. *« C'est vrai qu'il y a plus de liberté à ON-TV étant donné que c'est la chaîne la plus libre depuis la révolution*. Al Ahram *reste lié au gouvernement et suit la ligne politique officielle. Il y a une différence dans le traitement de l'information mais absolument aucun conflit car les deux sont nécessaires au débat public et chacun a son style. Et puis, il faut écouter tout le monde et toutes les opinions pour donner des informations neutres et bien faire son travail. »*[394]

Cependant, dans son émission – une revue de presse quotidienne des journaux du pays avec parfois des invités pour commenter sur les sujets traités – il applique une conception de la neutralité telle que pratiquée au sein des médias d'Etat, et qui consiste à faire du journalisme responsable, c'est à dire à rester fidèle aux positions de l'armée. Lors de son émission du 22 mars 2012, il décide de parler de l'ampleur de la corruption qui gangrène le pays aujourd'hui et qu'il présente comme l'héritage catastrophique du régime précédent. Il désigne Hosni Moubarak et sa clique d'hommes d'affaires véreux comme les uniques responsables de la situation, et appelle son public à continuer la révolution pour lutter contre les vestiges moribonds de l'ancien régime, en soutenant les décisions du Conseil Supérieur des Forces Armées. « *Dieu merci, l'armée égyptienne est avec nous »*[395] dit il, avant de remercier les militaires du pays pour leur engagement en faveur du bien de la patrie et de son peuple. « *Je voudrais remercier les forces de sécurité sans qui le pays ne pourrait pas fonctionner. Nous sommes tous avec vous pour libérer le pays du chaos et de la corruption. »*[396]
Lui qui a ouvertement soutenu Hosni Moubarak pendant les 18 jours, et même pleuré en direct pour supplier la foule sur la place Tahrir de faire preuve de clémence envers le dictateur déchu, est manifestement pétri de son passage au sein des médias d'Etat, où l'opportunisme politique est un facteur d'ascension professionnelle. Il explique d'ailleurs *qu'Al Ahram* a été une excellente école pour apprendre à faire preuve de neutralité dans le traitement de l'information, et pour acquérir des connaissances approfondies sur l'état réel du pays. Il se perçoit donc comme un journaliste authentique étant à la fois plus révolutionnaire et plus professionnel que les journalistes activistes, car il reste responsable dans ses propos, tout en se préoccupant de défendre et de protéger la nation. *« On ne peut pas être journaliste et activiste à la fois, car on éloigne les gens de la vérité. Beaucoup de journalistes sont trop engagés, et présentent les faits dans les termes qui leur conviennent le mieux pour donner aux événements l'orientation qu'ils veulent. Aujourd'hui ils n'ont plus peur de personne et disent ce qui leur plait. Ils n'ont même plus peur de l'armée ! Ils sont trop dangereux. Ils mentent et n'apportent rien de bon pour le pays. Il faut savoir enlever sa tenue d'activiste quand on est journaliste, et laisser ses habits de révolutionnaire aux portes du studio. »*[397]
Il décrit, avec un certain paternalisme, son rôle de journaliste dans la société postrévolutionnaire égyptienne comme celui d'éducateur des classes populaires, à qui il s'adresse en priorité. En employant un vocabulaire qu'il veut simple et facile à saisir, il affirme que le but de son émission est de décrypter les informations du jour, pour permettre aux classes non éduquées de comprendre l'actualité du pays. Il mise également sa légitimité et sa crédibilité, non pas sur des critères professionnels, mais sur un argumentaire affectif

[393] Entretien avec Gaber Al Armouti le 26 mars 2012 au Caire
[394] *ibid*.
[395] Emission « Manchettes » présentée par Gaber Al Armouti, diffusée le 22 mars 2012 sur la chaine privée ON-TV
[396] *ibid*.
[397] Entretien avec Gaber Al Armouti

d'identification avec son public. *« Aujourd'hui tous les révolutionnaires veulent avoir leur show pour être connus. Mais c'est dangereux pour l'état des médias du pays et les gens en ont assez de ce type d'émissions. Le vrai présentateur révolutionnaire doit être humble et ne peut gagner beaucoup d'argent. Comment veut il s'adresser aux gens simples s'il ne vit pas comme eux ? Le public veut des gens modestes qui lui ressemblent. Surtout les classes illettrées. Il leur faut quelqu'un qui ait l'air d'être de la maison. »*[398] Par conséquent, à l'image de nombreux journalistes du secteur public, Gaber Al Armouti continue d'appliquer une déontologie et des pratiques professionnelles établies au sein d'un système médiatique structuré pour véhiculer la propagande de l'ancien régime, et teintées d'opportunisme, de populisme et de paternalisme.

Lorsqu'il lance *Al Masry Al Youm* en 2004, Hisham Qassem décide d'adopter une nouvelle approche, convaincu qu'une amélioration des conditions de travail et des standards professionnels dans les médias, est un pas fondamental vers une meilleure qualité d'information. Pour la création de son journal, il recrute des jeunes diplômés à qui il promet des salaires compétitifs, des contrats annuels renouvelables, des promotions basées sur leurs performances, et une protection face aux autorités en cas de menaces ou de pression, incitant son équipe à le laisser gérer ce type de situations en sa capacité de rédacteur en chef du quotidien. La mise en place de tels critères professionnels apparaît comme une véritable innovation au sein d'une industrie caractérisée par le clientélisme, l'opportunisme politique et l'autocensure. Cette approche porte ses fruits et la qualité du journal suscite rapidement l'intérêt des lecteurs égyptiens. Hisham Qassem reste deux ans à la tête du quotidien, avant de démissionner fin 2006, lorsque une nouvelle répartition des parts de propriété met en position de force des individus proches du régime. *« Le niveau de professionnalisme en Égypte a toujours été très bas, même dans le secteur privé où ceux qui financent les médias n'ont aucune expérience dans le journalisme. Ce sont juste des hommes d'affaires qui embauchent des équipes motivées uniquement par l'argent. L'absence de financements indépendants est le plus gros obstacle en Égypte à l'émergence d'un journalisme professionnel. »*[399]
Au cours de ces deux années, Hisham Qassem n'a de cesse de dénoncer ouvertement les pressions des bailleurs de fonds et des publicitaires qui, au motif qu'ils contrôlent les financements, cherchent à influencer la ligne éditoriale du quotidien, et exigent un droit de regard dans la correction des articles. Quelques années après son départ de *Al Masry Al Youm*, il se lance dans un nouveau projet, *Al Gomhoria Al Gedida* avec pour ambition de mettre en place une salle de rédaction intégrée. Il veut équiper celle-ci d'une cabine radio, d'un studio télé, et d'un département internet, gérant le portail en ligne, les comptes sur les médias sociaux, mais également les formats adaptés à la consommation d'information sur tablettes et téléphones portables. Il veut embaucher des journalistes capables de savoir combiner tous ces supports, pour produire des contenus multimédias. Cependant la révolution lui fait perdre beaucoup de financements, et la nouvelle configuration politique du pays rend de plus en plus difficile le lancement d'un projet d'une telle ampleur tout en garantissant son indépendance éditoriale.
Ainsi, au sein des médias égyptiens, les orientations politiques ont certes quelque peu évolué, mais le niveau de professionnalisme – établi selon les critères de Cyril Lemieux – ne semble pas avoir changé, les pratiques professionnelles demeurant assez similaires à celles appliquées avant la révolution. Le secteur public continue de fonctionner selon des logiques d'allégeances, étant passé de Hosni Moubarak au Conseil Supérieur de Forces Armées en charge de le transition, au général Abdel Fattah Al Sissi aujourd'hui à la tête du pays, avec de

[398] *ibid*.
[399] Entretien avec Hisham Qassem le 6 mai 2012 au Caire

temps en temps une apologie de la révolution pour contrer le discours des islamistes et soutenir les décisions de l'armée. Parallèlement, la culture professionnelle qui règne dans le secteur privé, rejette toute distanciation critique entre le journaliste et son sujet de reportage, l'engagement politique étant devenu plus que jamais un gage de professionnalisme en cette période de transition postrévolutionnaire.

Le défi pour les médias égyptiens est d'arriver à établir des standards professionnels et de faire adopter une déontologie et des pratiques journalistiques de façon uniforme à l'ensemble de l'industrie. Le pays doit également mettre en place des instituions de contrôle des médias, qui soient souveraines et détachées des cercles de pouvoir. Pour aboutir, ces avancées requièrent des changements systémiques et sociétaux sur le long terme, et une participation active des dirigeants du pays, notamment dans le domaine législatif. L'intransigeance et l'opacité des lois relatives aux médias, et la criminalisation de certains propos critiques envers le gouvernement, l'armée, les hommes d'affaires, les autorités religieuses et autres acteurs de pouvoir, demeurent un obstacle fondamental à l'émergence d'un journalisme indépendant de qualité.

Faute de réformes structurelles tangibles, l'industrie médiatique de l'Égypte en transition demeure soumise à des impératifs autoritaires et clientélistes propres à l'ancien régime

L'étroite connivence qui perdure entre les médias et le régime compromet le renouvellement des élites, rendant ainsi caduque le processus de transition démocratique

1. La nature des relations entre les élites et les médias détermine l'influence que ces deux entités peuvent avoir sur le changement politique

L'objectif ici est de comprendre pourquoi les médias égyptiens n'ont pas su être des vecteurs de la démocratisation dont la révolution de 2011 semblait pourtant annonciatrice. Bien au contraire, lorsqu'ils n'adoptent pas une attitude attentiste ou réactive par rapport aux événements politiques, les médias égyptiens participent en réalité à la résilience du régime militaire, en freinant notamment le renouvellement des élites ayant accès à l'élaboration du cadrage médiatique pour définir les réalités sociales et construire le sens politique. Deux modèles théoriques permettent de mesurer l'impact que les médias peuvent avoir sur le déclenchement et la progression du changement politique, celui de Gadi Wolfsfeld sur la contestation politique, et celui de Piers Robinson sur la combinaison entre les dissensions au sein des élites dirigeantes et l'incertitude politique au sein de l'exécutif.

Il faut cependant commencer par examiner l'équation entre ouverture médiatique et ouverture politique. L'émergence d'une sphère publique et l'intensification des débats politiques dans les médias – deux phénomènes observables en Égypte au lendemain de la révolution de 2011 – ne suffisent pas à garantir la réussite d'une transition démocratique, et ne peuvent pas non plus être considérées comme le fait de médias progressistes cherchant à encourager le changement. Néanmoins, comme l'explique Kai Hafez, bien que les médias ne soient pas des acteurs politiques, ils peuvent théoriquement contribuer au changement en jouant un rôle de médiateurs entre le gouvernement, l'opposition et le peuple. Toutefois, pour devenir de tels catalyseurs, les médias doivent préalablement établir des relations solides avec l'opposition politique et la société civile. Ces liens leur permettent ainsi de contribuer au développement d'une culture participative incitant les citoyens et leurs dirigeants à l'adoption de comportements et de valeurs démocratiques.[400]
Cependant, Kai Hafez explique que, selon les théoriciens de la transformation, les médias de masse, et plus particulièrement la télévision, obéissent en premier lieu à des impératifs politiques et économiques qui entravent parfois la création de tels liens. De par sa capacité à toucher une large partie de la population, la télévision dispose d'un potentiel important de mobilisation, ce qui explique le contrôle farouche que les régimes autoritaires exercent sur le secteur de l'audiovisuel. La télévision est donc paradoxalement le média le plus efficace pour politiser les populations, mais elle est également le média le plus vulnérable à l'intervention étatique, à cause notamment de lourdes exigences techniques nécessitant une infrastructure centralisée. Par ailleurs, l'impact de la télévision sur le changement politique dépend de la façon dont elle est utilisée par les acteurs impliqués dans la transition de pouvoir, tels que le gouvernement, les partis politiques, ou encore les groupes de pression ou d'opposition. Etant par conséquent largement dépendante du contexte politique, qu'il soit autoritaire ou

[400] HAFEZ Kai, « The Role of Media in the Arab World's Transformation Process », in HANELT Christian-Peter et MÖLLER Almut (dir.), *Bound to cooperate: Europe and the Middle East II*. Bertelsmann, Gütersloh, 2008

démocratique, ce n'est qu'en situation de démocratie participative que la télévision peut devenir un outil de représentation des acteurs marginaux appelant au changement.
La démonstration de Kai Hafez implique donc qu'en contexte autoritaire, les médias de masse ne peuvent être des initiateurs du changement du fait de structures organisationnelles qui leur confèrent une nature intrinsèquement réactive et non pas proactive. Etant incapables de s'extraire du contexte politique dans lequel ils évoluent, les médias ne peuvent refléter un environnement démocratique qui n'existerait pas encore. Ils ne peuvent pas non plus devenir des relais de la société civile et de l'opposition, si leur accès à ces acteurs est soumis à la censure du pouvoir autoritaire. Dans cette configuration, les médias de masse, telles des entités réactionnaires, restent donc tributaires des mécanismes de survie du régime et deviennent ainsi des obstacles à la transition. Néanmoins, lorsque le monopole d'un gouvernement autoritaire sur le secteur de l'information se fragilise, une fenêtre d'opportunité s'ouvre alors pour les dissidents en modifiant leur accès aux médias et leur permet de transmettre leurs revendications contestataires pour appeler à la mobilisation collective. Kai Hafez ajoute qu'au cours d'une révolution, les différentes forces en conflit tentent ainsi d'accroitre leur contrôle sur l'environnement médiatique pour participer à la transition de pouvoir et obtenir le soutien de la population.
En Égypte, l'environnement de convergence médiatique décrit précédemment, entre les médias sociaux et les chaines d'information panarabes dans un premier temps, puis les chaines satellitaires privées nationales dans un second temps, a permis l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique pour les acteurs révolutionnaires en 2011. Ce bouleversement de l'accès à la sphère publique et au débat médiatique a temporairement modifié les structures d'opportunité politique jusqu'ici contrôlées par le régime, et a permis aux acteurs contestataires de faire entendre leurs revendications et d'appeler les Egyptiens à se mobiliser collectivement pour demander le changement.
Cependant, Kai Hafez observe que si les médias peuvent devenir des outils efficaces de mobilisation, ils ne peuvent participer à la construction démocratique tant que le changement de régime n'a pas abouti et que les nouvelles institutions politiques n'ont pas été mises en place. Selon lui, cela explique que les théories de la transition accordent plus d'importance, en contexte autoritaire, à l'influence de l'opposition, même clandestine, qu'à celle des médias de masse sur le changement politique. Les médias peuvent donc participer à la réussite d'une transition si le processus de changement de régime a préalablement été enclenché par l'opposition politique, et que celle-ci repose sur des alliances stables bénéficiant du soutien stratégique d'acteurs au pouvoir favorables au changement. Car ce n'est que lorsque une partie de l'élite cherche à promouvoir le changement politique que les médias peuvent avoir un effet transformatif, en devenant des outils efficaces à l'expression de positions alternatives. Par conséquent, si l'existence d'une sphère publique n'est pas une condition suffisante pour garantir le changement, les liens entre la société civile et les médias sont décisifs. La capacité d'influence de ces derniers sur l'évolution de la situation politique est fonction de la qualité de leurs relations avec les acteurs contestataires n'appartenant pas aux élites dirigeantes.
Or, Kai Hafez estime que, dans beaucoup de pays arabes, ce lien est fragile, voire inexistant. Par ailleurs, dans la plupart de ces pays, les seuls partis d'opposition à peu près fonctionnels sont ceux des islamistes. Face à eux, les vestiges de l'opposition libérale – réprimée dans de nombreux Etats de la région – ne font pas le poids face à la légitimation religieuse sur laquelle tablent leurs rivaux, et ont aujourd'hui mauvaise presse auprès de populations majoritairement pauvres et peu éduquées. De plus, la capacité de coopération entre groupes d'opposition reste fragile, et les changements démocratiques portés par les factions les plus progressistes de l'élite demeurent souvent imperceptibles. Les espoirs de réformes sont généralement réduits à néant par la tenue d'élections truquées, visant davantage à contenir la montée en puissance de

certains acteurs, plutôt qu'à mettre en place des programmes susceptibles d'améliorer la situation des peuples arabes.

Ainsi la corrélation théorique entre l'émergence d'une sphère publique et le changement politique n'est pas évidente, les médias n'étant ni des acteurs sociaux autonomes, ni des entités indépendantes des cercles dirigeants. Cependant, dans certaines situations, ils peuvent jouer un rôle dans l'essor de la mobilisation protestataire. Gadi Wolfsfeld élabore un modèle de contestation politique pour identifier ces conditions et la façon dont les médias influencent la situation politique, et participent au changement en relayant les messages d'acteurs de l'opposition.[401]

Dans ce modèle, la communication politique est une arme fondamentale à la conquête du pouvoir et Gadi Wolfsfeld invite à s'intéresser aux efforts effectués par les différents opposants politiques pour attirer l'attention des médias. Selon lui, les médias sont le produit d'un contexte politique particulier sur lequel ils n'ont quasiment aucun pouvoir transformatif. Ce contexte détermine en revanche la façon dont les acteurs en concurrence pour l'accès au pouvoir utiliseront les médias pour avancer dans la compétition. Par conséquent, la compétition entre factions politiques a plus d'influence sur l'environnement médiatique, que les médias n'en ont sur la situation politique. L'étendue du contrôle des autorités sur les médias détermine de façon fondamentale leur potentiel d'instrumentalisation au sein des rivalités politiques et leur degré d'ouverture à des acteurs n'appartenant pas aux élites. Pour comprendre les variations de l'implication des médias dans le processus de changement politique, Gadi Wolfsfeld propose d'analyser la compétition entre acteurs selon deux approches, structurelle d'une part et culturelle de l'autre. La compétition entre les acteurs politiques pour l'accès aux médias, a trait à la dimension structurelle et explique pourquoi certains d'entre eux rencontrent plus de difficultés que d'autres dans ce domaine. Parallèlement, la compétition entre concurrents politiques pour imposer un sens aux événements et un cadre de lecture véhiculé par les médias, a trait à la dimension culturelle et explique comment les normes, les croyances, et les traditions influencent la mise en récit et en images de cette lutte pour le pouvoir.

Dans le cadre d'une approche structurelle, les médias sont des armes majeures de la compétition politique, et leur conquête est indissociable de celle du pouvoir. Pour les acteurs qui s'affrontent, l'accès aux médias dépasse le simple fait de gagner en visibilité et implique principalement la capacité d'influencer l'agenda politique national. Leurs relations avec les médias reposent, selon Gadi Wolfsfeld, sur une dynamique d'exploitation mutuelle, permettant aux deux parties d'atteindre leurs propres objectifs tout en minimisant les coûts. Marc Lynch estime à ce titre que les médias influencent davantage les réalités politiques en créant des fenêtres d'opportunité pour les acteurs en compétition, plutôt qu'en orientant l'opinion publique – une variable qui demeure, somme toute, difficile à mesurer de façon fiable.[402] Le concept de structures d'opportunité politique renvoie à la façon dont le contexte politique définit les possibilités d'actions pour les acteurs cherchant à prendre le pouvoir, et détermine la facilité d'organisation de mouvements collectifs, la faisabilité de certains programmes, et les conséquences de l'utilisation de certains répertoires d'actions. Les médias participent à la redéfinition, ou au maintien, de ces structures en ouvrant l'accès de la sphère publique aux différents acteurs politiques, officiels ou marginaux, pour qu'ils puissent faire entendre leurs demandes. En Égypte, les médias ont notamment démultiplié l'impact des

[401] WOLFSFELD Gadi, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997

[402] LYNCH Marc, « Political Opportunity Structures: Effects of Arab Media » in HAFEZ Kai (dir.) *Arab Media, Power and weakness*, Continuum, New York, 2008

mouvements protestataires, tout en réduisant leurs coûts d'organisation et en augmentant leur visibilité, deux dimensions inédites pour des activistes habitués à opérer dans l'ombre.
Cependant, tous les acteurs politiques n'ont pas accès aux médias de la même manière, et Gadi Wolfsfeld identifie quatre variables qui expliquent cette différence : leur statut politique et social ; leurs ressources d'organisation ; leur capacité à adopter un comportement politique exceptionnel ; leur degré de contrôle sur l'environnement politique et médiatique. Cette dernière variable est un facteur déterminant dans la configuration des relations entre médias et cercles de pouvoir. Elle met en lumière l'ascendance de certains acteurs sur la sphère publique et le degré de dépendance des médias par rapport aux élites et aux cercles dirigeants. La capacité des aspirants au pouvoir à contrôler leur environnement politique et médiatique dépend notamment de leur aptitude à déclencher et à contrôler le développement d'évènements relativement importants, à influencer les contenus et flux d'information, et à mobiliser le soutien des élites. Cependant, lorsque l'accès au médias devient une condition trop centrale à la réussite stratégique d'un acteur, celui-ci se retrouve fragilisé par rapport à ses concurrents et vulnérable à l'attitude des médias à son égard. Cette situation peut notamment révéler l'absence d'autres moyens pour influencer la situation politique, et le besoin de soutiens externes accessibles uniquement par le biais des médias. Cela a été le cas des jeunes activistes révolutionnaires de la place Tahrir, dont les capacités de mobilisation reposaient en majorité sur leur usage des médias traditionnels et sociaux. Ne disposant ni de réseaux sur le terrain pour prendre le relais en dehors du monde virtuel, ni du soutien stratégique d'élites capables de concrétiser leurs demandes de changement, leur influence sur la transition politique s'est dissipée avec l'épuisement de la frénésie médiatique et le retour a des modalités de participation politique traditionnelles auxquelles ils n'avaient pas accès.

Dans le cadre d'une approche culturelle, les interactions entre médias et acteurs politiques reposent sur un ensemble de transactions culturelles à travers lesquelles les acteurs cherchent à promouvoir leur lecture des évènements, tandis que les médias cherchent à élaborer un récit facilement compréhensible pour leur audience. Selon Gadi Wolfsfeld, les conflits politiques se traduisent le plus souvent dans les médias par des désaccords sur la façon dont il faut mettre en récit ces rivalités pour les présenter à la population, chacun des acteurs luttant pour imposer son point de vue à l'opinion publique. Ces cadres narratifs concurrents sont élaborés dans des contextes culturels particuliers qui déterminent les répertoires d'actions et les outils symboliques de communication et de mobilisation que les protagonistes utilisent pour légitimer leur volonté d'accéder au pouvoir. Cependant, Gadi Wolfsfeld note que les médias préfèrent mettre en avant des cadres de lectures simples et linéaires, sans grande profondeur idéologique ou analytique. Selon lui, le choix des informations et de leur mise en récit est influencé par la nécessité de mobiliser des références et des symboles culturels connus du public. Cette tendance de médias à imposer une simplification des discours encourage le populisme et peut devenir un obstacle pour les acteurs politiques cherchant à promouvoir un cadre de lecture plus élaboré. L'exemple le plus fréquent est celui d'une polarisation de la situation entre agresseurs et victimes, et être identifié dans les médias comme victime d'une injustice est souvent un avantage pour les acteurs politiques cherchant à mobiliser le soutien de la population. Ces cadres médiatiques populistes sont le fruit de schémas de compréhension récurrents, que les acteurs politiques sont contraints de prendre en compte pour élaborer des discours mobilisateurs. Les journalistes ont donc tendance à couvrir les conflits politiques émergents en mobilisant des lignes narratives et des univers symboliques déjà assimilés par le public.

Ainsi, dans ce modèle de contestation politique, dirigeants et opposants en compétition pour le pouvoir s'affrontent pour accéder aux médias. Leur capacité à y arriver dépend principalement de leur habileté à maximiser leur capital médiatique et leur potentiel de mobilisation pour contrôler leur environnement politique. Cette approche théorique rejoint le modèle d'activation en cascade développé par Robert Entman qui explique les interactions entre les médias, l'exécutif, et l'opinion publique, et suppose que de nombreux acteurs – les dirigeants, les élites, l'opposition – sont en concurrence pour imposer des grilles d'interprétation capables d'atteindre la population et influencer la formation de l'opinion publique sur une large échelle.[403] En identifiant les acteurs ayant le plus d'influence sur les médias et la sphère publique, il est possible d'établir la façon dont les discours médiatiques affectent l'agenda politique. Le rôle des médias en situation de conflit politique dépend donc de leur degré d'autonomie par rapport aux autorités, et des opportunités qu'ils offrent aux acteurs contestataires pour relayer leurs messages et mobiliser la population. Cependant ce rôle peut également être mesuré en fonction de l'évolution du rapport de forces entre opposants et gouvernants suite à des couvertures médiatiques critiquant le pouvoir.

C'est un des points que le modèle de Piers Robinson tente de démontrer. Selon lui, lorsque les principaux médias d'un pays s'alignent sur le positionnement politique et économique des élites dominantes, ils produisent et diffusent des informations qui soutiennent généralement ces perspectives.[404] Le modèle de consensus entre élites et médias qu'il développe, permet de mesurer la capacité du gouvernement à influencer les journalistes et à imposer des prismes politiques et culturels à travers lesquels les médias analysent et relaient les informations. C'est notamment le cas de certaines actualités sensibles dont la couverture est fortement indexée sur les cadres de références des élites. Cette élaboration du consensus entre médias et cercles dirigeants se décline en deux versions, celle d'un consensus avec l'exécutif d'une part, et celle d'un consensus avec les élites d'autre part.
La version du consensus avec l'exécutif met en avant la façon dont le contenu médiatique est élaboré de façon à être conforme aux agendas, aux cadres de références et aux intérêts politiques des représentants officiels et du gouvernement. Cette concordance limite fortement la possibilité pour les médias d'information d'avoir une quelconque influence sur le pouvoir exécutif. La version du consensus avec les élites suppose que la couverture médiatique approuve et promeut une lecture des événements qui défende les intérêts des élites. Ce type de consensus permet d'observer l'influence que les médias peuvent avoir en politique lorsque des dissensions émergent au sein des élites. Les couvertures médiatiques reflètent alors cette division et laissent émerger des points de vue concurrents au discours qui était jusqu'ici dominant. Dans cette configuration, les médias de masse sont implicitement indexés sur l'évolution des discussions entre les élites, et s'aventurent rarement au delà des limites autorisées par le gouvernement.
Selon ce cadre théorique, les couvertures médiatiques qui critiquent ou qui défient les décisions de l'exécutif et des élites, sont donc précédées par un conflit au sein de ces cercles de pouvoir. Par conséquent, les médias n'ont la possibilité d'influencer l'exécutif qu'à la suite d'un désaccord au sein des élites, et ne peuvent pas être considérés comme des moteurs potentiels du changement. Piers Robinson note qu'ils sont même perçus comme passifs, par certains théoriciens comme Lance Benett, car tributaires de l'agenda politique et des sources d'information imposées par les cercles dirigeants. Ainsi, le comportement des médias dépend directement de la cohésion du gouvernement et du degré de consensus au sein des élites. Piers

[403] ENTMAN Robert « Framing US Coverage of International News: Contrasts in Narratives of the KAL and Iran Air Incidents » in *Journal of Communication*, vol. 41, n°4, décembre 1991
[404] ROBINSON Piers, « Theorizing the Influence of Media on World Politics: Models of Media Influence on Foreign Policy » in *European Journal of Communication*, vol.16 n°4, décembre 2001

Robinson estime cependant que cette théorie doit être utilisée avec précaution, étant donnée d'une part, qu'elle réfute la possibilité que les médias puissent avoir une position politique allant à l'encontre des élites, et que d'autre part elle suppose que les journalistes reflètent passivement le point de vue des cercles dirigeants, sans apporter d'éclairages indépendants aux débats. Selon Piers Robinson, le rôle du journaliste ne peut être réduit à celui de récipient passif du discours officiel, et les médias devraient plutôt être considérés comme des agents actifs du consensus politique, au même titre que les autres institutions de pouvoir.

Pour décrire le positionnement d'une couverture médiatique par rapport aux positions des cercles dirigeants, et ainsi identifier les rapports entre élites, médias et changement politique, Piers Robinson fait d'abord appel au concept développé précédemment de cadrage médiatique. Ce concept renvoie à l'élaboration d'un discours informatif par des individus en charge d'analyser l'actualité, de façon à développer une lecture particulière des réalités sociales et politiques. Ces cadres d'interprétation mobilisent des mécanismes intégrés par le public pour assimiler l'information et permettent aux médias d'expliquer et de donner différents sens aux évènements. Ensuite, Piers Robinson propose d'utiliser la théorie de Daniel Hallin selon laquelle deux types de sphères médiatiques existeraient en parallèle au débat politique : celle du consensus et celle de la controverse légitime. Cette théorie part du principe que lorsqu'il existe un consensus au sein de l'élite autour d'une question d'ordre public, les médias sont peu susceptibles de couvrir les prises de décisions politiques d'une façon qui fragiliserait ce consensus. Un journalisme critique est par conséquent peu susceptible de se développer autour de débats qui font l'unanimité au sein de l'élite, et les médias évoluent alors dans une sphère de consensus.
Cependant, lorsque les cercles dirigeants se divisent autour d'une problématique, les médias reflètent cette dissension et offrent alors une variété de couvertures qui reflètent les différents points de vue de l'élite. Les médias, qui évoluent à présent dans la sphère de controverse légitime, ont alors la possibilité de jouer un rôle plus actif et plus influant dans la prise de décisions politiques, étant donné leur capacité nouvelle à prendre part aux discussions en soutenant telle ou telle faction de l'élite. C'est dans ces conditions que les médias peuvent jouer un rôle dans le changement politique. Lorsque la cohésion au sein de l'élite est élevée et que les médias évoluent une sphère de consensus, leur rôle est de présenter les informations de façon ce que le reste de la société soutiennent les décisions politiques officielles. Lorsqu'il existe des dissensions au sein de l'élite et que les médias évoluent dans une sphère de controverse légitime, leur rôle est de refléter les divergences au sein des élites, ce qui leur permet d'acquérir une plus grande influence sur l'évolution du contexte politique.
Ainsi, selon Piers Robinson, l'analyse des dissensions au sein des élites à travers le prisme du cadrage médiatique permet de démontrer que le récit des informations, loin de se réduire à retranscrire la réalité, peut être élaboré pour encourager une certaine perception d'un problème. Le cadre d'interprétation choisi par un média pour analyser un événement devient ainsi un indicateur de son parti pris éditorial par rapport aux dissensions de l'élite. Les médias peuvent alors favoriser une certaine compréhension du conflit politique et devenir des participants actifs à l'évolution de la situation. Toutefois, la formulation de ce cadre d'interprétation reste dépendante de la position des cercles dirigeants, et la couverture médiatique qui en résulte est en grande partie le reflet des demandes politiques formulées par les différentes factions de l'élite.

Piers Robinson avance que de telles dissensions ne sont pas suffisantes pour expliquer le rôle des médias dans le changement politique. Il propose de recourir au concept d'incertitude politique pour théoriser les circonstances dans lesquelles les médias sont le plus susceptibles d'influencer les équilibres de pouvoir entre l'exécutif et les factions dissidentes de l'élite. Il se

réfère au concept de certitude politique qui analyse l'ascendance que chacun des acteurs de l'élite et de l'exécutif peut avoir sur les processus de prise de décision politique. Chacun d'entre eux est influent, néanmoins certains le sont plus que d'autres et leur prépondérance varie en fonction du sujet débattu. Néanmoins, la mise en œuvre de politiques résulte toujours d'un consensus au sein des dirigeants, établi de manière à satisfaire chacune des factions de l'élite. Ainsi, l'élaboration et l'implémentation de politiques découlent de négociations complexes entre sous systèmes de l'exécutif, et la certitude politique est fonction du degré de consensus et de cohésion de ces cercles dirigeants autour d'une situation problématique. Piers Robinson avance ainsi que lorsque les gouvernements ont une politique claire et affirmée face à une crise, les médias ont peu d'impact. Cependant, lorsque la réponse de l'exécutif manque de coordination et de limpidité, une fenêtre d'incertitude s'ouvre et les différentes positions adoptées par les médias peuvent entrainer une dégradation des relations publiques et l'émergence de nouvelles opportunités d'expression politique pour les acteurs favorables au changement. Ainsi, lorsqu'une situation d'incertitude apparait brusquement et qu'aucune réponse politique n'est mise en place assez rapidement pour y faire face, ou si un désaccord ou un conflit d'intérêts crée une situation d'ambigüité entre les sous systèmes, alors il peut y avoir une situation d'incertitude politique au sein de l'exécutif. Il existe donc une corrélation entre la dissension au sein des cercles de pouvoir, et la capacité pour des acteurs extérieurs à influencer l'élaboration de nouvelles politiques par le biais des médias.

Ainsi, à partir de la théorie du consensus entre les élites et les médias, et du concept d'incertitude politique, Piers Robinson élabore un modèle qui théorise les interactions entre les dirigeants et les médias en contexte de changement politique. Les dissensions au sein de l'élite autour d'une problématique politique particulière offrent aux médias l'opportunité de prendre activement part aux débats, en adoptant les cadres d'analyse d'un camp en particulier, les journalistes devenant alors les défenseurs d'une partie des cercles dirigeants. Cependant, lorsque cette dissension au sein de l'élite se double d'une incapacité de l'exécutif à proposer une réponse claire pour résoudre la crise, les médias peuvent alors couvrir les évènements d'une façon qui critique le gouvernement pour chercher à influencer les décisions des dirigeants sur la façon d'améliorer la situation.

Dans le cas de couvertures médiatiques négatives, le gouvernement est alors confronté à la possibilité que l'opinion publique soit influencée par ces propos, et que certains décideurs politiques choisissent eux aussi de dénoncer les décisions gouvernementales. Plus le niveau d'incertitude politique au sein de l'exécutif est élevé, plus le processus de décision politique est vulnérable à l'influence des critiques médiatiques. Ainsi, la combinaison entre une dissension au sein des élites et un contexte d'incertitude politique favorise l'adoption de positions éditoriales et de couvertures critiques susceptibles de remettre profondément en question la légitimité et la crédibilité des hommes politiques au pouvoir.

Naomi Sakr estime que l'ensemble des ces théories s'applique au monde arabe où les priorités des élites déterminent le contenu et la position éditoriale des médias.[405] Selon elle, le discours médiatique représente les points de vue des cercles dirigeants, et reflète des agendas politiques en accord avec les structures de propriété et de contrôle en place. De ce fait, les dissensions au sein des élites et l'émergence de nouvelles alliances critiquant le gouvernement dans les médias, peuvent être des phénomènes annonciateurs d'un changement politique plus ou moins imminent. C'est notamment le cas, souligne Naomi Sakr, lorsque des élites favorables au changement tirent profit de critiques médiatiques à l'égard du gouvernement

[405] SAKR Naomi (dir.), *Arab Media and Political Renewal. Community, Legitimacy and Public Life*, I.B. Tauris, Londres, 2007

pour mettre en avant des revendications qui diffèrent du reste de l'élite, et ainsi entamer des négociations de pouvoir en vue d'une transition.
Dans le monde arabe, les dissensions au sein des élites et l'incertitude politique des cercles exécutifs sont accentuées par les pressions internes et externes auxquelles sont soumis les gouvernements pour l'adoption de réformes, et par l'instrumentalisation de la critique médiatique par des forces politiques en concurrence pour provoquer le changement. La question reste de savoir si les acteurs marginaux n'appartenant pas aux cercles des élites ont la possibilité de voir leurs revendications relayées dans les médias.
En Égypte, malgré la fenêtre d'opportunité qui s'est ouverte sur la scène médiatique au lendemain de la révolution, les médias du pays n'ont pas su sortir de la sphère de controverse légitime qui structurait le débat public depuis des décennies et qui opposait principalement les islamistes à l'armée. Cette situation a ainsi freiné l'accès au débat public de nouveaux acteurs capables de guider la transition dans une direction différente de celle voulue par le régime. Les seules dissensions ayant réellement réorienté le positionnement politique des médias, et permis l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité dans les médias, ont été les dissensions qui ont émergé au sein de l'armée à la veille de la révolution.
Que ces dernières soient le résultat d'un désaccord au sujet de la succession de Gamal Moubarak – qui aurait été le premier président civil de l'histoire du pays et dont la présidence pouvait également refléter la volonté de Hosni Moubarak de protéger les acquis de son clan au détriment de l'armée – ou qu'elles soient la conséquence d'une frustration sociale croissante depuis le milieu des années 2000, l'armée égyptienne a fait le choix de sacrifier le régime en place pour conserver le pouvoir et calmer le peuple. L'acquittement de Hosni Moubarak, au terme d'un procès de plusieurs années pour meurtre et corruption, est cependant un indicateur du soutien dont il continue de bénéficier au sein de l'armée et qui, plus qu'une simple expression de loyauté, vise certainement à minimiser les dissensions et les risques d'implosion en rassurant les militaires au pouvoir, de leur caractère intouchable.

2. Le secteur des médias privés demeure structuré par des mécanismes de collusion d'intérêts et de cooptation du discours médiatique

Au lendemain de la révolution, de nombreuses dynamiques caractéristiques de l'autoritarisme de l'ancien régime continuent de structurer l'industrie des médias, comme la présence écrasante de l'Etat, des appareils de sécurité et de renseignements, l'étroite relation de ces entités avec le milieu des affaires, la permanence de lignes rouges par rapport à certaines questions sensibles relatives à l'armée, et la polarisation manichéenne du débat médiatique autour d'oppositions irréductibles comme islamistes et libéraux, sympathisants de l'ancien régime et révolutionnaires, ou encore islamistes et militaires. Cette situation est observable dans le secteur privé, où la prolifération de nouvelles chaines d'information résulte d'une volonté des acteurs qui les financent, de prendre part à l'ouverture du débat public pour protéger ou acquérir certaines positions. Ces nouvelles chaines – lancées via satellite car l'URTE conserve le monopole sur le faisceau hertzien – sont un moyen pour les hommes d'affaires du pays et de la région de réaffirmer leur contrôle sur l'industrie des médias d'information grâce à leurs capacités financières.

Le développement d'une concurrence sans précédent dans le secteur privé des médias alimente une nouvelle forme d'appétence pour le gain qui se manifeste notamment par un journalisme plus agressif et plus sensationnaliste. Dans un contexte de reconfiguration du paysage politique, les médias privés semblent veiller à maintenir des relations étroites et stables avec l'armée, tout en profitant du foisonnement inédit de la sphère publique et du

débat politique national pour faire des profits financiers. Mazhar Shahin, imam d'Al Azhar et présentateur sur CBC, déplore cette évolution. *« Les médias ne pensent plus qu'à l'argent. Politiquement, ils dépendent encore des mécanismes du système précédent. La réforme du secteur public paraît possible mais dans le privé, il n'y a que des gens qui pensent à leur propre fortune. Le plus dangereux c'est quand les propriétaires interviennent sur leur propre chaine et qu'ils affichent ouvertement leurs opinions politiques. Ils orientent les lignes éditoriales et les bulletins d'informations. Leur chaîne devient la chaine du Roi et ils peuvent faire et dire ce qu'ils veulent. C'est ça la configuration du secteur privé des médias aujourd'hui. »*[406]

Selon Waël Abbas, qui partage cette vision, les médias ont raté leur chance d'exploiter la situation pour reformer le secteur, et cette fenêtre d'opportunité inespérée s'est refermée. *« Après la révolution, les médias auraient pu changer les choses dans l'industrie mais ils ne l'ont pas fait. Ils n'ont pas lutté pour leur liberté. Ils n'ont pas cherché à demander de nouvelles lois sur les syndicats pour obtenir une meilleure représentation. Ces lois pénalisent encore aujourd'hui les petits journalistes, les équipes, les techniciens, et ça c'est l'ancien régime qui perdure. On n'a toujours pas le droit de lancer de chaine terrestre sans l'accord de l'Etat. C'est considéré comme un crime contre la sécurité nationale. Tout ça aurait pu être changé après la révolution. »*[407]

Quant au secteur privé, il ne voit aucune évolution qui puisse garantir l'émergence de médias alternatifs et plus indépendants. *« Rien n'a changé dans le secteur privé. Toutes les chaines appartiennent à des hommes d'affaires et sont donc très vulnérables aux pressions. Cette mafia et les journalistes qui travaillent pour elle font tout pour garder leur petit cercle fermé aux nouveaux concurrents. Ils veulent être surs que personne ne menace leur situation. Ces journalistes ne sont pas des activistes mais des opportunistes qui travaillent pour des corporations. Pour eux, l'activisme politique est un business qui leur rapporte beaucoup d'argent. Ils ont la même mentalité que les médias gouvernementaux et font le même travail de propagande, à part qu'ils ont plus d'argent et de technologies. »*[408]

Pour lui, les bloggeurs et les vrais activistes ne devraient pas participer aux émissions car ils encouragent le rétablissement des mécanismes de contrôle du discours médiatique et de la sphère publique en place sous Hosni Moubarak pour protéger le régime. *« Les plateaux télé sont aujourd'hui divisés entre membres de l'ancien régime et figures politiques de la révolution. Mais c'est du théâtre. La preuve c'est que pour les hommes d'affaires, ça n'a aucune importance. Ce qui compte pour eux c'est l'armée et pas la révolution ou le peuple. Les chaines privées, nouvelles et anciennes, sont des façades pour protéger leurs intérêts et maintenir l'équilibre des pouvoirs. Ce sont tous des pourritures, sans exception. Et leurs chaines, c'est pareil. C'est pour ça que je refuse de participer aux émissions. Ces chaines achètent les opinions pour faire de l'argent. Elles sont même prêtes à collaborer avec les Frères Musulmans s'il le faut pour protéger la mafia des affaires. Tout ce que ces pourris veulent veut depuis la révolution c'est s'assurer que personne de nouveau ne mette son nez dans leurs affaires et ne prenne un part de leur gâteau. »*[409]

Emad Abou Ghazi note que toutes les chaines privées, nouvelles et anciennes, ont été récupérées par des sympathisants de l'ancien régime, à l'exception de ON-TV. Il observe une dégradation de la qualité du journalisme égyptien qui confond engagement politique avec populisme et gloire personnelle. « *Les tribunes engagées ont été remplacées par une cacophonie où tout le monde veut dire son mot et c'est un désastre à la télévision. La perte de standards professionnels et la nouvelle concurrence encouragent des médias de mauvaise*

[406] Entretien avec Mazhar Shahin le 22 mai 2012 au Caire
[407] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire
[408] *ibid.*
[409] *ibid.*

qualité. Les médias nationaux ont perdu leur prestige à cause de cette nouvelle génération de journalistes opportunistes qui n'ont aucun projet politique. Leur seule consigne éditoriale est de plaire à l'opinion générale. »[410]

Issandr Al Amrani, analyste politique et auteur du blog The Arabist, estime que l'industrie est désemparée face à une nouvelle liberté d'expression qu'elle ne sait pas comment gérer. Selon lui, l'ouverture du paysage médiatique est certaine mais elle n'a pas été accompagnée d'une amélioration de la qualité des contenus ou des standards professionnels. *« On n'a toujours pas de lois claires sur les structures de propriété des médias privés. Les chaines satellitaires demeurent aliénées à une élite qui n'a aucune vision politique. Leurs émissions ont une approche populiste de la vie politique. Elles exploitent la révolution de façon sensationnaliste pour agiter le débat. Ce qui influence la formation de l'opinion publique. Beaucoup de présentateurs ne sont pas des journalistes professionnels. Ils privilégient leur propre opinion ou ce qu'ils croient important, au détriment de l'information. »*[411]

Hisham Qassem, entrepreneur médiatique indépendant, estime lui aussi que le manque de vision et d'engagement politique du corps journalistique égyptien est en grande partie responsable de l'échec de l'industrie à se réformer et à adopter des mécanismes plus transparents et professionnels. Beaucoup des nouvelles stars médiatiques du petit écran ont préféré faire passer leur réussite personnelle avant la cause révolutionnaire, et ont pour ce faire accepté de se plier aux règles du jeu d'une industrie encore largement structurée par des mécanismes autoritaires. Au lendemain du soulèvement, la figure du présentateur gagne une importance considérable dans le développement du débat politique et ces nouvelles personnalités occupent sur la sphère publique une position comparable à celle d'une nouvelle élite politique. *« Les propriétaires cherchent d'abord à avoir une vedette avant de lancer un nouveau programme. Si la célébrité qu'ils veulent est sur une autre chaîne, ils vont lui faire des offres. Les formats et les contenus viennent après. C'est le présentateur qui compte. De nombreuses chaines font plus de la moitié de leurs recettes publicitaires grâce à un seul présentateur. »*[412]

Cependant, au cours cette courte période transitoire, la vitesse de création de chaines ayant toutes des aspirations nouvelles, a déclenché une vague de dynamisme dans l'industrie des médias traditionnels. Ibrahim Eissa raconte qu'il a eu l'idée de créer Tahrir TV dès les premiers jours du soulèvement. *« Pendant les 18 jours, la télévision d'Etat était clairement contre la révolution et les chaines privées avaient peur. J'ai voulu créer une chaîne indépendante qui donne des informations libres sur la révolution. On a commencé sans argent à partir de rien. J'ai un ami qui nous a fait un petit studio avec le matériel de base. On a aussi pu utiliser gratuitement pendant trois mois un satellite en dehors de l'Égypte. Avec mes partenaires, on a décidé ensemble d'un logo et c'est comme ça que le 10 février on a créé la chaîne Tahrir. Tout de suite on a investi les réseaux sociaux. On voulait devenir le relai de ce qui circulait sur Facebook et Twitter pour les gens qui n'avaient pas internet. Ces vidéos montraient la réalité et toutes ces informations ont été très utiles à la révolution. »*[413]

Grâce à la popularité et à la réputation engagée d'Ibrahim Eissa, la chaine rencontre un grand succès auprès des téléspectateurs égyptiens au cours des quelques mois qui suivent la chute du raïs. *« Après le départ de Moubarak, il a fallu trouver un nouveau projet éditorial. A cette époque, Mahmoud Saad avait des soucis avec la télé d'Etat. Je suis allé le voir lui et Bilal Fadl et d'autres journalistes connus, pour qu'ils viennent travailler sur notre chaine et qu'ils attirent l'audience et les publicitaires. On a réussi à lever 24 millions de livres égyptiennes pour notre projet et on a pu construire un vrai studio. La chaîne relookée a été lancée le 2*

[410] Entretien avec Emad Abou Ghazi le 4 avril 2012 au Caire
[411] Entretien avec Issandr Al Amrani le 20 mars 2013 au Caire
[412] Entretien avec Hisham Qassem le 6 mai 2012 et le 28 mars 2013 au Caire
[413] Entretien avec Ibrahim Eissa le 10 mai 2012

mai 2011, le jour de la mort de Ben Laden. On a tout de suite reçu un énorme succès mais aussi d'énormes problèmes d'argent. Au bout d'un mois on était déjà submergés par les dettes et mes deux associés m'ont dit qu'à ce rythme ils ne pouvaient plus financer la chaîne. En août 2011 la dette de Tahrir TV s'élevait déjà à 14 millions de livres. »[414] En octobre de la même année, Ibrahim Eissa vend ses parts de propriété et quitte la chaine qui est finalement rachetée par Suleyman Amer, un homme d'affaires proche de l'ancien régime et propriétaire de la chaine satellitaire Al Hayat. Cet épisode illustre comment en quelques mois, une chaîne relativement indépendante et favorable au changement politique, a été récupérée, faute de financements suffisants, par le cercle fermé des hommes d'affaires du pays, favorables au régime militaire et politiquement conservateurs.
Par ailleurs, la décision du Conseil Supérieur des Forces Armées en septembre 2011, de suspendre l'octroi de licences de transmission et de faire fermer les chaines qui n'étaient pas en règle, met fin à la vague de création de chaines satellitaires. Depuis, seule la chaine parlementaire Sawt Al Shaab, (la Voix du Peuple) a vu le jour et commence à émettre en janvier 2012, depuis un parlement récemment élu et dominé par les Frères Musulmans.

Pour Hisham Qassem, les structures de l'industrie dépendent, avant comme après la chute de Moubarak, de la fluctuation des alliances politiques entre propriétaires de médias. *« Tous les hommes d'affaires qui ont des chaines de télévision veulent se protéger des attaques politiques et de tout ce qui pourrait menacer leur fortune. C'est un club très fermé et cette grande concentration de médias dans les mains d'un petit groupe est une menace pour la démocratie et la liberté des médias. Surtout lorsqu'il n'y a pas d'organe de coordination ou de contrôle pour centraliser leurs actions et réguler les structures de financement des chaines. »*
HIsham Qassem décrit le cercle du milieu des affaires comme étant opaque et secret, et les figures ayant une emprise considérable sur l'industrie médiatique sont moins d'une dizaine. Le plus emblématique est Naguib Sawires, milliardaire libéral de confession copte, qui possède la chaine ON-TV et une partie du quotidien *Al Masry Al Youm*. Assez discret jusqu'ici, il semble chercher à profiter de la situation pour s'affirmer sur la scène politique à la tête du Parti des Egyptiens Libres qu'il crée en 2011. Ahmed Bahgat, ami personnel de Hosni Moubarak et fervent soutien de l'armée, possède les chaines satellitaires Dream 1 et 2, le quotidien *Youm7*, et une partie du journal *Al Masry Al Youm*. Il a plusieurs fois fait interrompre des programmes en direct sur ses chaines, au motif que les débats ou les questions des présentateurs prenaient des tournures susceptibles de froisser l'armée. Suleyman Amer, également proche de l'ancien raïs et partisan d'un islam conservateur, a notamment racheté la chaine Tahrir TV, et soutient le régime militaire. Sayyed Al Badawi, fondateur du parti Wafd et sympathisant de l'ancien régime, possède le groupe de chaines Al Hayat. Hassan Ratib, membre du PND et ami de Hosni Moubarak, possède la chaine Al Mehwar et soutient le Conseil Supérieur des Forces Armées. Selon Hisham Qassem, il ne se cache pas d'avoir utilisé sa chaine à plusieurs reprises pour aider l'ancien régime à rester au pouvoir. Ibrahim Al Maalim, également proche de la famille Moubarak, possède les journaux *Al Shourouq* et *Tahrir* ainsi que les maisons d'éditions Al Shourouq qui ont la mainmise sur la majorité des productions culturelles écrites du pays. Enfin Mohamed Amin possède les chaines CBC et Al Nahar, et vient de lancer le quotidien *Al Watan* avec un budget de 250 millions de livres égyptiennes, Hisham Qassem ajoute que *Al Masry Al Youm*, dont il a été le principal créateur en 2004, a été lancé avec moins de 75 millions. Selon lui, Mohamed Amin est financé par les pays du Golfe et cherche à inonder le marché pour s'acheter une capacité à façonner l'opinion publique égyptienne à grande échelle. *« Les interactions entre ces hommes*

[414] *ibid.*

d'affaires sont très erratiques. Ils sont parfois alliés, parfois rivaux, et peuvent s'attaquer les uns les autres par le biais de campagnes médiatiques pour des motifs professionnels ou personnels. Mais tous sont favorables au régime militaire. Et puis au final, ces individus sont d'abord intéressés par l'argent. S'ils continuent à financer des chaines qui ne sont pas rentables, c'est qu'ils en tirent un gain politique derrière. Comme ça ils restent dans la course et ont un moyen de pression si on attaque leurs empires. »[415]

Deux dynamiques bouleversent le paysage médiatique au lendemain de la révolution : le contexte de transition politique qui prend réellement fin en juillet 2013 lorsque les militaires reprennent le pouvoir aux Frères Musulmans, et l'émergence d'une nouvelle génération de journalistes plus ou moins professionnels et désireux de remettre en cause l'ordre politique et social qui structure les médias et le reste de la société. Mais la concentration des moyens de production dans les mains d'un oligopole proche de l'ancien régime, et la prépondérance de cette élite sur la formation du discours médiatique, constituent un frein à ce qui semblait à première vue être un phénomène de diversification des espaces d'expression publique. Malgré l'énergie révolutionnaire qui s'empare de l'industrie après le départ de Moubarak, les journalistes se rendent rapidement compte qu'ils ne peuvent pas compter sur leurs employeurs pour soutenir la liberté d'expression et le professionnalisme.

Du fait de leur potentiel de nuisance, ces médias privés sont des armes de négociations puissantes qui permettent à leurs propriétaires d'assurer la pérennité de leurs empires industriels. Cette configuration permet le maintien du statu quo politique. Amani Al Khayat, présentatrice sur ON-TV, dit des présentateurs et de leur talkshows qu'ils sont en réalité les derniers maillons d'une chaine de commandes articulée autour de la défense d'intérêts politiques et financiers particuliers. *« Après la révolution, tous les nouveaux talkshows qui apparaissent sont des extensions du système médiatique de l'ancien régime. En plus des grosses têtes pour attirer les publicitaires, les propriétaires embauchent des journalistes non formés et non professionnels issus de leurs cercles proches. Ils reproduisent le système dictatorial de piston. Pendant la révolution les médias privés ont mené la danse des émotions. Leur marge de liberté s'est accrue mais ils ont continué à recevoir beaucoup de leurs informations de l'armée. Moi même j'ai reçu des consignes de mes supérieurs qui venaient clairement des militaires. Rien n'a changé. Il n'y a aucune chaine réellement indépendante et les médias continuent d'être la première arme du système. La révolution a simplement détruit la confiance des gens envers les médias du pays. »*[416]

La révolution a ainsi ouvert une marge de liberté dans le secteur des médias privés mais l'armée a vite repris le dessus et a replacé la liberté de la presse sous le contrôle des généraux et des services de sécurité. Selon Bilal Fadl, journaliste politique engagé, le mot d'ordre du Conseil Supérieur des Forces Armées lorsqu'il prend le pouvoir est de contrôler les médias pour assurer la stabilité du régime. Il regrette que le rôle pionnier des cyber activistes n'ait pas donné naissance à une élite journalistique éclairée capable de guider le peuple et d'introduire la démocratie, et que l'utilisation révolutionnaire des médias sociaux n'ait pas pu être transposée aux médias de masse pour encourager une réelle libéralisation de la parole médiatique. *« Les chaines privées sont de vraies armes pour les hommes d'affaires qui les possèdent et le changement de la situation des médias en Égypte est dans les mains de ces individus. Parce que c'est aux médias de développer la conscience politique du public. Les programmes télévisés après la révolution se sont engagés sur cette voie mais ils sont revenus au même stade qu'avant la révolution. Aujourd'hui on a la liberté de presse d'un régime militaire et les généraux disent ouvertement que les problèmes du pays sont la faute des*

[415] Entretien avec Hisham Qassem
[416] Entretien avec Amani Al Khayat le 2 mai 2012 au Caire

médias et des journalistes. Comment un gouvernement peut il dire que son principal problème ce sont les médias ? »[417]

Au lendemain du soulèvement, les médias privés peuvent critiquer ouvertement Hosni Moubarak, et dénoncer la corruption de son gouvernement et la brutalité de la police. Mais l'armée demeure une ligne rouge infranchissable. Et bien que les lignes de censure aient été déplacées, les médias privés demeurent vulnérables aux pressions des dirigeants, et continuent de ce fait d'appliquer une forme d'autocensure. En avril 2011 le Conseil Supérieur des Forces Armées a distribué un communiqué aux employés des médias privés, leur demandant de ne pas parler des forces armées sans avoir obtenu au préalable l'accord des généraux. Le communiqué affirme que la liberté d'expression est garantie tant qu'elle respecte et ne remet pas en question les forces armées. Accueilli par certains journalistes comme une institutionnalisation de la censure militaire, ce communiqué s'inscrit dans un contexte de dégradation des relations entre l'armée et les médias depuis la révolution. Les généraux ont commencé à tolérer certaines critiques depuis leur prise en charge de transition, jusqu'à ce que, le 8 avril, ils descendent sur la place Tahrir pour arrêter des militaires qui dénonçaient les abus de pouvoir du Conseil Supérieur des Forces Armées. Ce dernier a affirmé qu'il s'agissait d'une mutinerie et que cette affaire ne regardait que l'armée. Les forces militaires continuent d'être le sujet interdit et s'il existe désormais une certaine marge de tolérance pour les critiques envers les décisions politiques de l'armée, il y a des questions relatives aux affaires internes que les journalistes préfèrent ignorer, comme les réformes et la corruption au sein des forces militaires.

L'accession en juin 2012 des Frères Musulmans à la tête du pays continue de dégrader la situation des médias privés. Le nouveau gouvernement se lance rapidement dans une stratégie de reconquête des médias et dans une guerre contre les chaines privées et leurs propriétaires, proches de l'ancien régime. Un exemple emblématique de cette situation a lieu fin 2012 lorsque le gouvernement de Mohamed Morsi fait savoir à Dream qu'elle doit déménager ses studios et s'installer à l'intérieur de Media City si elle veut continuer à émettre depuis Nilesat. Ahmed Bahgat, propriétaire de la chaine, explique que l'emplacement des studios de Dream a été approuvé sous Hosni Moubarak par le ministère de l'information. Le nouveau gouvernement déclare cet accord obsolète et illégal. En réponse, Ahmed Bahgat interrompt la retransmission de sa chaine et diffuse à l'écran un communiqué accusant le gouvernement de la situation. Issandr Al Amrani note que si l'emprise du régime de Hosni Moubarak sur les médias n'existe plus, les Frères Musulmans ont rapidement pris le relais en faisant pression sur les hommes d'affaires. « *Les avocats Frères vont voir des propriétaires comme Bahgat et autres types proches de Moubarak, pour leur faire du chantage 'Vends moi ta chaine, et tu n'auras pas de problème avec le reste de tes business.' Ils essayent de racheter les médias privés en menaçant la fortune de ces hommes d'affaires. C'est du racket pour essayer de contrôler le discours médiatique. »*[418]

Tarek Nojara est publiciste et travaille pour un certain nombre de chaines privées. Il est témoin des différentes formes que peut prendre le chantage de la Confrérie sur certains secteurs. *« Les Frères essayent de racheter un à un les médias privés. Ils veulent même racheter des supermarchés comme Carrefour et des pompes à essence pour contrôler des ressources vitales et appuyer leur politique. Les propriétaires de médias vendront au plus offrant même si ce sont des Frères. Il n'y a pas d'autre stratégie que celle de l'argent. Et les Frères en ont beaucoup. Ils ont aussi des avocats. Face à ça, peu de journalistes peuvent rester engagés pour des médias libres. Ils ne font pas le poids. »*[419]

[417] Entretien avec Bilal Fadl le 29 avril 2012 au Caire
[418] Entretien avec Issandr Al Amrani
[419] Entretien avec Tarek Nojara le 31 mars 2013 au Caire

Selon Hisham Qassem, les Frères Musulmans sont confrontés au bloc uni des médias privés, solidaires derrière des critiques sans concession du nouveau gouvernement. *« Morsi est très hostile aux médias, il en parle très mal. Les chaines privées donnent une image très négative des Frères Musulmans. Ils ont perdu beaucoup de leur légitimité à cause de ça. Ils n'ont pas su transformer leur supériorité électorale en supériorité politique. Les libéraux ont l'avantage dans les médias privés, et ils les ont empêché de conquérir la société civile, la justice, et d'autres acteurs qui ne sont pas membres de leur parti. Les médias privés jouent un rôle important dans la résistance face aux Frères et dans leur isolement au sein des institutions. Ces médias ont fait toute la différence pour la situation politique du pays. Surtout après l'élection de Morsi. Je n'ose pas imaginer ce que ça aurait été sans eux. »*[420]
Cette réorganisation de l'actionnariat des médias depuis le départ de Hosni Moubarak s'intensifie sous présidence de Mohamed Morsi à cause, selon Issandr Al Amrani, de l'entrée des pays du Golfe sur le marché égyptien. *« Depuis l'arrivée de Morsi, les hommes d'affaires égyptiens essayent de revendre leurs chaines et leurs journaux à des groupes du Golfe qui trouvent un intérêt politique et économique à s'implanter dans l'industrie égyptienne. C'est un marché de 90 millions de téléspectateurs qui s'ouvre. Et une chose est sûre, que ce soit par calcul politique ou pour les recettes publicitaires, le Golfe est très intéressé par ce qui se passe en Égypte. MBC Masr, c'est la volonté des Saoudiens de pénétrer le marché égyptien pour contrer la chaine qatarie Mubasher Misr. Il y a aussi beaucoup de journalistes égyptiens qui vont travailler dans le Golfe pour gagner de l'argent et qui rentrent en Égypte en ramenant avec eux la formation qu'ils ont reçu là bas. Ils préparent le terrain sans le savoir. »*[421]

Ainsi, dans le secteur des médias, les mécanismes de contrôle du discours médiatique ont eu raison des forces ayant engendré le changement de gouvernement. Mais au regard de la situation en Égypte depuis la révolution de 2011, Naomi Sakr observe cependant un changement positif.[422] Elle explique que les Egyptiens n'ont pas simplement un accès plus rapide et plus facile à l'actualité mais qu'ils ont adopté un nouveau rapport vis-à-vis des d'information. Selon elle, les sociétés modifient leurs modalités d'accès à l'information et à certaines sphères de pouvoir, avec l'évolution du rôle des médias au sein de ces sociétés. Ces modalités ont changé dans le monde arabe avec l'ouverture du secteur des médias privés et l'explosion des médias sociaux, permettant l'accès de la population à des sources plus crédibles et à des informations plus fiables. Ainsi, sans pour autant contraindre le régime à changer ses pratiques répressives, ces évolutions ont surtout permis au peuple égyptien de prendre conscience de ses nouvelles capacités à contourner la censure et les interdictions restreignant les interactions sociales et publiques. Cependant, en Égypte, même s'ils ont modifié le rapport du consommateur citoyen au politique et son accès au débat public, ces changements n'ont pas eu d'impact assez profond pour remettre en cause les structures de pouvoir et menacer les cercles d'élite en place avant la révolution.

3. Les médias d'Etat semblent incapables de s'émanciper de la tutelle autoritaire du régime

Face à la cacophonie et à l'agitation qui dominent les médias privés au lendemain de la révolution, le secteur des médias d'Etat demeure relativement stable, malgré une perte

[420] Entretien avec Hisham Qassem
[421] Entretien avec Issandr Al Amrani
[422] SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, I.B. Tauris, Londres, 2013

considérable de crédibilité. La restauration du poste de ministre de l'information en juillet 2011, et la nomination d'un proche du pouvoir militaire pour occuper cette fonction, est un signe annonciateur de l'étroite emprise que l'armée entend rétablir sur les médias d'Etat. Cette approche hautement sécuritaire interdit l'ouverture du faisceau hertzien à des chaines privées et l'entrée en bourse des médias publics qui, s'ils étaient ouverts aux financements de citoyens ordinaires, seraient soumis à un droit de regard et à des exigences de transparence budgétaire. De plus, la lourde bureaucratie, le manque d'efficacité, le suremploi et la corruption paralysent le secteur dont l'industrie publicitaire, qui loin d'avoir été restructurée, continue de fonctionner selon des règles arbitraires et clientélistes fixées sous Hosni Moubarak. Ces dynamiques qui caractérisent les médias du service public au lendemain de la révolution, freinent toute tentative de réforme et placent les journalistes qui appellent au changement dans une impasse.

La restructuration du secteur apparaît pour de nombreux acteurs comme une étape indispensable à l'instauration d'un régime démocratique en Égypte. C'est ce que pense notamment Tamer El Saïd, créateur du collectif de cinéastes engagés Mosireen. *« Il faut développer une culture alternative face à celle imposée par le régime. Une culture qui réveille et éduque la conscience des gens. Et cette mission ne peut pas être confiée aux chaines privées. Elle doit être portée par la télévision nationale. La réforme des médias d'Etat est absolument prioritaire et la société civile doit y participer. Il faut qu'on s'accorde sur le rôle des médias et sur ce qu'on attend d'eux. »*[423] Mazhar Shahin, imam d'Al Azhar et présentateur sur CBC d'une émission hebdomadaire de réflexions et de conseils pratiques, explique que depuis la révolution, les gens ont vraiment pris conscience du pouvoir de manipulation et de désinformation de la télévision. *« La réforme principale doit être celle du secteur de la télévision, surtout la télévision d'Etat. C'est le seul média qui peut atteindre tous les foyers, toutes les familles, à tout moment, partout dans le pays. Elle peut devenir une arme dangereuse et avoir une influence très forte sur l'opinion des gens. Les images ont un pouvoir bien plus important que les mots parce qu'elles sont le résultat de choix éditoriaux qui ne sont pas évidents pour le spectateur. Par exemple quand les journalistes parlent de la révolution en montrant la violence, les armes, le sang, les catastrophes à la télé, les gens pensent que la révolution ce n'est que ça. C'est fait exprès pour que ceux qui ne sont jamais venus sur Tahrir pensent qu'il y a du sang partout, des coups de feu, des morts alors que bien sûr ce n'est pas le cas. »*[424]
En plus de contraintes éditoriales très strictes, le manque de moyens et le retard technologique considérable empêchent les médias gouvernementaux d'être des concurrents sérieux face aux chaines privées et aux montants colossaux dont elles disposent. Mona Al Shayeb, présentatrice de flashs d'information sur la chaîne satellitaire gouvernementale Nile Akhbar, déplore que de tels retards permettent aux chaines privées de se substituer au service public à un moment clé de la construction politique du pays. *« On ne peut pas poser les questions qu'on veut aux candidats présidentiels. On est soumis aux ordres de beaucoup trop de directeurs qui travaillent tous avec l'armée. Vu que sur les médias privés ils sont plus libres, le débat public a lieu chez eux. Ces chaines ont aussi l'argent nécessaire pour payer les pénalités en cas de non respect des règles fixées par la commission électorale. Par exemple, elles peuvent passer outre l'exigence d'égalité du temps de parole. »*[425] Pour des chaines comme ON-TV ou Al Jazeera Mubasher Misr, la décrépitude du secteur des médias publics ouvre une nouvelle niche dans laquelle elles tentent de s'implanter. Comme l'explique Albert Shafiq, directeur des programmes sur ON-TV, l'ambition de sa chaine est de palier à

[423] Entretien avec Tamer El Saïd le 23 avril 2012 au Caire
[424] Entretien avec Mazhar Shahin le 22 mai 2012 au Caire
[425] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed le 1er mai 2012 au Caire

l'incompétence des médias publics et de s'imposer sur le marché comme une alternative crédible et mieux à même de servir les intérêts de la nation. *« Les médias d'Etat sont dans le coma. Ils ne sont absolument pas à la hauteur de la concurrence du secteur privé. C'est vraiment triste parce que ça aurait du être à la télé d'Etat de diffuser le premier débat présidentiel de notre pays. Mais bon, sur ON-TV on a décidé de prendre la relève. On veut devenir la chaine égyptienne de référence dans le monde puisque la télé d'Etat n'en est pas capable. »*[426] Certaines chaînes privées trouvent donc un intérêt à la déliquescence du secteur public, et leur ambition représente un frein supplémentaire à la restauration des médias d'Etat.

Un des principaux défis pour les médias d'Etat est de distinguer le statut d'émissaire du régime, de celui de porte-parole d'une nation. Les journalistes du secteur ne semblent ni capables ni désireux de prendre des initiatives professionnelles dans l'exercice de leur métier pour ne plus se contenter d'obéir à leurs supérieurs. Par conséquent, si des changements ont pu être observés, ils sont davantage le résultat d'une perte de repères ponctuelle liée à la confusion générale. Les niveaux décisionnels ayant été impactés par la situation politique, certains journalistes ont su profiter de cette incertitude pour prendre plus de liberté dans leur travail. Cependant, la majorité des employés ayant été formée à suivre des ordres et à appliquer l'autocensure, cette petite brèche n'a pas vraiment eu d'impact sur la situation des médias d'Etat. Certains journalistes ont également essayé d'encourager l'adoption de mesures visant à améliorer le niveau de professionnalisme et la crédibilité de la télévision d'Etat. Mais ces initiatives personnelles et éparses n'ont eu que peu d'influence. Mona Al Shayeb explique que le climat est très tendu au sein de la chaine. Les journalistes qui, comme elle, espèrent réformer le secteur doivent sans arrêt trouver des compromis avec leurs supérieurs. *« On doit se battre contre la hiérarchie, on perd du temps, ce qui diminue beaucoup la qualité du travail. Et quand ils refusent personne ne sait si ça vient d'en haut, de l'armée, des services de renseignements ou si ils le font simplement pour se protéger. Le seul changement pour l'instant c'est le vide laissé par ceux qui choisissaient les informations à transmettre. Ce chaos permet une petite ouverture. Personne n'est là pour trop nous contraindre. Mais le problème c'est que les journalistes les plus âgés se censurent eux mêmes, et c'est très dur de leur faire comprendre qu'il faut arrêter. C'est un problème de formation professionnelle et de conditionnement des mentalités par l'ancien régime. Et à l'autocensure s'ajoutent le manque de moyens et une bureaucratie très lourde. Il y a des événements meurtriers qu'on n'a pas pu couvrir. Faute de moyens techniques et de gens motivés, on n'a pas pu se rendre sur place. On manque de tout, mais personne ne veut investir dans la télé d'Etat. »*[427]
Hossam Al Hamalawy, un des pionniers de l'activisme en ligne en Égypte, observe lui aussi que trop peu de choses ont changé au sein des médias d'Etat au cours de la première année qui suit le soulèvement. Les allégeances envers Moubarak sont simplement devenues des allégeances envers les généraux, et la télévision d'Etat diffuse en boucle des clips musicaux à la gloire de l'armée. Les journalistes de ces médias et leurs invités, continuent de relayer le discours officiel pour justifier la violente répression menée contre les révolutionnaires. Ils invoquent notamment les théories du complot et le lien obscur qui unirait les activistes et les ennemis de l'Égypte, pour faire sombrer le pays dans le chaos.[428]
Cette approche ne diffère pas vraiment de celle adoptée par les médias publics pour couvrir de la révolution, si ce n'est que la défense inconditionnelle de l'ancien raïs a été remplacée par un soutien sans faille à l'armée. Selon Hisham Qassem, entrepreneur médiatique et journaliste indépendant, c'est l'exposition brutale de ces mécanismes d'allégeances aveugles qui a eu

[426] Entretien avec Albert Shafiq le 14 mai 2012 au Caire
[427] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed le 1er mai 2012 au Caire
[428] Interview de Hossam El Hamalawy pour Jadaliyya.com le 21 janvier 2011

raison de la crédibilité des médias gouvernementaux. « *Les médias d'Etat se sont ridiculisés avec leur couverture de la révolution. Les chaines privées ont été beaucoup plus prudentes. Elles ont vite compris qu'il s'agissait d'un événement majeur et qu'il y avait de très fortes chances que Moubarak s'en aille. Mais elles savaient aussi que s'il ne partait pas et qu'elles faisaient une couverture trop favorable de la révolution, il les punirait. Au début les médias privés se sont alignés sur les médias publics. Ils étaient tous d'avis que le peuple ne pouvait pas trop en demander et qu'il fallait au moins laisser Moubarak terminer les six mois de son mandat. Après sa chute tous les médias ont brutalement changé de cap. Tout le monde s'est mis à cracher sur lui, les présentateurs, les invités, le staff.* »[429]
Une telle incohérence de discours a révélé au grand jour l'absence au sein du secteur public de toute indépendance éditoriale et éthique professionnelle, réduisant ces médias à de simples plateformes de propagande et de manipulation de l'information. Malgré cette perte de crédibilité certains journalistes comme Lamis Ahmed, qui travaille en tant que productrice avec Mona Al Shayeb, continuent à leur niveau de dédier leurs efforts à l'application d'une déontologie et de standards professionnels. « *La télévision d'Etat n'a aucune vision de sa mission, ni de sa ligne éditoriale. Les employés se comportent comme des fonctionnaires et obéissent aux ordres. Avec le peu de liberté qu'on a aujourd'hui, on a une succession de bulletins et de programmes à la qualité très inégale. Comme chaque présentateur peut maintenant dire ce qu'il veut, ils se contredisent souvent les uns après les autres. Certains sont favorables à la révolution, d'autres défavorables, et les gens ne savent plus qui croire. On veut rester à Nile Akhbar pour participer depuis l'intérieur au développement de l'identité égyptienne, et faire du journalisme au nom de l'Egypte et non au nom d'intérêts particuliers. La télévision publique doit représenter le peuple. Il faut purger la bureaucratie et changer les journalistes. Et à leur place il faut mettre des jeunes.* »[430]

Selon Tarek Attia, journaliste pour l'hebdomadaire gouvernemental *Al Ahram Weekly*, cette situation laisse présager de l'ampleur des efforts qui seront nécessaires pour réformer le secteur, et explique en partie pourquoi rien n'a pu être amorcé dans ce domaine. *« Les infrastructures des médias publics ont été établies de manière à être facilement contrôlées par le gouvernement et ça ne se change pas du jour au lendemain. La libéralisation des médias d'Etat va demander du temps et de l'argent. Mais pour l'instant, deux ans plus tard, rien n'a vraiment changé en terme de contrôle politique. La seule chose peut être c'est que la médiocrité des médias et des journalistes égyptiens a été mise à nu.* »[431]
Hisham Qassem affirme que l'unique voie de réforme passe par une gestion plus performante du budget pharamineux qui est attribué annuellement aux médias gouvernementaux. « *Pour réformer les médias d'Etat, il faut s'attaquer au budget. Les comptes des services publics devraient être transparents. La mauvaise gestion de l'argent investi par le système dans ce secteur, prive les gens de services de qualité dans le domaine des transports, de l'éducation, de la santé… Les gens paient des sommes astronomiques en taxes pour la télévision et ils n'ont même pas le droit de savoir comment leur argent est utilisé. S'ils savaient, ils mettraient le feu au bâtiment. Et si Moubarak avait investi un peu de cet argent dans les services sociaux au lieu des médias, il aurait surement pu rester au pouvoir plus longtemps. La mission de la télévision d'Etat était de protéger le régime. Elle a échoué et maintenant la restructuration est nécessaire. Mais pour ça il va falloir se débarrasser de 90% des gens qui travaillent là bas.* »
Ossama Heykal, occupe les fonctions de ministre de l'information entre juillet et novembre 2011, après le rétablissement du poste par le Conseil Suprême des Forces Armées qui l'avait

[429] Entretien avec Hisham Qassem le 6 mai 2012 au Caire
[430] Entretien avec Mona Al Shayeb et Lamis Ahmed le 1er mai 2012 au Caire
[431] Entretien avec Tarek Attia le 27 mars 2013 au Caire

pourtant aboli au lendemain de la chute de Hosni Moubarak. Ancien éditeur en chef et correspondant aux affaires militaires du quotidien *Wafd*, Ossama Heykal est lui aussi d'avis que la réforme des médias d'Etat est nécessaire pour qu'un régime plus démocratique puisse voir le jour en Égypte. Selon lui une meilleure gestion des fonds publics est impérative pour réussir à moderniser le secteur et le rendre plus compétitif. *« Aujourd'hui en Égypte je vois six principaux obstacles à la réforme des médias d'Etat. C'est sur ces six points que j'avais établi mon programme d'action. Premièrement, les logiques de l'ancien système sont encore très présentes dans les façons de faire et de penser des journalistes. Il faut mettre à la retraite les journalistes qui sont là depuis plus de quarante ans. Ils sont trop imprégnés par les logiques d'appartenance au régime de Hosni Moubarak. Deuxièmement, l'administration est trop lourde. Les médias gouvernementaux emploient presque 50.000 personnes mais seulement un cinquième vient travailler tous les jours. Et cela suffit pour faire fonctionner le service. Le problème c'est comment fait on pour se défaire de près de ces 40.000 personnes qui ralentissent le service et dont l'expérience professionnelle est inexistante ? Troisièmement, la télévision coute chaque année 17 milliards de livres à cause de tous ces salaires inutiles, et autres dépenses. Pour diminuer ce coût il ne faut payer que les employés qui travaillent vraiment et ne financer que des formations qui soient attestées par des institutions reconnues de journalisme. Quatrièmement, il faut augmenter et harmoniser les salaires pour motiver les journalistes et les équipes de travail. Les écarts sur l'échelle des salaires sont trop grands. Cinquièmement, il faut développer les échanges et les formations professionnelles avec des chaines étrangères. 90% des gens qui travaillent pour les médias d'Etat n'ont aucune d'expérience et se forment sur le tas. J'aurais voulu par exemple m'inspirer de la charte de la BBC pour établir les nouveaux standards professionnels des médias égyptiens. Enfin, sixièmement, il faut réformer la bureaucratie des médias qui fonctionne encore comme sous Gamal Abdel Nasser et qui rend toute tâche très laborieuse, comme l'achat de nouveau matériel ou l'envoi de journalistes à l'étranger pour suivre des formations. »*[432]

Il explique que lorsqu'il prend ses fonctions, sa première décision est d'œuvrer à ce que les médias publics se défassent de leur statut de médias d'un système politique pour devenir les médias de la nation égyptienne. Cette formulation ne donne aucune précision quant au rôle, aux devoirs et aux prérogatives des médias publics de l'Égypte postrévolutionnaire, et demeure pleine d'ambiguïtés. D'abord parce que le terme « système » est généralement un euphémisme utilisé pour parler du régime précédent de Hosni Moubarak. Il s'agit donc davantage de purger les médias d'Etat des proches de l'ancien raïs, que de leur octroyer une véritable liberté éditoriale. Ensuite, la nation est devenue la nouvelle entité à qui le secteur public doit prêter allégeance. Ce terme patriotique et vague permet de faire entrer l'armée dans la partie en tant que représentante légitime du bien du pays et de son peuple, car prétendument apolitique et au dessus des divisions partisanes. *« Le premier principe de la déontologie professionnelle doit être celui de la protection de l'unité de la société. Lorsqu'ils couvrent la révolution et les événements actuels, les médias doivent se concentrer sur la vérification des informations et surtout rappeler aux gens que la révolution c'est le peuple et l'armée main dans la main. Ils doivent éviter de diviser la société et de donner une mauvaise image de l'armée. La politique éditoriale des médias doit être guidée par un esprit d'union nationale. Il faut également s'accorder sur la façon dont ils doivent parler des événements passés et promouvoir une vision pour le futur du pays. »*[433]

Les médias gouvernementaux demeurent donc intrinsèquement des outils de propagande au service d'une instance suprême, et continuent d'être régis selon les impératifs autoritaires de

[432] Entretien avec Ossama Heykal le 5 mai 2012 au Caire
[433] *ibid*.

protection de l'ordre social et de défense des intérêts de la nation. Une telle configuration perpétue le recours à des mesures arbitraires pour canaliser la liberté d'expression et contrôler le discours médiatique, et encourage l'autocensure chez les journalistes du service public. Si Ossama Heykal admet que la suppression du ministère de l'information est inévitable, il estime néanmoins nécessaire la création d'un organe de contrôle qui soit indépendant, mais capable de contraindre les médias au respect des lois pour protéger le bien du pays. *« Je pense qu'à terme il faut abolir le poste de ministre de l'information. Mais pas du jour au lendemain, pas aussi brutalement. Ca ne ferait qu'aggraver le chaos. L'Egypte a un ministre de l'information depuis plus de vingt cinq ans. Avant de disparaître, il faut qu'il libère les médias de l'ancien système et qu'il mette en place des lois qui régulent le travail des médias. Je pense qu'on devrait s'inspirer du modèle français du CSA pour créer un conseil chargé de définir les relations entre les médias et la société, et de contrôler l'entrée de médias privés et étrangers en Égypte. Avec un tel appareil, les chaines privées seront soumises aux mêmes lois que la télévision nationale. Aujourd'hui ces chaines contournent la loi et n'ont par exemple aucune obligation de neutralité politique. Il est difficile de les sanctionner parce qu'elles rapportent beaucoup d'argent à l'économie égyptienne. Et puis en cas de violation de la loi, elles peuvent facilement payer leurs amendes et recommencer. Elles s'en sont sorties jusqu'ici grâce aux relations de leur propriétaire avec Hosni Moubarak. Mais il faut que ça change. »*[434]

Cette approche qui prône la création d'une entité de contrôle qui ne soit pas rattachée directement au régime, à la manière du ministère de l'information, est représentative d'un abandon progressif de pratiques autoritaires sans nuance de la part des cercles de pouvoir égyptiens dans leur gestion des médias, et de l'adoption d'une stratégie néoautoritaire plus insidieuse. La mainmise politique sur les médias se fait plus subtile, mais également plus profonde car elle repose davantage sur des tactiques de cooptation et de collusion d'intérêts, que sur des mesures de coercition et de répression. Cette mutation vers le néoautoritarisme se caractérise dans les médias publics au lendemain de la révolution, par un discours qui rejette les allégeances à l'ancien régime au nom de la liberté d'expression et de l'indépendance nouvellement acquises, et les remplace par une dévotion inconditionnelle à la patrie, remise sur le droit chemin grâce à la révolution et à l'armée. La modernisation des médias publics, l'aveu des fautes passées, l'engagement pour plus d'indépendance et de professionnalisme, sont autant de promesses qui permettent au régime militaire de faire bonne figure tout en réaffirmant son emprise sur les médias gouvernementaux et en renforçant certaines des logiques autoritaires qui structurent le secteur public depuis Gamal Abdel Nasser. La télévision nationale égyptienne demeure, avant tout, un canal de propagande et un des principaux cerbères du régime.

Le syndicat des journalistes participe fortement au maintien des employés des médias publics à la botte du régime et empêche leur émancipation de la tutelle du pouvoir politique. Sous Hosni Moubarak, cette entité – pourtant réputée par le passé pour son engagement en faveur d'un journalisme indépendant – est progressivement devenue un simple organe de propagande politique, isolée des réalités professionnelles des employés de l'industrie. Avec la chute du raïs, nombreux ont été les journalistes qui ont appelé à de profondes réformes des structures financière et légales du syndicat, et de ses modalités d'adhésion. Ces velléités progressistes se sont heurtées à des dynamiques de défense d'intérêts et de protection du pouvoir profondément ancrées dans le fonctionnement de cet organe, empêchant de fait tout changement substantiel.

[434] *ibid*.

Le syndicat n'a jamais été indépendant du gouvernement en place. Un des mécanismes les plus habiles du régime de Hosni Moubarak pour contrôler les médias a été d'instaurer différentes pensions pour les journalistes syndiqués, alimentant ainsi une dépendance financière subtile mais très efficace sur le long terme pour museler la profession et entretenir sa léthargie. Lorsqu'il arrive au pouvoir, Hosni Moubarak met en place des fonds gouvernementaux destinés aux membres du syndicat, qui leur garantissent tous les mois une retraite de 800 livres égyptiennes, ou une allocation de 570 livres égyptiennes. Ce système a pour but de permettre aux journalistes de suivre des formations et de s'adapter aux évolutions technologiques. Cependant, pour la majorité des employés du secteur – dont la majorité ne touche pas plus de quelques centaines de livres par mois – ces allocations sont devenues des sources vitales de revenus. Ces sommes ont ainsi permis au régime d'acheter la loyauté des journalistes et de s'assurer que le syndicat protège le statut quo en maintenant des procédures d'adhésion très sélectives. Cette configuration a encouragé dans les médias d'Etat une vision du journaliste comme n'étant qu'un simple salarié, et non un professionnel chargé d'informer une nation. A chaque élection annuelle, les candidats font campagne avec la promesse d'augmenter cette allocation et la pension de retraite, perpétuant le cycle de dépendance financière et de corruption entre journalistes, syndicat et gouvernement.
Par ailleurs, pour renforcer le contrôle de l'Etat sur le syndicat, la loi stipule que le dirigeant élu doit également être éditeur en chef ou directeur d'un des journaux gouvernementaux. De cette façon, le régime s'assure que la direction du syndicat respecte les règles imposées par le pouvoir.
Ainsi, la force des pratiques établies par l'ancien président réside dans le fait que, malgré son départ, le système qu'il a mis en place n'a pas pu être démantelé. La résilience de ces structures a permis au régime militaire de conserver son emprise sur les médias.
Khaled Al Balshy, journaliste et activiste de gauche à la tête du journal électronique *Al Badil*, s'est impliqué dans les efforts de réforme du syndicat mais a vite fini par déchanter. Selon lui, le syndicat croule sous les problèmes financiers, la profession est rongée par la précarité, et les lois qui régissent cette entité ont été écrites en 1970 et sont aujourd'hui obsolètes. Il déplore la permanence de critères politiques dans l'octroi des cartes de membre, et la survie d'un système soumis à l'arbitraire des éditeurs en chef, seuls habilités à approuver les demandes d'adhésion. Ce système encourage les journalistes du secteur public à se comporter comme des fonctionnaires d'Etat, et à publier des articles sans trop réfléchir, en copiant mécaniquement des communiqués de presse officiels. La pratique de l'autocensure et l'acceptation de la corruption demeurent très répandues parmi des employés dont la majorité demeure dans une situation de précarité. Il dénonce également l'interférence des publicitaires dans l'établissement des politiques éditoriales, et la complicité de journalistes prêts à compromettre leur professionnalisme pour toucher des commissions de la part les publicitaires.[435]

Depuis les années 1960, les régulations internes limitent l'adhésion au syndicat aux journalistes travaillant à plein temps dans la presse écrite. Cette situation découle du monopole que l'Etat exerce sur le secteur de la télévision pendant des décennies, jusqu'à ce qu'au début des années 2000, les premières chaines privées égyptiennes arrivent dans le pays. De plus, lorsque Dream et Al Mehwar commencent à émettre en 2001 et 2002, leurs présentateurs les plus importants ont également derrière eux une carrière de journalistes de presse et adhèrent donc à ce titre au syndicat. Malgré le développement de l'industrie audiovisuelle privée, le syndicat refuse d'ouvrir ses portes aux employés de l'audiovisuel qui n'ont pas de carte de presse. Ce refus est justifié d'une part par le poids que représenteraient

[435] Cité par Naomi Sakr dans SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, I.B. Tauris, Londres, 2013

les employés de l'URTE, et d'autre part, par la crainte que cela n'accentue les ingérences du gouvernement.
Les employés de l'audiovisuel ont essayé de profiter de la chute de Hosni Moubarak pour mettre en place leur propre représentation salariale et en finir avec leur exclusion syndicale. Deux possibilités, nécessitant chacune l'aval du ministère de l'information, ont alors été envisagées : la création d'un syndicat exclusivement destiné aux employés de l'URTE ; et la création d'un syndicat pour tous les employés du secteur de l'audiovisuel. C'est cette seconde option qui a été proposée à l'ensemble du corps médiatique en mars 2012, et présentée comme un syndicat ouvert à tous les journalistes et employé du secteur cherchant à améliorer l'industrie audiovisuelle égyptienne. Un mois plus tard, ce nouvel organe obtenait l'accord officiel pour une future légalisation de son existence. Cependant, le texte de loi qui devait encore être retravaillé, a été perdu dans la dissolution du Parlement.
Ainsi, malgré la diversité croissante du paysage audiovisuel égyptien, le syndicat et ses représentants restent largement dominés par les journaux d'Etat. De ce fait, la majorité des journalistes qui travaillent en Égypte se retrouve exclue du syndicat. De plus, l'adhésion au syndicat étant la seule façon d'obtenir une accréditation professionnelle, des milliers de journalistes de la télévision et des médias en ligne, ou travaillant à mi-temps ou en freelance sont privés de carte de presse officielle et d'autres ressources professionnelles similaires. Une autre pratique répandue dans l'industrie et qui maintient les journalistes en situation précaire, est d'embaucher de nouvelles recrues avec des contrats à temps partiel. Cette tactique permet de les empêcher d'entrer au syndicat, de toucher leurs aides sociales, et d'acquérir une stabilité d'emploi.

Au lendemain de la révolution, certains journalistes du secteur public essayent donc d'améliorer l'état des médias gouvernementaux. Mais ils ne pèsent pas lourd face à la majorité de leurs collègues qui préfèrent continuer d'empocher leurs allocations chaque mois, même si cela implique de brader leur profession et de perpétuer des pratiques autoritaires de clientélisme et de désinformation.

En entravant le développement d'un débat national inclusif et démocratique, les médias participent à la résorption du choc révolutionnaire et au succès de la mutation néoautoritaire du régime

1. La polarisation du débat public entre médias libéraux et chaines religieuses entraine une déchirure profonde du tissu sociétal

Au cours des deux années de transition qui s'écoulent entre la révolution et l'arrivée du général Al Sissi à la tête du pays, la scène médiatique égyptienne devient progressivement le théâtre d'une violente polarisation entre le camp des libéraux d'un côté, et celui des Frères Musulmans et de certains partis islamistes au pouvoir de l'autre. Si les fondements d'une telle déchirure remontent au règne de Hosni Moubarak, le développement des chaines religieuses au lendemain de la révolution, la politisation de leurs discours, et la surenchère identitaire qui en découle face aux médias laïcs, sont autant d'éléments qui permettent à cet antagonisme de prendre une ampleur sans précédent et de dégénérer, à partir de fin 2012, en affrontements sanglants.

Mazhar Shahin, imam d'Al Azhar et surnommé le « Sheikh de la Révolution » pour avoir guidé la prière du vendredi sur la place Tahrir au cours du soulèvement de 2011, dénonce l'irruption d'argumentaires religieux dans le débat national postrévolutionnaire. *« Avant la révolution, les chaines religieuses ne jouaient pas vraiment de rôle politique. Mais après, elles ont profité de la nouvelle liberté d'expression et se sont mises à parler politique. Le problème c'est qu'elles n'y connaissent rien et qu'elles mettent du religieux partout. Elles sont responsables de la sédition du pays. La politique est une science pour laquelle il faut de l'expérience et ces chaines n'en ont aucune. Mais les gens ne le savent pas et boivent leurs paroles. La religion n'a aucun rapport avec tout ça, mais ces chaines en appellent au Coran et au Prophète pour justifier tout ce qu'elles disent. C'est très dangereux pour l'islam. »*[436]
Waël Abbas, pionnier de la mobilisation en ligne, partage ce point de vue et voit dans la libéralisation du discours politique des téléprédicateurs, un véritable danger pour la démocratie en Égypte, danger qu'il impute également à l'attitude élitiste des médias libéraux. *« Avant la révolution, la chaine salafiste Al Hafez ne faisait pas de politique. Mais après la révolution elle s'est mise à militer ouvertement pour l'islam politique. Ces chaines sont financées par les pays du Golfe. L'Arabie Saoudite finance les salafistes, et le Qatar les Frères Musulmans. Les chaines religieuses sont très influentes au sein des classes pauvres et rurales. Elles ont un réel impact sur la population la moins éduquée, beaucoup plus que des chaines comme ON-TV. Le vrai problème pour la démocratie c'est la relation élitiste que les médias non religieux ont avec leur public. Ils excluent une grande partie de la population. Et ces gens, par manque d'éducation ou d'information, ou simplement parce qu'ils ne se sentent pas respectés ou pris au sérieux par les médias libéraux, se tournent vers les islamistes. »*[437]
Aalam Wassef, cyberactiviste du Caire, met en garde contre le développement d'une forme de politisation encouragée par les chaines religieuses. Sur le long terme, ce phénomène pourrait aboutir, selon lui, à une profonde rupture au sein de la population, divisée autour de conceptions irréconciliables de la citoyenneté, de la démocratie, de la liberté d'expression et des droits individuels. *« Les chaines religieuses ont un réel impact politique parce qu'elles véhiculent une certaine vision de la société et qu'elles influencent la politisation des comportements. Elles le font à travers une critique morale de la société et de la politique. Et leurs propos sont relayés par le réseau des mosquées, qui est un réseau parallèle de*

[436] Entretien avec Mazhar Shahin le 22 mai 2012 au Caire
[437] Entretien avec Waël Abbas le 8 avril 2013 au Caire

communication politique et de transmission d'informations bien plus dense que celui des médias satellitaires ou en ligne. C'est un réseau qui touche une population qui ne se reconnaît pas dans le discours des chaines privées. Ce réseau est coordonné autour d'une ligne de pensée qui concurrence les lignes éditoriales des médias nationaux dans le domaine de la formation de l'opinion publique. »[438]

L'étude, par Charles Tilly, des fondements de la violence collective permet de comprendre le rôle qu'ont pu jouer les médias égyptiens dans la dégradation du tissu sociétal. Selon lui, ces fondements résident dans l'activation et dans le renforcement de frontières polarisantes entre un « nous » et un « eux » au sein d'une même population, et dans l'expression de revendications antagonistes au nom de cette polarisation.[439] Il avance que l'activation de telles frontières identitaires aboutit généralement à une dégradation rapide des interactions sociales entre des groupes qui entretenaient jusqu'ici des relations plus ou moins paisibles. Plus la frontière entre le « nous » et le « eux » est stricte, plus les violences collectives risquent d'être importantes et coordonnées.

Plusieurs éléments sont à prendre en compte dans l'établissement de ces frontières antagonistes, pour comprendre comment deux groupes rivaux peuvent chacun s'enfermer progressivement dans une lecture particulière du contexte politique, légitimant ainsi leurs revendications identitaires et leurs stratégies d'action. Tout d'abord, chaque mobilisation collective est initiée par des entrepreneurs politiques qui activent et coordonnent des représentations identitaires antagonistes susceptibles de mobiliser un groupe spécifique contre un autre. Ce processus engendre alors une polarisation, c'est à dire un approfondissement de l'écart entre deux appartenances identitaires mobilisées lors d'épisodes de contestation politique comme inconciliables l'une avec l'autre. En se propageant à l'ensemble du tissu sociétal, cette polarisation donne lieu à une cooptation d'acteurs jusque là modérés ou désengagés, et contribue à un échec de plus en plus fréquent des tentatives de négociations politiques. En retour, ces dynamiques de polarisation et de cooptation finissent par renforcer la légitimité et les capacités mobilisatrices des entrepreneurs politiques à l'origine du mouvement collectif.

Dans un contexte où la violence collective devient progressivement plus visible et plus fréquente, les interactions non violentes perdent leurs garanties de rétribution. Les autorités politiques centrales perdent alors peu à peu leurs capacités coercitives et leur aptitude à maintenir le contrat social qui liait jusqu'ici les deux groupes à présent rivaux. Dans certains cas, Charles Tilly explique que les autorités peuvent même décider de prendre parti pour un camp en favorisant son succès politique et en s'attaquant à la cohésion et à la légitimité du camp rival. Dans le cas de l'Egypte, le parti pris de l'armée – qui n'a cependant jamais perdu ses capacités coercitives – se manifeste par une réaffirmation des relations d'étroite collusion qu'elle entretient avec les élites urbaines et laïques, et par une cooptation de plus en plus évidente du discours des médias du camp libéral contre celui des Frères Musulmans. Le renforcement de cette connivence politique entre l'armée, les élites et les médias – déjà très prononcée sous Hosni Moubarak mais moins visible depuis la révolution de 2011 – a eu un impact décisif sur la polarisation de la sphère publique à partir de fin 2012.

La polarisation de l'environnement politique accroit, selon Charles Tilly, un climat de méfiance quant à la fiabilité des informations diffusées par des médias qui seraient affiliés au groupe rival. Chaque camp finit par se retrouver dans une bulle d'opinion hermétique, exposé à une lecture sensationnaliste de la situation et à des analyses populistes des actions du camp

[438] Entretien avec Aalam Wassef le 26 mars 2013 au Caire
[439] TILLY Charles, *Regimes and Repertoires*, The University of Chicago Press, Chicago, 2006

adverse, systématiquement présentées comme des machinations. Ainsi, lorsque la suspicion quant à la qualité des informations sur le contexte politique croit, et que la manipulation des faits devient évidente, la violence elle aussi tend à augmenter.[440]

Aalam Wassef observe ce phénomène de fragmentation et de défiance au sein des médias égyptiens. *« Aujourd'hui, les chaines privées s'adressent principalement aux classes moyennes urbaines au sein desquelles se forme une certaine opinion politique et une certaine perception de la réalité. Mais ce microcosme vit dans une réalité complètement différente de celle de l'Egypte des campagnes ou des classes les plus démunies. Le paysage audiovisuel est donc fragmenté autour de registres symboliques quasiment incompatibles. Par exemple les chaines qui ciblent les milieux pauvres des villes et des campagnes, utilisent des mots d'argots et un style populiste plein d'histoires de complots. A l'autre bout du spectre on trouve des chaines comme ON-TV qui utilisent des mots en anglais ou en arabe classique, supposant que leur audience a un niveau d'éducation assez élevé pour les comprendre. Ces choix que font les chaines et les présentateurs sont au final des choix délibérés d'exclusion d'une certaine partie de la population qui ne se retrouve pas dans le message diffusé et dans la lecture de la réalité sociale proposée. »*[441]

L'évènement qui scelle la discorde entre les deux camps – et précipite l'explosion de violences dont l'intensité ne cessera de s'accroitre jusqu'à la prise de pouvoir par l'armée en juillet 2013 – a lieu en novembre 2012. Mohamed Morsi fait passer un décret présidentiel qui place ses décisions au dessus de la justice lorsque celles-ci sont prises au nom de la sécurité nationale. Bien qu'il finisse par faire marche arrière, l'antagonisme entre les deux camps atteint un seuil irréversible. Issandr Al Amrani, analyste politique et auteur du blog « The Arabist », explique qu'à partir de ce moment là, les médias privés libéraux sont devenus obnubilés par une critique systématique du gouvernement Morsi. Selon lui, cette obsession l'a emporté sur le devoir professionnel des journalistes de fournir des informations neutres au peuple égyptien. *« Les médias privés sont entrés dans une logique de délégitimation des Frères Musulmans, et cette prise de position est devenue prioritaire sur la mission journalistique elle même. Malgré le départ de Moubarak, les médias ont continué d'être des machines à rumeurs, véhiculant des opinions mystérieuses et des propos anonymes, sans vérifier les informations transmises au public. A partir de fin 2012, tous les médias privés se sont affirmés haut et fort contre les Frères Musulmans, et se sont lancés dans des campagnes de diffamation complètement démesurées. Le style en vogue sur ces médias aujourd'hui c'est d'être anti Frères Musulmans même si cela prend le pas sur la qualité et la véracité de l'information. De leur coté les Frères se sont sentis acculés et ont commencé à multiplier les critiques à l'encontre des journalistes et des médias du pays. Le guide suprême de la confrérie a récemment accusés les présentateurs des chaines privées d'être des suppôts de Satan et des adorateurs de magie noire. »*[442]

L'analyse des différentes émissions d'actualité diffusées sur les chaines privées du camp libéral au cours des mois qui suivent la prise de fonction du gouvernement Morsi, illustre parfaitement la polarisation du débat public et l'exacerbation des tensions entre l'opposition laïque et les partisans de la confrérie. L'émission « Notre pays en égyptien » animée par Reem Maged sur ON-TV est représentative de la théâtralisation de l'actualité politique et de la lecture sensationnaliste des évènements auxquelles se livrent ces talkshows de plusieurs heures. C'est également un exemple de l'uniformisation des techniques de narration et de mise en scène de l'actualité politique qui gagnent rapidement l'ensemble de l'industrie médiatique postrévolutionnaire. Les évolutions du paysage médiatique égyptien découlent

[440] *ibid*.
[441] Entretien avec Aalam Wassef
[442] Entretien avec Issandr Al Amrani le 20 mars 2013 au Caire

également d'une convergence croissante entre médias sociaux et traditionnels, car l'intégration des nouvelles technologies de communication permet aux chaines du pays de faire face à l'accélération de la concurrence et de la temporalité médiatique provoquées par la montée en puissance des médias sociaux, et l'ouverture brutale du marché satellitaire entre février et septembre 2011.
La figure du citoyen acquière très vite une place centrale sur le petit écran, invité par téléphone ou dans la rue, à partager son opinion sur tout et n'importe quoi au nom de la démocratie. La normalisation rapide de cette pratique populiste transforme progressivement la vox populi en un élément d'information incontournable à la compréhension de la situation politique du pays. Il est ainsi fréquent de voir Reem Maged prendre en direct pendant plusieurs dizaines de minutes des individus appelant depuis les théâtres d'affrontements, pour décrire en hurlant ou en pleurant ce qui se passe autour d'eux, sur fond de cris et de coups de feu. Cette succession d'appels téléphoniques est généralement accompagnée, à l'écran, de vidéos partagées sur la page Facebook de l'émission, et tournées par des témoins sur place. Ces clips mettent en scène des émeutes, des bagarres générales, des courses poursuites, des foules englouties par les gaz lacrymogènes, des gens jetant des pierres ou se tirant dessus. Ces images, le plus souvent filmées avec des téléphones portables, sont en général d'assez mauvaise qualité, rendant l'analyse du contenu assez approximative. Cependant, Reem fait parfois des arrêts sur image pour cercler de rouge le visage d'individus tirant sur la foule ou attaquant des manifestants. Elle en appelle alors à la vindicte populaire et à la justice citoyenne pour faire arrêter ceux qu'elle décrit comme des criminels de la nation, et des terroristes cherchant à détruire le pays et à jeter le discrédit sur la révolution. Il n'est pas inhabituel de l'entendre demander avec beaucoup d'empathie dans la voix « Mais qui sont ces gens ? » « D'où viennent ils ? » ou encore « Pour qui travaillent ils ? ».
La deuxième partie de l'émission est généralement consacrée à un panel d'invités à qui elle demande de commenter les vidéos et les appels de témoins qui viennent de se succéder. Les débats se transforment très vite en un enchainement de tirades chargées d'émotions et de ressentiment, avec comme clé de voute narrative, la figure du martyr et son combat contre l'injustice et la tyrannie. Cette figure symbolique, et sans cesse réinventée, permet aux deux groupes de renforcer leur cohésion interne autour d'un panthéon de héros populaires qui seraient morts pour défendre les principes fondateurs de leur identité collective.
C'est donc à travers ce prisme sensationnaliste et populiste que l'actualité du pays est analysée, et que la situation politique est expliquée aux téléspectateurs. La plupart des éléments utilisés dans l'élaboration de ce cadrage médiatique ne sont pas des informations factuelles, mais des réactions émotionnelles et des commentaires emportés face aux images de violences qui passent en boucle à l'écran. Or ces images, bien qu'elles aient été soumises au filtrage éditoriale de la chaîne, sont présentées comme des contenus de première main et sans retouche, donnant à voir des incidents présentés comme révélateurs de l'état général du pays. Ce phénomène trompeur de loupe a déjà été observé lors de la révolution de janvier 2011, réduite à la place Tahrir par de nombreux médias nationaux et internationaux. Sur les écrans de « Notre pays en égyptien » et d'autres émissions de débats diffusées par les chaines privées, la vie politique se résume donc à des images d'affrontements sauvages entre deux groupes appelant au rejet total et sans compromis du camp rival et de sa lecture des réalités sociales.

Deux présentateurs vedettes de ON-TV ont fait de la critique outrancière et injurieuse du gouvernement Morsi leur spécialité, devenant ainsi des figures de proue de l'opposition dite libérale portée par les médias privés. Youssef Al Hosseiny dans son émission « Les gens respectables » se lance souvent dans une déconstruction de la légitimité religieuse du nouveau pouvoir, affirmant même que Mohamed Morsi trahirait les préceptes originels de la Confrérie.

Se lançant dans des soliloques de plusieurs vingtaines de minutes, il explique régulièrement pourquoi le gouvernement Morsi n'est en fait qu'une perversion de la doctrine des fondateurs de la Confrérie, qu'il décrit comme des hommes pieux, réfléchis et savants, œuvrant pour le bien du peuple égyptien. « *Les Frères Musulmans suivaient une éducation particulière, ils faisaient des recherches pour toujours améliorer l'enseignement de la Confrérie. Aujourd'hui, ils ont des millions de Livres Egyptiennes et plein de chefs différents, mais ils n'ont plus ni l'éducation ni la connaissance qui caractérisaient leurs prédécesseurs. Ils ne savent même plus lire le Coran correctement ! Ils ne font qu'écouter, alors que l'ordre de Dieu c'est 'Lis !'*[443]*. C'est à dire apprends par toi même ! Aujourd'hui les Frères Musulmans ne sont plus qu'une mafia qui veut prendre le contrôle du pays. Mais il faut sauver l'Egypte de leur incompétence et de leur avarice.* »[444]

Le parrain du monologue télévisé au style effronté et populiste est Ibrahim Eissa, célèbre éditorialiste politique qui se lance sur le petit écran à la fin des années 2000. Dans son émission « Ici le Caire » il s'attaque sans retenue au gouvernement Morsi et à sa gestion du pays, mais avec des arguments bien plus étayés que la plupart des autres présentateurs, ce qui lui donne une force de frappe rhétorique inégalable. L'usage de chiffres et d'autres informations qu'il aurait lui même déniché, lui permet de présenter son discours comme bâti sur des preuves tangibles et comme étant le fruit d'un travail journalistique consciencieux. Cette technique donne à ses arguments beaucoup d'influence sur la façon dont la situation est perçue par l'opinion publique. Dans la diatribe suivante, il dénonce l'approche économique corrompue et hasardeuse du gouvernement des Frères Musulmans. *« Beaucoup de gens se demandent ce qui se passe avec Morsi et les Frères Musulmans. Depuis qu'ils sont au gouvernement, ils n'ont fait que changer les lois, pour s'enfoncer dans la dictature. Ils n'en font qu'à leur tête et persistent sur cette voie malgré les manifestations. Mais depuis novembre dernier, les gens ont enfin une vision claire des échecs et des mensonges de Morsi, et de la façon dont les Frères jouent et se moquent des lois. Morsi se prend pour un pharaon. Ce ne sont que des menteurs qui promettent mais qui ne font rien. Ils ne font qu'obéir à leur guide. C'est lui leurs yeux et leurs oreilles. Les Frères lui font plus confiance qu'ils ne font confiance à leur propres sens. S'il leur dit que le noir est blanc ils le croient. Et il leur dit que l'économie du pays va très bien, et eux ils le répètent. Mais regarde par toi même ! Par exemple, le travail. Tu vois bien qu'il n'y a pas de travail ! On a 20% de chômage. C'est donc qu'il y a une crise ou un gros problème non ?! Aujourd'hui c'est encore pire qu'avant la révolution, non seulement il n'y a pas de travail mais en plus les salaires ont beaucoup diminué. Et les prix ? Tu ne vois pas qu'ils ont augmenté ?! Et de quels investissements tu nous parles ?! Laisse tomber mon gars ! Il n'y a aucun investissement en Égypte. Les Frères Musulmans veulent abrutir les Egyptiens. Ils jouent avec l'économie et font disparaître l'essence tout d'un coup avant de la faire revenir à des prix plus élevés. Les Frères veulent récupérer ce qui était à Moubarak et faire comme le PND sauf que le PND n'a jamais utilisé la religion. Le gouvernement d'avant était bien mieux. Aujourd'hui on a la même dictature avec les mêmes problèmes, sauf qu'en plus on y mélange la religion et l'excommunication. »*[445]

Naomi Sakr observe que lorsque des médias en concurrence au sein d'un même espace politique, mettent en avant des lectures polarisées et contradictoires de la réalité sociale en

[443] Référence à la sourate 96 du Coran « L'adhérence » et de l'injonction faite par l'ange Gabriel au Prophète Mohamed qui ne savait ni lire ni écrire

[444] Emission « Les gens respectables » présentée par Youssef Al Hosseiny, diffusée le 20 mars 2013 sur la chaine privée ON-TV

[445] Emission « Ici le Caire » présentée par Ibrahim Eissa, diffusée le 31 mars 2013 sur la chaine privée Al Kahera wal Nas

mobilisant des antagonismes identitaires comme premiers facteurs d'explication de cette réalité, ils provoquent généralement auprès de leurs audiences un réflexe défensif et hostile de repli communautaire.[446] A ce titre, les médias égyptiens ont donc été des éléments actifs de l'envenimement des relations entre le camp de l'opposition libérale, et celui des islamistes et du gouvernement Morsi.

Khaled Salah, rédacteur en chef du journal privé *Youm7*, observe que la fragmentation de la scène médiatique égyptienne et la polarisation du débat public résultent d'une confusion de la part des journalistes entre leur devoir professionnel d'informer les citoyens, et leur droit, nouvellement acquis, d'exprimer leurs opinons personnelles. *« Aujourd'hui, chaque camp développe ses médias. Les libéraux développent leurs médias et les Frères Musulmans font pareil. Ils veulent tous relayer leurs points de vue, et ce chaos politique déteint sur la situation du pays. Aucun de ces groupes ne fait de différence entre opinion et information. Les employés de ces médias n'ont pas de véritable formation professionnelle et utilisent ce qu'ils appellent la liberté d'expression d'une façon toxique qui confond journalisme et propagande. »*[447]

Tarek Attia, journaliste pour *Al Ahram Weekly*, reconnaît que cette idée nouvelle au lendemain de la révolution, que toutes les opinions se valent et que chacun est libre de partager n'importe quel point de vue, est un facteur qui a certainement contribué à la rapide dégradation de la situation. Mais selon lui, c'est surtout le fait que cette soudaine ouverture du débat public à toutes sortes de discours, ait eu lieu dans un environnement encore très structuré par les mécanismes de l'ancien régime. *« Jusqu'ici on avait d'un côté un secteur public mensonger qui falsifiait les informations, et de l'autre des chaines qui, comme elles étaient financées par des investisseurs privés, sont apparues comme allant à contre-courant des médias d'Etat. C'est comme ça qu'elles ont été appelées à tort 'chaines indépendantes'. Mais cette appellation est trompeuse parce que ces chaines sont soumises aux mêmes impératifs politiques que les médias publics. La seule différence c'est qu'elles obéissent aussi à des financeurs privés. En se faisant passer pour des 'médias indépendants', ces chaines ont laissé les gens croire que comme elles n'étaient pas directement affiliées à l'Etat, elles disaient la vérité. Et aujourd'hui les gens ne comprennent pas que ces chaines puissent manquer autant d'objectivité et de neutralité. Il y a une vraie confusion et les gens ne savent pas de quel média ils peuvent espérer recevoir des informations authentiques. Mais en réalité, on ne peut pas demander aux médias privés d'être objectifs et de servir le bien public. Comme n'importe quelle entreprise, ils sont motivées par l'argent et non par l'intérêt général. Aucun de ces médias en Egypte n'a été créé pour servir un but humaniste ou progressiste. Simplement pour atteindre des objectifs financiers en termes d'audience et de recettes publicitaires. La motivation derrière le lancement de médias privés c'est l'appétit pour les capitaux et non le souci de la démocratie. »*[448]

Issandr Al Amrani parle quant à lui d'une polarisation hystérique des discours médiatiques qui ne cesse de s'empirer depuis l'arrivée de Mohamed Morsi à la tête du gouvernement en juin 2012. *« Les médias sont polarisés en deux camps : d'un coté ceux qui soutiennent les Frères Musulmans et de l'autre, tout le reste y compris certains partis islamistes en rivalité avec les Frères. Pour critiquer les Frères Musulmans, les laïcs vont parfois jusqu'à reprendre les propos des salafistes qui sont, de façon très paradoxale, devenus des médiateurs entre la Confrérie et les libéraux qui n'ont aucun désir de se réconcilier. Le débat*

[446] SAKR Naomi (dir.), *Arab Media and Political Renewal. Community, Legitimacy and Public Life*, I.B. Tauris, Londres, 2007

[447] Entretien avec Khaled Salah le 13 mai 2012 au Caire

[448] Entretien avec Tarek Attia le 27 mars 2013 au Caire

national est pris en otage par les médias de chaque camp, qui cherchent plus à enflammer la situation qu'à proposer des échanges constructifs. »[449]

A partir de fin 2012, le débat public prend donc une tournure populiste, portée par la normalisation au sein des médias égyptiens d'un ensemble de pratiques journalistiques douteuses, comme par exemple la diffusion de vidéos choc malgré des conditions de production incertaines ou obscures. Dans une industrie régie avant tout par des impératifs d'immédiateté et de sensationnalisme, tout travail d'authentification devient laborieux, voire contreproductif et désavantageux. Par conséquent, même s'ils mentionnent les doutes qui entourent la date ou l'origine de ces images, ou qu'ils publient des communiqués de rétractation quelques jours plus tard, les présentateurs prennent toutefois la décision délibérée de diffuser ces images de violence collective à une audience nationale, exacerbant ainsi davantage les tension et la paranoïa générale.

Dans « Une phrase juste », la nouvelle émission qu'elle lance en novembre 2012 sur la chaine saoudienne MBC Masr, Mona Al Shazly diffuse une vidéo circulant sur internet et donnant à voir des hommes armés paradant sur des motos en brandissant le drapeau de la Gamaat Islamiya, groupe terroriste responsable des attentats de la vallée du Nil au cours des années 1990. Ces images sont tournées dans les rues d'Assiout – ville de Haute Egypte considérée comme l'un des bastions de l'islamisme radical dans le pays – dans un contexte national de dégradation sécuritaire, suite à la disparition des forces de police depuis la révolution. Mona Al Shazly explique que, pour remédier à l'absence de services de sécurité, ces hommes cherchent à mettre en place leurs propres milices pour faire respecter l'ordre dans la région. Ce n'est qu'après avoir débattu pendant une quinzaine de minutes sur les dangers que cela pourrait représenter pour la cohésion du pays et la sécurité nationale, qu'elle promet de mener l'enquête quant à la véracité de ces images.[450]

Face à cette coalition des médias libéraux, le gouvernement en place, appuyé par certains acteurs islamistes, établit lui aussi une stratégie médiatique visant à légitimer sa lecture politique de la situation et à mobiliser la population derrière des revendications identitaires polarisantes et irréductibles.

Gehad Al Haddad est le porte parole médiatique des Frères Musulmans et du gouvernement Morsi entre juin 2012 et mai 2013. En charge de la gestion des comptes du gouvernement et de la confrérie sur les médias sociaux, il supervise également le fonctionnement de Misr25, la chaine lancée par les Frères Musulmans au cours du soulèvement de 2011. *« Mon poste a été créé pour lutter contre deux tendances héritées de l'ancien régime. Tout d'abord, les médias d'Etat ont été habitués à censurer l'information pour éviter de questionner la responsabilité du pouvoir. Ma mission est de développer l'idée d'un droit de savoir et de regard pour le public, et de proposer la création de lois sur l'information publique. De l'autre coté, les Frères Musulmans ont été habitués à fonctionner dans l'ombre, à cause des arrestations et de la torture, et n'ont pas l'habitude de publiciser leurs informations. J'essaye aujourd'hui de lutter contre cette tendance en encourageant mes collègues à s'exprimer librement. »*[451]

Selon lui, sa mission est également de reconquérir les médias d'Etat, qu'il décrit comme fondamentalement hostiles au parti gouvernemental et à la Confrérie. Il est intéressant de relever que Gehad Al Haddad, comme de nombreux journalistes et employés du secteur des médias, ne différencie pas les termes « Etat », « gouvernement » et « régime ». Il utilise ces notions de façon interchangeable, « régime » ayant toutefois une connotation négative car renvoyant généralement à l'ancien régime, c'est à dire celui de Hosni Moubarak. *« Il faut*

[449] Entretien avec Issandr Al Amrani

[450] Emission « Une phrase juste » présentée par Mona Al Shazly, diffusée le 12 mars 2013 sur la chaine privée MBC Masr

[451] Entretien avec Gehad Al Haddad le 25 mars 2013 au Caire

réformer les médias d'Etat pour qu'ils soient plus efficaces. On veut un modèle à la BBC, qui soit transparent dans ses prises de décisions et ses processus de financements. Il faut que les médias d'Etat soient dirigés par les citoyens à travers un comité de direction et qu'ils permettent au gouvernement de diffuser sans problème ses messages à la population. Aujourd'hui il faut séparer les médias d'Etat du régime. Mais ca va être difficile parce que à Maspero, les gens ne viennent même pas travailler. Depuis toujours ils se contentent de toucher un salaire pour répéter bêtement ce qu'on leur demande de dire. Après la révolution, le Conseil Supérieur des Forces Armées a augmenté leurs salaires pour les garder soumis et favorables à l'armée. Donc maintenant ils détestent les Frères Musulmans et ne veulent pas obéir au gouvernement. Mais de toutes les façons, on va devoir diminuer leurs salaires parce que le budget est en train d'exploser. »[452]
Ainsi, selon cette logique qui demeure en continuité avec l'approche autoritaire des régimes précédents, les médias du secteur public ne peuvent pas être autre chose que la bouche de l'exécutif et les plateformes de communication du parti présidentiel.

Quant aux médias privés, le gouvernement Morsi se lance rapidement à l'assaut de leurs propriétaires avec des arguments légaux susceptibles de forcer ces chaines et journaux à la fermeture, s'ils n'acceptent pas d'adoucir leur ligne éditoriale vis à vis du nouveau pouvoir. Issandr Al Amrani explique que les avocats de la Confrérie vont même jusqu'à s'en prendre aux grands groupes publicitaires, point nodal du secteur privé. « *Les Frères Musulmans mettent une pression énorme sur les hommes d'affaires. Ils essayent de racheter leurs chaines en faisant pressions sur leurs avoirs dans d'autres secteurs. Les avocats de la Confrérie vont les voir en leur disant 'Vends moi ta chaine et tu n'auras pas de problème avec le reste de tes business'. C'est une forme de racket qui peut dégénérer en quelque chose de très laid. Les Frères ont une vraie volonté de maitriser les médias du pays.* »[453]
Des pratiques de chantage et d'intimidation dont Hisham Qassem dit avoir été lui même victime alors qu'il tentait de lancer son nouveau journal *Al Gomhouria Al Gadida*. « *Les Frères ont essayé de racheter mon projet. Ils sont venus me voir avec des avocats en me disant qu'ils avaient entendu dire que j'avais du mal à trouver des financements. Ils m'ont ensuite dit que le journal et la chaîne de leur parti n'étaient pas des médias sérieux permettant de mettre en place une stratégie de communication crédible. Ils m'ont dit que comme ils cherchaient à réparer cette erreur et que j'avais besoin d'argent, ils étaient venus me proposer des fonds. J'ai refusé. Aujourd'hui ils envoient leurs avocats attaquer en justice les chaines privées, leurs sources de financement, leurs programmes, et tout ce qui peut les atteindre. Ils sont capables de n'importe quoi pour mettre par terre le secteur des médias privés. Même s'ils doivent utiliser des tactiques moins propres.* »[454]
Gehad Al Haddad justifie parfaitement ces tactiques agressives. « *Les médias privés sont aux mains des élites de l'ancien régime, et tous les membres de cette clique ont bâti leur fortune sur la corruption et les magouilles. Pour protéger leurs fortunes, ils utilisent leurs médias pour détourner l'attention du peuple de leurs coups tordus. Ils veulent agiter l'opinion publique à leur guise. Ce ne sont pas des stratégies politiques mais des supercheries pour qu'on ne questionne pas la façon dont ils ont acquis leurs richesses. Ils veulent à tout prix retarder le processus démocratique pour qu'il n'y ait pas d'exigence de transparence et qu'ils n'aient pas à rendre des comptes. Et avec tout ça, ils nous diabolisent. Ils créent et diffusent des mensonges sur les Frères Musulmans qu'ils ne peuvent même pas prouver.* »[455]

[452] *ibid*.
[453] Entretien avec Issandr Al Amrani
[454] Entretien avec Hisham Qassem le 28 mars 2013 au Caire
[455] Entretien avec Gehad Al Haddad

Dans ce contexte médiatique, Gehad Al Haddad estime que Misr25 est une arme incontournable pour contrer le discours des médias privés et publics au sujet de la Confrérie et du nouveau gouvernement. Il reconnaît cependant que la chaine est clairement affiliée au parti et que les équipes manquent d'expérience. Mais ces éléments sont, selon lui, des gages de neutralité dans le traitement d'informations relatives à la situation politique. *« L'indépendance de Misr25 par rapport au parti est encore à établir. On essaye de trouver une solution mais c'est le premier média que nous n'ayons jamais eu. C'est comme un bébé que tout le monde attend depuis des décennies avec des millions de papas et de mamans. Plein d'opinions différentes veulent participer à la direction. Par exemple si une présentatrice est voilée mais avec du maquillage ou une mèche qui dépasse, on a des gens qui appellent pour nous dire qu'on ne respecte pas les valeurs des Frères Musulmans. Mais si on la fait trop sobre, on va nous demander pourquoi on est si extrêmes. C'est la même chose pour l'information. C'est pour ca que nous n'avons pas encore de politique éditoriale. Et aussi parce que nos équipes n'ont pas encore le niveau d'expérience pour en développer une qui soit digne de ce nom. Il faut savoir que notre équipe de journalistes n'est pas composée de journalistes professionnels, car ceux là sont déjà teintés par des opinions politiques dont ils ne peuvent pas se défaire pour retrouver leur objectivité. Nous n'avons que des docteurs et des ingénieurs, pour qui le souci de vérité et d'exactitude est un impératif professionnel, à l'inverse du journalisme égyptien où ces éléments font défaut. Nos journalistes et équipes médiatiques se forment avec l'expérience et obéissent à un comité de décision. »*[456]
Il explique par ailleurs accorder une grande importance à la distinction entre diffamation et liberté d'expression. Cette différence est basée, selon lui, sur un impératif simple : tenter d'offenser le moins de monde possible. *« La liberté d'expression devient de la diffamation lorsque le nombre de gens mécontents devient trop important. Le problème c'est qu'aujourd'hui il n'y a pas de loi qui définisse la liberté d'expression sauf au sujet du Prophète. Par contre, il y a une loi que personne ne respecte et qui est celle du droit de réponse en cas de diffamation. Les médias traditionnels ne la respectent pas mais nous avec les médias sociaux, on fait en sorte de faire respecter ce droit de réponse. Sur ma page je suis libre de démentir. L'équipe qui travaille avec moi, observe les médias sur ce qui se dit sur le parti et le gouvernement. On décide des réactions à adopter et des réponses à formuler. On ne répond qu'à quelques dizaines de médisances par jour car il y en a des centaines. Mais on essaye comme on peut de lutter contre la machine à fabriquer la rumeur. Cette équipe d'observation des médias est composée de femmes au foyer qui regardent la télévision et surfent sur internet quand leur mari part au travail. Elles restent à la maison et elles sont payées. C'est plutôt bien non ? En tant que femmes, elles ont l'intuition pour sentir la rumeur et discerner ce qui est vrai. »*[457]

Un des événements ayant cristallisé cet antagonisme politique et médiatique est l'arrestation puis le procès de Bassem Youssef – présentateur sur la chaine privée CBC de la très célèbre émission satirique « Le Programme ? » – pour insulte à l'islam et mise en danger de la cohésion nationale. Le traitement de cette actualité fin mars, début avril 2013 par les chaines religieuses est représentatif du discours de ces médias. Ils voient dans la défense des valeurs démocratiques, un cheval de Troie occidental pour pervertir ce qu'ils estiment être les valeurs morales et religieuses de l'Égypte, et affaiblir ce qu'ils définissent l'identité collective nationale. Fin mars 2013, la chaine d'obédience salafiste Al Hafez diffuse quotidiennement un montage vidéo appelant ses téléspectateurs à juger par eux même de la culpabilité ou de l'innocence de Bassem Youssef. Le texte est prononcé d'une voix grave par un homme

[456] *ibid*.
[457] *ibid*.

s'exprimant en arabe classique, tandis que les mots s'inscrivent sur l'écran avec en fond, des extraits de l'émission du satiriste et des Unes de journaux internationaux appelant à sa relaxe. « *Nous allons te laisser le devoir d'évaluer Bassem Youssef par toi même. Est il innocent ou coupable ? Est il le criminel ou la victime ? Ce que qu'il présente sur les écrans de CBC dans son émission « Le Programme ? » est ce du domaine de la liberté d'expression ? Ou cela fait t'il partie d'un projet de destruction des valeurs morales ? Ce que présente Bassem Youssef est ce de la comédie, de la satire, de l'humour ? Ou bien est ce un genre de platitudes médiocres et sans valeur ? Ses défenseurs et ses partisans ont ils raison de vouloir faire reconnaître leur opinion agitatrice comme liberté d'expression, sans rendre des comptes ni être censurés même s'ils utilisent des termes sexuels provocateurs et agressant la pudeur ? Est ce que la liberté d'expression implique que tu sois solidaire du laxisme moral ? Nous te laissons le devoir de regarder et de juger par toi même et nous serons satisfaits de ton jugement au final pour voir si Bassem Youssef est coupable ou innocent.* »[458] Les téléspectateurs sont alors invités à partager leur opinion sur le compte Twitter, la page Facebook et le site internet de la chaîne. Ce clip montre bien comment la liberté d'expression, et par extension les valeurs politiques et la définition de la citoyenneté promues par le camp de l'opposition égyptienne libérale, sont décrites par les médias religieux comme des incitations à la perversion occidentale, et comme des principes menaçant l'authenticité islamique de la société égyptienne.

Présentateur de l'émission « L'Égypte nouvelle » et vedette de la chaine religieuse Al Nas, le téléprédicateur égyptien Khaled Abdallah est une des figures médiatiques emblématiques du camp des islamistes. « *Bassem c'est le diable ! Bassem, tu parles de sexe comme ca ! Je demande pardon à Dieu pour toi. Vous vous souvenez quand il a parlé du Qatar ? Pas du peuple, mais du gouvernement. Il a abordé les relations de l'Egypte et s'est moqué d'autres pays musulmans pour qu'on nous déteste. C'est l'Amérique qui paye cette marionnette et les médias sionistes le défendent. Laisse tomber mec ! T'es un mécréant ! Pourquoi tu te moques de l'islam ? C'est évident que tu sers un agenda. Toi et tous les autres, vous avez une stratégie. Toutes les semaines tu te moques du président, tu te moques de ses habits. D'accord, t'es marrant. Mais pourquoi tu ne te moques que de lui et pas des autres ? C'est toi qui nous rends mécréants ! Toi tu comprends l'islam ?! Toi tu as l'exclusivité sur l'islam ?! Tu oses dire que tu comprends l'islam et tu parles de sexe comme ça ? Tu penses à la jeunesse d'Egypte ? Et puis tu te fais tellement d'argent, comment veux tu que l'Egypte réagisse à ce que tu racontes sur l'économie, sur la politique ?! Pas une seule fois tu dis la vérité !* »[459]
Un peu plus loin, il reprend une vidéo trouvée sur un site islamiste au sujet de Bassem Youssef. En off, l'auteur de ce montage affirme avoir collecté des Unes de journaux en plusieurs langues dans la presse internationale. Selon lui, tous ces articles parleraient de façon unanime de l'imposition d'un agenda islamique à l'Égypte, et de Bassem Youssef comme le héraut de liberté, sauvant le peuple de l'obscurantisme. Khaled Abdallah explique que, bien que l'auteur de la vidéo n'ait pu mettre la main sur tous les articles publiés dans le monde à ce sujet, la question demeure de savoir pourquoi les médias internationaux ont accordé tant d'importance à cette affaire. Il s'interroge face à la caméra sur les acteurs derrière cette campagne menée au nom de la liberté d'expression et la démocratie. La vidéo enchaine alors avec une citation de Noam Chomsky affirmant que les Etats-Unis créent des dictatures et des régimes brutaux pour contrôler le pétrole, et qu'ils freinent les avancées démocratiques pour servir leurs propres intérêts. « *Vous voyez ! Ce n'est donc ni la démocratie ni la liberté*

[458] Clip diffusé sur la chaine religieuse Al Hafez entre la fin du mois de mars et le milieu du mois d'avril 2013
[459] Emission « L'Égypte nouvelle » présentée par Khaled Abdallah, diffusée le 6 avril 2013 sur la chaine religieuse Al Nas

d'expression qui soutient Bassem Youssef et son talent ! D'ailleurs c'est quoi son talent ? Quel talent ?? La banalisation des conseils sexuels n'est pas un talent suffisant pour attirer à ce point l'attention de l'Amérique et des sionistes ! »

A cette même période, et face à l'ampleur que prend l'affaire de Bassem Youssef dans les médias du pays, le ministre de l'information convie l'ensemble des présentateurs de télévision du pays pour une conférence. Le but est d'établir un dialogue entre le gouvernement et les médias satellitaires nationaux, et de définir un cap quant au rôle des chaines privées dans la construction de la nation. Boycottée par les médias libéraux, la plupart des participants sont des téléprédicateurs et des employés de chaines religieuses. Présent, Khaled Abdallah partage une lecture de l'environnement médiatique du pays qui traduit l'antagonisme profond entre les récits des médias de chaque camp quant à la situation du pays. *« Grâce à mon expérience, je peux me permettre de parler franchement. Dans les médias aujourd'hui, il y a des gens qui poussent les extrêmes les uns contre les autres et qui ne se soucient pas des conséquences. Mais le Coran nous dit d'essayer de nous entendre. Si on aime ce pays, il faut nous réunir autour de ce qui est bon et tout ira bien, je le jure devant Dieu. Mais il y a des chaines qui servent les intérêts de l'Amérique au détriment de l'Égypte, et qui diffusent les idées de l'Occident qui ne nous a rien apporté de bon à part le gel pour les cheveux, les jus de fruits en boite, et les pantalons en jeans. Il faut demander à Dieu de nous montrer qui veut le bien du pays, qui veut le respect de la sharia, et qui veut le bien du peuple et pas le bien des élites ou des riches. »*

L'émission « Le terroriste » diffusée sur la chaine religieuse Amgad TV est un autre exemple qui permet d'illustrer la position des médias religieux par rapport à la situation politique du pays, et de mesurer la profondeur de la déchirure sociétale, . Exclusivement dédié à la critique des présentateurs de chaines libérales, ce programme tire directement profit de la polarisation médiatique en faisant de l'antagonisme de la sphère publique et du débat politique, la raison d'être de son format. Les présentateurs Mahmoud Daoud et Moaz Alian expliquent régulièrement le choix du titre de leur émission. *« Notre programme s'appelle ainsi parce que les vrais terroristes aujourd'hui ce sont les journalistes. Le terroriste est toujours représenté avec une barbe, une djellaba blanche, un gros ventre et des armes à la main. Mais le vrai terroriste c'est celui qui pousse les gens à refuser l'islam et à parler mal de la religion. Chaque épisode est donc consacré à un journaliste pour prouver que c'est lui le terroriste. »*[460]

Lors de l'épisode consacré à Bassem Youssef et à son procès pour insulte à l'islam, le duo de présentateurs reprend un argumentaire antisémite et populiste très populaire sur les chaines religieuses. Cette ligne narrative qui rend les médias libéraux responsables de l'exacerbation des violences et d'une perte de repères identitaires, accuse les présentateurs comme Bassem Youssef d'inciter le peuple au rejet des préceptes moraux et religieux qui sous-tendraient le tissu social égyptien, pour succomber à la débauche occidentale. *« Bassem s'inspire de Jonathan Stewart, un producteur juif d'un programme de satire. Regardez, ils ont le même décor, les mêmes costumes, les mêmes expressions, jusqu'aux mêmes moues des lèvres ! Bassem n'a même pas eu l'idée de changer les expressions sur son visage ! Et tous les deux ils disent la même chose. Bassem n'est qu'une imitation qui a non seulement copié la stupidité du programme, mais aussi les mêmes critiques contre l'islam. Il fait exactement la même chose mais en arabe. Il n'y a aucune création ou pensée nouvelle. Bassem, tu te moques des islamistes qui respectent le prophète. Tu décides d'imiter le sioniste Jonathan Stewart alors que tu sais que le diable est avec les sionistes et avec leur pensée. Entends tu*

[460] Emission « Le terroriste » présentée par Mahmoud Daoud et Moaz Alian, diffusée le 3 avril 2013 sur la chaine religieuse Amgad TV

les invocations contre toi Bassem ?! Toi qui travailles pour ces chaînes obscures qui blanchissent de l'argent dont on ne connaît pas l'origine et pour lequel tu as délaissé le Coran. »

Cette lecture populiste et xénophobe que véhiculent ad nauseam les médias religieux au sujet de la mise en procès de Bassem Youssef, incite à la haine antisémite et à la violence contre les étrangers. Ces diatribes permettent d'invoquer les menaces d'un complot américano-sioniste visant à détruire l'Égypte, ccomplot dont certains médias étrangers et nationaux seraient complices. *« Son mentor, c'est le juif Jonathan Stewart et c'est pour ça qu'aujourd'hui il est défendu par le journal* Haaretz *et la télévision sioniste. Et en plus ils disent que Bassem est quelqu'un d'éduqué parce qu'il se moque de Morsi et des religieux. C'est ça pour eux être éduqué ? Mais pourquoi donc les sionistes le défendent-ils ? Beaucoup de journalistes ont eu des problèmes avant lui, il y en a même qui sont morts en prison et personne n'en a parlé, pas même l'Amérique ! Peut être parce que Bassem est au service d'un agenda étranger ? D'ailleurs ce n'est pas un seul média juif qui l'a défendu, mais plusieurs qui l'ont soutenu dans son insulte à l'islam. Seize journaux américains, des journaux sionistes, des chaines sionistes ! Tous se sont alliés. Et vous voulez une surprise ? L'ambassade américaine a même publié une déclaration sur son site avec une vidéo ! On parle de l'ambassade des Etats Unis ! Pas d'une école maternelle ! Ils ont mis une vidéo de John Stewart le sioniste. John Stewart pense que parce qu'il est dans les médias, il peut se moquer de l'islam. D'accord mais après qu'il ne reproche pas à Morsi de se moquer des juifs ! Oui on déteste les sionistes, il n'y a aucun musulman qui aime les juifs ! John s'énerve quand Morsi appelle les juifs des cochons et des singes. Mais John, je te demande honnêtement, en tant que juif, ouvre ton livre la Tora en laquelle tu crois, et regardons ensemble ce que ton livre dit. Il dit qu'il n'y a pas de différence entre l'homme et les animaux. Alors quand Morsi dit que les juifs sont des cochons et des singes, pourquoi tu ne peux pas le prendre comme de la satire ? »*

Relâché contre un bail de 15.000 Livres Egyptiennes, Bassem Youssef reprend rapidement la troisième – et dernière – saison de son programme. Son procès n'est qu'un incident parmi tant d'autres illustrant la profonde dégradation du climat politique et du tissu sociétal qui s'affirme progressivement en Égypte au cours des deux années qui suivent la révolution, et plus particulièrement sous la présidence de Mohamed Morsi.

Cependant, c'est durant cette période chaotique de flottement politique, médiatique et sécuritaire, que le régime militaire se régénère pour terminer sa mutation néoautoritaire. En juillet 2013, le plébiscite populaire qui porte le général Al Sissi au pouvoir, confirme le succès de l'armée dans la cooptation du répertoire symbolique révolutionnaire et de l'argumentaire mobilisateur des jeunes activistes qui avaient pourtant porté le soulèvement du 25 janvier 2011 contre le régime de Hosni Moubarak.

2. Le rôle des médias et des élites dans la mutation néoautoritaire du régime

Pour comprendre le rôle qu'ont pu jouer les médias égyptiens dans le rétablissement du régime militaire et dans sa transition vers le néoautoritarisme, ce sous-chapitre entreprend de comparer au cas égyptien, des études sur la Tunisie, la Chine, la Russie et les dictatures d'Amérique Latine. Plusieurs outils théoriques sont également présentés pour approfondir cette étude, tels que le « journalisme chien de garde » développé par Yuezhi Zhou pour décrire une nouvelle forme de journalisme se faisant volontairement le relai de la propagande du régime, et le modèle élaboré par Barbara Geddes et John Zaller qui met en relation le degré d'exposition de la population au discours officiel et le degré d'acceptation de ces messages, et permet d'identifier les segments de la population les plus réceptifs à la propagande.

La dichotomie entre démocratie et autoritarisme structure l'analyse des transitions politiques mais elle impose également deux convictions théoriques inadéquates pour comprendre la nature des régimes néoautoritaires. La première affirmation veut que lorsqu'un système autoritaire s'effondre, il cède naturellement la place à un régime démocratique. La seconde affirme que si la démocratie n'arrive pas à se développer, c'est que les forces autoritaires de l'ancien régime sont encore à l'œuvre. Pour comprendre la capacité de survie des régimes néoautoritaires, il faut placer les notions de démocratie et d'autoritarisme non pas en opposition mais sur un même spectre. Cela permet alors de prendre en considération les formes hybrides qui existent entre ces deux types de régimes, et qui permettent en réalité aux régimes autoritaires de muer vers le néoautoritarisme pour survivre.
Selon Noha Mellor, c'est précisément la situation des médias privés en régime néoautoritaire qui justifie de sortir de ce modèle théorique binaire pour prendre en compte l'évolution du pouvoir politique vers une nature de plus en plus hybride.[461] Elle explique qu'en régime néoautoritaire, les médias privés obéissent à des dynamiques paradoxales, étant à la fois ouverts à l'économie de marché et aux investisseurs privés – deux éléments théoriquement sensés favoriser le développement de la démocratie – et à la fois soumis au contrôle intransigeant du pouvoir central. Cette situation paradoxale est observable dans le monde arabe où dans la plupart des pays de la région, la commercialisation et la libéralisation de l'industrie des médias se sont développées sous la chape de l'intervention étatique et de l'autocensure.
Noha Mellor estime que ce paradoxe découle en partie d'une conception des médias par les pouvoirs politiques arabes comme une arme puissante mais à double tranchant. D'un coté, les médias peuvent être utilisés pour influencer l'opinion publique, mais de l'autre ils peuvent être utilisés pour véhiculer des discours remettant en question les fondements idéologiques du régime et sa légitimité. Dans un tel contexte, les textes législatifs et les chartes de déontologie exigent généralement des professionnels des médias qu'ils se soumettent totalement à la responsabilité morale et sociale qui est la leur pour ainsi veiller à ne pas agiter l'opinion publique et conserver le statu quo dont dépendrait le bien de la nation. Malgré sa diversification et son expansion, l'industrie médiatique demeure soumise aux injonctions autoritaires, et le consentement des médias n'est plus tant imposé par les organes d'Etat, mais repose davantage sur une application volontaire de l'autocensure par les propriétaires, les producteurs et les journalistes eux mêmes.

En régimes néoautoritaires, les médias demeurent donc des outils de propagande pour encourager le patriotisme de masse et l'allégeance au pouvoir. Ivan Krastev affirme que plus l'idéologie est au centre de la stratégie d'autolégitimation d'un régime néoautoritaire et de sa propagande médiatique, moins ce régime est vulnérable à l'opposition et aux critiques.[462] Selon lui, les régimes totalitaires enracinés dans l'idéologie révolutionnaire ne sont pas uniquement plus répressifs que les régimes autoritaires traditionnels, mais sont également plus difficiles à libéraliser et à démocratiser. L'idéologie, en plus d'être un vecteur de mobilisation politique, est également une source d'une validation transcendantale qui donne à ces régimes toutes les caractéristiques d'une théocratie, tout en justifiant les positions de l'élite dirigeante et du parti au pouvoir. La légitimité idéologique du dirigeant permet également de justifier le choix de son successeur, une des questions les plus dangereuses en régime néoautoritaire, car porteuse d'instabilité.

[461] MELLOR Noha, " Arab media: an overview of recent trends" in MELLOR Noha, AYISH Muhammad, DAJANI Nabil, and RINNAWI Khalil (dir.), *Arab media. Globalization and emerging media industries*, Polity Press, Cambridge, 2011
[462] KRASTEV Ivan, « Paradoxes of the New Authoritarianism » in *Journal of democracy*, vol. 22, n°2, avril 2011

En Égypte, les médias de masse saturent la sphère publique avec des messages reprenant l'idéologie révolutionnaire nationaliste et les mythes patriotiques mis en avant par l'armée pour s'assurer une légitimité sans faille, et encourager au culte de la personnalité du général Al Sissi surnommé « l'étalon d'Égypte ». Dans ce contexte, le secteur des médias audiovisuels conserve une place centrale au sein du dispositif de contrôle de l'industrie des médias par le régime, et ce pour trois raisons. Premièrement, les médias audiovisuels peuvent atteindre tous les citoyens, quelque soit leur niveau d'éducation. Ensuite, ces médias jouent un rôle important dans la sauvegarde de l'unité nationale et dans la promotion d'un sens de communauté et de patriotisme entre citoyens. Enfin, les médias électroniques étant en train de devenir des outils de propagande politique, leur articulation avec le secteur audiovisuel permet de filtrer les informations qui atteindront la majorité du public n'ayant pas accès à internet.

La réussite d'une mutation d'un régime autoritaire vers le néoautoritarisme repose avant tout sur l'articulation entre les domaines politique et économique et sur la cooptation des élites, deux dynamiques qui permettront au nouveau régime de mettre en place des mécanismes de contrôle des médias efficaces et adaptés aux nouvelles technologies. L'évolution du secteur de médias en Égypte depuis le début des années 2000 et l'ouverture de l'industrie à des acteurs privés proches du régime, illustre ce phénomène de transition hybride.
A partir d'un travail sur l'industrie de médias dans certains anciens pays de l'URSS, Colin Sparks avance que l'impact de facteurs économiques et des investisseurs privés sur les médias est fondamentalement lié à l'influence que peuvent avoir les décideurs politiques et les structures de l'Etat.[463] Ces deux formes de pouvoir influencent les médias de façon interdépendante et indissociable l'une de l'autre. En somme, les médias ne sont pas des ensembles cohérents obéissant à des logiques de fonctionnement rationnelles, susceptibles d'expliquer de façon claire leur prise de position. Au lieu de réduire les médias à des alliés ou à des suppôts du régime, Colin Sparks invite à les considérer comme les composants d'un sous-système à travers lequel une certaine forme de gouvernance politique peut se mettre en place. L'émergence de relations étroites entre politiciens, homme d'affaires et médias conduit donc non pas à l'interchangeabilité des ces groupes, mais à l'absence d'une division nette entre ce qui relève du politique et ce qui relève de l'économique. Ces domaines ne sont ni complètement identiques ni complètement différents, mais entrelacés de façon plus ou moins inextricable.
La relation de loyauté mutuelle entre hommes d'affaires et hommes politiques découle directement de la façon dont la transition politique a été menée. Selon Colin Sparks, elle dépend notamment de l'importance du clientélisme entre politiciens et investisseurs privés dans l'obtention de positions stratégiques au sein de la nouvelle économie néoautoritaire. La conséquence de ces dynamiques est l'influence incontournable que le régime peut alors exercer sur le secteur des médias privés. Le succès de ces derniers au sein de l'industrie vis-à-vis de la concurrence dépend des relations que leurs propriétaires établissent avec les cercles de pouvoir. Les médias demeurent dirigés par des gens très éloignés de la réalité quotidienne des masses, qui quant à elles n'ont aucune forme de contrôle sur les moyens de communication de masse. Démocratiser les médias signifie donc briser le contrôle des élites sur ce qui est, dans les sociétés de masse, le principale moyen d'expression publique.

Mais l'allégeance des élites est un mécanisme ancré dans les logiques de survie des régimes néoautoritaires, de façon plus subtile et plus complexe qu'auparavant. La cooptation des élites

[463] SPARKS Colin « Media theory after the fall of European Communism. Why the old models from east and west won't do anymore » in CURRAN James and PARK Myung-Ji (dir.) *De-Westernizing media studies*, Routledge, Londres, 2000

repose à présent sur une forme de délégation des fonctions de contrôle du discours médiatique et sur une intégration assez répandue par les journalistes et employés des médias de l'autocensure qu'ils considèrent comme une exigence professionnelle.
Michel Camau et Vincent Geisser affirment qu'en contexte néoautoritaire, le régime continue de faire bloc avec les élites et celles-ci deviennent alors partie prenante de la mise en scène du pouvoir en alimentant une impression de diversification des secteurs économiques ouverts aux investisseurs privés.[464] Elles contrôlent les points d'entrée de ces secteurs et entretiennent une forte interdépendance de façon à ce que ce corps d'apparence plurielle ne soit en fait qu'un seul et même organe. Ainsi, les alliances ou les désaccords fluctuent au sein de ce réseau mais la finalité reste la même, protéger le régime et les intérêts de la classe dirigeante. Les auteurs expliquent qu'en régime néoautoritaire, les élites sont divisées en une multiplicité de secteurs spécialisés et leur collusion permet ainsi la consolidation d'un ensemble complexe qui perdure grâce à l'équilibre subtil entre marge d'action consentie à chaque acteur et l'allégeance au régime qui est exigée en échange. Ces observations faites par Michel Camau et Vincent Geisser sur le cas tunisien sont applicables à l'Égypte avec cependant une différence de taille qui est l'implication de l'armée. En Égypte, les généraux demeurent la principale source de pouvoir de l'Égypte depuis les années 1950. L'armée est la puissance fondatrice de l'économie moderne du pays et son infiltration traverse toutes les classes sociales. Pour se maintenir à la tête du pays, sa mainmise sur le pouvoir a progressivement mué et le succès de cette évolution repose sur la capacité des généraux à s'allier avec le milieu des affaires. Cette collusion qui peut sembler à première vue apolitique au sens partisan du terme, constitue cependant la trame du régime et établit des hiérarchies d'allégeances qui structurent l'ensemble du pays. Ainsi, les équilibres de pouvoir entre l'armée, les appareils de sécurité et de renseignements, et le monde des affaires sont au centre des réseaux politiques, et l'interpénétration des intérêts étatiques et non étatiques fait que le secteur privé ne peut se développer qu'en symbiose avec l'État et les cercles dirigeants.

Toujours dans le cadre d'une analyse de la mutation des régimes autocratiques vers le néoautoritarisme, et du rôle des médias dans ce processus, il faut s'intéresser à la transition des régimes d'Amérique Latine au cours de la seconde moitié du XXème siècle. Dans son analyse de l'Argentine et du Brésil, Silvio Waisbord explique que dans ces deux pays, les principaux médias ont soutenu les coups d'Etat militaires et leurs programmes économiques.[465] De leur côté, les militaires, convaincus que les médias étaient une pièce fondamentale du contrôle gouvernemental autoritaire, ont fait en sorte de les maintenir à leurs bottes. Chaque régime a adopté une approche particulière. En Argentine, l'armée n'a pas cherché à partager son monopole médiatique avec le secteur privé. Après les avoir arrachées à leurs propriétaires, l'armée a établi son emprise sur les quatre chaines de télévision nationales basées à Buenos Aires. Des individus choisis pour des raisons politiques ont alors été nommés à la tête de ces chaînes pour les diriger, superviser les bulletins d'information, et contrôler pleinement le temps d'antenne octroyé aux producteurs privés. L'Etat s'est donc assuré d'avoir le monopole sur l'industrie des médias avant de répartir les secteurs de l'audiovisuel et de la presse entre généraux de l'armée de terre, de l'aviation et de la marine.
Au Brésil, entre 1964 et 1985, le régime autoritaire entreprend la centralisation des flux d'information et la construction de larges infrastructures de communication capables d'atteindre tous les citoyens malgré la vaste superficie du pays. Ces projets de modernisation technologiques découlent de la volonté des militaires de renforcer leurs intérêts géopolitiques,

[464] CAMAU Michel et GEISSER Vincent, « Le néo-autoritarisme » in CAMAU Michel et GEISSER Vincent, *Le syndrome autoritaire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003
[465] WAISBORD Silvio « Media in South America. Between the rock of the state and the hard place of the market » in CURRAN James and PARK Myung-Ji (dir.) *De-Westernizing media studies*, *op. cit.*

et de promouvoir le nationalisme pour s'assurer du soutien du peuple. Tele Globo, qui n'est alors qu'une petite entreprise médiatique, et bénéficie largement de ces décisions politiques. L'accès aux technologies permettant une diffusion à l'échelle nationale a fait du groupe Globo le géant médiatique qu'il est aujourd'hui. En échange de cet accès aux technologies et de l'obtention de licences audiovisuelles, le soutien de Globo aux militaires demeurera inconditionnel.
Ces exemples d'articulation entre médias et régimes autoritaires en Argentine et au Brésil illustrent différentes modalités d'interventions étatiques avec pour mêmes finalités le renforcement et le maintien de l'emprise des militaires sur l'industrie médiatique. L'établissement de relations d'interdépendance entre le gouvernement et les médias continue de déterminer les modalités de fonctionnement de l'industrie et d'empêcher le développement d'un journalisme critique d'investigation. Les médias demeurent réceptifs aux promesses de récompenses économiques offertes par les pouvoirs politiques en contrepartie de couvertures avantageuses. L'octroie de ressources économiques par les régimes aux médias les plus collaborateurs a un impact particulièrement structurant en contexte de mutation néoautoritaire avec notamment l'augmentation de conglomérats et de la concentration des médias. Pour accentuer davantage leurs relations d'interdépendance avec le régime au pouvoir, ces grands groupes médiatiques sont profondément impliqués dans l'économie du pays dans des secteurs comme la finance, les banques, l'agroalimentaire, le bâtiment, l'immobilier, les télécommunications ou les assurances.

Au sein du nouvel environnement qu'ils mettent progressivement en place, les régimes néoautoritaires s'appliquent à conserver leurs capacités de répression, qu'ils continuent de considérer comme cruciales à l'exercice de leur pouvoir. Cependant, des pays comme la Chine, la Russie et d'autres régimes néoautoritaires adoptent aujourd'hui un usage plus sélectif de leur force de coercition, et ce par pur pragmatisme. Ces régimes aspirent à la modernisation sociale et à la prospérité économique, deux phénomènes qui ne peuvent aboutir dans un environnement politique où la répression demeure brutale et où les flux d'informations nécessaires au développement économique sont censurés.
Les régimes néoautoritaires ne cherchent donc plus à s'assurer à n'importe quel prix une domination totale sur les moyens de communication de masse. Ils optent aujourd'hui pour un contrôle suffisamment efficace pour pouvoir utiliser les médias comme des outils de propagande politique, leur permettant de faire étalage de leur potentiel de coercition et de réaffirmer leur légitimité à gouverner, tout en décrédibilisant les rivaux politiques potentiellement dangereux. La dominance de l'Etat dans le secteur des médias est en train de passer d'un contrôle gouvernemental omniprésent imposé à l'ensemble de l'industrie, à une forme de collaboration plus subtile entre pouvoir et médias, ces derniers acceptant aujourd'hui, pour diverses raisons, de se plier aux directives du régime et de les faire appliquer eux mêmes à l'ensemble du secteur. Ainsi, les régimes ont la capacité de diffuser leur propagande tout en contrôlant l'accès à la sphère publique d'acteurs critiquant le gouvernement, ses représentants et leurs actions.

La Télévision Centrale Chinoise (CCT) est un sujet de comparaison intéressant pour comprendre les mécanismes d'adaptation des médias égyptiens à la mutation néoautoritaire du régime. En effet, dans les deux pays, cette ouverture s'est faite par le biais d'une ouverture économique largement contrôlée par les cercles de pouvoir proches du Parti Communiste, en Chine, et de l'armée, en Égypte. Selon Christopher Walker et Robert Orttung, CCT est à la fois un instrument du contrôle étatique et autoritaire des médias nationaux, et une entité ayant atteint un certain degré de succès commercial malgré le contexte politique fermé dans lequel

elle évolue.[466] Ce conglomérat médiatique est rentable économiquement tout en demeurant fiable d'un point de vue idéologique. En contexte néoautoritaire, l'ouverture du marché aux capitaux privés contraint les médias non gouvernementaux à devoir être rentables, tout en demeurant cependant des outils de propagande soumis aux exigences du régime. Cette situation paradoxale est rendue possible en premier lieu grâce aux efforts délibérés du législateur d'encadrer strictement la concurrence et de réserver l'industrie publicitaire à des entreprises publiques et à des compagnies privées soucieuses d'obtenir les faveurs des cercles officiels. Les médias évoluent ainsi dans un environnement semi privé au sein duquel le parti central conserve la main sur les décisions éditoriales. Christopher Walker et Robert Orttung définissent quatre audiences dont la cooptation permet aux régimes néoautoritaires de s'adapter à la modernisation économique et technologique pour ainsi réaliser leur mutation et survivre.

Les élites sont le premier groupe que le régime se doit de rassurer et de coopter pour réussir sa transition. Les intérêts des élites étant directement affectés par les décisions du pouvoir, celles-ci développent en régime autoritaire une grande capacité de flexibilité en termes d'alliances et de partenariats stratégiques, pour protéger leurs acquis et s'assurer de tirer profit de toute évolution politique. Dans ce contexte, le rôle des médias est d'encourager les élites à soutenir le régime et de réaffirmer la capacité des dirigeants à protéger les intérêts des cercles dirigeants, en faisant de la loyauté politique une stratégie intelligente d'investissement sur le long terme. En Russie, Vladimir Poutine utilise les médias pour donner à voir l'emprise de son pouvoir sur des groupes clés, notamment le gros des effectifs de l'armée, de la police, et des forces de sécurité d'Etat. Vladimir Poutine met également en scène sa force dans un style qui lui est propre (comme par exemple la participation à des combats à mains nues dans des arènes aux cotés de Jean Claude Van Damme, ou la distribution de photographies du président torse nu sur un cheval ou pointant un fusil pour chasser le loup) pour séduire et contrôler la bureaucratie d'Etat et les cercles des affaires, particulièrement les compagnies énergétiques et autres producteurs de ressources naturelles jouant un rôle important dans l'économie du pays. L'omniprésence de Poutine sur les écrans russes rappelle à ces groupes qu'en tant qu'alliés, ils bénéficient de la magnanimité de ce leader incontesté, mais qu'ils doivent cependant craindre le jour où il serait mécontent de leurs actions ou s'il devait quitter le pouvoir. Les médias sont donc un conduit de l'expression du pouvoir et partie prenant du système néoautoritaire qui s'adresse ainsi aux acteurs clés à la survie du régime.

Le second groupe que le pouvoir central se doit de coopter grâce aux médias pour achever sa mutation néoautoritaire, est le peuple qu'il faut abreuver de propagande patriotique et qui doit être maintenu dans une sorte d'apathie politique. Ainsi les médias ont également pour mission de s'assurer que le peuple respecte et craigne le régime tout en demeurant docile face au pouvoir. Pour ce faire, selon Christopher Walker et Robert Orttung, les médias traitent les informations en alliant distorsion, détournement et distraction pour encourager ce que les auteurs appellent « l'autoritarisme zombie ». Ce concept renvoie à l'idée que pour rester au pouvoir, un régime autoritaire doit maintenir les masses éloignées de la politique. Dans cette optique, les médias accentuent les avantages du statut quo et diabolisent toute forme d'opposition. Ils s'appliquent également à démobiliser la population en la mettant en garde contre des attentes illusoires, et contre le prix élevé que le pays risquerait de payer si le régime venait à tomber. Ainsi, fidèles au discours officiel, les médias audiovisuels martèlent régulièrement que le changement politique ne peut qu'aboutir à une situation pire que celle de départ, et que les conséquences pour la société seront très lourdes à supporter. La télévision

[466] WALKER Christopher et ORTTUNG Robert W., « Breaking the news: The role of state-run media » in *Journal of democracy*, vol. 25, n°1, janvier 2014

s'est révélée efficace dans la diffusion, et l'acceptation, de l'idée que toute contestation du pouvoir se révèlerait très couteuse pour la population dont une grande majorité a ingéré l'idée de son impuissance face à la situation. L'importance pour un régime néoautoritaire n'est donc pas de faire en sorte que le public croit ou non ce que lui servent les médias, mais qu'il agisse comme s'il y croyait. L'apathie et l'apolitisme sont donc les principaux effets recherchés par la communication médiatique progouvernementale dont le but ultime est de transformer le citoyen en un supporter passif du régime.
En Égypte, cette ligne narrative est devenue de plus en plus audible dans les médias privés qui ont commencé à affirmer, notamment lors de la présidence de Mohamed Morsi, que l'état du pays était rétrospectivement beaucoup mieux sous le régime de Hosni Moubarak et qu'en réalité la révolution n'avait fait qu'empirer les choses. A ce titre, les émissions qui mélangent divertissement et politique peuvent être considérées comme d'importants outils, pouvant être utilisés par les régimes néoautoritaires pour détourner l'attention du peuple des problèmes de la société, et dissuader les masses de se mobiliser pour demander le changement. En Égypte, les talk-shows offrant au peuple des formats hybrides, permettent de canaliser la frustration populaire et de la détourner vers des sujets populistes de seconde importance, tout en renforçant le désintérêt politique des citoyens envers des questions plus fondamentales. Les téléspectateurs consomment ainsi des messages incitant à la passivité, véhiculés par les cercles du pouvoir au contrôle de l'industrie médiatique.

Les utilisateurs internet représentent la troisième catégorie que les régimes travaillent à coopter pour maintenir leur emprise sur les médias. Ce processus est révélateur de la façon dont les régimes néoautoritaires adaptent leurs stratégies de contrôle et de censure médiatique aux nouvelles technologies. L'adoption d'internet ne découle pas d'un parti pris progressiste mais de l'interdépendance entre croissance économique et présence en ligne. Cette adaptation aux nouvelles technologies d'information et de communication passe par la création de nouvelles lois régulant l'expression publique sur internet et criminalisant les propos qui remettent en question les fondements idéologiques du discours officiel et la légitimité du régime en place. Internet et la liberté d'expression qu'offrent les outils de communication en ligne, sont des domaines que les régimes autoritaires cherchent aujourd'hui à contrôler. Pour prendre prise sur ce nouveau monde virtuel, les organes de propagande et de censure étatiques adaptent les méthodes qu'ils ont jusqu'ici utilisées pour contrôler les médias traditionnels. Cependant la tache n'est pas la même : contrôler les contenus médiatiques à caractère politique dans une industrie télévisée centralisée est beaucoup plus facile que de canaliser ce type d'informations lorsqu'elles circulent en ligne. Néanmoins, les mesures restrictives appliquées aux médias traditionnels ne visent pas à contrôler tout le contenu mais à filtrer des informations à caractère politique relatives à un sujet sensible, pour faire en sorte que celles-ci n'atteignent pas le grand public.
Le développement d'internet a été rapide et de nombreux systèmes autoritaires ont été forcés de franchir le pas, conscients qu'au XXI^{ème} siècle leur développement et leur croissance économiques ne peuvent aboutir si le pays n'est pas connecté. Et tandis qu'internet continue à s'étendre, les interférences des régimes autoritaires font de même. La Russie a par exemple recours à des techniques relativement sophistiquées et élaborées de façon à définir quand et comment les informations seront reçues par les utilisateurs, au lieu de leur refuser tout accès. La loi autorise le gouvernement à faire fermer les sites véhiculant des contenus jugés inappropriés, et un décret du Ministère de la communication et des services secrets ordonne aux fournisseurs d'accès de surveiller le trafic, les adresses IP, les numéros de téléphones et les noms d'utilisateurs. L'influence que les moyens de communication en ligne peuvent avoir sur la scène politique dépend directement de l'environnement spécifique à chaque pays. L'incitation à l'autocensure, la criminalisation du partage en ligne de certains propos, et le

manque d'indépendance des tribunaux, sont autant d'éléments qui rendent la répression des utilisateurs des nouvelles technologies de plus en plus facile pour les régimes néoautoritaires.
La phase d'expérimentation politique des nouvelles technologies de communication étant toujours en cours, les médias sociaux ont jusqu'ici prouvé leur efficacité dans l'organisation de la résistance mais n'ont pas encore acquis la capacité à faire tomber des régimes ou même à avoir un impact politique en profondeur et sur le long terme. Cependant, la disparité des discours relayés sur internet peut également entraver la capacité des nouveaux médias à contraindre les élites autoritaires déterminées à rester au pouvoir, pour les forcer à relâcher leur emprise sur la sphère publique. Les médias alternatifs en ligne peuvent remettre en cause le discours étatique de façon particulière, en attirant l'attention sur les questions de tensions intercommunautaires, de corruption, de fiascos judiciaires, d'environnement, d'insuffisances du système de santé et de protection sociale. Mais ces reportages critiques cohabitent sur internet de façon éclectique, au lieu de s'additionner les uns aux autres pour former un argumentaire cohérent capable de renverser le régime. D'une certaine manière, les différentes pressions que l'Etat néoautoritaire est en mesure d'exercer sur le marché des médias privés (en régulant notamment la nature de la concurrence et l'accès aux publicitaires) lui permet de sous-traiter la gestion de la censure et de confier cette tache aux propriétaires de médias et pourvoyeurs d'internet.
Une grande partie de la censure internet en Chine dépend de portails privés qui appliquent de plein gré à leurs propres clients les mesures dictées par le parti. Au bout d'un certain temps, appliquer ces directives devient un reflexe intégré par les pourvoyeurs qui les anticipent pour plaire au régime, permettant à celui-ci de se distancier de la gestion directe de la censure. A l'inverse des générations précédentes, le néoautoritarisme délègue aujourd'hui cette fonction aux entreprises du secteur privé, et profite de sa capacité à contrôler les mécanismes de marché pour démultiplier son pouvoir de censure. Les censeurs officiels traditionnels ne sont plus en mesure d'assurer un contrôle efficace et les régimes délèguent en corrélant notamment la survie des médias privés à leur assiduité à appliquer les directives politiques. Les gouvernements néoautoritaires se tournent aujourd'hui de plus en plus vers l'adoption de méthodes sophistiquées pour manipuler les informations qui circulent en ligne, et créer des interférences et des rumeurs destinées à déstabiliser l'opposition. Les comptes automatiques créés par ces régimes diffusent la propagande gouvernementale sur internet et s'attaquent aux mouvements citoyens et d'opposition politique lorsqu'ils débâtent de questions trop sensibles pour le régime. Tandis que les médias contrôlés par l'Etat demeurent un instrument majeur du contrôle de la sphère publique, les régimes autoritaires poursuivent de façon toujours plus agressive une politique de convergence pour dominer les nouveaux médias de la même façon qu'ils dominent les médias traditionnels. La convergence médiatique peut donc être considérée comme une évolution favorable aux régimes néoautoritaires et au contrôle qu'ils cherchent à rétablir sur l'ensemble des médias, en adaptant les méthodes jusqu'ici appliquées aux médias de masse.
Christopher Walker et Robert Orttung parlent d'une convergence négative caractérisée par la résorption de l'espace virtuel de libre expression politique, posant la question de la capacité d'internet à résister aux régimes autoritaires et à renforcer son rôle de plateforme alternative d'expression politique en contexte autoritaire. Internet pourrait offrir une alternative plus souple aux médias traditionnels dominés par l'Etat, mais la diversification et la décentralisation, caractéristiques de la sphère publique virtuelle, font d'internet un outil d'opposition trop faible pour faire face à des régimes néoautoritaires, à leur emprise sur les médias de masse et à leurs appareils de propagande et de répression. Les voix d'opposition ont peut être une plus grande liberté d'expression en ligne, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elles sont capables d'établir un front alternatif cohérent capable de contrer le discours dominant véhiculé par les régimes.

En Égypte le gouvernement veut introduire l'accès à internet par satellite, configuration qui offre une connexion bien plus rapide mais beaucoup plus exposée à la surveillance et à la censure du régime. Les pourvoyeurs intéressés devront recevoir l'accord des services de sécurité avant de pouvoir se lancer dans cette entreprise.

Le quatrième segment de la population que les régimes néoautoritaires tentent de garder sous contrôle regroupe les organisations de la société civile et les opposants politiques. Une des stratégies largement adoptées par les médias contrôlés par l'Etat est de chercher à isoler ces acteurs du reste de la société, pour empêcher toute coordination politique entre ces deux entités. Pour ce faire, les médias d'Etat tentent de discréditer aux yeux du grand public toute alternative politique prétendant pouvoir remplacer le régime en place. Les campagnes de diffamation médiatique attaquant la société civile et l'opposition, appellent les masses à accepter et à soutenir la répression du régime à l'encontre de ces acteurs. Les médias d'Etat accusent généralement les membres de l'opposition de chercher à répandre le chaos, accusation qui peut résonner de façon profonde et à grande échelle au sein de sociétés ayant un passé d'instabilité politique. De la même façon, les critiques du régime peuvent être décrites comme les pantins de l'Occident, ligne narrative très populaire dans les pays autoritaires. La télévision d'Etat russe donne par exemple régulièrement l'antenne à des programmes sensationnalistes accusant les activistes des droits de l'homme de travailler pour servir des intérêts étrangers et de mettre en danger l'Etat russe. Les régimes néoautoritaires considèrent l'autocensure et les campagnes de diffamation à l'encontre des opposants politiques, comme des formes de contrôle bien plus efficaces sur l'opinion publique, que la répression brutale par la force. Dans ce contexte, l'esprit de la censure d'Etat est internalisé, et le pouvoir central n'a pas presque plus rien à faire puisque ce qu'il veut voir appliquer, est compris de façon implicite sans qu'aucune discussion ne soit nécessaire.
L'existence d'une opposition de palais est également un phénomène répandu comme en Égypte ou en Russie où les émissions d'actualité et d'affaires publiques diffusées par les principales chaînes du pays, accueillent en grande partie des invités approuvés par le gouvernement. La survie des régimes néoautoritaires continue de dépendre de leur contrôle sur le secteur des médias traditionnels, notamment le secteur audiovisuel. La télévision demeure le média principal pour contrôler des débats politiques et pour limiter le développement de liens entre la société civile et le reste de la population. Les dirigeants néoautoritaires ont besoin de maintenir leur emprise sur les médias pour survire, par conséquent une réelle libéralisation de l'industrie demeure très peu probable. Les régimes autoritaires demeurent dominés par un cadre rigide d'autoprotection, et un relâchement du contrôle de l'Etat sur les médias équivaut à la mise en danger du régime lui même. Ce type pouvoir a intrinsèquement et continuellement besoin des médias pour imposer aux audiences et aux acteurs clés l'idée qu'il n'y a pas d'autre alternative possible aux dirigeants actuels.
Les régimes néoautoritaires consacrent toujours autant d'efforts à essayer de filtrer les flux d'informations et de contenus politiques qui atteignent le grand public. La stratégie appliquée pour modeler les comportements politiques des citoyens, est de saturer les médias de masse avec un flot continu de messages progouvernementaux, tout en bloquant les critiques et analyses indépendantes. Barbara Geddes et John Zaller ont développé un modèle qui lie le degré d'exposition à la propagande gouvernementale, au degré d'acceptation de celle-ci, et qui tente d'identifier les segments de la population les plus réceptifs aux messages officiels. Les auteurs ont établi leurs conclusions à partir de données collectées sur l'opinion publique au Brésil au cours de la dictature. Selon cette étude, le soutien le plus marqué aux politiques gouvernementales autoritaires provient de citoyens moyennement éduqués à la politique mais accordant assez d'attention aux informations pour être largement exposés à la propagande du régime, sans avoir le recul suffisant pour y résister. De même, les citoyens qui résistent le

mieux à la persuasion gouvernementale sont ceux qui demeurent très attentifs aux affaires publiques et qui sont prédisposés – à cause d'intérêts économiques, d'une politisation de longue date, ou de valeurs personnelles – à lutter contre l'autoritarisme. Etant de ce fait sensibilisés aux affaires publiques et intéressés par l'évolution du politique, ces citoyens sont capables d'analyser les communications gouvernementales à la lumière de leurs convictions pour éventuellement rejeter le message du régime. Par ailleurs, les moins sensibilisés aux questions politiques, faute d'intérêt et de moyens d'accès, portent tellement peu d'attention aux affaires publiques qu'ils échappent généralement à l'influence gouvernementale.
Par conséquent, les soutiens sont susceptibles d'être plus affirmés parmi les individus les mieux informés des classes moyennes, largement exposées à la propagande du gouvernement mais manquant d'éducation et de ressources personnelles pour y résister. Les soutiens sont susceptibles d'être les plus faibles parmi les individus qui ne s'intéressent pas à la politique (par exemple les plus illettrés) ou au contraire qui y accordent un grand intérêt et sont prédisposés de façon personnelle à rejeter l'autoritarisme. Ces généralisations peuvent être appliquées à tout pays autoritaire dont le gouvernement semble contrôler, en partie ou totalement, le flot de communication politique. Avec internet et le développement de l'accès aux médias sociaux, la majorité de la population égyptienne tombe aujourd'hui dans la première catégorie, le noyau dur des opposants provenant en grande partie des classes aisées et éduquées du Caire.

Enfin, pour comprendre les relations qui se sont mises en place entre les médias égyptiens et le régime militaire au cours de années 2000, et l'apogée que représente le retour de l'armée au pouvoir en 2013, il est intéressant d'utiliser le concept de « journalisme chien de garde » développé par Yuezhi Zhou pour analyser les relations en Chine entre les médias et le Parti Communiste Chinois (PCC).[467] De nombreux parallèles peuvent être dressés entre les régimes du Caire et de Beijing. Selon Yuezhi Zhou, ce type de journalisme a été encouragé par la direction du PCC dans un effort pour rapprocher le peuple de ses dirigeants autour d'une identité nationale commune, pour réaffirmer le contrôle de l'Etat sur une bureaucratie dysfonctionnelle et indisciplinée, et pour mettre à nu les éléments du capitalisme bureaucratique mettant en péril l'existence même de la bureaucratie. Le PCC a assigné aux médias un rôle important dans la discussion des problèmes de la Chine, pour réparer la légitimité des dirigeants et canaliser l'indignation populaire contre des ennemis intérieurs présentés comme des bureaucrates barbares, des capitalistes sans éthique et des criminels minables mettant en danger l'ordre économique et social.
Les ingrédients qui contribuent au succès de ce journalisme sensationnaliste sont assez similaires de ceux qu'utilisent les émissions d'actualité diffusées le soir en Égypte sur les chaines privées. Ces ingrédients sont les suivants : des sujets d'actualité brûlants, des lignes narratives versant dans le pathos et le populisme, des graphiques sophistiqués et un recours permanent aux nouvelles technologies, des slogans tapageurs, des reportages chocs tournés en caméra cachée, des tactiques d'interview intrusives et agressives, des présentateurs et des équipes de télévision jeunes apportant une dimension nouvelle génération, des micros-trottoirs sur tout et rien. Tels sont, selon Yuezhi Zhou, les ingrédients clés qui ont contribué à la popularité des émissions de débats d'actualité en Chine, et dont le format rappelle grandement les talk-shows égyptiens.
Cette formule gagnante du journalisme chien de garde est visible notamment dans la façon dont les sujets sont choisis. Pour qu'une question devienne un sujet national dans les médias du pays, il doit s'agir de quelque chose relatif à l'intérêt général tout en ayant un certain degré

[467] ZHOU Yuezhi « Watchdog on Party Leashes? Contexts and implications of investigative journalism in post-Deng China » in *Journalism Studies*, vol.1, n°2, 2000

d'universalité pour attirer le plus d'audience possible. Mais il faut surtout que se soit un sujet qui soit déjà à l'ordre du jour sur l'agenda des cercles dirigeants. Yuezhi Zhou explique que lorsque la direction du PCC envisage de faire passer une réforme spécifique, les journalistes sont informés de cette initiative politique et partent à la recherche de cas d'étude démontrant l'urgence de la situation et la nécessité de mettre en place ces réformes. De cette façon, les journalistes prouvent la pertinence des politiques du Parti et aident à créer une opinion publique favorable. En somme, les journalistes chiens de garde travaillent à satisfaire le sommet de la hiérarchie du PCC et le bas de la pyramide formé par les citoyens ordinaires, tout en attaquant les classes intermédiaires des structures du pouvoir chinois que sont les représentants d'Etat en bas de l'échelle et les petits capitalistes.
Ce type de journalisme représente un changement de cap dans l'approche du Parti vis-à-vis des médias et du public. N'étant plus en mesure de dissimuler les problèmes internes tout en contrôlant l'opinion publique, le PCC a décidé de recourir de façon plus subtile aux médias pour renforcer son emprise sur la bureaucratie et maintenir sa légitimité pour assurer sa survie sur le long terme. En plus de résoudre certains problèmes de façon substantive, il existe une dimension idéologique sous-jacente au journalisme chien de garde. Il fait évoluer le rôle idéologique des médias, du statut d'outil de propagande politique et d'orientation de l'opinion publique, à celui de projection d'une image compatissante et sérieuse des dirigeants et de l'Etat, soucieux de l'intégrité, de l'efficacité, de la justesse et de la responsabilité envers le peuple du gouvernement au pouvoir. Cette pratique signifie que les élites dirigeantes sont en train de renouveler leurs stratégies de légitimation par le biais d'une utilisation des médias plus sophistiquée et moins ouvertement autoritaire.

3. Alors que la parenthèse révolutionnaire se referme, la collusion entre les médias et le régime semble sortir renforcée de ces deux années tumultueuses

Lorsque le 3 juillet 2013, le général Abdel Fattah Al Sissi, alors ministre de la défense, démet Mohamed Morsi de ses fonctions, les médias parlent d'une véritable libération de l'Égypte par son armée. Celle-ci aurait répondu aux appels du peuple demandant le départ du tyran et de sa clique terroriste. Tandis que le pays attend la déclaration de son nouveau héro, les programmes du soir se mettent au diapason et diffusent en boucle des images de liesse populaire, de feux d'artifices, d'enfants agitant le drapeau égyptien aux couleurs duquel leur visage est peint, de femmes dansant autour de tanks et de personnes âgées faisant le salut militaire. L'armée elle même participe activement à la mise en scène visuelle de sa propre victoire et envoie ses hélicoptères survoler les rues et les places noires de monde pour qu'ils dessinent au laser des cœurs, des drapeaux, des pyramides et des hiéroglyphes sur la façade des immeubles.

Ces scènes au lyrisme patriotique tapageur défilent à l'écran tandis que la voix lointaine d'Oum Kalthoum chante la grandeur du peuple égyptien. Les présentateurs se lancent dans des déclarations dithyrambiques à la gloire de l'armée. Mona Al Shalzly laisse même échapper quelques larmes. *« C'est un jour nouveau qui nous assure le retour de l'Égypte. C'est un jour de fête pour les enfants et pour tous ceux qui veulent le retour de leur pays sans agenda caché. Ce communiqué promet au peuple la fin des heures noires. A l'étranger, ils parlent d'un coup d'Etat. Mais ici on sait à quel point on avait peur pour notre pays et même peur les uns des autres. Le mot bonheur avait disparu de notre vocabulaire. Aujourd'hui, dans les rues et sur les places, on a récupéré notre pays. Les Américains et les autres ne peuvent pas comprendre. C'est un mouvement de paix. Ce n'est pas un coup d'Etat ! Mais le monde va comprendre la langue égyptienne et le désir du peuple qui sort d'années très dures.*

Aujourd'hui le vrai pouvoir est dans les mains du peuple. Aujourd'hui on parle le langage de la paix et de la fraternité. Aujourd'hui on va guérir nos âmes. Le 25 janvier n'était qu'un entrainement. Aujourd'hui on a appris des leçons du passé. Ça n'a pas été accompli avec des armes ou avec l'aide de l'Amérique mais avec la force du peuple et avec la fierté de la jeunesse. Allez ! On va mettre des images de joie populaire à l'écran parce que mon maquillage a coulé partout ! Mais c'est normal, on a tellement pleuré ces dernières années. C'est important de comprendre l'importance du moment mais il faut aussi profiter de la joie. Toute notre vie on s'est défini les uns les autres par rapport à notre religion, à notre affiliation politique. C'était mal. Nous sommes le peuple égyptien. A l'étranger ils devraient se demander si lors d'un coup d'Etat, le peuple descend dans la rue et les jeunes dansent avec l'armée et la police ! Les gens sont heureux de sortir d'une période sombre. De quoi se mêlent les Etats Unis ? Leur pays a deux cents ans ! L'Egypte en à plus de deux milles. On n'a pas besoin d'eux. La Russie nous donne du riz et on a la fierté de Nasser. On est un peuple fier qui s'est débarrassé de ses tyrans sans l'aide des Américains. Aujourd'hui, on célèbre la fin de la corruption et de l'obscurité. »[468]

Comme en janvier 2011, les chaines privées mettent en avant une vision organique de la société égyptienne, tel un corps qu'il suffirait de purger de sa tumeur – islamiste en 2013, corrompue et grabataire en 2011 – pour que la démocratie fleurisse du jour au lendemain et que les maux du pays soient enfin résolus. Dans cette grille de lecture, l'Égypte libérée est encore une fois prête pour un nouveau départ, portée par l'unité du peuple et par son amour pour l'armée. Une telle approche narrative nie toutes divisions sociétales et rend impossible l'approfondissement du dialogue entre les différentes composantes de la société, altérant ainsi la viabilité du contrat social. En déterminant de la sorte la façon dont le peuple comprend les évènements en cours, les médias contribuent à transformer la mémoire collective en amnésie collective, et rendent superflue la phase nécessaire d'un apprentissage citoyen et d'une maturation du corps politique pour la mise en place d'une démocratie solide.

Tandis que les images de joies inondent les écrans, Lamis Al Hadidi se lance dans une apologie du peuple égyptien qui illustre également la façon dont les médias participent à la promotion d'une mémoire collective tronquée. *« Ô mon pays tu as gagné et l'esprit égyptien demeure. L'Égypte qu'on aime, celle dans laquelle on a grandi, celle qui nous aime et qui nous a appris son histoire, celle où il n'y a pas de différence entre musulmans et chrétiens, cette Égypte qu'on connaît nous est revenue ! Le monde vient de s'arrêter et attend. L'Egypte enseigne au monde tous les jours. Il n'y a pas de mots qui puissent décrire ce peuple qui construit aujourd'hui son histoire et son futur. Aujourd'hui on a dit 'Non' aux disputes confessionnelles et à la tyrannie. L'Egypte dit 'Non' ! Ses femmes, ses hommes, ses paysans, ses travailleurs, les gens simples. Ce sont eux qui ont refusé de perdre leur pays aux mains de la confrérie. La période qui s'ouvre est celle du compromis et du travail. Il faut vivre ensemble et comprendre ce qui vient de se passer pour apprendre. On a tous besoin les uns des autres. Pas de sang ! On n'est pas la Syrie ! On est un pays laïc. On ne porte pas de vêtements iraniens, ni pakistanais. On porte nos vêtements fiers de paysans égyptiens et de la tradition égyptienne. Personne ne peut nous changer pour nous transformer en un autre peuple. Morsi, tu as perdu cette nation, mais la nation ne s'est pas perdue ! Dieu est grand ! Dieu est grand ! On a fait l'histoire ! On a fait la civilisation ! On est le phare de l'histoire ! Dieu est grand ! Personne n'est comme toi ô Égypte. Si seulement je pouvais être avec vous dans les rues. Danse ô Égypte ! Chante ô Égypte ! Personne ne peut te contenir ô Égypte ! Ni la France, ni l'Angleterre, ni Israël, ni les Frères Musulmans ! Personne ne peut*

[468] Emission « Une phrase juste » présentée par Mona Al Shazly, diffusée le 4 juillet 2013 sur la chaine privée MBC Masr

t'ordonner de faire ce que tu ne veux pas faire. Tu te tiens droite. Le cauchemar est fini. Ces jours où tu ne savais pas de quoi demain serait fait. Danse ô Égypte et chante. Aujourd'hui on est heureux. Plus de labels. Il faut qu'on réapprenne à s'aimer les uns les autres.»[469] Au cours de l'émission, Lamis Al Hadidi reçoit en direct un appel de Mohamed Al Amin, le propriétaire de la chaine. Homme d'affaires puissant et proche du régime de Hosni Moubarak et de l'armée, ses déclarations reflètent un positionnement ferme et sans équivoque en faveur de l'intervention militaire, et il est tout à fait légitime de penser qu'il parle au nom de l'ensemble du milieu des affaires égyptien.
« Vive l'armée ! Vive le peuple ! Vive la police ! Il faut que les médias reviennent à un discours qui donne une belle image de l'Egypte. Un discours qui honore les jeunes qui se sont battus. Aujourd'hui je remercie les médias et les journalistes comme toi Lamis qui aident à reconstruire l'Egypte. Les chaines religieuses ne construisaient pas le pays, elles le mettaient en danger. On est tous musulmans et on connaît notre religion. Aujourd'hui il nous faut un projet de reconstruction nationale. Je vais mettre tous mes moyens matériels et financiers au service de la reconstruction du pays. J'appelle les travailleurs à se concentrer sur le travail pour relever le pays. On a des gens qui pensent pour le bien du pays. On a des économistes, on a une banque centrale forte. On a des travailleurs dédiés et volontaires. Il faut avoir confiance. Vous qui voulez travailler, construisez le pays. Il faut faire revenir les investisseurs. Pas pour leur vendre le pouvoir, mais pour qu'ils nous aident à reconstruire le pays. »[470] Cette intervention met parfaitement en lumière le maintien – voire même le renforcement – des relations étroites de cooptation des discours et de collusion d'intérêts entre l'armée, les hommes d'affaires et les médias. Quelques jours plus tard, Mohammed Al Amin mettra en place une collecte de fonds pour la reconstruction nationale. Par le truchement de sa chaine, il appellera le peuple à soutenir l'Égypte en versant de l'argent sur un compte dédié à cet effet. Dans un élan populiste, Lamis et ses collègues prendront régulièrement en direct les appels d'enfants déclarant leur amour pour la patrie et leur volonté de faire un don pour construire le futur du pays.

Les médias privés alimentent par ailleurs la création d'un folklore populaire nationaliste qui célèbre l'armée et voue une adoration toute particulière au général Al Sissi, présenté comme l'incarnation de la virilité et de la dignité égyptiennes, et comme l'héritier direct de Gamal Abdel Nasser. Nombreux sont les médias qui établissent un parallèle entre les évènements actuels et la victoire de l'armée égyptienne de 1973 et qui affirment que l'Égypte retrouvera bientôt son statut de grande puissance arabe. Pourtant fervent détracteur du Conseil Supérieur des Forces Armées en charge de la transition entre février 2011 et juin 2012, Ibrahim Eissa célèbre avec la verve qui est la sienne la grandeur des généraux et leur décision de prendre les choses en main au nom du peuple. Fidèle à ses habitudes d'éditorialiste politique, il se livre à une analyse qui vise à replacer la défaite des Frères Musulmans par l'armée dans un contexte géopolitique tissé de complots et de traitrise. *« Aujourd'hui c'est la victoire ! Nous avons changé l'existence de l'humanité. Nous c'est qui ? Le peuple, fort, civilisé, fier, musulman et chrétien. On a changé la carte politique du monde. Aujourd'hui l'Égypte est plus forte que les Etats Unis et que toutes les aides financières. On a gagné face aux Américains. On a brisé leur plan politique. Nous le peuple, nous avons défait l'Amérique et sa volonté de changer l'Egypte. Et l'armée est au dessus de tout ça. Moi, l'armée d'Égypte, de Mohammed Ali, l'armée patriotique qui défend la fierté du peuple, aujourd'hui je révèle ma force et j'appartiens au peuple. Notre armée est puissante ! Depuis cinquante ans, elle reçoit l'aide américaine. Mais aujourd'hui, elle a pris la défense du peuple et de ses enfants et s'est*

[469] Emission « Ici la capitale » présentée par Lamis Al Hadidi, diffusée le 3 juillet 2013 sur la chaîne privée CBC
[470] *ibid.*

dressée contre Obama, le George Bush noir qui veut garder les Frères Musulmans au pouvoir pour transformer la région selon ses désirs. Il n'a aucune idée de la puissance de la nation et de la fierté du peuple égyptien. Aujourd'hui c'est le jour de la dignité. On a enseigné au monde que le peuple égyptien est le plus fort. Je suis le peuple, je n'ai pas peur car je suis la civilisation. Aujourd'hui on a donné la victoire à l'islam égyptien contre l'ignorance. C'est la victoire des chrétiens contre tous ceux qui veulent faire de l'Egypte un nouveau Kandahar. Les Américains sont déprimés parce qu'ils ne comprennent rien. Jamais aucun événement politique ne va dans leur sens ! Personne ne les aime ! L'Angleterre comprend mieux car c'est une nation plus ancienne avec plus d'expérience politique. Les Américains étaient contents avec l'islam politique des Frères Musulmans parce qu'ils ont maintenu la paix avec Israël et qu'ils savaient bien parler anglais. Les Frères Musulmans ont donné beaucoup d'argent aux lobbys américains… Les lobbys c'est des groupes que tu payes pour qu'ils donnent un bonne image de toi au Congrès et à la Maison Blanche. Ils ont payé beaucoup d'argent pour que les Américains disent qu'aujourd'hui c'est un coup d'Etat. Les Frères Musulmans veulent prendre le pouvoir par la force malgré la volonté du peuple. Mais on va développer notre propre diplomatie et leur faire voir ! »[471] Ce cadre narratif exploite à nouveau les théories d'une conspiration visant à détruire l'Égypte, fomentée par des ennemis internationaux, comme les Etats Unis, Israël, l'Occident en général, et les monarchies du Golfe, et aidés depuis l'intérieur du pays par des traitres issus des Frères Musulmans et d'organisations terroristes.

A la lumière de ces observations sur le récit médiatique de l'intervention armée du 3 juillet 2013, il apparait que de nombreux parallèles existent entre ce mouvement, parfois décrit comme une seconde révolution, et le soulèvement de janvier 2011. Ces similarités permettent d'identifier les facteurs qui, dans les cas, ont empêché ces mobilisations populaires de conduire l'Égypte sur la voix du changement politique. Il faut tout d'abord revenir brièvement sur les origines de cette deuxième vague révolutionnaire pour identifier le contexte dans lequel l'armée intervient, et comprendre par quels procédés de cooptation les militaires réussissent à s'imposer comme les hérauts de la nation et de sa liberté – démontrant ainsi qu'ils ont appris des erreurs commises en 2011.
Le 30 juin 2013 devait marquer le premier anniversaire de l'accès au pouvoir de Mohamed Morsi. C'est pour cette raison que Tamarod (« Rébellion » en égyptien) un collectif activiste et citoyen créé en avril 2013, désigne ce jour comme date butoir de sa campagne qui vise à récolter un minimum de 15 millions de signatures demandant la tenue d'élections présidentielles anticipées. Le 29 juin 2013, le collectif affirme avoir obtenu plus de 22 millions de signatures. Ce nombre n'a cependant jamais pu être vérifié par des sources indépendantes, tout comme l'augmentation vertigineuse du nombre de signatures obtenues, passant de quelques milliers à plusieurs millions en seulement quelques jours. Fort de ce résultat, Tamarod donne au président Mohamed Morsi jusqu'au 2 juillet pour démissionner et le menace d'une campagne de désobéissance civile nationale si cet ultimatum n'est pas respecté. L'armée égyptienne entre alors en scène, annonçant aux deux camps qu'elle prendra les choses en main si un accord n'est pas trouvé d'ici le 3 juillet. En l'absence de compromis, Adly Mansour, président de la Cour Suprême, est nommé chef de l'Etat par intérim et Mohamed Morsi est démis de ses fonctions. Face à la montée des tensions entre les sympathisants des Frères Musulmans et leurs opposants, le général Al Sissi appelle le peuple à manifester en masse pour exprimer son soutien à l'armée dans son combat contre le terrorisme. Certains cofondateurs de Tamarod, comme Mahmoud Badr, se tiennent aux côtés

[471] Emission « Ici le Caire » présentée par Ibrahim Eissa, diffusée le 3 juillet 2013 sur la chaine privée Al Kahera wal Nas

des militaires et enjoignent leurs supporters à descendre dans les rues pour soutenir cette campagne de répression, qui se révèle pourtant déjà très violente.
Ce jeune cairote toujours affublé d'un jean et d'un polo, se retrouve progressivement élevé par l'armée et les médias au rang de porte-parole révolutionnaire, à l'image de ces célébrités éphémères décrites précédemment et qui ont alimenté le roman fleuve du soulèvement avorté de 2011. Invité sur le plateau de Youssef Al Hosseini, figure de proue de l'opposition médiatique libérale, Mahmoud Badr se livre à une analyse politique dont la simplicité déconcertante révèle déjà la déconnexion du mouvement Tamarod des sphères réelles de pouvoir, seules capables d'imposer le changement politique. *« Tamarod n'est rien d'autre qu'une création égyptienne. Avec l'appui du peuple, on a voulu relancer la révolution. On a repris le dessus sur le terrorisme pour enfin terminer ce qu'on avait commencé ensemble il y a deux ans. Le monde doit comprendre que tout ça, c'est la volonté du peuple et qu'on n'attend rien de l'Amérique. On veut un système transparent que les gens puissent comprendre. Ceux qui font de la politique doivent se rapprocher des gens simples. Mais il faut se dépêcher de choisir un gouvernement pour pouvoir enfin servir le peuple égyptien. On va continuer à descendre dans la rue pour dire aux gens de voter, de respecter le processus démocratique et de commencer à construire le pays ensemble. On est pour une inclusion du parti Nour[472] et de El Baradei[473]. L'Amérique va essayer d'attaquer l'armée et le peuple d'Egypte. Le choix de El Baradei à ce moment précis de l'histoire est crucial parce que comme ça les Américains verront que c'est toute l'Égypte qui est derrière l'armée. El Baradei a une expérience internationale et politique. C'est vraiment un moment historique. On sait que Nour veut prendre le poste de premier ministre mais il faut que ce soit El Baradei. Nour pourrait prendre le ministre des finances et du budget. Je vous en prie Nour, ne nous tournez pas le dos. L'Egypte est musulmane et sa culture est musulmane, c'est certain. Mais aujourd'hui, après le passage des Frères Musulmans, les chrétiens ont peur et El Baradei les rassure. Je vous en prie Nour, ne coulez pas le bateau de sauvetage. On veut faire de cette alliance le vrai exemple de la religion musulmane. »*[474]
En faisant de Mahmoud Badr le principal, si ce n'est l'unique, représentant de Tamarod, les médias utilisent ici les mêmes mécanismes de narration et de compréhension de la réalité qui ont propulsé les jeunes cyber-activistes de la place Tahrir sur le devant de la scène politique en 2011, précipitant ainsi l'étiolement de l'élan révolutionnaire. Mahmoud Badr se retrouve soudain surinvesti d'un rôle de leader politique et de porte parole révolutionnaire, une évolution qui entraînera des scissions irréversibles au sein de son collectif.

La cooptation et l'instrumentalisation du mouvement par l'armée sont deux dynamiques qui ont participé à la dislocation progressive de Tamarod. La visibilité médiatique de Mahmoud Badr s'est envolée au lendemain du 3 juillet aussi rapidement que ses capacités réelles d'influencer le cours des évènements politiques et d'avoir son mot à dire sur la transition du pays, se sont mises à disparaitre. Il est vite devenu évident que Tamarod n'était plus qu'une carcasse vide, investie d'un pouvoir strictement symbolique.
Le soir du 3 juillet déjà, le texte lu à la télévision nationale au nom du collectif aux côtés du général Al Sissi, ne ressemblait plus au communiqué rédigé par l'ensemble des membres quelques heures auparavant. Un des fondateurs raconte comment les propos de Tamarod ont été totalement dénaturés ce soir là. « *Au lieu d'appeler à une transition démocratique pacifique, le communiqué qui a été lu remerciait l'armée d'être intervenue pour protéger le peuple de l'agression brutale des terroristes. On avait écrit une déclaration révolutionnaire.*

[472] Parti salafiste
[473] Mohamed El Baradei, figure politique clé du camp libéral
[474] Emission « Les gens respectables » présentée par Youssef Al Hosseiny, diffusée le 6 juillet 2013 sur la chaine privée ON-TV

Ça parlait de paix et de démocratie. Ce qui a été lu a très bien pu être écrit par l'armée parce que ça parlait de menaces d'utiliser la force contre les Frères Musulmans. »[475] Il raconte que c'est à ce moment qu'il a réalisé que Tamarod n'appartenait plus à ceux qui l'avaient créé, et que le destin du collectif était désormais dans les mains de l'armée. Mais ce processus de cooptation a en réalité commencé bien avant le départ forcé de Mohamed Morsi. « *Comment a-t-on fait pour passer de quelque chose d'aussi insignifiant que cinq types essayant de changer l'Égypte, à un mouvement faisant descendre des dizaines de millions de gens dans les rues pour se débarrasser des Frères Musulmans ? La réponse c'est qu'on n'a rien fait. Je réalise à présent que ce n'était pas nous. On a simplement été utilisés pour accomplir le dessein de quelque chose de bien plus vaste que nous. Nous avons été naïfs, nous n'étions responsables de rien.* »[476] Il décrit alors la façon dont Mahmoud Badr a commencé à avoir des échanges de plus en plus fréquents avec l'armée et que cela s'est accompagné d'une démultiplication des ressources mises à la disposition du mouvement pour la collecte de signatures et l'organisation de mobilisations.

Tout comme les jeunesses révolutionnaires de la place Tahrir, Tamarod ne repose sur aucune structure organisationnelle. Ces deux agrégats révolutionnaires sont donc au final des entités collectives de fait, composées d'une nébuleuses d'individus de tous bords et réunis autour d'une unique revendication symbolique : le départ du président au pouvoir. Dans les deux cas, une fois le chef de l'Etat démis de ses fonctions, l'unité populaire s'est délitée et les acteurs à la tête du mouvement se sont retrouvés incapables de produire un ensemble de demandes susceptibles de rallier l'ensemble du pays. Ils n'ont pas non plus réussi à capitaliser leur rôle de pionniers en avantage politique ou en gain électoral. En janvier 2011 comme en juillet 2013, l'armée a su entrer en scène à un moment opportun pour coopter l'argumentaire révolutionnaire d'unité nationale et ainsi transformer la ferveur populaire en un plébiscite en sa faveur. Ce moment pivot, et commun à l'évolution des deux soulèvements, correspond au début de la phase de désolidarisation entre les différentes composantes de la société unies derrière le front révolutionnaire, que ce soit celui des jeunes de la place Tahrir en 2011 ou celui de Tamarod en 2013. Dans les deux cas, cette phase de fragmentation s'est ouverte avec la chute du président, Hosni Moubarak puis Mohamed Morsi, marquant l'accomplissement de la mission fondatrice de ces mobilisations.

Or, dans un contexte politique et médiatique encore largement structuré par les logiques de polarisation de l'ère Moubarak, ce morcellement de la société est déjà paramétré pour être présentée dans les médias comme une scission binaire entre les islamistes et leurs opposants. Cependant, ceux-ci manquent cruellement en 2011 comme en 2013, de ressources d'organisation et de mobilisation pour faire face à leurs adversaires et ainsi s'imposer comme une alternative politique crédible. Car une fois leur but atteint et le raïs parti, ces groupes hétéroclites d'activistes et de citoyens cherchent à rétablir leur cohésion, non pas grâce à l'élaboration d'un programme clair et porteur de promesses concrètes pour le futur du pays, mais en identifiant un nouvel ennemi commun – les islamistes – de manière à rallier le plus de monde possible, même si cette alliance reste fragile et conjoncturelle. Ces faiblesses ont dans les deux cas permis à l'armée de récupérer le soutien des masses en s'imposant comme le seul rempart face aux islamistes et au terrorisme.

Ainsi, depuis le départ de Mohamed Morsi et la dégradation du climat sécuritaire en Égypte, les médias apportent un soutien inconditionnel à cette représentation manichéenne de la réalité politique, face à un peuple qui semble dans son immense majorité cautionner cette violente polarisation justifiée par la lutte contre le terrorisme. Ce qui compte au final, ce n'est

[475] FRENKEL Sheera et ATEF Maged « How Egypt's Rebel Movement Helped Pave the Way For A Sissi Presidency » 15 avril 2014, sur http://www.buzzfeed.com/sheerafrenkel/how-egypts-rebel-movement-helped-pave-the-way-for-a-sisi-pre#.gr3drK637

[476] *ibid.*

pas tant que les Frères Musulmans soient ou non une organisation terroriste. C'est plutôt le besoin qu'ont l'armée et les médias de définir la Confrérie comme telle pour élaborer un cadre narratif mobilisateur susceptible d'influencer la perception du peuple, des événements en cours. Il faut un « nous » et un « eux » clairement identifiables pour pouvoir à la fois justifier la répression brutale et le recours à des pratiques arbitraires, tout en renforçant la légitimité du régime et l'unanimité du soutien populaire en sa faveur. C'est là le rôle clé des médias pour permettre à un régime de réussir sa mutation néoautoritaire et de dissuader les aspirants à la démocratie et au changement politique.

Katrin Voltmer explique que le succès, et donc l'échec, d'une transition de l'autoritarisme vers la démocratie ne dépend pas uniquement de la mise ne place d'institutions légitimes, mais d'une multitude d'autres variables, et notamment des médias de masse dont l'impact sur la viabilité du processus de démocratisation est décisif.[477]
Selon elle, les médias peuvent affecter la transition politique de deux façons. Ils peuvent tout d'abord favoriser l'établissement d'un marché des idées pour permettre aux voix divergentes de participer au débat public sans aucune interférence de l'Etat, et ainsi conquérir l'opinion publique pour l'influencer dans ses choix politiques. Les médias jouent ici le rôle passif de plateforme d'expression publique ouverte à des acteurs de tous bords. En période de transition politique, il est crucial, estime Katrin Voltmer, que les points de vue n'émanant pas des cercles autocratiques de l'ancien régime soient eux aussi représentés dans les médias, pour encourager le développement de la société civile et le renouvellement actif des élites ayant accès à la production du sens politique. Les médias peuvent également influencer le processus de transition politique en jouant le rôle de pourvoyeur d'information, faisant ainsi du public le principal bénéficiaire de la communication publique. En régime démocratique, le pouvoir découle, en théorie, des décisions prises par les citoyens. Pour garantir la légitimité de ce pouvoir, les citoyens doivent donc être en mesure de faire leurs choix de façon réfléchie et à partir d'arguments rationnels. Or, en période de transition, les citoyens se retrouvent généralement confrontés à de nouvelles institutions et à des pratiques collectives qui leur étaient jusqu'ici inconnues. Katrin Voltmer affirme que lorsque les réseaux traditionnels de socialisation politique, tels que les partis et les syndicats, ont perdu leur crédibilité ou ont tout simplement disparu, les médias deviennent alors la principale source vers laquelle les citoyens se tournent pour obtenir les informations dont ils ont besoin pour participer à la vie politique. Par conséquent, si elle dépend de la capacité décisionnelle des citoyens, la légitimité du processus démocratique est directement liée à la qualité des informations auxquelles le public a accès. Ainsi, la compréhension qu'auront les citoyens d'un problème politique, et la façon dont ils rempliront leur rôle au sein du nouveau processus démocratique, sont deux dynamiques profondément affectées par le contenu, la forme et la qualité des messages politiques reçus par le public par le biais des médias de masse.
Cette analyse fait écho aux dynamiques observables en Egypte en termes de collusion d'intérêts entre les médias, les élites, et l'armée, et qui expliquent le rôle actif des médias, et plus particulièrement des chaines satellitaires privées d'information, dans la faillite du processus de démocratisation que les soulèvements populaires de 2011 et 2013 ont brièvement fait miroiter. En influençant les perceptions de la réalité sociale et politique de leurs publics, ces médias participent au conditionnement des comportements politiques des citoyens, et ont ainsi un impact déterminant sur le cours de la transition politique et sur la nature du régime qui en découle.

[477] VOLTMER Katrin (dir.), *Mass Media and Political Communication in New Democracies*, Routledge, London, 2006

Pour comprendre le rôle que jouent les médias dans la représentation du politique, et la façon dont ils influencent de ce fait le processus de transition, Katrin Voltmer propose un modèle qui conceptualise la communication politique comme un système d'interactions entre les acteurs politiques, les médias et le public citoyen, chacun étant impliqué dans la production, la réception et l'interprétation de messages politiques. Penser les communications politiques comme des réseaux interactifs admet l'existence d'une forte interdépendance entre ces trois groupes dont les intérêts et les objectifs sont par conséquent intimement liés. Ainsi, ces trois entités, et plus particulièrement les acteurs politiques et les médias, sont enchevêtrés dans des réseaux complexes d'interactions et de négociations, et chacun a pour finalité de contrôler l'agenda public.
Katrin Voltmer base son approche sur l'idée que tout changement au sein d'une des composantes du système affecte le comportement politique des deux autres, qui vont alors tenter de s'adapter en redéfinissant leurs stratégies de communication publique. Le bouleversement soudain des modalités d'interactions et de communication politique à la suite d'un changement de régime, entraine inévitablement une redistribution des capacités d'influence et de visibilité médiatique, monopolisées jusqu'alors par les élites du régime précédent. Cependant, à l'image de la sphère médiatique égyptienne, de son évolution depuis 2011, et de sa participation active dans la résorption du choc révolutionnaire pour le rétablissement du régime militaire, le processus de renégociation de l'équilibre des pouvoirs qui caractérise toute transition, est profondément influencé par les pratiques de l'ancien régime. Ces dernières peuvent avoir un impact indélébile sur le développement des nouvelles institutions et continuer à encadrer la communication publique entre hommes politiques et citoyens. Par conséquent, en contexte de changement de régime, le manque de diversité dans les médias, la mauvaise qualité d'information, ou encore l'absence de discussions critiques, ne sont pas seulement le résultat d'un défaut de standards professionnels dans le secteur médiatique, mais également des conséquences directement tributaires de la nature et des structures du système de communication politique qui se met en place.

Katrin Voltmer observe également que sur les nouvelles sphères publiques émergentes, la simplification du politique et sa représentation théâtrale, deviennent des éléments incontournables du discours médiatique. Or c'est en s'appuyant sur ces éléments de compréhension que les citoyens prendront part, de façon plus ou moins libre et efficace, aux affaires du pays, aux cotés des politiciens et des élites. Cependant, au lieu de rapprocher le peuple de ses dirigeants, la vulgarisation médiatique et la prédominance du scandale et du divertissement semblent plutôt alimenter une apathie citoyenne et un désinvestissement des formes de participation politique les plus basiques comme le vote. C'est à ce titre que Katrin Voltmer estime que le rôle des médias est de plus en plus ambigu au sein des régimes ayant récemment entamé leur transition démocratique.
Dans cet environnement en mutation, les citoyens manquent d'expérience en terme d'exercice démocratique et les acteurs de socialisation politique ont généralement perdu toute crédibilité. L'influence des médias devient alors cruciale sur la perception que vont développer les citoyens au sujet du nouveau régime, et sur le degré de légitimité qu'ils lui reconnaîtront. Ainsi, les éléments potentiellement porteurs du succès d'une révolution peuvent également être à l'origine de l'échec de la transition politique et freiner la mise en place d'institutions démocratiques stables. L'exemple le plus frappant en Égypte a été l'ouverture brutale de la sphère publique à une communication politique plurielle au lendemain de la chute de Hosni Moubarak. Ce phénomène, au lieu d'enrichir le débat national et de renforcer le contrat social postrévolutionnaire, a donné lieu à une cacophonie bruyante, plongeant ainsi dans un grand désarroi des citoyens qui n'avaient jamais été exposés à autre chose qu'à la censure et à la propagande. Car la principale différence entre l'ancien et le nouveau régime quant aux

informations diffusées aux citoyens, ne réside pas dans le changement progressif de la nature des messages médiatiques, vers plus de neutralité et moins de manipulation politique. Elle réside davantage dans la substitution soudaine d'un message monolithique et unidirectionnel imposé par l'Etat, à une diversification et à une surenchère de messages politiques contradictoires mais affirmant chacun détenir la solution. Katrin Voltmer observe que la plupart des nouveaux régimes succédant à un gouvernement autoritaire font face à des problèmes similaires quant à l'ouverture soudaine de la scène médiatique, à la diversification de la sphère publique et à la consolidation de nouvelles pratiques citoyennes. Tandis que la réalité politique change, les schémas de compréhension et de perception qui étaient jusqu'ici mobilisés pour filtrer les messages médiatiques, doivent progressivement être adaptés à une sphère publique désormais plurielle. Cependant, les reflexes hérités du passé pour identifier l'agenda dissimulé derrière un message médiatique et pour établir la neutralité des informations véhiculées, demeurent profondément ancrés dans les habitudes.

Le déroulement de la transition démocratique dépend également de la façon dont les médias mettent en lumière les performances du nouveau régime. Dans le contexte des régimes en mutation, comme en Égypte, la communication publique visant à mobiliser le soutien de la population repose en grande partie sur la manipulation du discours et de l'agenda médiatiques, et sur l'élaboration de messages politiques formulés pour embrasser les logiques financières qui structurent l'industrie. En période d'élections, les citoyens d'anciens régimes autoritaires doivent, pour la plupart, faire leur choix sans pouvoir s'appuyer sur autre chose que les médias, faute d'affiliations politiques ou partisanes de long terme. Le rôle des médias dans les régimes en transition va donc au delà du renforcement et de la mobilisation de convictions déjà existantes, et participe à la formation et à l'évolution des choix politiques et des comportements citoyens. Le vide laissé par la disparition soudaine des entités politiques qui structuraient l'ancien régime, profite aux médias qui s'y engouffrent et les journalistes les plus crédibles tentent alors de s'imposer comme des leaders d'opinion. Par ailleurs, en sélectionnant les informations à transmettre, et en adoptant des cadres narratifs particuliers pour encourager certaines perceptions de la réalité, les médias participent activement à l'élaboration des messages politiques. Mais cette participation est en grande partie soumise à des impératifs strictement propres à l'industrie médiatique. Les pratiques journalistiques telles que les routines de production, la collecte d'informations, les critères de sélection, le style de présentation, répondent avant tout à des stratégies élaborées par les médias pour maintenir une relation stable avec leur audience et leur environnement, et ainsi garantir leur survie. Par exemple, les contenus visuellement accrocheurs, la dramatisation et le recours au registre émotionnel pour encourager l'identification du public aux sujets traités, sont des éléments qui, au regard des impératifs de production de l'industrie médiatique, sont considérés comme indispensables pour attirer l'audimat. Ces logiques médiatiques ont un impact crucial sur la façon dont les médias représentent le politique car elles s'assurent que les modalités de cette représentation répondent en premier lieu à des exigences de rentabilité (qu'elle soit matérielle ou symbolique). Ces contraintes vitales imposées au contenu ont facilité l'émergence de programmes au format hybride, comme ceux mentionnés précédemment dans le cas de l'Égypte, à cheval entre journal d'information, débat politique et émission de divertissement.
Cependant, lors de la mise en place de nouveaux régimes, certaines logiques médiatiques et pratiques journalistiques se révèlent incompatibles avec la mise en place d'une sphère publique démocratique. D'autres contribuent à pervertir les dynamiques nécessaires au développement d'un débat libre. En Égypte par exemple, la nécessité de relayer des points de vue variés pour garantir au public une certaine qualité d'information, et encourager le développement de la société civile et l'implication citoyenne, s'est retrouvée confrontée à des logiques médiatiques visant délibérément à masquer la complexité du débat, pour maintenir

les arguments échangés dans un cadre de lecture binaire, sans qu'une troisième alternative ne soit possible. Dans cette situation, les médias réduisent la vie politique à une succession de conflits et de violences entre deux camps rivaux et présentés comme irréductibles. Ainsi, la compatibilité entre logiques médiatiques et impératifs démocratiques demeure déterminée en grande partie par l'étendue des contraintes imposées au marché médiatique, les restrictions législatives et les pressions politiques auxquelles sont soumis les médias, ces trois facteurs découlant directement des modalités de communication publique héritées de l'ancien régime égyptien.

CONCLUSION

« Il se tient droit, grand, impeccablement vêtu de la tête aux pieds. Son visage fraichement lavé et son zèle juvénile cachent une force herculéenne et des nerfs d'acier. Il arbore les plumes de la colombe mais le regard perçant de l'aigle. Au cours de ces mille jours d'obscurité, nous avons vu des dizaines de dirigeants potentiels se pavaner et se vanter, mais en vain. Celui qui guide le peuple doit combiner l'amour de la patrie, une foi profonde en Dieu et le désir de servir la volonté de la nation. Le nom d'Abdel Fattah Al-Sissi a éclairé l'obscurité. […] Avec toute la vigueur de la force de l'âge, il dégage un charme magique que peu possèdent. Son apparence physique – et l'apparence compte – est parfaite. Il porte les emblèmes de son rang sur ses épaules, de même qu'il porte la légende de cette terre ancienne avec une confiante fierté. Mais c'est ce flot continu d'amour pour son Egypte et pour son Dieu qui a scellé l'affaire. […] Sa peau aux reflets d'or et de bronze, tels les rayons du soleil, dissimule un feu passionné et observateur. Il défie le monde, non pas avec des hurlements et des bravades, mais avec des reproches douces et sombres, et de la compassion dans la voix. Il y a presque de la poésie dans sa façon de gouverner, mais l'ardeur du soleil court dans ses veines. Il nous guidera vers la victoire sans jamais renoncer au combat, et nous serons là, à ses côtés. »[478]

Cet extrait d'un article à la gloire de Al Sissi n'est qu'un faible aperçu de l'ampleur de la « Sissi Mania » qui déferle sur l'Égypte avec l'arrivée du général au pouvoir en juillet 2013, un phénomène alimenté avant tout par les médias. Ces derniers relayent à l'unanimité une interprétation des évènements qui dépeint l'armée comme bienveillante vis-à-vis du peuple, et qui présente l'intervention militaire de l'été 2013 comme un acte de déférence envers la volonté populaire d'en finir avec la dictature. Cette symbiose entre l'armée et la nation est devenue la trame directrice du cadre narratif que les médias – privés comme publics – appliquent aujourd'hui pour expliquer au pays les actions du gouvernement.

La situation actuelle des médias égyptiens confirme ainsi l'hypothèse principale de ce travail de recherche qui est que l'intrication complexe d'intérêts entre les médias, le milieu des affaires et l'armée, a été un élément central du renouvellement des stratégies du régime pour assurer sa propre survie, et que cette connivence politique et financière a joué un rôle capital, au cours de la parenthèse révolutionnaire, dans le succès de la mutation néoautoritaire du système politique égyptien. Cette collusion a notamment permis au régime d'encadrer, à partir du début des années 2000, la relative libéralisation des médias égyptiens qui, portée par l'évolution des technologies satellitaires et d'internet, favorise le développement parallèle de sphères publiques ayant chacune leurs modalités d'expression politique et de participation au débat. Cependant, cette ouverture reste soumises aux puissantes dynamiques structurelles d'un régime qui, pour perdurer, doit régulièrement renouveler la façon dont il applique son pouvoir, ouvrant ainsi des fenêtres d'opportunité politique plus ou moins importantes. La plus récente – et la plus significative – a donné lieu au soulèvement de 2011 et à la chute de Hosni Moubarak. Cette fenêtre s'est aujourd'hui refermée, et les médias, qui semblaient pourtant porteurs de promesses démocratiques, ont été rattrapés par les mécanismes de contrôle propres à l'ancien gouvernement, et ont ainsi été relégués à leur fonction originelle de cerbère du régime.

La première partie de ce travail a démontré que le développement des chaines satellitaires en Égypte au début des années 2000 est sous-tendu par un écheveau de relations étroites entre l'armée, les élites intellectuelles médiatisées, et les hommes d'affaires à la tête du secteur de l'audiovisuel et de la plupart des industries porteuses de l'économie nationale. Cette collusion d'intérêts s'inscrit en continuité des logiques qui ont encadré, au milieu des années 1960, la

[478] ABDEL AZIZ Lubna, « Catch the Al-Sissi Mania », *Al Ahram Weekly*, 19 septembre 2013

création de la télévision nationale selon une hiérarchie très centralisée et en subordination directe avec le régime militaire de Gamal Abdel Nasser. Une telle configuration pose les bases d'un système politico-médiatique caractérisé par une forte polarisation de la sphère publique, réduisant les conflits politiques et sociaux à des affrontements manichéens entre amis et ennemis de la patrie, au sein desquels l'armée a joué le rôle de protectrice de la nation. Cette articulation entre les sphères politique et médiatique reflète un parallélisme étroit entre l'idéologie du régime, le discours des médias, et les différents processus qui influencent le travail des journalistes dans la production d'un cadre de compréhension des évènements et des actions de l'Etat.
Ces structures qui font de la télévision publique un appareil de propagande au service du pouvoir militaire, continuent, plus d'un demi siècle plus tard, de réguler le secteur public de l'audiovisuel. Et lorsqu'au cours des années 1990 Hosni Moubarak décide d'ouvrir la télévision nationale à la technologie satellite avec la création de Nilesat, il le fait selon les mêmes modalités de contrôle autoritaire qui régulent jusqu'ici l'audiovisuel hertzien.
Au niveau régional, deux dynamiques alimentent la volonté du régime égyptien de s'imposer sur ce nouveau marché médiatique. D'une part Le Caire veut contrer la récente expansion des capacités d'Arabsat – premier satellite lancé par Riyad dans les années 1970 – et ainsi mettre un terme à la domination saoudienne sur les médias panarabes. D'autre part, l'ascension fulgurante de la chaine qatarie Al Jazeera créée en 1996 expose les audiences de Moyen Orient à un discours médiatique qui échappe au contrôle des Etats de la région, et auquel le régime Moubarak se doit de présenter une alternative crédible. C'est dans ce contexte qu'a lieu l'ouverture progressive du secteur satellitaire à des investisseurs privés proches du régime, et qu'apparaissent ainsi les premières chaines non-étatiques en Égypte au début des années 2000.

Les dynamiques exposées grâce à ces premières conclusions apportent déjà des éléments de compréhension quant au rôle du secteur privé des médias en Égypte dans la survie du régime autoritaire, et quant à la centralité stratégique des relations clientélistes et de la connivence d'intérêts qui se mettent en place entre les hommes d'affaires du pays et le gouvernement à cette époque. Ces formes de collusion, qui structurent encore très fortement l'industrie aujourd'hui, contraignent l'ensemble des logiques de production et de transmission de l'information car elles impliquent une intrication étroite entre sources de financement et loyauté politique. L'analyse du fonctionnement économique des médias satellitaires en Égypte a permis d'identifier les bénéficiaires de ces relations, la nature de leurs gains et les formes de pouvoir qu'ils en tirent, et ainsi de mettre en lumière les liens d'influence directe entre source de financements, rétributions clientélistes et consignes éditoriales. Cette approche a également permis de déterminer les paramètres structurels qui découlent de la connivence entre les élites financières et le régime, et qui conditionnent les modalités de fonctionnement de cette industrie, engendrant inévitablement une instrumentalisation et une politisation du discours médiatique. Tel que cela a été démontré au cours de ce travail, les éléments qui expliquent le rôle central des médias privés dans le renouvellement des stratégies de survie du régime militaire, sont la dérégulation tardive et sauvage du secteur des médias, une domination par une élite conservatrice, une faible rentabilité et la nécessité de soutiens financiers et d'alliés politiques puissants, une propension aux contenus engagés et à l'expression d'opinions plutôt qu'aux récits d'informations factuelles, le manque d'indépendance des journalistes et les défaillances du processus de recrutement professionnel, lui aussi soumis à des logiques clientélistes.
Par ailleurs, parce que ces nouvelles chaines satellitaires d'information se développent en parallèle des médias d'Etat, que leur style de présentation et de contenu offre un contraste novateur avec le journalisme ânonnant et vide du service public, elles sont peu à peu

assimilées à des médias indépendants, plus crédibles voire même annonciateurs d'une ouverture politique. Cette assimilation trompeuse a permis de masquer la prépondérance de ces chaines dans le maintien du statut quo et a ouvert la voie à une libéralisation du discours médiatique orchestrée par le régime grâce à la cooptation des voix dissidentes modérées et à la promotion sur le petit écran d'une opposition docile. Cette dernière, tout en donnant l'impression de jouir d'une liberté d'expression nouvelle, maintient en réalité le débat public dans des limites éditoriales imposées par le pouvoir. Une telle libéralisation encadrée du secteur audiovisuel a permis le lancement d'émissions d'actualité au début des années 2000 – à l'image de celles créées par Al Jazeera quelques années plus tôt – abordant des sujets considérés jusqu'ici comme tabous. La mise en scène de voix contestataires par les médias de masse est un des principaux éléments ayant permis au régime égyptien de poursuivre sa mutation néoautoritaire vers un modèle hybride entre autoritarisme et démocratie.
Les relations étroites et les intérêts communs qui existent entre les propriétaires de ces nouvelles chaînes et le régime militaire de Hosni Moubarak, se devinent notamment dans le choix des sujets de débats et des invités qui y participent. Les différentes émissions analysées au cours du premier chapitre de ce travail, ont d'ailleurs mis en évidence les mécanismes de contrôle de cette libéralisation et la façon dont elle contraint la représentation des évènements par les journalistes. L'analyse approfondie de l'intrication des cercles politique, financier et médiatique en Égypte permet donc d'une part d'identifier les individus capables de façonner le discours des médias, et d'autre part d'établir les sources de tensions qui peuvent exister entre différents centres de pouvoir et groupes d'intérêts. Une telle analyse confirme ainsi l'importance stratégique du régime à constamment renouveler ses capacités de contrôle sur les médias pour se maintenir au pouvoir.
Cette révisions des modalités d'application du pouvoir autoritaire s'avère nécessaire dès le début des années 2000 pour le régime Moubarak, contraint de s'adapter aux évènements qui bouleversent la scène politiques internationale – au lendemain du 11 septembre 2001 – et nationale – suite à la montée en puissance du mouvement d'opposition Kefaya – et qui remettent en question la pérennité du régime. Ces bouleversements s'inscrivent par ailleurs dans le contexte d'une mondialisation accélérée et de l'apparition des nouvelles technologies de communication, deux phénomènes qui transforment les marchés mondiaux et leurs exigences en terme d'accès à l'information. Ces évolutions technologiques offrent également aux consommateurs égyptiens, un accès plus facile à des informations produites en dehors des systèmes supervisés par le régime. Ces informations remettant en cause la crédibilité des médias qu'il contrôle, le pouvoir se trouve contraint de repenser ses stratégies de censure.
Deux sphères publiques parallèles se mettent ainsi progressivement en place à partir du début des années 2000, chacune d'entre elle gravitant autour d'une technologie de communication nouvellement acquise par le pays – le satellite et internet. D'un coté, le secteur des médias satellitaires est soumis à une libéralisation du débat médiatique orchestrée par le régime, et devient le lieu où s'exprime sur les plateaux des nouvelles émissions de débats, une opposition proche du pouvoir. De l'autre coté, l'essor des blogs, et des plateformes de partage en ligne, donne naissance à un activisme politique plus radical mais moins exposé au grand public du fait de nombreuses barrières d'accès à ces technologies.

La seconde partie de ce travail a démontré qu'un autre canal d'expression politique émerge en Égypte au cours des années 2000, grâce à internet et aux nouvelles technologies de communication, qui favorisent l'émergence, en marge des médias de masse, d'une sphère publique virtuelle où se développe un certain activisme contestataire.
L'arrivée d'internet en Égypte au début des années 2000 ouvre la voie à une émancipation progressive de l'expression personnelle et à la tenue de conversations en réseaux, au sein d'un espace de débat qui s'affirme peu à peu en parallèle de la sphère publique contrôlée par les

médias traditionnels. L'émergence de discours alternatifs contribue à remettre en question le récit des médias de masse et les processus de filtrage médiatique qu'ils utilisent pour représenter et expliquer la réalité. Ces nouvelles formes d'expression vont de pair avec une nouvelle économie médiatique au sein de laquelle l'individu consommateur peut à présent, grâce aux nouvelles technologies, prendre une part plus active au débat public et à l'élaboration du discours médiatique. Ainsi, au sein de cette agora virtuelle commencent à se développer des discours contestataires qui alimentent l'activisme politique en ligne et appellent à la prise d'action collective sur le terrain. Ces nouveaux acteurs de l'opposition apprennent peu à peu à manipuler les technologies d'internet pour en faire des outils de mobilisation et un jour, peut être, déclencher et coordonner des manifestations de masse pour renverser le régime. Au long des années 2000, de denses réseaux d'activistes se constituent en ligne et travaillent à l'élaboration d'un cadre symbolique mobilisateur susceptible de rallier l'ensemble de la société et de transcender ses divisions. L'affirmation de l'activisme digital en Égypte à partir du milieu de la décennie, débouche sur une articulation entre les cercles de mobilisation en ligne et sur le terrain, renforçant ainsi l'instrumentalisation politique des technologies d'internet.

En aidant ainsi les individus et la société civile à prendre plus de pouvoir, les nouveaux médias sont devenus des outils incontournables pour les mouvements collectifs modernes. La redéfinition des modalités de partage du savoir, provoquée par les nouvelles technologies, a engendré l'adoption de nouvelles formes d'interactions collectives et de pratiques citoyennes. Ainsi, les coûts de circulation de l'information s'effondrent tandis que s'accroit l'accès d'un plus grand nombre de citoyens à des ressources de mobilisation collective leur permettant de coordonner des groupes dispersés, et de s'organiser à l'abri de la surveillance étatique. Au cours du soulèvement égyptien de 2011, les plateformes en ligne ont ainsi permis à des acteurs en manque de moyens financiers et exposés à la répression du régime, d'élaborer des stratégies collectives efficaces. La révolution égyptienne a donné à voir l'ampleur des possibilités offertes par les nouveaux médias dans l'organisation de mouvements populaires de grande ampleur. De plus, l'écosystème de convergence médiatique entre médias sociaux et traditionnels qui se met en place au cours des 18 jours du soulèvement, a démultiplié les capacités de mobilisation des activiste en relayant leurs revendications politiques contestataires à une large audience, permettant ainsi l'union, certes brève, des différentes composantes de la société derrière le front révolutionnaire. Parallèlement, les nouveaux médias ont également aidé les manifestants à créer des cadres narratifs pour expliquer les évènements d'une façon qui contredise la version présentée par les autorités, et à promouvoir des solidarités imaginées et des identités politiques mobilisatrices.
Ce travail a également démontré que lorsque Hosni Moubarak décide, à la fin des années 1990 d'ouvrir son pays à internet, ses motivations sont purement économiques. Il n'accorde donc quasiment aucune importance à la sphère d'expression et de partage qui commence à se tisser en ligne. Le régime met ainsi du temps à évaluer la menace que représente pour sa propre survie, la culture politique et citoyenne qui est en train d'émerger sur internet. Cette incapacité à anticiper un tel phénomène permet ainsi aux activistes de prendre de l'avance et de perfectionner leur utilisation d'internet dans l'organisation de la contestation politique. Les nouvelles technologies de communication permettent notamment de réduire les écarts entre différentes classes sociales en termes d'accès au débat, et rendent ainsi possible la consolidation d'un front antigouvernemental suffisamment large pour mettre en danger le régime et son statu quo. C'est cet écart qui débouche en janvier 2011 sur l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique dont le potentiel révolutionnaire se retrouve décuplé par la convergence médiatique entre médias sociaux et chaines satellitaires qui permet de relayer à l'ensemble du pays les revendications des jeunes de la place Tahrir et leurs appels à

manifester. En mettant fin au règne de Hosni Moubarak, ce soulèvement a ainsi mis en lumière le potentiel des nouvelles technologies à encourager, en milieu autoritaire, l'émancipation d'une société civile participative et la création de réseaux de communication dynamiques, coordonnés, et difficiles à démanteler pour les autorités. Les nouveaux médias ont également permis aux citoyens de s'engager aux côtés des activistes pour demander le changement, phénomène qui a contribué à la prise de conscience du peuple égyptien quant à la légitimité des revendications révolutionnaires, et à la nécessité d'exiger une amélioration de leurs conditions de vie. Les médias sociaux ont donc joué un rôle de catalyseurs de la révolution, en établissant un lien – qui faisait jusqu'ici défaut – avec l'activisme sur le terrain.

Au cours des 18 jours, les nouveaux médias ont été décrits comme des technologies porteuses de promesses démocratiques. Mais cette lecture erronée est teintée d'un déterminisme qui attribue à tort des propriétés politiques et révolutionnaires à de simples outils de communication. Ce cadre de lecture a notamment été mis en avant par les médias occidentaux non arabophones couvrant la révolution de 2011. Beaucoup d'entre eux se sont appuyés exclusivement sur des sources d'information provenant d'un même réservoir de cyber-activistes anglophones ou francophones, pour analyser les événements et les relayer tels quels aux publics en dehors du monde arabe. Ces médias internationaux ont ainsi mis en avant un cadre narratif biaisé, faisant état d'une révolution portée par une génération de jeunes activistes libéraux, avides de technologies. Il est indéniable que les médias sociaux encouragent une certaine ouverture de la sphère publique à des acteurs jusqu'ici laissés en marge. Cependant cette lecture déterministe n'a pas pris en compte les écarts gigantesques des taux de pénétration entre le Caire et le reste du pays, et n'a ainsi pas pu offrir une grille de compréhension des événements qui reflète la réalité sociale de l'ensemble de la population égyptienne. Ces éléments expliquent également que la montée au pouvoir des islamistes et l'échec de la jeunesse activiste, aient pris de cours les médias occidentaux dont les analyses avaient largement surestimé la capacité des cyber-révolutionnaires à prendre en charge la transition politique du pays, depuis des cercles virtuels auxquels l'immense majorité du pays n'avait pas accès.
Le début de la phase de transition au lendemain de la chute de Hosni Moubarak, voit le front révolutionnaire se diviser progressivement quant à la façon d'aborder cette nouvelle période. La retombée de l'euphorie générale et le retour brutal à la réalité de ce que signifiait une prise en charge du pouvoir par l'armée, ont entrainé un délitement progressif de la cohésion nationale qui avait porté le soulèvement populaire. Les jeunes cyber-activistes sont alors devenus l'objet d'espoirs populaires inhabituels, eux qui étaient jusqu'ici habitués à opérer en marge de la société et dans un certain anonymat. Ils n'ont pas su, une fois le dictateur tombé, s'allier au delà de la critique commune du régime qui les rassemblait, et proposer un ensemble de propositions politiques concrètes pour le futur du pays. Leur plus grande contribution aura cependant été de remettre en cause le monopole de l'Etat sur les moyens de partage de l'information à grande échelle. Si la révolution entraine d'abord une convergence des sphères publiques traditionnelle et virtuelle, les médias du pays se révèlent rapidement incapables de tirer profit de l'élan de démocratisation généré par la révolution, et de s'émanciper du carcan structurel mis en place par l'ancien régime pour contrôler le débat public. Le choc se résorbe rapidement et tandis que le front révolutionnaire se déchire, les médias privés vers qui la population se tourne alors pour aborder la transition, retombent dans les logiques de collusion et de propagande qui les structuraient jusqu'alors.

La troisième et dernière partie de ce travail a démontré que la fenêtre d'opportunité politique ouverte avec le soulèvement de 2011, se referme progressivement au cours des deux années qui suivent, et que malgré cette parenthèse révolutionnaire et les bouleversements engendrés

dans le domaine de l'expression publique, le secteur des médias ne parvient pas à surmonter les dynamiques autoritaires auxquelles il obéit depuis des décennies. Ainsi, lorsque l'armée reprend le contrôle du pays au cours de l'été 2013, les médias se retrouvent relégués à leur rôle originel de protecteurs du régime, après avoir activement participé au succès de la mutation néoautoritaire du régime et au retour plébiscité des militaires au pouvoir.

Au lendemain de la révolution, le paysage médiatique semble en pleine redéfinition. Cependant il apparaît très vite que cette nouvelle sphère publique, aussi diversifiée soit elle, est saturée de discours médiatiques qui privilégient des approches sensationnalistes et populistes. Cette tendance qui s'étend à l'ensemble du secteur médiatique exacerbe le climat d'incertitude politique et entrave l'élaboration d'un débat national inclusif et d'un contrat social viable. L'apogée fulgurante puis le déclin brutal d'Al Jazeera au cours de ces deux années, est un premier élément qui bouleverse la scène médiatique et qui contribue à accentuer la polarisation de la sphère publique du pays. En effet, au cours des 18 jours, la chaine qatarie exprime un soutien sans faille à la révolution. Ce parti pris s'inscrit en continuité directe avec l'impact libéralisateur que la chaine a eu vis-à-vis des scènes médiatiques et politiques en Égypte au cours des années 2000. Cependant l'approche de plus en plus politisée d'Al Jazeera par rapport aux différents soulèvements qui secouent la région et son orientation partisane évidente dans la façon dont elle couvre la transition politique en Égypte, entraineront un effondrement irréversible de sa crédibilité.
Le déclin d'Al Jazeera, et l'exacerbation des tensions politiques qui en résulte, a lieu en contexte de reconfiguration de l'espace médiatique et dans un environnement politique dominé par la prise de pouvoir des forces armées. Au cours de la période de transition, qui s'ouvre avec le départ de Moubarak, les médias du pays perdent peu à peu leur rhétorique révolutionnaire pour s'enliser dans le populisme, avec pour conséquence de freiner l'émancipation de la sphère publique des mécanismes de l'ancien régime. Il apparaît donc rapidement que les nouvelles marges de liberté, dont les médias semblent bénéficier à première vue, résultent davantage d'une incertitude et d'une confusion générale, que de réelles avancées quant au statut du journaliste, à ses droits et à ses devoirs dans la société égyptienne postrévolutionnaire.

Afin de comprendre le rôle des médias dans le rétablissement progressif du régime militaire égyptien au terme de ces deux années de flottement – 2011 étant marquée par la résorption du choc révolutionnaire, et 2012 par la présidence de Mohamed Morsi et des Frères Musulmans – la troisième partie de ce travail s'est également intéressée à la façon dont les médias traditionnels et sociaux ont influencé l'élaboration de la contestation politique égyptienne de 2011. Il apparaît que la libéralisation de la sphère publique a largement été freinée par l'incapacité des médias à redéfinir leur rôle politique et sociétal au sein de l'Égypte en transition. Entre la chute de Hosni Moubarak en février 2011 et la prise de pouvoir de Mohamed Morsi en juin 2012, et tandis que l'armée dirige la transition postrévolutionnaire du pays, une certaine ouverture de la scène médiatique semble se deviner, portée notamment par la création dans le secteur privé de dizaines de journaux et de chaines satellitaires. Dans cet environnement, la télévision devient un des principaux moteurs du débat public, et les nouveaux talk-shows du soir deviennent des plateformes d'information et de débats, analysant pour l'audience nationale les enjeux de la période en cours. Les médias égyptiens, et plus particulièrement les chaînes satellitaires privées, semblent ainsi s'investir de la mission d'éduquer le peuple égyptien à la démocratie et à la citoyenneté. L'explosion du nombre de chaines d'information et la diversification des discours médiatiques auxquels sont désormais exposés les Egyptiens, apparaît donc dans un premier temps comme une réelle avancée démocratique.

Mais ces bouleversements du paysage médiatique n'ont pas modifié de façon fondamentale le degré de concentration des capitaux et des moyens de production aux mains d'une petite poignée d'hommes d'affaires. Ces derniers, proches du régime de Hosni Moubarak, ont profité de l'ouverture dont semble bénéficier le secteur, pour investir dans la création de journaux et de chaines d'information, et ainsi exploiter le nouveau marché médiatique et prendre part à la reconfiguration politique et économique de l'Égypte. Ce faisant, ils continuent de contrôler les lignes éditoriales et d'influencer la façon dont les événements seront présentés au peuple.

L'industrie médiatique n'a été l'objet d'aucunes réformes structurelles et demeure ainsi soumise à des impératifs autoritaires et clientélistes propres à l'ancien régime. En effet, l'étroite connivence qui perdure entre les médias et le pouvoir militaire rend caduque le processus de transition démocratique en compromettant le renouvellement des élites capables d'imposer leur lecture des réalités sociales et de donner un sens politique aux événements. En entravant de la sorte le développement d'un débat national inclusif et démocratique, les médias participent à la résorption du choc révolutionnaire et au succès de la mutation néoautoritaire du régime. Par ailleurs, la polarisation du débat public entre médias libéraux et chaines religieuses entraine une déchirure profonde du tissu sociétal. Ainsi, alors que la parenthèse révolutionnaire se referme, la collusion entre les médias et le régime semble sortir renforcée de ces deux années tumultueuses.
Les médias du pays n'ont pas su sortir de la sphère de controverse légitime qui structurait le débat public et qui opposait principalement les islamistes à l'armée. Cette situation a ainsi freiné l'accès au débat public de nouveaux acteurs capables de guider la transition dans une direction différente de celle voulue par le régime. Les seules dissensions ayant probablement réorienté le positionnement politique des médias, et permis l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité, ont été celles qui ont émergé au sein de l'armée à la veille de la révolution. Que ces dissensions aient été le résultat d'un désaccord au sujet de la succession de Gamal Moubarak – qui aurait été le premier président civil de l'histoire du pays et dont la présidence aurait également pu refléter la volonté de Hosni Moubarak de protéger les acquis de son clan au détriment de l'armée – ou qu'elles aient été la conséquence d'une frustration sociale croissante depuis le milieu des années 2000, l'armée égyptienne a fait le choix de sacrifier le régime en place pour conserver le pouvoir et calmer le peuple. L'acquittement de Hosni Moubarak, au terme d'un procès de plusieurs années pour meurtre et corruption, est un indicateur du soutien dont il continue de bénéficier au sein de l'armée et qui, plus qu'une simple expression de loyauté, vise certainement à minimiser les dissensions et les risques d'implosion en rassurant les militaires au pouvoir de leur caractère intouchable.

Au cours des deux années qui s'écoulent entre la révolution et l'arrivée du général Al Sissi à la tête du pays, de nombreuses dynamiques caractéristiques de l'autoritarisme de l'ancien régime continuent donc de structurer l'industrie des médias, telle que la présence écrasante de l'Etat, des appareils de sécurité et de renseignements, l'étroite relation de ces entités avec le milieu des affaires, la permanence de lignes rouges par rapport à certaines questions relatives à l'armée.
Par ailleurs, la scène médiatique égyptienne devient progressivement le théâtre d'une violente polarisation entre le camp des libéraux d'un côté, et celui des Frères Musulmans et de certains partis islamistes au pouvoir de l'autre. Si les fondements d'une telle déchirure remontent au règne de Hosni Moubarak, le développement des chaines religieuses au lendemain de la révolution, la politisation de leurs discours, et la surenchère identitaire qui en découle face aux médias laïcs, sont autant d'éléments qui permettent à cet antagonisme de prendre une ampleur sans précédent et de dégénérer, à partir de fin 2012, en affrontements sanglants.

Cependant, c'est durant cette période chaotique de flottement politique, médiatique et sécuritaire, que le régime militaire se régénère pour terminer sa mutation néoautoritaire. En juillet 2013, le plébiscite populaire qui porte le général Al Sissi au pouvoir, confirme le succès de l'armée dans la cooptation du répertoire symbolique révolutionnaire et de l'argumentaire mobilisateur des jeunes activistes qui avaient pourtant porté le soulèvement du 25 janvier 2011 contre le régime de Hosni Moubarak.
Malgré les récents événements, les généraux demeurent la principale source de pouvoir de l'Égypte, et ce depuis les années 1950. L'armée est la puissance fondatrice de l'économie moderne du pays et son infiltration traverse toutes les classes sociales. Pour se maintenir à la tête du pays, sa mainmise a progressivement mué et le succès de cette évolution continue de reposer sur la capacité des généraux à s'allier avec le milieu des affaires. La réussite d'une mutation d'un régime autoritaire vers le néoautoritarisme dépend avant tout de l'articulation entre les domaines politique et économique et de la cooptation des élites, deux dynamiques qui ont permis au nouveau régime de mettre en place des mécanismes de contrôle de la sphère publique efficaces et adaptés aux nouvelles technologies. L'interpénétration des intérêts étatiques et non étatiques fait que le secteur privé égyptien n'a pu se développer qu'en symbiose avec l'État et les cercles dirigeants. Ainsi l'Égypte néoautoritaire ne cherche plus à s'assurer une domination totale et à n'importe quel prix des moyens de communication de masse. Le régime opte aujourd'hui pour un contrôle lui permettant d'instrumentaliser les médias de façon efficace et subtile, en collaboration avec les journalistes qui acceptent de se plier de leur plein gré aux directives du régime et de les faire appliquer à l'ensemble du secteur.
Lorsque le 3 juillet 2013, le général Abdel Fattah Al Sissi, alors ministre de la défense, démet Mohamed Morsi de ses fonctions, les médias parlent d'une véritable libération de l'Égypte par son armée. Celle-ci aurait répondu aux appels du peuple demandant le départ du tyran et de sa clique terroriste. Tandis que le pays attend la déclaration de son nouveau héro, les programmes du soir diffusent en boucle des images de liesse populaire. L'armée elle même participe activement à la mise en scène visuelle de sa propre victoire et envoie ses hélicoptères survoler les rues et les places noires de monde pour qu'ils dessinent au laser des cœurs, des drapeaux, des pyramides et des hiéroglyphes sur la façade des immeubles.

Ce travail a également démontré que le succès, et donc l'échec, d'une transition de l'autoritarisme vers la démocratie ne dépend pas uniquement de la mise ne place d'institutions démocratiques, mais d'une multitude d'autres variables, et notamment des médias de masse dont l'impact sur la viabilité du processus de démocratisation est décisif. Car la compréhension qu'auront les citoyens d'un problème politique, et la façon dont ils rempliront leur rôle au sein des nouveaux processus citoyens, sont deux dynamiques profondément affectées par le contenu, la forme et la qualité des messages politiques qu'ils recevront par le biais des médias de masse. A la lumière de ces éléments, il apparaît que les dynamiques observées en Egypte de collusion d'intérêts entre les médias, les élites, et l'armée, expliquent le rôle actif des médias, et plus particulièrement des chaines satellitaires privées d'information, dans la faillite du processus de démocratisation que les soulèvements populaires de 2011 et 2013 ont brièvement fait miroiter. En influençant les perceptions de leurs publics, ces médias participent au conditionnement des comportements politiques des citoyens, et ont ainsi un impact déterminant sur le cours de la transition politique et sur la nature du régime qui en découle.
A l'image de la sphère médiatique égyptienne, de son évolution depuis 2011, et de sa participation active dans le rétablissement du régime militaire, il apparaît que le processus de renégociation de l'équilibre des pouvoirs a été profondément conditionné par les pratiques de l'ancien régime. Ces dernières ont eu un impact indélébile sur le développement des nouvelles

institutions et continuent d'encadrer la communication publique entre hommes politiques et citoyens. Ainsi, les éléments potentiellement porteurs du succès d'une révolution peuvent également être à l'origine de l'échec de la transition politique et freiner la mise en place d'institutions démocratiques stables. L'exemple le plus frappant en Égypte a été l'ouverture brutale de la sphère publique à une communication politique plurielle au lendemain de la chute de Hosni Moubarak. Ce phénomène, au lieu d'enrichir le débat national et de renforcer le contrat social postrévolutionnaire, a donné lieu à une cacophonie et plongé dans un grand désarroi des citoyens qui n'avaient jamais été exposés à autre chose qu'à la censure et à la propagande gouvernementale. La principale différence entre l'ancien et le nouveau régime quant à la relation entre médias et citoyens, ne réside pas dans le changement progressif de la nature des messages médiatiques, vers plus de neutralité et moins de manipulation politique. Elle réside davantage dans la substitution soudaine d'un message monolithique et unidirectionnel imposé par l'Etat, à une diversification et à une surenchère de messages politiques contradictoires affirmant chacun détenir la solution.

Pour conclure, il est important de noter que c'est précisément le retour à un message unique diffusé, non plus par l'appareil médiatique gouvernemental, mais par une myriade de médias privés et publics, qui témoigne en Égypte de l'aboutissement de la transition, non pas démocratique, mais néoautoritaire. Et ici aussi, les journalistes jouent un rôle pivot, en se pliant de leur plein gré aux exigences de l'Etat et en intégrant l'autocensure comme un devoir professionnel et une responsabilité envers la nation. Au cours des années 2013 et 2014, des enregistrements – dont l'authenticité n'a cependant jamais été vérifiée par des sources neutres – ont fuité, dans lesquels des généraux, et Abdel Fattah Al Sissi lui même, parlent ouvertement de la nécessité pour l'armée de contrôler les médias et leur pouvoir d'influence sur l'opinion publique. A la suite de son accession à la présidence en juin 2014, Abdel Fattah Al Sissi organise également plusieurs réunions avec des journalistes de la presse et de l'audiovisuel, pour leur rappeler que la sécurité nationale devait être leur unique priorité professionnelle, et qu'ils devaient insister dans leur présentation des faits sur les dangers qui menacent l'Égypte aujourd'hui.
Aussi, lorsqu'en octobre 2014, une vague d'attentats terroristes cible des militaires et des policiers dans le Sinaï, le syndicat des journalistes et les éditeurs en chef des principaux journaux privés et publics décident de publier un communiqué dans lequel ils affirment leur soutien inconditionnel et unanime aux actions que prendra l'Etat pour lutter contre le terrorisme. Dans cette déclaration, ils s'engagent à faire de la menace terroriste une priorité absolue et à rejeter toute information qui remettrait en cause l'Etat, l'armée, la police et la justice, pour ne pas mettre en péril la stratégie du régime. Ils appellent également l'ensemble du corps des médias à honorer le devoir patriotique qui leur incombe en cette situation de guerre totale, ajoutant que perdre une partie de leur liberté n'est qu'un faible prix à payer pour la victoire de l'Égypte.
Quelques jours plus tard, les présentateurs et les journalistes de la télévision publique et des grandes chaines privées publient eux-aussi une déclaration dans laquelle ils promettent de se tenir unis derrière les forces armées et de les soutenir par tous les moyens dans la lutte contre le terrorisme. Ces chaines s'engagent par ailleurs à remanier leurs équipes et à bannir de leurs plateaux des invités qui remettraient en question le gouvernement ou qui chercheraient à démoraliser les troupes. Certaines chaines publient également des communiqués individuels dans lesquels elles affirment que les concepts de liberté et de démocratie cachent en réalité une stratégie pour faire sombrer l'Égypte dans le chaos, et que tous ceux qui critiqueront l'armée seront considérés comme des terroristes.
Il y a donc une résurgence d'un discours médiatique uniforme et monotone, diffusé par l'ensemble des médias du pays qui ne laissent rien filtrer d'autre dans leur représentation de la

situation, que le discours officiel. Le rétablissement, ou plutôt le renforcement, des mécanismes de contrôle de la sphère publique par le nouveau régime, s'accompagne également de la répression des voix emblématiques de l'opposition qui avaient porté les soulèvements populaires du 25 janvier 2011 et du 30 juin 2013. Parmi eux, Reem Maged, Bassem Youssef et Dina Abdel Rahman se voient contraints d'abandonner leur poste et ont depuis disparu du petit écran. C'est également dans ce contexte que Mahmoud Saad, présentateur qui génère pourtant les revenus publicitaires les plus élevés de l'industrie, s'est vu remplacé du jour au lendemain pour avoir montré à l'écran une photo du président Al Sissi avec un activiste révolutionnaire, désormais en prison, pour souligner les incohérences du général. En novembre 2014, le gouvernement adopte une loi bannissant dans les médias, la diffusion d'informations relatives à l'armée. Cette loi n'est en réalité qu'une remise à jour de la loi de 1956 qui interdisait déjà à la presse et à la télévision de partager des informations sur les militaires, sur leur formation, leurs opérations, leurs équipements, et leurs troupes, à moins d'avoir l'accord direct de la direction des forces armées.

Malgré ses efforts pour resserrer l'étau sur les médias et filtrer les informations qui arrivent au public, le gouvernement se heurte à internet et aux contenus qui circulent sur les médias sociaux. En mars 2015, suite à des attentats dans le Sinaï, les médias du pays affirment que les forces armées ont mené des opérations réussies dans la péninsule, mais ne fournissent cependant aucun détail sur les pertes humaines. Le groupe djihadiste revendiquant les attaques publie alors sur internet des photos de cadavres ensanglantés jonchant le sol, contredisant ainsi les informations officielles sur l'étendue des dégâts. L'écart entre la réalité de la situation et le discours des journalistes a mis en lumière le choix délibéré des médias de manipuler les informations pour s'aligner sur les directives du gouvernement. Ainsi, abreuver la sphère publique de propagande, tout en passant sous silence certaines informations, avec la complicité unanime des médias, est une stratégie qui ne fait plus le poids face aux structures décentralisées et fluctuantes de la nébuleuse internet. Les flux d'informations en ligne étant imprévisibles et incontrôlables, la seule solution serait de couper les connexions du pays, une mesure radicale aujourd'hui impensable au vu des conséquences absolument désastreuses que cela aurait pour l'économie. Ce dilemme constitue aujourd'hui la quadrature du cercle pour les régimes néoautoritaires qui ne peuvent risquer de faire fuir les investisseurs privés en isolant leur pays du marché mondial ou en se lançant dans une répression sanglante.
Cependant face à cette situation, le gouvernement égyptien a déjà adopter de nouvelles méthodes de surveillance adaptées au contexte et aux impératifs technologiques actuels. Une de ces mesures est notamment l'expansion des capacités internet par le biais du satellite, un subterfuge technologique qui, au motif de fournir une connexion plus rapide, permet à l'Etat et aux services de renseignement de facilement identifier et localiser les utilisateurs, et d'avoir un contrôle plus efficace sur ce qui circule sur la toile. Dans la continuité de cette modernisation des capacités néoautoritaires du régime, s'inscrit la mise en place à partir de l'été 2014, d'un système de surveillance des contenus échangés sur internet et les médias sociaux, pour prévenir la cybercriminalité, le terrorisme et la circulation d'informations dangereuses pour la sécurité du pays. Ce système baptisé SEE (« voir » en anglais et acronyme anglophone pour Système d'Ingénierie en Egypte) dépend du ministère de l'intérieur et a pour fonction de collecter des informations sur les utilisateurs internet, et ce sans restriction de temps, et sans qu'il y ait besoin d'un mandat ou d'une quelconque nécessité apparente. Le SIS (service d'information d'Etat) a par ailleurs mis en place un Code éthique des journalistes et lancé un compte twitter en anglais intitulé FactCheckEgypt (vérification des faits en Égypte) appelant les médias à respecter ce code lorsqu'ils couvrent l'actualité égyptienne. Principalement destiné à une audience internationale et aux correspondants étrangers qui travaillent dans le pays, ce compte est géré par une équipe

formée par le SIS et dont la mission est de vérifier que les reportages et les articles diffusés dans les médias étrangers au sujet de l'Égypte ne contiennent pas de fausses informations. Lorsque cela est le cas, ils dénoncent les faits et apportent des preuves pour ainsi rétablir la vérité. Ce compte dépendant directement des services de renseignement et du régime, il n'y a aucun doute quant à l'origine gouvernementale et à la nature propagandiste de ces preuves.

Ainsi, à la lumière des éléments développés tout au long de ce travail, il est aujourd'hui évident que la parenthèse révolutionnaire du 25 janvier 2011 au 3 juillet 2013 a en réalité permis au régime égyptien de s'adapter aux bouleversements politiques et d'intégrer les défis technologiques posés par l'ère numérique. Il est également certain que les médias demeureront des alliés incontournables de l'armée et que, sans une réforme totale du secteur, aucun changement politique ne pourra être imposé par des acteurs exogènes aux cercles de pouvoir.

ANNEXES

ENTRETIENS

Sandmonkey, blogger anglophone et activiste depuis le milieu des années 2000, il a notamment participé à la mobilisation révolutionnaire sur Twitter pendant les 18 jours en 2011, servant ainsi d'intermédiaire entre la place Tahrir et les médias occidentaux pour rendre compte des événements sur le terrain.
Entretien en anglais, le 16 mars 2012 chez lui au Caire.

Gemyhood, blogger arabophone qui a été l'un des premiers à accorder de l'importance aux Ultras, fédérations de supporters d'équipes de football égyptiennes, ayant eu un rôle mobilisateur croissant pendant et après la révolution, notamment dans l'organisation d'affrontements avec l'armée en 2011 et 2012.
Interview en arabe, le 16 mars 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Ibrahim Mansour, ancien journaliste à Al Doustour, il quitte le quotidien en novembre 2010 aux cotés d'Ibrahim Eissa, avec qui il participe à la création du journal Tahrir en juillet 2011, dont il devient second rédacteur en chef.
Entretien en arabe, le 18 mars 2012 au siège de Tahrir dans le quartier de Mohandessin au Caire.

Reem Maged, est, à l'époque de l'entretien, présentatrice de l'émission de débat d'actualité « Notre pays en égyptien » sur la chaine satellitaire privée ON-TV, alors considérée dans le pays comme le talkshow le plus populaire et le plus crédible en terme de fiabilité de l'information et de diversité des voix relayées. Reem a disparu des écrans depuis le retour de l'armée au pouvoir en juillet 2013.
Entretien en arabe, le 24 mars 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Doa Sultan, journaliste au quotidien *Tahrir*, présente également l'émission satirique de débat « Talk-Shoes » sur la chaine satellitaire privée Tahrir TV entre février 2011 et janvier 2012. Le programme a été arrêté suite à la diffusion d'un numéro spécial célébrant le premier anniversaire de la révolution le 25 janvier 2012.
Entretien en arabe, le 25 mars 2012 au siège de *Tahrir* dans le quartier de Mohandessin au Caire.

Gaber Al Armouti, journaliste pour le quotidien gouvernemental *Al Ahram*, est présentateur de l'émission « Manchettes » sur la chaine satellitaire privée ON-TV, au cours de laquelle il décortique les journaux du jour et analyse les informations qu'il y trouve.
Entretien en arabe, le 26 mars 2012 au siège d'*Al Ahram* dans le quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Ahmed, Maryam et Walid, jeunes journalistes travaillant pour les sites de différents quotidiens égyptiens, et effectuant une formation audiovisuelle et multimédia au centre culturel français, en partenariat avec le CFI, l'agence française de coopération du ministère des Affaires étrangères chargée de l'aide au développement des médias du Sud.
Entretiens en arabe et en anglais en mars 2012 au Centre culturel français dans le quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Emad Abou Ghazi, a été ministre de la culture sous le gouvernement de transition d'Essam Sharaf de mars à novembre 2011. Il est également éditorialiste pour le quotidien *Al Shourouq*.

Entretien en arabe, le 4 avril 2012 dans un café du quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Ezzedine Shoukry-Fisher, est l'ancien conseiller pour le Processus de paix auprès du Ministère des Affaires Etrangères égyptien sous le gouvernement d'Ahmed Nazif.
Entretien en anglais le 5 avril 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Bassem Youssef, chirurgien cardiologue, est le présentateur de la très célèbre émission « Le Programme ? », diffusée à l'époque de l'entretien sur la chaine satellitaire privée ON-TV, puis sur CBC et enfin sur MBC Misr, avant d'être définitivement arrêtée en 2014. Ce programme satirique d'infotainment (terme anglais qui désigne les émissions qui font à la fois de l'information et du divertissement) s'inspire du « Daily Show » de l'américain John Stuart, et passe au crible chaque semaine l'actualité politique du pays de façon humoristique. Bassem Youssef fait ses débuts en mars 2011 sur YouTube, où il diffuse depuis son salon les épisodes de ce qu'il appelle alors « B+ ». La nature de son émission lui a valu d'être la cible de menaces et de poursuites judiciaires qui l'ont conduit à arrêter.
Entretien en anglais le 5 avril 2012 dans les studios de l'émission dans le quartier de Mohandessin au Caire.

Tamer El Saïd, réalisateur de films, est un des cofondateurs du collectif Mosireen, un groupe de jeunes cinéastes et photographes engagés, désireux de documenter les événements de la révolution en images pour constituer des archives et permettre aux activistes de repousser la censure et la manipulation de l'information par les organes du régime. Ils sont notamment à l'origine de la campagne « Militaires menteurs » lancée après le départ de Moubarak pour dénoncer la brutalité et les violences commises par l'armée à l'encontre de citoyens. Munis de projecteurs et d'images collectées lors d'affrontements, ils sillonnent le pays pour partager ces vidéos avec la population.
Entretien en anglais le 23 avril 2012 au siège de Mosireen dans le quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Shahira Amin, présentatrice de l'émission hebdomadaire « Sur la sellette » diffusée sur la chaine gouvernementale satellitaire anglophone Nile TV, de laquelle elle démissionne avec fracas pendant la révolution, avant de reprendre son poste quelques mois plus tard. Au cours de sa carrière elle a notamment reçue Hillary Clinton et interviewé Gilad Shalit juste après sa libération en 2011.
Entretien en anglais le 24 avril 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Khaled Al Balshy, fondateur de *Al Badil*, quotidien indépendant et alternatif d'extrême gauche créé en 2006. Interdit à la publication en 2009, le journal devient un portail d'information en ligne. Ce site est aujourd'hui considéré comme l'une des sources d'informations les plus fiables du pays.
Entretien en arabe le 25 avril 2012 au siège de *Al Badil* dans le quartier de Garden City au Caire.

Bilal Fadl, journaliste à *Al Shourouq*, il anime à l'époque une émission littéraire sur la chaine satellitaire privée CBC « Le jus des livres ». Il est connu pour ses écrits engagés sur internet et les médias sociaux en faveur de la révolution et du changement de régime.
Entretien en arabe le 29 avril 2012 au siège d'*Al Shourouq* dans le quartier de Mohandessin au Caire.

Bouthaïna Kamel, présentatrice à la télévision et à la radio d'Etat, elle est également active dans le domaine de la défense des droits de l'homme. En 2012, elle est la première femme de l'histoire du pays à se présenter à des élections présidentielles. Elle n'obtient cependant pas assez de signatures pour valider sa candidature.
Entretien en français le 1er mai 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Sayed Mahmoud, journaliste au quotidien gouvernemental *Al Ahram*, il fait partie des soixante quatre employés du journal qui dénoncent la couverture que celui-ci fait de la révolution, et accusent leurs supérieurs de manipulation de l'information. Il est également membre d'un comité qui demande la création d'un organe indépendant de contrôle des médias publics et privés du pays.
Entretien en arabe le 1er mai 2012 dans un café du quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Dina Abdel Rahman, est l'ancienne présentatrice de l'émission d'actualité du matin « Bonjour Dream » sur la chaine satellitaire privée Dream TV depuis 2003. Elle est contrainte en 2011 de quitter la chaine lorsque ses engagements politiques entrent en conflit avec les consignes de son employeur, Ahmed Bahgat, propriétaire de la chaine. A l'époque de l'entretien elle s'apprête à présenter « L'Égypte élit le président » sur la chaine satellitaire privée CBC, une émission destinée à recevoir les candidats de l'élection présidentielle à venir, pour qu'ils exposent leur programme au public.
Entretien en anglais le 1er mai 2012 chez elle au Caire.

Mona Shayeb et Lamis Ahmed, l'une présentatrice et l'autre productrice sur la chaine d'information satellitaire gouvernementale Nile Akhbar. Elles font partie d'un petit groupe d'employés de la télévision d'Etat désireux de changer les médias publics de l'intérieur.
Entretien en arabe le 2 mai 2012 dans un café du quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Amani Al Khayat, ancienne présentatrice sur la chaine d'information satellitaire gouvernementale Nile Akhbar, est à l'époque de l'entretien présentatrice d'une émission hebdomadaire d'actualité « L'Égypte au fil de la semaine » sur la chaine satellitaire privée ON-TV.
Entretien en arabe le 2 mai 2012 dans un café du quartier d'Héliopolis au Caire.

Ossama Heykal, est l'ancien ministre de l'information sous le gouvernement de transition d'Essam Sharaf entre juillet et novembre 2011. Etant l'ancien correspondant aux affaires militaires pour le quotidien *Al Watan*, il a été désigné directement par le maréchal Tantawi, alors à la tête des forces armées. Il est le premier à occuper ces fonctions après l'abolissement temporaire du poste au lendemain de la révolution en février 2011.
Entretien en arabe le 5 mai 2012 au club de défense aérienne dans le quartier d'Héliopolis au Caire.

Hisham Qassem, entrepreneur médiatique, il fonde en 2004 de *Al Masry Al Youm*, alors premier quotidien indépendant du pays, avant d'être racheté en 2005 par des hommes proches du régime. A l'époque des entretiens, il tente de développer *Al Goumhouria Al Gedida*, un hub médiatique indépendant qui serait composé d'un journal, d'une chaîne de télévision et de radio, et d'un portail d'information.
Entretien en anglais le 6 mai 2012 chez lui au Caire puis le 28 mars 2013 au siège de *Al Goumhouria Al Gedida* dans le quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Hussein Abdel Ghani, a été le directeur du bureau d'Al Jazeera au Caire entre 2000 et 2011.
Entretien en arabe le 8 mai 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Samir Omar est le correspondant d'Al Jazeera au Caire au cours du soulèvement de 2011. Il quitte la chaine pour rejoindre une autre chaine panarabe d'information, Sky News Arabia, lorsque celle-ci fait ses débuts en mai 2012.
Entretien en arabe le 8 mai 2012 au siège de Sky News Arabia dans le quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Mona Salman, ancienne employée de la télévision d'Etat, est à l'époque de l'entretien, présentatrice sur Al Jazeera Mubasher Masr, une chaîne créée en mars 2011 par le groupe qatari dans le but de couvrir l'actualité égyptienne en continu. Cette nouvelle chaine a rapidement été accusée de prendre des positions favorables aux Frères Musulmans, ce qui lui a valu de voir ses bureaux sur la place Tahrir incendiés et ses journalistes attaqués à plusieurs reprises.
Entretien en arabe le 8 mai 2012 au siège de Al Jazeera Mubasher Masr sur la place Tahrir au Caire.

Ibrahim Eissa, fondateur et rédacteur en chef du journal *Tahrir* créé en juillet 2011, et de la chaine du même nom créée quelques mois plus tôt. A l'époque de l'entretien il est sur le point de commencer à présenter « Messieurs les candidats » sur la chaine satellitaire privée ON-TV. Au cours de cette émission quotidienne, il décortique, à la manière d'un éditorial de presse porté à l'écran, le profil de chacun des candidats à l'élection présidentielle.
Entretien en arabe le 10 mai 2012 au siège de *Tahrir* dans le quartier de Mohandessin au Caire.

Khaled Salah, rédacteur en chef du quotidien privé *Youm7*, dont le portail d'information a été reconnu par le magazine américain Forbes comme l'un des sites les plus influents dans le monde arabe en 2012. Il s'apprête à présenter « Rendez-vous avec le président » sur la chaine satellitaire privée Al Nahar pour que les candidats à l'élection présidentielle de 2012 puissent débattre avec le public.
Entretien en arabe le 13 mai 2012 au siège de *Youm7* dans le quartier de Dokki au Caire.

Albert Shafiq, directeur de la chaine privée satellitaire ON-TV, il est en charge des programmes et de la ligne éditoriale de la chaine.
Entretien en arabe le 14 mai 2012 au siège de ON-TV dans le quartier de Zamalek au Caire.

Ashraf Khalil, journaliste indépendant travaillant pour des chaines d'information anglophones, il a été très actif sur Twitter pendant les 18 jours du soulèvement de 2011.
Entretien en anglais le 16 mai 2012 dans un café du quartier de Zamalek au Caire

Mazhar Shahin, imam issu d'Al Azhar, il officie à la mosquée Omar Makram sur la place Tahrir. Il a été surnommé l'imam de la révolution après qu'il ait décidé, le vendredi 1er février 2011, de guider la grande prière hebdomadaire depuis la place où des centaines de milliers de fidèles s'étaient rassemblés ce jour là. Son prêche engagé et ouvertement pro-révolutionnaire, a été retransmis en direct sur les chaines d'information satellitaires privées et panarabes.
Entretien en arabe le 22 mai 2012 à la mosquée Omar Makram sur la place Tahrir.

Issandr Al Amrani, analyste politique et journaliste indépendant, il crée en 2003 le blog en anglais The Arabist, dédié à la vie politique égyptienne, et qui devient vers la fin des années 2000 une plateforme incontournable pour ceux qui s'intéressent l'évolution de la politique du pays.
Entretien en français le 20 mars 2013 à son bureau près de la place Tahrir au Caire.

Gehad Al Haddad, est le porte parole médiatique des Frères Musulmans et du gouvernement Morsi entre juin 2012 et mai 2013. Il est en charge de la gestion des comptes du gouvernement et de la confrérie sur les médias sociaux, et supervise le fonctionnement de Misr25, chaine créée par les Frères Musulmans.
Entretien en arabe le 25 mars 2013 à son bureau dans le quartier de Nasr-City au Caire.

Nabil Al Choubachy, est directeur du département français de la chaine gouvernementale satellitaire Nile TV sur laquelle il présente aussi les informations. Il a participé aux débuts de l'émission « Ici c'est chez toi », premier talkshow lancé par la télévision d'Etat en 2004 pour faire face à la privatisation du secteur de l'audiovisuel et aux émissions de débat qui se multiplient.
Entretien en français le 25 mars 2013 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Aalam Wassef, cyber-activiste égyptien qui travaille avec de nombreux médias français au cours de la révolution. Il s'investit également dans les domaines de l'art et de la culture pour exprimer son engagement.
Entretien en français le 26 mars 2013 chez lui au Caire.

Tarek Attia, rédacteur à *Al Ahram Weekly*, hebdomadaire en anglais du journal gouvernemental *Al Ahram*, il est également en charge d'un programme de formation en journalisme financé par les Etats-Unis depuis 2006.
Entretien en anglais le 27 mars 2013 à son bureau dans le quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Tarek Nojara, publicitaire et producteur indépendant.
Entretien en anglais le 31 mars 2013 dans un café du quartier de Zamalek au Caire.

Waël Abbas, pionnier de la mobilisation en ligne et cyber-activiste depuis la fin des années 1990. Il est l'auteur du blog en arabe « Conscience égyptienne ».
Entretien le 8 avril 2013 chez lui au Caire.

Khalid Abdalla, acteur de cinéma et activiste, il est l'un des fondateurs du collectif Mosireen et l'un des principaux acteurs de la campagne « Militaires menteurs » lancée par le collectif en 2011.
Entretien en anglais le 10 avril 2013 dans un café du quartier de West Al Balad (Centre-ville) au Caire.

Wadah Khanfar, directeur général d'Al Jazeera de 2003 à septembre 2011.
Entretien réalisé par le Professeur Gilles Kepel en octobre 2012 à Doha

CHRONOLOGIE

2011

- Les « 18 jours » :
  - 25 janvier : en cette Journée Nationale de la Police, de nombreux mouvements politiques et figures d'opposition appellent les citoyens à aller manifester devant le Ministère de l'Intérieur pour protester contre la brutalité policière. Ils demandent également la démission de Habib Al Adly le ministre de l'intérieur, la levée de la loi sur l'état d'urgence, la limitation du nombre de mandats présidentiels, et la lutte active contre la corruption du régime. Les activistes utilisent les médias sociaux pour répandre le message et organiser la mobilisation, comme notamment la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd », créée par Waël Ghonim, qui deviendra une plateforme centrale à la coordination révolutionnaire en ligne. Cette « journée de la colère », comme elle est aujourd'hui appelée en Égypte, attirent des dizaines de milliers d'individus dans les rues du Caire et commencent à demander la démission du président Hosni Moubarak.

  - 26 janvier : la mobilisation s'étend à l'ensemble du pays, dans les villes du Delta, de la côte méditerranéenne et de Haute Égypte, et dans la région du Sinaï.

  - 27 janvier : les affrontements s'intensifient et comptent déjà quelques morts. Twitter et Facebook sont coupés.

  - 28 janvier : « vendredi de la colère », internet et les réseaux de téléphonie mobile sont coupés alors que les manifestants se préparent pour la grande prière hebdomadaire.

  - 29 janvier : premier discours de Hosni Moubarak dans lequel il démet le premier ministre Ahmed Nazif et son gouvernement, mais refuse de quitter le pouvoir. Il nomme Omar Suleyman, ancien chef des renseignements, son vice-président, le premier depuis qu'il est arrivé à la tête du pays en 1981.

  - 31 janvier : Hosni Moubarak refuse de démissionner. Il nomme son nouveau cabinet et désigne Ahmed Shafiq comme premier ministre. Il lui demande d'augmenter les subventions et de réduire les prix des biens de consommation.

  - 1er février : Hosni Moubarak annonce qu'il ne se représentera pas aux prochaines élections présidentielles. Il promet de réformer la constitution, notamment l'article qui empêche les candidats indépendants de se présenter. L'armée encadre les manifestations de façon pacifique. Selon les estimations, le nombre de manifestants dans les rues du Caire dépasse à présent le million.

  - 2 février : jour de la « bataille des chameaux » au cours de laquelle des hommes à cheval et à chameaux, soupçonnés d'être envoyés par le régime, armés de poignards et de couteaux fondent sur les manifestants de la place Tahrir, faisant plusieurs morts. Internet est partiellement rétabli. Deuxième discours de Hosni Moubarak dans lequel il se présent comme le père de la nation et appelle son peuple à plus de clémence. Il refuse de démissionner.

- 3 au 6 février : les clashs s'intensifient, le nombre de morts augmente, la révolution veut la chute du système, les manifestants scandent « Pain, Liberté, Justice Sociale ».

- 7 février : Waël Ghonim, qui a disparu depuis 5 jours, réapparait et donne une interview à Mona Shazly dans son émission « 10 heures du soir » sur la chaine Dream. Cet entretien télévisé est aujourd'hui perçu comme l'élément qui a su remotiver les foules pour poursuivre une mobilisation alors en perte d'élan.

- 10 février : troisième discours de Hosni Moubarak dans lequel il accepte de déléguer certaines responsabilités à son vice président.

- 11 février : « vendredi du départ » après dix huit jours de soulèvement, Omar Suleyman annonce que Hosni Moubarak quitte le pouvoir et qu'il le transmet au Conseil Supérieur des Forces Armées (CSFA). Le Maréchal Mohamed Hussein Tantawi devient le nouveau chef d'Etat par intérim.

- 3 mars : Essam Sharif est nommé premier ministre.

- 19 mars : un ensemble de réformes constitutionnelles est approuvé par référendum et ouvre ainsi la voie à l'organisation d'élections parlementaires puis présidentielles. Les résultats de ce référendum (77% pour le Oui, 22% pour le Non) prennent de cours les révolutionnaires libéraux qui appelaient à refuser ces réformes, et sont la première indication de la montée en puissance des islamistes, favorables aux mesures proposées.

- Avril – août : les manifestations antimilitaires et les affrontements avec l'armée s'intensifient, principalement dans le centre ville du Caire, épicentre de la mobilisation révolutionnaire. Les islamistes gagnent en visibilité. Les procès militaires de civils se multiplient.

- 9 et 10 octobre : une manifestation organisée par des Coptes pour protester contre la démolition d'une église en Haute-Égypte prend place au pied du bâtiment de la télévision d'Etat. Les forces de sécurité attaquent le rassemblement pour le dissiper et font une trentaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Cet épisode est aujourd'hui connu sous le nom du « massacre de Maspero ».

- 18 au 24 novembre : la rue Mohamed Mahmoud qui relie la place Tahrir au Ministère de l'Intérieur, devient le théâtre de violents affrontements entre l'armée et les Shabab. Ce terme arabe pour « jeunes » est une appellation qui désigne aujourd'hui dans le vocabulaire de la révolution les jeunes égyptiens de la seconde vague révolutionnaire (celle qui commence après le départ de Moubarak contre l'armée, plus violente et moins active sur les médias sociaux), principalement issus de classes pauvres et venus affrontés les forces de l'ordre pour refuser le pouvoir militaire. Les Ultras d'Al Ahly, supporters de l'équipe de football cairote du même nom, ont joué un rôle mobilisateur important. Cet épisode, un des plus meurtriers que l'Égypte ait connu depuis la chute de Moubarak, fait plus de 40 morts et des centaines de blessés, à cause notamment des différents types d'armes, de balles et de gaz utilisés par l'armée pour repousser les manifestants. De nombreux membres du gouvernement d'Essam Sharif, ainsi que ce dernier, démissionnent suite à l'ampleur des événements. Kamal Ganzouri devient premier ministre et met en place un gouvernement d'unité nationale.

- 28 novembre : début des élections parlementaires.

2012

- 11 janvier : fin des élections parlementaires. Les partis islamistes remportent près des trois quarts des sièges.

- 1er février : des émeutes éclatent dans le stade de Port-Saïd après un match de football entre l'équipe locale, Al Masry, et une équipe du Caire, grande favorite au niveau national, Al Ahly. A la fin du match remporté par l'équipe de Port-Saïd, les supporters envahissent le terrain tandis que les forces de sécurité maintiennent les portes du stade fermées. Les affrontements sanglants font plus de 70 morts, la plupart étant des Ultras, des supporters d'Al Ahly, un groupe qui a joué un rôle important dans la mobilisation antimilitaire des mois précédents. L'armée est accusée d'avoir orchestré ce massacre et permettant aux supporters d'Al Masry d'introduire des armes dans le stade. Suite à cet épisode, les matchs de ligue nationale sont interdits pour deux ans.

- 26 avril : début de la campagne des premières élections présidentielles libres du pays. Treize candidats sont en lice.

- 23 mai : Mohamed Morsi, du parti Justice et Liberté des Frères Musulmans, et Ahmed Shafik, dernier premier ministre sous Moubarak et qui se présente comme candidat indépendant, gagnent le premier tour avec un taux de participation estimé à 46%.

- 31 mai : l'armée annonce la levée de la loi sur l'état d'urgence.

- 2 juin : Hosni Moubarak est condamné à la prison à perpétuité.

- 15 juin : l'armée dissout le Parlement au motif que les régulations en vigueur lors de son élection étaient inconstitutionnelles, et prend le contrôle du pouvoir législatif. La mobilisation contre le gouvernement militaire qui perdure depuis le départ de Moubarak, s'intensifie et des heurts éclatent.

- 17 juin : Mohamed Morsi est élu cinquième président d'Égypte avec 51,7% des suffrages exprimés pour un taux de participation estimé à 52%.

- 30 juin : investiture de Mohamed Morsi à la tête de l'Etat.

- 9 juillet : Mohamed Morsi rétablit l'Assemblée qui avait été dissoute par le CSFA en juin.

- 2 août : Hisham Qandil est nommé premier ministre. Il constitue un cabinet composé de 35 ministres issus principalement des partis islamistes et de l'ancien régime, excluant les libéraux.

- 12 août : Mohamed Morsi démet le maréchal Tantawi de ses fonctions de ministre de la défense et nomme à sa place le général Abdel Fattah Al Sissi. Il annule également le décret du 15 juin qui octroie des pouvoirs législatifs et constitutionnels à l'armée.

- 21 novembre : Mohamed Morsi passe un décret qui lui permet de prendre toutes les actions qu'il juge nécessaire pour préserver la sécurité nationale, et qui interdit au pouvoir judiciaire de contester ses décisions. Des manifestations éclatent et il fait marche arrière.

- 22 novembre : l'opposition forme une coalition qui devient le Front National de Salvation (FNS) pour demander la formation d'une nouvelle assemblée constituante. Les tentatives de dialogue échouent.

- 29 novembre : l'assemblée constituante, dominée par les islamistes après que les libéraux du FNS aient quitté cette dernière pour protester contre la tournure religieuse et liberticide que prenait le texte, finit de rédiger la nouvelle constitution.

- 4 décembre : les manifestations se polarisent de plus en plus entre islamistes et libéraux. Des dizaines de milliers marchent vers le palais présidentiel, demandant le départ de Mohamed Morsi.

- 22 décembre : la nouvelle constitution est approuvée par referendum avec 64% de voix favorables pour un taux de participation estimé à 33%. Les acteurs libéraux, les Coptes et les féministes dénoncent des résultats truqués.

2013

- 25 janvier : pour les deux ans d'anniversaire de la révolution de 2011, des centaines de milliers de manifestants descendent dans les rues des grandes villes du pays pour protester contre le gouvernement Morsi et ses abus de pouvoir, et pour dénoncer l'islamisation du pays et de ses institutions. Cet épisode qui dure près de trois jours, fait plus de 50 morts. Le général Al Sissi, chef des armées et ministre de la défense, met en garde contre la polarisation politique qui déchire le pays et qui met la sécurité nationale en danger.

- 26 janvier : le FNS demande, pour l'établissement d'un au consensus national, l'amendement de nombreux articles de la nouvelle constitution et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

- 27 janvier : Mohamed Morsi déclare l'état d'urgence dans certaines villes du pays.

- 30 janvier : le FNS et le parti salafiste Nour proposent de façon conjointe un projet de gouvernement d'union nationale. Les Frères Musulmans perdent le soutien des salafistes.

- Février – mars : multiplication des manifestations à travers le pays, face à la dégradation des infrastructures, notamment les chemins de fer suite à l'augmentation du nombre d'accidents graves, face aux coupures d'électricité, face à l'augmentation des prix et à la pénurie d'essence. Ces clashs font des dizaines de morts. Les diverses tentatives de dialogue entre Mohamed Morsi et le FNS échouent, aggravant la polarisation du débat public et des mobilisations collectives. Mohamed Morsi convoque les forces armées pour faire face à l'exacerbation des tensions. Le quartier général des Frères Musulmans est attaqué à plusieurs reprises.

- 28 avril : des figures de l'opposition révolutionnaire fondent le mouvement non partisan Tamarod (terme arabe pour « rébellion ») dans le but de récolter 15 millions de signatures d'ici au 30 juin, anniversaire de l'investiture de Mohamed Morsi à la présidence du pays, pour forcer ce dernier à organiser des élections présidentielles anticipées.

- 17 juin : Mohamed Morsi nomme sept nouveaux gouverneurs, tous Frères Musulmans, et place à la tête du gouvernorat de Louxor un individu affilié à la mouvance dure de la confrérie, Al Gamaa Al Islamya, accusée d'être à l'origine des attentats qui ont frappé cette région de Haute-Égypte dans les années 1990. Les affrontements s'intensifient à travers le pays entre les supporters de Frères Musulmans et leurs opposants.

- 21 juin : le général Al Sissi met publiquement en garde le président Mohamed Morsi contre la montée des violences qui, si elles continuent de s'aggraver, forceront l'armée à intervenir. Ces déclarations sont soutenues par Al Azhar et l'Eglise Copte.

- 24 juin : les supporters de Frères Musulmans commencent un siège sur la place Rabaa Al-Adawiya devant la mosquée du même nom, pour affirmer leur soutien au gouvernement à l'approche du 30 juin et des manifestations de masse auxquelles appelle le mouvement Tamarod.

- 27 juin : Mohamed Morsi et son gouvernement rejettent les propositions de conciliation faites par l'opposition libérale et les salafistes, et soutenues par l'armée.

- 29 juin : à la veille de manifestations qui s'annoncent colossales et qui laissent présager de violents affrontements, le général Al Sissi rencontre Mohamed Morsi pour une dernière tentative de réconciliation nationale. Tamarod annonce avoir collecté plus de 22 millions de signatures.

- 30 juin : des millions d'individus descendent dans la rue pour demander la démission de Mohamed Morsi. Les forces de sécurité refusent de protéger le quartier général des Frères Musulmans qui est attaqué.

- 1er juillet : l'armée lance un ultimatum à Mohamed Morsi lui donnant 48 heurs pour trouver une solution. Ce dernier décrit ces pressions comme inacceptables. Les manifestations continuent, des affrontements violents éclatent un peu partout dans le pays et font plusieurs morts.

- 3 juillet : le général Al Sissi s'adresse à la nation pour annoncer que l'armée démet Morsi et que la Cour Suprême Constitutionnelle prend le pouvoir jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Son discours est suivi par des déclarations de soutien de la part des figures de l'opposition, des salafistes, d'Al Azhar et de l'Eglise Copte.

- 4 juillet : Adly Mansour, président de la Court Suprême Constitutionnelle, est nommé chef d'Etat par intérim pour diriger la transition.

- 8 juillet : début des affrontements entre les forces armées et les supporters de Mohamed Morsi au Caire. Ce jour là les violences font une soixantaine de morts, avant de s'étendre, pendant presque cinq semaines, à l'ensemble du pays.

- 12 août : l'armée met en garde les supporters du président Morsi mobilisés devant la mosquée Rabaa Al-Adawiya et leur ordonne de mettre fin à ce siège qui dure depuis plusieurs semaines.

- 14 août : les forces de sécurité attaquent le siège de Rabaa Al-Adawiya. Le raid qui dure près de douze heures fait plusieurs centaines de morts. L'état d'urgence est rétabli dans l'ensemble du pays. Les organisations internationales des droits de l'homme parlent de crime contre l'humanité. Des dizaines d'églises sont attaquées. Certaines estimations avanceront plus tard le chiffre de 2,500 morts au cours des affrontements ayant eu lieu entre le départ de Morsi et cette intervention militaire.

- 10 septembre : les médias du pays lancent une campagne pour encourager le général Al Sissi à se présenter aux prochaines élections présidentielles.

- 23 septembre : la justice bannit les Frères Musulmans du pays et fait saisir les biens de la confrérie, rendant illégal tout retour de cette dernière dans la vie politique du pays.

- 24 novembre : Adly Mansour annonce une nouvelle loi qui interdit les rassemblements publics de plus de dix personnes.

- 25 décembre : le gouvernement de transition désigne les Frères Musulmans comme étant une organisation terroriste, suite à la recrudescence d'attentats contre les forces de police et l'armée attribués aux membres et aux supporters de la confrérie.

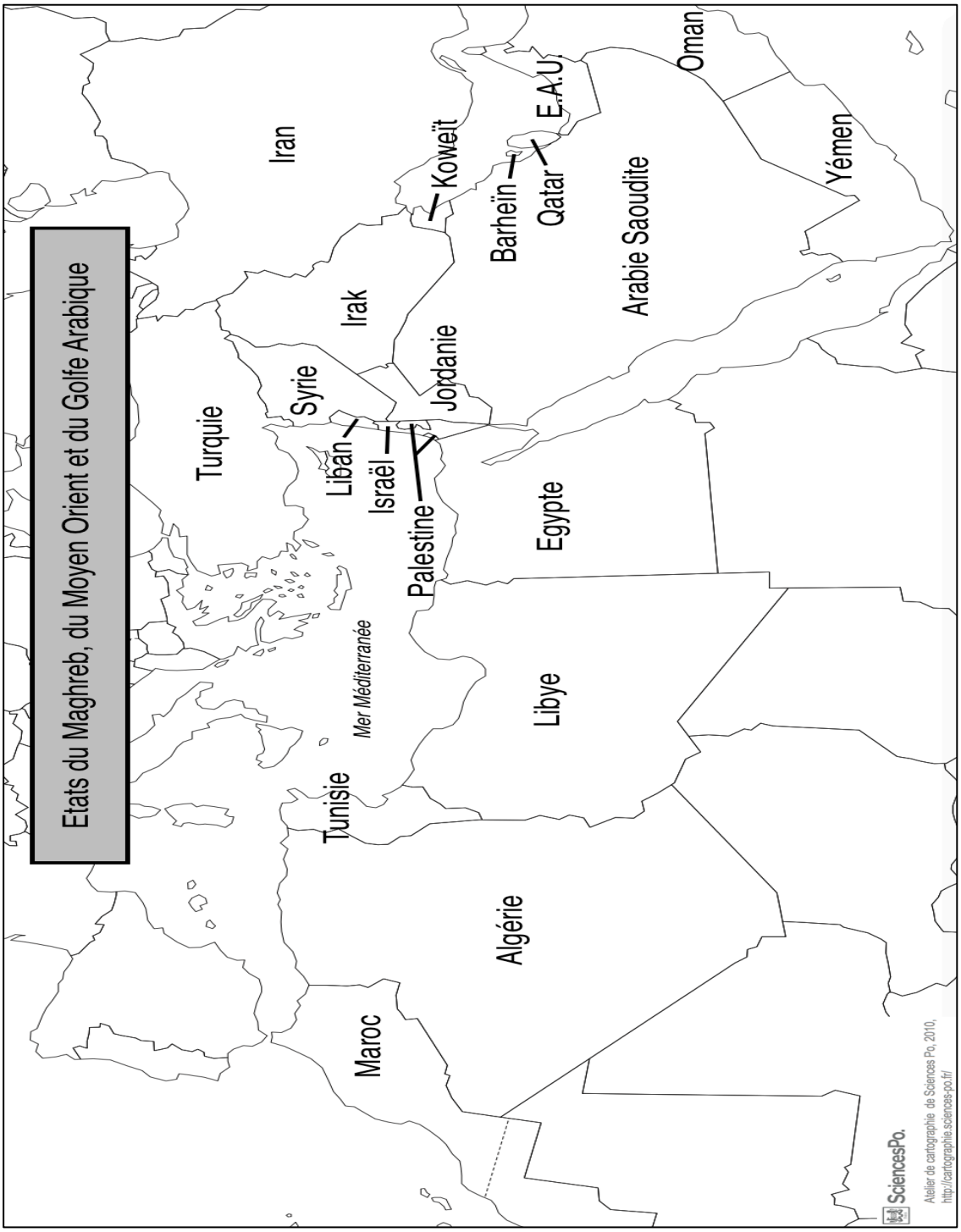
2014

- 15 janvier : la nouvelle constitution, dont la rédaction a été entamée en juillet 2013, est approuvée par referendum à 98%. Les partis politiques basés sur la religion sont interdits.

- 28 mai : le général Al Sissi, sans être affilié à aucun parti, remporte les élections présidentielles avec 96% des suffrages exprimés pour un taux de participation de 47%, face à l'unique autre candidat Hamdin Sabahi, homme politique nassériste représentant le Courant Egyptien Populaire.

- 26 octobre : réagissant à la multiplication des attentats contre l'armée et les forces de l'ordre, les éditeurs en chef des plus grands quotidiens du pays, privés comme publics, signent une déclaration commune dans laquelle ils s'engagent à soutenir le gouvernement et à rejeter fermement toute critique faite à l'encontre de l'Etat et des forces de sécurité. Les chaines de télévision leur emboitent le pas et suspendent les programmes de certains présentateurs ayant été un peu trop critiques envers le pouvoir.

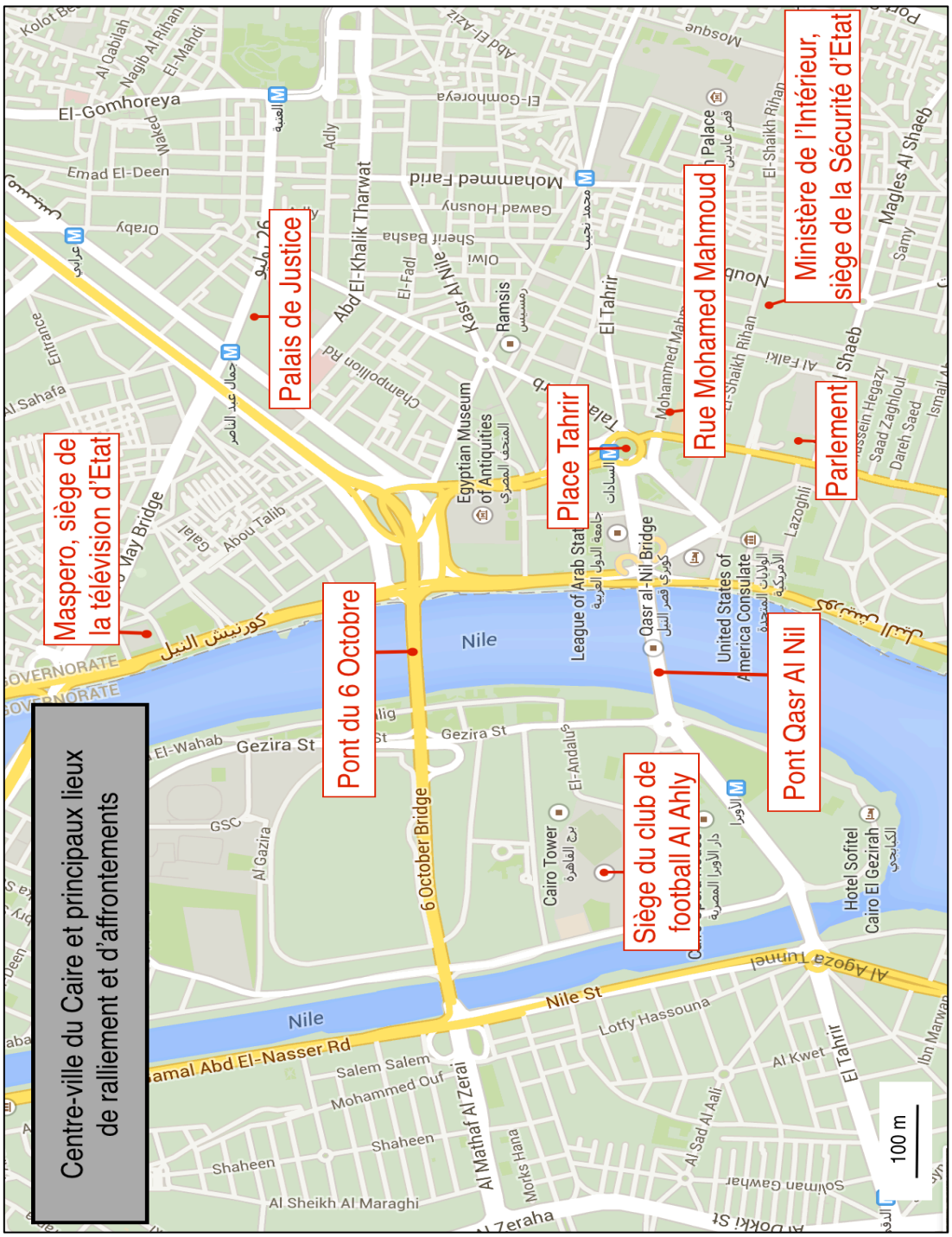
CARTE I. ETATS DU MAGHREB, DU MOYEN ORIENT ET DU GOLFE ARABIQUE



CARTE II. EGYPTE

CARTE III. LES QUARTIERS DU CAIRE

CARTE IV. CENTRE VILLE DU CAIRE ET PRINCIPAUX LIEUX DE RALLIEMENT ET D'AFFRONTEMENTS



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso Books, Londres, 1991

- AYISH Muhammad I., *Arab World Television in the Age of Globalization*, Deutsches Orient-Institut, Hambourg, 2003

- AYISH Muhammad I., *The New Arab Public Sphere*, Frank & Timme, Berlin, 2008

- BENNETT W. Lance, *News, the Politics of Illusion*, 9ème édition, Longman, New York, 2012

- BERENGER Ralph D., *Global Media go to War. Role of News and Entertainment Media during the 2003 Iraq War*, Marquette Books, Spokane, 2004

- BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Liber Editions, Paris, 1996

- CHOMSKY Noam and HERMAN Edward S., *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, Pantheon Books, New York, 2002

- CURRAN James and PARK Myung-Ji (dir.) *De-Westernizing media studies*, Routledge, Londres, 2000

- DEAN Jodi, *Blog Theory. Feedback and Capture in the Circuits of Drive*, Polity Press, Cambridge, 2010

- DEBRAY Régis, *Introduction à la médiologie*, PUF, Paris, 2000

- EICKELMAN Dale F., ANDERSON Jon W., *New Media in the Muslim World. The Emerging Public Sphere*, Indiana University Press, Bloomington, 1999

- EL-NAWAWY Mohammed et ISKANDAR Adel, *Al Jazeera, How the Free Arab News Network Scooped the World and Changed the Middle East*, Westview Press, Cambridge, 2002

- GHONIM Wael, *Revolution 2.0. The Power of People is Greater than the People in Power*, Fourth Estate, Londres, 2012

- GONZALES-QUIJANO Yves, (dir.) *Les Arabes parlent aux Arabes. La révolution de l'information dans le monde arabe*, Actes Sud, Paris, 2009

- GRAMSCI Antonio, HOARE Quentin, NOWELL-SMITH Geoffrey, Selections from the prison notebooks of Antonion Gramsci, Lawrence and Wishart, Londres, 1971

- GUAAYBESS Tourya, *Télévisions arabes sur orbite. Un système médiatique en mutation*, CNRS éditions, Paris, 2005

- HAFEZ Kai, *Arab Media, Power and weakness*, Continuum, New York, 2008

- HALLIN Daniel et MANCINI Paolo (dir.), *Comparing Media Systems Beyond the Western World*, Cambridge University Press, New York, 2012

- HALLIN Daniel, MANCINI Paolo, *Comparing Media Systems. Three models of media and politics*, Cambridge University Press, 2004, Cambridge

- IDLE Nadia and NUNNIS Alex, *Tweets from Tahrir*, OR Books, New York, 2011

- ISKANDAR Adel et HADDAD Bassam (dir.) *Mediating the Arab Uprisings*, Tadween Publishings, Washington, 2013

- IYENGAR Shanto et KINDER Donald, *News that matters*, The University of Chicago Press, Chicago, 1987

- JENKINS Henry, *Convergence Culture. Where Old and New Media Collide*, New York University Press, New York, 2006

- KAZAN Fayad E., *Mass Media, Modernity, and Development. Arab States of the Gulf*, Praeger, Londres, 1993

- KELTY Christopher M. *Two Bits. The Cultural Significance of Free Software*, Duke University Press, Londres, 2008

- KHALIL Ashraf, *Liberation Square. Inside the Egyptian Revolution and the Rebirth of a Nation*, St Martin's Press, New York, 2011

- KRAIDY Marwan M., KHALIL Joe F., *Arab Television Industries*, Palgrave Macmillan, Londres, 2009

- KWANSAH-AIDOO Kwamena, *Topical Issues in Communications and Media Research*, Nova Sciences Publishers Inc., New York, 2005

- LAMLOUM Olfa, *Al Jazeera, miroir rebel et ambigu du monde arabe*, La Découverte, Paris, 2004

- LANGLOIS Andréa et DUBOIS Frédéric (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*, Lux Editeurs, Québec, 2006

- LEVINSON Paul, *Digital McLuhan, a guide to the information millennium*, Routledge, Londres, 1999

- LYNCH Marc, *Voices of the New-Arab Public. Iraq, Al Jazeera, and Middle East Politics Today*, Columbia University Press, New York, 2006

- MC COMBS Maxwell, SHAW Donald L., WEAVER David, *Communication and Democracy, exploring the intellectual frontiers in agenda-setting theory*, Lawrence Erlbaum Publishers, Londres, 1997

- MC PHAIL Thomas L., *Global Communication. Theories, Stakeholders, and Trends,* 3ème edition, Wiley-Blackwell, Oxford, 2010

- MELLOR Noha, *The Making of Arab News*, Rowman & Littlefield Publishers, New York, 2005

- MELLOR Noha, AYISH Muhammad, DAJANI Nabil, and RINNAWI Khalil (dir.), *Arab media. Globalization and emerging media industries*, Polity Press, Cambridge, 2011

- MOHSEN-FINAN Khadija (dir.), *Les médias en Méditerranée, Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Acte Sud, Paris, 2009

- MOSCA Gaetano, *The Rulling Class (Elementi di Scienza Politica)*, McGraw-Hill Book Company, Londres, 1939

- PINTAK Lawrence, *The New Arab Journalist. Mission and Identity in a Time of Turmoil*, I.B. Tauris, Londres, 2011

- RINNAWI Khalil, *Instant Nationalism. Mc Arabism Al-Jazeera and Transnational Media in the Arab World*, University Press of America, Oxford, 2006

- ROBBINS Bruce, *The Phantom Public Sphere*, *Cultural Politics* vol.5, University of Minnesota Press, Londres, 1993

- RUGH William A., *Arab Mass Media, Newspapers, Radio, and Television in Arab Politics*, Praeger Publishers, Westport, 2004

- SABRY Tarik (dir.), *Arab Cultural Studies. Mapping the Field*, I.B.Tauris, Londres, 2012

- SAKR Naomi, *Transformations in Egyptian Journalism*, I.B. Tauris, Londres, 2013

- SAKR Naomi (dir.), *Arab Media and Political Renewal. Community, Legitimacy and Public Life*, I.B. Tauris, Londres, 2007

- SAKR Naomi, *Arab Television Today*, I.B. Tauris, Londres, 2007

- SAKR Naomi, *Satellite Realms. Transnational Television, Globalization and the Middle East*, I.B. Tauris, Londres, 2001

- SAMUEL-AZRAN Tal, *Al Jazeera and US War Coverage*, Peter Lang Publishing, New York, 2010

- SEIB Philip, *The Al Jazeera Effect*, Potomac Books, Washington D.C., 2008

- SHAH Adeel A. and SARDAR Sheheryar T., *Sandstorm, a Leaderless Revolution in the Digital Age*, Global Executive Board, 2011

- SHIRKY Clay, *Cognitive Surplus. Creativity and Generosity in a Connected Age*, The Penguin Press, New York, 2010

- SHIRKY Clay, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, The Penguin Press, New York, 2008

- SHOEMAKER Pamela J. et VOS Tim P., *Gatekeeping Theory*, Routledge, Londres, 2009

- STERNHEIMER Karen, *Celebrity Culture and the American Dream. Stardom and Social Mobility*, Routledge, Londres, 2011

- TALON Claire Gabrielle, *Al Jazeera. Liberté d'expression et pétromonarchie,* PUF, Paris, 2011

- TARROW Sidney G., *Power in Movement, Social Movements and Contentious Politics,* Third Edition, Cambridge University Press, Cambridge, 2011

- TATHAM Steve, *Losing Arab Hearts and Minds. The Coalition, Al Jazeera and Muslim Public Opinion*, Hurst and Company, Londres, 2006

- TILLY Charles, *Regimes and Repertoires*, The University of Chicago Press, Chicago, 2006

- TILLY Charles et TARROW Sydney, *Contentious Politics*, Paradigm Publishers, Londres, 2006

- Transnational Broadcasting Studies, *The Real (Arab) World. Is reality TV Democratizing the Middle East? And other studies in satellite broadcasting in the Arab and Islamic worlds*, vol. 1, n° 2, The American University Press, Le Caire, 2005

- TURNER Graeme et TAY Jinna (dir.), *Television Studies After TV. Understanding TV in the post-broadcast era*, Routledge, New York, 2009

- VOLTMER Katrin (dir.), *Mass Media and Political Communication in New Democracies*, Routledge, London, 2006

- WILLIAMS Raymond, Marxism and literature, Oxford University Press, New York, 1977

- WOLFSFELD Gadi, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997

- ZAKI Moheb, *Civil society and democratization in Egypt, 1981-1994*, Centre Ibn Khaldoun, Le Caire, 1995

- ZAYANI Mohamed et SAHRAOUI Sofiane, *The Culture of Al Jazeera, Inside an Arab Media Giant*, Mc Farland and Company, Jefferson, 2007

- ZAYANI Mohamed, *The Al Jazeera Phenomenon, Critical Perspectives on New Arab Media*, Paradigm Publishers, Boulder, 2005

- ZWEIRI Mahjoob et MURPHY Emma C. (dir.), *The New Arab Media. Technology, Image and Perception*, Ithaca Press, London, 2011

ARTICLES DE REVUES SCIENTIFIQUES ET CHAPITRES D'OUVRAGES

- ABDULLA Rasha, « An overview of media developments in Egypt: Does the internet make a difference? » in *Global Media Journal*, printemps 2006

- ALLAM Rasha, « Report: The American University in Cairo's 'Tahrir Dialogue: Media Changes in Tunisia after the Revolution' featuring Kamel Labidi » in *Arab and Media Society*, n°16, automne 2012

- AL MALKY Rania, « Blogging for Reform: the Case of Egypt » in *Arab Media & Society,* n°1, printemps, 2007

- AL SADI Mahmoud R, « Al Jazeera Television: Rhetoric of Deflection » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- ALTERMAN Jon, « The Revolution Will Not Be Tweeted », in *The Washington Quarterly*, automne 2011

- ALTERMAN Jon, « The Revolution Will Not Be Televised », in *Center for Strategic & International Studies*, mars 2011

- ALY Ramy, « Rebuilding Egyptian Media for a Democratic Future » in *Arab Media & Society*, n°13, été 2011

- AMIN Hussein et EL-SHAARAWI Sarah, « Conference: Media Policies and Freedom of Expression » in *Arab Media & Society,* n°21, printemps 2015

- ANDERSON Jon W., « Is Informationalization Good for the Middle East? » in *Arab Media and Society*, n°18, été 2013

- ANDERSON Jon W., « New Media, New Publics: Reconfiguring the Public Sphere of Islam » in *Social Research* vol. 70, n° 3, automne 2005

- ATTALAH Lina et RIZK Nagla, « Egypt's Evolving Media Landscape: Access, Public Interest and Control » in HAWTIN Dixie et PUDDAPHATT Andrew (dir.) *A New Frontier, An Old Landscape*, Ford Foundation, New York, 2011

- AYISH Muhammad I., « American-Style Journalism and Television in the Arab World: An Exploratory Study of News Selection at Six Arab Television Channels » in HAFEZ Kai (dir.) *Media Ethics in the Dialogue of Cultures. Journalistic Self-Regulation in Europe, the Arab World, and Muslim Asia*, Deutsches Orient-Institut, Hambourg, 2003

- BAILEY Timothy D. et GRIMAILA Michael R., « Running the Blockade: Information Technology, Terrorism, and the Transformation of Islamic Mass Culture » in *Terrorism and Political Violence*, vol. 18, n°4, hiver 2006

- BADIE Bertrand, « L'opinion à la conquête de l'international » in *Raisons politiques*, vol.19, août/septembre 2005

- BEN MOUSSA Mohamed, « Online Mobilization in Times of Conflict » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013

- BENFORD Robert et SNOW David, « Framing processes and social movements: An overview and assessment » in *Annual Review of Sociology*, n°26, 2000

- BERGER Miriam « A Revolutionary Role or a Remnant of the Past? The Future of the Egyptian Journalist Syndicate after the January 25th Revolution » in *Arab Media and Society*, n°18, été 2013

- CASTELLS Manuel et MONGE Peter, « Prologue to the Special Section: Network Multidimensionality in the Digital Age », in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

- CASTELLS Manuel, « A Network Theory of Power » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

- CAMAU Michel et GEISSER Vincent, « Le néo-autoritarisme » in CAMAU Michel et GEISSER Vincent, *Le syndrome autoritaire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003

- CHAMMAH Maurice, « The Scene of the Crime: October 9th, Maspero, and Egyptian Journalism after the Revolution » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- COCHRANE Paul, « The coming contenders » in *Arab Media & Society*, n°11, été 2010

- CODDINGTON Mark, « Building Frames Link by Link: The Linking Practices of Blogs and News Sites », in *International Journal of Communication*, n°6, 2012

- COWAN Geoffrey et CULL Nicholas J., « Public Diplomacy in a Changing World » in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n°616, mars 2008

- DAJANI Nabil, « Technology Cannot a Revolution Make: *Nas*-book not Facebook » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- DA LAGE Olivier, « Politics and media in the Middle East: The post-Al Jazeera era » Al Jazeera Study center, août 2010

- DE ANGELIS Enrico, « The State of Disarray of a Networked Revolution: The Syrian Uprising's Information Environment » in *Sociologica*, n°3, décembre 2011

- DE SARDAN Jean Pierre Olivier, « La politique du terrain. Sur la production de données anthropologiques » in *Enquêtes. Les terrains de l'enquête*, n° 1, 1995

- DREZNER Daniel W., « Weighing the Scales: the Internet's Effect on State-Society Relations » in *Brown Journal of World Affairs,* vol. 16, n°2, printemps/été 2010

- EL-BALTAJI Dana, « Dubai: an emerging Arab media hub » in *Arab Media & Society*, n°3, automne 2007

- EL-NAWAWY Mohammed et STRONG Catherine, « Job Satisfaction and Editorial Freedom at Al-Arabiya: Finding the Balance while Covering Volatile Middle East News », in *Arab and Media Society*, n°16, automne 2012

- EL-OIFI Mohammed, « Al Hurra, la nouvelle voix de l'Amérique » in *Confluences méditerranée*, n°69, printemps 2009

- EL-OIFI Mohammed, « Faire de la politique par les médias dans le monde arabe » in *Maghreb, Machrek*, n°193, automne 2007

- EL-OIFI Mohammed, « L'opinion publique arabe, entre logiques étatiques et solidarités transnationales » in *Raisons politiques*, vol.19, aout/septembre 2005

- EL-SAYED Yomna, « Revolutionary Media on a Budget: Facebook-only Social Journalism » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013

- EL-TANTAWY Nahed et WIEST Julie B., « Social Media in the Egyptian Revolution: Reconsidering Resource Mobilization Theory » in *International Journal of Communication*, vol. 5, 2011

- ENTMAN Robert « Framing US Coverage of International News: Contrasts in Narratives of the KAL and Iran Air Incidents » in *Journal of Communication*, vol. 41, n°4, décembre 1991

- FAKHREDDINE Jihad, « The long March of the Pan-Arab Media: A Personal View » in *Arab Media & Society,* février 2007

- FARIS David, « We Are All Revolutionaries Now: Social Media Networks and the Egyptian Revolution », in *Social Media Revolutions. All Hype or New Reality?*, Princeton University, printemps 2011

- FARIS David, « Revolutions Without Revolutionaries? Network Theory, Facebook, and the Egyptian Blogosphere » in *Arab Media & Society*, n°6, automne 2008

- GEDDES Barbara et ZALLER John, « Sources of popular support for authoritarian regimes » in *American Journal of Political Science,* vol. 33, n°2, mai 1989

- GHOZLAN Mahmoud, « A Proposal for a Dialogue on Media Reform » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- GILBOA Eytan, « Searching for a Theory of Public Diplomacy » in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n°616, mars 2008

- GILBOA Eytan, « Media-Broker Diplomacy: When Journalists Become Mediators » in *Critical Studies in Media Communication,* vol. 22, n°2, juin 2005

- GILBOA Eytan, « The CNN Effect: The Search for a Communication Theory of International Relations » in *Political Communication*, n°22, 2005

- GILBOA Eytan, « The Global News Networks and U.S. Policymaking In Defense and Foreign Affairs » in *The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy*, printemps 2002

- GILBOA Eytan, « Diplomacy in the media age: Three models of uses and effects » in *Diplomacy & Statecraft*, vol.12, n°2, juin 2001

- GUO Lei, HOLTON Avery, et JEONG Sun Ho, « Transnational Comparative Framing: A Model for an Emerging Framing Approach », in *International Journal of Communication,* n°6, 2012

- HAFEZ Kai, « The Role of Media in the Arab World's Transformation Process », in HANELT Christian-Peter et MÖLLER Almut (dir.), *Bound to cooperate: Europe and the Middle East II*. Bertelsmann, Gütersloh, 2008

- HAGOOD Anne, « The Narrative of Resistance. Bahrain and Iraq » in *Arab Media & Society*, n°13, été 2011

- HALABI Nour « Media Privatization and the Fate of Social Democracy in Egypt » in *Arab Media & Society,* n°21, printemps 2015

- HASSAN Robert, « 'Not Ready for Democracy': Social Networking and the Power of the People. The Revolts of 2011 in a Temporalized Context » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- HASSANI Nadim, « Le maniement étranger des médias satellitaires arabophones, ou les raisons d'un échec » in *Confluences méditerranée*, n°69, printemps 2009

- HIJJAWI Aref, « The Role of Al Jazeera (Arabic) in the Arab Revolts of 2011 » in *Perspectives, Political Analysis and Commentary from the Middle East*, n°2, mai 2011

- HOFHEINZ Albrecht, « Nextopia? Beyond Revolution 2.0 » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

- HOWARD Philip, « Opening Closed Regimes, What Was the Role of Social Media During the Arab Spring? » in *Project on Information Technology and Political Islam*, n°1, Oxford University Press, Oxford, 2011

- HUNTINGTON Samuel, « Democacy's Third Wave » in *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 2, printemps 1991

- ISHERWOOD Tom, « A new direction or more of the same? Political blogging in Egypt » in *Arab Media & Society*, n°6, automne 2008

- JONES Stephen H. et CLARKE David B., « Waging terror: The geopolitics of the real » in *Political Georgraphy*, vol. 25 n° 3, mars 2006

- KAROLAK Magdalena Maria, « Civil Society and Web 2.0 Technology: a Study of Social Media in the Kingdom of Bahrain » in *Arab Media & Society*, n°13, été 2011

- KHAMIS Sahar, VAUGHN Katherine, et GOLD Paul B., « Beyond Egypt's 'Facebook Revolution' and Syria's 'YouTube Uprising': Comparing Political Contexts, Actors and Communication Strategies » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- KHAMIS Sahar, « The Transformative Egyptian Media Landscape: Changes, Challenges and Comparative Perspectives » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

- KHAMIS Sahar et VAUGHN Katherine, « Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance » in *Arab Media and Society*, n°13, été 2011

- KLAUS Enrique « Les journalistes face aux révolutions. Démocratie et presse écrite en Égypte » in *La Vie Des Idées*, octobre 2011

- KRASTEV Ivan, « Paradoxes of the New Authoritarianism » in *Journal of democracy*, vol. 22, n°2, avril 2011

- LAHLALI El Mustapha, « The Arab Spring and the discourse of desperation: shifting from an authoritarian discourse to a democratic one » in *Arab Media & Society*, n°13, été 2011

- LAMER Wiebke, « Twitter and Tyrants: New Media and its Effects on Sovereignty in the Middle East », in *Arab and Media Society*, n°16, automne 2012

- LATOUR Bruno, « Networks, Societies, Spheres: Reflections of an Actor-Network Theorist », in *International Journal of Communication,* n°5, 2011

- LEMIEUX Cyril, « De certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques : comment les décrire, comment les expliquer ? » in *La Presse écrite : objets délaissés. Regards sur la presse française*, L'Harmattan, Paris, 2001

- LESK Michael, « One in a Million: Information vs. Attention », in *International Journal of Communication,* n°6, 2012

- LYNCH Marc, « Blogging the New Arab Public » in *Arab Media & Society*, février 2007

- MCADAM Doug, TARROW Sydney, et TILLY Charles « Comparative Perspectives on Contentious Politics » in LICHBACH Mark et ZUCKERMAN Alan (dir.) *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure: Advancing Theory in Comparative Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 2007

- MOE Hallvard, « Who Participates and How? Twitter as an Arena for Public Debate about the Data Retention Directive in Norway » in *International Journal of Communication,* n°6, 2012

- MOROZOV Evgeny, « How Dictators Watch Us On The Web » in *Prospect*, décembre 2009

- NAHON Karine, « Fuzziness of Inclusion/Exclusion in Networks » in *International Journal of Communication*, n°5, 2011

- NASSAR EL-KHALILI Sara, « The Agenda-Setting Impact of Egyptian Nightly Television Talk Shows on Attitudes towards Civic Engagement in Egypt », Thesis Submitted to The Department of Journalism and Mass Communication, mai 2011

- NASSER Mohamed, « Private Satellite Channels in Egypt: The Relationship between Ownership and Editorial Policy » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- NISBET Erik C. et MYERS Teresa A., « Challenging the State: Transnational TV and Political Identity in the Middle East » in *Political Communications*, Routledge, Londres, 2010

- O'DONNELL Guillermo, « Delegative democracy? » in *Journal of Democracy*, vol.5, n°1, 1994

- OGHIA Michael J. et INDELICATO Helen, « Ruling the Arab Internet: An Analysis of Internet Ownership Trends of Six Arab Countries » in *Arab Media & Society*, n°13, été 2011

- PAPACHARISSI Zizi, « Without You, I'm Nothing: Performances of the Self on Twitter » in *International Journal of Communication* n°6, 2012

- PETERSON Mark Allen, « Egypt's Media Ecology in a Time of Revolution » in *Arab Media & Society* n°13, été 2011

- PINTAK Lawrence, « Breathing Room. Toward a New Arab Media » in *Columbia Journalism Review*, mai/juin 2011

- PINTAK Lawrence, « The role of the media as watch-dogs, agenda-setters and gatekeepers in Arab states » pour le séminaire Harvard-World Bank, mai 2008

- PINTAK Lawrence, « Reporting a Revolution: the Changing Arab Media Landscape » in *Arab Media & Society*, février 2007

- RADSCH Courtney, « Core to Commonplace: The evolution of Egypt's blogosphère » in *Arab Media & Society*, n°6, automne 2008

- RAYMAN Noah, « Is the Egyptian Press Ready for Democracy? Evaluating Newspaper Coverage as an Indicator of Democratization » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013

- RIZK Nagla et ATTALAH Lina, « Egypt's Evolving Media Landscape: Access, Public Interest and Control » in HAWTIN Dixie et PUDDAPHATT Andrew (dir.) *A New Frontier, An Old Landscape*, Ford Foundation, New York, 2011

- ROBINSON Piers, « Theorizing the Influence of Media on World Politics : Models of Media Influence on Foreign Policy » in *European Journal of Communication*, vol.16 n°4, décembre 2001

- SAADA Julien, « Médias et internet dans le monde arabe, une opportunité pour Barack Obama? » in *Confluences méditerranée*, n°69, printemps 2009

- SAMIN Nadav, « Saudi Arabia, Egypt, and the Social Media Moment » in *Arab Media & Society,* n°15, printemps 2012

- SCHEUFELE Dietram A. et TEZKSBURY David, « Framing, Agenda Setting, and Priming: The Evolution of Three Media Effects Models » dans *Journal of Communication* n° 57, 2007

- SCHLEIFER Abdallah, « AMS Feature Interview: Nart Bouran, General Manager and Head of News, Sky News Arabia » in *Arab Media and Society*, n°16, automne 2012

- SCHLEUSENER Lucas F., « From Blog to Street: The Bahraini Public Sphere in Transition » in *Arab Media & Society*, février 2007

- SHAAT Mostafa, « Media Law in Egypt and the Universal Principles of Freedom of Expression » in *Arab Media & Society,* n°21, printemps 2015

- TALON Claire, « Médias arabes, Etat, nation et sphère publique : pour un nouveau cadre d'analyse » in *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte, Paris, 2011

- THAI Evelyn, « Counter-hegemony in the Transnational Age » in *Arab Media & Society*, n°11, été 2010

- TILLY Charles, « Political Identities in Changing Polities. » in *Social Research*, vol.2, n°70, 2003

- TUSA Félix, « How Social Media Can Shape a Protest Movement: The Cases of Egypt in 2011 and Iran in 2009 » in *Arab Media and Society*, n°17, hiver 2013

- WALKER Christopher et ORTTUNG Robert W., « Breaking the news: The role of state-run media » in *Journal of democracy*, vol. 25, n°1, janvier 2014

- WARD Will, « Social media in the Gaza conflict » in *Arab Media & Society*, n°9, été 2009

- WINNER Langdon, « Do Artifacts Have Politics? » in *The whale and the reactor: a search for limits in an age of high technology*, University of Chicago Press, Chicago, 1986

- ZHOU Yuezhi « Watchdog on Party Leashes? Contexts and implications of investigative journalism in post-Deng China » in *Journalism Studies*, vol.1, n°2, 2000

RAPPORTS D'ETUDE

- Arab Media Influence Report – AMIR 2011, « Social Media & the Arab Spring », Dubaï, mars 2011

- Arab Media Outlook, AMO 2011 – 2015 « Arab Media : Exposure and Transition » 4ème édition, Dubai Press Club, Dubaï, 2015

- The Emirates Center for Strategic Studies and Research, « Arab Media in the Information Age » Dubaï, 2006